

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

35.
—
PN

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1992

TABLE THÉMATIQUE

ÉTABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SÉNAT

TABLES

Volume 35



SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE THÉMATIQUE

Deuxième session extraordinaire de 1991-1992	Du 8 au 24 janvier 1992.
Troisième session extraordinaire de 1991-1992	Du 7 au 11 février 1992.
Seconde session ordinaire de 1991-1992	Du 2 avril au 30 juin 1992.
<i>Congrès du Parlement</i>	<i>23 juin 1992</i>
Quatrième session extraordinaire de 1991-1992	Du 1 ^{er} au 8 juillet 1992.
Première session ordinaire de 1992-1993	Du 2 octobre au 20 décembre 1992.
Première session extraordinaire de 1992-1993	Du 21 au 23 décembre 1992.

AVERTISSEMENT

Les Tables des Débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

La Table nominative contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité au Sénat durant l'année.

La Table thématique contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**. La table thématique est élaborée à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », constituée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service de l'informatique et du développement technologique et interrogeable sur **le centre serveur** du Groupement de la Caisse des Dépôts - Centre d'automatisation pour le management (**3613 - Code GCAMS**). Elle peut également être consultée sur l'ordinateur interne du Sénat, par terminal **télétype ou minitel**.

SOMMAIRE

Avertissement	p. 3*
Liste des principales abréviations utilisées	p. 6*

PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I. – COMPOSITION DU SÉNAT :	
A. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs	
1. – au 26 septembre 1992	p. 7*
2. – au 31 décembre 1992	p. 10*
B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs	
1. – au 26 septembre 1992	p. 13*
2. – au 31 décembre 1992	p. 17*
C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat	p. 21*
D. – Elections sénatoriales	
1. – Renouvellement de la série B	p. 22*
2. – Elections partielles	p. 23*
3. – Contestations d'opérations électorales	p. 23*
E. – Sénateurs décédés	p. 23*
F. – Cessation de mandat de sénateur	p. 23*
G. – Démission	p. 23*
H. – Sénateur membre du Gouvernement	p. 23*
I. – Remplacements de sénateurs	p. 23*
J. – Vacances de sièges	p. 23*
K. – Anciens sénateurs décédés	p. 23*
II. – BUREAU DU SÉNAT	p. 23*
III. – SESSIONS	p. 24*
IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES	p. 24*
V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS	
A. – Commissions permanentes	p. 25*
B. – Commissions d'enquête	p. 27*
C. – Commission chargée d'examiner une proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de Justice	p. 27*
D. – Commissions mixtes paritaires	p. 28*
VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES)	p. 37*

VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES	p. 39*
VIII. – MISSIONS D'INFORMATION	p. 40*
IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE	p. 41*
X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES	p. 41*
XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE	p. 41*
XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	p. 42*
XIII. – MINISTÈRES	
A. – Gouvernement Edith Cresson	p. 47*
B. – Gouvernement Pierre Bérégovoy	p. 48*
XIV. – TEXTES	
A. – Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1992	p. 50*
B. – Déposés en 1992, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat ...	p. 53*
XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	p. 56*
XVI. – PÉTITIONS	p. 57*
XVII. – TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL	p. 58*
XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES	p. 59*

DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

C	Groupe communiste.
RDE	Groupe du Rassemblement démocratique et européen.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
UC	Groupe de l'Union centriste.
UREI	Groupe de l'Union des républicains et des indépendants.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

NOTA : Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « *JO Débats* » renvoient à celles du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ;
- enfin, les dates précédées de la mention « *JO Lois et Décrets* » renvoient à ce *Journal officiel*.

PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. 1. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 26 septembre 1992.

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ETRD.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales - UC-R - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - S - LOIS.
Jean AMELIN, Marne - RPR - ECON.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - UREI - ECON.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - FINC.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - S - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - S - LOIS.

B

Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - FINC.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jean-Paul BATAILLE, Nord - UREI - AFCL.
Gilbert BAUMET, Gard - RDE - LOIS.
Jean-Pierre BAYLE, Français établi hors de France - S - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Gilbert BELIN, Puy-de-Dôme - S - AFCL.
Jacques BELLANGER, Yvelines - S - ECON.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - AFCL.
Georges BERCHE, Haute-Marne - RDE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - S - FINC.
Roland BERNARD, Rhône - S - ETRD.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - ECON.
Jean BESSON, Drôme - S - ECON.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - S - SOCI.
Pierre BIARNÈS, Français établi hors de France - S - LOIS.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - ECON.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Marc BŒUF, Gironde - S - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - SOCI.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - S - ECON.
Amédée BOUQUEREL, Oise - RPR - ETRD.
Joël BOURDIN, Eure - UREI - AFCL.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - LOIS.
Jean-Éric BOUSCH, Moselle - RPR - ECON.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
André BOYER, Lot - RDE - ETRD.
Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Paulette BRISEPIERRE, Français établi hors de France - RPR - AFCL.

Louis BRIVES, Tarn - RDE - SOCI.

C

Camille CABANA, Paris - RPR - LOIS.
Guy CABANEL, Isère - UREI - ETRD.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établi hors de France - UC-R - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - S - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - FINC.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.
Robert CASTAING, Gers - S - AFCL.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - SOCI.
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - LOIS.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique - RPR - ETRD.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - S - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - UREI - FINC.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - FINC.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDE - FINC.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais - RPR - ECON.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Claude CORNAC, Haute-Garonne - S - ETRD.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
Marcel COSTES, Lot - S - ECON.
Raymond COURRIERE, Aude - S - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - S - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établi hors de France - UREI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établi hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.
André DAUGNAC, Pyrénées-Orientales - UC - LOIS.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Desiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
André DELELIS, Pas-de-Calais - S - ETRD.
Gérard DELFAU, Hérault - S - AFCL.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - S - SOCI.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DÉSIÉ, Martinique - S-A - ECON.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - SOCI.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - S - LOIS.
Franz DUBOSQ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ETRD.

Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - SOCI.
Ambroise DUPONT, Calvados - UREI - AFCL.
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établi hors de France - NI - AFCL.
Bernard DUSSAUT, Gironde - S - ECON.

E

André EGU, Ille-et-Vilaine - UC-R - AFCL.
Jean-Paul EMIN, Ain - UREI - SOCI.
Claude ESTIER, Paris - S - ETRD.

F

Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire - RPR - FINC.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - ECON.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - LOIS.
Claude FUZIER, Seine-Saint-Denis - S - SOCI.

G

Henri GALLET, Pas-de-Calais - S - LOIS.
Aubert GARCIA, Gers - S - ECON.
Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - S - ETRD.
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - UREI - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDE - FINC.
Henri GÛETSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLINET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Marie-Fanny GOURNAY, Nord - RPR - SOCI.
Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes - UREI - ECON.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Roland GRIMALDI, Nord - S - ECON.
Georges GRUILLÔT, Doubs - RPR - ECON.
Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - FINC.
Robert GUILLAUME, Nièvre - S - AFCL.
Bernard GUYOMARD, Paris - UC - ETRD.

H

Jacques HABERT, Français établi hors de France - NI - AFCL.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Nicole de HAUTECLOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Daniel HOFFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - SOCI.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - ECON.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI-R - LOIS.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - S - SOCI.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - S - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - S - ECON.
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - ETRD.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique - RDE - ECON.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE - ECON.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.
Félix LEYZOUR, Côtes d'Armor - C - ECON.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Paul LORIDANT, Essonne - S - FINC.
François LOUISY, Guadeloupe - S - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - S - ETRD.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - S - FINC.
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - S - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - S - ETRD.
Jacques de MENO, Finistère - RPR - ECON.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
René MONORY, Vienne - UC - FINC.
Claude MONT, Loire - UC - ETRD.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - RPR - FINC.
Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
Michel MOREIGNE, Creuse - S - FINC.

Jacques MOSSION, Somme - UC - AFCL.
Arthur MOULIN, Nord - RPR - SOCI.
Georges MOULY, Corrèze - RDE - AFCL.
Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques - UC-R - ECON.

N

Jean NATALI, Oise - RPR - ETRD.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - LOIS.

O

Henri OLIVIER, Orne - UREI-R - ECON.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - LOIS.
Paul d'ORNANO, Français établi hors de France - RPR - ETRD.
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - SOCI.
Georges OTHILY, Guyane - S-R - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - LOIS.
Sosefo Makapé PAPILIO, Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - S-A - ECON.
Guy PENNE, Français établi hors de France - S - ETRD.
Jean PÉPIN, Ain - UREI - AFCL.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - S - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - S - FINC.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées - RDE - SOCI.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - S - ECON.
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - S - SOCI.
Robert PIAT, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - UREI - ETRD.
Roger POU DONSON, Pas-de-Calais - UC - ETRD.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle - UREI - ECON.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PRADILLE, Gard - S - LOIS.
Claude PROUVOYEUR, Nord - RPR-A - SOCI.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - S - AFCL.

R

Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Albert RAMASSAMY, La Réunion - S - LOIS.
René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - S - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.
Henri REVOL, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - SOCI.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.

Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - S-R - ECON.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - FINC.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - S - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - S - ETRD.
Olivier ROUX, Français établi hors de France - UC - SOCI.
Michel RUFIN, Meuse - RPR-A - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - S - AFCL.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Bernard SEILLIER, Aveyron - UREI - SOCI.
Françoise SELIGMANN, Hauts-de-Seine - S - AFCL.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - S - SOCI.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - S - SOCI.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ECON.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - AFCL.
Paul SOUFFRIN, Moselle - C - SOCI.
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.
Jacques SOURDILLE, Ardennes - RPR - LOIS.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - SOC - ECON.
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher - UREI - LOIS.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRAVERT, Manche - UREI - ECON.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - LOIS.
François TRUCY, Var - UREI - FINC.

U

Dick UKEIWÉ, Nouvelle-Calédonie - RPR - AFCL.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - FINC.
André VALLET, Bouches-du-Rhône, S-R - AFCL.
Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
André VEZINHET, Hérault - S - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - S - AFCL.
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - S-R - ETRD.
Xavier de VILLEPIN, Français établi hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - AFCL.
Louis VIRAPOULLE, La Réunion - UC - LOIS.
Hector VIRON, Nord - C - SOCI.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire - RPR-A - FINC.

A. 2. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1992

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ETRD.
 Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
 Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
 Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
 Guy ALLOUCHE, Nord - S - LOIS.
 Louis ALTHAPE, Pyrénées-Atlantiques - RPR - SOCI.
 Maurice ARRECKX, Var - UREI - AFCL.
 Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - FINC.
 Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
 François AUTAIN, Loire-Atlantique - S - AFCL.
 Germain AUTHIÉ, Ariège - S - LOIS.

B

Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.
 José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
 René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
 Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
 Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - FINC.
 Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
 Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - ECON.
 Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
 Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
 Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
 Jacques BELLANGER, Yvelines - S - ECON.
 Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
 Monique BEN GUIGA, Français établi hors de France - S - ETRD.
 Jacques BERARD, Vaucluse - RPR - LOIS.
 Georges BERCHET, Haute-Marne - RDE - ECON.
 Maryse BERGE-LAVIGNE, Haute-Garonne - S - FINC.
 Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
 Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.
 Roland BERNARD, Rhône - S - ETRD.
 Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
 Roger BESSE, Cantal - RPR - ECON.
 Jean BESSON, Drôme - S - ECON.
 André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
 Jacques BIALSKI, Nord - S - SOCI.
 Pierre BIARNÈS, Français établi hors de France - S - LOIS.
 Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
 Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.
 François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - ECON.
 Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
 Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.
 Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
 Marc BOEUF, Gironde - S - SOCI.
 André BOHL, Moselle - UC - SOCI.
 Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
 Marcel BONY, Puy-de-Dôme - S - ECON.
 James BORDAS, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
 Didier BOROIRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - LOIS.
 Joël BOURDIN, Eure - UREI - AFCL.
 Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
 Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - LOIS.
 Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
 André BOYER, Lot - RDE - ETRD.
 Eric BOYER, La Réunion - RPR-A - SOCI.
 Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
 Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
 Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
 Paulette BRISEPIERRE, Français établi hors de France - RPR - ETRD.
 Louis BRIVES, Tarn - RDE - SOCI.

C

Camille CABANA, Paris - RPR - LOIS.
 Guy CABANEL, Isère - RDE-R - LOIS.
 Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
 Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
 Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
 Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établi hors de France - UC-R - SOCI.
 Jacques CARAT, Val-de-Marne - S - AFCL.
 Paul CARON, Seine-Maritime - UC - ETRD.
 Jean-Louis CARRERE, Landes - S - AFCL.
 Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.
 Robert CASTAING, Gers - S - AFCL.
 Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
 Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
 Francis CAVALIER-BENEZET, Gard - NI
 Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
 Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - ECON.
 Jean CHAMANT, Yonne - RPR - LOIS.
 Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
 Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - S - FINC.
 Marcel CHARMANT, Nièvre - S - LOIS.
 Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
 Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
 William CHERVY, Creuse - S - ECON.
 Roger CHINAUD, Paris - UREI - AFCL.
 Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - FINC.
 Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
 Henri COLLARD, Eure - RDE - FINC.
 Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.
 Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
 Claude CORNAC, Haute-Garonne - S - ETRD.
 Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
 Raymond COURRIERE, Aude - S - LOIS.
 Roland COURTEAU, Aude - S - ECON.
 Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
 Pierre CROZE, Français établi hors de France - UREI - FINC.
 Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
 Charles de CUTTOLI, Français établi hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.
 Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
 Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
 Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
 Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - ECON.
 Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - SOCI.
 Gérard DELFAU, Hérault - S - AFCL.
 François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
 Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
 Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - S - ECON.
 Michelle DEMESSINE, Nord - C - SOCI.
 Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
 Rodolphe DÉSIÉ, Martinique - S-A - ECON.
 Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - S - SOCI.
 André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
 Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.
 Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - S - LOIS.
 Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
 Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
 Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - SOCI.
 Ambroise DUPONT, Calvados - UREI - AFCL.
 Hubert DURAND-CHASTEL, Français établi hors de France - NI - ETRD.

Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - S - ECON.
Bernard DUSSAUT, Gironde - S - ECON.

E

André EGU, Ile-et-Vilaine - UC - AFCL.
Jean-Paul EMIN, Ain - UREI - ECON.
Claude ESTIER, Paris - S - ETRD.

F

Léon FATOUS, Pas-de-Calais - S - SOCI.
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.
Jean FAURE, Isère - UC - SOCI.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - ECON.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - SOCI.
Claude FUZIER, Seine-Saint-Denis - S - AFCL.

G

Aubert GARCIA, Gers - S - ECON.
Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - S - ETRD.
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - UREI - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDE - FINC.
Henri GÛTSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Daniel GOULET, Orne - RPR - AFCL.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - ETRD.
Bernard GUYOMARD, Paris - UC - ETRD.

H

Jacques HABERT, Français établi hors de France - NI - ETRD.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Nicole de HAUTELOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
Anne HEINIS, Manche - UREI - ECON.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Jean-Paul HUGO, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.
Roland HUGUET, Pas-de-Calais - S - SOCI.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - ECON.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.

Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - AFCL.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI - LOIS.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - S - SOCI.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.
Pierre LAGOURGUE, La Réunion - UC - LOIS.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Alain LAMBERT, Orne - UC-R - FINC.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - S - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - S - ECON.
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - ETRD.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - AFCL.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - AFCL.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE - ECON.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.
Félix LEYZOUR, Côtes d'Armor - C - ECON.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Paul LORIDANT, Essonne - S - FINC.
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - SOCI.
François LOUISY, Guadeloupe - S - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ile-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - S - ETRD.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
André MAMAN, Français établi hors de France - NI - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - S - FINC.
Philippe MARINI, Oise - RPR - SOCI.
René MARQUES, Pyrénées-Orientales - UC - ECON.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - S - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
Pierre MAUROY, Nord - S - ETRD.
Jean-Luc MELENCHON, Essone - S - ETRD.
Jacques de MENO, Finistère - RPR - ECON.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Charles METZINGER, Moselle - S - SOCI.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
Gérard MIQUEL, Lot - S - ECON.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.

Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
René MONORY, Vienne - UC.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - RPR - FINC.
Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
Michel MOREIGNE, Creuse - S - FINC.
Jacques MOSSION, Somme - UC - FINC.
Georges MOULY, Corrèze - RDE - SOCI.

N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - LOIS.

O

Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - LOIS.
Paul d'ORNANO, Français établi hors de France - RPR - ETRD.
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - ECON.
Georges OTHILY, Guyane - RDE - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - LOIS.
Sosefo Makapé PAPILIO, Iles Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - S-R - LOIS.
Guy PENNE, Français établi hors de France - S - ETRD.
Jean PÉPIN, Ain - UREI - ECON.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - S - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - S - FINC.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - S - ECON.
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - S - SOCI.
Robert PIAT, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC - ETRD.
Guy POIRIEUX, Loire - UREI - AFCL.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - UREI - ETRD.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PRADILLE, Gard - S - ECON.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - S - AFCL.

R

Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Paul RAOULT, Nord - S - ECON.
Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDE-R - ECON.
René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - S - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.

Henri REVOL, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - ECON.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - S-R - ECON.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - FINC.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - S - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - S - ETRD.
Michel RUFIN, Meuse - RPR - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - S - AFCL.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Bernard SEILLIER, Aveyron - UREI - SOCI.
Françoise SÉLIGMANN, Hauts-de-Seine - S - AFCL.
Michel SERGENT, Pas-de-Calais - S - FINC.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - S - SOCI.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - S - AFCL.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ETRD.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Michel SOUPLÉ, Oise - UC - ECON.
Jacques SOURDILLE, Ardennes - RPR - FINC.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - S - ECON.
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - LOIS.
François TRUCY, Var - UREI - FINC.
Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - FINC.
André VALLET, Bouches-du-Rhône, S-R - LOIS.
Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
André VEZINHET, Hérault - S - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - S - AFCL.
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - S-R - ETRD.
Xavier de VILLEPIN, Français établi hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.

B.1. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 26 septembre 1992

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 – **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.
- 2 – **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.
- 4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 – **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Baillet.
José Balareello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.
- 7 – **ARDECHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Jacques Sourdille.
- 9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Bernard Laurent.
- 11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.
- 90 – **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Claude Gaudin.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Rocca Serra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.
- 15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.
- 16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.
- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blairot.
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
- Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Charles Ornano.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Félix Leyzour.
René Régnauld.
Claude Saunier.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Yves Guéna.
Michel Manet.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Gérard Gaud.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Jean Simonin.
Robert Vizet.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.
- 30 – **GARD** (3 Sénateurs).
Gilbert Baومت.
Claude Pradille.
André Rouvière.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Claude Cornac.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Marc Bœuf.
Gérard César.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.

- Jacques Valade.
- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.
Michel Maurice-Bokanowski.
Charles Pasqua.
Françoise Seligmann.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vezinhet.
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Egu.
Jean Madelain.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Delaneau.
Marcel Fortier.
André-Georges Voisin.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).
Yves Goussebaire-Dupin.
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Jacques Thyraud.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Claude Mont.
Lucien Neuwirth.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Michel Chauty.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Bernard Legrand.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Marcel Costes.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Joseph Caupert.
- 49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Auguste Chupin.
- Jean Huchon.
Charles Jolibois.
- 50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean-François Le Grand.
Jean-Pierre Tizon.
René Travert.
- 51 – **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Amelin.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 – **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Roger Boileau.
Claude Huriet.
Hubert Martin.
Richard Pouille.
- 55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Jean-Éric Bousch.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Paul Souffrin.
- 58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Robert Guillaume.
René-Pierre Signé.
- 59 – **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jean-Paul Bataille.
Jacques Bialski.
André Diligent.
Marie-Fanny Gournay.
Roland Grimaldi.
Arthur Moulin.
Claude Prouvoyeur.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Hector Viron.
- 60 – **OISE** (3 Sénateurs).
Amédée Bouquerel.
Jean Natali.
Michel Souplet.
- 61 – **ORNE** (2 Sénateurs).
Hubert d'Andigné.
Henri Olivier.
- 75 – **PARIS** (12 Sénateurs).
Camille Cabana.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Bernard Guyomard.
Nicole de Hauteclocque.
Christian de La Malène.
Roger Romani.
Pierre-Christian Taittinger.
- 62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.

- Henri Collette.
Désiré Debavelaere.
André Delelis.
Henri Gallet.
Daniel Percheron.
Roger Poudonson.
- 63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Gilbert Belin.
Marcel Bony.
Roger Quilliot.
- 64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Auguste Cazalet.
Franz Duboscq.
Jacques Moutet.
- 65 – **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Hubert Peyou.
- 66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Alduy.
André Daugnac.
- 67 – **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Daniel Hoeffel.
Louis Jung.
Joseph Ostermann.
N*
- 68 – **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Henri Goetschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.
- 69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.
- 70 – **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.
- 71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.
- 72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.
- 73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.
- 74 – **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.
- 76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Tony Larue.
Jean Lecanuet.
Geoffroy de Montalembert.
Robert Pagès.
- 77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Étienne Dailly.
Philippe François.
Jacques Larché.
- Robert Piat.
- 93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Paulette Fost.
Claude Fuzier.
Jean Garcia.
- 79 – **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.
- 80 – **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Jacques Mossion.
- 81 – **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.
- 82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.
- 94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.
- 95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Michel Poniatowski.
- 83 – **VAR** (3 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.
- 85 – **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 – **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.
- 87 – **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat.
Robert Laucournet.
- 88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.
- 89 – **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.
- 78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.
- b. **DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
GUADELOUPE (2 Sénateurs).
Henri Bangou.

(*) Il sera procédé à une élection partielle, dans le département du Bas-Rhin, lors du renouvellement triennal le 27 septembre 1992, afin de pourvoir au siège devenu vacant par suite du décès le 6 avril 1992, de M. André Trabant.

François Louisy.

GUYANE (1 Sénateur).
Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).
Rodolphe Désiré.
Roger Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).
Paul Moreau.
Albert Ramassamy.

Louis Virapoullé.

c. **TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).
Dick Ukeiwé.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).
Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).
Sosefo Makapé Papilio.

d. **COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).
Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).
Albert Pen.

e. **SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE**

(12 Sénateurs).
Jean-Pierre Bayle.
Pierre Biarnès.
Paulette Brisepierre.
Jean-Pierre Cantegrit.
Pierre Croze.
Charles de Cuttoli.
Hubert Durand-Chastel.
Jacques Habert.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Olivier Roux.
Xavier de Villepin.

B.2. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1992

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 – **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.
- 2 – **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.
- 4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 – **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Baillet.
José Balareello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.
- 7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Jacques Sourdille.
- 9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Bernard Laurent.
- 11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.
- 90 – **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Claude Gaudin.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Rocca Serra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.
- 15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.
- 16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.
- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
- Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Charles Ornano.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Félix Leyzour.
René Régnauld.
Claude Saunier.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Yves Guéna.
Michel Manet.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Gérard Gaud.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Jean Simonin.
Robert Vizet.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.
- 30 – **GARD** (3 Sénateurs).
Francis Cavalier-Bénézet.
Claude Pradille.
André Rouvière.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Claude Cornac.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Marc Bœuf.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.
Jean-François Pintat.

- Jacques Valade.
- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.
Michel Maurice-Bokanowski.
Charles Pasqua.
Françoise Seligmann.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vezinhet.
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Egu.
Jean Madelain.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
James Bordas.
Jean Delaneau.
Dominique Leclerc.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).
Jean-Louis Carrère.
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Pierre Fauchon.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Lucien Neuwirth.
Guy Poirieux.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Marie-Madeleine Dieulangard.
Guy Lemaire.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Gérard Miquel.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Joseph Caupert.
- 49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Huchon.
Jean-Paul Hugo.
Charles Jolibois.
- 50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).
Anne Heinis.
Jean-François Le Grand.
Jean-Pierre Tizon.
- 51 – **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Bernard.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 – **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Jacques Baudot.
Jean Bernadaux.
Claude Huriet.
Philippe Nachbar.
- 55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Charles Metzinger.
Jean-Marie Rausch.
- 58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Marcel Charmant.
René-Pierre Signé.
- 59 – **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jacques Bialski.
Michelle Demessine.
André Diligent.
Alfred Foy.
Jacques Legendre.
Pierre Mauroy.
Paul Raoult.
Joan Renar.
Maurice Schumann.
Alex Türk.
- 60 – **OISE** (3 Sénateurs).
Philippe Marini.
Michel Souplet.
Alain Vasselle.
- 61 – **ORNE** (2 Sénateurs).
Daniel Goulet.
Alain Lambert.
- 75 – *** PARIS** (12 Sénateurs).
Camille Cabana.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Bernard Guyomard.

(*) Il a été procédé à une élection partielle le 10 février 1991 afin de pourvoir au siège devenu vacant par suite du décès de M. Raymond Bourguin

- Nicole de Hauteclocque.
Christian de La Malène.
Roger Romani.
Pierre-Christian Taittinger.
- 62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Désiré Debavelaere.
Jean-Paul Delevoye.
Léon Fatous.
Roland Huguet.
Daniel Percheron.
Michel Sergent.
- 63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Marcel Bony.
Michel Charasse.
Roger Quilliot.
- 64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Louis Althapé.
Didier Borotra.
Auguste Cazalet.
- 65 – **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Josette Durrieu.
- 66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Blanc.
René Marquès.
- 67 – **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Daniel Hoeffel.
Louis Jung.
Joseph Ostermann.
Philippe Richert.
- 68 – **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Henri Gœtschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.
- 69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.
- 70 – **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.
- 71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.
- 72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.
- 73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.
- 74 – **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.
- 76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Tony Larue.
Jean Lecanuet.
Geoffroy de Montalembert.
Robert Pagès.
- 77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Etienne Dailly.
- Philippe François.
Jacques Larché.
Robert Piat.
- 93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Paulette Fost.
Claude Fuzier.
Jean Garcia.
- 79 – **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.
- 80 – **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Jacques Mossion.
- 81 – **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.
- 82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.
- 94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.
- 95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beauveau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Michel Poniatowski.
- 83 – **VAR** (3 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.
- 85 – **VENDEE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 – **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.
- 87 – **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat
Robert Laucournet.
- 88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.
- 89 – **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.
- 78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.
- b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
- GADELOUPE** (2 Sénateurs).
Henri Bangou.

François Louisy.

GUYANE (1 Sénateur).

Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).

Rodolphe Désiré.

Roger Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).

Eric Boyer.

Pierre Lagourgue.

Paul Moreau.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE-CALÉDONIE (1 Sénateur).

Simon Loueckhote.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).

Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).

Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).

Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).

Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).

Monique Ben Guiga.

Pierre Biarnès.

Paulette Brisepierre.

Jean-Pierre Cantegrit.

Pierre Croze.

Charles de Cuttoli.

Hubert Durand-Chastel

Jacques Habert.

André Maman.

Paul d'Ornano.

Guy Penne.

Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements métropolitains et des territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Pierre Croze, Jacques Habert).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Olivier Roux).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (*****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *

Au 31 décembre 1992, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

(*****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. - Élections sénatoriales

1 - Renouveau de la série B

Liste par département de Mmes et MM. les sénateurs élus dans les départements de la métropole et d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer, le 27 septembre 1992.

Liste communiquée par M. le ministre de l'intérieur en application des articles L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral

MÉTROPOLE

- 37 - **INDRE-ET-LOIRE**
James BORDAS.
Jean DELANEAU.
Dominique LECLERC.
- 38 - **ISÈRE**
Jean BOYER.
Guy CABANEL.
Charles DESCOURS.
Jean FAURE.
- 39 - **JURA**
Pierre JEAMBRUN.
André JOURDAIN.
- 40 - **LANDES**
Jean-Louis CARRERE.
Philippe LABEYRIE.
- 41 - **LOIR-ET-CHER**
Jacques BIMBENET.
Pierre FAUCHON.
- 42 - **LOIRE**
François MATHIEU.
Louis MERCIER.
Lucien NEUWIRTH.
Guy POIRIEUX.
- 43 - **HAUTE-LOIRE**
Jean-Paul CHAMBRIARD.
Adrien GOUTEYRON.
- 44 - **LOIRE-ALTANTIQUE**
François AUTAIN.
Charles-Henri de COSSE-BRISSAC.
Luc DEJOIE.
Marie-Madeleine DIEULANGARD.
Guy LEMAIRE.
- 45 - **LOIRET.**
Louis BOYER.
Kléber MALECOT.
Paul MASSON.
- 46 - **LOT**
André BOYER.
Gérard MIQUEL.
- 47 - **LOT-ET-GARONNE**
Jean FRANCOIS-PONCET.
Raymond SOUCARET.
- 48 - **LOZÈRE**
Joseph CAUPERT.
- 49 - **MAINE-ET-LOIRE**
Jean HUCHON.
Jean-Paul HUGOT.
Charles JOLIBOIS.
- 50 - **MANCHE**
Anne HEINIS.
Jean-François LE GRAND.
Jean-Pierre TIZON.
- 51 - **MARNE**
Jean BERNARD.
Jacques MACHET.
Albert VECTEN.
- 52 - **HAUTE-MARNE**
Georges BERCHET.

- Jacques DELONG.
- 53 - **MAYENNE**
Jean ARTHUIS.
René BALLAYER.
- 54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE**
Jacques BAUDOT.
Jean BERNADAUX.
Claude HURIET.
Philippe NACHBAR.
- 55 - **MEUSE**
Rémi HERMENT.
Michel RUFIN.
- 56 - **MORBIHAN**
Christian BONNET.
Henri LE BRETON.
Josselin de ROHAN.
- 57 - **MOSELLE**
André BOHL.
Roger HUSSON.
Jean-Pierre MASSERET.
Charles METZINGER.
Jean-Marie RAUSCH.
- 58 - **NIEVRE**
Marcel CHARMANT.
René-Pierre SIGNÉ.
- 59 - **NORD**
Guy ALLOUCHE.
Jacques BIALSKI.
Michelle DEMESSINE.
André DILIGENT.
Alfred FOY.
Jacques LEGENDRE.
Pierre MAUROY.
Paul RAOULT.
Ivan RENAR.
Maurice SCHUMANN.
Alex TÜRK.
- 60 - **OISE**
Philippe MARINI.
Michel SOUPLÉ.
Alain VASSELLE.
- 61 - **ORNE.**
Daniel GOULET.
Alan LAMBERT.
- 62 - **PAS-DE-CALAIS**
Jean-Luc BECART.
Désiré DEBAVELAERE.
Jean-Paul DELEVOYE.
Léon FATOUS.
Roland HUGUET.
Daniel PERCHERON.
Michel SERGENT.
- 63 - **PUY-DE-DÔME**
Marcel BONY.
Michel CHARASSE.
Roger QUILLIOT.
- 64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**
Louis ALTHAPÉ.
Dider BOROTRA.
Auguste CAZALET.
- 65 - **HAUTES-PYRÉNÉES**
François ABADIE.
Josette DURRIEU.
- 66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES**
Paul BLANC.
René MARQUÈS.

OUTRE-MER

- LA RÉUNION**
Eric BOYER.

Pierre LAGOURGUE.
Paul MOREAU.

NOUVELLE-CALÉDONIE
Simon LOUECKHOTE.

Liste de Mmes et MM. les sénateurs représentant les Français établis hors de France élus par le conseil supérieur des Français de l'étranger lors du scrutin du 27 septembre 1992

Monique BENGUIGA.
Jean-Pierre CANTEGRIT.
Charles de CUTTOLI.
André MAMAN.

2 - Elections partielles

Élections aux sièges devenus vacants dans l'année précédant le renouvellement partiel du Sénat (art. L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral)

(J.O. Lois et décrets du 29 septembre 1992)

M. Philippe Richert, proclamé élu sénateur du Bas-Rhin en remplacement de M. André Traband, décédé.

M. Francis Cavalier-Benezet, proclamé élu sénateur du Gard en remplacement de M. Gilbert Baumet, démissionnaire.

3 - Contestations d'opérations électorales

a) *Requêtes au Conseil constitutionnel* relatives aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992 :

- dans le département des Pyrénées-Atlantiques (JO Lois et décrets du 2 octobre 1992) ;

- dans les départements de l'Oise et de la Moselle (JO Lois et décrets du 7 octobre 1992) ;

- dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, dans le département de la Réunion et dans le département de Meurthe-et-Moselle (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ;

- dans les départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle (JO Lois et décrets du 10 octobre 1992) ;

- dans le département du Nord et dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie (JO Lois et décrets du 11 octobre 1992) ;

- dans le département de la Meuse (JO Lois et décrets du 14 octobre 1992)

b) *Rejet des requêtes* (communication au Sénat des décisions du Conseil constitutionnel) :

- Décisions du 5 novembre 1992 concernant les élections sénatoriales dans les départements des Pyrénées-Atlantiques et de la Réunion (JO Lois et décrets du 6 novembre 1992).

- Six décisions du 8 décembre 1992 concernant les élections sénatoriales dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Nord, de l'Oise et dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie (JO Lois et décrets du 9 décembre 1992).

E. - Sénateurs décédés

M. Michel Darras, sénateur du Pas-de-Calais de 1965 à 1992, le 6 janvier 1992 (JO Lois et décrets du 8 janvier 1992).

M. Paul Séramy, sénateur de Seine-et-Marne de 1977 à 1992, le 23 février 1992 (JO Lois et décrets du 23 février 1992).

M. Robert Pontillon, sénateur des Hauts-de-Seine de 1977 à 1992, le 20 mars 1992 (JO Lois et décrets du 21 mars 1992).

M. André Traband, sénateur du Bas-Rhin en 1992, le 6 avril 1992 (JO Lois et décrets du 8 avril 1992).

F. - Cessation de mandat de sénateur

De M. Marcel Rudloff (Bas-Rhin), nommé membre du Conseil constitutionnel le 25 février 1992 (cessation de son mandat sénatorial le 5 mars 1992 à minuit) (JO Lois et décrets du 7 mars 1992).

G. - Démission

De M. Gilbert Baumet, sénateur du Gard, le 14 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 15 octobre 1992).

H. - Sénateur membre du Gouvernement

Gouvernement de M. Pierre Bérégovoy (décret du 2 octobre 1992) :

M. Gilbert Baumet (Gard), nommé ministre au commerce et à l'artisanat ; démissionne de son mandat sénatorial le 14 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 15 octobre 1992).

I. - Remplacements de sénateurs

M. Henri Gallet remplace M. Michel Darras (Pas-de-Calais) le 7 janvier 1992 (JO Lois et décrets du 8 janvier 1992).

M. Robert Piat remplace M. Paul Séramy (Seine-et-Marne) le 24 février 1992 (JO Lois et décrets du 25 février 1992).

M. André Traband remplace M. Marcel Rudloff (Bas-Rhin) le 6 mars 1992 (JO Lois et décrets du 7 mars 1992).

Mme Françoise Seligmann remplace M. Robert Pontillon (Hauts-de-Seine) le 21 mars 1992 (JO Lois et décrets du 25 mars 1992).

J. - Vacances de sièges

Le siège de M. André Traband (Bas-Rhin), décédé, devient vacant (JO Lois et décrets du 9 avril 1992) et sera pourvu lors du prochain renouvellement partiel du Sénat (Art. L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral).

Le siège de M. Gilbert Baumet (Gard), démissionnaire, devient vacant (JO Lois et décrets du 17 octobre 1992).

K. - Anciens sénateurs décédés

M. Jean-Marie Bouloux, sénateur de la Vienne de 1959 à 1986, le 22 janvier 1992 (25 janvier 1992) (p. 470).

M. Lucien Gautier, sénateur de Maine-et-Loire de 1965 à 1983, le 3 février 1992 (8 février 1992) (p. 497).

M. Jean Durand, sénateur de la Gironde de 1948 à 1955, le 20 février 1992 (3 avril 1992) (p. 523).

M. Jean Bene, sénateur de l'Hérault, de 1946 à 1971, le 26 avril 1982 (29 avril 1992) (p. 883).

M. Adrien Laplace, sénateur du Tarn-et-Garonne, de 1959 à 1977, le 5 juin 1992 (10 juin 1992) (p. 1479).

M. Robert Bouvard, sénateur de la Haute-Loire, de 1959 à 1974, le 5 juillet 1992 (9 juillet 1992) (p. 2523).

M. Pierre Brousse, sénateur de l'Hérault, de 1968 à 1976, le 30 juillet 1992 (3 octobre 1992) (p. 2577).

M. Georges Lamousse, sénateur de la Haute-Vienne, de 1949 à 1977, le 1^{er} août 1992 (3 octobre 1992) (p. 2577).

M. Maurice Coutrot, sénateur de Seine-Saint-Denis, de 1958 à 1977, le 17 septembre 1992 (3 octobre 1992) (p. 2577).

M. Jean-Louis Vigier, sénateur de Paris, de 1959 à 1980, le 8 octobre 1992 (16 octobre 1992) (p. 2671).

M. Roger Carcassonne, sénateur des Bouches-du-Rhône de 1946 à 1971, le 28 novembre 1992 (2 décembre 1992) (p. 3524).

M. Louis Marre, sénateur de la Savoie de 1974 à 1977, le 12 décembre 1992 (16 décembre 1992) (p. 4028).

M. Alfred Westphal, sénateur du Bas-Rhin de 1946 à 1952, le 15 décembre 1992 (17 décembre 1992) (p. 4097).

M. Youssef Achour, sénateur d'Alger de 1959 à 1962, le 15 décembre 1992 (17 décembre 1992) (p. 4097).

II. - BUREAU DU SÉNAT

A. - Bureau d'âge

Installation du bureau d'âge (JO Lois et décrets du 3 octobre 1992).

Président : M. Geoffroy de Montalembert, doyen d'âge.

Secrétaires d'âge : MM. Simon Loueckhote, Philippe Richert, Jean-Luc Mélenchon, Philippe Nachbar, Philippe Marini, Alex Türk.

B. – Bureau définitif

Composition au 1^{er} janvier 1992 : voir Table thématique 1991 « Informations parlementaires annuelles ».

Composition au 1^{er} octobre 1992 :

Président : M. Alain Poher.

Vice-présidents : MM. Pierre-Christian Taittinger, Jean Chamant, Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly.

Questeurs : MM. Lucien Neuwirth, Jacques Bialski, Jacques Mossion.

Secrétaires du Sénat : MM. Guy Allouche, Jean Faure, Roger Husson, Gérard Larcher, Serge Mathieu, Claude Prouvoyeur, Henri de Raincourt, Robert Vizet.

Composition à partir des 2 et 7 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) :

Président : M. René Monory.

Vice-Présidents : MM. Jean Chamant, Jean Faure, Michel Dreyfus-Schmidt, Roger Chinaud, Etienne Dailly, Yves Guéna.

Questeurs : MM. Jacques Bialski, Lucien Neuwirth, Serge Mathieu.

Secrétaires : MM. Philippe Adnot, François Autain, Emmanuel Hamel, Roger Husson, Gérard Larcher, François Lesein, Daniel Millaud, Jacques Mossion, Henri de Raincourt, André Rouvière, André Vallet, Robert Vizet.

III. – SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1991-1992 : convocation du Parlement en session extraordinaire le 8 janvier 1992 (JO Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992) (p. 9) ; ouverture (8 janvier 1992) (p. 5) ; ajournement (24 janvier 1992) (p. 493) ; clôture (JO Lois et décrets du 25 janvier 1992) (p. 1224).

Troisième session extraordinaire de 1991-1992 : convocation du Parlement en session extraordinaire le 7 février 1992 (JO Lois et décrets du 6 février 1992) (p. 1911) ; ouverture (7 février 1992) (p. 497) ; ajournement (11 février 1992) (p. 517) ; clôture (JO Lois et décrets du 12 février 1992) (p. 2240).

Seconde session ordinaire de 1991-1992 : ouverture (2 avril 1992) (p. 523) ; clôture (30 juin 1992) (p. 2282).

Congrès du Parlement : convocation du Parlement en Congrès le 23 juin 1992 (JO Lois et décrets du 20 juin 1992) (p. 8055) ; Constitution du Parlement en Congrès (23 juin 1992) (p. 3) ; clôture de la session du Congrès (23 juin 1992) (p. 13).

Quatrième session extraordinaire de 1991-1992 : convocation du Parlement et session extraordinaire le 1^{er} juillet 1992 (JO Lois et décrets du 1^{er} juillet 1992) (p. 8616) ; ouverture (1^{er} juillet 1992) (p. 2291) ; ajournement (8 juillet 1992) (p. 2571) ; clôture (JO Lois et décrets du 9 juillet 1992) (p. 9185).

Première session ordinaire de 1992-1993 : ouverture (2 octobre 1992) (p. 2577) ; clôture (20 décembre 1992) (p. 4564).

Première session extraordinaire de 1992-1993 : convocation du Parlement en session extraordinaire le 21 décembre 1992 (JO Lois et décrets du 22 décembre 1992) (p. 17512) ; ouverture (21 décembre 1992) (p. 4575) ; ajournement (23 décembre 1992) (p. 4757) ; clôture (JO Lois et décrets du 24 décembre 1992) (p. 17657).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Composition des différents groupes au 1^{er} janvier 1992 : voir Table thématique 1991 « Informations parlementaires annuelles ».

Listes des membres des groupes remises à la présidence du Sénat le mardi 6 octobre 1992, en application des articles 5 et 6 du règlement (JO Lois et décrets du 7 octobre 1992).

Groupe communiste (C)

Composition au 31 décembre 1992 (14 membres) : Mme Marie-Claude Beauveau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Michelle Demessine, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Félix Leyzour, Louis Minetti, Robert Pagès, Ivan Renar, Robert Vizet.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Henri Bangou.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 14 octobre, M. Gilbert Baumet démissionne (JO Lois et décrets du 15 octobre 1992) ;

– le 30 octobre, M. Georges Othily devient membre du groupe (JO Lois et décrets du 31 octobre 1992).

Composition au 31 décembre 1992 (21 membres) : MM. François Abadie, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Louis Brives, Henri Collard, Yvon Collin, Etienne Dailly, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Max Lejeune, Charles-Edmond Lenglet, François Lesein, Georges Mouly, Georges Othily, Jean Roger, Raymond Soucaret.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres) : MM. Guy Cabanel, Jean-Marie Rausch.

Président du groupe : M. Ernest Cartigny.

Groupe de l'Union centriste (UC)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 23 février 1992, décès de M. Paul Séramy (JO Lois et décrets du 25 février 1992) ;

– le 25 février 1992, M. Marcel Rudloff est nommé membre du Conseil constitutionnel (JO Lois et décrets du 26 février 1992) ; cessation de son mandat sénatorial le 5 mars 1992 (JO Lois et décrets du 7 mars 1992) ;

– le 28 février 1992, M. Robert Piat adhère au groupe (JO Lois et décrets du 29 février 1992) ;

– le 6 mars 1992, M. André Traband adhère au groupe (JO Lois et décrets du 7 mars 1992) ;

– le 6 avril 1992, décès de M. André Traband (JO Lois et décrets du 8 avril 1992) ;

– le 20 octobre 1992, M. André Egu cesse d'être rattaché administrativement pour adhérer à ce groupe (JO Lois et décrets du 21 octobre 1992).

Composition au 31 décembre 1992 (58 membres) :

MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Bernard Baraux, Jacques Baudot, Jean Bernadaux, Daniel Bernardet, François Blaizot, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Didier Borotra, Raymond Bouvier, Paul Caron, Louis de Catuelan, Jean Cluzel, André Diligent, André Egu, Pierre Fauchon, Jean Faure, André Fosset, Jacques Genton, Henri Goetschy, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Marcel Henry, Rémi Herment, Jean Huchon, Claude Huriet, Louis Jung, Pierre Lacour, Pierre Lagourgue, Bernard Laurent, Henri Le Breton, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Roger Lise, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, René Marquès, François Mathieu, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Jacques Mossion, Robert Piat, Alain Poher, Jean Pourchet, Philippe Richert, Guy Robert, Pierre Schiélé, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (7 membres) : MM. Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, Francisque Collomb, Marcel Daunay, Alain Lambert, Bernard Pellarin, Georges Treille.

Président du groupe : M. Daniel Hoeffel.

Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 21 octobre 1992, M. André Pourny cesse d'être membre de ce groupe pour se rattacher à ce même groupe.

Composition au 31 décembre 1992 (47 membres) :

MM. Michel d'Aillières, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, André Bettencourt, Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Joseph Caupert, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gaudin, Jean-Marie Girault, Mme Anne Heinis, MM. Charles Jolibois, Jacques Larché, Pierre Louvot, Roland du Luart, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Philippe Nachbar, Jean Pépin, Guy Poirieux, Michel Poniatowski, Jean Puech, Henri de Raincourt, Henri Revol, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, François Trucy, Albert Voilquin.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. André Pourny

Président du groupe : M. Marcel Lucotte.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Composition au 31 décembre 1992 (86 membres) :

MM. Michel Alloncle, Louis Althapé, Honoré Bailet, Henri Belcour, Jacques Bérard, Jean Bernard, Roger Besse, Paul Blanc, Yvon Bourges, Jacques Braconnier, Mme Paulette Brisepierre, MM. Camille Cabana, Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginesy, Daniel Goulet, Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Georges Gruillot, Yves Guéna, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Mme Nicole de Hautecloque, MM. Bernard Hugo, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, André Jarrot, André Jourdain, Christian de La Malène, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Guy Lemaire, Maurice Lombard, Simon Loueckhote, Philippe Marini, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques de Menou, Mme Hélène Missoffe, MM. Geoffroy de Montalembert, Paul Moreau, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Josselin de Rohan, Roger Romani, Michel Rufin, Maurice Schumann, Jean Simonin, Jacques Sourdille, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Jacques Valade, Alain Vasselle, Serge Vinçon.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (4 membres) :

MM. Eric Boyer, Gérard César, Désiré Debavelaere, Lucien Lanier.

Président du groupe : M. Charles Pasqua.

Groupe socialiste (S)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 6 janvier 1992, décès de M. Michel Darras (JO Lois et décrets du 8 janvier 1992) ;

– le 21 janvier 1992, M. Henri Gallet adhère au groupe (JO Lois et décrets du 22 janvier 1992) ;

– le 20 mars 1992, décès de M. Robert Pontillon (JO Lois et décrets du 21 mars 1992) ;

– le 30 mars 1992, Mme Françoise Seligmann adhère au groupe (JO Lois et décrets du 31 mars 1992) ;

– le 30 septembre 1992, M. Albert Pen cesse d'être apparenté pour adhérer à la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (JO Lois et décrets du 1^{er} octobre 1992) ;

– le 12 novembre 1992, M. Albert Pen est rattaché administrativement au groupe socialiste (JO Lois et décrets du 13 novembre 1992) ;

– le 30 octobre, M. Georges Othily cesse d'appartenir au groupe, pour adhérer au groupe du RDE (JO Lois et décrets du 31 octobre 1992).

Composition au 31 décembre 1992 (65 membres) : MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jacques Bellanger, Mmes Monique Ben Guiga, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roland Bernard, Jean Besson, Jacques Bialski, Pierre Biarnès, Marc Bœuf, Marcel Bony, Jacques Carat, Jean-Louis Carrière, Robert Castaing, Michel Charasse, Marcel Charmant, William Chervy, Claude Cornac, Raymond Courrière, Roland Courteau, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Léon Fatous, Claude Fuzier, Aubert Garcia, Gérard Gaud, Roland Hugué, Philippe Labeurie, Tony Larue, Robert Laucournet, Paul Lorient, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Maseret, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Charles Metzinger, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Louis Philibert, Claude Pradille, Roger Quilliot, Paul Raoult, René Régnauld, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Mme Françoise Seligmann, MM. Michel Sergent, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Bernard Tardy, André Vezinhet, Marcel Vidal.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Rodolphe Désiré.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (4 membres) : MM. Albert Pen, Jacques Rocca Serra, André Vallet, Robert-Paul Vigouroux.

Président du groupe : M. Claude Estier.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Liste des membres non-inscrits en cours d'année :

– M. Henri Gallet, du 7 janvier 1992 au 21 janvier 1992 ;

– M. Robert Piat, du 24 février 1992 au 28 février 1992 ;

– Mme Françoise Seligmann, du 24 mars 1992 au 30 mars 1992 ;

– M. Philippe Richert, du 27 septembre 1992 au 6 octobre 1992 ;

– M. Albert Pen, du 30 septembre 1992 au 12 novembre 1992 ;

– M. Francis Cavalier-Bénézet, à partir du 21 décembre 1992.

Membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (10 membres) : MM. Philippe Adnot, Francis Cavalier-Bénézet, François Delga, Hubert Durand-Chastel, Albert Foy, Jean Grandon, André Maman, Charles Ornano, Alex Türk.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

Composition des différentes commissions au 1^{er} janvier 1992 : voir Table thématique 1991 « Informations parlementaires annuelles ».

Nomination des membres le 7 octobre 1992, en exécution des articles 8 et 103 du règlement (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) et de leur bureau le 8 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 23 février 1992, décès de M. Paul Séramy (JO Lois et décrets du 25 février 1992) ;

– le 2 avril 1992, nomination de M. Albert Vecten en tant que vice-président de la commission, en remplacement de M. Paul Séramy, décédé (JO Lois et décrets du 2 avril 1992) ;

– le 7 avril 1992, nomination de M. Robert Piat, en remplacement de M. Paul Séramy, décédé (JO Lois et décrets du 8 avril 1992) ;

– le 8 avril 1992, nomination de Mme Françoise Seligmann, en remplacement de M. François Autain, démissionnaire (JO Lois et décrets du 9 avril 1992).

Composition au 31 décembre 1992 : MM. Maurice Arreckx, Honoré Bailet, Jean Bernadaux, Jean Bernard, Jean-Pierre Blanc, James Bordas, Joël Bourdin, Jean-Pierre Camoin, Jean-Louis Carrère, Robert Castaing, Roger Chinaud, Gérard Delfau, André Diligent, Ambroise Dupont, André Egu, Claude Fuzier, Alain Gérard, Daniel Goulet, Adrien Gouteyron, Jean-Paul Hugot, Pierre Jeambrun, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Guy Lemaire, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Kléber Malécot, Philippe Nachbar, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Robert Piat, Guy Poirieux, Roger Quilliot, Ivan Renar, Claude Saunier, Pierre Schiélé, Mme Françoise Seligmann, MM. René-Pierre Signé, Albert Vecten, André Vezinhet, Marcel Vidal.

Bureau : *Président* : M. Maurice Schumann ; *Vice-Présidents* : MM. Michel Miroudot, Jacques Carat, Pierre Vallon, Pierre Lafitte ; *Secrétaires* : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Alain Dufaut, André Maman, Philippe Richert.

2 - Commission des affaires économiques et du plan (78 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 11 décembre 1992, démission de M. Albert Pen et nomination de M. Claude Pradille, en remplacement (*JO* Lois et décrets du 12 décembre 1992).

Composition au 31 décembre 1992 : MM. Henri Bangou, Bernard Barraux, Jacques Baudot, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roger Besse, Jean Besson, François Blaizot, Marcel Bony, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Robert Calmejane, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, Gérard César, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Jean Delaneau, Jean-Pierre Demerliat, Rodolphe Désiré, Michel Doublet, Pierre Dumas, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, André Fosset, Aubert Garcia, Charles Ginésy, Jean Grandon, Georges Gruillot, Mme Anne Heinis, MM. Rémi Herment, Bernard Hugo, Roger Husson, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Jean-François Le Grand ; Charles-Edmond Lenglet, Félix Leyzour, Maurice Lombard, René Marquès, François Mathieu, Serge Mathieu, Jacques de Menou, Louis Mercier, Gérard Miquel, Louis Moinard, Paul Moreau, Joseph Ostermann, Jean Pépin, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Jean Pourchet, André Pourny, Jean Puech, Claude Pradille, Henri de Raincourt, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Jacques Rocca Serra, Jean Roger, Josselin de Rohan, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy.

Bureau : *Président* : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents* : MM. Philippe François, Henri Revol, Robert Laucournet, Jean Huchon ; *Secrétaires* : MM. William Chervy, Francisque Colomb, Jean-Paul Emin, François Gerbaud, Louis Minetti.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 20 mars 1992, décès de M. Robert Pontillon (*JO* Lois et décrets du 21 mars 1992) ;

– le 8 avril 1992, nomination de M. Guy Penne, en remplacement de M. Robert Pontillon, décédé (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1992) ;

– le 21 mai 1992, nomination de M. Germain Authié, en remplacement de M. Claude Estier, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 22 mai 1992) ;

– le 24 juin 1992, nomination de M. Claude Estier, en remplacement de M. Germain Authié, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 25 juin 1992).

Composition au 31 décembre 1992 : M. Jean-Luc Bécart, Mme Monique Ben Guiga, MM. Daniel Bernardet, André Bettencourt, André Boyer, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Paul Caron, Jean-Paul Chambriard, Yvon Collin,

Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Genton, Jacques Golliet, Yves Guéna, Bernard Guyomard, Jacques Habert, Mme Nicole de Hauteclouque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Paul d'Ornano, Alain Poher, Michel Poniatowski, André Rouvière, Jean Simonin, Robert-Paul Vigouroux, Serge Vinçon, Albert Voilquin.

Bureau : *Président* : M. Jean Lecanuet ; *Vice-présidents* : MM. Yvon Bourges, Michel d'Aillières, François Abadie, Guy Penne ; *Secrétaires* : MM. Jean Garcia, Michel Alloncle, Roland Bernard, Xavier de Villepin.

4 - Commission des affaires sociales (50 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 8 avril 1992, nomination de M. François Autain, en remplacement de M. Guy Penne, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1992) ;

– le 2 octobre 1992, M. Gilbert Baumet est nommé ministre (*JO* Lois et décrets du 3 octobre 1992) ; démission de son mandat sénatorial le 14 octobre 1992 (*JO* Lois et décrets du 15 octobre 1992).

Composition au 31 décembre 1992 : MM. Louis Althapé, François Autain, José Balarello, Henri Belcour, Jacques Bialski, Paul Blanc, Marc Bœuf, André Bohl, Eric Boyer, Louis Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, Jean-Paul Delevoye, François Delga, Mme Michelle Demessine, MM. Jean Dumont, Léon Fatous, Jean Faure, Alfred Foy, Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, MM. Roland Huguet, André Jourdain, Philippe Labeyrie, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Simon Loueckhote, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Philippe Marini, Charles Metzinger, Mme Hélène Missoffe, MM. Georges Mouly, Louis Philibert, Guy Robert, Nelly Rodi, Gérard Roujas, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Martial Tau-gourdeau, Alain Vasselle.

Bureau : *Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Bimbenet, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Louis Souvet ; *Secrétaires* : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulaugard, M. Roger Lise.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

Composition au 31 décembre 1992 : MM. Philippe Adnot, René Ballayer, Bernard Barbier, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Henri Collard, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Jacques Delong, Mme Paulette Fost, MM. Henri Goetschy, Emmanuel Hamel, Alain Lambert, Tony Larue, Paul Loridant, Roland du Luart, Michel Manet, Michel Moreigne, Jacques Mossion, Bernard Pellarin, René Régnault, Roger Romani, Michel Sergent, Jacques Sourdilhe, Henri Torre, René Tréguët, Jacques Valade.

Bureau : *Président* : M. Christian Poncet ; *Vice-président d'honneur* : M. Geoffroy de Montalembert ; *Vice-présidents* : MM. Jean Cluzel, Paul Girod, Jean Clouët, Jean-Pierre Masseret ; *Secrétaires* : MM. Jacques Oudin, Louis Perrein, François Trucy, Robert Vizet ; *Rapporteur général* : M. Jean Arthuis.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (43 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 6 janvier 1992, décès de M. Michel Darras (*JO* Lois et décrets du 8 janvier 1992) ;

– le 25 février 1992, M. Marcel Rudloff est nommé membre du Conseil constitutionnel (*JO* Lois et décrets du 26 février 1992) ;

cessation de son mandat sénatorial le 5 mars 1992 (*JO Lois et décrets* du 7 mars 1992) ;

– le 8 avril 1992, nomination, de M. Henri Gallet, en remplacement de M. Michel Darras, décédé (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1992) ;

– le 22 avril 1992, nomination de M. Guy Allouche en tant que vice-président de la commission, en remplacement de M. Michel Darras, décédé (*JO Lois et décrets* du 24 avril 1992) ;

– le 22 avril 1992, nomination de M. Bernard Laurent en tant que secrétaire de la commission, en remplacement de M. Marcel Rudloff dont le mandat sénatorial a cessé (*JO Lois et décrets* du 24 avril 1992) ;

– le 21 mai 1992, nomination de M. Claude Estier, en remplacement de M. Germain Authié, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 22 mai 1992) ;

– le 24 juin 1992, nomination de M. Germain Authié, en remplacement de M. Claude Estier, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1992) ;

– le 11 décembre 1992, démission de M. Claude Pradille (*JO Lois et décrets* du 12 décembre 1992) ;

– le 11 décembre 1992, nomination de M. Albert Pen, en remplacement de M. Claude Pradille, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 12 décembre 1992).

Composition au 31 décembre 1992 : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Jacques Bérard, Pierre Biarnès, Christian Bonnet, Didier Borotra, Philippe de Bourgoing, Camille Cabana, Guy Cabanel, Jean Chamant, Marcel Charmant, Raymond Courrière, Etienne Dailly, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Jean-Marie Girault, Paul Graziani, Hubert Haenel, Daniel Hoefel, Charles Jolibois, Pierre Lagourgue, Lucien Lanier, Paul Masson, Daniel Millaud, Lucien Neuwirth, Charles Ornano, Georges Othily, Albert Pen, Robert Pagès, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon, Georges Treille, Alex Türk, André Vallet.

Bureau : *Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents* : MM. Charles de Cuttoli, François Giacobbi, Germain Authié, Bernard Laurent ; *Secrétaires* : MM. Charles Lederman, René-Georges Laurin, Raymond Bouvier.

B. – COMMISSIONS D'ENQUÊTE

1. – **Commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicables à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées**

(Voir sa composition dans les Informations parlementaires annuelles 1991)

Rapport de M. Marcel Daunay (14 mai 1992) [n° 341 (91-92)].

2. – **Commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques.**

(Voir sa composition dans les Informations parlementaires annuelles 1991)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 14 octobre 1992, M. Gilbert Baumet démissionne de son mandat de sénateur (*J.O. Lois et décrets* du 15 octobre 1992).

Rapport de M. Jean Arthuis (11 juin 1992) [n° 400 (91-92)].

3. – **Commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme.**

(Voir sa composition dans les informations parlementaires annuelles 1991).

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 9 avril 1992, nomination de M. Jean-Pierre Tizon, en remplacement de M. José Balareello, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 10 avril 1992).

Rapport de M. Claude Huriet (12 juin 1992) [n° 406 (91-92)].

4. – **Commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.).**

Nomination par le Sénat le 23 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992) :

Membres : MM. François Autain, Michel Caldaguès, Jean-Pierre Camoin, Jean Chérioux, Francisque Collomb, André Egu, Hubert Haenel, Marc Lauriol, Hubert Martin, Jean-Luc Mélenchon, Louis Moïnard, Henri Revol, André Rouvière, Xavier de Villepin.

Nomination du bureau le 29 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 30 avril 1992) :

Président : M. Bernard Laurent ; *Vice-présidents* : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean Dumont ; *Secrétaires* : MM. Jacques Bimbenet, Robert Pagès ; *Rapporteur* : M. Gérard Larcher.

Rapport de M. Gérard Larcher (18 juin 1992) [n° 424 (91-92)].

5. – **Commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.**

Nomination par le Sénat le 22 décembre 1992 (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992) :

Membres : MM. Philippe Adnot, Jacques Bellanger, Claude Belot, Georges Berchet, Jean Bernard, Maurice Blin, Marcel Bony, Philippe de Bourgoing, Jacques Chaumont, Jean Clouet, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Roger Husson, Marcel Lesbros, Félix Leyzour, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Paul Raoult, René Régnault, Guy Robert, Jean-Pierre Tizon.

C. – COMMISSION DE TRENTE MEMBRES ELUE POUR EXAMINER UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION PORTANT MISE EN ACCUSATION DEVANT LA HAUTE COUR DE JUSTICE

(Article 86 du Règlement du Sénat)

Commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, de Mme Georgina Dufoix et de M. Edmond Hervé, devant la Haute Cour de justice

Election par le Sénat le 24 novembre 1992 (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992) :

Membres : MM. Jacques Bellanger, Franck Sérusclat, Gérard Delfau, Jean-Pierre Masseret, Paul Loridant, Claude Estier, Bernard Laurent, Philippe François, Pierre Vallon, Pierre Fauchon, Bernard Seillier, Bernard Guyomard, Jacques Golliet, Jacques Oudin, Etienne Dailly, Mme Nelly Rodi, MM. René-Georges Laurin, Philippe de Bourgoing, Paul d'Ornano, Michel Caldaguès, Alex Türk, Marc Lauriol, Gérard Larcher.

Election du bureau le 25 novembre 1992 (*JO Lois et décrets* du 27 novembre 1992) :

Président : M. Jacques Sourdille ; *Vice-présidents* : MM. Aubert Garcia, Claude Huriet ; *Secrétaires* : MM. Georges Othily, Robert Vizet, Bernard Barbier ; *Rapporteur* : M. Charles Jolibois.

D. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 20 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 18 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, François Colcombet, François Massot, Jean-Pierre Michel, Michel Pezet, Jacques Toubon, José Rossi.

Suppléants : MM. Gérard Gouzes, Alain Fort, Mme Denise Cacheux, MM. Pierre Mazeaud, Pierre Lequiller, Jean-Jacques Hyest, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Charles Jolibois, Etienne Dailly, Paul Masson, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Michel Rufin, Louis Virapoullé, Jacques Thyraud, François Giacobbi, Lucien Lanier, Michel Darras, Robert Pagès.

Dans sa séance du mardi 2 avril 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Jean-Jacques Hyest. *Rapporteurs* : au Sénat : M. Marcel Rudloff ; à l'Assemblée nationale : M. Michel Sapin.

(Discussion au Sénat le 7 juillet 1992).

2. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 15 janvier 1992 et par le Sénat dans sa séance du mardi 14 janvier 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. René Dosièrre, Christian Pierret, Bernard Derosier, Alain Richard, Augustin Bonrepaux, Robert Poujade, Paul-Louis Tenaillon.

Suppléants : MM. Robert Savy, Jean-François Delahais, Jean-Pierre Balligand, Pierre Mazeaud, Philippe Vasseur, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Graziani, Paul Girod, Jean Faure, Christian Bonnet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Germain Authié, Jean-Marie Girault, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Marcel Rudloff, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du vendredi 17 janvier 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. René Dosièrre ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Paul Graziani.

3. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 15 janvier 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Alain Fort, Jean-Pierre Michel,

François Massot, François Colcombet, Mme Nicole Catala, M. Pascal Clément.

Suppléants : MM. Marcel Charmant, Michel Pezet, Jacques Floch, Jean-Louis Debré, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Hubert Haenel, Jean-Pierre Tizon, Etienne Dailly, Marcel Rudloff, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Germain Authié, Philippe de Bourgoing, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent, René-Georges Laurin.

Dans sa séance du jeudi 16 janvier 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché, sénateur ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes, député. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Fort ; au Sénat : M. Hubert Haenel.

4. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 17 janvier 1992 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 16 janvier 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Michel Pezet, Michel Suchod, François Colcombet, François Loncle, Jacques Toubon, Francis Delattre.

Suppléants : MM. François Massot, Jacques Floch, Jean-Claude Blin, Mme Nicole Catala, MM. Pascal Clément, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Christian Bonnet, Paul Graziani, Bernard Laurent, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Marie Girault, Lucien Lanier, René-Georges Laurin, Marcel Rudloff, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du mardi 21 janvier 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Pezet ; au Sénat : M. Paul Masson.

5. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 22 janvier 1992 et par le Sénat dans sa séance du mardi 21 janvier 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Didier Mathus, Yves Durand, René Dosièrre, Marc Dolez, Dominique Perben, André Santini.

Suppléants : MM. Marcel Charmant, François Massot, Jacques Floch, Robert Poujade, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyest, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Thyraud, Jean Chérioux, Daniel Hoeffel, Etienne Dailly, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Charles de Cutillo, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Marie Girault, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Louis Virapoullé.

Dans sa séance du mercredi 22 janvier 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Mathus ; au Sénat : M. Jacques Thyraud.

6. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les personnes.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 19 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 24 janvier 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Michel Pezet, François Colcombet, François Massot, Jean-Pierre Michel, Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Jacques Floch, Jean-Paul Calloud, Mme Denise Cacheux, MM. Pierre Mazeaud, Pierre Lequiller, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Etienne Dailly, Paul Masson, Marcel Rudloff, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Jean-Marie Girault, Daniel Hoefel, Bernard Laurent, Robert Pagès, Michel Rufin, Jacques Sourdille.

Dans sa séance du mardi 25 février 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché, sénateur ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes, député. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Pezet ; au Sénat : M. Charles Jolibois.

7. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 6 mai 1992 et par le Sénat dans sa séance du mardi 5 mai 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Raymond Douyère, Alain Bonnet, François Hollande, Gaston Rimareix, Philippe Auberger, André Rossinot.

Suppléants : MM. Augustin Bonrepaux, Arthur Dehaine, Albert Denvers, Yves Fréville, Alain Rodet, Jacques Roger-Machart, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, François Trucy, Emmanuel Hamel, Roland du Luart, Paul Loridant, Michel Moreigne.

Suppléants : MM. Bernard Barbier, Maurice Blin, Ernest Cartigny, Jean-Pierre Masseret, Geoffroy de Montalembert, Roger Romani, Robert Vizet.

Dans sa séance du mardi 12 mai 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Le Garrec ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. Raymond Douyère ; au Sénat : M. François Trucy.

8. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 2 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Alain Bonnet, Pierre Estève, Gaston Rimareix, François Patriat, Gilbert Le Bris, Jean-Paul Charié, Jean-Marc Nesme.

Suppléants : MM. Claude Laréal, Alain Brune, Roger Léron, Régis Barailla, Eric Doligé, Germain Gengenwin, Louis Pierna.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, René Trégouët, Philippe François, Jean Huchon, Henri de Raincourt, Robert Laucournet, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Georges Berchet, Roland Courteau, Louis Minetti, Louis Moinard, Jacques Moutet, Henri Revol, Jean Simonin.

Dans sa séance du mercredi 10 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Philippe François, sénateur ; *Vice-président* : M. Alain Bonnet, député. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Pierre Estève ; au Sénat : M. René Trégouët.

9. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du livre III du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 4 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 3 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Jean-Jacques Hyst, Michel Pezet, François Colcombet, Jean-Pierre Michel, Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Alain Vidalies, Jacques Floch, Jean-Paul Calloud, Mme Denise Cacheux, MM. Pierre Mazeaud, Francis Delattre, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Thyraud, Etienne Dailly, Paul Masson, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Daniel Hoefel, Charles Jolibois, Robert Pagès, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Louis Virapoullé.

Dans sa séance du mercredi 24 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Jacques Hyst ; au Sénat : M. Jacques Thyraud.

10. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 11 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du mardi 9 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Georges Colin, Mme Jacqueline Alquier, MM. Jean-Marie Leduc, Pierre Ducout, Alain Brune, Michel Cointat, Hubert Falco.

Suppléants : MM. Pierre Métais, Jean Ehler, Pierre Estève, Jean Beaufile, Jean-Michel Couve, Christian Kert, Marcelin Berthelot.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Philippe François, Henri de Raincourt, Louis de Catuelan, Gérard Larcher, Fernand Tardy, Louis Minetti.

Suppléants : MM. Georges Berchet, Jean Huchon, Pierre Lacour, Félix Leyzour, Alain Pluchet, Henri Revol, Jacques Rocca Serra.

Dans sa séance du mercredi 17 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Alain Brune ; *Vice-président* : M. Alain Pluchet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Jacqueline Alquier ; au Sénat : M. Philippe François.

11. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 18 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 12 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Thierry Mandon, Alain Néri, Jean Laurain, David Bohbot, Guy Drut, Denis Jacquat.

Suppléants : Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Jean-Paul Bret, Jacques Santrot, Michel Péricard, Hubert Falco, Edouard Landrain, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, François Lesein, Paul Caron, Jean-Marie Girault, Alain Dufaut, Mmes Françoise Seligmann, Hélène Luc.

Suppléants : MM. Jacques Bérard, Jacques Carat, André Egu, Jacques Habert, Michel Miroudot, Albert Vecten, Serge Vinçon.

Dans sa séance du lundi 29 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Albert Vecten. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Thierry Mandon ; au Sénat : M. François Lesein.

12. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en œuvre par la République française de la directive du conseil des communautés européennes C.E.E. n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive C.E.E. n° 77-388 et de la directive C.E.E. n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 22 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 18 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Alain Richard, Philippe Auberger, Guy Bêche, René Dosière, Raymond Douyère, Yves Fréville.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Balduyck, Augustin Bonrepaux, Jean-Paul Planchou, Gaston Rimareix, Arthur Dehaine, Gilbert Gantier, Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Maurice Blin, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Paul Loridant.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Jean Clouet, Jean Cluzel, Roland du Luart, Geoffroy de Montalembert, Michel Moreigne, Robert Vizet.

Dans sa séance du mercredi 1^{er} juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Le Garrec ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

13. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 11 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 18 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires MM. Gérard Gouzes, Jean-Pierre Worms, René Dosière, Alain Vidalies, Jean-Pierre Michel, René André, Léonce Deprez.

Suppléants : MM. Léo Grézard, Marcel Charmant, Mmes Martine David, Nicole Catala, MM. Pascal Clément, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Philippe de Bourgoing, Etienne Dailly, Paul Masson, Bernard Laurent, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Hoeffel, Charles Jolibois, Charles Lederman, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Louis Virapoullé.

Dans sa séance du mercredi 24 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes. *Vice-Président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Worms ; au Sénat : M. Philippe de Bourgoing.

14. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 30 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 18 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Gérard Bapt, Augustin Bonrepaux, Arthur Dehaine, Didier Migaud, Gilbert Gantier, Christian Pierret.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Balduyck, Jean-Louis Dumont, Jean-Paul Planchou, Gaston Rimareix, Michel Inchauspé, Yves Fréville, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Maurice Blin, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Paul Loridant.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Jean Clouet, Jean Cluzel, Roland du Luart, Geoffroy de Montalembert, Michel Moreigne, Robert Vizet.

Dans sa séance du mercredi 1^{er} juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Le Garrec ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

15. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 24 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du lundi 22 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires MM. Jean-Michel Belorgey, Bernard Schreiner (Yvelines), Jacques Santrot, Jean Vittrant, Jean Laurain, Etienne Pinte, Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Julien Dray, Jean Albouy, Mme Marie Jacq, MM. Bruno Bourg-Broc, Francisque Perrut, Jean-Paul Fuchs, Robert Montdargent.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Jacques Carat, Jean Clouet, Adrien Gouteyron, Albert Vecten, André Egu, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Suppléants : MM. Robert Castaing, Ambroise Dupont, Jacques Habert, François Lesein, Pierre Schiélé, Mme Françoise Seligman, M. Serge Vinçon.

Dans sa séance du jeudi 25 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Bernard Schreiner (Yvelines) ; au Sénat : M. Jacques Carat.

16. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 24 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du lundi 22 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Robert Le Foll, Jean Vittrant, Marcel Garrouste, Mmes Marie Jacq, Roselyne Bachelot, M. Denis Jacquat.

Suppléants : Mme Janine Ecochard, MM. Robert Loïdi, David Bohbot, Louis de Broissia, Francisque Perrut, Mmes Bernadette Isaac-Sibille, Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Nelly Rodi, MM. Charles Descours, Jean Madelain, François Delga, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beauveau.

Suppléants : MM. André Bohl, Jean Chérioux, Henri Le Breton, François Louisy, Pierre Louvot, Bernard Seillier, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mercredi 24 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Robert Le Foll ; au Sénat : Mme Nelly Rodi.

17. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'État et la paix publique (livre IV).**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 25 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 24 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, François Colcombet, Michel Pezet, Jean-Pierre Michel, Alain Vidalies, Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Jacques Floch, Jean-Paul Calloud, Mme Denise Cacheux, MM. Pierre Mazeaud, Paul-Louis Tenaillon, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Etienne Dailly, Jacques Thyraud, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Daniel Hoeffel, Charles Jolibois, Robert Pagès, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Louis Virapoullé.

Dans sa séance du mardi 30 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Colcombet ; au Sénat : M. Paul Masson.

L'Assemblée nationale a nommé membre suppléant de cette commission : Mme Nicole Catala, en remplacement de M. Pierre Mazeaud, démissionnaire.

18. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 25 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 24 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Philippe Sanmarco, David

Bohbot, Jean Vittrant, Jean Laurain, Mme Elisabeth Hubert, M. Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Bernard Schreiner (Yvelines), Jean Albouy, Mme Marie Jacq, MM. Jean-Yves Chamard, Jean-Luc Prével, Jean-Pierre Foucher, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Mme Nelly Rodi, MM. Jean Madelain, François Delga, Gérard Roujas, Mme Marie-Claude Beauveau.

Suppléants : MM. André Bohl, Jean Chérioux, Henri Le Breton, François Louisy, Pierre Louvot, Bernard Seillier, Paul Souffrin.

Dans sa séance du jeudi 25 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. François Delga ; *Vice-Président* : M. Jean-Michel Belorgey. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Sanmarco ; au Sénat : M. Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Charles Descours, empêché.

19. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 26 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 25 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Jean-Paul Planchou, Marcel Charmant, Philippe Auberger, Raymond Douyère, Gilbert Gantier, Alain Richard.

Suppléants : MM. Guy Bêche, Alain Bonnet, François Hollande, Didier Migaud, Arthur Dehaine, Edmond Alphandéry, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Paul Loridant, Bernard Laurent, Ernest Cartigny, Jean Cluzel, Michel Moreigne.

Suppléants : MM. Maurice Blin, Jacques Chaumont, Jean Clouet, Henri Collard, Emmanuel Hamel, Louis Perrein, Robert Vizet.

Dans sa séance du jeudi 2 juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Jean Le Garrec. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Planchou ; au Sénat : MM. Roger Chinaud et Paul Loridant.

20. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 26 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 25 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Alain Richard, Philippe Auberger, Marcel Charmant, Raymond Douyère, Gilbert Gantier, Jean-Paul Planchou.

Suppléants : MM. Guy Bêche, Alain Bonnet, François Hollande, Didier Migaud, Arthur Dehaine, Michel Jacquemin, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Maurice Blin, Jacques Chaumont, Jean Clouet, Paul Loridant, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Bernard Barbier, Jean Cluzel, Henri Collard, Emmanuel Hamel, René Monory, Michel Moreigne, Robert Vizet.

Dans sa séance du jeudi 2 juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Jean Le Garrec. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

21. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 26 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Daniel Chevallier, Jean-Yves Le Déaut, Michel Destot, Claude Laréal, Jean-Claude Bois, Michel Cointat, Georges Mesmin.

Suppléants : MM. Philippe Bassinet, Jean-Marie Bockel, Dominique Dupilet, Pierre Estève, Patrick Ollier, Germain Gengenwin, Paul Lombard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Pierre Laffitte, Albert Vecten, Serge Vinçon, Ambroise Dupont, Mmes Françoise Seligmann, Danielle Bidard-Reydet.

Suppléants : MM. Jacques Bérard, Jacques Carat, Robert Castaing, Hubert Durand-Chastel, André Egu, Michel Miroudot, Pierre Schiélé.

Dans sa séance du mardi 30 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Albert Vecten ; *Vice-président* : M. Jean-Yves Le Déaut. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Daniel Chevallier ; au Sénat : M. Pierre Laffitte.

22. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 27 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 26 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Destot, Jean-Paul Bachy, Alain Néri, Jean-Marie Bockel, Jean-Yves Le Déaut, Jean-Marie Demange, François-Michel Gonnot.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Bauemler, Alain Brune, Christian Bataille, Daniel Chevallier, Richard Cazenave, Marc-Philippe Daubresse, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Bernard Hugo, Robert Laucournet, Jean Huchon, Jean Simonin, Richard Pouille, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Aubert Garcia, Charles-Edmond Lenglet, Maurice Lombard, Louis Minetti, Jacques Moutet, Henri Revol, Michel Souplet.

Dans sa séance du lundi 29 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Robert Laucournet ; *Vice-président* : M. Michel Destot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Destot ; au Sénat : M. Bernard Hugo.

23. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 27 juin 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 26 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Bernard Schreiner (Yve-

lines), Jean Albouy, Jean-Pierre Fourré, Gabriel Montcharmont, Michel Péricard, Michel Pelchat.

Suppléants : MM. Jean Proveux, Charles Metzinger, Marcel Garrouste, Louis de Broissia, Denis Jacquat, Christian Kert, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Adrien Gouteyron, Albert Vecten, André Egu, Ambroise Dupont, Jacques Carat, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Suppléants : MM. Robert Castaing, Jacques Habert, François Lesein, Michel Miroudot, Pierre Schiélé, Mme Françoise Seligmann, M. Serge Vinçon.

Dans sa séance du mardi 30 juin 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Schreiner (Yvelines) ; au Sénat : M. Adrien Gouteyron.

24. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 1^{er} juillet 1992 et par le Sénat dans sa séance du mardi 30 juin 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Jean-Michel Belorgey, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Jean-Pierre Luppi, Thierry Mandon, Marcel Garrouste, Mme Roselyne Bachelot, M. Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Jean Laurain, Bernard Derosier, Charles Metzinger, Jean-Yves Chamard, Francisque Perrut, Mmes Bernadette Isaac-Sibille, Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Madelain, Pierre Louvot, Louis Souvet, Philippe Adnot, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, François Louisy, Jacques Machet, Mme Nelly Rodi, M. Bernard Seillier.

Dans sa séance du jeudi 2 juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Marie-Josèphe Sublet ; au Sénat : M. Pierre Louvot.

25. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 2 juillet 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 1^{er} juillet 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Jean-Paul Bret, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Bernard Schreiner (Yvelines), Jean-Pierre Luppi, Bernard Derosier, Bruno Bourg-Broc, Pierre Lequiller.

Suppléants : MM. Claude Bourdin, Jean Proveux, Dominique Gambier, Mme Nicole Catala, MM. François Saint-Ellier, Jacques Barrot, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Jean-Pierre Camoin, André Egu, Albert Vecten, Michel Miroudot, Mmes Françoise Seligmann, Danielle Bidart-Reydet.

Suppléants : M. Jean-Paul Bataille, Mme Paulette Brisepierre, MM. Gérard Delfau, Jacques Habert, Pierre Laffitte, Pierre Schiélé, Serge Vinçon.

Dans sa séance du vendredi 3 juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président* : M. Bernard Schreiner (Yvelines). *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Bret ; au Sénat : M. Jean-Pierre Camoin.

26. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer et portant mise en œuvre de la décision du conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 2 juillet 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 1^{er} juillet 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Guy Lordinot, Maurice Pourchon, René Dosière, Claude Lise, Eric Raoult, Pierre-André Wiltzer.

Suppléants : MM. Jérôme Lambert, Jean-Pierre Michel, Alain Vidalies, Mme Lucette Michaux-Chévy, MM. Pascal Clément, Jean-Paul Virapoullé, Ernest Moutoussamy.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Henri Goetschy, Bernard Barbier, Maurice Blin, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Robert Vizet.

Suppléants : M. Claude Belot, Auguste Cazalet, Jacques Chaumont, Henri Collard, Roland du Luart, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Michel Moreigne.

Dans sa séance du mardi 7 juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet. *Vice-président* : Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Guy Lordinot ; au Sénat : M. Henri Goetschy.

27. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 4 juillet 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 3 juillet 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Néri, Jean Albouy, Michel Berson, Jean-Paul Bret, Jean Ueberschlag, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Jean Proveux, Jean-Pierre Luppi, Claude Bourdin, Bruno Bourg-Broc, Francisque Perrut, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Madelain, Gérard Del-fau, Jean Chérioux, Mme Hélène Missoffe, MM. Franck Sérus-clat, Hector Viron.

Suppléants : M. Jacques Bimbenet, Mme Marie-Fanny Gournay, MM. Pierre Louvot, Jacques Machet, Joseph Ostermann, Gérard Roujas, Paul Souffrin.

Dans sa séance du lundi 6 juillet 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade. *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Néri ; au Sénat : M. Jean Madelain.

28. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations du travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 1^{er} octobre 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 14 octobre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Janine Ecochard, MM. David Bohbot, Jean Laurain, Marcel Garrouste, Jean Vittrant, Jacques Toubon, Jean-Yves Haby.

Suppléants : Mme Marie Jacq, MM. Jean Albouy, Bernard Schreiner (Yvelines), Mme Roselyne Bachelot, M. Denis Jacquat, Mmes Christine Boutin, Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Madelain, Pierre Louvot, Louis Souvet, Mme Nelly Rodi, M. Franck Sérusclat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jacques Machet, Bernard Seillier.

Dans sa séance du jeudi 15 octobre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. David Bohbot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Janine Ecochard ; au Sénat : M. Jean Madelain.

29. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 29 octobre 1992 et par le Sénat dans sa séance du mardi 20 octobre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, René Dosière, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Derosier, René Massat, Pierre-Rémy Houssin, Paul-Louis Tenaillon.

Suppléants : MM. Guy Lordinot, Marc Dolez, Mme Martine David, MM. Jean-Louis Debré, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyst, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Lucien Lanier, Paul Girod, Bernard Laurent, Camille Cabana, Germain Authié, Michel Dreyfus-Schmidt.

Suppléants : MM. François Giacobbi, Daniel Hoeffel, Jean Chantant, Lucien Neuwirth, Pierre Fauchon, Robert Pagès, Marcel Charmant.

Dans sa séance du mardi 3 novembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Dosière ; au Sénat : M. Lucien Lanier.

30. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions du droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 29 octobre 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 21 octobre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Alain Vidalies, Michel Pezet, François Colcombet, Mme Denise Cacheux, MM. Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : MM. François Massot, René Dosière, Marc Dolez, Mme Nicole Catala, MM. Francis Delattre, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Bernard Laurent, Charles de Cuttoli, Didier Borotra, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Charmant.

Suppléants : MM. Germain Authié, Jacques Bérard, Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Charles Lederman, Daniel Millaud, Alex Türk.

Dans sa séance du mercredi 25 novembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Vidalies ; au Sénat : M. Bernard Laurent.

31. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances pour 1993.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 2 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Alain Richard, Philippe Auberger, Guy Bêche, Augustin Bonrepaux, Raymond Douyère, Gilbert Gantier.

Suppléants : MM. Alain Bonnet, Jean-Pierre Bouquet, Didier Migaud, Jacques Roger-Machart, Arthur Dehaine, Edmond Alphandéry, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Jean Clouet, Paul Girod, Jacques Oudin, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

Suppléants : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Roland du Luart, Geoffroy de Montalembert.

Dans sa séance du mercredi 9 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Le Garrec ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

32. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 7 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 3 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Yves Durand, Alain Brune, Jean-Marie Le Guen, Jean-Pierre Lapaire, Jacques Boyon, Pierre-André Wiltzer.

Suppléants : MM. René Dosière, François Massot, Jean-Pierre Michel, Jean-Paul Charié, Ladislav Poniatowski, Jean-Jacques Hiest, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Christian Bonnet, Adrien Gouteyron, Jean Huchon, Jacques Mossion, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Etienne Dailly, Daniel Hoeffel, Lucien Lanier, Paul Masson, Georges Othily, Alex Türk.

Dans sa séance du mercredi 9 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Yves Durand ; au Sénat : M. Christian Bonnet.

33. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 10 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 9 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Maurice Briand, Michel Pezet, Alain Vidalies, François Massot, Mme Nicole Catala, M. Pascal Clément.

Suppléants : MM. François Colcombet, Jean-Pierre Michel, Pierre-Jean Daviaud, Jacques Limouzy, Jean-Pierre Philibert, Jean-Jacques Hiest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, François Giacobbi, Jean-Marie Girault, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Jean Chamant, Marcel Charmant, Bernard Laurent, Guy Allouche, Paul Masson, Alex Türk.

Dans sa séance du mardi 15 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Maurice Briand ; au Sénat : M. Pierre Fauchon.

34. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 16 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 10 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Alain Bonnet, Michel Fleury, Jean-Paul Bachy, Guy Lordinot, Jean-Pierre Baeumler, Jean-Luc Reitzer, Charles Fèvre.

Suppléants : MM. Michel Destot, Jean-Claude Bois, Dominique Dupilet, André Lejeune, Franck Borotra, Claude Birraux, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. André Fosset, Jean-Paul Emin, Michel Souplet, Jacques Braconnier, Jean Roger, Jacques Bellanger, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Louis de Catuelan, Désiré Debavelaere, Aubert Garcia, François Gerbaud, Mme Anne Heinis, MM. Louis Minetti, Raymond Soucaret.

Dans sa séance du vendredi 18 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Alain Bonnet ; *Vice-président* : M. Louis de Catuelan. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jacques Fleury ; au Sénat : M. Jean-Paul Emin.

35. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 14 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 11 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Michel Pezet, Alain Vidalies, François Massot, François Colcombet, Jacques Toubon, José Rossi.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Maurice Briand, Pierre-Jean Daviaud, Henri Cuq, Francis Delattre, Jean-Jacques Hiest, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Marie Girault, Lucien

Lanier, François Giacobbi, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Philippe de Bourgoing, Jean Chamant, Marcel Charmant, Pierre Fauchon, Paul Masson, Alex Türk.

Dans sa séance du mardi 15 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Pezet ; au Sénat : M. Jean-Marie Girault.

36. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 15 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Alain Brune, Roger Léron, Jean-Marie Bockel, Pierre Ducout, Jacques Becq, Jean-Marie Demange, Marc Laffineur.

Suppléants : MM. Albert Facon, Roger Mas, René Drouin, Daniel Chevallier, Philippe Legras, Marc-Philippe Daubresse, Jean-Claude Lefort.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Bernard Hugo, Jean Huchon, Philippe François, Mme Anne Heinis, MM. Roland Courteau, Louis Minetti.

Suppléants : MM. Jacques Bellanger, François Blaizot, Jean Boyer, André Fosset, Jean-François Le Grand, Félix Leyzour, Jean Roger.

Dans sa séance du mercredi 16 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. Alain Brune. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Roger Léron ; au Sénat : M. Bernard Hugo.

37. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 16 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du mardi 15 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Ducout, Jean-Marie Bockel, Alain Brune, Roger Léron, Jacques Becq, Philippe Legras, Gilles de Robien.

Suppléants : MM. Albert Facon, Roger Mas, René Drouin, Daniel Chevallier, Jean-Marie Demange, Jean-Paul Fuchs, Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Jean-François Le Grand, Philippe François, Jean Huchon, Mme Anne Heinis, MM. Aubert Garcia, Louis Minetti.

Suppléants : MM. François Blaizot, Marcel Bony, Jean Boyer, Bernard Hugo, André Fosset, Félix Leyzour, Jean Roger.

Dans sa séance du mercredi 16 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. Alain Brune. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Marie Bockel ; au Sénat : M. Jean-François Le Grand.

38. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 16 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Alain Bonnet, Jean-Paul Bachy, Guy Lordinot, Michel Fleury, Jean-Pierre Baeumler, Franck Borotra, Gilbert Gantier.

Suppléants : MM. Michel Destot, Jean-Claude Bois, Dominique Dupilet, André Lejeune, Jean-Paul Charié, Claude Birraux, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. André Fosset, Louis de Catuelan, Alain Pluchet, Jean-Paul Emin, Jean Roger, Jacques Bellanger, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Jean Boyer, Désiré Debavelaere, François Gerbaud, Louis Minetti, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy.

Dans sa séance du vendredi 18 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Alain Bonnet ; *Vice-président* : M. Jean-Paul Emin. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Bachy ; au Sénat : M. Louis de Catuelan.

39. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 17 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 16 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Jérôme Lambert, Guy Lordinot, Mme Denise Cacheux, MM. François Colcombet, Eric Raoult, Pierre-André Wiltzer.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, François Massot, Maurice Briand, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Pascal Clément, Henry Jean-Baptiste, Ernest Moutoussamy.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Camille Cabana, Bernard Laurent, Daniel Millaud, Georges Othily, Albert Pen, Michel Dreyfus-Schmidt.

Suppléants : MM. Jean Chamant, Jean-Marie Girault, Daniel Hoefel, Lucien Lanier, Robert Pagès, Michel Rufin, Alex Türk.

Dans sa séance du jeudi 17 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jérôme Lambert ; au Sénat : M. Camille Cabana.

40. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 18 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 16 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Calmat, Michel Cofineau, David Bohbot, Robert Le Foll, Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Bernard Schreiner (Yvelines), Jean Albouy, Bernard Derosier, Mme Elisabeth Hubert, MM. Daniel Colin, Jean-Pierre Foucher, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Seillier, Jean Ché-

rioux, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Madelain, Marc Bœuf, Mme Michelle Demessine.

Suppléants : M. José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Paul Delevoye, Claude Huriet, Charles Jolibois, Philippe Marini, Charles Metzinger.

Dans sa séance du samedi 19 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Calmat ; au Sénat : M. Claude Huriet.

41. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 19 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 18 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Calmat, Michel Coffineau, David Bohbot, Robert Le Foll, Jean-Pierre Delalande, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Bernard Schreiner (Yvelines), Jean Albouy, Bernard Derosier, Jean Ueberschlag, Francisque Perrut, Germain Gengenwin, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Chérioux, Claude Huriet, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, Mme Michelle Demessine.

Suppléants : M. José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Bohl, Jean-Paul Delevoye, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Pierre Louvot, Jean Madelain.

Dans sa séance du samedi 19 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Coffineau ; au Sénat : M. Jean-Pierre Fourcade.

42. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 19 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 18 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Edmond Alphandéry, Philippe Auberger, Guy Bèche, Augustin Bonrepaux, Raymond Douyère, Didier Migaud.

Suppléants : MM. Gérard Bapt, Raymond Planchou, François Hollande, Alain Bonnet, Arthur Dehaine, Gilbert Gantier, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Ernest Cartigny, Roland du Luart, Geoffroy de Montalembert, Louis Perrein, René Régnault.

Suppléants : M. Bernard Barbier, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Jacques Sourdille, Robert Vizet.

Dans sa séance du lundi 21 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Guy Bèche. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Le Garrec ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

43. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 19 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 18 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alfred Recours, Mmes Marie-Josèphe Sublet, Marie Jacq, MM. Robert Le Foll, Jacques Toubon, Jean-Luc Préel.

Suppléants : MM. David Bohbot, Bernard Schreiner (Yvelines), Bernard Derosier, Mme Elisabeth Hubert, MM. Denis Jacquat, Jean-Pierre Foucher, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Seillier, Jean Chérioux, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Madelain, Marc Bœuf, Mme Michelle Demessine.

Suppléants : M. José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Paul Delevoye, Claude Huriet, Charles Jolibois, Philippe Marini, Charles Metzinger.

Dans sa séance du samedi 19 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alfred Recours ; au Sénat : M. Bernard Seillier.

44. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 21 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du samedi 19 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Titulaires : MM. Michel Destot, Jean-Pierre Marché, Jean-Marie Leduc, Alain Levern, Philippe Bassinet, Claude-Gérard Marcus, Pierre Micaux.

Suppléants : MM. Guy Malandain, Jean-Claude Ramos, Jean Albouy, Roger Léron, Mme Nicole Catala, MM. Claude Birraux, Jean-Claude Lefort.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, René Tréguët, Michel Miroudot, Jean Arthuis, Emmanuel Hamel, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Michel Charasse.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Jacques Chaumont, Jean Cluzel, Paul Girod, Jean-Pierre Masseret, François Trucy, Robert Vizet.

Dans sa séance du mardi 22 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Destot ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Marché ; au Sénat : M. René Tréguët.

45. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 22 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du lundi 21 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, François Colcombet, Alain Vidalies, Jean-Pierre Lapaire, Guy Ravier, Gérard Léonard, Georges Colombier.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, François Massot, Pierre-Jean Daviaud, Claude Barate, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, Paul Lombard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Pierre Tizon, Bernard Laurent, Guy Cabanel, Jacques Bérard, Marcel Charmant, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Michel Dreyfus-Schmidt, Lucien Lanier, Michel Rufin, Alex Türk.

Dans sa séance du mardi 22 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Colcombet ; au Sénat : M. Jean-Pierre Tizon.

46. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 21 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Boucheron, Jean Gatel, Jean-Yves Autexier, René Galy-Dejean, Jean Guigné, Georges Mesmin, Michel Thauvin.

Suppléants : MM. Guy-Michel Chauveau, Jean-Claude Dessein, Gérard Istace, Georges Lemoine, Jacques Baumel, Michel Voisin, Louis Pierna.

Sénateurs

Titulaires : MM. Michel d'Aillières, Philippe de Gaulle, Paul d'Ornano, Bernard Guyomard, Xavier de Villepin, Claude Cornac, Yvon Collin.

Suppléants : MM. Michel Alloncle, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Jean Garcia, Jacques Genton, Jacques Golliet, Guy Penne.

Dans sa séance du mardi 22 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Gatel ; *Vice-président* : M. Michel d'Aillières. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Gatel ; au Sénat : M. Michel d'Aillières.

47. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 22 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du lundi 21 décembre 1992, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Béquet, Mme Marie Jacq, MM. Jean Albouy, Daniel Vaillant, Bruno Bourg-Broc, Léonce Deprez.

Suppléants : MM. Bernard Derosier, David Bohbot, Robert Loïdi, Mme Françoise de Panafieu, MM. Denis Jacquat, Jean-Paul Fuchs, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Michel Miroudot, Pierre Schiélé, Jean-Pierre Camoin, Pierre Vallon, Mme Françoise Seligmann, M. Ivan Renar.

Suppléants : MM. François Autain, Jacques Carat, André Diligent, Ambroise Dupont, Jean-Paul Hugot, Pierre Laffitte, Guy Lemaire.

Dans sa séance du mardi 22 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Béquet ; au Sénat : M. Michel Miroudot.

48. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 22 décembre 1992 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Gérard Gouzes, Mme Denise Cacheux, MM. Jean-Pierre Michel, François Massot, François Colcombet, Mmes Nicole Catala, Nicole Ameline.

Suppléants : MM. Maurice Briand, Jérôme Lambert, Guy Lordinot, Pierre Mazeaud, Pascal Clément, Jean-Jacques Hiest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Luc Dejoie, Philippe de Bourgoing, Daniel Millaud, Lucien Lanier, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Guy Cabanel, Marcel Charmant, Pierre Fauchon, Daniel Hoeffel, Alex Türk.

Dans sa séance du mardi 22 décembre 1992, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Denise Cacheux ; au Sénat : M. Luc Dejoie.

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Affaires étrangères Jacques Chaumont

- Affaires européennes et article 36 -
Evaluation de la participation française
au budget des Communautés européennes René Trégué

Affaires sociales et santé Jacques Oudin

Anciens combattants Auguste Cazalet

Coopération et développement Michel Charasse

Départements et territoires d'outre-mer Henri Goetschy

Economie et finances :

- Charges communes Claude Belot
- Services financiers Michel Manet

- Commerce extérieur Maryse Bergé-Lavigne
- Commerce et artisanat René Ballayer

Education nationale et culture :

I. – Education nationale :

1. Enseignement scolaire Jacques-Richard Delong
2. Enseignement supérieur Jean Clouet

II. – Culture et communication :

- Culture Jacques Sourdille
- Presse Jean Cluzel

Environnement Philippe Adnot

Equipement, logement, transports et espace :

I. – Urbanisme, logement et services communs Henri Collard

II. – Transports :

- Transports terrestres Jean-Pierre Masseret
- Routes et sécurité routière Paul Loridant
- Transport aérien et III. -
Météorologie Roger Romani

IV. — Mer :

- Marine marchande René Regnault
- Ports maritimes Tony Larue

Industrie Bernard Barbier

Intérieur :

- Administration centrale et sécurité Paul Girod
- Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation Jacques Mossion

Jeunesse et sports Bernard Pellarin

Justice Alain Lambert

Postes et télécommunications Henri Torre

Recherche et espace Jacques Valade

Services du Premier ministre :

I. — Services généraux Maurice Couve de Murville

- Fonction publique et réformes administratives René Trégouët

II. — Secrétariat général de la Défense nationale Louis Perrein

III. — Conseil économique et social Mme Paulette Fost

IV. — Plan Michel Moreigne

V. — Aménagement du territoire .. Geoffroy de Montalembert

Tourisme Pierre Croze

Travail, emploi et formation professionnelle et services communs aux affaires sociales et au travail Emmanuel Hamel

B. — Budgets annexes

Aviation civile Roger Romani

Imprimerie nationale Robert Vizet

Journaux officiels Mme Paulette Fost

Légion d'honneur - Ordre de la Libération Louis Perrein

Monnaies et Médailles Michel Sergent

Prestations sociales agricoles Roland du Luart

II. — DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital Maurice Blin

Dépenses ordinaires François Trucy

III. — AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor Ernest Cartigny

B. — Rapporteurs pour avis

1. — Commission des Affaires culturelles

Culture Michel Miroudot

Cinéma - Théâtre dramatique Jacques Carat

Environnement Ambroise Dupont

Enseignement scolaire Pierre Vallon

Enseignement agricole Albert Vecten

Enseignement supérieur Jean-Pierre Camoin

Enseignement technique Gérard Delfau

Recherche scientifique et technique Pierre Laffitte

Jeunesse et sports François Lesein

Communication Adrien Gouteyron

Relations culturelles, scientifiques et techniques .. Joël Bourdin

Francophonie Jacques Legendre

2. — Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture Alain Pluchet

Aménagement rural Henri de Raincourt

Industries agricoles et alimentaires Aubert Garcia

Industrie Francisque Collomb

Energie Robert Laucournet

Recherche et espace Jean-Marie Rausch

Artisanat et commerce Jean-Jacques Robert

Consommation et concurrence Louis Minetti

Commerce extérieur Marcel Daunay

Aménagement du territoire Jean Puech

Plan Jean Boyer

Routes et voies navigables Jacques Braconnier

Ports maritimes Josselin de Rohan

Logement William Chervy

Urbanisme Jacques Bellanger

Tourisme Charles Ginésy

Environnement Bernard Hugo

Transports terrestres Georges Berchet

Aviation civile et transport aérien Jean-François Lè Grand

Marine marchande Louis de Catuelan

Postes et télécommunications André Fosset

Départements d'outre-mer Rodolphe Désiré

Territoires d'outre-mer Pierre Lacour

3. — Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Affaires étrangères Bernard Guyomard

Affaires étrangères, relations culturelles extérieures .. Guy Penne

Coopération Paul d'Ornano

Défense - Nucléaire, espace et services communs Xavier de Villepin

Défense - Gendarmerie Michel Alloncle

Défense - Forces terrestres Jean Simonin

Défense - Air Albert Voilquin

Défense - Marine Max Lejeune

4. — Commission des Affaires sociales

Sécurité sociale (problèmes généraux et équilibre financier) Charles Descours

Santé et politique hospitalière Louis Boyer

Politique familiale Jean Chérioux

Politique en faveur des personnes âgées Philippe Marini

Politique en faveur des handicapés Jacques Machet

Politique de l'immigration et de l'intégration .. Hélène Missoffe

Travail, emploi et formation professionnelle Louis Souvet et Jean Madelain

Budget annexe des prestations sociales agricoles Bernard Seillier

Anciens combattants Guy Robert

DOM-TOM (aspects sociaux) Roger Lise

Logement social Jacques Bimbenet

5. — Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Intérieur - Décentralisation Bernard Laurent

Intérieur - Police et Sécurité Paul Masson

Intérieur - Sécurité civile Jean-Pierre Tizon

Justice - Services généraux Germain Authié

Justice - Administration pénitentiaire Guy Cabanel

Justice - Protection judiciaire de la jeunesse Michel Rufin

Départements d'outre-mer Pierre Lagourgue

Territoires d'outre-mer Jean-Marie Girault

VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Composition des différentes délégations au 1^{er} janvier 1992 : voir Table thématique 1991 « Informations parlementaires annuelles ».

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes

(Lois n^{os} 79-564 du 6 juillet 1979 et 90-385 du 10 mai 1990)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 20 mars 1992, décès de M. Robert Pontillon (JO Lois et décrets du 21 mars 1992).

Le 15 avril 1992, nomination de M. Louis Perrein, en remplacement de M. Robert Pontillon, décédé (JO Lois et décrets du 16 avril 1992).

Nomination par le Sénat le 15 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992) :

Membres : Mme Monique Ben Guiga, MM. Maurice Blin, Ernest Cartigny, Jean Delaneau, Charles Descours, Ambroise Dupont, Philippe François, Jean François-Poncet, Jacques Golliet, Yves Guéna, André Jarrot, Pierre Lagourgue, Lucien Lanier, Charles Lederman, Paul Masson, Charles Metzinger, Daniel Millaud, Philippe Nachbar, Georges Othily, Louis Perrein, Jacques Rocca Serra, René Trégouët, Marcel Vidal.

Bureau : *Président :* M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. Michel Caldaguès, Claude Estier, Michel Poniatowski, Xavier de Villepin ; *Secrétaires :* MM. Guy Cabanel, Marcel Daunay, Jean Garcia, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Roland du Quart, Jacques Oudin, André Rouvière.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n^o 79-1204 du 31 décembre 1979)

Nomination par le Sénat le 15 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992)

Représentants du Sénat : Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Eric Boyer, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Pierre Louvot, Guy Robert.

Représentants de l'Assemblée nationale : MM. Henri Bayard, Guy Chanfrault, Bernard Debré, Jean-Marie Demange, Claude Evin, Mme Marie Jacq, MM. Jean-Pierre Lapaire, Jacques Masdeu-Arus, Gilbert Millet, Mmes Christiane Mora, Monique Papon, MM. Francisque Perrut, Michel Terrot.

Bureau : *Président :* Mme Denise Cacheux, député ; *Vice-présidents :* MM. Claude Huriet, Bernard Seillier, sénateurs ; M. André Clert, N..., députés.

Rapporteurs : M. Henri Bayard, député, pour suivre les résultats de la politique menée en faveur de la natalité ; M. Jean-Pierre Lapaire, député, pour suivre l'application des lois relatives à la régulation des naissances et à la contraception ; M. Guy Chanfrault, député, pour suivre l'application et les conséquences de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n^o 82-653 du 29 juillet 1982)

Nomination par le Sénat le 15 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992) :

Membres : MM. Jacques Bellanger, Jacques Braconnier, Roger Husson, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Gérard Miquel, Bernard Pellarin, Jean-Jacques Robert.

Nomination du bureau le 21 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992) :

Bureau : *Président :* M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents :* MM. Marcel Lesbros, Georges Mouly, Bernard Hugo, Gérard Delfau ; *Secrétaires :* MM. Hubert Durand-Chastel, Louis Minetti.

Nomination de MM. Bernard Hugo et Gérard Delfau le 17 novembre 1992 (JO Lois et décrets du 18 novembre 1992).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n^o 83-609 du 8 juillet 1983)

Membres nommés par le Sénat le 15 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992) :

Titulaires : MM. Louis Boyer, René Regnault, Franck Sérusclat, Jacques Sourdille, Jacques Valade, Pierre Vallon.

Suppléants : MM. Henri Revol, André Boyer, Pierre Lacour, Paul Loridant, Jean-Luc Mélenchon, Adrien Gouteyron, Charles Descours, Claude Huriet.

Membres nommés par l'Assemblée nationale :

Titulaires : MM. Christian Bataille, Claude Birraux, Michel Destot, Alain Devaquet, Robert Galley, Michel Pelchat.

Suppléants : MM. Yves Freville, Jacques Godfrain, Jean-Michel Couve, Daniel Chevallier, Ladislas Poniatowski, Bernard Charles, Thierry Mandon, Bernard Schreiner (Yvelines).

Bureau nommé le 21 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 22 octobre 1992) :

Président : M. Jacques Mossion, sénateur ; *Vice-président :* M. Jean-Yves Le Déaut, député ; *Secrétaires :* M. Pierre Laffitte, sénateur ; M. Raymond Forni, député.

VIII. – MISSIONS D'INFORMATION (autorisées par le Sénat)

A. – Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions (article 21 du Règlement)

1 – Demande conjointe des présidents de la commission des affaires culturelles, de la commission des affaires économiques et du Plan, de la commission des affaires sociales, de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les problèmes de **l'aménagement du territoire** et de définir les éléments d'une politique de reconquête de **l'espace rural et urbain** (3 novembre 1992) (p. 2950) – Octroi de l'autorisation demandée (9 décembre 1992) (p. 3829)

2 – Rapport d'information déposé par *M. Paul Masson*, président, au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985, sur le **trafic de la drogue dans l'espace Schengen** et établi par *M. Gérard Larcher* [n° 72 (92-93)] (1^{er} décembre 1992).

3 – Demande conjointe des présidents de la commission des affaires culturelles, de la commission des affaires économiques et du Plan, de la commission des affaires sociales, de la commission des finances et de la commission des lois tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune sur la **télévision éducative** (11 décembre 1992) (p. 3958) – Octroi de l'autorisation demandée (23 décembre 1992) (p. 4739).

a) Commission des affaires culturelles

1 – Rapport d'information fait par *M. Adrien Gouteyron*, au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information chargée d'étudier la mise en place et le fonctionnement des **instituts universitaires de formation des maîtres** [n° 23 (92-93)] (27 octobre 1992).

b) Commission des affaires économiques

1 – Rapport d'information de *MM. Philippe François, Henri Bangou, Jean Boyer, Francisque Collomb, Roland Courteau, Aubert Garcia, Jean Huchon, Alain Pluchet et Jean Roger* fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan à la suite d'une mission effectuée aux **Etats-Unis** du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de **l'économie américaine**, notamment son **agriculture**, et la position de ce pays dans le cadre des **négociations du GATT** [n° 254 (91-92)] (11 février 1992).

2 – Demande de *M. Jean François-Poncet*, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Espagne**, chargée de suivre les travaux de la **XV^e Conférence mondiale de l'énergie** et d'étudier l'évolution de **l'économie espagnole** dans le contexte européen (5 juin 1992) (p. 1466) – Octroi de l'autorisation demandée (12 juin 1992) (p. 1648) – Rapport d'information de *M. Bernard Hugo* [n° 147 (92-93)] (18 décembre 1992).

3 – Demande de *M. Jean François-Poncet*, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier le **fonctionnement des marchés des fruits, des légumes et de l'horticulture**, d'examiner leurs perspectives d'évolution, compte tenu de la réforme de la **politique agricole commune**, et de formuler toute proposition de nature à remédier aux difficultés dont souffrent ces secteurs (3 décembre 1992) (p. 3665) – Octroi de l'autorisation demandée (16 décembre 1992) (p. 4097).

c) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport d'information de *MM. Guy Cabanel, André Jarrot, Edouard Le Jeune, Michel Crucis, André Rouvière et André Boyer* fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée au **Chili** et en **Argentine**, du 23 janvier au 1^{er} février 1992 [n° 278 (91-92)] (2 avril 1992).

2 – Demande de *M. Jean Lecanuet*, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information :
– la première au **Viet-Nam** et au **Cambodge**, afin d'apprécier **l'évolution politique et économique** de ces pays,
– la seconde, en **Côte-d'Ivoire** et au **Cameroun**, afin d'évaluer les **relations de la France** avec ces pays (4 décembre 1992) (p. 3707) – Octroi de l'autorisation demandée (16 décembre 1992) (p. 4097).

d) Commission des affaires sociales

1 – Rapport d'information de *MM. Jean-Pierre Fourcade, André Bohl, Louis Boyer, Roger Husson, Claude Prouvoyeur, Joseph Ostermann et Paul Souffrin* fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de **protection sociale** dans les départements du **Haut-Rhin**, du **Bas-Rhin** et de la **Moselle** [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992).

2 – Demande de *M. Jean-Pierre Fourcade*, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information sur les **problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle** dans les départements de la **Guadeloupe** et de la **Martinique** (4 décembre 1992) (p. 3707) – Octroi de l'autorisation demandée (16 décembre 1992) (p. 4097).

e) Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

1 – Demande de *M. Christian Poncelet*, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information sur les **problèmes financiers et monétaires** des pays d'Europe centrale et orientale :
– la première en **Russie**, en **Biélorussie** et en **Ukraine** ;
– la seconde en **Pologne**, en **République fédérative tchèque et slovaque** et en **Hongrie** (5 juin 1992) (p. 1466) – Octroi de l'autorisation demandée (12 juin 1992) (p. 1648).

2 – Demande de *M. Christian Poncelet*, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information aux **Etats-Unis**, afin d'apprécier la position de ce pays dans les **négociations commerciales multilatérales** (4 décembre 1992) (p. 3707) – Octroi de l'autorisation demandée (16 décembre 1992) (p. 4097).

f) *Commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale*

1 – Rapport d'information de *MM. Germain Authié et Jean-Pierre Tizon* fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à la suite d'une mission effectuée à la **Réunion** et à **Mayotte** du 5 au 13 mars 1992 [n° 493 (91-92)] (7 juillet 1992).

B. – Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement)

1 – Rapport d'information de *M. Jean Lecanuet*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le **traité de l'Union européenne** [n° 445 (91-92)] (24 juin 1992).

2 – Rapport d'information de *MM. Jean-Pierre Bayle, Paul d'Ornano et Xavier de Villepin* fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur les modalités et les conséquences du **retrait des FFA** (forces françaises en Allemagne) [n° 472 (91-92)] (1^{er} juillet 1992).

3 – Rapport d'information de *M. Jacques Genton*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la **programmation des équipements militaires** pour les années 1992-1994 [n° 96 (92-93)] (9 décembre 1992).

IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE (Titre IX de la Constitution)

Membres élus par le Sénat :

Composition au 1^{er} janvier 1992 : voir Table thématique 1991 « Informations parlementaires annuelles ».

Election des membres le 27 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992) :

Prestations de serment les 27 et 28 octobre 1992.

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, Jean-Louis Carrère, Charles de Cuttoli, Jean Delaneau, André Diligent, Jacques Larché, Charles Lerdemann, Kléber Malécot, Paul Masson, Michel Rufin.

Juges suppléants : MM. Germain Authié, Georges Berchet, Daniel Millaud, Luc Dejoie, André Jarrot, Jean-Pierre Tizon.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Election des membres le 18 novembre 1992 (JO Lois et décrets du 19 novembre 1992) :

Juges titulaires : MM. Jean-Christophe Cambadélis, Pascal Clément, Alain Grioteray, Georges Hage, Jean-Jacques Hyst, Jacques Limouzy, Jean-Pierre Michel, Patrick Ollier, Alain Richard, Robert Savy, Jean-Michel Testu.

Juges suppléants : MM. Jean-Pierre Bouquet, Xavier Deniau, Marc Dolez, Mme Marie Jacq, MM. Henry Jean-Baptiste, Georges Mesmin.

Election du bureau le 17 décembre 1992 (JO Lois et décrets du 18 décembre 1992) : M. Louis Brives, sénateur, président ; MM. Pierre Mazeaud, député et Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, vice-présidents.

X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES (nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

Composition au 1^{er} janvier 1992 : voir Table thématique 1991 « Informations parlementaires annuelles ».

Nomination par le Sénat le 7 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) :

Membres : MM. Georges Berchet, Luc Dejoie, Gérard Delfau, Rémi Herment, Philippe Marini, Pierre Schiélé.

Nomination du bureau le 8 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992) : *Président :* M. Jean Chérioux ; *Vice-président :* M. Albert Voilquin ; *Secrétaire-rapporteur :* M. Tony Larue.

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE **ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE**

Délégués du Sénat au 1^{er} janvier 1992 : voir Table thématique 1991 « Informations parlementaires annuelles ».

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 20 mars 1992, décès de *M. Robert Pontillon* (JO Lois et décrets du 21 mars 1992).

Le 15 avril 1992, élection de *M. Jean-Pierre Masseret*, délégué titulaire, en remplacement de *M. Robert Pontillon*, décédé (JO Lois et décrets du 16 avril 1992).

Le 15 avril 1992, élection de *M. François Autain*, délégué suppléant, en remplacement de *M. Jean-Pierre Masseret*, démissionnaire (JO Lois et décrets du 16 avril 1992).

Election par le Sénat le 21 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 22 octobre 1992) (Représentants du Sénat) :

Délégués titulaires : MM. Pierre Jeambrun, Michel Alloncle, Adrien Gouteyron, Louis Jung, Jean Puech, Jean-Pierre Masseret.

Délégués suppléants : MM. Edouard Le Jeune, Jean Dumont, Mme Josette Durrieu, MM. Jean Roger, Paul d'Ornano, Jean-François Le Grand.

Composition au 31 décembre 1992 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Délégués titulaires : MM. Philippe Bassinet, Jacques Baumel, Roland Beix, Jean-Marie Caro, Adrien Durand, Raymond Forni, Jean-Pierre Fourré, Robert Galley, Jean Oehler, Jean Seitlinger, Jean Valleix, Théo Vial-Massat.

Délégués suppléants : MM. René André, Claude Birraux, Paul Dhaille, Claude Gaits, Jean de Gaulle, François Grussenmeyer, Xavier Hunault, Emile Koehl, Pierre Lagorce, Georges Lemoine, Charles Pistre, Jean-Pierre Worms.

XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
AFFAIRES ÉTRANGÈRES		
Conseil d'administration de l'Agence pour l' enseignement français à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l' enseignement français à l'étranger	Mme Paulette Brisepierre M. Xavier de Villepin	
Comité directeur du fonds d'aide et de coopération	M. Michel Charasse	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale pour l' éducation, la science et la culture (U.N.E.S.C.O.)	MM. Jacques Golliet Adrien Gouteyron	
AGRICULTURE		
Comité consultatif du fonds national des abattoirs	MM. Alain Pluchet	Fernand Tardy
Conseil supérieur de l' aménagement rural	(*)	
Conseil national d' aménagement du territoire	M. Jean François-Poncet	
Conseil supérieur du cheval	MM. Josselin de Rohan	Michel Souplet
Comité de contrôle du fonds forestier national	M. Geoffroy de Montalembert	
Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers	MM. Philippe François	Charles-Edmond Lenglet
Conseil national de la montagne	MM. Raymond Bouvier André Jourdain Jean Faure Bernard Hugo	
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE		
Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre	M. Guy Robert	
Commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord	MM. Auguste Cazalet Michel Miroudot Guy Robert Ernest Cartigny Marc Bœuf	Roger Rigaudière Jean-Pierre Fourcade Jacques Habert André Bohl Robert Pagès
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension	MM. Auguste Cazalet Roger Rigaudière Michel Miroudot Guy Robert Marc Bœuf Max Lejeune Robert Vizet	Emmanuel Hamel Henri Belcour Jean Dumont Louis de Catuelan Gérard Roujas Jacques Bimbenet Mme Marie-Claude Beaudéau
COLLECTIVITÉS LOCALES		
Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales	MM. Roland du Luart Louis Mercier	
Comité des finances locales	MM. Jacques Oudin Christian Bonnet	Jean Clouet Raymond Bouvier
Conseil national des services publics départementaux et communaux	MM. Germain Authié Bernard Laurent René-Georges Laurin Pierre Schiélé	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
COMMUNICATION		
France 2	André Fosset	
France 3	Michel Miroudot	
Institut national de l'audiovisuel	Mme Paulette Brisepierre	
Radio-France	MM. Jacques Carat	
Radio-France internationale	M. Charles de Cuttoli	
Radio-Télévision française d'outre-mer	Daniel Millaud	
CULTURE ET ÉDUCATION		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de la culture Georges-Pompidou	MM. Michel Miroudot Roger Romani Marcel Vidal	
Conseil national de la cinématographie	MM. Maurice Schumann Jean Delaneau	Jean Cluzel Michel Miroudot
Conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie	M. Jean Simonin	
Conseil national de l' enseignement supérieur et de la recherche	MM. Pierre Laffitte	Jean Clouet
Conseil national des fondations	M. Pierre Laffitte	
DÉFENSE		
Comité des prix de revient des fabrications d' armement	N.	
Conseil permanent du service militaire	(*)	
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
Comité directeur du F.I.D.E.S.T.O.M.	MM. Daniel Millaud Henri Gœtschy	Jacques Bimbenet Michel Charasse
Comité directeur du F.I.D.O.M.	MM. Henri Gœtschy Albert Pen	Josselin de Rohan
ÉCONOMIE ET FINANCES		
Conseil national des assurances	M. Etienne Dailly	
Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations	M. Christian Poncelet	
Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance	M. Jean Arthuis	
Commission des comptes et budgets économiques de la Nation	MM. Christian Poncelet Jean Arthuis	
Conseil supérieur de la coopération	MM. Guy Penne Henri de Raincourt	
Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics	MM. Maurice Blin René Trégouët	Jacques Oudin
Conseil national du crédit	MM. Jean Arthuis	Paul Loridant

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	MM. Louis de Catuelan René Régnauld Josselin de Rohan	
Commission centrale de classement des débts de tabac	M. Auguste Cazalet	
Conseil national de l'information statistique	MM. René Trégouët	Georges Berchet
Haut Conseil du secteur public	MM. Maurice Blin Raymond Bouvier Louis Souvet N.	
Caisse française de développement	MM. Jacques Chaumont	Michel Charasse
ÉNERGIE		
Commission consultative pour la production de carburants de substitution	MM. Philippe François Rémi Herment	
Conseil supérieur de l' électricité et du gaz	MM. Bernard Barbier Alain Pluchet	
Comité consultatif de l'utilisation de l' énergie	M. Henri Revol	
Agence de l' environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Michel Souplet	
Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures	M. Bernard Barbier	
Conseil supérieur du pétrole	(*)	
Conseil supérieur de la sûreté et de l' information nucléaires	M. Henri Revol	
ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME		
Conseil national du bruit	M. Charles Descours	
Conseil d'administration du conservatoire de l' espace littoral et des rivages lacustres	MM. Alphonse Arzel Ambroise Dupont	Claude Pradille Marcel Vidal
Conseil national de l' habitat	MM. Jean Huchon	Bernard Barbier
Commission supérieure des sites	M. Robert Piat	
Commission nationale d' urbanisme commercial	MM. Roger Husson Jean-Paul Emin Louis Moinard Jacques Bellanger	Jean-Jacques Robert Jean Huchon Jean Boyer Jean-Pierre Demerliat
INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES		
Commission d'accès aux documents administratifs	MM. Pierre Fauchon	Guy Allouche
Commission consultative des droits de l'homme	M. Pierre-Christian Taittinger	
Commission nationale consultative des gens du voyage	MM. José Balarello Philippe François	
Commission nationale de l' informatique et des libertés	MM. Alex Türk Pierre Schiélé	
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité	M. Jacques Golliet	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux	M. Ernest Cartigny	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	MM. Jacques Carat Joël Bourdin	James Bordas Ivan Renar
JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE		
Haut comité du loisir social , de l'éducation populaire et des activités de pleine nature	M. Maurice Schumann	
Comité de l'éthique du loto sportif	MM. Jean Delaneau	François Lesein
Commission nationale du sport de haut niveau	MM. Bernard Pellarin François Lesein	
Conseil national du tourisme	MM. Pierre Vallon	Charles Ginésy
Fonds national pour le développement de la vie associative	M. Pierre Vallon	
JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE		
Conseil supérieur de l' administration pénitentiaire .	MM. Jean Arthuis Charles de Cuttoli Guy Cabanel	
Conseil supérieur de l' adoption	M. Michel Rufin	
Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice	M. Michel Dreyfus-Schmidt	
Commission supérieure de codification	MM. Michel Rufin	Paul Masson
Conseil d'administration de l'établissement d' hospitalisation de Fresnes	MM. Louis Boyer	Marc Bœuf
Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V^e République	M. Jacques Larché	
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Commission supérieure du service public des Postes et Télécommunications	MM. André Fosset Gérard Larcher Louis Perrein Henri Torre	
SANTÉ		
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine	MM. Louis de Catuelan Guy Robert	
Comité national de l' organisation sanitaire et sociale	MM. Jean-Pierre Fourcade	Franck Sérusclat
Conseil d'administration de l'hôpital des Quinze-Vingt	M. François Delga	
Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice	Mme Marie-Claude Beaudeau	
Comité consultatif national d' éthique pour les sciences de la vie et de la santé	M. Michel Miroudot	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil national du syndrome immunodéficient acquis	M. François Delga	
Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées	M. Maurice Lombard	
Commission nationale de l'équipement sanitaire	M. Jean-Pierre Fourcade	
SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail	Mme Michelle Demessine	
Commission des comptes de la sécurité sociale	MM. Louis Boyer Charles Descours Roland du Luart Jacques Oudin	
Conseil supérieur de la mutualité	M. Jean Chérioux	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	MM. Pierre Louvot Roland du Luart	Marc Bœuf Jacques Machet
Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Comité national des retraités et des personnes âgées	M. Bernard Seillier	Mme Hélène Missoffe
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	Mme Hélène Missoffe M. Franck Sérusclat	
TRANSPORTS		
Conseil d'administration de l'établissement public « Autoroutes de France »	M. Paul Girod	
Conseil supérieur de l' aviation marchande	MM. Pierre Jeambrun	Jean-François Le Grand
Conseil national des transports	MM. Georges Berchet Maurice Lombard	Louis de Catuelan Bernard Hugo

(*) Pas de demande de désignation.

XIII. - MINISTÈRES

A. - Gouvernement Edith CRESSON

(Nommé les 15, 16, 17, 25 mai et 22 juillet 1991.)
(J.O. des 16, 17, 18, 26 mai et 23 juillet 1991.)

1. - Composition au 1^{er} janvier 1992 :

Premier ministre	Edith Cresson
Ministre d'État, ministre de l'éducation nationale	Lionel Jospin
Ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre Bérégovoy
Ministre d'État, ministre des affaires étrangères	Roland Dumas
Ministre d'État, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative	Jean-Pierre Soisson
Ministre d'État, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire	Michel Delebarre
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Henri Nallet
Ministre de la défense	Pierre Joxe
Ministre de l'intérieur	Philippe Marchand
Ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement	Jack Lang
Ministre de l'agriculture et de la forêt	Louis Mermaz
Ministre des affaires sociales et de l'intégration	Jean-Louis Bianco
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Martine Aubry
Ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace	Paul Quilès
Ministre de la coopération et du développement	Edwige Avice
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Louis Le Pensec
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert Curien
Ministre des relations avec le Parlement	Jean Poperen
Ministre de la jeunesse et des sports	Frédérique Bredin
Ministre de l'environnement	Brice Lalonde
Ministre délégué au budget	Michel Charasse
Ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur	Dominique Strauss-Kahn
Ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation	François Doubin
Ministre délégué aux postes et télécommunications	Jean-Marie Rausch
Ministre délégué à la justice	Michel Sapin
Ministre délégué aux affaires européennes	Elisabeth Guigou
Ministre délégué à la francophonie	Catherine Tasca
Ministre délégué à la santé	Bruno Durieux
Ministre délégué à la communication	Georges Kiejman
Ministre délégué au tourisme	Jean-Michel Baylet
Secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre	Louis Mexandeau
Secrétaire d'État à l'enseignement technique	Jean Guyard
Secrétaire d'État à l'action humanitaire	Bernard Kouchner
Secrétaire d'État aux affaires étrangères	Alain Vivien
Secrétaire d'État à la ville et à l'aménagement du territoire	André Laignel
Secrétaire d'État à la défense	Jacques Mellick
Secrétaire d'État aux collectivités locales	Jean-Pierre Sueur
Secrétaire d'État aux grands travaux	Emile Biasini
Secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'intégration	Kofi Yamgnane
Secrétaire d'État à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés	Laurent Cathala
Secrétaire d'État aux handicapés et accidentés de la vie	Michel Gillibert
Secrétaire d'État aux droits des femmes et à la vie quotidienne	Véronique Neiertz
Secrétaire d'État au logement	Marcel Debarge
Secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux	Georges Sarre

Secrétaire d'État à la mer	Jean-Yves Le Drian
Secrétaire d'État au commerce extérieur	Jean-Noël Jeanneney

2. – Modifications intervenues entre le 1^{er} janvier et le 2 avril 1992 :

– *Décret du 28 mars 1992 (J.O. Lois et décrets du 29 mars 1992).*

Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'État, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration.

– *Décret du 2 avril 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 avril 1992).*

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, aux fonctions de Mme Edith Cresson, Premier ministre, et des autres membres du Gouvernement.

3. – Attributions des ministres et secrétaires d'État en exercice au 1^{er} janvier 1992 :

Voir table thématique 1991 et « Informations parlementaires annuelles 1991 ».

B. – Gouvernement Pierre BÉRÉGOVOY

– *Décret du 2 avril 1992* portant nomination du premier ministre (J.O. Lois et décrets du 3 avril 1992).

– *Décrets des 2 avril 1992 et 4 avril 1992* relatif à la composition du Gouvernement (J.O. Lois et décrets des 3 et 5 avril 1992).

1. – Composition au 4 avril 1992 :

Premier ministre	Pierre Bérégovoy
Ministre d'État, ministre de l'éducation nationale et de la culture	Jack Lang
Ministre d'État, ministre des affaires étrangères	Roland Dumas
Ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives	Michel Delebarre
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Michel Vauzelle
Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique	Paul Quilès
Ministre de la défense	Pierre Joxe
Ministre de l'économie et des finances	Michel Sapin
Ministre du budget	Michel Charasse
Ministre de l'environnement	Ségolène Royal
Ministre de l'équipement, du logement et des transports	Jean-Louis Bianco
Ministre de l'industrie et du commerce extérieur	Dominique Strauss-Kahn
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Martine Aubry
Ministre de l'agriculture et de la forêt	Louis Mermaz
Ministre des affaires sociales et de l'intégration	René Teulade
Ministre de la santé et de l'action humanitaire	Bernard Kouchner
Ministre de la ville	Bernard Tapie
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Louis Le Pen
Ministre de la recherche et de l'espace	Hubert Curien
Ministre des postes et télécommunications	Emile Zuccarelli
Ministre de la jeunesse et des sports	Frédérique Bredin
Ministre déléguée aux affaires européennes	Elisabeth Guigou
Ministre délégué aux affaires étrangères	Georges Kiejman
Ministre délégué à la coopération et au développement	Marcel Debarge
Ministre délégué au commerce et à l'artisanat	Jean-Marie Rausch
Ministre délégué au logement et au cadre de vie	Marie-Noëlle Lienemann
Ministre délégué au tourisme	Jean-Michel Baylet
Secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre	Louis Mexandeau
Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement	Martin Malvy
Secrétaire d'État à l'aménagement du territoire	André Laignel
Secrétaire d'État aux grands travaux	Emile Biasini
Secrétaire d'État à l'enseignement technique	Jean Glavany
Secrétaire d'État à la communication	Jean-Noël Jeanneney
Secrétaire d'État à la francophonie et aux relations culturelles extérieures	Catherine Tasca
Secrétaire d'État aux collectivités locales	Jean-Pierre Sueur

Secrétaire d'État à la défense	Jacques Mellick
Secrétaire d'État aux droits des femmes et à la consommation	Véronique Neiertz
Secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux	Georges Sarre
Secrétaire d'État à la mer	Charles Josselin
Secrétaire d'État à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés	Laurent Cathala
Secrétaire d'État à l'intégration	Kofi Yamgnane
Secrétaire d'État aux handicapés	Michel Gillibert

2. – Modifications intervenues entre le 4 avril et le 31 décembre 1992 :

– *Décret du 23 mai 1992 (J.O. Lois et décrets du 24 mai 1992)*. Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Bernard Tapie, ministre de la ville.

– *Décret du 3 juin 1992 (J.O. Lois et décrets du 4 juin 1992)* :

M. Bruno Durieux est nommé ministre délégué au commerce extérieur.

M. François Loncle est nommé secrétaire d'État à la ville.

Sont délégués auprès du Premier ministre : le secrétaire d'État à la ville ;

auprès du ministre de l'industrie et du commerce extérieur : le ministre délégué au commerce extérieur.

– *Décret du 2 octobre 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 octobre 1992)* :

Il est mis fin aux fonctions de M. Michel Charasse, ministre du budget, et à celles de M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, élus sénateurs et dont les démissions sont acceptées.

Il est mis fin aux fonctions de M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt et à celles de M. Martin Malvy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement.

Sont nommés ministres :

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et du développement rural ;

M. Louis Mermaz, ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement ;

M. Martin Malvy, ministre du budget.

Sont nommés ministres délégués :

M. Gilbert Baumet, ministre délégué au commerce et à l'artisanat ;

M. André Billardon, ministre délégué à l'énergie.

Sont délégués :

auprès du ministre de l'économie et des finances : le ministre délégué au commerce et à l'artisanat ;

auprès du ministre de l'industrie et du commerce extérieur : le ministre délégué à l'énergie ; le secrétaire d'État à l'aménagement du territoire.

– *Décret du 26 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 27 décembre 1992)* :

M. Bernard Tapie est nommé ministre de la ville ;

M. François Loncle est nommé secrétaire d'État au Plan ;

le secrétaire d'État au Plan est délégué auprès du Premier ministre.

3. – Attributions des ministres et secrétaires d'État en exercice au 4 avril 1992 :

– *Décret n° 92-385 du 8 avril 1992* relatif aux attributions du ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives (J.O. Lois et décrets du 10 avril 1992).

– *Décret n° 92-386 du 8 avril 1992* relatif aux attributions du ministre de l'industrie et du commerce extérieur (J.O. Lois et décrets du 10 avril 1992).

– *Décret n° 92-388 du 15 avril 1992* relatif aux attributions du ministre d'État, ministre des affaires étrangères (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1992).

– *Décret n° 92-389 du 15 avril 1992* relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1992).

– *Décret n° 92-390 du 15 avril 1992* relatif aux attributions du ministre du budget (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1992).

– *Décret n° 92-391 du 15 avril 1992* relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1992).

– *Décret n° 92-392 du 15 avril 1992* relatif aux attributions du ministre de la recherche et de l'espace (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1992).

– *Décret n° 92-393 du 15 avril 1992* relatif aux attributions du ministre des postes et télécommunications (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1992).

– *Décret n° 92-394 du 16 avril 1992* portant transfert au Premier ministre des attributions de porte-parole du Gouvernement et de celles relatives aux grands travaux et aux relations avec le Parlement (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1992).

– *Décret n° 92-395 du 16 avril 1992* relatif aux attributions du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale et de la culture (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1992).

– *Décret n° 92-396 du 16 avril 1992* relatif aux attributions du ministre de l'environnement (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1992).

– *Décret n° 92-397 du 16 avril 1992* relatif aux attributions du ministre de l'équipement, du logement et des transports (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1992).

– *Décret n° 92-398 du 16 avril 1992* relatif aux attributions du ministre des affaires sociales et de l'intégration (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1992).

– *Décret n° 92-399 du 16 avril 1992* relatif aux attributions du ministre de la santé et de l'action humanitaire (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1992).

– *Décret n° 92-400 du 16 avril 1992* relatif aux attributions du ministre de la ville (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1992).

– *Décret n° 92-402 du 21 avril 1992* relatif aux attributions du ministre délégué aux affaires étrangères (J.O. Lois et décrets du 22 avril 1992).

– *Décret n° 92-403 du 21 avril 1992* relatif aux attributions du secrétaire d'État à la défense (J.O. Lois et décrets du 21 avril 1992).

– *Décret n° 92-404 du 22 avril 1992* relatif aux attributions du secrétaire d'État à l'aménagement du territoire (J.O. Lois et décrets du 23 avril 1992).

– *Décret n° 92-406 du 24 avril 1992* relatif aux attributions du ministre délégué aux affaires européennes (J.O. Lois et décrets du 25 avril 1992).

- Décret n° 92-411 du 29 avril 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement (J.O. Lois et décrets du 30 avril 1992).
- Décret n° 92-412 du 29 avril 1992 relatif aux attributions du ministre délégué à la coopération et au développement (J.O. Lois et décrets du 30 avril 1992).
- Décret n° 92-416 du 4 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État aux collectivités locales (J.O. Lois et décrets du 5 mai 1992).
- Décret n° 92-418 du 5 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux (J.O. Lois et décrets du 7 mai 1992).
- Décret n° 92-419 du 7 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à l'enseignement technique (J.O. Lois et décrets du 8 mai 1992).
- Décret n° 92-426 du 7 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à la communication (J.O. Lois et décrets du 10 mai 1992).
- Décret n° 92-428 du 11 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à la mer (J.O. Lois et décrets du 12 mai 1992).
- Décret n° 92-429 du 12 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État aux grands travaux (J.O. Lois et décrets du 13 mai 1992).
- Décret n° 92-430 du 12 mai 1992 relatif aux attributions du ministre délégué au logement et au cadre de vie (J.O. Lois et décrets du 13 mai 1992).
- Décret n° 92-431 du 12 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés (J.O. Lois et décrets du 13 mai 1992).
- Décret n° 92-438 du 19 mai 1992 relatif aux attributions du ministre délégué au commerce et à l'artisanat (J.O. Lois et décrets du 20 mai 1992).
- Décret n° 92-442 du 19 mai 1992 relatif aux attributions du ministre délégué au tourisme (J.O. Lois et décrets du 20 mai 1992).
- Décret n° 92-449 du 21 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État aux droits des femmes et à la consommation (J.O. Lois et décrets du 22 mai 1992).
- Décret n° 92-477 du 27 mai 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à l'intégration (J.O. Lois et décrets du 28 mai 1992).
- Décret n° 92-480 du 29 mai 1992 portant transfert au Premier ministre des attributions précédemment dévolues au ministre de la ville (J.O. Lois et décrets du 3 juin 1992).
- Décret n° 92-567 du 30 juin 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à la ville (J.O. Lois et décrets du 1^{er} juillet 1992).
- Décret n° 92-735 du 29 juillet 1992 relatif aux attributions du ministre délégué au commerce extérieur (J.O. Lois et décrets du 31 juillet 1992).
- Décret n° 92-960 du 7 septembre 1992 complétant le décret n° 91-513 du 3 juin 1991 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports (J.O. Lois et décrets du 8 septembre 1992).
- Décret n° 92-1003 du 21 septembre 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État aux handicapés (J.O. Lois et décrets du 22 septembre 1992).
- Décret n° 92-1134 du 12 octobre 1992 relatif aux attributions du ministre délégué au commerce et à l'artisanat (J.O. Lois et décrets du 15 octobre 1992).
- Décret n° 92-1135 du 12 septembre 1992 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et du développement rural (J.O. Lois et décrets du 15 octobre 1992).
- Décret n° 92-1136 du 12 octobre 1992 relatif aux attributions du ministre de l'industrie et du commerce extérieur (J.O. Lois et décrets du 15 octobre 1992).
- Décret n° 92-1137 du 12 octobre 1992 relatif aux attributions du ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement (J.O. Lois et décrets du 15 octobre 1992).
- Décret n° 92-1175 du 29 octobre 1992 relatif aux attributions du ministre délégué à l'énergie (J.O. Lois et décrets du 30 octobre 1992).
- Décret n° 92-1231 du 24 novembre 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à la francophonie et aux relations culturelles extérieures (J.O. Lois et décrets du 25 novembre 1992).
- Décret n° 92-1237 du 24 novembre 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État à l'aménagement du territoire (J.O. Lois et décrets du 25 novembre 1992).

XIV. – TEXTES

A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1992

(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table thématique et de la **date de première inscription** à l'ordre du jour)*

Deuxième session extraordinaire de 1991-1992
(8 janvier - 24 janvier 1992)

9 janvier 1992. – Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République. – **Collectivités territoriales.** (1^{re} lecture le 11 juin 1991).

15 janvier 1992. – Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature. – **Magistrature.** (1^{re} lecture le 18 décembre 1991).

16 janvier 1992. – Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers.**

20 janvier 1992. – Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. – **Parlement.**

Troisième session extraordinaire de 1991-1992
(7 février - 11 février 1992)

7 février 1992. – Déclaration de politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

Seconde session ordinaire de 1991-1992
(2 avril - 30 juin 1992)

8 avril 1992. – Déclaration de politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

9 avril 1992. – Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises. – **Entreprises.**

14 avril 1992. – Projet de loi relatif au dépôt légal. – **Dépôt légal.**

15 avril 1992. – Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

– Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements. – **Hôpitaux publics.**

21 avril 1992. – Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. – **Recherche agronomique.**

22 avril 1992. – Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens. – **Code pénal.** (1^{re} lecture le 29 octobre 1991).

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'État et la paix publique. – **Droit pénal.**

28 avril 1992. – Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail. – **Action sanitaire et sociale.**

29 avril 1992. – Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale. – **Elections.**

– Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du groupe d'étude international du cuivre. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du groupe d'étude international de l'étain. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du groupe d'étude international du nickel. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie (tel qu'amendé au 19 mai 1980). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé à Paris le 24 septembre 1991. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. – **Traités et conventions.**

30 avril 1992. – Projet de loi modifiant le code forestier. – **Forêts.** (1^{re} lecture le 5 novembre 1991).

5 mai 1992. – Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés. – **Agriculture.**

– Projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal. – **Banques et établissements financiers.**

6 mai 1992. – Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives. – **Économie sociale.** (1^{re} lecture 7 novembre 1991).

12 mai 1992. – Déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel. – **Gouvernement (déclarations).**

13 mai 1992. – Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours. – **Tourisme.**

– Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

– Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

14 mai 1992. – Proposition de résolution tendant à modifier l'article 47 bis du Règlement du Sénat. – **Parlement.**

– Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire. – **Pharmacie (industrie).**

15 mai 1992. – Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative). – **Propriété intellectuelle.**

19 mai 1992. – Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament. – **Pharmacie.**

20 mai 1992. – Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit. – **Banques et établissements financiers.**

21 mai 1992. – Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale. – **Travail.**

25 mai 1992. – Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique. – **Collectivités territoriales.**

26 mai 1992. – Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes. – **Mer et littoral.**

2 juin 1992. – Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ». – **Constitution.**

11 juin 1992. – Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités. – **Sports.**

15 juin 1992. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, signée à Manille le 7 février 1990. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 17 avril 1990. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérale tchèque et slovaque. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision. – **Communication audiovisuelle.**

17 juin 1992. – Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers.**

– Proposition de loi tendant à faciliter le développement du tourisme rural. – **Tourisme.**

18 juin 1992. – Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée. – **Taxe sur la valeur ajoutée.**

– Projet de loi portant mise en œuvre par la République française de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 91/680/C.E.E. complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive n° 77/388/C.E.E., et de la directive n° 92/12/C.E.E. relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise. – **Impôts et taxes.**

19 juin 1992. – Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances. – **Sociétés.**

22 juin 1992. – Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement. – **Environnement.**

23 juin 1992. – Projet de loi constitutionnel ajoutant à la Constitution un titre « des Communautés européennes et de l'Union européenne ». – **Congrès du Parlement.**

24 juin 1992. – Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie. – **Sécurité sociale.**

25 juin 1992. – Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions. – **Épargne.**

– Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution. – **Procédure civile.**

– Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits. – **Responsabilité civile.**

29 juin 1992. – Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle. – **Politique économique et sociale.**

30 juin 1992. – Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social. – **Conseil économique et social.**

– Proposition de loi tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance. – **Fonctionnaires et agents publics.**

– Projet de loi relatif à l'octroi de mer et portant mise en œuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989. – **Départements d'outre-mer.**

Quatrième session extraordinaire de 1991-1992 (1^{er} juillet - 8 juillet 1992)

1^{er} juillet 1992. – Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale. – **Enseignement.**

2 juillet 1992. – Déclaration sur la réforme de la politique agricole commune. – **Gouvernement (déclarations).**

3 juillet 1992. – Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail. – **Fonction professionnelle et promotion sociale.**

Première session ordinaire de 1992-1993 (2 octobre - 20 décembre 1992)

14 octobre 1992. – Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural. – **Code rural.**

20 octobre 1992. – Projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services. – **Départements.**

21 octobre 1992. – Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur. – **Code pénal.**

27 octobre 1992. – Projet de loi relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art. – **Arts et spectacles.**

28 octobre 1992. – Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. – **Marchés publics.**

29 octobre 1992. – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1990. – **Lois de règlement.**

– Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes. – **Lois de finances.**

3 novembre 1992. – Proposition de loi relative à l'organisation départementale du tourisme. – **Tourisme.** (1^{re} lecture le 18 juin 1991).

4 novembre 1992. – Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage. – **Travail.**
– Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 % de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers. – **Hydrocarbures.**

5 novembre 1992. – Projet de loi portant réforme du régime pétrolier. – **Hydrocarbures.**

– Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières. – **Mines et carrières.**

12 novembre 1992. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Émirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité entre la France et la Russie. – **Traités et conventions.**

17 novembre 1992. – Projet de loi portant réforme de la procédure pénale. – **Procédure pénale.**

24 novembre 1992. – Projet de loi de finances pour 1993. – **Lois de finances.**

25 novembre 1992. – Déclaration de politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

26 novembre 1992. – Déclaration de politique générale. – **(Gouvernement) (déclarations).**

1^{er} décembre 1992. – Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques. – **Vie politique et sociale.**

8 décembre 1992. – Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales. – **Droit civil.**

10 décembre 1992. – Proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, chargé de la Santé, devant la Haute Cour de justice. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement. – **Partis et groupements politiques.**

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives. – **Partis et groupements politiques.**

– Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises. – **Transports.**

15 décembre 1992. – Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques. – **Environnement.**

– Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution. – **Parlement.**

– Proposition de résolution tendant à insérer dans le Règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de l'article 88-4 de la Constitution sur les résolutions européennes. – **Parlement.**

– Proposition de résolution tendant à insérer dans le Règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de l'article 88-4 de la Constitution relatif à l'examen des actes communautaires par le Parlement. – **Parlement.**

16 décembre 1992. – Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique. – **Santé.**

– Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer. – **Territoires d'outre-mer.**

– Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte. – **Collectivités territoriales d'outre-mer.**

– Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités

territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Collectivités territoriales d'outre mer.**

17 décembre 1992. – Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. – **Politique économique et sociale**

18 décembre 1992. – Projet de loi de finances rectificative pour 1992. – **Lois de finances rectificatives.**

19 décembre 1992. – Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane. – **Commerce extérieur.**

20 décembre 1992. – Proposition de résolution tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'État à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la S.N.C.F. remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

Première session extraordinaire de 1992-1993 (21 décembre - 23 décembre 1992)

21 décembre 1992. – Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte du combattant. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire. – **Service national.**

– Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire. – **Cimetières et pompes funèbres.**

(*) Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table thématique 1992.

B. – Textes déposés en 1992, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de dépôt).

Deuxième session extraordinaire de 1991-1992 (8 janvier - 24 janvier 1992)

14 janvier 1992. – Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des avantages financiers et des décharges de service d'enseignement accordés aux directeurs d'écoles publiques. – **Enseignement privé.**

15 janvier 1992. – Proposition de loi relative à l'aide aux victimes d'accidents thérapeutiques. – **Responsabilité civile.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992)

11 février 1992. – Proposition de loi tendant, en matière de retraite, à faire bénéficier de mesures particulières la mère d'un enfant handicapé, pour ce qui concerne les bonifications prévues au code des pensions civiles et militaires de retraite d'une part, et les majorations de durée d'assurance prévues au régime général de la sécurité sociale d'autre part. – **Handicapés.**

Troisième session extraordinaire de 1991-1992 (7 février - 11 février 1992)

17 février 1992. – Proposition de loi portant création du statut du patriote, victime de la captivité en Algérie. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

21 février 1992. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités. – **Environnement.**

5 mars 1992. – Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux. – **Conseil économique et social.**

– Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

7 mars 1992. – Proposition de loi en vue d'assurer au bataillon des marins pompiers de Marseille les moyens financiers de sa mission. – **Sécurité civile.**

1^{er} avril 1992. – Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur l'aménagement de la Loire, le maintien de son débit et la protection de son environnement. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

Seconde session ordinaire de 1991-1992
(2 avril - 30 juin 1992)

Propositions de loi reprises par leurs auteurs
(10 avril 1992)

3 décembre 1990. – Proposition de loi tendant au contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du conseil des communautés européennes. – **Parlement.**

15 décembre 1990. – Proposition de loi organique tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives par les députés et par les sénateurs. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives avec le mandat de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes et relative aux garanties accordées à ces fonctions électives. – **Parlement.**

(17 avril 1992)

30 octobre 1990. – Proposition de loi portant modification de l'article 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. – **Collectivités territoriales.**

(23 avril 1992)

9 octobre 1990. – Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français hors de France pour l'élection du Président de la République. – **Élections.**

(28 avril 1992)

25 octobre 1990. – Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances afin de permettre le dépôt au Trésor ou dans un établissement financier des disponibilités des collectivités territoriales et des établissements publics. – **Collectivités territoriales.**

(29 avril 1992)

18 octobre 1990. – Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats. – **Maires.**

Textes déposés au cours de la session

9 avril 1992. – Proposition de loi relative à l'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la première guerre mondiale, titulaires de la médaille militaire. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

10 avril 1992. – Proposition de loi tendant à transférer aux départements la responsabilité de l'élimination des déchets des ménages. – **Déchets.**

15 avril 1992. – Proposition de loi relative aux conditions d'attribution de l'allocation logement social pour les personnes âgées hébergées en service de long séjour. – **Personnes âgées.**

21 avril 1992. – Proposition de loi portant validation d'actes administratifs. – **Fonction publique territoriale.**

6 mai 1992. – Proposition de loi portant création des contrats de protection de l'environnement, des cahiers des charges de la protection du patrimoine naturel, des contrats de protection du patrimoine naturel, d'une rubrique « environnement » dans les contrats de plan État-Régions, d'un fonds national de soutien à l'innovation dans le domaine de la protection du patrimoine naturel et de mesures diverses. – **Environnement.**

7 mai 1992. – Proposition de loi portant création du conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition de droits. – **Propriété littéraire et artistique.**

– Proposition de loi constitutionnelle relative à la ratification des traités. – **Traités et conventions.**

12 mai 1992. – Proposition de loi portant adaptation aux départements d'outre-mer de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. – **Communication audiovisuelle.**

19 mai 1992. – Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales. – **Droit civil.**

2 juin 1992. – Proposition de loi relative à la coopération intercommunale et modifiant la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. – **Communes.**

5 juin 1992. – Projet de loi relatif à la colymbophilie. – **Animaux.**

– Proposition de loi tendant à indemniser les familles qui subissent une dépréciation de leur fonds en raison de l'installation de lignes de distribution d'énergie électrique. – **Energie.**

11 juin 1992. – Proposition de loi tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

24 juin 1992. – Proposition de loi relative à l'institution d'un Fonds de concours à l'État pour le maintien des postes d'instituteurs en milieu rural. – **Enseignement.**

Quatrième session extraordinaire de 1991-1992
(1^{er} juillet - 8 juillet 1992)

1^{er} juillet 1992. – Proposition de loi relative à l'administration territoriale de la République et à la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales. – **Collectivités territoriales.**

2 juillet 1992. – Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc. – **Élections.**

– Proposition de loi instituant un règlement municipal d'aide sociale. – **Collectivités territoriales.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992)

17 juillet 1992. – Proposition de loi tendant à créer un contrat de partenariat civil. – **Droit civil.**

21 juillet 1992. – Proposition de loi relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et visant à renforcer les protections dans les secteurs où il est indispensable. – **Code du travail.**

22 juillet 1992. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour faire la clarté sur l'implantation de la Mafia en France et la recherche de moyens nouveaux pour la combattre ainsi que sur les facilités que peut apporter à cette pénétration l'abolition des frontières dans le cadre du processus de Maastricht. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

3 août 1992. – Proposition de loi relative au transfert de compétence aux régions de l'enseignement scolaire et à l'autonomie des établissements publics locaux d'enseignement. – **Enseignement.**

6 août 1992. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 relative à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions. – **Circulation routière.**

1^{er} septembre 1992. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et relative au contrat de transport public de marchandises. – **Transports.**

17 septembre 1992. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le marché des fruits et légumes de la production à la consommation. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

22 septembre 1992. – Proposition de loi tendant à faire bénéficier les familles des allocations familiales à partir du premier enfant. – **Prestations familiales.**

28 septembre 1992. – Proposition de loi modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion. – **Sondages et enquêtes.**

30 septembre 1992. – Projet de loi organique rendant applicable l'article 8 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques aux opérations électorales régies par la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962. – **Vie politique et sociale.**

Première session ordinaire de 1992-1993
(2 octobre - 20 décembre)

Propositions de loi reprises par leurs auteurs
(20 octobre 1992)

29 avril 1991. – Proposition de loi tendant à lutter contre le squatage des locaux d'habitation. – **Logement.**

22 mai 1991. – Proposition de loi tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme. – **Participation des salariés.**

18 juin 1991. – Proposition de loi relative à la participation des salariés à la gestion de l'entreprise. – **Participation des salariés.**

(21 octobre 1992)

31 janvier 1991. – Proposition de loi visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes. – **Communes.**

4 mars 1991. – Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre national du Mérite et un contingent spécial de médailles militaires pour les combattants volontaires de la Résistance titulaires de la carte de C.V.R. et de la médaille de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

9 avril 1991. – Proposition de loi organique visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

11 avril 1991. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

(23 octobre 1992)

1^{er} février 1991. – Proposition de loi tendant à instituer des mesures fiscales en faveur de la prévention et de la lutte contre l'incendie en milieu forestier. – **Forêts (incendies).**

25 juin 1991. – Proposition de loi relative à la lutte contre la prolifération des graffitis en milieu urbain. – **Environnement.**

(27 octobre 1992)

4 mars 1991. – Proposition de loi tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 1 juillet 1962.. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi visant à accorder aux orphelins de guerre et aux pupilles de la nation, sans condition d'âge, la qualité de ressortissant de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

(28 octobre 1992)

1^{er} mars 1991. – Proposition de loi organique tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs. – **Élections.**

– Proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 6, annexé à l'article L. 279 du code électoral, fixant le nombre de sénateurs représentant les départements ainsi que le tableau n° 5 annexé à l'article L.O. 276 du code électoral relatif à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries. – **Élections.**

(29 octobre 1992)

4 février 1991. – Proposition de loi visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux. – **Environnement.**

30 avril 1991. – Proposition de loi relative au droit d'installation dans l'artisanat et à la protection des consommateurs. – **Commerce et artisanat.**

22 mai 1991. – Proposition de loi tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics. – **Services publics.**

Textes déposés au cours de la session

27 octobre 1992. – Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc. – **Élections.**

29 octobre 1992. – Proposition de loi tendant à renforcer le droit des riverains des aéroports à participer à la lutte contre le bruit. – **Environnement.**

4 novembre 1992. – Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit. – **Environnement.**

5 novembre 1992. – Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées. – **Coopération.**

10 novembre 1992. – Proposition de loi visant à compléter l'article 15 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience. – **Service national.**

– Proposition de loi relative à la reconnaissance des crimes contre l'humanité commis par le régime de Vichy. – **Droits de l'homme.**

17 novembre 1992. – Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit. – **Environnement.**

26 novembre 1992. – Projet de loi relatif au corps humain. – **Médecine.**

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. – **Médecine.**

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. – **Médecine.**

1^{er} décembre 1992. – Proposition de loi tendant à reconnaître le 16 juillet journée nationale de commémoration des persécutions et crimes racistes antisémites et xénophobes perpétrés par l'État français de Vichy. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

2 décembre 1992. – Proposition de loi visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprises. – **Entreprises.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs. – **Charges sociales.**

– Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi relative au recouvrement des créances publiques. – **Créances.**

8 décembre 1992. – Proposition de loi portant modifications de l'article 89 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. – **Départements.**

10 décembre 1992. – Proposition de loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et supprimant la pénalisation de l'auto-avortissement. – **Médecine.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'avenir du bassin houiller lorrain. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

11 décembre 1992. – Proposition de loi d'orientation sur les droits de la jeunesse. – **Jeunesse.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe trans-Manche. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux États (ensemble une annexe, un règlement d'application et une délibération). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution. – **Traités et conventions.**

15 décembre 1992. – Projet de loi portant création d'un Fonds de solidarité vieillesse. – **Assurance vieillesse.**

16 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à assouplir la procédure de vote par procuration. – **Élections.**

18 décembre 1992. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation financière des communes de moins de 3 500 habitants. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

19 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

20 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires, en vue de réprimer les dépositions sciemment inexactes effectuées sous serment par les témoins entendus par les Commissions d'enquêtes parlementaires. – **Parlement.**

Première session extraordinaire de 1992-1993
(21 décembre - 23 décembre 1992)

22 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à privatiser la société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes. – **Tabacs et allumettes.**

23 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics. – **Transports.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à réaffirmer les principes démocratiques devant présider au contrôle de l'effort social de la Nation. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à améliorer l'information du Parlement sur les comptes de la situation financière des régimes obligatoires de sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi tendant à financer le développement économique des régions d'Outre-mer par de nouvelles ressources fiscales. – **Départements d'outre-mer.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. – **Traités et conventions.**

**(Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal
de la séance du 23 décembre 1992)**

24 décembre 1992. – Projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation. – **Logement.**

XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des trois décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en 1992 sur des textes adoptés en 1991 figurent dans la brochure « Informations parlementaires annuelles » de 1991.

*

Décisions rendues sur des textes adoptés en 1992 :

- 1 – Décision n° 92-305 DC du 21 février 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 29 février 1992) qui déclare :
 - 1 - irrecevables les demandes présentées par M. Pierre Mazeaud et par un groupe de soixante-cinq députés
 - 2 - dans le texte de la **loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature**, contraires à la Constitution
 - le paragraphe II de l'article 4 ;
 - à l'article 10, le mot « conforme » ;
 - à l'article 15, le premier alinéa de l'article 79-1 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
 - à l'article 33, le deuxième alinéa de l'article 35-2 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
 - à l'article 35, le deuxième alinéa de l'article 36-4 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
 - à l'article 36, le cinquième alinéa de l'article 40-4 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
 - à l'article 48, le mot « conforme ».
 - 3 - inséparable du premier alinéa de l'article 79-1 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 par l'article 15 de la loi organique, le second alinéa dudit article 79-1.Saisine du Premier ministre, conformément aux dispositions des articles 46 et 61 de la Constitution
- 2 – Décision n° 92-306 DC du 21 février 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 27 février 1992) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** - Saisine du Premier ministre, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 3 – Décision n° 92-307 DC du 25 février 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 27 février 1992) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions du paragraphe I de l'article 8 de la **loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et inséparables des dispositions déclarées contraires à la Constitution celles du paragraphe II de l'article 8 de la loi**. - Saisine du Premier ministre, dans les conditions prévues à l'article 61, alinéa 2 de la Constitution.
- 4 – Décision n° 92-308 DC du 9 avril 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 11 avril 1992) qui décide que l'autorisation de ratifier en vertu d'une loi le **traité sur l'Union européenne ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution** - Saisine du Président de la République, conformément à l'article 54 de la Constitution.
- 5 – Décision n° 92-309 DC du 9 juin 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1992) qui déclare contraire à la Constitution la **résolution modifiant l'article 47 bis du règlement du Sénat** soumise à l'examen du Conseil constitutionnel - Saisine du président du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 6 – Décision n° 92-310 DC du 29 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 31 juillet 1992) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social** - Saisine du Premier ministre, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er} de la Constitution.

- 7 – Décision n° 92-311 DC du 29 juillet 1992 (*J.O. Lois et décrets du 30 juillet 1992*) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** - Lettre de saisine de sénateurs (*J.O. Lois et décrets du 30 juillet 1992*).
- 8 – Décision n° 92-312 DC du 2 septembre 1992 (*J.O. Lois et décrets du 3 septembre 1992*) qui déclare non contraire à la Constitution le **traité sur l'Union européenne**, signé le 7 février 1992 à Maastricht - Lettre de saisine de sénateurs (*J.O. Lois et décrets du 3 septembre 1992*).
- 9 – Décision n° 92-313 DC du 23 septembre 1992 (*J.O. Lois et décrets du 25 septembre 1992*) qui déclare que la Constitution ne donne pas compétence au Conseil constitutionnel pour se prononcer sur la demande de conformité à la Constitution de la **loi**, adoptée par le référendum du 20 septembre 1992, **autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne** - Lettre de saisine de députés (*J.O. Lois et décrets du 25 septembre 1992*).
- 10 – Décision n° 92-314 DC du 17 décembre 1992 (*J.O. Lois et décrets du 20 décembre 1992*) qui déclare conformes à la Constitution, sous les réserves mentionnées dans les motifs de la décision, les dispositions du **règlement de l'Assemblée nationale**, telles qu'elles résultent de la **résolution du 18 novembre 1992** - Saisine du président de l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 11 – Décision n° 92-315 DC du 12 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets du 14 janvier 1993*) qui déclare non conforme à la Constitution, la troisième phrase du premier alinéa de l'article 73 *bis* ajouté au règlement du Sénat par la **résolution insérant dans le règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de l'article 88-4 de la Constitution** - Saisine du président du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 12 – Décision n° 92-316 DC du 20 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets du 22 janvier 1993*) qui déclare non conformes à la Constitution, les dispositions suivantes de la **loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** :
 – le cinquième alinéa de l'article 1^{er} ;
 – l'article 5 ;
 – dans le texte de l'article 40, la dernière phrase du *b*) ;
 – dans le texte du *b*) de l'article 41, les mots : « ... ou à une société dont le capital est, directement ou indirectement, majoritairement détenu par la collectivité publique déléguante », et les mots : « ... ou de la société. Toutefois, lorsque la délégation a lieu au bénéfice d'une société d'économie mixte, les articles 40 et 42 sont applicables » ;
 – dans le texte de l'article 48, l'alinéa 2 du I ;
 – dans le texte de l'article 49, au deuxième alinéa du I, les mots : « autres que ceux qui ont le caractère industriel et commercial » ;
 – l'article 53 ;
 – l'article 54 ;
 – l'article 83 ;
 – l'article 86. - Lettres de saisine de députés et sénateurs (*J.O. Lois et décrets du 22 janvier 1993*).
- 13 – Décision n° 92-317 DC du 21 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1993*) qui déclare contraires à la Constitution, les articles 59, 62, 83 et 84 de la **loi portant diverses mesures d'ordre social**. Lettre de saisine de sénateurs (*J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1993*).

XVI. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 *bis* du Règlement)

N° 64376 à 70119 du 27 juin 1992 – M. Jacques Demicourt –
 Objet : association de défense contre la bretelle autoroutière destinée à relier la ville de Bergerac à la future autoroute Bordeaux-Périgueux-Limoges (Feuilleton n° 1 du 20 octobre 1992).

N° 70120 du 7 septembre 1992 – MM. Bruno de Langre et Edmond-Luc Henry -
 Objet : mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Laurent Fabius, Mme Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé (Feuilleton n° 1 du 2 octobre 1992).

N° 70121 du 27 octobre 1992 – Mme Maryse Joissains -
 Objet : mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Laurent Fabius, Mme Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé (Feuilleton n° 17 du 6 novembre 1992).

N° 70122 du 2 novembre 1992 – M. Jean-Jacques Gauci -
 Objet : connaissance de la vérité sur les disparus d'Algérie (Feuilleton n° 43 du 22 décembre 1992).

XVII. - TABLEAUX DE CONCORDANCE

**A. - De la date des séances avec la date de la publication,
la pagination, les numéros des JO Débats et les numéros des microfiches.
(Compte rendu)**

ANNÉE 1992

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Débats	NUMÉROS des microfiches	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Débats	NUMÉROS des microfiches
8 janvier	9 janvier	1 à 8	1	1	29 juin	30 juin	2141 à 2210	57	32
9 janvier	10 janvier	9 à 68	2	1	30 juin	1 ^{er} juillet	2211 à 2286	58	33
10 janvier	11 janvier	69 à 136	3	2	1 ^{er} juillet	2 juillet	2287 à 2346	59	34
14 janvier	15 janvier	137 à 164	4	2	2 juillet	3 juillet	2347 à 2404	60	35
15 janvier	16 janvier	165 à 190	5	3	3 juillet	4 juillet	2405 à 2450	61	36
16 janvier	17 janvier	191 à 242	6	3	7 juillet	8 juillet	2451 à 2506	62	37
20 janvier	21 janvier	243 à 302	7	4	8 juillet	9 juillet	2507 à 2574	63	38
21 janvier	22 janvier	303 à 380	8	5	2 octobre	3 octobre	2575 à 2584	64	39
22 janvier	23 janvier	381 à 400	9	6	7 octobre	8 octobre	2585 à 2596	65	39
23 janvier	24 janvier	401 à 466	10	6	8 octobre	9 octobre	2597 à 2602	66	39
24 janvier	25 janvier	467 à 494	11	7	13 octobre	14 octobre	2603 à 2608	67	39
7 février	8 février	495 à 506	12	8	14 octobre	15 octobre	2609 à 2668	68	39
11 février	12 février	507 à 518	13	8	15 octobre	16 octobre	2669 à 2694	69	40
2 avril	3 avril	519 à 528	14	9	20 octobre	21 octobre	2695 à 2736	70	40
7 avril	8 avril	529 à 536	15	9	21 octobre	22 octobre	2737 à 2834	71	41
8 avril	9 avril	537 à 546	16	9	22 octobre	23 octobre	2835 à 2846	72	42
9 avril	10 avril	547 à 584	17	9	23 octobre	24 octobre	2847 à 2860	73	42
10 avril	11 avril	585 à 596	18	9	27 octobre	28 octobre	2861 à 2880	74	42
14 avril	15 avril	597 à 632	19	10	28 octobre	29 octobre	2881 à 2908	75	43
15 avril	16 avril	633 à 660	20	10	29 octobre	30 octobre	2909 à 2946	76	43
16 avril	17 avril	661 à 680	21	10	3 novembre	4 novembre	2947 à 2970	77	44
17 avril	18 avril	681 à 688	22	11	4 novembre	5 novembre	2971 à 3036	78	44
21 avril	22 avril	689 à 718	23	11	5 novembre	6 novembre	3037 à 3100	79	45
22 avril	23 avril	719 à 778	24	11	6 novembre	7 novembre	3101 à 3112	80	45
23 avril	24 avril	779 à 878	25	12 + 13	10 novembre	11 novembre	3113 à 3120	81	45
28 avril	29 avril	879 à 924	26	13	12 novembre	13 novembre	3121 à 3148	82	46
29 avril	30 avril	925 à 950	27	13	17 novembre	18 novembre	3149 à 3182	83	46
30 avril	2 mai	951 à 972	28	14	18 novembre	19 novembre	3183 à 3224	84	47
5 mai	6 mai	973 à 998	29	14	19 novembre	20 novembre	3225 à 3308	85	48
6 mai	7 mai	999 à 1014	30	14	20 novembre	21 novembre	3309 à 3368	86	49
7 mai	8 mai	1015 à 1046	31	14	24 novembre	24 novembre	3369 à 3412	87	50
12 mai	13 mai	1047 à 1086	32	15	25 novembre	26 novembre	3413 à 3474	88	51
13 mai	14 mai	1087 à 1134	33	15	26 novembre	27 novembre	3475 à 3510	89	52
14 mai	15 mai	1135 à 1178	34	16	27 novembre	28 novembre	3511 à 3520	90	52
15 mai	16 mai	1179 à 1236	35	17	1 ^{er} décembre	2 décembre	3521 à 3570	91	53
19 mai	20 mai	1237 à 1276	36	17	2 décembre	3 décembre	3571 à 3624	92	53 + 54
20 mai	21 mai	1277 à 1320	37	18	3 décembre	4 décembre	3625 à 3704	93	54
21 mai	22 mai	1321 à 1354	38	18	4 décembre	5 décembre	3705 à 3720	94	55
25 mai	26 mai	1355 à 1372	39	18	8 décembre	9 décembre	3721 à 3782	95	55
26 mai	27 mai	1373 à 1416	40	19	9 décembre	10 décembre	3783 à 3882	96	56 + 57
2 juin	3 juin	1417 à 1452	41	20	10 décembre	11 décembre	3883 à 3934	97	57
3 juin	4 juin	1453 à 1462	42	20	11 décembre	12 décembre	3935 à 4007	98	58
5 juin	6 juin	1463 à 1476	43	20	15 décembre	16 décembre	4008 à 4090	99	59
9 juin	10 juin	1477 à 1502	44	20	16 décembre	17 décembre	4091 à 4190	100	60 + 61
10 juin	11 juin	1503 à 1552	45	21	17 décembre	18 décembre	4191 à 4258	101	61
11 juin	12 juin	1553 à 1624	46	22	18 décembre	19 décembre	4259 à 4414	102	62 + 63
12 juin	13 juin	1625 à 1660	47	23	19 décembre	20 décembre	4415 à 4506	103	64
15 juin	16 juin	1661 à 1690	48	23	20 décembre	21 décembre	4507 à 4568	104	65
16 juin	17 juin	1691 à 1762	49	24	21 décembre	22 décembre	4569 à 4668	105	65 + 66
17 juin	18 juin	1763 à 1798	50	25	22 décembre	23 décembre	4669 à 4736	106	67
18 juin	19 juin	1799 à 1866	51	26	23 décembre	24 décembre	4737 à 4762	107	67
19 juin	20 juin	1867 à 1908	52	27					
22 juin	23 juin	1909 à 1938	53	27					
Congrès du Parlement	24 juin	1 à 16		28					
24 juin	25 juin	1939 à 1998	54	29					
25 juin	26 juin	1999 à 2070	55	30					
26 juin	27 juin	2071 à 2140	56	31					

**B. – De la date de la publication avec la pagination,
les numéros des JO Questions et les numéros des microfiches.
(Questions)**

ANNÉE 1992

DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Débats	NUMÉROS des microfiches	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Débats	NUMÉROS des microfiches
2 janvier	1 à 60	1	1	2 juillet	1465 à 1536	27	22
9 janvier	61 à 84	2	1	9 juillet	1537 à 1578	28	23
16 janvier	85 à 142	3	2	16 juillet	1579 à 1638	29	24
23 janvier	143 à 214	4	3	23 juillet	1639 à 1688	30	25
30 janvier	215 à 272	5	4	30 juillet	1689 à 1748	31	26
6 février	273 à 326	6	5	6 août	1749 à 1828	32	27
13 février	327 à 394	7	6	13 août	1829 à 1900	33	28
20 février	395 à 446	8	7	27 août	1901 à 1990	34	29
27 février	447 à 506	9	8	3 septembre	1991 à 2032	35	30
5 mars	507 à 574	10	9	10 septembre	2033 à 2076	36	30
12 mars	575 à 634	11	10	17 septembre	2077 à 2146	37	31
19 mars	635 à 688	12	11	24 septembre	2147 à 2210	38	32
26 mars	689 à 742	13	12	1 ^{er} octobre	2211 à 2258	39	33
31 mars	743 à 822	14	13	8 octobre	2259 à 2318	40	34
9 avril	823 à 896	15	14	15 octobre	2319 à 2360	41	35
16 avril	897 à 970	16	15	22 octobre	2361 à 2398	42	35
23 avril	971 à 1018	17	16	29 octobre	2399 à 2444	43	36
30 avril	1019 à 1056	18	16	5 novembre	2445 à 2494	44	37
7 mai	1057 à 1098	19	17	12 novembre	2495 à 2542	45	37
14 mai	1099 à 1136	20	17	19 novembre	2543 à 2584	46	38
21 mai	1137 à 1184	21	18	26 novembre	2585 à 2638	47	38
28 mai	1185 à 1228	22	18	3 décembre	2639 à 2700	48	39
4 juin	1229 à 1284	23	19	10 décembre	2701 à 2742	49	40
11 juin	1285 à 1340	24	20	17 décembre	2743 à 2784	50	40
18 juin	1341 à 1382	25	20	24 décembre	2785 à 2824	51	41
25 juin	1383 à 1464	26	21	31 décembre	2825 à 2854	52	41

XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES

A2	Antenne 2	AMG	Assistance médicale gratuite.
ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ACTIA	Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.	ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
ADI	Agence de l'information.	ANDEM	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
AELE	Association européenne de libre échange	ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
AFA	Association foncière agricole.	ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
AFAT	Association française d'action touristique.	ANIL	Association nationale d'information logement.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.	ANIT	Agence nationale de l'information touristique.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
AFNOR	Association française de normalisation.	ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
AFP	Agence France-Presse.	ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.	AOC	Appellation d'origine contrôlée.
AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.	AP	Assistance publique.
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.	APE	Allocation parentale d'éducation.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.	APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.	APL	Aide personnalisée au logement.
AMF	Accords multifibres	APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.

ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.	CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
ARIM	Association de restauration immobilière.	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.	CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.	CEO	Centre d'études d'opinion.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.	CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
ASE	Agence spatiale européenne.	CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.	CEPME	Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.	CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
ATC	Assistants techniques du commerce.	CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.	CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.	CES	Collège d'enseignement secondaire.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.	CET	Collège d'enseignement technique.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
BCA	Bureau central d'alerte.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
BCC	Banque centrale de compensation.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	CFP	Compagnie française des pétroles.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.	CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.
BEI	Banque européenne d'investissement.	CGC	Confédération générale des cadres.
BEP	Brevet d'études professionnelles.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CGE	Compagnie générale d'électricité.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.	CGI	Code général des impôts.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CGT	Confédération générale du travail.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.	CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.	CHR	Centre hospitalier régional.
BIT	Bureau international du travail.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BPA	Brevet professionnel agricole.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BTP	Bâtiment et travaux publics.	CIDAR	Comité interministériel de développement et d'aménagement rural.
BTS	Brevet de technicien supérieur.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.	CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.	CIJ	Cour internationale de justice.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	CIL	Comités interprofessionnels du logement
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.	CIO	Comité international olympique.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.	CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.	CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.	CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique	CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.
CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.	CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.	CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle.
CAT	Centre d'aide par le travail.	CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.	CJCE	Cour de justice des Communautés européennes.
CDC	Caisse des dépôts et consignations.	CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.	CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales.
CDF	Charbonnages de France.	CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.	CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.	CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés
CEE	Communauté économique européenne.		
CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom)		

CNAP	Conseil national d'accèsion à la propriété.	CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CNAPS	Conseil national des activités physiques et sportives.	CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	CRPF	Centre régional de la propriété forestière.
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.	CRS	Compagnies républicaines de sécurité.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.	CRTL	Comité régional du tourisme et des loisirs.
CNC	Centre national de la cinématographie.	CSA	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
CNCA	Caisse nationale de crédit agricole.	CSCE	Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.	CSFE	Conseil supérieur des Français de l'étranger
CNEC	Centre national d'enseignement par correspondance.	CSG	Contribution sociale généralisée.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.	CSMF	Confédération des syndicats médicaux français.
CNES	Centre national d'études spatiales.	CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CNESER	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.	CTIFL	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CNESSS	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	CTIR	Centres de traitement informatique régionaux.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.	CUCES	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.	CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale.	CVR	Combattant volontaire de la Résistance.
CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.	DAGIC	Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
CNIJ	Centre national d'informatique juridique.	DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	DCRF	Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.	DCRI	Direction de la coopération et des relations internationales.
CNME	Caisse nationale des marchés de l'Etat.	DDA	Directions départementales de l'agriculture.
CNOSF	Comité national olympique et sportif français.	DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
CNPF	Conseil national du patronat français.	DDE	Direction départementale de l'équipement.
CNR	Compagnie nationale du Rhône.	DEFI	Développement-Exportation-Formation-Image.
CNRACL	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.	DEPE	Délégués des entreprises pour l'emploi.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.	DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
CNTA	Comptoir national technique agricole.	DGA	Délégation générale pour l'armement.
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	DGCC	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
CNVA	Conseil national de la vie associative.	DGCL	Direction générale des collectivités locales.
COB	Commission des opérations de bourse.	DGD	Dotation générale de décentralisation.
CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.	DGE	Dotation globale d'équipement
CODER	Commission de développement économique régional.	DGF	Dotation globale de fonctionnement.
CODERPA	Comité départemental des retraités et personnes âgées.	DGRC	Direction générale des relations culturelles.
CODEVI	Comptes pour le développement industriel.	DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
CODIS	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.	DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure.
CODISC	Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.	DGT	Direction générale des télécommunications.
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.	DIHP	Délégation de l'information historique pour la paix.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires	DIJA	Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
COMES	Commissariat à l'énergie solaire.	DJA	Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
COMT	Commission des marchés à terme de marchandises.	DOM	Département d'outre-mer.
CORDET	Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.	DOT	Défense opérationnelle du territoire.
CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.	DST	Direction de la surveillance du territoire.
CORRI	Comité régional de restructuration industrielle.	EARL	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.
COS	Coefficient d'occupation du sol.	ECU	European currency unit Unité de compte européenne.
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.	EDF	Electricité de France.
CPAG	Centres de préparation à l'administration générale.	EID	Entente interdépartementale pour la démoustication.
CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.	ENA	Ecole nationale d'administration.
CPP	Code de procédure pénale.	ENIM	Etablissement national des invalides de la marine.
CREDOC	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).	ENM	Ecole nationale de la magistrature.
CREPS	Centre régional d'éducation populaire et de sport.	ENS	Ecoles normales supérieures.
CRIDEL	Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local.	EPA	Etablissements publics administratifs.
CRITT	Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.	EPAD	Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.	EPIC	Etablissements publics industriels et commerciaux.
		EPS	Education physique et sportive.
		ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
		EUMETSAT	European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
		EUREKA	European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche européenne
		EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

EUTELSAT	European telecommunications satellite organisation. Organisation européenne de télécommunications par satellite.	FNI	Forces nucléaires intermédiaires.
FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.	FNS	Fonds national de solidarité.
FAC	Fonds d'aide et de coopération.	FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.	FNSP	Fondation nationale des sciences politiques.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.	FNULAD	Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues.
FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.	FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FAO	Food and agriculture organisation Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.	FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FAR	Force d'action rapide.	FOST	Force océanique stratégique.
FARI	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.	FPA	Formation professionnelle des adultes.
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.	FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.
FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.	FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FASSO	Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.	FR3	France régions 3
FATAC	Force aérienne tactique.	FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FAU	Fonds d'aménagement urbain.	FSGT	Fonds spécial de grands travaux.
FBCF	Formation brute de capital fixe.	FSIR	Fonds spécial d'investissement routier.
FCTVA	Fonds de compensation pour la TVA.	GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun.
FDES	Fonds de développement économique et social.	GANIL	Grand accélérateur national à ions lourds.
FEC	Fonds d'égalisation des charges.	GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.	GATT	General agreement on tariffs and trade Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
FED	Fonds européen de développement.	GDF	Gaz de France.
FEDER	Fonds européen de développement régional.	GEIE	Groupement européen d'intérêt économique.
FOEGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.	GEIP	Groupe européen indépendant de programmes.
FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.	GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.
FIAC	Foire internationale d'art contemporain.	GERDAT	Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
FIAM	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.	GFA	Groupement foncier agricole.
FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.	GIAT	Groupement des industries d'armement terrestre.
FIC	Fonds d'intervention culturelle.	GIDEL	Groupe interministériel sur le développement économique local.
FICA	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.	GIE	Groupement d'intérêt économique.
FIDA	Fonds international pour le développement agricole.	GIP	Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.	GIRZOM	Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.
FIDES	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.	GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.
FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.	GREF	Génie rural des eaux et forêts.
FIM	Fonds industriel de modernisation.	GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
FINUL	Force intermédiaire des Nations unies au Liban.	HLM	Habitations à loyer modéré.
FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.	IAD	Indemnité annuelle de départ.
FIQV	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.	IATA	Association internationale des transports aériens.
FIR	Fonds d'investissement routier.	IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
FIRS	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.	ICC	Institut du commerce et de la consommation.
FLNC	Front de libération nationale de la Corse.	IDES	Institut de développement de l'économie sociale.
FLNKS	Front de libération nationale kanak socialiste.	IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.
FMF	Fédération des médecins de France.	IDI	Institut de développement industriel.
FMI	Fonds monétaire international.	IDIA	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.
FMO	Force multinationale et d'observateurs.	IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.
FNAC	Fédération nationale d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain	IDS	Initiative de défense stratégique.
FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.	IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer.
FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.	IEP	Institut d'études politiques.
FNAH	Fonds national d'amélioration de l'habitat.	IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
FNAL	Fonds national d'aide au logement.	IFP	Institut français du pétrole.
FNAT	Fonds national d'aménagement du territoire.	IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
FNDA	Fonds national de développement agricole.	IGN	Institut géographique national.
FNDA (ou FNDVA)	Fonds national pour le développement de la vie associative.	IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
FNDAE	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.	IHEDN	Institut des hautes études de la défense nationale.
FNDS	Fonds national pour le développement du sport.	ILM	Immeuble à loyer moyen.
FNE	Fonds national de l'emploi.	ILN	Immeuble à loyer normal.
		INA	Institut national de l'audiovisuel.
		INAO	Institut national des appellations d'origine.
		INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.
		INC	Institut national de la consommation.
		INED	Institut national d'études démographiques.
		INEP	Institut national d'éducation populaire.

INERIPT	Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.	OECE	Organisation européenne de coopération économique.
INMARSAT	International maritime satellite organisation Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.	OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.	OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
INPNPP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.	OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.	OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.	OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.	OIT	Organisation internationale du travail.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.	OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
INSA	Institut national des sciences appliquées.	OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.	OMI	Organisation maritime internationale.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium Organisation internationale de télécommunications par satellite.	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
IRA	Instituts régionaux d'administration.	ONF	Office national des forêts.
IRAP	Instituts régionaux d'administration publique.	ONG	Organisations non gouvernementales.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.	ONI	Office national de l'immigration.
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.	ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.	ONIFLHOR	Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.	ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.	ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.	ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.	ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.	ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.	ONU	Organisation des Nations unies.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.	OPA	Offres publiques d'achat.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.	OPCVM	Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.
IUT	Institut universitaire de technologie.	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
IVD	Indemnité viagère de départ.	OPH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
IVG	Interruption volontaire de grossesse.	OPPBT	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
JAM	Juges des affaires matrimoniales.	OREAV	Organismes d'études d'aménagement des vallées.
JAP	Juges de l'application des peines.	ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
JO	Journal officiel.	ORSEC	Organisation des secours.
LEP	Lycées d'enseignement professionnel.	ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
LICRA	Ligne internationale contre le racisme et l'antisémitisme.	ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
LKS	Mouvement de libération kanak.	ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
LTS	Logement très social.	ORT	Obligations renouvelables du Trésor.
MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.	OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
MATIF	Marché à terme d'instruments financiers.	OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
MCM	Montants compensatoires monétaires.	OUA	Organisation de l'unité africaine.
MECA	Machines et équipements de conception avancée.	PAC	Politique agricole commune.
MFR	Maisons familiales rurales.	PAF	Police de l'air et des frontières.
MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale.	PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat.
MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.	PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.	PAP	Prêt d'accession à la propriété. Programme d'action prioritaire.
MJC	Maisons des jeunes et de la culture.	PAPIR	Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
MSA	Mutualité sociale agricole.	PAR	Plans d'aménagement ruraux.
MSF	Médecins sans frontières.	PEGC	Professeur d'enseignement général de collège.
NBC	Protection nucléaire, bactériologique, chimique.	PEP	Plans d'épargne populaire.
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.	PER	Plans d'exposition aux risques.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.	PIB	Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
OCORA	Office de coopération radiophonique.	PIG	Projets d'intérêt général.
ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.	PIL	Programme d'insertion locale.
		PIM	Programmes intégrés méditerranéens.
		PLA	Prêt locatif aidé.
		PLD	Plafond légal de densité.
		PLR	Programmes à loyer réduit.
		PMA	Pays les moins avancés.
		PME	Petites et moyennes entreprises.
		PMI	Petites et moyennes industries.

	Protection maternelle et infantile.	SESAME	Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
PMS	Préparation militaire supérieure.	SFP	Société française de production et création audiovisuelles.
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information	SFR	Société de financement régional.
PMU	Pari mutuel urbain.	SFT	Société française de télédistribution.
PNB	Produit national brut.	SGDN	Secrétariat général de la défense nationale.
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.	SICA	Société d'intérêt collectif agricole.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement.	SICAV	Société d'investissement à capital variable.
POA	Prime d'orientation agricole.	SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
POLMAR	Plan ORSEC pollution marine.	SIDA	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
POS	Plan d'occupation des sols.	SIDO	Société interprofessionnelle des oléagineux.
POSEIDOM	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outremer.	SIECA	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
PPE	Programmes prioritaires d'exécution.	SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.
PPI	Plan particulier d'intervention.	SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple.
PPS	Prêts participatifs simplifiés.	SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
PRDE	Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.	SLEC	Sociétés locales d'économie mixte.
PSI	Prêt spécial immobilier.	SMA	Service militaire adapté.
PSR	Programmes sociaux de relogement.	SME	Système monétaire européen.
PTE	Postes, télécommunications et espace	SMI	Surface minimum d'installation (agriculture). Système monétaire international.
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer.	SMIC	Salaire minimum de croissance.
PTT	Postes et télécommunications.	SMUR	Services mobiles d'urgence et de réanimation.
PVD	Pays en voie de développement.	SMVM	Schéma de mise en valeur de la mer.
QHS	Quartiers de haute sécurité.	SNCF	Société nationale des chemins de fer français.
RATP	Régie autonome des transports parisiens.	SNCM	Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
RBE	Résultat brut d'exploitation.	SNECMA	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.	SNEP	Société nationale des entreprises de presse.
RDA	République démocratique allemande.	SNI	Syndicat national des instituteurs.
RER	Réseau express régional.	SNIAS	Société nationale industrielle aérospatiale.
RES	Rachat d'une entreprise par ses salariés.	SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
RFA	République fédérale d'Allemagne.	SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
RFI	Radio France internationale.	SNSM	Société nationale de sauvetage en mer.
RFO	Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer.	SOFARIS	Société française pour l'assurance du capitalrisque.
RFP	Régie française de publicité.	SOFERGIE	Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.
RMI	Revenu minimum d'insertion.	SOFICA	Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.
RMN	Résonance magnétique nucléaire.	SOFINOVA	Sociétés financières d'innovation.
RNIS	Réseau numérique à intégration de services.	SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.	SOFIREM	Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
SA	Société anonyme.	SOFRATEV	Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.	SOMI	Sociétés mobilières d'investissement.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.	SOMIVAC	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.	SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SALT (accords)	Strategic Arms Limitation Treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.	SOP	Service d'observation des programmes.
SAMU	Service d'aide médicale urgente.	SOPEXA	Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
SARL	Société à responsabilité limitée.	SOREFI	Sociétés régionales de financement.
SATESE	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.	SPA	Société protectrice des animaux.
SCA	Sociétés coopératives artisanales. Syndicats communautaires d'aménagement.	SS	Sécurité sociale.
SCI	Sociétés civiles immobilières.	STAR	Système téléphonique d'alerte aux risques.
SCIC	Société immobilière de la Caisse des dépôts.	STO	Service du travail obligatoire.
SCOP	Sociétés coopératives ouvrières de production.	TAAF	Terres australes et antarctiques françaises.
SCPI	Société civile de placement immobilier.	TDF	Télédiffusion de France.
SCPRI	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.	TEF	Techniciens d'études et de fabrication.
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.	TF1	Télévision française 1.
SDDS	Schéma directeur départemental des structures.	TGI	Tribunaux de grande instance.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.	TGV	Train à grande vitesse.
SDF	Sans domicile fixe.	TIG	Travaux d'intérêt général.
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours.	TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
SDR	Société de développement régional.	TLE	Taxe locale d'équipement.
SEATER	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.	TOM	Territoire d'outre-mer.
SEATM	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.	TPFA	Tribunaux permanents des forces armées.
SEFA	Société d'épargne foncière agricole.	TPG	Trésoriers-payeurs généraux.
SEFRANE	Service pour l'emploi des Français à l'étranger.	TPS	Taxe sur les prestations de services.
SEITA	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.	TRACFIN	Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins
SEPT	Société européenne de télévision.	TTFA	Tribunaux territoriaux des forces armées.
		TUC	Travaux d'utilité collective.

TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.	UNSS	Union nationale du sport scolaire.
TVHD	Télévision haute définition.	URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale.	UTA	Union des transports aériens.
UEO	Union de l'Europe occidentale.	UTN	Unité touristique nouvelle.
UER	Unité d'enseignement et de recherche.	VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
UFAC	Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.	VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
UGAP	Union des groupements d'achats publics.	VSNA	Volontaires du service national actif.
UGB	Unité de gros bétail.	ZAC	Zone d'aménagement concerté.
UGC	Union générale cinématographique.	ZAD	Zone d'aménagement différé.
ULM	Ultra-légers motorisés.	ZAN	Zones d'agglomération nouvelle.
UNAF	Union nationale des associations familiales.	ZEE	Zone économique exclusive.
UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.	ZIF	Zone d'intervention foncière.
UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement.	ZUP	Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE

TABLE THÉMATIQUE

SESSIONS DE 1992



A

Accidents du travail

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Action sanitaire et sociale

Voir *Rapports d'information*, 32

1. – **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et par M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 – 12 mars 1992) [n° 270 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Nelly Rodi (15 avril 1992) [n° 291 (91-92)] – Discussion (28 avril 1992) – Adoption (28 avril 1992) [n° 110].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1992) [n° 2634 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Robert Le Foll (14 mai 1992) [n° 2704 (91-92)] – Discussion (20 mai 1992) – Adoption (20 mai 1992) [n° 641].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 mai 1992) [n° 359 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Nelly Rodi (3 juin 1992) [n° 379 (91-92)] – Discussion (17 juin 1992) – Adoption (17 juin 1992) [n° 151].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1992) [n° 2806 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Robert Le Foll (18 juin 1992) [n° 2808 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 678].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (22 juin 1992) [n° 429 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert Le Foll (24 juin 1992) [n° 2818 (91-92)] – Discussion (26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 686].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Nelly Rodi (24 juin 1992) [n° 441 (91-92)] – Discussion (26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 165].

PROMULGATION : Loi n° 92-642 du 12 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1992) (p. 883, 922).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 883, 895) : M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Mme Nelly Rodi, rapporteur de la commission des affaires sociales ; MM. André Jourdain, Franck Sérusclat, Jean Madelain, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Le présent projet de loi a un double objet : d'une part, rénover le statut juridique des assistantes maternelles institué par la loi du 17 mai 1977 et d'autre part, améliorer la qualité de l'accueil et la protection des mineurs confiés à ces personnes.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 895, 922) : M. Franck Sérusclat, Mme Nelly Rodi, rapporteur ; M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Ché-

rioux, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Bernard Seillier, Mme Paulette Fost, MM. André Jourdain, Emmanuel Hamel.

Art. 1 (Agrément préalable) (p. 895) – Adopté après modification (p. 909 ; précédemment réservé p. 899).

Art. 2 (Régime des agréments) (p. 899).

ART. 123-1-1 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE (*Délais d'instruction*) (p. 899) – Adopté après modification (p. 900).

ART. 123-1-2 (*Validité de l'agrément en cas de déménagement*) (p. 901) – Adopté (p. 901).

ART. 123-1-3 (*Information des mères*) – Adopté (p. 901).

ART. 123-1-4 (*Information des parents et des organismes de sécurité sociale*) (p. 901) – Adopté après modification (p. 902).

ART. 123-1-5 (*Sanctions en cas d'absence d'agrément*) (p. 902) – Adopté après modification (p. 903).

APRES L'ART. 123-1-5 (p. 903).

ART. ADDITIONNEL (*Obligation pour l'assistante maternelle de communiquer aux présidents des conseils généraux les coordonnées des familles confiant des enfants*) – Adopté (p. 903 ; priorité ordonnée p. 903).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 903).

Art. 3 (Contrat d'accueil) (p. 903) – Adopté après modification (p. 907).

Art. 4 (Décret d'application) (p. 907) – Adopté (p. 907).

Art. 5 (Qualité d'agents non titulaires) (p. 907) – Adopté (p. 908).

Art. 6 (Compétence du service départemental de protection maternelle et infantile) – Adopté (p. 909).

Art. 7 (Formation des assistantes maternelles à titre non permanent) (p. 906) – Adopté après modification (p. 911).

Art. 8 (Rémunération des assistantes maternelles à titre non permanent) – Adopté (p. 911).

Art. 9 (Rémunération des assistantes maternelles à titre permanent) (p. 911) – Adopté après modification (p. 912).

Art. 10 (Maintien de la rémunération pendant les périodes de formation) – Adopté (p. 912).

Art. 11 (Coordination) – Adopté (p. 912).

Art. 12 (Cumul du salaire et des indemnités de congés payés) (p. 913) – Adopté (p. 914).

Art. 13 (Indemnités d'attente) (p. 914) – Adopté après modification (p. 915).

Art. 14 (Indemnité de licenciement) – Adopté (p. 916).

Art. 15 (Formation d'assistante maternelle à titre permanent) (p. 917) – Adopté après modification (p. 918).

Art. 16 (Coordination avec le code du travail) – Adopté (p. 918).

Art. 17 (Régime provisoire des assistantes maternelles à titre non permanent) – Adopté après modification (p. 918).

Art. 18 (Régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent) (p. 918) – Adopté après modification (p. 919).

Art. 19 (Sortie du dispositif dérogatoire instauré par la loi du 31 décembre 1991) – Adopté (p. 919).

Intitulé du projet de loi – Adopté après modification (p. 921).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 921 ; 922) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franck Sérusclat, André Jourdain, Etienne Dailly, Bernard Seillier, Guy Robert ; intervention de M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat.

Adoption (28 avril 1992) (p. 921).

Discussion (deuxième lecture)

(17 juin 1992) (p. 1774, 1789).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1774, 1778) : *M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Mmes Nelly Rodi, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marie-Claude Beaudeau, M. Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1778, 1789) : *Mme Nelly Rodi, rapporteur ; M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Robert Laucournet, Aubert Garcia.*

Art. 1^{er} – Adopté après modification (p. 1778).

Art. 2 (p. 1779).

ART. 123-1-1 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE (p. 1779) – Adopté (p. 1780).

ART. 123-1-4 A 123-1-7 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1781).

– L'art. 2 est adopté (p. 1781).

Art. 3 – Adopté (p. 1781).

Art. 5 – Adopté (p. 1781).

Art. 7 – Adopté (p. 1782).

Art. 9 et 11 – Adoptés (p. 1782).

Art. 13 (p. 1782) – Adopté (p. 1783).

Art. 14 bis (*Extension aux assistantes maternelles employées par les personnes morales de droit privé du droit d'expression reconnu aux salariés par le code du travail*) (p. 1783) – Adopté (p. 1784).

Art. 15 (p. 1784) – Adopté après modification (p. 1785).

Art. 17 (p. 1785) – Adopté après modification (p. 1787) ; précédemment réservé (p. 1785).

Art. 18 (p. 1786) – Adopté après modification (p. 1787) ; précédemment réservé (p. 1786).

Art. additionnel après l'art. 18 (*Prorogation de dispositifs transitoires*) – Adopté (p. 1787).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 du règlement à la demande de la commission.

Art. 17 – Adopté après modification (p. 1788).

Art. 18 (p. 1788) Adopté après modification (p. 1789).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1789) : *Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Adoption (17 juin 1992) (p. 1789).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(26 juin 1992) (p. 2077, 2079).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2077) : *Mme Nelly Rodi, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Claude Estier.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2078)

Art. 1^{er}, 3, 15, 17, 18 et 19 (p. 2078).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2079) : *MM. Jean-Luc Bécart, Pierre Louvot.*

Adoption (26 juin 1992) (p. 2079).

Aéroports

Voir *Environnement*, 3 ; 7

Afrique

Voir *Allocutions et communications*, 37

Afrique du Nord

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 1 ; 5 ; 7

Agences de voyage

Voir *Tourisme*, 1

Agriculteurs

Voir *Tourisme*, 2

Agriculture

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 4
Gouvernement (déclarations), 4 ; 5 ; 6
Lois de finances, 2
Rappels au règlement, 16 ; 20 ; 30 ; 31 ; 42
Rapports d'information, 28 ; 37

1. – **Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés**, PRÉSENTE AU SÉNAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (4 décembre 1991) [n° 149 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (8 avril 1992) [n° 279 (91-92)] – Discussion (5 mai 1992) – Adoption (5 mai 1992) [n° 121].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (6 mai 1992) [n° 2681 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Alain Brune (12 mai 1992) [n° 2693 (91-92)] – Discussion (6 juin 1992) – Adoption (6 juin 1992) [n° 656].

PROMULGATION : Loi n° 92-533 du 17 juin 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 18 juin 1992).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1992) (p. 976, 984).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 976, 978) : *MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 978, 984) : *MM. Louis Mermaz, ministre ; Jean Huchon, rapporteur, Robert Laucournet, Félix Leyzour.*

Art. 1^{er} (*Agrément du distributeur*) (p. 978) – Adopté après modification (p. 979).

Art. 2 (*Agrément du prestataire de services*) – Adopté après modification (p. 979).

Art. 3 (*Conditions d'octroi de l'agrément*) (p. 979) – Adopté après modification (p. 980).

Art. 4 (*Certificat attestant la qualification*) – Adopté après modification (p. 980).

Art. 5 (*Droit d'agrément*) (p. 980) – Supprimé (p. 981).

Art. 6 (*Suspension ou retrait de l'agrément ou du certificat*) – Adopté après modification (p. 981).

Art. 7 (*Recherche et constatation des infractions*) – Adopté après modification (p. 982).

Art. 8 (*Sanctions en cas d'absence d'agrément ou de non-respect des conditions permettant l'octroi de l'agrément*) – Adopté après modification (p. 982).

Art. 9 (*Sanctions en cas d'obstacle mis à la constatation ou à la recherche des infractions*) – Adopté (p. 982).

Art. 10 (*Décret en Conseil d'Etat*) (p. 982) – Adopté après modification (p. 983).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 983) : *MM. Robert Laucournet, Félix Leyzour ; intervention de M. Louis Mermaz, ministre.*

Adoption (5 mai 1992) (p. 984).

Aide juridique

Voir *Collectivités territoriales*, 10

Ajournement du Sénat

Voir *Allocutions et communications*, 8 ; 10 ; 29 ; 42

Albanie

Voir *Allocutions et communications*, 22

Algérie

Voir *Allocutions et communications*, 23

Allemagne

Voir *Allocutions et communications*, 19

Allocutions et communications

1. – **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1991-1992** (8 janvier 1992) (p. 5) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

2. – **Communication du Gouvernement** en date du 10 janvier 1992 relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna sur le projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (10 janvier 1992) (p. 106).

3. – **Communication de la commission nationale consultative des droits de l'homme** sur une disposition du projet de loi, portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992) (p. 194) – *MM. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

4. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires suisses** (16 janvier 1992) (p. 217) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

5. – **Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne survenue en Alsace** (21 janvier 1992) (p. 308) – *MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.*

6. – **Communication de l'Assemblée nationale : élection de M. Henri Emmanuelli en qualité de président de l'Assemblée nationale** (23 janvier 1992) (p. 407) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

7. – **Hommage à un haut fonctionnaire du Sénat** (23 janvier 1992) (p. 456) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

8. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (24 janvier 1992) (p. 493) – *MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.*

9. – **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1991-1992** (7 février 1992) (p. 497) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

10. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (11 février 1992) (p. 517) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

11. – **Echange de lettres entre M. le président du Sénat et Mme le premier ministre** relatif à la création d'une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste (11 février 1992) (p. 509) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. – **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1991-1992** (2 avril 1992) (p. 523) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

13. – **Souhaits de bienvenue à M. le Premier ministre** (2 avril 1992) (p. 523) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

14. – **Communication du Gouvernement** en date du 14 avril 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi relatif au dépôt légal (14 avril 1992) (p. 603).

15. – **Communication du Gouvernement**, en date du 15 avril 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine (15 avril 1992) (p. 636).

16. – **Souhaits de bienvenue à M. le Président du Parlement européen** (21 avril 1992) (p. 704) – *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

17. – **Hommage aux victimes de la catastrophe du stade de Furiani** (6 mai 1992) (p. 1002) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

18. – **Communication du Gouvernement**, en date du 2 juin 1992, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie, et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (2 juin 1992) (p. 1419).

19. – **Souhaits de bienvenue à M. le Président du Bundesrat** (11 juin 1992) (p. 1567) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

20. – **Communication de M. le Président du Sénat** (17 juin 1992) (p. 1773, 1774) – Lecture de la lettre adressée par M. Alain Poher, Président du Sénat, à M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, suite aux propos tenus par ce dernier en Conseil des ministres déclarant non conforme à la Constitution, l'article 88-2 du projet de loi constitutionnelle, tel qu'il a été voté après l'adoption d'un amendement du Sénat – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

21. – **Convocation du Parlement en Congrès** (22 juin 1992) (p. 1912).

22. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la République d'Albanie** (25 juin 1992) (p. 2045) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

23. – **Assassinat de Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat de la République algérienne** (29 juin 1992) (p. 2174) – *MM. Alain Poher, président du Sénat ; René Teulade, ministre des affaires sociales.*

24. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du 1^{er} juillet 1992 (30 juin 1992) (p. 2241) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

25. – **Clôture de la seconde session ordinaire de 1991-1992** (30 juin 1992) – *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

26. – **Ouverture de la quatrième session extraordinaire de 1991-1992** (1^{er} juillet 1992) (p. 2291) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

27. – **Décret décidant**, conformément à l'article 11 de la Constitution, de soumettre un **projet de loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne** (1^{er} juillet 1992) (p. 2325).

28. – Emotion des sénateurs devant les **difficultés de circulation** en France (7 juillet 1992) (p. 2455) – *MM. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Etienne Dailly.*

29. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (8 juillet 1992) (p. 2571) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

30. – **Ouverture de la première session ordinaire de 1992-1993** (2 octobre 1992) (p. 2577) – *M. Geoffroy de Montalembert, doyen d'âge, président de séance.*

31. – **Allocution du président d'âge**, M. Geoffroy de Montalembert, doyen du Sénat (2 octobre 1992) (p. 2578) : hommage à M. Alain Poher, rôle du Sénat.

32. – **Allocution de M. René Monory**, président du Sénat (2 octobre 1992) (p. 2579, 2580) : hommage à M. Alain Poher et à M. Geoffroy de Montalembert, doyen du Sénat.

33. – **Communication du Gouvernement** relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Polynésie française**, de **Nouvelle-Calédonie** et des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des **procédures publiques** (8 octobre 1992) (p. 2599).

34. – **Allocution de M. René Monory**, président du Sénat (13 octobre 1992) (p. 2605, 2607).

35. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de Mauritanie** (27 octobre 1992) (p. 2868) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*

36. – **Souhaits de bienvenue au président du Sénat australien** (29 octobre 1992) (p. 2911) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

37. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires africains** (3 décembre 1992) (p. 3646) – *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

38. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du lundi 21 décembre 1992 (20 décembre 1992) (p. 4546) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*

39. – **Clôture de la première session ordinaire de 1992-1993** (20 décembre 1992) (p. 4564) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*

40. – **Ouverture de la première session extraordinaire de 1992-1993** (21 décembre 1992) (p. 4575) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*

41. – **Allocution de M. René Monory**, président du Sénat (22 décembre 1992) (p. 4675, 4676) : organisation des travaux du Sénat – Missions d'information et commissions d'enquête – Questions au Gouvernement – Activité internationale du Sénat – Plan de communication du Sénat – Problèmes de société – Construction de l'Europe.

42. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (23 décembre 1992) (p. 4756) – *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

Alsace (région)

Voir *Allocutions et communications*, 5

Alsace et Moselle

Voir *Cimetières et pompes funèbres*, 1

Aménagement de la Loire

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 2

Aménagement du territoire

Voir *Environnement*, 9
Lois de finances, 2

Aménagement rural

Voir *Code rural*, 1
Environnement, 9
Tourisme, 2

Amérique du sud

Voir *Rapports d'information*, 4

Anciens combattants et victimes de guerre

1. – **Proposition de loi tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Robert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 mars 1991) [n° 229 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 27 octobre 1992.

2. – **Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre national du Mérite et un contingent spécial de médailles militaires pour les combattants volontaires de la Résistance, titulaires de la carte de C.V.R. et de la médaille de la Résistance**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 mars 1991) [n° 230 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par son auteur le 21 octobre 1992.

3. – **Proposition de loi visant à accorder aux orphelins de guerre et aux pupilles de la nation, sans condition d'âge, la qualité de ressortissant de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Robert, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 mars 1991) [n° 231 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par son auteur le 27 octobre 1992.

4. – **Proposition de loi organique visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Edouard Le Jeune, Guy Robert, Rémi Herment, sénateurs (9 avril 1991) [n° 266 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 21 octobre 1992.

5. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (11 avril 1991) [n° 277 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 21 novembre 1992.

6. – **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404, et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants (16 janvier 1992) [n° 240 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Prouvovoyeur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la

séance du 11 février 1992 - 31 mars 1992) [n° 273 (91-92)] - Discussion (15 avril 1992) - Adoption (15 avril 1992) [n° 104].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404, L. 405, L. 406 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1992) [n° 2616 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion (première lecture)

(15 avril 1992) (p. 637, 646).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 637, 644) : *MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Claude Prouvoeur, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Emmanuel Hamel, Robert Pagès.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 644, 646) : *MM. Claude Prouvoeur, rapporteur ; Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat .*

Art. 1^{er} (Pérennisation et mise à jour de la législation sur les emplois réservés : art. L. 393 à L. 395, art. L. 402, art. L. 404 à L. 406 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) (p. 644).

ART. L. 393 DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE LA GUERRE (*Invalides de guerre*) - Adopté après modification (p. 644).

ART. L. 394 DU CODE PRECITE (*Veuves de guerre*) (p. 644) - Adopté après modification (p. 645).

ART. L. 395 DU CODE PRECITE (*Orphelins de guerre*) - Adopté après modification (p. 645).

ART. L. 402 DU CODE PRECITE (*Nomenclature des emplois réservés*) - Adopté après modification (p. 645).

ART. L. 405 DU CODE PRECITE (*Obligation d'emploi s'appliquant aux entreprises industrielles ou commerciales*) - Adopté après modification (p. 645).

ART. L. 406 DU CODE PRECITE (*Obligation d'emploi s'appliquant aux entreprises nationalisées*) - Adopté après modification (p. 646).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 646).

Art. 2 (*Validation des listes et des nominations aux emplois réservés intervenues depuis le 27 avril 1989*) - Adopté (p. 646).

Intitulé du projet de loi - Adopté après modification (p. 646).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 646) : *MM. Marc Boeuf, Robert Pagès.*

Adoption (15 avril 1992) (p. 646).

7. - **Proposition de loi portant création du statut de patriote, victime de la captivité en Algérie**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 17 février 1992) [n° 259 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

8. - **Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 5 mars 1992) [n° 265 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

9. - **Proposition de loi relative à l'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la Première guerre mondiale, titulaires de la médaille militaire**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Jacques Robert, sénateur (9 avril 1992) [n° 287 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

10. - **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte du combattant**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE,

au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre (26 août 1992) [n° 2917 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean Proveux (3 décembre 1992) [n° 3105 (92-93)] - Urgence - Discussion (9 décembre 1992) - Adoption (9 décembre 1992) [n° 751].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1992) [n° 106 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Guy Robert (15 décembre 1992) [n° 122 (92-93)] - Discussion (21 décembre 1992) - Adoption (21 décembre 1992) [n° 60].

PROMULGATION : Loi n° 93-7 du 4 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 5 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1992) (p. 4575, 4588).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 4575, 4583) : *MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Robert Pagès, Jacques Habert.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4583, 4587) : *MM. Guy Robert, rapporteur ; Robert Pagès, Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat ; Jacques Habert, Daniel Millaud, Edouard Le Jeune.*

Art. 1^{er} (*Procédure d'attribution de la carte du combattant*) (p. 4583) - Adopté (p. 4585).

Art. 1^{er} bis (*Bonification de dix jours pour les combattants volontaires de la Résistance*) - Adopté (p. 4585).

Art. 2 (*Transfert de certaines attributions concernant la carte du combattant de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre au secrétariat d'Etat*) (p. 4585) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 3 (*Conséquence des nouvelles dispositions en ce qui concerne la retraite mutualiste*) (p. 4585) - Adopté (p. 4586).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4587, 4588) : *MM. Emmanuel Hamel, Robert Pagès, Georges Mouly, intervention de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Adoption (21 décembre 1992) (p. 4588).

11. - **Proposition de loi tendant à reconnaître le 16 juillet journée nationale de commémoration des persécutions et crimes racistes antisémites et xénophobes perpétrés par l'Etat français de Vichy**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (1^{er} décembre 1992) [n° 73 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

12. - **Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les japonais après le coup de force du 9 mars 1945**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Bernard Hugo, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 décembre 1992) [n° 159 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

13. - **Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les japonais après le coup de force du 9 mars 1945**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Clouet, sénateur (22 décembre 1992) [n° 180 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Animaux

1. - **Projet de loi relative à la colombophilie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur (5 juin 1992) [n° 387 (91-92)] - Renvoi à la commission des lois.

Antarctique

Voir *Traités et conventions*, 22

Apprentissage

Voir *Formation professionnelle*, 1

Argentine

Voir *Allocutions et communications*, 15
Traités et conventions, 8 ; 20

Armement nucléaire

Voir *Traités et conventions*, 2

Arts et spectacles

1. – **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 – 27 août 1992) [n° 512 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Miroudot (21 octobre 1992) [n° 19 (92-93)] – Discussion (27 octobre 1992) – Rejet (27 octobre 1992) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 octobre 1992) [n° 2984 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (3 décembre 1992) [n° 3107 (92-93)] – Discussion (14 décembre 1992) – Adoption (14 décembre 1992) [n° 770].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1992) [n° 120 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Miroudot (16 décembre 1992) [n° 130 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Rejet (20 décembre 1992) [n° 51].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1992) [n° 3211 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (20 décembre 1992) [n° 3213 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 795].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (22 décembre 1992) [n° 176 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Bequet (22 décembre 1992) [n° 3229 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Michel Miroudot (22 décembre 1992) [n° 183 (92-93)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 décembre 1992) [n° 3231 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (23 décembre 1992) [n° 3235 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 802].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 décembre 1992) [n° 186 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Miroudot (23 décembre 1992) [n° 187 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 73].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 décembre 1992) [n° 3239 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (23 décembre 1992) [n° 3240 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 806].

PROMULGATION : Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 (J.O. Lois et décrets du 8 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(27 octobre 1992) (p. 2864, 2876).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2864, 2868) : MM. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique ; Michel

Miroudot, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Camoin, Ivan Renar.

Ce projet de loi tend à introduire dans le droit français un dispositif de garantie gouvernementale destiné à alléger les coûts d'assurance des grandes expositions d'oeuvres d'art.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2868, 2876) : MM. Michel Miroudot, rapporteur ; Pierre-Christian Taittinger, François Lesein, Ivan Renar, Jean Glavany, secrétaire d'Etat ; Emmanuel Hamel, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

Art. 1^{er} (*Champ d'application et portée de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 2868) – Adopté après modification (p. 2870).

Art. 2 (*Procédure d'agrément des expositions bénéficiant de la garantie de l'Etat*) (p. 2872) – Adopté après modification (p. 2873).

Art. 3 (*Décret d'application*) – Adopté après modification (p. 2873).

Demande de suspension de séance : M. Maurice Schumann, président de la commission (p. 2873).

Demande de report du vote : MM. Maurice Schumann, président de la commission ; Jean Glavany, secrétaire d'Etat ; Michel Miroudot, rapporteur (p. 2874, 2875).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2875, 2876) : Mme Françoise Seligmann, MM. Ivan Renar, Jean-Pierre Camoin, François Lesein, Jacques Habert, Maurice Schumann, président de la commission ; intervention de M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat.

Scrutin public n° 10 (p. 2876).

Rejet (27 octobre 1992) (p. 2876).

Discussion (deuxième lecture)

(20 décembre 1992) (p. 4515, 4519).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4515, 4517) : MM. Jack Lang, ministre de l'éducation ; Michel Miroudot, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Françoise Seligmann, MM. Robert Vizet, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4518, 4519) : MM. Michel Miroudot, rapporteur ; Jacques Lang, ministre ; Emmanuel Hamel.

Art. 1^{er} – Adopté après modification (p. 4518).

Art. 2 à 4 – Adoptés (p. 4519).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4519) : MM. Maurice Schumann, président de la commission, Robert Vizet, Mme Françoise Seligmann ; intervention de M. Jacques Lang, ministre.

Rejet (20 décembre 1992) (p. 4519).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 décembre 1992) (p. 4753, 4756).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4753, 4754) : MM. François Loncle, secrétaire d'Etat à la ville ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles en remplacement de M. Michel Miroudot, rapporteur.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4754, 4756) : MM. Maurice Schumann, président et en remplacement du rapporteur ; François Loncle, secrétaire d'Etat.

Art. 1^{er}, (p. 4754) – Adopté après modification (p. 4755).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} (*Extension de la garantie de l'Etat aux expositions temporaires organisées par les collectivités territoriales*) – Adopté (p. 4755).

Art. 2 et 3 – Adoptés (p. 4755).

Art. 4 (*Evaluation et adaptation éventuelle du mécanisme de garantie*) – Adopté (p. 4755).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4755, 4756) : *M. Louis Perrein ; interventions de MM. Maurice Schumann, président de la commission, François Loncle, secrétaire d'Etat.*

Adoption (23 décembre 1992) (p. 4756).

Asile (droit d')

Voir *Etrangers*, 2

Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*, 6

Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC)

Voir *Rappels au règlement*, 13

Assurance chômage

Voir *Travail*, 2

Assurance veuvage

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Assurance vieillesse

1. – **Projet de loi portant création d'un fonds de solidarité vieillesse**, PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. René Teulade, ministre des affaires sociales (25 novembre 1992) [n° 3075 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (8 décembre 1992) [n° 3115 (92-93)] – Urgence – Discussion (10 et 11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 766].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (15 décembre 1992) [n° 117 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Assurances

Voir *Arts et spectacles*, 1
Banques et établissements financiers, 2

Australie

Voir *Allocutions et communications*, 36

Avortement

Voir *Code pénal*, 5
Politique économique et sociale, 2

B**Banques et établissements financiers**

Voir *Rapports d'information*, 15

1. – **Projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (23 décembre 1991) [n° 2532 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Raymond Douyère (9 avril 1992) [n° 2605 (91-92)] – Urgence – Discussion (14 avril 1992) – Adoption (14 avril 1992) [n° 622].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1992) [n° 292 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. François Trucy (29 avril 1992) [n° 313 (91-92)] – Discussion (5 mai 1992) – Adoption (5 mai 1992) [n° 122].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 mai 1992) [n° 2680 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Raymond Douyère (12 mai 1992) [n° 2691 (91-92)] – Discussion (3 juin 1992) – Adoption (3 juin 1992) [n° 649].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. François Trucy (12 mai 1992) [n° 330 (91-92)] – Discussion (20 mai 1992) – Adoption (20 mai 1992) [n° 132].

PROMULGATION : Loi n° 92-518 du 15 juin 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 17 juin 1992).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1992) (p. 984, 997).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 984, 990) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; François Trucy, rapporteur de la commission des finances ; Jacques Bellanger, Robert Vizet, Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 980, 997) : *MM. François Trucy, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Robert Vizet, Emmanuel Hamel.*

Art. 1^{er} (*Statut et compétences des caisses de crédit municipales*) (p. 990) – Adopté après modification (p. 992).

Art. 2 (*Contrôle des caisses et responsabilité des communes*) (p. 992) – Adopté après modification (p. 995).

Art. 3 (*Dispositions diverses*) – Adopté après modification (p. 995).

Art. 4 (*Dispositions transitoires relatives aux directeurs des caisses*) – Adopté après modification (p. 995).

Après l'art. 4 (p. 997).

Art. additionnel (Validation de l'ensemble des actes réglementaires relatifs à la gestion des personnels parisiens pris sur la base d'un décret de 1988 annulé par le Conseil d'Etat) – Adopté (p. 997).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 997) : *M. Robert Vizet .*

Adoption (5 mai 1992) (p. 997).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 mai 1992) (p. 1280, 1282).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1280, 1281) : *MM. François Trucy, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1281, 1282)

Art. 1^{er} et 2 (p. 1281).

Art. 3, 4 et 5 (p. 1282).

Adoption (20 mai 1992) (p. 1982).

2. – **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (23 janvier 1992) [n° 2560 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Paul Planchou (23 avril 1992) [n° 2627 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) – Adoption (29 avril 1992) [n° 627].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 mai 1992) [n° 316 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de MM. Roger Chinaud et Paul Loridant (13 mai 1992) [n° 336 (91-92)] – Avis de M. Bernard Laurent (13 mai 1992) [n° 337 (91-92)] – Discussion (20 mai 1992) – Adoption (20 mai 1992) [n° 133].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 mai 1992) [n° 2734 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Paul Planchou (10 juin 1992) [n° 2764 (91-92)] – Discussion (12 juin 1992) – Adoption (12 juin 1992) [n° 663].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 juin 1992) [n° 409 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de MM. Roger Chinaud et Paul Loridant (17 juin 1992) [n° 416 (91-92)] – Discussion (25 juin 1992) – Adoption (25 juin 1992) [n° 160].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 juin 1992) [n° 2833 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Planchou (2 juillet 1992) [n° 2884 (91-92)] – Discussion (3 juillet 1992) – Adoption (3 juillet 1992) – [n° 713].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de MM. Roger Chinaud et Paul Loridant (2 juillet 1992) [n° 482 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 482].

PROMULGATION : Loi n° 92-665 du 16 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 17 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(20 mai 1992) (p. 1282, 1318).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1282, 1297) : *MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; Roger Chinaud, rapporteur de la commission des finances ; Paul Loridant, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Laurent, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Aubert Garcia, Robert Vizet, Roger Poudonson.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1297, 1318) : *MM. Robert Vizet, Roger Chinaud, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Aubert Garcia, Paul Loridant, rapporteur ; Bernard Laurent, rapporteur pour avis ; Emmanuel Hamel.*

TITRE I^{er}**DISPOSITIONS RELATIVES AUX ASSURANCES****Chapitre I^{er}****Dispositions relatives aux entreprises publiques d'assurance**

Art. 1^{er} (*Alignement de la composition du capital des entreprises publiques d'assurance sur le droit commun du secteur public*) (p. 1297) – Adopté après modification (p. 1298).

Art. 1^{er} bis (*Abrogation et modification de certaines dispositions du code des assurances*) – Adopté (p. 1299).

Art. 2 (*Transformation du statut de la Caisse nationale de prévoyance*) – Adopté (p. 1299).

Art. 3 (*Suppression de l'établissement public*) – Adopté (p. 1300).

Art. 4 (*Situation des personnels de la Caisse nationale de prévoyance*) – Adopté (p. 1300).

Art. 5 (Suppression de dispositions ou de mentions spécifiques du code des assurances) – Adopté (p. 1300).

Art. 6 (Concours apportés aux institutions et aux caisses de retraite ou de prévoyance complémentaire) – Adopté (p. 1300).

Art. 6 bis (Abrogation et modification de certaines dispositions du code général des impôts) – Adopté (p. 1300).

Art. 6 ter (Abrogation et modification de diverses dispositions du code de la construction et de l'habitation) – Adopté (p. 1300).

Art. 7 (Entrée en vigueur des dispositions prévues aux articles 5 et 6) – Adopté après modification (p. 1301).

Art. 7 bis (Prise en compte d'une réorganisation administrative) – Adopté (p. 1301).

Art. 7 ter (Pouvoirs de la Commission de contrôle des assurances) – Adopté (p. 1301).

Chapitre II

Libre prestation de services en assurance sur la vie et en capitalisation

Art. 8 (Modifications d'intitulés d'articles du code des assurances) – Adopté (p. 1301).

Art. 9 (Création d'un chapitre III nouveau au titre V du livre III du code des assurances transposant diverses dispositions de la deuxième directive du Conseil des Communautés Européennes du 8 novembre 1990 relative à la libre prestation de services en assurance-vie : articles L. 353-1 à L. 353-11 du code des assurances) (p. 1301).

ART. L. 353-1 DU CODE DES ASSURANCES (Définition de la libre prestation de services en assurance-vie) – Adopté (p. 1302).

ART. L. 353-2 DU CODE PRECITE (Champ d'application de la libre prestation de services en assurance-vie) – Adopté (p. 1302).

ART. L. 353-3 DU CODE PRECITE (Définition de l'Etat de l'engagement) – Adopté (p. 1302).

ART. L. 353-4 DU CODE PRECITE (Définition de la libre prestation de services « passive ») – Adopté (p. 1302).

ART. L. 353-5 DU CODE PRECITE (Définition des opérations de libre prestation de services « active ») (p. 1302) – Adopté après modification (p. 1303).

ART. L. 353-6 DU CODE PRECITE (Conditions d'exercice des opérations de libre prestation de services « active ») – Adopté (p. 1303).

ART. L. 353-7 DU CODE PRECITE (Sanctions administratives) – Adopté (p. 1303).

ART. L. 353-8 A L. 353-10 DU CODE PRECITE (Régime applicable aux différents cas de transferts de portefeuilles des contrats souscrits en libre prestation de services) – Adopté (p. 1303).

ART. L. 353-11 DU CODE PRECITE (Transfert de portefeuille des contrats souscrits en libre prestation de services) – Adopté après modification (p. 1303).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1303).

Art. 10 (Harmonisation des dispositions relatives à l'agrément de libre prestation de services) – Adopté (p. 1303).

Art. 11 (Droit applicable aux contrats d'assurance-vie souscrits en libre prestation de services) – Adopté (p. 1303).

Art. 12 (Obligation d'information du souscripteur du contrat d'assurance-vie en libre prestation de services, sur l'Etat d'établissement de l'entreprise) – Adopté (p. 1303).

Art. 13 (Application du texte à Mayotte) – Adopté (p. 1303).

Art. 14 (Entrée en vigueur du chapitre II du titre I^{er}) – Adopté (p. 1303).

Chapitre III

Assurance de personnes et capitalisation

Art. 15 (Extension des dispositions régissant l'assurance-vie à la capitalisation) – Adopté (p. 1304).

Art. 16 (Modifications des règles applicables au contrat à capital variable) (p. 1304) – Adopté après modification (p. 1305).

Art. 16 bis (Subrogation de l'assureur dans les droits du contractant ou des ayants droit contre le tiers responsable) – Adopté (p. 1305).

Art. 17 (Modification de l'intitulé du chapitre II du titre III du livre I^{er} du code des assurances) – Adopté (p. 1305).

Art. 18 (Modification des mentions obligatoires dans les contrats d'assurance-vie et de capitalisation) – Adopté (p. 1305).

Art. 19 (Augmentation de la durée minimale affichée de la valeur de rachat) – Adopté (p. 1305).

Art. 20 (Harmonisation de dispositions relatives à l'assurance-vie et à la capitalisation) – Adopté (p. 1305).

Art. 21 (Complément à l'information annuelle du souscripteur d'un contrat à capital variable) – Adopté après modification (p. 1305).

Art. 21 bis (Limitation des possibilités de rachat dans les contrats d'assurance-retraite) (p. 1305) – Adopté après modification (p. 1306).

Art. 22 (Harmonisation des dispositions relatives à l'assurance-vie et à la capitalisation) – Adopté (p. 1306).

Art. 23 (Application des dispositions du chapitre III du livre I^{er} du code des assurances à la collectivité territoriale de Mayotte) – Adopté (p. 1306).

Chapitre IV

Assurance de dommages

Art. 24 (Extension des possibilités de souscription d'une assurance auprès d'une entreprise non communautaire et intégration d'assurances de responsabilité civile dans le champ d'application de la libre prestation de services) (p. 1306) – Adopté après modification (p. 1307).

Art. 25 (Insertion de dispositions contenues dans un accord intervenu entre les Communautés Européennes et la Confédération helvétique) – Adopté (p. 1307).

Art. 26 (Définition des dommages pris en compte pour le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles) – Adopté (p. 1307).

Art. 26 bis (Procédure d'expertise dans le cadre d'une indemnisation au titre de la garantie de catastrophe naturelle) – Supprimé (p. 1307).

Art. 26 ter (Prise en charge du coût des études géotechniques préalables à la remise en état d'habitations affectées par une catastrophe naturelle) (p. 1307) – Supprimé (p. 1308).

Art. 26 quater (Possibilité pour le fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions d'intervenir devant la commission allouant les indemnités aux victimes) – Adopté après modification (p. 1308).

Après l'art. 26 quater (p. 1308).

Art. additionnel (Dispositions relatives aux assurances fluviales et lacustres) – Adopté (p. 1310).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 84-46 DU 24 JANVIER 1984 RELATIVE A L'ACTIVITE ET AU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Art. 27 (Transposition des règles d'application du principe de la reconnaissance mutuelle : articles 71-1 à 71-7 de la loi du 24 janvier 1984) (p. 1310).

ART. 71-1 DE LA LOI DU 24 JANVIER 1984 (Définition des services « bancaires », des « autorités compétentes », de « l'opération réalisée en libre prestation de services » et de « l'établissement financier ») – Adopté (p. 1311).

ART. 71-2 DE LA LOI PRECITEE (Conditions d'accession au libre établissement ou à la libre prestation de services en France des établissements de crédit des autres Etats membres) – Adopté (p. 1311).

ART. 71-3 DE LA LOI PRECITEE (*Conditions d'accès au libre établissement ou à la libre prestation de services en France d'un établissement financier ayant son siège social dans un autre Etat membre*) – Adopté (p. 1311).

Art. 71-4 DE LA LOI PRECITEE (*Conditions de libre établissement et de libre prestation de services en France*) (p. 1311) – Adopté après modification (p. 1312).

Art. 71-5 DE LA LOI PRECITEE (*Conditions d'exercice du contrôle en France, des établissements communautaires agissant en libre établissement ou en libre prestation de services*) – Adopté après modification (p. 1312).

APRES L'ART. 71-5 DE LA LOI PRECITEE (p. 1312).

ART. ADDITIONNEL (*Définition des principes selon lesquels s'exercera la compétence de la commission bancaire vis-à-vis des établissements communautaires installés en France*) – Adopté (p. 1313).

ART. 71-6 DE LA LOI PRECITEE (*Conditions de libre établissement, de libre prestation de services dans un autre Etat de la Communauté des établissements de crédit ayant leur siège social en France*) – Adopté après modification (p. 1313).

ART. 71-7 DE LA LOI PRECITEE (*Règles selon lesquelles les établissements financiers ayant leur siège social en France peuvent être autorisés à exercer leur activité dans un autre Etat membre, qu'il s'agisse de libre établissement ou de libre prestation de services*) (p. 1313) – Adopté après modification (p. 1315).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1315).

Art. 28 (*Application de la règle de réciprocité vis-à-vis des pays tiers à la Communauté Economique Européenne*) – Adopté après modification (p. 1315).

Art. 29 (*Régime de dérogation transitoire concernant les fonds propres des établissements*) – Adopté (p. 1315).

Art. 30 (*Secret professionnel dans les activités de contrôle des établissements de crédit*) – Adopté (p. 1315).

Art. 31 (*Pouvoirs de réglementation et de contrôle relatifs à la détention du capital des établissements*) – Adopté (p. 1316).

Art. 31 bis (*Assouplissement des conditions dans lesquelles les institutions financières spécialisées peuvent effectuer des opérations de banque*) – Supprimé (p. 1316).

Art. 32 (*Accès de la commission bancaire aux informations détenues par les commissaires aux comptes des établissements contrôlés*) – Adopté (p. 1316).

Art. 33 (*Modification du statut des maisons de titres*) – Adopté après modification (p. 1317).

Art. 34 (*Echange d'informations entre les autorités de contrôle des organismes financiers*) – Adopté après modification (p. 1317).

Art. 35 (*Application des dispositions de la loi bancaire à Mayotte*) – Adopté (p. 1317).

Art. 36 (*Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au libre établissement et à la libre prestation de services*) – Adopté (p. 1317).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1317, 1318) : MM. Robert Vizet, Aubert Garcia.

Adoption (20 mai 1992) (p. 1318).

Discussion (deuxième lecture)

(25 juin 1992) (p. 2006, 2016).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2006, 2008) : MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; Roger Chinaud, rapporteur gé-

ral de la commission des finances ; Paul Loridant, rapporteur de la commission des finances.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2008, 2015) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Michel Sapin, ministre ; Robert Vizet, Paul Loridant, rapporteur.

Art. 1^{er} (p. 2008) – Adopté après modification (p. 2009).

Art. 7 bis A (p. 2010) – Supprimé (p. 2011).

Art. 16 (p. 2011) – Adopté après modification (p. 2012).

Art. 21 bis (p. 2012) – Adopté après modification (p. 2012).

Art. 26 bis (p. 2013) – Supprimé (p. 2013).

Art. 26 ter (p. 2013) – Supprimé (p. 2013).

Art. 27 (p. 2013).

Art. 71-4 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (p. 2014) – Adopté après modification (p. 2014).

Art. 71-7 (p. 2014) – Adopté après modification (p. 2015).

– L'article 27 est adopté après modification (p. 2015).

Art. 34 bis (p. 2015) – Adopté (p. 2015).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2016) : MM. Robert Vizet, Aubert Garcia.

Adoption (25 juin 1992) (p. 2016).

Discussion (commission mixte paritaire)

(8 juillet 1992) (p. 2567, 2570).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2567, 2568) : MM. Roger Chinaud, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Sapin, ministre de l'économie.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2569, 2570)

Art. 1^{er}, 7 bis A, 16 et 21 bis (p. 2569).

Art. 26 bis – Supprimé par la CMP (p. 2569).

Art. 26 ter et 27 (p. 2569).

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2570).

Biotechnologies

Voir *Génie génétique*, 1

Boissons et alcools

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

Bourses de valeurs

Voir *Epargne*, 1

Bruit

Voir *Environnement*, 3 ; 7

Bureau du Sénat

Voir *Rappels au règlement*, 29

C**Câble**

Voir *Communication audiovisuelle*, 1

Caisse des dépôts et consignations

Voir *Rapports au Parlement*, 4

Caisses de crédit municipal

Voir *Banques et établissements financiers*, 1

Campagnes électorales

Voir *Vie politique et sociale*, 2

Carburants

Voir *Hydrocarbures*, 1

Charges sociales

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 décembre 1992) [n° 80 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Chasse

Voir *Forêts*, 1

Cimetières et pompes funèbres

1. – **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, et par M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales (28 octobre 1992) [n° 2985 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (19 novembre 1992) [n° 3052 (92-93)] – Urgence – Discussion (2 décembre 1992) – Adoption (2 décembre 1992) [n° 744].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (3 décembre 1992) [n° 83 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (16 décembre 1992) [n° 126 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 64].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (22 décembre 1992) [n° 3219 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) : rapport de M. François Colcombet (22 décembre 1992) [n° 3225 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 798].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean-Pierre Tizon (22 décembre 1992) [n° 178 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 68].

PROMULGATION : loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 9 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1992) (p. 4629, 4659).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4629, 4638) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Bellanger, Mme Paulette Fost ; M. Pierre Fauchon.*

Le présent projet de loi a pour objet d'actualiser la législation funéraire. Il vise en particulier à organiser le service public des pompes funèbres dans un cadre concurrentiel.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4638, 4659) : *Mme Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; René Régnault, Jacques Bellanger, Jean Chérioux, Jean-François Le Grand, Pierre Fauchon.*

Art. 1^{er} (*Organisation du service public des pompes funèbres*) (p. 4638) – Adopté après modification (p. 4641).

Art. 2 (*Règlement national et règlement municipal*) (p. 4641).

ART. L. 362-1-1 DU CODE DES COMMUNES (*Règlement national*) – Adopté après modification (p. 4642).

ART. L. 362-1-2 DU CODE PRÉCITE (*Règlement municipal*) – Adopté après modification (p. 4643).

Art. 3 (*Taxes*) – Adopté (p. 4643).

Art. 4 (*Délivrance de l'habilitation*) (p. 4643) – Adopté après modification (p. 4654 ; précédemment réservé p. 4645).

Art. 5 (*Moralité et nationalité des dirigeants*) (p. 4646) – Adopté après modification (p. 4647).

Art. 6 (*Suspension et retrait de l'habilitation*) – Adopté après modification (p. 4647).

Art. 7 (*Conseil national des opérations funéraires*) (p. 4647) – Adopté après modification (p. 4648).

Art. 8 (*Fournitures de matériel pour des obsèques*) – Adopté (p. 4648).

Art. 9 (*Personnes dépourvues de ressources suffisantes*) – Adopté après modification (p. 4648).

Art. 10 (*Abrogation du droit d'option*) – Adopté (p. 4648).

Art. 11 (*Confusion avec les services communaux*) (p. 4648) – Adopté après modification (p. 4649).

Art. 12 (*Mentions sur la publicité*) – Adopté après modification (p. 4649).

Art. 13 (*Démarchage*) (p. 4649) – Adopté après modification (p. 4650).

Art. 14 (*Majoration des tarifs officiels*) – Adopté (p. 4650).

Avant l'art. 15 (p. 4650).

Art. additionnel (Coordination) – Adopté (p. 4650).

Art. 15 (*Sanctions pénales*) – Adopté après modification (p. 4650).

Art. 15 bis (*Sanctions pénales*) – Adopté après modification (p. 4651).

Art. 15 ter (*Sanctions pénales*) – Supprimé (p. 4651).

Art. 15 quater (*Sanctions pénales*) – Supprimé (p. 4652).

Après l'art. 15 quater (p. 4652).

Art. additionnel (Possibilité pour les autorités publiques de choisir une entreprise en cas de circonstances exceptionnelles) – Adopté (p. 4652).

Art. 16 A (*Diplôme national de thanatopracteur*) – Adopté (p. 4652).

Art. 16 (*Crémation des ossements restant dans une concession à l'abandon*) – Adopté (p. 4652).

Art. 17 (*Chambres funéraires*) (p. 4652) – Adopté après modification (p. 4653).

Art. 18 (*Chambres mortuaires*) – Supprimé (p. 4653).

Art. 19 (*Crématoriums*) – Adopté après modification (p. 4653).

Art. 20 (*Crématoriums*) – Adopté après modification (p. 4654).

Art. 21 (*Prescriptions techniques*) – Supprimé (p. 4654).

Avant l'art. 22 (p. 4654).

Art. additionnel (*Modalités d'autorisation de fermeture de cer-cueil*) – Adopté (p. 4652).

Art. 22 (*Conditions de transport de corps*) (p. 4654) – Adopté après modification (p. 4655).

Art. 22 bis (*Application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle*) – Supprimé (p. 4655).

Art. 23 (*Période de transition*) (p. 4655) – Adopté après modification (p. 4658).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4658, 4659) : *Mme Paulette Fost, MM. Jacques Bellanger, Jacques Habert.*

Adoption (21 décembre 1992) (p. 4659).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1992) (p. 4695, 4700).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4695, 4698) : *MM. Lucien Lanier, en remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel, René Régnault.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4698, 4700)

Art. 1^{er}, 2, 4 et 5 (p. 4698).

Art. 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14 bis, 15 et 15 bis (p. 4699).

Art. 15 quinquies, 17, 18, 19, 20, 21 bis, 22, 22 bis et 23 (p. 4700).

Adoption (22 décembre 1992) (p. 4700).

Cinéma

Voir *Collectivités territoriales*, 5

Circonscriptions électorales

Voir *Français de l'étranger*, 2

Circulation routière

Voir *Allocutions et communications*, 28

1. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 relative à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Machet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 6 août 1992) [n° 508 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Clubs sportifs

Voir *Sports*, 1

Code de la construction et de l'habitation

Voir *Environnement*, 3

Code de la famille et de l'aide sociale

Voir *Action sanitaire et sociale*, 1

Code de la santé publique

Voir *Action sanitaire et sociale*, 1

Pharmacie, 1

Code de procédure pénale

Voir *Procédure pénale*, 1

Code des communes

Voir *Cimetières et pompes funèbres*, 1

Code du travail

Voir *Action sanitaire et sociale*, 1
Formation professionnelle, 1
Travail, 1 ; 2

1. – Proposition de loi relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et visant à renforcer les protections dans les secteurs où il est indispensable, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 21 juillet 1992) [n° 504 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Code forestier

Voir *Rapports du Gouvernement*, 7

Code pénal

1. – Projet de loi n° 300 (1985-1986), portant réforme du code pénal, déposé par décret du 19 février 1986, présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et par M. Robert Badinter, ministre de la justice, dans une présentation modifiée par lettre du 15 février 1989, LETTRE RECTIFICATIVE PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Rocard, Premier ministre (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 15 février 1989) [n° 213 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (27 avril 1989) [n° 271 (88-89)] – Discussion (9, 10, 11, 16, 17 et 18 mai 1989) – Adoption (18 mai 1989) [n° 71].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1989) [n° 693 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (2 octobre 1989) [n° 896 (89-90)] – Discussion (10, 11 et 12 octobre 1989) – Adoption (12 octobre 1989) [n° 179].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 octobre 1989) [n° 15 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (2 avril 1990) [n° 199 (89-90)] – Discussion (10, 11 avril 1990) – Adoption (11 avril 1990) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 avril 1990) [n° 1275 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (10 mai 1990) [n° 1345 (89-90)] – Discussion (17 mai 1990) – Adoption (17 mai 1990) [n° 287].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (18 mai 1990) [n° 308 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Sapin (2 avril 1991) [n° 1945 (90-91)] – Discussion (2 juillet 1992) – Adoption (2 juillet 1992) [n° 705].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff (3 avril 1991) [n° 256 (90-91)] – Discussion (7 juillet 1992) – Adoption (7 juillet 1992) [n° 182].

PROMULGATION : Loi n° 92-683 du 22 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1992).

Discussion (commission mixte paritaire)

(7 juillet 1992) (p. 2455, 2471).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2455, 2464) : *MM. Jacques Larché, en remplacement de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2464, 2471) : *MM. Michel Vauzelle, ministre ; Jacques Larché, rapporteur.*

Art. unique (p. 2464).

ART. 111-2 DU CODE PENAL, 111-3, 112-2 (p. 2464).

ART. 113-7-1 à 113-7-5 (p. 2464) – Supprimés par la CMP.

ART. 113-9, 113-10, 121-2, 121-4 (p. 2464).

ART. 122-4, 122-6, 131-1, 131-3, 131-4-1 (p. 2465).

ART. 131-8 (p. 2465) – Supprimé par la CMP.

ART. 131-13, 131-14, 131-15, 131-16, 131-17 (p. 2465).

ART. 131-36, 131-37, 131-38, 131-39, 131-41, 131-46, 132-8, 132-11, 132-12 (p. 2466).

ART. 132-13, 132-14, 132-15, 132-18, 132-20, 132-21-1, 132-29, 132-32 (p. 2467).

ART. 132-37, 132-60, 132-62 (p. 2468).

Adoptés avec l'ensemble de la CMP : les amendements du Gouvernement modifiant l'art. unique ainsi que les art. 113-11, 131-5, 131-7, 131-13, 131-14, 131-17, 131-28, 131-33, 131-34, 132-22 et insérant une division et un article additionnel après l'art. 132-15 et un article additionnel après l'art. 132-72 (p. 2468, 2471).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2471) : *M. Charles Lederman.*

Adoption (7 juillet 1992) (p. 2471).

2. – **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (5 juin 1991) [n° 2083 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. François Colcombet (26 septembre 1991) [n° 2244 (91-92)] – Avis oral de M. Arthur Paecht – Discussion (7 et 8 octobre 1991) – Adoption (8 octobre 1991) [n° 530].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 octobre 1991) [n° 13 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 1^{er} avril 1992) [n° 274 (91-92)] – Discussion (22, 23 avril 1992) – Adoption (23 avril 1992) [n° 109].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 avril 1992) [n° 2631 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (13 mai 1992) [n° 2697 (91-92)] – Discussion (21 mai 1992) – Adoption (21 mai 1992) [n° 643].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 mai 1992) [n° 361 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (24 juin 1992) [n° 436 (91-92)] – Discussion (24 juin 1992) – Adoption (24 juin 1992) [n° 157].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (24 juin 1992) [n° 2825 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. François Colcombet (30 juin 1992) [n° 2851 (91-92)] – Discussion (2 juillet 1992) – Adoption (2 juillet 1992) [n° 707].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Paul Masson (30 juin 1992) [n° 466 (91-92)] – Discussion (7 juillet 1992) – Adoption (7 juillet 1992) [n° 183].

PROMULGATION : Loi n° 92-686 du 22 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(22 avril 1992) (p. 767, 777) ; (23 avril 1992) (p. 787, 868).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 767, 777) ; (p. 787, 792) : *MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Emmanuel Hamel, Bernard Laurent, Philippe de Bourgoing, Michel Dreyfus-Schmidt et les orateurs sur la motion.*

Motion n° 151 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 788) – *MM. Charles Lederman, Paul Masson, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Rejet de la motion (p. 792 ; scrutin public n° 68).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 792, 868) : *MM. Charles de Cuttoli, Paul Masson, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Durand-Chastel, Charles Lederman, Bernard Laurent, Robert Pagès, Charles Jolibois, Philippe de Bourgoing.*

Art. 1^{er} (*Les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre la nation, l'Etat et la paix publique sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi*) (Réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) (p. 792).

LIVRE IV

DES CRIMES ET DELITS CONTRE LA NATION, L'ETAT ET LA PAIX PUBLIQUE

TITRE I^{er}

DES ATTEINTES AUX INTERETS FONDAMENTAUX DE LA NATION

ART. 410-1 DU CODE PENAL (*Intérêts fondamentaux de la nation*) (p. 792) – Adopté après modification (p. 794).

APRES L'ART. 410-1 (p. 794).

Chapitre additionnel (Des atteintes aux droits et libertés proclamés par la Constitution commises par des personnes exerçant une fonction publique et des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation) – Adopté (p. 795).

Article additionnel (Répression des entraves à certaines libertés) – Adopté (p. 795).

Chapitre 1^{er}

De la trahison et de l'espionnage

ART. 411-1 (*Définitions*) – Adopté (p. 795).

Section 1

De la livraison de tout ou partie du territoire national, de forces armées ou de matériel à une puissance étrangère

ART. 411-2 (*Livraison de tout ou partie du territoire national ou de forces armées*) – Adopté (p. 796).

ART. 411-3 (*Livraison de matériel affecté à la défense nationale*) – Adopté (p. 796).

Section 2

Des intelligences avec une puissance étrangère

ART. 411-4 (*Intelligences en vue de susciter ou de fournir les moyens d'entreprendre des hostilités ou des actes d'agression contre la France*) – Adopté (p. 796).

ART. 411-5 (*Intelligences de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation*) – Adopté (p. 796).

Section 3

De la livraison d'informations à une puissance étrangère

ART. 411-6 (*Livraison d'informations*) – Adopté (p. 796).

ART. 411-7 (*Obtention d'informations en vue de leur livraison*) – Adopté (p. 796).

ART. 411-8 (*Activité ayant pour but l'obtention ou la livraison d'informations*) – Adopté (p. 797).

Section 4

Du sabotage

ART. 411-9 (*Sabotage*) – Adopté (p. 797).

Section 5

De la fourniture de fausses informations

ART. 411-10 (*Fournitures de fausses informations*) – Adopté après modification (p. 797).

Section 6

De la provocation aux crimes prévus au présent chapitre

ART. 411-11 (*Provocation aux crimes de trahison et d'espionnage*) – Adopté (p. 797).

Chapitre II

Des autres atteintes aux institutions de la République ou à l'intégrité du territoire national

Section 1

De l'attentat et du complot

ART. 412-1 (*Attentat*) – Adopté (p. 798).

ART. 412-2 (*Complot*) – Adopté (p. 798).

Section 2

Du mouvement insurrectionnel

ART. 412-3 (*Définition*) – Adopté (p. 798).

ART. 412-4 (*Participation simple à un mouvement insurrectionnel*) – Adopté après modification (p. 798).

ART. 412-5 (*Participation aggravée à un mouvement insurrectionnel*) – Adopté (p. 798).

ART. 412-6 (*Direction ou organisation d'un mouvement insurrectionnel*) – Adopté (p. 798).

Section 3

De l'usurpation de commandement, de la levée de forces armées et de la provocation à s'armer illégalement

ART. 412-7 (*Usurpation de commandement et levée de forces armées*) – Adopté (p. 798).

ART. 412-8 (*Provocation à la guerre civile*) – Adopté après modification (p. 800).

Chapitre III

Des autres atteintes à la défense nationale

Section 1

Des atteintes à la sécurité des forces armées et aux zones protégées intéressant la défense nationale

ART. 413-1 (*Provocation de militaires à passer au service d'une puissance étrangère*) – Adopté (p. 801).

ART. 413-2 (*Entrave au fonctionnement du matériel militaire et au mouvement de personnels ou de matériel militaire*) – Adopté (p. 801).

ART. 413-3 (*Provocation de militaires à la désobéissance*) – Adopté (p. 801).

ART. 413-4 (*Entreprise de démoralisation de l'armée*) – Adopté (p. 802).

ART. 413-5 (*Pénétration frauduleuse dans une enceinte ou un appareil militaire*) – Adopté (p. 802).

ART. 413-6 (*Entrave au fonctionnement des organismes intéressant la défense nationale*) – Adopté (p. 802).

ART. 413-7 (*Pénétration dans des locaux intéressant la défense nationale*) – Adopté (p. 803).

ART. 413-8 (*Tentative*) – Adopté (p. 803).

Section 2

Des atteintes au secret de la défense nationale

ART. 413-9 (*Secret de la défense nationale*) – Adopté (p. 803).

ART. 413-10 (*Atteintes au secret de la défense nationale par le dépositaire d'un secret*) – Adopté après modification (p. 804).

ART. 413-11 (*Atteintes au secret de la défense nationale par un non-dépositaire*) – Adopté (p. 804).

ART. 413-12 (*Tentative*) – Adopté (p. 804).

Chapitre IV

Dispositions particulières

ART. 414-1 (*Aggravation en cas d'état de siège ou d'urgence déclaré, de mobilisation générale ou de mise en garde décidée par le Gouvernement*) – Adopté (p. 804).

ART. 414-2 à 414-4 (*Repentir*) – Adoptés (p. 804).

ART. 414-5 (*Peines complémentaires*) – Adopté après modification (p. 804).

ART. 414-6 (*Interdiction du territoire français*) – Adopté après modification (p. 805).

ART. 414-7 (*Responsabilité des personnes morales*) – Adopté (p. 805).

APRES L'ART. 414-7 (p. 805).

Article additionnel (Extensions de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord) – Adopté (p. 806).

Article additionnel (Extensions de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au profit de la Suède) – Adopté (p. 806).

TITRE II

DU TERRORISME

Chapitre I^{er}

Des actes de terrorisme

ART. 421-1 (*Actes de terrorisme*) – Adopté après modification (p. 814).

ART. 421-2 (*Terrorisme et écologie*) – Adopté (p. 814).

ART. 421-3 (*Mécanisme d'aggravation*) – Adopté après modification (p. 814).

ART. 421-4 (*Peines applicables en matière de terrorisme écologique*) – Adopté (p. 815).

ART. 421-5 (*Participation à un groupement terroriste*) – Adopté (p. 815).

Chapitre II

Dispositions particulières

ART. 422-1 à 422-3 (*Repentis*) – Adoptés (p. 817).

ART. 422-4 (*Peines complémentaires*) (p. 817) – Adopté après modification (p. 818).

ART. 422-5 (*Interdiction du territoire français*) – Adopté après modification (p. 818).

ART. 422-6 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 818).

TITRE III

DES ATTEINTES A L'AUTORITE DE L'ETAT

Chapitre I^{er}

Des atteintes à la paix publique

Section 1

De la participation délictueuse à un attroupement

ART. 431-1 (*Définition de l'attroupement*) (p. 819) – Adopté après modification (p. 820).

ART. 431-2 (*Participation d'une personne non armée à un attroupement*) (p. 820) – Adopté après modification (p. 821).

ART. 431-3 (*Participation d'une personne armée à un attroupement*) – Adopté (p. 821).

ART. 431-4 (*Provocation à un attroupement*) – Adopté (p. 821).

APRES L'ART. 431-4 (p. 821).

Article additionnel (*Peines complémentaires*) – Adopté (p. 822).

Article additionnel (*Interdiction du territoire*) – Adopté (p. 822).

Section 2

Des manifestations illicites et de la participation délictueuse à une manifestation ou à une réunion publique

ART. 431-5 (*Manifestations illicites*) – Adopté (p. 822).

ART. 431-6 (*Participation armée à une manifestation ou à une réunion publique*) – Adopté (p. 822).

APRES L'ART. 431-6 (p. 822).

Article additionnel (*Peines complémentaires*) – Adopté (p. 822).

Article additionnel (*Interdiction du territoire*) – Adopté (p. 823).

Section 3

Des groupes de combat et des mouvements dissous

ART. 431-7 A (*Groupes de combat*) – Adopté (p. 823).

ART. 431-7 (*Participation à un groupe de combat*) – Adopté (p. 823).

ART. 431-8 (*Participation au maintien ou à la reconstitution d'un groupement ou d'un groupe de combat dissous*) – Adopté (p. 823).

ART. 431-9 (*Organisation d'un groupe de combat*) – Adopté (p. 823).

ART. 431-10 (*Organisation du maintien ou de la reconstitution d'un groupe de combat*) – Adopté (p. 823).

ART. 431-11 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 823) – Adopté après modification (p. 824).

ART. 431-12 (*Interdiction du territoire français*) – Adopté après modification (p. 824).

ART. 431-13 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 824).

ART. 431-14 (*Confiscation*) – Adopté (p. 824).

Chapitre 2

Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique

Section 1

Des abus d'autorité dirigés contre l'administration

ART. 432-1 (*Mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi*) (p. 824) – Adopté (p. 825).

APRES L'ART. 432-1 (p. 825).

Article additionnel (*Aggravation de la peine en cas de concertation lors de l'infraction prévue à l'article 432-1*) – Adopté (p. 825).

ART. 432-2 (*Exercice illégal de fonctions*) – Adopté (p. 825).

Section 2

Des abus d'autorité commis contre les particuliers

Paragraphe I

Des atteintes à la liberté individuelle

ART. 432-3 (*Atteintes à la liberté individuelle commises par l'autorité*) (p. 825) – Adopté après modification (p. 826).

ART. 432-4 (*Atteintes à la liberté individuelle portées à la connaissance de l'autorité publique*) – Adopté après modification (p. 826).

ART. 432-5 (*Atteintes à la liberté individuelle commises par un agent de l'administration pénitentiaire*) – Adopté (p. 826).

Paragraphe II

Des actes discriminatoires

ART. 432-6 (*Discriminations*) – Adopté après modification (p. 826).

Paragraphe III

Des atteintes à l'inviolabilité du domicile

ART. 432-7 (*Violation du domicile*) (p. 826) – Adopté après modification (p. 827).

Paragraphe IV

Des atteintes au secret des correspondances

ART. 432-8 (*Atteintes au secret des correspondances*) – Adopté après modification (p. 827).

Section 3

Des manquements au devoir de probité

Paragraphe I

De la concussion

ART. 432-9 (*Concussion*) (p. 827) – Adopté après modification (p. 828).

Paragraphe II

De la corruption passive et du trafic d'influence commis par des personnes exerçant une fonction publique

ART. 432-10 (*Corruption passive et trafic d'influence*) – Adopté après modification (p. 828).

Paragraphe III

(Supprimé par l'Assemblée nationale)

ART. 432-11 (*Trafic d'influence*) (p. 828) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Paragraphe IV

De la prise illégale d'intérêts

ART. 432-12 (*Délit d'ingérence*) (p. 828) – Adopté après modification (p. 832).

ART. 432-13 (*Prise illégale d'intérêts par un ancien fonctionnaire*) (p. 832) – Adopté (p. 833).

APRES L'ART. 432-13 (p. 833).

Article additionnel (*Violation des règles du code des marchés publics*) – Adopté (p. 833).

Paragraphe V

De la soustraction et du détournement de biens

ART. 432-14 (*Destruction, détournement ou soustraction de biens*) – Adopté (p. 834).

ART. 432-15 (*Négligence du depositaire public*) – Adopté (p. 834).

Section 4

Peines complémentaires

ART. 432-16 (*Peines complémentaires*) (p. 834) – Adopté après modification (p. 835).

Chapitre 3

Des atteintes à l'administration publique commises par les particuliers

Section 1

De la corruption active et du trafic d'influence commis par les particuliers

ART. 433-1 (*Corruption active*) – Adopté après modification (p. 835).

ART. 433-2 (*Trafic d'influence entre particuliers*) – Adopté (p. 835).

ART. 433-3 (p. 835) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

APRES L'ART. 433-3 (p. 835).

Article additionnel (*Corruption des médecins*) – Adopté (p. 836).

Section additionnelle (« de la soustraction et du détournement de biens contenus dans un dépôt public ») – Adoptée (p. 837).

Article additionnel (Condamnation de la destruction, du détournement et de la soustraction par un tiers de titres ou de fonds remis à un dépositaire public) – Adopté (p. 837).

Section 2

De l'outrage

ART. 433-4 (*Oufrage*) (p. 837) – Adopté après modification (p. 838).

Section 3

De la rébellion.

ART. 433-5 (*Rébellion*) (p. 838) – Adopté après modification (p. 840).

APRES L'ART. 433-5 (p. 840).

Article additionnel (Sanctions à l'encontre de la rébellion) – Adopté (p. 840).

ART. 433-6 (*Rébellion armée*) (p. 840) – Adopté après modification (p. 841).

ART. 433-6-1 (*Rébellion de détenus*) – Adopté (p. 841).

ART. 433-7 (*Provocation à la rébellion*) – Adopté après modification (p. 841).

Section 4

De l'opposition à l'exécution de travaux publics

ART. 433-8 (*Délits d'opposition à l'exécution de travaux publics*) – Adopté (p. 842).

Section 5

De l'usurpation de fonctions

ART. 433-9 (*Délit d'usurpation de fonctions*) – Adopté (p. 842).

ART. 433-10 (*Délit de confusion avec certaines prérogatives officielles*) – Adopté (p. 842).

Section 6

De l'usurpation de signes réservés à l'autorité publique

ART. 433-11 (*Délit d'usurpation de signes réservés à l'autorité publique*) – Adopté après modification (p. 842).

ART. 433-12 (*Délit de confusion avec un signe réservé à l'autorité publique*) – Adopté (p. 843).

ART. 433-13 (*Usurpation de signes et usage de signes ressemblants en vue de commettre un crime ou un délit*) – Adopté (p. 843).

Section 7

De l'usurpation de titres

ART. 433-14 (*Délit d'usurpation de titres*) – Adopté (p. 843).

Section 8

De l'usage irrégulier de qualité

ART. 433-15 (*Délit d'usage irrégulier de qualité*) – Adopté après modification (p. 843).

Section 9

Des atteintes à l'état civil des personnes

ART. 433-16 (*Atteintes à l'état civil*) – Adopté (p. 843).

ART. 433-17 (*Bigamie*) (p. 843) – Adopté après modification (p. 844).

ART. 433-17-1 (*Célébration d'un mariage religieux sans mariage civil préalable*) – Adopté (p. 844).

Section 10

Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales

ART. 433-18 (*Peines complémentaires*) (p. 844) – Adopté après modification (p. 845).

ART. 433-19 (*Confiscation des sommes irrégulièrement reçues pour atteintes à l'administration publique commises par des particuliers*) – Adopté après modification (p. 845).

APRES L'ART. 433-19 (p. 845).

Article additionnel (Interdiction de port d'armes et confiscation des armes en cas de rébellion à armée) – Adopté (p. 845).

ART. 433-20 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 846).

Chapitre 4

Des atteintes à l'action de la justice

Section 1

Des entraves à la saisine de la justice

ART. 434-1 (*Non-dénonciation de crime*) – Adopté (p. 846).

APRES L'ART. 434-1 (p. 846).

Article additionnel (Non-dénonciation de faits susceptibles de nuire à la défense nationale) – Adopté (p. 847).

ART. 434-2 (*Défaut d'informer les autorités des sévices ou privations à mineurs ou à personnes spécialement vulnérables*) – Adopté après modification (p. 847).

ART. 434-3 (*Entrave à l'établissement de la vérité devant la justice pénale*) – Adopté (p. 847).

ART. 434-4 (*Pressions exercées sur la victime d'une infraction*) – Adopté (p. 848).

ART. 434-5 (*Recel de criminel*) – Adopté (p. 848).

ART. 434-6 (*Recel de cadavre*) – Adopté (p. 848).

Section 2

Des entraves à l'exercice de la justice

ART. 434-7 (*Pression sur les magistrats, les avocats ou les jurés par menace ou intimidation*) – Adopté après modification (p. 848).

ART. 434-7-1 (*Corruption passive ou active dans une procédure judiciaire*) (p. 848) – Adopté après modification (p. 849).

ART. 434-8 (*Délit de fuite*) – Adopté (p. 849).

ART. 434-9 (*Non-disculpation volontaire d'un innocent*) – Adopté (p. 849).

ART. 434-10 (*Silence opposé au juge par une personne connaissant l'auteur d'un crime*) – Adopté (p. 849).

ART. 434-11 (*Faux témoignage simple*) – Adopté (p. 849).

ART. 434-12 (*Faux témoignage aggravé*) – Adopté (p. 849).

ART. 434-13 (*Subornation de témoin*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-14 (*Commentaires publics en vue d'influencer une décision de justice*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-15 (*Faux serment en matière civile*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-16 (*Traduction mensongère par un interprète*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-17 (*Subornation de l'interprète*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-18 (*Expertise mensongère*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-19 (*Subornation d'experts*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-20 (*Bris de scellés*) – Adopté (p. 850).

ART. 434-21 (*Usurpation d'état civil aboutissant à des poursuites pénales contre un tiers*) – Adopté (p. 850).

Section 3

Des atteintes à l'autorité de la justice

Paragraphe I

Des atteintes au respect dû à la justice

ART. 434-22 (*Oufrage à magistrat ou à juré*) (p. 850) – Adopté après modification (p. 851).

ART. 434-22-1 (*Discrédit public sur une décision juridictionnelle*) (p. 851) – Adopté après modification (p. 852).

ART. 434-23 (*Dénonciation de faits imaginaires*) – Adopté (p. 852).

Paragraphe II

De l'évasion

ART. 434-24 (*Définition de l'évasion*) (p. 852) – Adopté après modification (p. 853).

APRES L'ART. 434-24 (p. 853).

Article additionnel (Rétablissement de la définition de la personne détenue et de la situation de garde à vue) – Adopté (p. 853).

ART. 434-25 (*Evasion simple*) – Adopté (p. 853).

ART. 434-26 (*Evasion aggravée*) (p. 853) – Adopté après modification (p. 854).

ART. 434-27 (*Non-confusion des peines en cas d'évasion*) – Adopté (p. 854).

ART. 434-28 (*Concours à l'évasion d'autrui*) – Adopté après modification (p. 854).

ART. 434-29 (*Concours aggravé à l'évasion d'autrui*) – Adopté après modification (p. 854).

ART. 434-30 (*Condamnation solidaire de l'évadé et des personnes ayant permis son évasion*) – Adopté (p. 854).

ART. 434-31 (*Remise ou sortie irrégulière d'objet à un détenu ou en provenance de celui-ci*) (p. 854) – Adopté après modification (p. 855).

ART. 434-32 (*Répression des tentatives d'infraction visées au présent paragraphe*) – Adopté (p. 855).

ART. 434-33 (*Exemption de peine*) – Adopté (p. 855).

Paragraphe 3

Des autres atteintes à l'autorité de la justice pénale

ART. 434-34 (*Violation de l'interdiction de séjour*) – Adopté (p. 855).

ART. 434-35 (*Atteinte aux affiches publiant une condamnation*) – Adopté (p. 855).

ART. 434-36 (*Violation de l'interdiction judiciaire d'exercer une activité*) – Adopté (p. 855).

ART. 434-37 (*Violation des autres peines complémentaires*) (p. 855) – Adopté après modification (p. 856).

ART. 434-38 (*Violation par une personne physique des obligations découlant des peines infligées aux personnes morales*) – Adopté (p. 856).

Section 4

Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales

ART. 434-39 (*Peines complémentaires*) – Adopté après modification (p. 856).

APRES L'ART. 434-39 (p. 856).

Article additionnel (Interdiction du territoire français) – Adopté (p. 856).

ART. 434-40 (*Coresponsabilité des personnes morales pour certaines atteintes à la justice*) – Adopté après modification (p. 857).

TITRE IV

DES ATTEINTES A LA CONFIANCE PUBLIQUE

Chapitre 1^{er}

Des faux

ART. 441-1 (*Faux et usage de faux*) – Adopté après modification (p. 857).

ART. 441-2 (*Faux et usage de faux dans un document administratif*) – Adopté (p. 858).

ART. 441-3 (*Détention frauduleuse d'un faux document administratif*) – Adopté (p. 858).

ART. 441-4 (*Faux et usage de faux en écriture publique ou authentique*) – Adopté après modification (p. 858).

ART. 441-5 (*Fourniture frauduleuse d'un document administratif*) – Adopté (p. 859).

ART. 441-6 (*Obtention indûe d'un document administratif*) – Adopté après modification (p. 859).

ART. 441-7 (*Faux dans certains certificats ou attestations*) – Adopté après modification (p. 859).

ART. 441-8 (*Corruption en vue de l'établissement de faux certificats ou attestations*) – Adopté après modification (p. 860).

ART. 441-9 (*Déclaration mensongère en vue de l'obtention d'un avantage indû*) – Supprimé (p. 860).

ART. 441-10 (*Tentative*) – Adopté après modification (p. 860).

ART. 441-11 (*Peines complémentaires*) (p. 860) – Adopté après modification (p. 862).

ART. 441-12 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 862).

Chapitre 2

De la fausse monnaie

ART. 442-1 (*Contrefaçon ou falsification de signes monétaires*) – Adopté (p. 862).

ART. 442-2 (*Trafic de fausses monnaies*) – Adopté (p. 862).

ART. 442-3 (*Contrefaçon ou falsification de signes monétaires n'ayant plus cours légal*) – Adopté (p. 862).

ART. 442-4 (*Mise en circulation de monnaies non autorisées*) – Adopté après modification (p. 862).

ART. 442-5 (*Emploi ou détention non autorisé d'instruments et de matières destinés à la fabrication de signes monétaires*) – Adopté (p. 862).

ART. 442-6 (*Imitation de signes monétaires*) – Adopté (p. 862).

ART. 442-7 (*Remise en circulation de signes monétaires faux en les tenant pour bons*) – Adopté (p. 862).

ART. 442-8 (*Tentative*) – Adopté (p. 862).

ART. 442-9 et ART. 442-10 (*Repentis*) – Adoptés (p. 863).

ART. 442-11 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) – Adopté après modification (p. 863).

ART. 442-11-1 (*Interdiction du territoire*) – Adopté après modification (p. 863).

ART. 442-12 (*Confiscation*) – Adopté après modification (p. 863).

ART. 442-13 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 864).

Chapitre 3

De la falsification des titres ou autres valeurs fiduciaires émises par l'autorité publique

ART. 443-1 (*Contrefaçon ou falsification des faits émis par le Trésor public ou par les Etats étrangers*) – Adopté (p. 864).

ART. 443-2 (*Contrefaçon ou falsification de timbres postaux ou fiscaux*) – Adopté (p. 864).

ART. 443-3 (*Imitation des titres ou autres valeurs fiduciaires émises par l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics et les exploitants publics d'un réseau de télécommunication*) – Adopté (p. 864).

ART. 443-4 (*Contrefaçon ou falsification de timbres-poste ou valeurs postales étrangères*) – Adopté (p. 864).

ART. 443-5 (*Tentative*) – Adopté (p. 864).

ART. 443-6 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) – Adopté (p. 864).

APRES L'ART. 443-6 (p. 864).

Article additionnel (Interdiction du territoire) – Adopté (p. 864).

ART. 443-7 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 865).

Chapitre 4

De la falsification des marques de l'autorité

ART. 444-1 (*Contrefaçon ou falsification du sceau de l'Etat ou des marques nationales de l'autorité et usage du sceau ou des marques contrefaits ou falsifiés*) – Adopté après modification (p. 865).

ART. 444-2 (*Usage frauduleux des marques nationales authentiques de l'autorité*) – Adopté (p. 865).

ART. 444-3 (*Contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, marques ou imprimés officiels, et usage des marques ou imprimés contrefaits ou falsifiés*) – Adopté (p. 865).

ART. 444-4 (*Usage frauduleux des marques authentiques visés à l'article 444-3*) – Adopté (p. 865).

ART. 444-5 (*Imitation d'imprimés officiels de nature à causer une méprise dans l'esprit du public*) – Adopté (p. 865).

ART. 444-6 (*Tentative des infractions prévues au présent chapitre*) – Adopté (p. 865).

ART. 444-7 (*Peines complémentaires*) – Adopté (p. 865).

APRES L'ART. 444-7 (p. 865).

Article additionnel (Interdiction du territoire) – Adopté (p. 866).

ART. 444-8 (*Responsabilité des personnes morales*) – Adopté (p. 866).

APRES L'ART. 444-8 (p. 866).

Titre additionnel (Titre 5 : « de la participation à une association de malfaiteurs ») – Adopté (p. 867 ; précédemment réservé p. 866).

Article additionnel (Participation à une association de malfaiteurs) – Adopté (p. 866).

Article additionnel (Exemption de peines) – Adopté (p. 866).

Article additionnel (Peines complémentaires) – Adopté (p. 867).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 867).

Art. 2 (*Définition de l'arme*) (p. 809) – Adopté après modification (p. 811 ; priorité ordonnée p. 806).

Après l'art. 2 (p. 811).

Article additionnel (Détenition d'armes) – Adopté (p. 812 ; priorité ordonnée p. 806).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 867, 868) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Mme Paulette Fost ; intervention de MM. Paul Masson, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre.

Adoption (23 avril 1992) (p. 868).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1992) (p. 1944, 1968).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1944, 1949) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1949, 1968) : MM. Paul Masson, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Robert Pagès, Philippe de Bourgoing, Etienne Dailly.

Art. 1^{er} et annexe (réservés jusqu'après l'examen des articles du Livre IV du code pénal annexé) (p. 1949).

AVANT L'ART. 410-1-1 DU CODE PENAL (p. 1949).

Division additionnelle (Chapitre 1^{er} A : « des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation ») – Adoptée (p. 1949).

ART. 410-1-1 – Adopté après modification (p. 1949).

ART. 411-6, 411-7, 411-8, 411-10 – Adoptés (p. 1949).

ART. 412-8, 413-7 – Adoptés (p. 1950).

ART. 413-10 – Adopté après modification (p. 1950).

ART. 414-2, 414-6 – Adoptés (p. 1950).

ART. 414-8 – Adopté (p. 1951).

ART. 421-1 – Adopté après modification (p. 1952).

ART. 421-5 (p. 1952) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 422-1 – Adopté (p. 1952).

ART. 422-2 (p. 1953) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 422-3, 422-4 – Adoptés (p. 1953).

ART. 422-5 – Adopté après modification (p. 1953).

ART. 422-6 – Adopté (p. 1953).

ART. 431-1, 431-2, 431-4-1 – Adoptés (p. 1955).

ART. 431-4-2, 431-6-2 – Adoptés (p. 1956).

ART. 431-12 – Adopté après modification (p. 1956).

AVANT L'ART. 431-15 – Suppression de la division « section IV » et de son intitulé (p. 1956).

ART. 431-15, 431-16 – Supprimés (p. 1956).

ART. 431-17 – Supprimé (p. 1957).

ART. 432-1 – Adopté (p. 1957).

ART. 432-1-1 – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 1957).

ART. 432-7 – Adopté (p. 1957).

ART. 432-11 (p. 1957) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 432-12 – Adopté (p. 1955 ; priorité ordonnée p. 1954).

ART. 432-13-1 – Adopté (p. 1958).

ART. 432-14 – Adopté après modification (p. 1958).

ART. 433-3 – Adopté (p. 1959).

ART. 433-3-1 (p. 1959) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 433-3-2 – Adopté (p. 1959).

ART. 433-5 – Adopté après modification (p. 1959).

ART. 433-6 – Adopté après modification (p. 1960).

ART. 433-7 – Adopté (p. 1960).

ART. 433-17 – Adopté après modification (p. 1961).

ART. 433-17 – Adopté (p. 1961).

ART. 433-19 – Adopté (p. 1961).

ART. 433-20 – Adopté après modification (p. 1961).

ART. 434-1-1, 434-7, 434-7-1 – Adoptés (p. 1961).

ART. 434-22-1 (p. 1961) – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 1964).

ART. 434-24-1, 434-26, 434-37, 434-37-1 – Adoptés (p. 1964).

ART. 434-39-1 – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 1964).

ART. 434-40 – Adopté après modification (p. 1965).

ART. 441-1, 441-4, 441-7 – Adoptés (p. 1965).

ART. 441-8 – Adopté après modification (p. 1965).

ART. 441-9 (p. 1965) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 441-10, 441-11 – Adoptés (p. 1966).

APRES L'ART. 441-11 (p. 1966).

Art. additionnel (Caractère obligatoire de l'interdiction du territoire) – Adopté (p. 1966).

ART. 442-11-1 – Adopté après modification (p. 1966).

ART. 443-6-1 – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 1967).

ART. 444-5 – Adopté (p. 1967).

ART. 444-7-1 – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 1967).

AVANT L'ART. 451-1 (p. 1967) – *Division « Titre V et son intitulé »* – Supprimée par l'Assemblée nationale, rétablie par le Sénat (p. 1968).

ART. 451-1 à 451-3 – Supprimés par l'Assemblée nationale, rétablis par le Sénat (p. 1968).

L'article 1^{er} et le Livre IV du code pénal annexé sont adoptés (p. 1968).

Art. 2 – Adopté (p. 1968).

Art. 3 (p. 1968) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1968) : M. Robert Pagès.

Adopté (24 juin 1992) (p. 1968).

Discussion (commission mixte paritaire)

(7 juillet 1992) (p. 2471, 2479).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2471, 2473) : MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Robert Pagès.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2473, 2479) : MM. Michel Vauzelle, ministre ; Paul Masson, rapporteur.

Art. 1^{er} (p. 2473).

ART. 410-1-1, 413-10, 414-6 (p. 2473).

ART. 421-1, 422-5, 431-12 (p. 2474).

ART. 431-15 à 431-17 (p. 2474) – Supprimés par la CMP.

ART. 432-1-1, 432-12, 432-13-1 (p. 2474).

ART. 432-14, 433-5, 433-6, 433-17, 433-20, 434-22-1, 434-39-1 A, 434-39-1, 434-40 (p. 2475).

ART. 441-8, 441-11-1, 442-11-1, 443-6-1, 444-7-1, 451-1, 451-2, 451-3 (p. 2476).

Adoptés avec l'ensemble de la CMP : les amendements du Gouvernement modifiant l'article premier ainsi que les art. 410-1-1, 414-6, 422-5, 431-4-2, 431-6-2, 431-12, 433-18, 433-20, 434-39, 434-39-1, 434-40, 441-11-1, 442-11-1, 443-6-1, 444-7-1 et supprimant une division avant l'article 410-1-1 et insérant une section additionnelle avant la section I du chapitre premier du titre III, ainsi que l'amendement supprimant l'article 2.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2479) : MM. Emmanuel Hamel, Charles Lederman.

Adoption (7 juillet 1992) (p. 2479).

3. – **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, en application du décret du 19 février 1986, présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 15 février 1989) [n° 215 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (23 octobre 1991) [n° 54 (91-92)] – Discussion (29, 30 octobre 1991) – Adoption (30 octobre 1991) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (31 octobre 1991) [n° 2309 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyst (12 décembre 1991) [n° 2468 (91-92)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 583].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1991) [n° 212 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 26 février 1992) [n° 261 (91-92)] – Discussion (22 avril 1992) – Adoption (22 avril 1992) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 avril 1992) [n° 2626 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyst (14 mai 1992) [n° 2706 (91-92)] – Discussion (21 mai 1992) – Adoption (21 mai 1992) [n° 642].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (25 mai 1992) [n° 360 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Jacques Hyst (1^{er} juillet 1992) [n° 2874 (91-92)] – Discussion (2 juillet 1992) – Adoption (2 juillet 1992) [n° 706].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Thyraud (1^{er} juillet 1992) [n° 475 (91-92)] – Discussion (7 juillet 1992) – Adoption (7 juillet 1992) [n° 184].

PROMULGATION : Loi n° 92-685 du 22 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 23 juillet 1992).

Discussion (deuxième lecture)

(22 avril 1992) (p. 740, 767).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 740, 745) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 745, 767) : MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Robert Pagès, Michel Vauzelle, ministre ; Emmanuel Hamel.

Art. unique (Les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi) (Réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) (p. 745).

LIVRE III

DES CRIMES ET DELITS CONTRE LES BIENS

TITRE PREMIER

DES APPROPRIATIONS FRAUDULEUSES

Chapitre premier

Du vol

Section I

Du vol simple et des vols aggravés

ART. 301-2 DU CODE PENAL (Soustraction frauduleuse d'énergie) – Adopté (p. 745).

ART. 301-3 (Vol simple) (p. 745) – Adopté après modification (p. 746).

ART. 301-4 (Vol aggravé) (p. 746) – Adopté après modification (p. 747).

ART. 301-5 (Vols aggravés - Sanctions du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de 8 jours) (p. 747) – Adopté (p. 748).

ART. 301-10 (Application des peines prévues pour violences) (p. 748) – Adopté après modification (p. 748).

ART. 301-11 (Utilisation frauduleuse d'énergie) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 748).

Section 2

Dispositions générales

Section 3

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales

ART. 301-12 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 748) – Adopté (p. 748).

ART. 301-12-1 (*Interdiction du territoire français*) – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 749).

ART. 301-13 (*Responsabilité des personnes morales*) (p. 749) – Adopté après modification (p. 750).

Chapitre II**De l'extorsion**

Section 1

De l'extorsion

ART. 302-1-1 (*Extorsion aggravée*) – Adopté (p. 750).

ART. 302-4 (*Extorsion commise en bande organisée*) (p. 750) – Adopté (p. 751).

ART. 302-6 (*Application des peines prévues pour violences*) (p. 751) – Adopté après modification (p. 451).

ART. 302-6-1 (*Tentative et immunité familiales*) – Adopté (p. 751).

Section 2

De l'extorsion

ART. 302-7-1 (*Peine applicable à l'auteur du chantage*) – Adopté (p. 750).

ART. 307-2 (*Peine applicable en cas de tentative de chantage*) – Adopté (p. 750).

Section 3

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales

ART. 302-8-1 (*Interdiction du territoire*) – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 752).

Chapitre III**De l'escroquerie et des infractions voisines**

Section 1

De l'escroquerie

ART. 303-2 (*Escroqueries réalisées par un agent public ou par une personne faisant appel au public en vue de l'émission de titres ou de la collecte de fonds à des fins d'entraide humanitaire*) – Adopté (p. 753).

Section 2

Des infractions voisines de l'escroquerie

ART. 303-4 (*Filouterie*) – Adopté (p. 753).

ART. 303-4-1 (*Entraves apportées à la liberté des enchères*) – Adopté (p. 753).

Section 3

Dispositions générales

ART. 303-5 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques pour des infractions voisines de l'escroquerie*) (p. 753) – Adopté après modification (p. 753).

ART. 303-6 (*Autres peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie*) (p. 753) – Adopté après modification (p. 754).

Chapitre IV**Des détournements**

Section 1

De l'abus de confiance

Section 2

Du détournement de gage ou d'objet saisi

ART. 304-3 (*Détournement de gage*) (p. 754) – Adopté après modification (p. 754).

ART. 304-4 (*Détournement d'objet saisi*) (p. 754) – Adopté après modification (p. 754).

Section 3

De l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité

ART. 304-5 (*Organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) (p. 754) – Adopté après modification (p. 755).

ART. 304-6 (*Organisation frauduleuse de l'insolvabilité – Conséquences civiles de la condamnation à l'égard de l'instigateur ou du complice*) – Adopté (p. 755).

Section 4

Dispositions générales

ART. 304-8 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'abus de confiance*) – Adopté (p. 755).

ART. 304-9 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière de détournement et d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) – Adopté (p. 756).

TITRE II

DES AUTRES ATTEINTES AUX BIENS

Chapitre V**Du recel et des infractions assimilées ou voisines**

Section 1

Du recel

ART. 305-1 (*Recel simple*) – Adopté (p. 756).

ART. 305-2 (*Recel habituel*) – Adopté (p. 756).

ART. 305-2-1 (*Maximum de la peine encourue portée à la moitié de la valeur des biens recelés*) – Adopté (p. 756).

ART. 305-3 (*Majoration de la peine*) – Adopté (p. 756).

ART. 305-3-1 (*Récidive*) – Adopté (p. 756).

Section 2

Des infractions assimilées au recel ou voisines de celui-ci

ART. 305-4 A (*Recel assimilé*) – Adopté (p. 756).

Section 3

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales

ART. 305-6 (*Peines complémentaires en matière de recel*) – Adopté (p. 757).

ART. 305-6-1 (*Autres peines complémentaires*) – Adopté (p. 757).

APRES L'ART. 305-6-1.

Art. additionnel (*Interdiction du territoire*) – Adopté (p. 757).

ART. 305-7 (*Responsabilité des personnes morales*) – Adopté (p. 757).

Chapitre VI**Des destructions, dégradations et détériorations**

Nouvel intitulé du chapitre VI : « Du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations » – Adopté (p. 758).

Section 1

Des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes

Nouvel intitulé de la section 1 : « du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes » – Adopté (p. 758).

ART. 306-1 (*Vandalisme et destruction, dégradation ou détérioration d'un bien*) (p. 758) – Adopté après modification (p. 759).

ART. 306-1-1 A (*Destruction, dégradation, détérioration de monuments, d'objets et d'actes d'intérêt public*) (p. 759) – Adopté après modification (p. 759).

ART. 306-1-1 (*Destruction, dégradation ou détérioration avec circonstance aggravante*) – Adopté après modification (p. 760).

ART. 306-1-2 (*Tentative*) – Adopté (p. 760).

Section 2

Des destructions, dégradations et détériorations dangereuses pour les personnes

ART. 306-2 A (*Incendie volontaire*) (p. 760) – Adopté après modification (p. 760).

ART. 306-2 (*Destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes*) (p. 760) – Adopté après modification (p. 761).

ART. 306-2-1 (*Destructions dangereuses pour les personnes avec circonstances aggravantes*) (p. 761) – Adopté après modification (p. 761).

ART. 306-3 (*Cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée*) (p. 761) – Adopté (p. 762).

Section 3

Des menaces de destructions, de dégradations ou de détériorations et des fausses alertes

ART. 306-5 A (*Infraction relative à la menace de commettre une destruction, une dégradation ou une détérioration*) (p. 762) – Adopté après modification (p. 762).

ART. 306-5 B (*Menaces sous conditions*) (p. 762) – Adopté après modification (p. 762).

ART. 306-5 C (*Fausse alertes*) (p. 762) – Adopté après modification (p. 763).

Section 4

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales

ART. 306-5 (*Peines complémentaires*) (p. 763) – Adopté après modification (p. 763).

ART. 306-5-1 (*Interdiction du territoire*) (p. 763) – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 764).

ART. 306-6 (*Responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations*) (p. 764) – Adopté (p. 765).

ART. 306-7 (*Tentative*) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Chapitre VII

Des atteintes au système de traitement automatisé de données

ART. 307-2 (*Atteintes volontaires au fonctionnement d'un système de traitement de données*) – Adopté (p. 765).

ART. 307-3 (*Atteintes volontaires aux données contenues dans un système de traitement automatisé*) – Adopté (p. 765).

ART. 307-4 (*Falsification de documents informatisés*) (p. 765) – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 765).

ART. 307-4-1 (*Usage de faux informatiques*) (p. 765) – Supprimé par l'Assemblée nationale, rétabli par le Sénat (p. 765).

ART. 307-4-2 (*Recel de données*) (p. 765) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 307-4-3 (*Association de malfaiteurs en matière d'infraction informatique*) (p. 766) – Adopté après modification (p. 766).

ART. 307-8 (*Tentative*) (p. 766) – Adopté après modification (p. 766).

Chapitre VIII

De la participation à une association de malfaiteurs

ART. 308-3 (*Peines complémentaires*) – Adopté (p. 766).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 766, 767) : MM. Robert Pagès, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Philippe de Bourgoing, Jacques Habert.

Adoption (22 avril 1992) (p. 767).

Discussion (commission mixte paritaire)

(7 juillet 1992) (p. 2479, 2484).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2479, 2480) : MM. Jacques Thyraud, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Robert Pagès.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2480, 2484) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur.

Art. unique (p. 2480).

ART. 301-1, 301-2, 301-3, 301-4 (p. 2480).

ART. 301-4-1 à 301-9, 301-10 (p. 2481).

ART. 301-11 (p. 2481) – Supprimé par la CMP.

ART. 301-11-1, 301-11-2, 301-12, 301-12-1, 301-13 (p. 2481).

ART. 301-14 (p. 2481) – Supprimé par la CMP.

ART. 302-1 à 302-5, 302-6, 302-6-1, 302-7 à 302-7-2, 302-8, 302-8-1, 302-9 (p. 2481).

ART. 302-10 (p. 2481) – Supprimé par la CMP.

ART. 303-1 à 303-2-1, 303-3 à 303-4-1, 303-5, 303-6, 303-7 (p. 2481).

ART. 303-8 (p. 2481) – Supprimé par la CMP.

ART. 304-4 à 304-2-2, 304-3 et 304-4, 304-5, 304-6 et 304-7, 304-8 à 304-11 (p. 2482).

ART. 304-12 (p. 2482) – Supprimé par la CMP.

ART. 304-13, 305-1 à 305-3-1, 305-4 A à 305-4-1 (p. 2482).

ART. 305-5 (p. 2482) – Supprimé par la CMP.

ART. 305-6 et 305-6-1, 305-6-2, 305-7 (p. 2482).

ART. 305-8 (p. 2482) – Supprimé par la CMP.

ART. 306-1, 306-1-1 A, 306-1-1 (p. 2482).

ART. 306-1-2, 306-2 A et 306-2, 306-2-1, 306-3 à 306-4-2, 306-5 A, 306-5 B, 306-5 C, 306-5, 306-5-1, 306-6 (p. 2483).

ART. 306-7 (p. 2483) – Supprimé par la CMP.

ART. 307-1 à 307-3 (p. 2483).

ART. 307-4 à 307-4-2 (p. 2483) – Supprimés par la CMP.

ART. 307-4-3, 307-5 (p. 2483).

ART. 307-6 (p. 2483) – Supprimé par la CMP.

ART. 307-7, 307-8 (p. 2483).

ART. 308-1 à 308-3 (p. 2483) – Supprimés par la CMP.

Adoptés avec l'ensemble de la CMP : les amendements du Gouvernement modifiant l'article unique ainsi que les art. 301-12-1, 302-8-1, 303-5, 304-8, 304-9, 304-13, 305-6, 305-6-2, 306-5-1 et 307-5.

Adoption (7 juillet 1992) (p. 2484).

4. - **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, en application du décret du 19 février 1986, présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 15 février 1989) [n° 214 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles Jolibois (18 avril 1991) [n° 295 (90-91)] - Discussion (23, 24, 25, 30 avril, 14 et 22 mai 1991) - Adoption (22 mai 1991) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 mai 1991) [n° 2061 (9° lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Pezet (13 juin 1991) [n° 2121 (9° lég.)] - Discussion (20, 21 juin 1991) - Adoption (21 juin 1991) [n° 504].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1991) [n° 411 (90-91)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles Jolibois (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 24 septembre 1991) [n° 485 (90-91)] - Discussion (2 et 3 octobre 1991) - Adoption (3 octobre 1991) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 octobre 1991) [n° 2251 (9° lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Pezet (28 novembre 1991) [n° 2392 (9° lég.)] - Discussion (2 décembre 1991) - Adoption (2 décembre 1991) [n° 547].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 120 (91-92)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Pezet (2 juillet 1992) [n° 2879 (91-92)] - Discussion (2 juillet 1992) - Adoption (2 juillet 1992) [n° 708].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (1^{er} juillet 1992) [n° 477 (91-92)] - Discussion (7 juillet 1992) - Adoption (7 juillet 1992) [n° 185].

PROMULGATION : Loi n° 92-684 du 22 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 23 juillet 1992).

Discussion (commission mixte paritaire)

(7 juillet 1992) (p. 2484, 2502).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2484, 2488) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Michel Dreyfus-Schmidt.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2488, 2502) : *MM. Michel Vauzelle, ministre ; Charles Jolibois, rapporteur ; Jacques Sourdille, Daniel Millaud.*

Art. unique (p. 2488).

ART. 211-1, 211-2-1, 211-3, 211-4, 211-4-1, 211-4-2, 211-4-3 (p. 2488).

ART. 211-5, 221-1, 221-2, 221-3 (p. 2489).

ART. 221-4 et 221-5 (p. 2489) - Supprimés par la CMP.

ART. 221-6 (p. 2489).

ART. 221-7 (p. 2489) - Supprimé par la CMP.

ART. 221-7-1, 221-8, 221-9, 221-10, 221-11, 221-12, 221-12-1, 221-13 (p. 2489).

ART. 222-1, 222-1-1, 222-2, 222-3-1, 222-4, 222-5, 222-6 (p. 2490).

ART. 222-7, 222-8 (p. 2490) - Supprimés par la CMP.

ART. 222-9, 222-10 (p. 2490).

ART. 222-10-1 (p. 2490) - Supprimé par la CMP.

ART. 222-11, 222-12 (p. 2490).

ART. 222-12-1 (p. 2490) - Supprimé par la CMP.

ART. 222-13, 222-13-1, 222-14, 222-15, 222-16, 222-17, 222-18, 222-18-1, 222-19, 222-20 A (p. 2490).

ART. 222-20, 222-21 (p. 2491).

ART. 222-22 (p. 2491) - Supprimé par la CMP.

ART. 222-23, 222-24 (p. 2491).

ART. 222-25 A et 222-25 B (p. 2491) - Supprimés par la CMP.

ART. 222-25, 222-26 (p. 2491).

ART. 222-26-1, 222-26-2 (p. 2491) - Supprimés par la CMP.

ART. 222-27 (p. 2491).

ART. 222-27-1, 222-27-2 (p. 2491) - Supprimés par la CMP.

ART. 222-28 (p. 2491).

ART. 222-29, 222-30 (p. 2491) - Supprimés par la CMP.

ART. 222-31, 222-32, 222-33-1, 222-33 A, 222-33, 222-34, 222-34-1 A, 222-34-1, 222-34-2, 222-34-3, 222-35 (p. 2491).

ART. 222-35-1, 222-36, 222-37, 222-37-1, 222-38, 222-39, 222-39-1 à 222-39-3, 223-1, 223-2, 223-3, 223-4, 223-5 à 223-7, 223-8, 223-9, 223-10, 223-11 (p. 2492).

ART. 223-11-1 A (p. 2492) - Supprimé par la CMP.

ART. 223-11-1 B, 223-11-1 à 223-11-3, 223-12 à 223-15, 224-1 à 224-4-1 (p. 2492).

ART. 224-5 à 224-7 (p. 2493).

ART. 224-8 (p. 2493) - Supprimé par la CMP.

ART. 224-9, 225-1 à 225-3 (p. 2493).

ART. 225-3-1 (p. 2493) - Supprimé par la CMP.

ART. 225-4, 225-5, 225-6, 225-7 (p. 2493).

ART. 225-8 (p. 2493) - Supprimé par la CMP.

ART. 225-9, 225-10, 225-11 (p. 2493).

ART. 225-12, 225-13 (p. 2493) - Supprimés par la CMP.

ART. 225-14 (p. 2493).

ART. 225-15 (p. 2493) - Supprimé par la CMP.

ART. 225-16, 225-17 et 225-20, 225-21, 225-22, 225-23 (p. 2493).

ART. 225-24, 225-25 (p. 2494).

ART. 225-26 (p. 2494) - Supprimé par la CMP.

ART. 225-27 à 225-29, 226-1 à 226-2-1, 226-3, 226-4, 226-5, 226-6, 226-7, 226-8, 226-9, 226-10, 226-11, 226-12, 226-13 (p. 2494).

ART. 226-14 et 226-16 (p. 2494) - Supprimés par la CMP.

ART. 226-17, 226-18, 226-18-1, 226-18-1-1 (p. 2494).

ART. 226-18-1-2, 226-18-1-3, 226-18-2, 226-18-3, 226-18-3-1, 226-18-4, 226-19 (p. 2495).

ART. 226-20 (p. 2495) - Supprimé par la CMP.

ART. 227-1, 227-1-1, 227-2, 227-2-1, 227-3 à 227-7-1, 227-8, 227-9, 227-9-1, 227-10 à 227-14, 227-15, 227-16, 227-17, 227-17-1 (p. 2495).

ART. 227-17-1 bis, 227-18, 227-18-1 A, 227-18-1 (p. 2496).

ART. 227-18-2 (p. 2496) - Supprimé par la CMP.

ART. 227-18-3 (p. 2496).

ART. 227-19, 227-20 (p. 2496) - Supprimés par la CMP.

ART. 227-21, 227-21-1 (p. 2496).

ART. 227-21-2, 228-1 à 228-3 (p. 2496) - Supprimés par la CMP.

Adoptés avec l'ensemble de la CMP : les amendements du Gouvernement modifiant l'article unique ainsi que les articles 211-4-1, 221-9, 221-11, 221-12, 221-12-1, 221-13, 222-19, 222-37-1,

222-39, 223-2, 223-8, 224-9, 225-4, 225-23, 225-25, 225-27, 226-6, 226-11, 226-18-4, 226-19, 227-9-1, 227-17-1 bis, 227-21, 227-21-1 et insérant un article additionnel après les art. 222-34-3 et 223-15.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2500, 2502) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Robert Pagès, Philippe de Bourgoing, Daniel Hoefel, Michel Dreyfus-Schmidt ; intervention de MM. Charles Jolibots, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre.*

Scrutin public n° 104 (p. 2502).

Adoption (7 juillet 1992) (p. 2502).

5. - Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice (15 avril 1992) [n° 2611 (91-92)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain Vidalies (11 juin 1992) [n° 2789 (91-92)] - Urgence - Discussion (2 juillet 1992) - Adoption (2 juillet 1992) [n° 709].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 juillet 1992) [n° 487 (91-92)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard Laurent (14 octobre 1992) [n° 5 (92-93)] - Discussion (21 décembre 1992) - Adoption (21 octobre 1992) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 octobre 1992) [n° 2980 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Alain Vidalies (26 novembre 1992) [n° 3078 (92-93)] - Discussion (30 novembre 1992) - Adoption (30 novembre 1992) [n° 740].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Bernard Laurent (25 novembre 1992) [n° 64 (92-93)] - Discussion (9 décembre 1992) - Adoption (9 décembre 1992) [n° 27].

PROMULGATION : loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(21 octobre 1992) (p. 2748, 2824).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2746, 2757) : *MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt et les orateurs sur la motion.*

Motion n° 111 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2755) - *MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt.*

Rejet de la motion (p. 2757 ; scrutin public n° 4).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2758, 2824) : *MM. Charles Lederman, Bernard Laurent, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann, M. Charles de Cuttoli.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE PROCEDURE PENALE

Chapitre premier

De l'action publique et de l'action civile

Art. 1^{er} à 6 (*Associations autorisées à exercer les droits reconnus à la partie civile*) - Adoptés (p. 2760).

Art. 7 (*Prescription en matière de crime*) - Adopté (p. 2760).

Chapitre II

De l'exercice de l'action publique et de l'instruction

Art. 8 (*Caractère secret de la procédure d'enquête et d'instruction*) - Adopté (p. 2760).

Art. 8 bis (*Compétence des préfets en matière de constatation des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat*) - Adopté (p. 2760).

Art. 9 (*Ministère public près le tribunal de police*) - Adopté (p. 2760).

Art. 10 (*Interdiction de modifier les lieux d'un crime ou d'y effectuer des prélèvements*) - Adopté (p. 2760).

Art. 11 (*Visites, perquisitions et saisies en matière de proxénétisme*) - Adopté (p. 2760).

Art. 12 (*Déposition du témoin devant un juge d'instruction*) - Adopté (p. 2760).

Art. 13 (*Définition et répression de la détention arbitraire d'un inculpé*) - Adopté (p. 2760).

Art. 14 (*Conflit en matière d'atteinte à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile*) - Adopté (p. 2760).

Art. 15 (*Restitution du cautionnement affecté à la représentation de l'inculpé, du prévenu ou de l'accusé*) - Adopté (p. 2760).

Art. 16 (*Détention provisoire ordonnée par le juge d'instruction*) - Adopté (p. 2760).

Chapitre III

Des juridictions de jugement

Art. 17 (*Personnes ne pouvant être jurés de cour d'assises*) - Adopté (p. 2761).

Art. 18 (*Publicité des débats de la cour d'assises*) - Adopté (p. 2761).

Art. 19 (*Questions posées à la cour d'assises*) - Adopté (p. 2761).

Art. 20 (*Délibérations de la cour d'assises*) - Adopté (p. 2761).

Art. 21 (*Dépouillement des scrutins de la cour d'assises*) - Adopté (p. 2761).

Art. 22 (*Majorité requise pour les décisions de la cour d'assises défavorables à l'accusé*) - Adopté (p. 2762).

Art. 23 (*Vote de la cour d'assises sur la peine*) (p. 2762) - Adopté après modification (p. 2763).

Art. 24 à 27 (*Décision de la cour d'assises et conséquences*) - Adoptés (p. 2763).

Art. 28 (*Solidarité des co-condamnés pour le paiement des dommages-intérêts*) - Adopté après modification (p. 2763).

Art. 29 (*Compétence du tribunal correctionnel pour connaître des délits*) - Adopté (p. 2763).

Après l'art. 29 (p. 2763).

Art. additionnel (*Compétence du tribunal correctionnel pour le jugement du délit d'abandon de famille*) - Adopté (p. 2764).

Art. 30 (*Jugement de certains délits par un juge unique*) - Adopté (p. 2764).

Art. 31 (*Réparation du préjudice par le prévenu avant l'audience*) - Adopté (p. 2764).

Art. 32 (*Absolution du prévenu par le tribunal correctionnel*) - Adopté (p. 2764).

Art. 33 (*Droit pour le tribunal correctionnel de dispenser de peine ou d'ajourner le prononcé de celle-ci*) - Adopté (p. 2764).

Art. 34 (*Conditions dans lesquelles la dispense de peine ou l'ajournement du prononcé de celle-ci peuvent être décidés*) - Adopté (p. 2764).

Art. 35 (*Conséquences du jugement sur la détention provisoire ou le contrôle judiciaire*) - Adopté (p. 2764).

Après l'art. 35.

Art. additionnel (*Abus de constitution de partie civile*) - Adopté (p. 2764).

Art. 36 (*Prise en charge des frais et dépens en matière correctionnelle*) - Adopté après modification (p. 2764).

Après l'art. 36.

Art. additionnel (*Condamnation aux dépens*) - Adopté (p. 2764).

Art. 37 (*Solidarité des co-condamnés pour le paiement des dommages-intérêts en matière correctionnelle*) (p. 2764) – Adopté après modification (p. 2765).

Art. 38 (*Réformation par la cour d'appel du jugement du tribunal correctionnel pour cause d'excuse absolutoire*) – Adopté (p. 2765).

Art. 39 (*Compétences du tribunal de police pour connaître des contraventions*) – Adopté (p. 2765).

Art. 40 (*Cas d'application de la procédure simplifiée en matière contraventionnelle*) – Adopté (p. 2765).

Art. 41 (*Prononcé de la peine contraventionnelle*) – Adopté (p. 2765).

Art. 42 (*Dispense de la peine et ajournement en matière contraventionnelle*) – Adopté (p. 2765).

Art. 43 (*Absolution du prévenu par le tribunal de police*) – Adopté (p. 2765).

Art. 44 (*Règles applicables aux frais de justice, dépens, restitutions et à la forme des jugements en matière contraventionnelle*) – Adopté (p. 2765).

Art. 45 (*Appel des jugements de police*) – Adopté (p. 2765).

Chapitre IV

Des citations et significations

Art. 46 (*Contenu de l'exploit de citation et de signification dont le destinataire est une personne morale*) – Adopté (p. 2765).

Art. 47 (*Délivrance d'un exploit d'huissier dont le destinataire est une personne morale*) – Adopté (p. 2765).

Art. 48 (*Domicile de la personne morale*) – Adopté (p. 2765).

Art. 49 (*Personne morale dont le siège est inconnu*) – Adopté (p. 2765).

Art. 50 (*Copie de l'exploit remise à une personne autre que l'intéressé*) – Adopté (p. 2765).

Art. 50 bis (*Procédure applicable aux personnes morales étrangères*) (p. 2765) – Adopté après modification (p. 2766).

Chapitre V

Des voies de recours extraordinaires

Art. 51 à 52 bis – Adoptés (p. 2766).

Chapitre VI

De quelques procédures particulières

Section I

Dispositions relatives aux infractions commises hors du territoire de la République.

Art. 53 (*Intitulé*) – Adopté (p. 2766).

Art. 54 (*Compétence des juridictions françaises*) (p. 2766).

AVANT L'ART. 689-6 DU CODE DE PROCEDURE PENALE (p. 2767).

Art. additionnel (*Déplacement des règles de compétence en matière de piraterie aérienne du code de l'aviation civile au code de procédure pénale*) – Adopté (p. 2767).

– L'article 54, ainsi modifié, est adopté (p. 2767).

Art. 55 (*Abrogations*) – Adopté (p. 2767).

Art. 56 (*Exercice des poursuites et détermination de la juridiction territorialement compétente*) – Adopté après modification (p. 2768).

Art. 57 (*Abrogations*) – Adopté (p. 2768).

Section II

Dispositions relatives aux infractions en matière militaire et contre les intérêts fondamentaux de la nation

Art. 58 (*Intitulé*) – Adopté (p. 2768).

Art. 58 bis (*Mise en mouvement de l'action publique en matière d'infractions militaires*) – Adopté (p. 2768).

Art. 59 (*Règles de majorité applicables à la cour d'assises professionnelle*) – Adopté après modification (p. 2768).

Art. 60 (*Modifications terminologiques*) – Adopté (p. 2768).

Art. 61 (*Règles de compétence en cas d'infractions de trahison et d'espionnage*) – Adopté (p. 2768).

Section III

Dispositions relatives aux demandes présentées en vue d'être relevées des interdictions, déchéances ou incapacités

Art. 62 (*Mécanisme du relèvement*) (p. 2768) – Adopté après modification (p. 2769).

Art. 63 (*Coordination*) – Adopté (p. 2769).

Section IV

Dispositions relatives à la procédure applicable en matière économique et financière

Art. 64 – Adopté après modification (p. 2769).

Section V

Art. 65 (*Dispositions relatives à l'indemnisation des victimes*) – Adopté (p. 2769).

Section VI

Dispositions relatives à la procédure applicable en matière de terrorisme

Art. 66 (*Intitulé*) – Adopté (p. 2769).

Art. 67 (*Coordination*) (p. 2769) – Adopté après modification (p. 2770).

Après l'art. 67 (p. 2770).

Art. additionnel (*Règles relatives à la composition et au fonctionnement de la cour d'assises anti-terroriste*) – Adopté (p. 2770).

Section VII

Dispositions relatives à la procédure applicable en matière de trafic de stupéfiants et de proxénétisme

Art. 68 (*Trafic de stupéfiants et proxénétisme*) (p. 2770) – Adopté après modification (p. 2773).

Section VIII

Art. 69 (*Poursuite, instruction et jugement des infractions commises par les personnes morales*) (p. 2773) – Adopté après modification (p. 2774).

Chapitre VII

Des procédures d'exécution

Section I

Dispositions relatives à l'exécution des sentences pénales

Art. 70 (*Fractionnement des peines non privatives de liberté*) – Adopté (p. 2774).

Art. 71 (*Confusion des peines*) – Adopté après modification (p. 2774).

Section II

Dispositions relatives à la détention

Art. 72 (*Calcul de la détention*) – Adopté (p. 2775).

Art. 73 (*Fractionnement des peines privatives de liberté*) – Adopté (p. 2775).

Art. 74 (*Période de sûreté*) – Adopté (p. 2775).

Art. 75 (*Non-applicabilité de la période de sûreté aux mineurs*) – Adopté (p. 2775).

Art. 76 (*Aménagement de la période de sûreté*) (p. 2775) – Adopté après modification (p. 2776).

Art. 77 à 80 (*Régime de semi-liberté*) – Adoptés (p. 2776).

Art. 81 (*Infractions commises à l'occasion d'une permission de sortir*) – Adopté (p. 2276).

Section III

Art. 82 et 83 (*Libération conditionnelle*) – Adoptés (p. 2276).

Après l'**art. 83** (p. 2276).

Art. additionnel (*Durée totale des mesures d'assistance et de contrôle*) – Adopté (p. 2276).

Section IV

Dispositions relatives au sursis et à l'ajournement

Art. 84 (*Modification dans l'intitulé*) – Adopté (p. 2776).

Art. 85 (*Sursis*) – Adopté (p. 2776).

Art. 86 (*Conditions d'octroi du sursis simple*) – Adopté (p. 2776).

Art. 87 (*Dispense de révocation du sursis*) – Adopté (p. 2776).

Art. 88 (*Effets du sursis sur les éléments connexes à la condamnation principale*) – Adopté (p. 2776).

Art. 89 (*Avertissement pour le condamné bénéficiaire d'un sursis simple et sursis avec mise à l'épreuve*) – Adopté (p. 2776).

Art. 90 (*Obligation du condamné bénéficiaire du sursis avec mise à l'épreuve*) – Adopté (p. 2776).

Art. 91 (*Soumission du condamné aux mesures de contrôle et d'aide*) – Adopté (p. 2777).

Art. 92 (*Sanction de l'inobservation des obligations de la mise à l'épreuve*) – Adopté après modification (p. 2777).

Art. 93 (*Conditions de la révocation du sursis*) – Adopté (p. 2777).

Art. 94 (*Annulation de la condamnation avant la fin du délai d'épreuve*) – Adopté (p. 2777).

Art. 95 (*Recours contre les décisions relatives au sursis avec mise à l'épreuve*) – Adopté (p. 2777).

Art. 96 (*Révocation du sursis en cas de nouvelle infraction*) – Adopté (p. 2777).

Art. 97 (*Effets du sursis avec mise à l'épreuve sur les éléments connexes à la condamnation principale*) – Adopté (p. 2777).

Art. 98 (*Avertissement au condamné bénéficiaire d'un sursis avec mise à l'épreuve*) – Adopté (p. 2777).

Art. 99 (*Sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général*) – Adopté (p. 2777).

Art. 99 bis (*Transformation d'une peine de prison en travail d'intérêt général*) – Adopté (p. 2777).

Art. 100 (*Modalités du travail d'intérêt général*) – Adopté (p. 2777).

Art. 101 (*Ajournement*) – Adopté (p. 2777).

Section V

Art. 102 (*Interdiction de séjour*) – Adopté (p. 2778).

Section VI

Dispositions relatives au casier judiciaire

Art. 103 A (*Non-inscription d'une condamnation au casier judiciaire*) – Adopté (p. 2778).

Art. 103 B et 103 C (*Casier judiciaire des personnes morales*) – Adoptés (p. 2779).

Après l'**art. 103 C** (p. 2780).

Art. additionnel (*Casier judiciaire d'un mineur lorsqu'il attend sa majorité*) – Adopté (p. 2780).

Art. 103 D (*Casier judiciaire des personnes morales*) – Adopté (p. 2780).

Art. 103 (*Bulletin n° 2 du casier judiciaire*) – Adopté (p. 2780).

Art. 103 bis (*Extrait du casier judiciaire d'une personne morale*) (p. 2780) – Adopté (p. 2781).

Art. 104 (*Exclusion de la mention d'une condamnation au bulletin n° 2*) – Adopté (p. 2781).

Art. 104 bis (*Délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire d'une personne morale*) (p. 2781) – Adopté après modification (p. 2823 ; précédemment réservé p. 2782).

Art. 104 ter (*Délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire d'une personne morale*) (p. 2782) – Supprimé (p. 2783).

Art. 105 (*Bulletin n° 3 du casier judiciaire*) – Adopté (p. 2783).

Art. 105 bis (*Relevé intégral du casier judiciaire d'une personne morale*) – Adopté (p. 2783).

Art. 106 (*Utilisation illicite du casier judiciaire national automatisé*) – Adopté (p. 2783).

Art. 107 (*Usurpation d'état civil*) – Adopté (p. 2783).

Art. 108 (*Délits relatifs au casier judiciaire*) – Adopté (p. 2783).

Section VII

Dispositions relatives à la réhabilitation

Art. 109 et 110 (*Réhabilitation*) – Adoptés (p. 2783).

Après l'**art. 110** (p. 2783).

Division additionnelle et article additionnel (Chapitre premier : dispositions applicables aux personnes morales) (p. 2783) – Adoptés (p. 2784).

Division additionnelle et article additionnel (Titre 1^{er} bis – Dispositions portant création d'un livre du code pénal) – Adoptés (p. 2784).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT DES CODES AUTRES QUE LE CODE DE PROCEDURE PENALE

Avant le chapitre premier du titre II (p. 2785).

Division additionnelle et article additionnel (« Chapitre premier – dispositions modifiant le code civil ») – Adoptés (p. 2785).

Chapitre premier

Dispositions modifiant le code de l'aviation civile

Avant l'art. 111 (p. 2785).

Art. additionnel (*Abrogation des articles L. 121-7 à L. 121-9 du code de l'aviation civile*) – Adopté (p. 2785).

Art. 111 (*Délits de fuites*) – Adopté (p. 2785).

Art. 112 à 114 (*Infractions diverses commises dans le domaine de l'aviation civile*) – Adoptés (p. 2785).

Art. 115 (*Infractions commises dans le domaine de l'aviation civile*) – Adopté après modification (p. 2785).

Art. 116 (*Compétence universelle des juridictions françaises en matière d'actes de violence commis dans les aéroports*) – Adopté (p. 2785).

Art. 117 (*Abus de confiance*) – Adopté (p. 2785).

Chapitre II

Dispositions modifiant le code des assurances

Art. 118 (*Abus de confiance du liquidateur*) – Adopté (p. 2785).

Chapitre III

Dispositions modifiant le code du blé

Art. 119 (*Manipulations frauduleuses du cours du blé*) – Adopté (p. 2786).

Chapitre IV

Dispositions modifiant le code des communes

Art. 120 (*Infractions au règlement relatif aux modes de sépulture*) – Adopté (p. 2786).

Chapitre V**Dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation**

Art. 121 A et 121 B (*Obstacle mis à l'exercice du droit de visite*) – Adoptés après modification (p. 2786).

Art. 121 à 123 (*Détournement de fonds – obligation de consigner les fonds – corruption de fonctionnaire*) – Adoptés (p. 2786).

Chapitre VI**Dispositions modifiant le code du domaine de l'Etat**

Art. 124 (*Immixtion des agents préposés aux ventes des domaines*) – Adopté (p. 2786).

Chapitre VII**Dispositions modifiant le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure**

Art. 125 (*Faux certificat d'immatriculation*) – Adopté (p. 2786).

Art. 126 (*Détournement d'un bateau grevé d'une hypothèque*) – Adopté (p. 2786).

Chapitre VIII**Modifications des dispositions du code des douanes**

Avant l'art. 127 (p. 2786).

Art. additionnel (*Sanction des agents des brigades révoqués*) – Adopté (p. 2787).

Art. 127 (*Perte de la francisation d'un bâtiment grevé d'une hypothèque*) – Adopté (p. 2787).

Après l'art. 127 (p. 2787).

Art. additionnel (*Substitution de référence*) – Adopté (p. 2787).

Chapitre IX**Dispositions modifiant le code électoral**

Art. 128 à 130 (*Privation des droits civiques*) – Adoptés (p. 2787).

Art. 130 bis (*Coordination*) – Adopté (p. 2787).

Chapitre X**Dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale**

Avant l'art. 131.

Art. additionnel (*Modification de l'article 3 du code de la famille et de l'aide sociale qui habilite l'union nationale et les unions départementales des associations familiales à exercer devant toutes les juridictions l'action civile pour les faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles*) – Adopté (p. 2787).

Art. 131 (*Signalement de mauvais traitements à enfant*) – Adopté (p. 2787).

Chapitre XI**Dispositions modifiant le code forestier**

Art. 132 (*Prise illégale d'intérêts dans les ventes de bois*) – Adopté (p. 2787).

Art. 133 (*Manoeuvres frauduleuses nuisant aux ventes de bois*) – Adopté (p. 2787).

Chapitre XII**Dispositions modifiant le code général des impôts**

Art. 134 (*Opposition collective à l'établissement de l'assiette d'impôt*) – Adopté (p. 2787).

Art. 135 (*Affirmations frauduleuses en matière de droit d'enregistrement et de publicité foncière*) – Adopté (p. 2788).

Art. 136 (*Falsification d'emprunts*) – Adopté (p. 2788).

Chapitre XIII**Dispositions modifiant le code des instruments monétaires et des médailles**

Art. 137 à 140 (*Contrefaçon et falsification de monnaies et billets*) – Adoptés (p. 2788).

Art. 141 (*Confiscation et remise à l'autorité des monnaies et billets contrefaits*) – Adopté (p. 2788).

Chapitre XIV**Dispositions modifiant le code de justice militaire**

Art. 142 (*Sursis-dispense et ajournement de peines*) – Adopté (p. 2788).

Art. 143 (*Confiscation*) – Adopté (p. 2788).

Art. 144 (*Modifications terminologiques*) – Adopté (p. 2788).

Art. 145 (*Sursis*) – Adopté (p. 2788).

Art. 146 (*Récidive*) – Adopté (p. 2788).

Art. 147 (*Coordination*) – Adopté (p. 2788).

Art. 148 (*Prescription des peines*) – Adopté (p. 2788).

Art. 149 (*Régime de semi-liberté*) – Adopté (p. 2788).

Art. 150 (*Perte de grade*) – Adopté (p. 2788).

Art. 151 (*Faits justificatifs*) – Adopté (p. 2788).

Art. 152 (*Interdiction des droits civiques, civils et de famille*) – Adopté (p. 2789).

Art. 153 (*Intitulé*) – Adopté (p. 2789).

Art. 154 (*Trahison militaire*) – Adopté (p. 2789).

Art. 155 (*Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation en temps de guerre*) (p. 2789) – Adopté après modification (p. 2790).

Art. 156 (*Compétence des tribunaux prévôtaux*) – Adopté (p. 2791).

Chapitre XV**Dispositions modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande**

Art. 157 (*Répression de l'usage de violence*) – Adopté (p. 2792).

Art. 158 (*Inscriptions frauduleuses sur les documents du bord*) – Adopté (p. 2791).

Art. 159 (*Altération des marchandises de la cargaison*) – Adopté (p. 2791).

Art. 160 (*Vols commis à bord*) – Adopté (p. 2791).

Art. 161 (*Abus de confiance*) – Adopté (p. 2791).

Art. 162 (*Voies de fait contre le capitaine*) – Adopté (p. 2791).

Art. 163 (*Echouage volontaire d'un navire*) – Adopté (p. 2791).

Chapitre XV bis**Dispositions modifiant le code minier**

Art. 163 bis (*Responsabilité pénale des personnes morales en matière de délits miniers*) – Adopté (p. 2791).

Art. 163 ter (*Coordination*) – Adopté (p. 2791).

Après l'art. 163 ter (p. 2791).

Division additionnelle et article additionnel (*Chapitre XV ter – dispositions modifiant le code de la nationalité*) – Adoptés (p. 2792).

Chapitre XVI**Dispositions modifiant le code des postes et télécommunications**

Art. 164 (*Emploi frauduleux de machines à affranchir*) – Adopté (p. 2792).

Art. 165 (*Violation du secret des correspondances*) – Adopté (p. 2792).

Chapitre XVI bis**Dispositions modifiant le code de la propriété intellectuelle**

Art. 165 bis (*Responsabilité pénale des personnes morales en matière d'atteintes au droit d'auteur*) – Adopté (p. 2792).

Art. 165 ter (*Violation des secrets de fabrique*) – Adopté (p. 2792).

Chapitre XVII**Dispositions modifiant le code de la route**

Art. 166 (*Circonstances aggravantes d'homicide, blessures et coups involontaires*) – Adopté (p. 2792).

Art. 167 (*Travail d'intérêt général*) – Adopté (p. 2792).

Art. 168 (*Peine de jours – amende*) – Adopté (p. 2792).

Art. 169 (*Délit de fuite*) – Adopté (p. 2792).

Art. 170 (*Détournement ou destruction d'un véhicule confisqué*) – Adopté (p. 2792).

Art. 171 (*Relèvement de la perte de points du permis de conduire*) – Adopté (p. 2792).

Art. 172 (*Information sur le nombre de points détenus par les conducteurs*) – Adopté (p. 2792).

Art. 172 bis (*Permis « blanc »*) (p. 2792) – Adopté après modification (p. 2793).

Chapitre XVIII**Dispositions modifiant le code rural**

Art. 173 (*Séviçes graves ou actes de cruauté envers les animaux*) (p. 2793) – Adopté après modification (p. 2794).

Art. 174 (*Expériences ou recherches scientifiques sur les animaux*) – Adopté (p. 2794).

Art. 175 (*Abus de confiance des employeurs*) – Adopté (p. 2794).

Art. 176 (*Fausse déclaration pour l'obtention du permis de chasser*) – Adopté (p. 2794).

Art. 177 (*Infractions aux adjudications du droit de pêche de l'Etat*) – Adopté (p. 2794).

Chapitre XIX**Dispositions modifiant le code de la santé publique**

Art. 178 (*Sanctions des dégradations volontaires de réservoirs d'eau*) – Adopté (p. 2794).

Art. 179 (*Recherches biomédicales sans le consentement des intéressés*) – Adopté (p. 2794).

Art. 180 (*Renforcement des sanctions des infractions à la législation sur la protection des personnes qui se prêtent à des recherches médicales*) – Adopté (p. 2794).

Après l'art. 180 (p. 2794).

Art. additionnel (*Substitution de référence*) – Adopté (p. 2795).

Art. 181 (*Régime des stupéfiants*) – Adopté (p. 2795).

Art. 182 et 183 (*Abrogations et coordinations*) – Adoptés (p. 2795).

Art. 184 (*Fermeture judiciaire des lieux où une infraction liée au trafic de stupéfiants a été commise*) – Adopté (p. 2795).

Art. 185 (*Fermeture administrative des lieux ouverts au public pour infraction à la législation sur les stupéfiants*) (p. 2795) – Adopté après modification (p. 2796).

Art. 186 (*Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants*) – Adopté (p. 2796).

Art. 187 (*Falsification ou usage frauduleux d'un thermomètre médical*) – Adopté (p. 2796).

Chapitre XX**Dispositions modifiant le code de la sécurité sociale**

Art. 188 (*Faux et entraves à la justice*) – Adopté (p. 2796).

Chapitre XXI**Dispositions modifiant le code du service national**

Art. 189 (*Corruption passive et active*) – Adopté (p. 2796).

Art. 190 (*Sanctions des dispenses, exemptions ou réformes accordées hors les cas prévus par la loi*) – Adopté (p. 2796).

Art. 191 (*Cas d'irresponsabilité pénale des personnes ayant protégé des insoumis*) – Adopté (p. 2796).

Art. 192 (*Abrogation*) – Adopté (p. 2796).

Chapitre XXII**Dispositions modifiant le code du travail**

Art. 193 (*Dispense de peine et ajournement en cas de poursuites pour infraction à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes*) – Adopté (p. 2796).

Art. 194 (*Sanctions des détournements de cautionnements*) – Adopté (p. 2796).

Art. 195 (*Corruption des directeurs ou des salariés des entreprises. Révélation des règles de fabrique*) – Adopté (p. 2796).

Art. 196 (*Mineurs employés à la mendicité habituelle*) – Adopté (p. 2797).

Art. 197 (*Cumul des peines encourues en cas d'infraction à la législation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail*) – Adopté (p. 2797).

Art. 198 (*Infractions à la législation sur l'hygiène et la sécurité ayant provoqué la mort ou des blessures*) – Adopté (p. 2797).

Art. 199 (*Exclusion du régime de solidarité, à leur libération, des personnes condamnées pour certaines infractions*) – Adopté (p. 2797).

Art. 200 (*Dispositions du code pénal applicables aux conseils de prud'hommes*) (p. 2797) – Adopté après modification (p. 2818 ; précédemment réservé p. 2797).

Art. 201 (*Constatation par les inspecteurs du travail des infractions à la règle de l'égalité professionnelle*) – Adopté (p. 2797).

Art. 202 (*Délivrance d'attestations ou de certificats de complaisance aux voyageurs, représentants et placiers*) – Adopté (p. 2797).

Chapitre XXIII**Dispositions modifiant le code de l'urbanisme**

Art. 202 bis et 202 ter (*Obstacles mis à l'exercice du droit de visite*) – Adoptés après modification (p. 2797).

TITRE III**DISPOSITIONS MODIFIANT DES LOIS PARTICULIERES****Chapitre premier****Dispositions modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse**

Art. 203 (*Sanctions des infractions commises par voie de presse*) (p. 2797) – Adopté après modification (p. 2798).

Art. 204 (*Publicité des décisions de justice*) – Adopté après modification (p. 2798).

Art. 205 (*Provocations adressées à des militaires*) – Adopté (p. 2798).

Art. 206 (*Interdiction de reproduire des documents intéressant une procédure judiciaire*) – Adopté (p. 2798).

Art. 207 (*Publicité en faveur des mineurs délaissés*) – Adopté (p. 2799).

Chapitre II**Dispositions modifiant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante**

Art. 208 (*Régime du prononcé des peines*) – Adopté (p. 2799).

Art. 209 (*Cour d'assises des mineurs*) – Adopté (p. 2799).

Art. 210 (*Contraventions de la 5^e classe commises par les mineurs*) – Adopté (p. 2799).

Art. 211 (*Peines applicables aux mineurs*) (p. 2799) – Adopté après modification (p. 2800).

Art. 212 (*Contraventions des 1^{re} à 4^e classe commises par des mineurs*) – Adopté (p. 2800).

Chapitre III

Dispositions modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Art. 213 A (*Violation de l'obligation de secret par les membres et les agents de la CNIL*) – Adopté (p. 2800).

Art. 213 B (*Coordination*) et **Art. 213** (*Renvoi*) – Adoptés (p. 2800).

Art. 213 bis (*Répertoire national d'identification des personnes physiques*) – Adopté (p. 2800).

Art. 213 ter (*Entraves à l'action de la CNIL*) – Adopté après modification (p. 2800).

Art. 214 (*Abrogation*) – Adopté (p. 2800).

Chapitre IV

Dispositions modifiant la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 interdisant certains appareils de jeux

Art. 215 (*Intitulé de la loi du 12 juillet 1983*) – Adopté (p. 2801).

Art. 216 (*Infractions relatives aux jeux de hasard*) – Adopté après modification (p. 2802).

Chapitre V

Dispositions modifiant la loi 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises

Art. 217 (*Banqueroute*) – Adopté après modification (p. 2802).

Art. 218 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 2802).

Art. 219 (*Infractions autres que la banqueroute*) (p. 2802) – Adopté (p. 2803).

Chapitre VI

Dispositions modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication

Art. 220 A (*Activités incompatibles avec les fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel*) – Adopté (p. 2803).

Art. 220 (*Captation frauduleuse de programmes télédiffusés*) – Adopté (p. 2803).

Chapitre VII

Dispositions modifiant d'autres lois particulières

Art. 221 (*Prohibition des loteries*) – Adopté (p. 2803).

Après l'art. 221 (p. 2803).

Art. additionnel (*Funérailles et volonté du défunt*) – Adopté (p. 2804).

Art. 222 (*Jeux dans les cercles et les casinos des stations balnéaires thermales et climatiques*) – Adopté (p. 2804).

Art. 223 (*Exploitation d'un cercle de jeux sans autorisation*) – Adopté (p. 2804).

Art. 224 (*Prêt sur gage ou nantissement sans autorisation légale*) – Adopté (p. 2804).

Art. 225 (*Infractions à la législation sur l'informatique en matière de chèques et de cartes de paiement*) – Adopté (p. 2804).

Art. 226 (*Peine complémentaire sanctionnant les infractions à la législation sur les chèques et sur les cartes de paiement*) – Adopté (p. 2804).

Art. 227 (*Interdiction des pétitions à la barre des assemblées parlementaires*) – Adopté (p. 2804).

Art. 228 (*Faux témoignage et subornation de témoins devant les commissions d'enquête parlementaires*) – Adopté après modification (p. 2805).

Art. 229 (*Confiscation d'un fonds de commerce utilisé pour la prostitution*) – Adopté (p. 2805).

Art. 230 (*Détournement d'archives publiques*) – Adopté (p. 2805).

Art. 231 (*Usurpation de fonctions, de titres ou de signes par des personnes appartenant à des entreprises de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds*) – Adopté (p. 2805).

Art. 232 (*Entraves à l'action des inspecteurs ou agents de la répression des fraudes*) – Adopté après modification (p. 2805).

Art. 233 (*Dégradation des monuments et d'objets d'intérêt public*) – Adopté (p. 2805).

Art. 234 (*Dégradation des monuments naturels et des sites, des signes, bornes et repères*) – Adopté (p. 2805).

Art. 235 (*Vente aux mineurs de publications prohibées à proximité d'établissements scolaires*) – Adopté (p. 2805).

Art. 236 (*Abus de confiance de l'un des époux*) – Adopté (p. 2805).

Art. 237 (*Destruction de biens nantis pour faire échec aux droits du créancier*) – Adopté (p. 2805).

Art. 238 (*Détournement ou recel d'une épave maritime*) – Adopté (p. 2805).

Art. 239 (*Sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé*) – Adopté (p. 2805).

Art. 240 (*Monopole de négociation des sociétés de bourse*) – Adopté (p. 2805).

Art. 241 (*Mauvais traitements à animaux*) – Adopté après modification (p. 2806).

Art. 242 (*Centralisation de la documentation relative à la circulation routière*) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 243 (*Hausse ou baisse artificielle des prix par des personnes physiques*) – Adopté après modification (p. 2806).

Art. 243 bis et 243 ter (*Hausse ou baisse artificielle des prix par des personnes morales – Pratiques anti-concurrentielles*) – Adoptés (p. 2806).

Art. 244 (*Escroquerie aux warrants agricoles, hôteliers et pétroliers*) – Adopté (p. 2806).

Art. 245 (*Lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants*) (p. 2806) – Adopté (p. 2807).

Après l'art. 245 (p. 2807).

Art. additionnel (*Conséquences de l'insertion dans le livre IV du nouveau code pénal de l'infraction prévue à l'article 7 de la loi 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marché et soumettant la taxation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence*) – Adopté (p. 2807).

Art. 245 bis à 245 quater, 245 sexies à 245 décies, 245 duodécies, 245 quaterdécies à 245 quinvicies et 245 septemvicies (*Coordinations et adaptations*) – Adoptés (p. 2808).

Art. 245 quinquies (*Responsabilité pénale des personnes morales en cas d'atteintes à la législation sur le contrôle des pollutions atmosphériques*) – Adopté (p. 2807).

Art. 245 undecies (*Responsabilité pénale des personnes morales en cas d'infraction à la législation sur l'élimination des déchets*) – Adopté (p. 2807).

Art. 245 terdecies (*Responsabilité pénale des personnes morales en cas d'infraction à la législation sur les installations classées*) – Adopté (p. 2807).

Art. 245 vicies (*Adaptation*) – Supprimé (p. 2808).

Art. 245 sevicies (*Responsabilité pénale des personnes morales en cas d'infraction aux règles de protection du domaine public fluvial*) – Adopté (p. 2809).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 246 (*Suppression des peines minimales*) – Adopté (p. 2809).

Art. 247 (*Suppression des circonstances atténuantes*) – Adopté (p. 2809).

Art. 248 (*Transformation de la peine de réclusion ou de détention criminelle n'excédant pas dix ans en peine de dix ans d'emprisonnement*) – Adopté (p. 2809).

Art. 249 (*Maintien du caractère délictuel des infractions punies d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois*) – Adopté (p. 2809).

Art. 250 (*Taux des amendes contraventionnelles*) (p. 2809) – Adopté après modification (p. 2810).

Après l'art. 250 (p. 2810).

Art. additionnel (*Abrogation des textes de la nature législative postérieurs à l'entrée en vigueur de la Constitution prévoyant la récidive des contraventions des quatre premières classes*) – Adopté (p. 2810).

Art. 251 (*Amendes proportionnelles*) – Adopté après modification (p. 2810).

Art. 252 (*Délits frappés de peine d'amende*) (p. 2810) – Adopté après modification (p. 2811).

Art. 253 (*Interdiction des droits civiques, civils et de famille*) – Adopté (p. 2811).

Art. 254 (*Affichage*) – Adopté après modification (p. 2811).

Art. 255 (*Complicité*) – Adopté (p. 2811).

Art. 256 (*Secret professionnel*) – Adopté (p. 2811).

Art. 257 (*Usurpation de titres*) – Adopté (p. 2811).

Art. 258 (*Escroquerie*) – Adopté (p. 2811).

Art. 259 (*Interdictions, déchéances ou incapacités*) – Adopté après modification (p. 2811).

Art. 260 (*Régime transitoire de l'interdiction de séjour*) – Adopté (p. 2811).

Après l'art. 260 (p. 2811).

Art. additionnel (*Interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procurent cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction*) – Adopté (p. 2812).

Art. additionnel (*Mécanisme de confiscation*) – Adopté (p. 2812).

Art. additionnel (*Peine de placement sous surveillance judiciaire*) – Adopté (p. 2812).

Art. additionnel (*Confiscation du « corps du délit »*) – Adopté (p. 2812).

Art. additionnel (*Suspension du délai dans lequel le travail d'intérêt général doit être accompli en raison du service national ou de l'incarcération du condamné*) – Adopté (p. 2812).

Art. additionnel (*Mission de surveillance du mandataire désigné*) – Adopté (p. 2813).

Art. additionnel (*Sursis applicable aux personnes morales*) – Adopté (p. 2813).

Art. additionnel (*Infraction en concours*) – Adopté (p. 2813).

Art. additionnel (*Droit de grâce*) – Adopté (p. 2813).

Art. additionnel (*Révocation du sursis avec mise à l'épreuve*) – Adopté (p. 2813).

Art. additionnel (*Révocation pour des infractions commises avant que la condamnation assortie du sursis ait acquis un caractère définitif*) – Adopté (p. 2814).

Art. additionnel (*Recouvrement de l'amende après le décès du condamné ou la dissolution de la personne morale*) – Adopté (p. 2814).

Art. additionnel (*Rectification rédactionnelle*) – Adopté (p. 2814).

Art. additionnel (*Blanchiment des fonds issus du trafic de stupéfiants*) – Adopté (p. 2815).

Art. additionnel (*Sécurité d'un aéronef en vol ou d'un navire en mer*) – Adopté (p. 2815).

Art. additionnel (*Destructions et dégradations dangereuses*) – Adopté (p. 2815).

Art. additionnel (*Confiscation pour infraction d'atteinte à la vie privée*) – Adopté (p. 2815).

Art. additionnel (*Mise en péril des institutions de la République*) – Adopté (p. 2816).

Art. additionnel (*Diffusion de la condamnation d'un fonctionnaire coupable d'actes discriminatoires*) – Adopté (p. 2816).

Art. additionnel (*Incrimination de délits de justice*) – Adopté (p. 2817).

Art. 261 (*Abrogations*) – Adopté (p. 2818).

Art. 262 (*Entrée en vigueur*) (p. 2818) – Adopté après modification (p. 2819).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2823, 2824) : *M. Robert Pagès*.

Adoption (21 octobre 1992) (p. 2824).

Discussion (commission mixte paritaire)

(9 décembre 1992) (p. 3788, 3813).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3788, 3794) : *MM. Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Bernard Laurent, rapporteur de la commission mixte paritaire.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3794, 3813)

Art. 1 à 7, 8, 12 à 14, 17 (p. 3794).

Art. 23, 28, 29 bis, 30, 33, 35 à 37, 40 bis, 41, 50 bis, 52, 52 bis, 54 (p. 3795).

Art. 56, 59, 62, 64 (p. 3796).

Art. 65, 67, 68 (p. 3797).

Art. 69, 70, 71, 73 (p. 3798).

Art. 74, 76, 78, 80 à 83 bis, 85, 87, 88, 90, 92, 95, 97 à 99 (p. 3799).

Art. 99 bis, 101, 102, 103 A, 103 B, 103 B bis (p. 3800).

Art. 103 D A, 103, 103 bis, 104 bis, 104 ter, 105, 105 ter, 106, 110 bis A, 110 bis, 110 ter (p. 3801).

Art. 110 quater à 115, 117, 118, 121 A à 123, 126 à 127 bis (p. 3802).

Art. 131 A à 132, 135, 141 à 143, 145, 149 à 152, 155 (p. 3803).

Art. 157, 159, 162, 163 bis, 163 ter, 163 quater, 165 bis, 165 ter, 166 à 168 (p. 3804).

Art. 169 et 170, 172 à 175, 177, 179, 180 (p. 3805).

Art. 184 à 186, 188 à 190, 193 à 200 (p. 3806).

Art. 202 bis à 204, 207, 211, 213, 213 ter, 216 (p. 3807).

Art. 217 à 219, 221 bis, 224 à 226 (p. 3808).

Art. 228 à 234, 236 à 241, 243 à 243 ter (p. 3809).

Art. 244 à 245 sexies, 245 octies à 245 duodevices (p. 3810).

Art. 245 vices (p. 3811) – Supprimé par la C.M.P..

Art. 245 quatorvices à 245 sevices, 250 à 259, 260 bis A à 260 bis C (p. 3811).

Art. 260 bis à 260 duodevices (p. 3812).

Art. 260 undevices à 260 quinvices, 262 (p. 3813).

Adoption (9 décembre 1992) (p. 3813).

Code rural

I. – **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Mermez, ministre de l'agriculture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 – 5 mars 1992) [n° 263 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (3 juin 1992) [n° 380 (91-92)] – Discussion (14 octobre 1992) – Adoption (14 octobre 1992) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1992) [n° 2974 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Estève (18 novembre 1992) [n° 3041 (92-93)] – Discussion (27 novembre 1992) – Adoption (27 novembre 1992) [n° 737].

PROMULGATION : loi n° 92-1283 du 11 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 12 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1992) (p. 2615, 2666).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2615, 2618) : MM. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Louis Minetti.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2618, 2655) : MM. Alain Pluchet, rapporteur ; Jean-Pierre Soisson, ministre ; Gérard Del-fau, Louis Minetti.

Avant l'art. 1^{er} (p. 2618).

Art. additionnel (Abrogation) (p. 2618) – Adopté (p. 2618).

Art. 1^{er} (Livre premier (nouveau) du code rural intitulé « L'aménagement et l'équipement de l'espace rural ») (p. 2618).

TITRE PREMIER : LE DEVELOPPEMENT ET L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE RURAL.

ART. L. 111-1 et L. 111-2 DU CODE RURAL – Adoptés (p. 2619).

Chapitre II : L'aménagement rural.

ART. L. 112-1 à L. 112-3 – Adoptés (p. 2619).

ART. L. 112-4 (Charte intercommunale de développement et d'aménagement) – Adopté après modification (p. 2619).

ART. L. 112-5 (Parc naturel régional) – Adopté après modification (p. 2620).

ART. L. 112-6 à L. 112-15 – Adoptés (p. 2621).

Chapitre III : L'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées.

ART. L. 113-1 – Adopté (p. 2621).

ART. L. 113-2 (Mise en valeur pastorale et zones d'application de dispositions spécifiques) – Adopté après modification (p. 2621).

ART. L. 113-3 (Groupements pastoraux) – Adopté après modification (p. 2622).

ART. L. 113-4 – Adopté (p. 2622).

ART. L. 113-5 (Zones d'application de dispositions spécifiques) – Adopté après modification (p. 2622).

ART. L. 113-6 (Décret en Conseil d'Etat) – Supprimé (p. 2622).

TITRE II : L'AMENAGEMENT FONCIER RURAL.

Chapitre premier : Dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier.

ART. L. 121-1 – Adopté (p. 2623).

ART. L. 121-2 (Commission communale d'aménagement foncier) – Adopté après modification (p. 2623).

ART. L. 121-3 à L. 121-24 – Adoptés (p. 2623, 2627).

Chapitre II : La réorganisation foncière.

ART. L. 122-1 à L. 122-6 – Adoptés (p. 2627).

ART. L. 122-7 (Réclamations portées devant la commission communale d'aménagement foncier) – Adopté après modification (p. 2627).

ART. L. 122-8 à L. 122-12 – Adoptés (p. 2628).

Chapitre III : Le remembrement rural.

ART. L. 123-1 et L. 123-2 – Adoptés (p. 2628).

ART. L. 123-3 (Fonds devant, en cas de remembrement, être restitués à leur propriétaire) – Adopté après modification (p. 2629).

ART. L. 123-4 à L. 123-18 – Adoptés (p. 2629, 2630).

ART. L. 123-19 (Attribution des terres dans la surface affectée à l'urbanisation) – Adopté après modification (p. 2631).

ART. L. 123-20 à L. 123-33 – Adoptés (p. 2631, 2632).

ART. L. 123-34 (Incessibilité des droits de plantation) – Adopté après modification (p. 2632).

ART. L. 123-35 – Adopté (p. 2632).

Chapitre IV : Les échanges d'immeubles ruraux.

ART. L. 124-1 et L. 124-2 – Adoptés (p. 2632).

ART. L. 124-3 (Echange d'immeubles ruraux ; arbitrage de la commission départementale) – Adopté après modification (p. 2633).

ART. L. 124-4 – Adopté (p. 2633).

ART. L. 124-5 (Cessibilité d'un droit de plantation de vignes dans le cas d'un transfert de propriété résultant d'un échange amiable) – Adopté après modification (p. 2633).

ART. L. 124-6 – Adopté (p. 2633).

Chapitre V : La mise en valeur de terres incultes ou manifestement sous-exploitées.

ART. L. 125-1 à L. 125-9 – Adoptés (p. 2634, 2636).

ART. L. 125-10 (Information des propriétaires) – Adopté après modification (p. 2635).

ART. L. 125-11 – Adopté (p. 2635).

ART. L. 125-12 (Contestations relatives à l'état d'inculture) – Adopté après modification (p. 2635).

ART. L. 125-13 à L. 125-15 – Adoptés (p. 2635).

Chapitre VI : L'aménagement agricole et forestier.

ART. L. 126-1 (Aménagement agricole et forestier) – Adopté après modification (p. 2636).

ART. L. 126-2 (Mesures spécifiques dans certains périmètres) – Adopté après modification (p. 2636).

ART. L. 126-3 (Apport d'un immeuble à un groupement forestier) – Adopté après modification (p. 2637).

ART. L. 126-4 à L. 126-6 – Adoptés (p. 2637).

Chapitre VII : Dispositions diverses et communes.

ART. L. 127-1 à L. 127-3 – Adoptés (p. 2637, 2638).

Chapitre VIII : Dispositions particulières à certaines collectivités territoriales.

ART. L. 128-1 à L. 128-12 – Adoptés (p. 2638, 2639).

Section IV : Dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon – Supprimée (p. 2639).

ART. L. 128-13 – Supprimé (p. 2639).

Chapitre IX : Partage des terres vaines et vagues de Bretagne – Supprimé (p. 2639).

ART. L. 129-1 à L. 129-6 – Supprimés (p. 2640).

TITRE III : LES ASSOCIATIONS FONCIERES.

ART. L. 131-1 à L. 132-3 (*Chapitres I et II*) – Adoptés (p. 2641).

Chapitre III : Les associations foncières de remembrement.

ART. L. 133-1 à L. 133-4 – Adoptés (p. 2641).

ART. L. 133-5 (*Travaux effectués par les associations foncières de remembrement*) – Adopté après modification (p. 2642).

ART. L. 133-6 – Adoptés (p. 2642).

Chapitre IV : Les associations foncières d'aménagement agricole et forestier.

ART. L. 134-1 à L. 144-4 – Adoptés (p. 2642).

Chapitre V : Les associations foncières pastorales.

ART. L. 135-1 à L. 135-9 – Adoptés (p. 2643).

ART. L. 135-10 (*Cantonement des droits de jouissance*) – Adopté après modification (p. 2643).

ART. L. 135-11 et L. 135-12 – Adoptés (p. 2644).

TITRE IV : LES SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER D'ÉTABLISSEMENT RURAL.

Chapitre premier : Missions et fonctionnement.

ART. L. 141-1 à L. 142-8 – Adoptés (p. 2645, 2647).

Chapitre III : Droit de préemption.

ART. L. 143-1 à L. 143-9 – Adoptés (p. 2647, 2648).

ART. L. 143-10 (*Fixation du prix en cas de préemption*) – Adopté après modification (p. 2649).

ART. L. 143-11 à L. 143-15 – Adoptés (p. 2649).

Chapitre IV : Dispositions particulières.

Nouvel intitulé (*Dispositions particulières aux départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 2649).

ART. L. 144-1 à L. 144-5 – Adoptés (p. 2650).

Section II : Dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon – ART. L. 144-6 – Supprimés (p. 2650).

TITRE V : LES ÉQUIPEMENTS ET LES TRAVAUX DE MISE EN VALEUR.

Chapitre premier : Les travaux ou ouvrages.

ART. L. 151-1 à L. 151-4 – Adoptés (p. 2651).

ART. L. 151-5 (*Évaluation de la plus-value*) – Adopté après modification (p. 2651).

ART. L. 151-6 (*Cotisations afférentes à chaque fond*) – Adopté après modification (p. 2651).

ART. L. 151-7 à L. 151-18 – Adoptés (p. 2651, 2653).

ART. L. 151-19 (*Estimation de la valeur des fonds*) – Adopté après modification (p. 2653).

ART. L. 151-20 à L. 151-35 – Adoptés (p. 2653, 2654).

Section III : Les travaux exécutés par les personnes morales autre que l'État.

Nouvel intitulé de la sous-section I (*Travaux prescrits ou exécutés par les départements, les communes, leurs groupements et des syndicats mixtes ainsi que par les concessionnaires de ces collectivités*) – Adopté (p. 2654).

ART. L. 151-36 à L. 151-41 – Adoptés (p. 2654, 2655).

ART. L. 151-42 à L. 151-47 (*Travaux pour l'utilisation des eaux d'irrigation*) – Supprimés (p. 2655, 2657).

Section IV et ART. L. 151-48 (*Dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Supprimés (p. 2657).

Chapitre II : Les servitudes.

ART. L. 152-1 à L. 152-7 – Adoptés (p. 2658).

ART. L. 152-8 (*Construction dans les zones soumises aux servitudes de passage des engins mécaniques et de dépôts pour l'entretien des canaux d'irrigation*) – Adopté après modification (p. 2658).

ART. L. 152-9 à L. 152-13 – Adoptés (p. 2658).

ART. L. 152-14 et L. 152-15 (*Servitudes dites d'aqueduc*) – Adoptés après modification (p. 2658, 2659).

ART. L. 152-16 à L. 152-19 – Adoptés (p. 2659).

ART. L. 152-20 (*Servitudes d'écoulement*) – Adopté après modification (p. 2659).

ART. L. 152-21 à L. 152-23 – Adoptés (p. 2660).

Section VIII et ART. L. 152-24 (*Dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Supprimés (p. 2660).

Chapitre III : Opérations particulières – Supprimé (p. 2660).

Section I et ART. L. 153-1 (*La suppression des étangs insalubres*) – Supprimés (p. 2660).

Section II et ART. L. 153-2 à L. 153-5 (*Les travaux de mise en valeur de marais et de terres incultes appartenant aux communes*) – Supprimés (p. 2661).

TITRE VI : LES CHEMINS RURAUX ET LES CHEMINS D'EXPLOITATION.

Chapitre premier : Les chemins ruraux.

ART. L. 161-1 à L. 161-13 – Adoptés (p. 2661, 2662).

ART. L. 161-14 (*Dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Supprimé (p. 2662).

Chapitre II : Les chemins et les sentiers d'exploitation.

ART. L. 162-1 (*Chemins et sentiers d'exploitation*) – Adopté après modification (p. 2662).

ART. L. 162-2 à L. 162-5 – Adoptés (p. 2662).

ART. L. 162-6 (*Dispositions applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Supprimé (p. 2663).

Chapitre III : Dispositions communes.

ART. L. 163-1 – Adopté (p. 2663).

– L'article premier et les dispositions annexées, modifiées, sont adoptés (p. 2663).

Art. 2 (*Coordination*) – Adopté (p. 2663).

Art. 3 (*Modification de dispositions d'autres codes reproduites*) – Adopté après modification (p. 2663).

Art. 4 (*Abrogation*) – Adopté après modification (p. 2664).

Art. 5 – Adopté (p. 2664).

Après l'art. 5 (p. 2664).

Art. additionnel (*codification de dispositions abrogées*) – Adopté (p. 2664).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2665, 2666) : MM. Aubert Garcia, Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Louis Minetti ; intervention de M. Jean-Pierre Soisson, ministre.

Adoption (14 octobre 1992) (p. 2666).

Collectivités territoriales

Voir *Arts et spectacles*, 1
Lois de finances, 2
Parlement, 4
Rappels au règlement, 5
Rapports d'information, 21
Tourisme, 3
Vie politique et sociale, 2

1. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative**

aux lois de finances afin de permettre le dépôt au Trésor ou dans un établissement financier des disponibilités des collectivités territoriales et des établissements publics, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur (25 octobre 1990) [n° 58 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par son auteur le 28 avril 1992.

2. – **Proposition de loi portant modification de l'article 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Gerbaud, sénateur (30 octobre 1990) [n° 63 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 17 avril 1992.

3. – **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (27 août 1990) [n° 1581 (89-90)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Christian Pierret (20 décembre 1990) [n° 1888 (90-91)] – Discussion (25, 26, 27, 28 mars, 2, 4, 5, 8 avril 1991) – Adoption (8 avril 1991) [n° 458].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 avril 1991) [n° 269 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Paul Graziani (5 juin 1991) [n° 358 (90-91)] – Avis de M. Paul Girod (7 juin 1991) [n° 364 (90-91)] – Discussion (11, 12, 13, 14 juin, 2, 3 juillet 1991) – (Voir Table thématique 1991 – Collectivités territoriales 3) – Adoption (3 juillet 1991) [n° 156].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 juillet 1991) [n° 2204 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Pierret (26 novembre 1991) [n° 2380 (91-92)] – Discussion (28, 29, 30 novembre 1991) – Adoption (30 novembre 1991) [n° 545].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 décembre 1991) [n° 117 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Paul Graziani (8 janvier 1992) [n° 230 (91-92)] – Avis de M. Paul Girod (8 janvier 1992) [n° 231 (91-92)] – Avis de M. Jean Faure (8 janvier 1992) [n° 232 (91-92)] – Discussion (9, 10, 14 janvier 1992) – Adoption (14 janvier 1992) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (14 janvier 1992) [n° 2541 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret (17 janvier 1992) [n° 2545 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Graziani (20 janvier 1992) [n° 242 (91-92)] – Eché.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (14 janvier 1992) [n° 2541 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Christian Pierret (17 janvier 1992) [n° 2546 (91-92)] – Discussion (21, 22 janvier 1992) – Adoption (22 janvier 1992) [n° 617].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 janvier 1992) [n° 245 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Paul Graziani – Discussion (23 janvier 1992) – Adoption (23 janvier 1992) [n° 100].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 janvier 1992) [n° 2558 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Christian Pierret (23 janvier 1992) [n° 2559 (91-92)] – Discussion (23 janvier 1992) – Adoption (23 janvier 1992) [n° 619].

PROMULGATION : Loi n° 92-125 du 6 février 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 8 février 1992) – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 12 mai 1992).

Discussion (deuxième lecture)

(9 janvier 1992) (p. 14, 65) ; (10 janvier 1992) (p. 75, 133) ; (14 janvier 1992) (p. 140, 160).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 14, 39) : *MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire*

d'Etat aux collectivités locales ; Paul Graziani, rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. René Régnault, Jean Roger, Jean-Pierre Fourcade, Jean Huchon, Ivan Renar.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 39, 65 ; 75, 133 ; 140, 159) : *MM. Paul Graziani, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. René Régnault, Louis Minetti, Christian Bonnet, Michel Dreyfus-Schmidt – MM. Paul Girod, rapporteur pour avis ; Robert Vizet, Emmanuel Hamel, Jean Faure, rapporteur pour avis ; Jean-Pierre Fourcade, Philippe de Gaulle – MM. Michel Souplet, René-Georges Laurin, Jacques Machet, Mme Maryse Bergé-Lavigne.*

Art. 1^{er} (p. 50) – Supprimé (p. 51).

TITRE 1^{er}

DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ETAT

Art. 2, art. 2 bis, art. 3 (p. 51, 52) – Supprimés (p. 52).

Art. 4 (p. 52) – Adopté après modification (p. 53).

Art. 5 – Supprimé (p. 53).

Art. 5 bis – Adopté après modification (p. 53).

Art. 6 (p. 53) – Adopté après modification (p. 54).

Art. 6 bis – Supprimé (p. 54).

Art. 6 ter – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 54).

TITRE 1^{er} BIS

Art. 6 quater (p. 54) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE II

DE LA DEMOCRATIE LOCALE

Art. 7 (p. 55) – Supprimé (p. 56).

Chapitre 1^{er} bis

De l'information des habitants sur les affaires locales

Art. 8 (p. 56) – Adopté après modification (p. 57).

Art. 9 (p. 57) – Adopté après modification (p. 59).

Art. 10 – Adopté après modification (p. 60).

Art. 11 – Adopté après modification (p. 60).

Art. 11 bis (p. 60) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 12 – Adopté après modification (p. 60).

Art. 12 bis (p. 60) – Adopté après modification.

Art. 13 – Adopté après modification (p. 61).

Art. 14 (p. 61) – Adopté après modification (p. 62).

Art. 15 – Adopté après modification (p. 62).

Chapitre 2

De la participation des habitants à la vie locale

Art. 16 (p. 62).

ART. L 125-1 DU CODE DES COMMUNES – Adopté après modification (p. 65).

ART. L. 125-2 (p. 106) – Adopté après modification (p. 107).

ART. L. 125-3 – Adopté (p. 107).

ART. L. 125-7 (p. 107) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. L. 125-8 – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 107).

Art. 16 bis (p. 107) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 108).

Art. 17 et 18 bis (*Dénomination des comités économiques et sociaux*) – Supprimés (p. 108).

Art. 19 (p. 108) – Adopté après modification (p. 109).

Art. 20 – Supprimé (p. 109).

Art. 21 (*Art. L. 318-1 à L. 318-3 du code des communes*) (p. 109).

ART. L. 318-1 (*Annexes mobiles de la mairie*) – Supprimé (p. 109).

ART. L. 318-2 (*Utilisation des locaux communaux par les associations, les syndicats, les partis politiques*) – Adopté après modification (p. 110).

ART. L. 318-3 (*Local pour les conseillers municipaux minoritaires*) – Supprimé (p. 110).

– L'article 21 est adopté après modification (p. 110).

Chapitre III

Des droits des élus au sein des assemblées locales

Art. 23 – Adopté après modification (p. 111).

Art. 24 (p. 111) – Adopté après modification (p. 112).

Art. 25 – Adopté après modification (p. 112).

Art. 26, art. 26 bis, art. 26 ter, art. 26 quater (*Composition du bureau d'adjudication et des commissions d'appel d'offres, des communes et des départements et des régions*) – Supprimés (p. 112 à 114).

Art. 26 quinques (*Application des dispositions relatives aux droits des élus aux établissements publics de coopération intercommunales et aux syndicats mixtes*) – Adopté après modification (p. 114).

Art. 27 et 28 – Supprimés (p. 115, 116).

Art. 29 – Adopté après modification (p. 116).

Art. 30 (p. 116) – Supprimé (p. 117).

Art. 30 bis (p. 117) – Adopté après modification (p. 118).

Chapitre IV

Du contrôle a posteriori des actes des collectivités locales

Art. 31 bis (p. 118) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 119).

Art. 32 bis (*Conséquences du règlement du budget d'une commune par le préfet*) – Adopté après modification (p. 119).

Art. 32 ter (*Sanctions de la non-transmission du compte administratif*) – Adopté (p. 119).

Art. 33 (p. 119) – Adopté après modification (p. 120).

Art. 33 bis A (*Modification des délais en matière budgétaire*) – Supprimé (p. 120).

Art. 33 bis (*Droit pour tous les élus d'assister aux adjudications et aux choix des offres*) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 120).

Art. 34 bis (*Présentation des dépenses d'investissement des communes et des départements sous forme d'autorisations de programmes et de crédits de paiement*) et **34 ter** (*comptabilité de l'engagement des dépenses*) – Adoptés (p. 121).

Chapitre V

De l'institut des collectivités territoriales et des services publics locaux

Nouvel intitulé : « de la délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation » – Adopté (p. 121).

Art. 36 (p. 121) – Adopté après modification (p. 122).

TITRE II BIS

DE LA REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LES COMMUNES, LES DEPARTEMENTS, LES REGIONS ET L'ETAT

Division Titre II bis et son intitulé – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 122).

Avant le chapitre I^{er} (p. 122).

Division additionnelle (Chapitre 1er A : Des principes de transferts de compétence et de charges) – Adoptée (p. 122).

Art. additionnel (Participation des collectivités territoriales) – Adopté (p. 122).

Chapitre I^{er}

De la décentralisation de l'enseignement supérieur

Avant l'art. 36 bis, Art. 36 bis à art. 36 quinques – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 123 à 126).

Après l'art. 36 quinques.

Art. additionnel (Compensation du transfert de compétence aux régions en matière d'enseignement supérieur) – Adopté (p. 126).

Art. 36 sexies à 36 nonies (p. 126) – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 126, 127).

Chapitre II

Dispositions diverses

Avant l'art. 36 decies (p. 127).

Division (Chapitre II – Dispositions diverses) – Supprimée par l'Assemblée nationale et rétablie par le Sénat (p. 127).

Art. 36 decies (*Contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissements des établissements d'enseignement privé sous contrat*) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 127).

Art. 36 quindecies (*Pouvoir de police municipale à Paris*) et **36 duodecies** (*Instruction aux règlements de police applicables dans les parcs et jardins départementaux*) – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 128, 129).

Art. 36 terdecies (*Commission départementale des sites et paysages littoraux*) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 129).

TITRE III

DE LA COOPERATION LOCALE

Chapitre I^{er}

De la coopération inter-régionale

Division et son intitulé – Supprimés (p. 129).

Art. 37 à 46 – Supprimés (p. 130 à 132).

Art. 46 bis (p. 132) – Supprimé (p. 133).

Chapitre I^{er} bis

De la coopération inter-départementale

Division et son intitulé – Supprimés (p. 140).

Art. 48 (p. 140) – Adopté après modification (p. 141).

Art. 49 (p. 141) – Adopté après modification (p. 142).

Art. 50 (p. 143) – Adopté après modification (p. 145).

Art. 50 bis et 50 ter (p. 145, 146) – Supprimés (p. 146).

Chapitre III

Des communautés de communes

(priorité ordonnée ; 9 janvier 1992, p. 39)

Nouvel intitulé : « Des districts » – Adopté.

Art. 53 (p. 40) – Supprimé (p. 41).

Art. 53 bis à 53 undecies – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 41 à 44).

Chapitre IV

Des communautés de ville

(priorité ordonnée ; 9 janvier 1992 ; p. 39)

Nouvel intitulé : « Des communautés urbaines » – Adopté (p. 44).

Art. 54 B (*Règles de fonctionnement des communautés urbaines*) – Supprimé (p. 44).

Art. 54 (p. 44) – Supprimé (p. 46).

Art. 54 bis A (*Nombre de vice-présidents d'une communauté urbaine*) – Supprimé (p. 46).

Art. 54 bis A, 54 quaterdecies (*Régime des communautés urbaines*) (p. 46 à 50) – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 47 à 50).

Chapitre V

Dispositions diverses

Art. 56 bis A A (*Nombre des vice-présidents de conseil général ou régional*) (p. 146) – Adopté après modification (p. 147).

Après l'**art. 56 bis A A** (p. 147).

Art. additionnel (*Retrait du président lors du vote des comptes administratifs dans les conseils généraux et régionaux*) – Adopté (p. 147).

Art. 56 bis A B (*Délégation d'attribution du conseil d'une communauté urbaine à son bureau*) – **Art. 56 bis A C** (*Transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non dotée d'une fiscalité propre*) – Supprimés (p. 147).

Art. 56 bis A (p. 148) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 56 bis B (*Promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité*) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 148).

Avant l'**art. 56 bis** (p. 148).

Art. additionnel (*Situation du président de chambre d'agriculture à l'échelon national démissionnaire de ses responsabilités départementales ou régionales*) – Adopté (p. 149).

Art. 56 bis et 56 ter – Supprimés (p. 149).

Art. 56 quater – Adopté après modification (p. 150).

Art. 56 quinquies à 56 octies – Supprimés (p. 150).

Art. 56 nonies (p. 150) – Adopté (p. 153).

Art. 56 undecies et 56 duodecies – Supprimés (p. 153).

Art. 56 terdecies (p. 153) – Adopté après modification (p. 154).

Après l'**art. 56 terdecies** (p. 154).

Art. additionnel (*Harmonisation des dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale auprès des parlementaires avec celles relatives au personnel de la fonction publique hospitalière*) – Adopté (p. 154).

Art. 56 quaterdecies (p. 154) – Supprimé (p. 155).

Art. 56 quindécies (*Statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne*) et **56 sedecies** (*suppression de section électorale dans les communes de 3 500 à 30 000 habitants*) – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 155).

Art. 56 septemdecies (*Route express de l'agglomération lyonnaise*) (p. 155) – Rejeté (p. 157).

Après l'**art. 56 septemdecies** (p. 157).

Art. additionnel (*Régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux*) – Adopté (p. 159).

Chapitre VI

Dispositions fiscales et financières

(priorité ordonnée, 9 janvier 1992 ; p. 39)

Art. 57 – Adopté après modification (10 janvier 1992 ; p. 75).

Art. 57 bis A (*Prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de taxe professionnelle*) – Adopté après modification (p. 79).

Art. 57 bis – Supprimé (p. 79).

Art. 58 (p. 79) – Adopté après modification (p. 80).

Art. 59 – Supprimé (p. 80).

Art. 59 bis (p. 80) – Adopté après modification (p. 81).

Art. 59 ter (*Recettes des districts*), **Art. 59 ter B** (*Recettes des communautés de communes et des communautés de ville*) – **Art. 59 ter et 59 quater** – Supprimés (p. 81, 82).

Art. 61 – Supprimé (p. 82).

Art. 61 bis (*Validation législative du versement des transports en commun dans l'île de la Réunion*) (p. 82) – Rejeté (p. 83).

Art. 62 – Adopté après modification (p. 83).

Art. 63 (p. 83) – Adopté après modification (p. 85).

Art. 63 bis A et 63 bis B (*Prélèvement sur les communes et groupements de communes au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, FNPTP*) – Supprimés (p. 85, 86).

Art. 63 bis C (*Rapport au parlement sur la réforme du FNPTP*) – Adopté après modification (p. 86).

Art. 63 ter (*Exercice du droit d'option pour la deuxième part de la dotation globale d'équipement, DGE*) – Adopté après modification (p. 88).

Art. 63 quater (*Equilibrage des deux parts de la DGE*) – Adopté (p. 88).

Art. 63 quinquies (*Majoration de la première part de la DGE*) (p. 88) – Supprimé (p. 89).

Art. 64 – Supprimé (p. 89).

Après l'**art. 64** (p. 89).

Art. additionnel (*dispositif de mutualisation de taxe professionnelle à l'intérieur des groupements à fiscalité propre*) – Adopté (p. 90).

Art. 64 bis A (*Eligibilité au FNPTP des communes ayant connu une diminution de leur attribution au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle*) – Adopté (p. 90).

Après l'**art. 64 bis A** (p. 90).

Art. additionnel (*régime d'écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle des communes membres d'un district*) – Adopté (p. 91).

Art. 64 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 91).

Après l'**art. 64 bis** (p. 90).

Art. additionnel (*révision du mode de calcul de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) – Adopté (p. 95).

Art. 64 ter (*Majoration de la dotation de compensation au profit de certaines communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 95) – Adopté (p. 96).

Chapitre VII

Du développement et de la solidarité en milieu rural

(priorité ordonnée, 9 janvier 1992 ; p. 39)

Art. 64 quater (*Du développement de la solidarité en milieu rural*) (p. 96) – Adopté (p. 98).

Art. 64 quinquies (*Ressources du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle*) – Adopté (p. 98).

Art. 64 sexies (*Création de la dotation du développement rural*) (p. 98) – Adopté après modification (p. 106).

Art. 64 septies à 64 nonies (*Mesures de coordination*) – Adoptés (p. 106).

Art. 64 decies (*Quote-part de la dotation de développement rural en faveur des communes et groupements des territoires d'outre-mer et de Mayotte*) – Adopté après modification (p. 106).

TITRE IV

DE LA COOPERATION DECENTRALISEE

Art. 65 – Adopté (p. 159).

Art. 66 – Supprimé (p. 159).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 159, 160) : *MM. Robert Vizet, René Régnauld, Jacques Habert ; intervention de MM. Paul Graziani, rapporteur et Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat.*

Adoption (14 janvier 1992) (p. 160).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 janvier 1992) (p. 407, 465).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 407, 411) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Lucien Lanier, en remplacement de M. Paul Graziani, rapporteur de la commission des lois ; René Régnauld, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 411, 465) : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Lucien Lanier, en remplacement du rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Mme Paulette Fost, MM. Jean-Claude Gaudin, Robert-Paul Vigouroux, Gérard Larcher, Jean Faure, René Régnauld, Emmanuel Hamel, Jean-Eric Bousch.*

Art. 1^{er} – Supprimé (p. 412).

TITRE I^{er}

DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ETAT

Art. 2, 2 bis et 3 – Supprimés (p. 412).

Art. 4 – Adopté après modification (p. 412).

Art. 5 – Supprimé (p. 412).

Art. 5 bis et 6 – Adoptés après modification (p. 413).

Art. 6 bis – Supprimé (p. 413).

Art. 6 ter – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 413).

TITRE II

DE LA DEMOCRATIE LOCALE

Art. 7 – Supprimé (p. 413).

Chapitre I^{er} bis

De l'information des habitants sur les affaires locales

Art. 8, 9, 10, 11, 12, 12 bis, 13, 14 et 15 – Adoptés après modification (p. 413 à 417).

Chapitre II

De la participation des habitants à la vie locale

Art. 16 (p. 417).

INTITULE DU CHAPITRE V DU TITRE II DU LIVRE IER DU CODE DES COMMUNES – Adopté après modification (p. 417).

ART. L. 125-1 DU CODE DES COMMUNES – Adopté après modification (p. 417).

ART. L. 125-2 – Adopté après modification (p. 417).

– L'article 16 est adopté après modification (p. 417).

Art. 16 bis (p. 417) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 418).

Art. 17 et 18 bis – Supprimés (p. 418).

Art. 19 – Adopté après modification (p. 418).

Art. 20 (p. 418) – Supprimé (p. 419).

Art. 21 (p. 419).

ART. L. 318-1 DU CODE DES COMMUNES – Supprimé (p. 419).

ART. L. 318-2 – Adopté après modification (p. 419).

ART. L. 318-3 – Supprimé (p. 419).

– L'article 21 est adopté après modification (p. 419).

Chapitre III

Des droits des élus au sein des assemblées locales

Art. 23 – Adopté après modification (p. 419).

Art. 24 – Adopté après modification (p. 420).

Art. 25 – Adopté après modification (p. 420).

Art. 26, 26 bis, 26 ter et 26 quater – Supprimés (p. 420, 421).

Art. 26 quinquies – Adopté après modification (p. 421).

Art. 27 et 28 – Supprimés (p. 421, 422).

Art. 29 – Adopté après modification (p. 422).

Art. 29 bis – Adopté (p. 422).

Art. 30 – Supprimé (p. 422).

Art. 30 bis (p. 422) – Adopté après modification (p. 423).

Chapitre IV

Du contrôle a posteriori des actes des collectivités locales

Art. 31 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 423).

Art. 32 bis et 33 (p. 423) – Adopté après modification (p. 423, 424).

Art. 33 bis A – Supprimé (p. 424).

Art. 33 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 424).

Chapitre V

De l'institut des collectivités territoriales et des services publics locaux

Nouvel intitulé : « De la délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation » – Adopté (p. 424).

Art. 36 – Adopté après modification (p. 425).

TITRE II BIS

DE LA REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE COMMUNES, LES DEPARTEMENTS, LES REGIONS ET L'ETAT

Division titre II bis et son intitulé – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 425).

Chapitre I^{er} A

Des principes des transferts de compétence et de charge

Avant l'art. 36 bis A (p. 426).

Division chapitre Ier A et son intitulé – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 426).

Art. 36 bis A – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 426).

Chapitre I^{er}

De la décentralisation de l'enseignement supérieur

Avant l'art. 36 bis.

Division chapitre Ier et son intitulé – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 426).

Art. 36 bis à 36 nonies – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 426, 427).

Chapitre II

Dispositions diverses

Avant l'art. 36 decies.

Division chapitre II et son intitulé – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 428).

Art. 36 decies à 36 terdecies – Adoptés après modification (p. 428).

TITRE III

DE LA COOPERATION LOCALE

Chapitre I^{er}

De la coopération interrégionale

Avant l'art. 37 (p. 428).

Division chapitre Ier et son intitulé – Supprimés (p. 429).

AArt. 37 à 46 bis – Supprimés (p. 429, 431).

Chapitre I^{er} bis

De la coopération inter-départementale

Avant l'art. 46 ter.

Division chapitre Ier bis et son intitulé – Supprimés (p. 431).

Art. 46 ter – Supprimé (p. 431).

Chapitre II

De la concertation relative à la coopération inter-communale

Art. 48 (p. 431) – Adopté après modification (p. 432).

Art. 49 (p. 432) – Adopté après modification (p. 433).

Art. 50 (p. 433) – Adopté après modification (p. 434).

Art. 50 bis et 50 ter – Supprimés (p. 434).

Chapitre III

Des communautés de communes

Nouvel intitulé : « des districts » – Adopté (p. 434).

Art. 53 (p. 434) – Supprimé (p. 435).

Art. 53 bis à 53 septies – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 435, 436).

Art. 53 octies à 53 undecies – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 440, 441).

Chapitre IV

Des communautés de ville

Nouvel intitulé : « des communautés urbaines » – Adopté (p. 441).

Art. 54 B A et 54 – Supprimés (p. 441, 442).

Art. 54 bis à 54 quaterdecies – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 442, 445).

Chapitre V

Dispositions diverses

Art. 56 bis A A A et 56 bis A A B – Supprimés (p. 445).

Art. 56 bis A A – Adopté après modification (p. 449).

Art. 56 bis A B A – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 449).

Art. 56 bis A C et 56 bis A D – Supprimés (p. 449).

Art. 56 bis B (p. 449) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 450).

Art. 56 bis à 56 octies – Supprimés (p. 450, 451).

Avant l'art. 56 undecies (p. 436).

Art. additionnel (Bataillon de sapeurs-pompiers de Marseille) – Adopté (p. 440 ; priorité ordonnée p. 436).

Art. 56 undecies – Supprimé (p. 451).

Art. 56 terdecies – Adopté après modification (p. 451).

Art. 56 quaterdecies – Supprimé (p. 451).

Art. 56 quindecies et 56 sedecies – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 451).

Art. 56 septemdecies – Adopté (p. 452).

Art. 56 duodevices – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 452).

Chapitre VI

Dispositions fiscales et financières

Art. 57 (p. 453).

ART. 1609 NONIES C ET D DU CODE GENERAL DES IMPOTS (p. 454) – Adopté après modification (p. 455).

– L'article 57 est adopté après modification (p. 455).

Art. 57 bis A (p. 455) – Adopté après modification (p. 456).

Art. 57 bis – Supprimé (p. 456).

Art. 58 – Adopté après modification (p. 456).

Art. 59 et 59 bis A – Supprimés (p. 456, 457).

Art. 59 bis et 59 ter A – Adoptés après modification (p. 457).

Art. 59 ter B A (p. 457) – Adopté (p. 458).

Art. 59 ter B, 59 ter à 59 sexies, 60 ter, 61 et 61 bis – Supprimés (p. 458, 459).

Art. 62 – Adopté après modification (p. 459).

Art. 63 (p. 459) – Adopté après modification (p. 461).

Art. 63 bis C – Adopté après modification (p. 461).

Art. 63 ter (p. 461) – Adopté après modification (p. 462).

Art. 63 quinquies et 64 – Supprimés (p. 462).

Art. 64 bis A A – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 462).

Art. 64 bis B – Adopté après modification (p. 462).

Art. 64 bis et 64 ter A (p. 462, 463) – Supprimés par l'Assemblée nationale et rétablis par le Sénat (p. 463).

Art. 64 ter 1 et 64 ter 2 – Supprimés (p. 463).

Art. 64 sexies (p. 446) – Adopté après modification (p. 449 ; priorité ordonnée p. 446).

TITRE IV

DE LA COOPERATION DECENTRALISEE

Art. 65 ter et 66 – Supprimés (p. 463, 464).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 465) : *MM. Guy Allouche, Robert Vizet, Jean-Eric Bousch, Jacques Habert ; intervention de MM. Lucien Lanier, en remplacement du rapporteur, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat et Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

Adoption (23 janvier 1992) (p. 465).

4. – **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur (9 octobre 1991) [n° 2270 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Didier Mathus (5 décembre 1991) [n° 2415 (91-92)] – Urgence – Discussion (11 et 14 décembre 1991) – Adoption (14 décembre 1991) [n° 572].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1991) [n° 183 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jacques Thyraud (15 janvier 1992) [n° 238 (91-92)] – Avis de Jean Cherioux (15 janvier 1992) [n° 393 (91-92)] – Discussion (20 et 21 janvier 1992) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 184 (91-92) – Parlement 1) – Adoption (21 janvier 1992) [n° 96] –

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice du mandat des élus locaux et des membres élus du Conseil supérieur des français de l'étranger** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 janvier 1992) [n° 2553 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Didier Mathus (22 janvier 1992) [n° 2554 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jacques Thyraud (22 janvier 1992) [n° 244 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 janvier 1992) [n° 2553 (91-92)] – Renvoi

à la commission des lois – Rapport de M. Didier Mathus (23 janvier 1992) [n° 2557 (91-92)] – Discussion (23 janvier 1992) – Adoption (23 janvier 1992) [n° 618].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (24 janvier 1992) [n° 246 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Jacques Thyraud – Discussion (24 janvier 1992) – Adoption (24 janvier 1992) [n° 101].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux conditions d'exercice du mandat des élus locaux et des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (24 janvier 1992) [n° 2461 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Didier Mathus (24 janvier 1992) [n° 2562 (91-92)] – Discussion (24 janvier 1992) – Adoption (24 janvier 1992) [n° 620].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux ».

PROMULGATION : Loi n° 92-108 du 3 février 1992 (J.O. Lois et décrets du 5 février 1992) – Rectificatif (J.O. Lois et décrets du 27 février 1992).

Discussion (première lecture)

(20 janvier 1992) (p. 247, 299) ; (21 janvier 1992) (p. 308, 375).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 247, 278) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 184 (91-92) – Parlement 1) : *MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-Marie Girault, Jacques Machet, Jacques Habert, Josselin de Rohan, Paul Souffrin, René Régnauld, Ernest Cartigny, Henri Goetschy, Charles de Cuttoli, Jacques Carat, Claude Saunier, Jacques Rocca Serra.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 278, 299) ; (p. 308, 375) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; René Régnauld, Ivan Renar, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Paul Souffrin, Henri Le Breton, Jacques Bellanger, Henri Goetschy, Ambroise Dupont, Etienne Daïlly, Josselin de Rohan, Louis Minetti, Jacques Rocca Serra, Emmanuel Hamel, René-Georges Laurin, Robert Pagès, Jacques Carat, Jacques de Menou, Guy Allouche, Philippe Marchand, ministre ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis ; Jacques Machet, Charles de Cuttoli, Xavier de Villepin, Paul d'Ornano, Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle, Michel Dreyfus-Schmidt.*

TITRE I^{er}

LES GARANTIES ACCORDEES AUX TITULAIRES DE MANDATS LOCAUX

Art. 1^{er} (Garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat) – Adopté après modification (p. 295).

ART. L. 121-36 DU CODE DES COMMUNES (Autorisation d'absence accordée aux salariés membres d'un conseil municipal) (p. 279) – Adopté après modification (p. 282).

ART. L. 121-37 DU CODE PRECITE (p. 283) – Supprimé (p. 287).

ART. L. 121-38 DU CODE PRECITE (Crédits d'heures accordés aux salariés membres d'un conseil municipal) (p. 287) – Adopté après modification (p. 288).

ART. L. 121-39 DU CODE PRECITE (Majoration de la durée des crédits d'heures) – Supprimé (p. 288).

ART. L. 121-40 DU CODE PRECITE (Plafonnement du temps d'absence autorisée) (p. 288) – Adopté après modification (p. 290).

ART. L. 121-41 DU CODE PRECITE (Modalités d'application) (p. 290) – Adopté après modification (p. 291).

ART. L. 121-42 (Assimilation du temps d'absence à une durée de travail effectif pour la détermination des droits sociaux) (p. 291) – Adopté après modification (p. 292).

ART. L. 121-43 DU CODE PRECITE (Interdiction de toutes sanctions professionnelles en raison des absences autorisées) – Adopté après modification (p. 292).

ART. L. 121-44 DU CODE PRECITE (Extension à certains élus municipaux des dispositions du code du travail et du statut général de la fonction publique) (p. 293) – Adopté après modification (p. 294).

ART. L. 121-45 DU CODE PRECITE (Protection sociale des maires de certaines communes qui cherchent leur activité professionnelle) (p. 294) – Adopté après modification (p. 295).

Art. 2 (Abrogation du régime actuel des autorisations d'absence) – Adopté (p. 295).

Art. 3 (Garanties accordées aux maires et conseillers d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille) (p. 295) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 4 (Garanties accordées aux élus municipaux de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte) – Adopté (p. 295).

Art. 5 (Intitulé du titre II de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux) – Adopté (p. 295).

Art. 6 (Garanties accordées aux membres des conseils généraux) (p. 296) – Adopté après modification (p. 299).

ART. 2 DE LA LOI DU 10 AOUT 1871 (Régime des autorisations d'absence) (p. 296) – Adopté (p. 297).

ART. 3 DE LA LOI PRECITEE (Crédits d'heures) – Adopté après modification (p. 297).

ART. 4 DE LA LOI PRECITEE (Plafonnement du temps d'absence autorisée) (p. 297) – Adopté après modification (p. 298).

ART. 5 DE LA LOI PRECITEE (Assimilation du temps d'absence à une durée de travail effectif dans la détermination des droits sociaux) – Adopté après modification (p. 298).

ART. 6 DE LA LOI PRECITEE (Interdiction de toute sanction professionnelle en raison des absences autorisées) – Adopté après modification (p. 298).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. 6 DE LA LOI PRECITEE (Coordination) – Adopté (p. 298).

ART. 7 DE LA LOI PRECITEE (Suspension du contrat de travail ou détachement en cas d'élection à certaines fonctions) (p. 298) – Adopté (p. 299).

ART. 8 DE LA LOI PRECITEE (Protection sociale en cas de cessation de l'activité professionnelle) – Adopté (p. 299).

ART. 9 DE LA LOI PRECITEE (Décrets d'application) – Adopté après modification (p. 299).

Art. 7 (Abrogation) – Adopté (p. 299).

Art. 8 (Extension aux conseillers généraux de Mayotte et aux membres des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer) – Adopté (p. 299).

Art. 9 (Garanties accordées aux membres des conseils régionaux) (p. 308) – Adopté après modification (p. 309).

Art. 9 bis (Stages de remise à niveau professionnel à l'élu à la fin de son mandat) – Supprimé (p. 311).

TITRE II

DROIT DES ELUS LOCAUX A LA FORMATION

Art. 10 (Droit des élus municipaux à la formation) (p. 311) – Adopté après modification (p. 316).

ART. L. 121-46 DU CODE DES COMMUNES (Principe du droit à la formation des conseillers municipaux) – Adopté après modification (p. 312).

ART. L. 121-47 DU CODE PRECITE (Conditions financières d'exercice du droit à la formation) (p. 313) – Adopté après modification (p. 315).

ART. L. 121-48 DU CODE PRECITE (Institution d'un congé-formation) – Adopté après modification (p. 315).

ART. L. 121-49 DU CODE PRECITEE (*Régime des voyages d'études*) (p. 315) – Supprimé (p. 316).

Art. 11 (*Extension aux maires et conseillers d'arrondissements de Paris, Marseille et Lyon des dispositions relatives au droit à la formation*) (p. 316) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 12 (*Droit à la formation des élus des communes de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte*) – Adopté (p. 316).

Art. 13 (*Droit des élus départementaux à la formation*) (p. 316) – Adopté après modification (p. 319).

ART. 10 DE LA LOI DU 10 AOUT 1871 (*Objet de la formation*) – Adopté après modification (p. 317).

ART. 11 DE LA LOI PRECITEE (*Mode de calcul de la compensation de la perte de revenus*) (p. 317) – Adopté après modification (p. 318).

ART. 12 DE LA LOI PRECITEE (*Fonction publique*) – Adopté après modification (p. 318).

ART. 13 DE LA LOI PRECITEE (*Voyage d'études*) (p. 318) – Supprimé (p. 319).

Art. 14 (*Droit à la formation des élus territoriaux de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna, ainsi que les conseillers généraux de Mayotte*) – Adopté (p. 319).

Art. 15 (*Droit à la formation des élus régionaux*) – Adopté après modification (p. 319).

Art. 16 (*Agrément des organismes de formation*) (p. 319) – Adopté après modification (p. 320).

Art. additionnel après l'art. 16 (*Rapport présenté par le ministre de l'intérieur devant le Parlement sur l'application des titres I^{er} et II de la présente loi*) (p. 320) – Adopté (p. 368).

TITRE III

INDEMNITES DE FONCTION DES TITULAIRES DE MANDATS LOCAUX

Art. 17 (*Régime indemnitaire des élus municipaux*) (p. 321) – Adopté après modification (p. 336).

Art. 18 (*Majorations d'indemnités*) (p. 329) – Adopté après modification (p. 330).

Art. 18 bis (*Barème de l'indemnité des maires*) (p. 330) – Adopté après modification (p. 332).

Art. additionnel après l'art. 18 (*Indemnité des maires de petites communes*) – Adopté (p. 333).

Art. 19 (*Indemnité des autres membres des conseils municipaux*) (p. 333) – Adopté après modification (p. 334).

Après l'art. 19 (p. 334).

Art. additionnel (*Situation des présidents de syndicats et des présidents de districts*) – Adopté (p. 335).

Art. additionnel (*Fonctions et missions d'Etat*) – Adopté (p. 336).

Art. 20 (*Indemnités municipales versées aux parlementaires*) – Adopté (p. 336).

Art. 21 (*Indemnités des élus municipaux des villes de Paris, Lyon et Marseille*) – Adopté (p. 336).

Art. 22 (*Indemnités des maires d'arrondissements et de leurs adjoints dans les villes de Paris, Lyon et Marseille*) (p. 337) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 23 (*Abrogation de l'article L. 123-9 du code des communes qui fixe le régime de réduction des indemnités des élus municipaux titulaires par ailleurs d'un mandat parlementaire*) – Adopté (p. 337).

Art. additionnel avant l'art. 24 (*Cas des membres du Gouvernement titulaires de mandats électoraux*) – Adopté (p. 337).

Art. 24 (*Indemnités des conseillers généraux*) (p. 337) – Adopté après modification (p. 342).

ART. 14 DE LA LOI DU 10 AOUT 1871 (*Régime indemnitaire des membres des conseils généraux*) (p. 338) – Adopté après modification (p. 341).

ART. 15 DE LA LOI PRECITEE (*Conditions d'indemnisation des membres du conseil général autres que les parlementaires pour leurs frais de déplacement dans le département*) (p. 341) – Adopté après modification (p. 342).

Art. 25 (*Abrogation de l'article 38 de la loi du 27 février 1912 fixant le budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912*) – Adopté (p. 343).

Art. 26 (*Indemnités des membres des conseils régionaux*) (p. 343) – Adopté après modification (p. 345).

Art. 27 (*Indemnités des membres des conseils régionaux d'outre-mer*) – Supprimé (p. 345).

TITRE IV

RETRAITE DES ELUS LOCAUX

Art. 28 (*Retraite des élus municipaux*) (p. 345) – Adopté après modification (p. 353).

Art. 29 (*Retraite des élus municipaux de Paris, Marseille et Lyon*) (p. 353) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 30 (*Retraite des conseillers généraux*) (p. 355) – Adopté après modification (p. 356).

Art. 31 (*Retraite des conseillers régionaux*) – Adopté après modification (p. 356).

Division et art. additionnels après l'art. 31 (*Membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger*) (p. 353) – Adoptés (p. 355 ; 358 ; 359 ; 360).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. additionnel avant l'art. 32 (*Possibilité pour les régions et les départements de conserver le système déjà mis en place*) (p. 361) – Adopté (p. 362).

Art. 32 (*Dispositions applicables à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 363).

Art. 33 (*Dispositions applicables aux élus de la collectivité territoriale de Corse*) – Adopté (p. 363).

Art. 33 bis (*Dispositions de coordination relatives aux maires et conseillers d'arrondissements des villes de Paris, Marseille et Lyon*) – Adopté (p. 363).

Art. additionnel après l'art. 33 bis (*Codification*) (p. 363) – Adopté (p. 364).

Art. 34 (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 364) – Adopté après modification (p. 365).

Art. 35 (*Dotations particulières en vue du financement des charges spécifiques résultant de la présente loi*) (p. 365) – Adopté après modification (p. 368).

Art. additionnel après l'art. 35 (*Rapport annuel présenté par le Gouvernement au comité des finances locales sur les conditions d'application de l'article 35 de la présente loi*) (p. 368) – Adopté (p. 369).

Art. 36 (*Modalités de fiscalisation d'indemnités parlementaires*) (p. 369) – Adopté après modification (p. 371).

Après l'art. 36 (p. 360).

Art. additionnel (*Membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger*) – Adopté (p. 360).

Art. additionnel (*Remboursement des frais de sécurité sociale*) – Adopté (p. 372).

Intitulé du projet de loi – Adopté après modification (p. 372).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 372, 375) : MM. Jacques Moutet, Daniel Hoeffel, René Régnault, René Travers, Emmanuel Hamel, Robert Pagès, Jacques Habert.

Adoption (21 janvier 1992) (p. 375).

Discussion (nouvelle lecture)

(24 janvier 1992) (p. 470, 493).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 470, 475) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois, Robert Vizet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 475, 493) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Robert Vizet, Jacques Carat, Jean Chérioux, René Ballayer, Xavier de Villepin, Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Bayle, Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Etienne Dailly, Guy Allouche.*

Art. 1^{er} (p. 473) – Adopté après modification (p. 476).

Art. 6 (p. 476) – Adopté après modification (p. 477).

Art. 9 – Adopté après modification (p. 477).

Art. 10, 13, 15 et 16 – Adoptés (p. 478).

Art. 16 bis (p. 478) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 – Adopté (p. 478).

Art. 18 (p. 478) – Adopté (p. 479).

Art. 18 bis – Adopté (p. 479).

Art. 18 ter (*Communes de moins de 2 000 habitants*) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 479).

Art. 19 et 19 bis – Adoptés (p. 480).

Art. 19 ter (p. 480) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 24, 26 et 27 – Adoptés (p. 480).

Art. 27 bis (*Fraction des indemnités de fonctions représentatives de frais d'emploi*) (p. 480) – Adopté après modification (p. 481).

Art. 28 (p. 481) – Adopté après modification (p. 484).

Art. 30 – Adopté après modification (p. 484).

Art. 31 – Adopté après modification (p. 484).

Art. additionnel avant l'art. 31 ter (p. 484) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 487).

Art. 31 ter (*Indemnités des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger*) (p. 484) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 488).

Art. 31 quater, 31 quinquies et 32 A (p. 488) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 33 ter (*Création dans le code de la sécurité sociale d'une section relative aux élus locaux*) – Supprimé (p. 488).

Art. 33 quater, 33 sexies et 34 – Adoptés (p. 488).

Art. 35 (p. 488) – Adopté après modification (p. 489).

Art. 35 bis (p. 489) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 36 (p. 489) – Adopté après modification (p. 491).

Art. 37 (p. 491) – Adopté (p. 492).

Intitulé du projet de loi – Adopté après modification (p. 492).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 492) : *M. Guy Allouche.*

Adoption (24 janvier 1992) (p. 493).

5. – **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique**, PRÉSENTE AU SENAT au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, et par M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales (28 avril 1992) [n° 310 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Carat (20 mai 1992) [n° 352 (91-92)] – Avis de M. Jean Clouet (21 mai 1992) [n° 358 (91-92)] – Urgence – Discussion (25 mai 1992) – Adoption (25 mai 1992) [n° 135].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 mai 1992) [n° 2739 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Schreiner (17 juin 1992) [n° 2799 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 679].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1992) [n° 430 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Schreiner (25 juin 1992) [n° 2836 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Carat (25 juin 1992) [n° 453 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1992) [n° 2837 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Schreiner (26 juin 1992) [n° 2841 (91-92)] – Discussion (26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 691].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (29 juin 1992) [n° 459 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Carat (30 juin 1992) [n° 463 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 171].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (30 juin 1992) [n° 2866 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Schreiner (30 juin 1992) [n° 2867 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 703].

PROMULGATION : Loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(25 mai 1992) (p. 1358, 1371).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1358, 1366) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Jacques Carat, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean Clouet, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Claude Estier, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1366, 1371) : *MM. Jacques Carat, rapporteur ; Jean Clouet, rapporteur pour avis ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Claude Estier.*

Art. 1^{er} (*Intégration des crédits d'équipement des bibliothèques centrales de prêt dans la dotation générale de décentralisation*) – Adopté après modification (p. 1366).

Art. 2 (*Répartition des crédits transférés entre la dotation générale de décentralisation des départements et la dotation générale de décentralisation des communes*) (p. 1366) – Supprimé (p. 1367).

Art. 3 (*Instauration d'un concours particulier pour les bibliothèques au sein de la dotation générale de décentralisation des départements*) (p. 1367) – Adopté après modification (p. 1368).

Art. 4 (*Les bibliothèques municipales à vocation régionale*) – Adopté après modification (p. 1368).

Art. 5 (*Achèvement du programme de construction des bibliothèques centrales de prêt*) (p. 1368) – Adopté après modification (p. 1369).

Après l'art. 5 (p. 1369).

Art. additionnel (*Bibliothèque départementale de prêt*) – Adopté (p. 1369).

Art. 6 (*Subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique*) (p. 1369) – Adopté après modification (p. 1370).

Art. 7 (*Subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique*) (p. 1370) – Adopté après modification (p. 1371).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1371) : *M. Claude Estier.*

Adoption (25 mai 1992) (p. 1371).

Discussion (nouvelle lecture)

(30 juin 1992) (p. 2223, 2227).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2223, 2224) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Jacques Carat, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2224, 2227) : *MM. Jacques Carat, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jean Clouet.*

Art. 1^{er} – Adopté après modification (p. 2224).

Art. 2 (p. 2224) – Adopté après modification (p. 2225).

Art. 3 – Adopté après modification (p. 2225).

Art. 4 (p. 2225) – Adopté après modification (p. 2226).

Art. 6, 7 et 8 – Adoptés (p. 2227).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2227) : *MM. Claude Estier, Paul Souffrin, Jacques Habert.*

Adoption (30 juin 1992) (p. 2227).

6. – Proposition de loi relative à l'administration territoriale de la République et à la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Eric Bousch, sénateur (1^{er} juillet 1992) [n° 476 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – Proposition de loi instituant un règlement municipal d'aide sociale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 juillet 1992) [n° 484 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

8. – Proposition de loi visant à compléter l'article 15 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Pluchet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 novembre 1992) [n° 38 rect. (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

9. – Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Martin Malvy, ministre du budget (2 décembre 1992) [n° 81 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

10. – Proposition de résolution tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Lucien Neuwirth, sénateur et plusieurs de ses collègues (10 novembre 1992) [n° 40 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Lucien Neuwirth (19 décembre 1992) [n° 164 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992).

Discussion des conclusions du rapport

(20 décembre 1992) (p. 4512, 4515).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4512, 4514) : *MM. Lucien Neuwirth, rapporteur de la commission des lois ; et les orateurs sur la motion.*

Motion n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant au renvoi en commission (p. 4514) : *MM. Roger Romani, Etienne Dailly, Lucien Neuwirth, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 4515 ; scrutin public n° 45).

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Elections, 4
Tourisme, 3

1. – Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy,

Premier ministre, par M. Louis Le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer (28 octobre 1992) [n° 2986 (92-93)] – Rapport de M. Jérôme Lambert (3 décembre 1992) [n° 3102 (92-93)] – Discussion (commune le 9 décembre 1992 avec le projet de loi n° 2987 du 28 octobre 1992) – Adoption (9 décembre 1992) [n° 753].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1992) [n° 104 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (16 décembre 1992) [n° 140 (92-93)] – Discussion (16 décembre 1992) – Adoption (16 décembre 1992) [n° 41].

PROMULGATION : Loi n° 92-1441 du 31 décembre 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 1^{er} janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1992) (p. 4158, 4160).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4158, 4159) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Camille Cabana, en remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4159, 4160)

Art. unique (*Ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 4160) – Parole sur l'article : *M. Daniel Millaud* (p. 4160).

Adoption (16 décembre 1992) (p. 4160).

2. – Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Louis Le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer (21 octobre 1992) [n° 2977 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jérôme Lambert (3 décembre 1992) [n° 3101 (92-93)] – Urgence – Discussion (9 décembre 1992) – Adoption (9 décembre 1992) [n° 754].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1992) [n° 105 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Camille Cabana (16 décembre 1992) [n° 136 (92-93)] – Discussion (16 décembre 1992) – Adoption (16 décembre 1992) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1992) [n° 3156 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jérôme Lambert (17 décembre 1992) [n° 3187 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 781].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Camille Cabana (17 décembre 1992) [n° 146 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 49].

PROMULGATION : loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1992) (p. 4160, 4187).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4160, 4164) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Camille Cabana, rapporteur de la commission des lois ; Albert Pen.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4164, 4187) : *MM. Camille Cabana, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Albert Pen, Josselin de Rohan, Georges Othily.*

TITRE I^{er}EXTENSION ET ADAPTATION DE DIVERSES
DISPOSITIONS LEGISLATIVES DANS LES TERRITOIRES
D'OUTRE-MER ET DANS LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE MAYOTTE

- Art. 1^{er}** (*Pratique de la greffe de cornée grâce à l'aide de donateurs d'yeux volontaires*) – Adopté (p. 4164).
- Art. 2** (*Installation d'antennes réceptrices de radio-diffusion*) – Adopté (p. 4164).
- Art. additionnel après l'art. 2** (*Organisation du service public de la poste et des télécommunications à Mayotte*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 3** (*Sociétés civiles professionnelles*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 4** (*Prélèvements d'organes*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 5 et 6** (*Indivision*) – Adoptés (p. 4165).
- Art. 7** (*Accès aux documents administratifs et motivations des actes administratifs*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 8** (*Groupement d'intérêt public*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 9** (*Prévention et règlement amiable des difficultés des entreprises*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 10** (*Statut de la copropriété des immeubles bâtis*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 11** (*Régime juridique de la presse*) – Adopté (p. 4165).
- Art. 12** (*Dispositions relatives à la communication*) – Adopté après modification (p. 4166).
- Art. 13** (*Saisie conservatoire des aéronefs*) – Adopté (p. 4166).
- Art. 14** (*Copropriété des navires*) – Adopté (p. 4166).
- Art. 15** (*Vente d'un bien grevé d'usufruit*) – Adopté (p. 4166).
- Art. 16** (*Taux d'intérêt légal*) – Adopté (p. 4166).
- Art. 17** (*Biens culturels maritimes*) – Adopté (p. 4166).
- Art. 18** (*Prêts usuraires*) – Adopté (p. 4166).
- Art. 19** (*Cryptologie*) – Adopté (p. 4166).

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE TERRITOIRE DE
LA POLYNESIE FRANCAISEChapitre I^{er}Extension et adaptation du code de l'expropriation pour
cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie
française

- Art. 20 à 23** – Adoptés (p. 4166, 4168).

Chapitre II

Dispositions modifiant la législation du travail

- Art. 24** – Adopté (p. 4168).

Chapitre III

Dispositions modifiant la législation électorale

- Art. 24 bis** (*Date des élections législatives en Polynésie*) – Adopté après modification (p. 4169).

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE TERRITOIRE DE
NOUVELLE-CALÉDONIE

- Art. 25 et 26** (*Définition et répression du travail clandestin*) – Adoptés (p. 4169).
- Art. 26 bis** (*Fonds intercommunal de péréquation*) – Adopté (p. 4170).

TITRE IV

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LEGISLATION
APPLICABLE DANS LE TERRITOIRE DES ILES WALLIS-
ET-FUTUNA

- Art. 25 à 35** (*Législation du travail*) – Adoptés (p. 4171).

- Art. 35 bis** (*Extention et adaptation du code des douanes à Wallis-et-Futuna*) – Adopté après modification (p. 4172).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES APPLICABLES DANS LA
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-
MIQUELON

Chapitre premier

Dispositions budgétaires et comptables relatives à la
collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

- Art. 36 à 39** – Adoptés (p. 4172).
- Art. 40** – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4172).
- Art. 41 et 42** – Adoptés (p. 4172).

Chapitre II

Dispositions relatives à la caisse de prévoyance sociale

- Art. 43 et 44** – Adoptés (p. 4173, 4174).

Chapitre III

Extension et adaptation du code de l'expropriation pour
cause d'utilité publique dans la collectivité territoriale de
Saint-Pierre-et-Miquelon

- Art. 45 et 45 bis** – Adoptés (p. 4175).

Chapitre IV

Dispositions diverses applicables dans la collectivité
territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

- Art. 46 et 47** – Adoptés (p. 4175).
- Art. additionnel après l'art. 47** (*Application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon du régime de l'épargne-logement prévu aux articles L. 315-1 à L. 315-10 du code de la construction et de l'habitation*) – Adopté (p. 4176).
- Art. 47 bis** (*Code des douanes*) et **art. 47 ter** (*Exploitation de jeux de hasard par la société française des jeux*) – Adoptés (p. 4176).
- Après l'art. 47 ter** (p. 4176).
- Art. additionnel** (*Autorisation d'ouverture de casino à Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 4177).
- Art. additionnel** (*Octroi au conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon de la compétence d'immatriculation de navires armés aux commerces*) – Adopté (p. 4179).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

- Art. 48 A** (*Extension aux départements d'outre-mer des dispositions du code de la sécurité sociale relatives à la tutelle aux prestations sociales*) – Supprimé (p. 4179).
- Art. 48 B** (*Dénomination des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement des départements d'outre-mer*) – Adopté après modification (p. 4180).
- Art. 48** (*Stock de réserve de produits pétroliers*) et **art. 48 bis** (*Schéma d'aménagement régional*) – Adoptés (p. 4180).
- Art. 48 ter** (*Perception et répartition de la taxe spéciale de consommation dans les départements d'outre-mer*) (p. 4180) – Adopté (p. 4182).
- Art. 49** (*Extension aux départements d'outre-mer de la loi du 25 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur*) – Adopté (p. 4183).
- Art. 50** (*Intégration dans la fonction publique de l'Etat de certains agents contractuels du territoire des terres australes et antarctiques françaises*) – Adopté (p. 4183).
- Art. 50 bis** (*Limitation de la concentration du commerce dans les départements d'outre-mer*) (p. 4183) – Adopté après modification (p. 4184).
- Art. 50 ter** (*Création d'un tribunal administratif de Mayotte*) et **art. 50 quater** (*Coopératives agricoles : dispositions particulières à Mayotte*) – Adoptés (p. 4184).

Art. additionnel après l'art. 50 quater (*Extension aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi du 25 octobre 1946 instituant le centre national de la cinématographie*) – Adopté (p. 4185).

Art. 51 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 4185).

Art. additionnel après l'art. 51 (*Compétences du président du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière de relations internationales*) – Adopté (p. 4186).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4187) : MM. Daniel Millaud, Albert Pen ; intervention de M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat.

Adoption (16 décembre 1992) (p. 4187).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1992) (p. 4478, 4480).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4478) : M. Albert Pen, en remplacement de M. Camille Cabana, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4478, 4480)

Art. 12 (p. 4478).

Art. 24 bis, 35 bis (p. 4479).

Art. 47 bis A, 47 quater, 47 quinquies, 48 A, 48 B, 50 bis, 50 quinquies (p. 4480).

Art. 52 (p. 4480) – Supprimé par la CMP.

Adoption (19 décembre 1992) (p. 4480).

Collèges

Voir *Rappels au règlement*, 39

Comités régionaux et départementaux du tourisme

Voir *Tourisme*, 3

Commerce et artisanat

1. – **Proposition de loi relative au droit d'installation dans l'artisanat et à la protection des consommateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Hubert Haenel et Roger Besse, sénateurs (30 avril 1991) [n° 308 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 29 octobre 1992.

Commerce extérieur

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 6
Rappels au règlement, 35 ; 36

1. – **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes (25 novembre 1992) [n° 3076 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Marche (8 décembre 1992) [n° 3110 (92-93)] – Urgence – Discussion (14 décembre 1992) – Adoption (14 décembre 1992) [n° 767].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1992) [n° 118 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. René Trégouët (17 décembre 1992) [n° 144 (92-93)] – Avis de M. Michel Miroudot (16 décembre 1992) [n° 135 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1992) [n° 3209 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean-Pierre Marche (22 décembre 1992) [n° 3223 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 799].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. René Trégouët (22 décembre 1992) [n° 177 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 71].

PROMULGATION : loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1992) (p. 4480, 4502).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4480, 4488) : Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes ; MM. René Trégouët, rapporteur de la commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; François Louisy, Jacques Habert, Robert Pagès, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4488, 4502) : M. René Trégouët, rapporteur ; Mme Elisabeth Guigou, ministre ; MM. Michel Miroudot, rapporteur pour avis ; Maurice Schumann, président de la commission saisie pour avis ; Robert Vizet.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ARMES, MUNITIONS, MATERIELS DE GUERRE ET BIENS A DOUBLE USAGE CIVIL ET MILITAIRE

Art. 1^{er} (*Exportations et importations d'armement*) (p. 4488) – Adopté après modification (p. 4489).

Art. 2 (*Exportation des biens à double usage, civil et militaire*) (p. 4489) – Adopté après modification (p. 4490).

Art. 3 (*Armes de chasse et de tir, explosifs à usage civil*) – Adopté après modification (p. 4490).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX BIENS CULTURELS

Art. 4 (*Définition des trésors nationaux*) – Adopté (p. 4490).

Art. 5 (*Délivrance d'un certificat pour l'exportation de biens culturels n'ayant pas le caractère de trésor national*) (p. 4490) – Adopté après modification (p. 4491).

Art. 6 (*Présentation du certificat sur réquisition des agents des douanes*) – Adopté après modification (p. 4491).

Art. 7 (*Refus de délivrance de certificat*) (p. 4491) – Adopté après modification (p. 4492).

Art. 8 (*Conditions d'instruction de la demande et de délivrance du certificat*) – Adopté (p. 4492).

Art. 9 (*Refus de délivrance du certificat*) – Adopté (p. 4492).

Art. 10 (*Exportation des trésors nationaux*) – Adopté après modification (p. 4492).

Art. 11 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4493).

Art. 12 (*Exportation définitive ou temporaire de biens culturels autres que les trésors nationaux vers les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Supprimé (p. 4493).

Art. 13 (*Dispositions relatives aux archives*) – Adopté (p. 4493).

Art. 14 (*Dispositions relatives aux monuments historiques*) – Adopté (p. 4493).

Art. 15 (*Sanctions applicables à toute personne ayant exporté ou tenté d'exporter des biens culturels*) – Adopté après modification (p. 4493).

Art. 16 (*Date d'effet des abrogations prévues*) (p. 4493) – Adopté après modification (p. 4494).

Art. 17 (*Régime des oeuvres cinématographiques*) – Adopté après modification (p. 4494).

Art. additionnel après l'art. 17 (*Fixation d'un terme à l'application des articles 4 à 15 et rapport du Gouvernement sur l'application de ces dispositions*) (p. 4494) – Adopté (p. 4495).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXPORTATION ET A L'IMPORTATION DE MEDICAMENTS, SUBSTANCES OU PREPARATIONS CLASSES COMME STUPEFIANTS OU COMME PSYCHOTROPES ET A L'IMPORTATION DE CERTAINES CATEGORIES DE MEDICAMENTS A USAGE HUMAIN

Art. 18 (*Importation et exportation de produits classés comme stupéfiants ou psychotropes*) – Adopté après modification (p. 4495).

Art. 19 (*Importation des médicaments à usage humain*) – Adopté après modification (p. 4495).

Art. additionnel après l'art. 19 (*Extension du contrôle douanier aux organes, tissus, cellules ou gamètes issus du corps humain*) (p. 4495) – Adopté (p. 4496).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHANDISES FAISANT L'OBJET EN FRANCE DE MESURES DE PROTECTION PREVUES PAR L'ARTICLE 115 DU TRAITE DE ROME

Art. 20 (*Mesures de protection prévues par l'article 115 du traité de Rome*) – Adopté après modification (p. 4496).

TITRE V

DISPOSITIONS DE CONTROLE COMMUNES AUX ARTICLES 2 ET 3 DU TITRE PREMIER ET AUX TITRES II A IV

Art. 21 (*Champ d'application*) (p. 4496) – Adopté après modification (p. 4497).

Art. 22 (*Règles spéciales applicables sur l'ensemble du territoire douanier à certaines catégories de marchandises*) – Adopté (p. 4497).

Art. 23 (*Répression de la contrebande*) – Adopté (p. 4497).

Art. 24 (*Importation et exportation sans déclaration de marchandises prohibées*) – Adopté après modification (p. 4497).

Art. 25 (*Pouvoirs des agents des douanes sur les marchandises prohibées par le 4° de l'article 38 du code des douanes*) – Adopté (p. 4497).

Art. 26 (*Droit de consignation*) (p. 4497) – Adopté (p. 4498).

Art. 27 (*Déclaration unique douanière*) – Adopté après modification (p. 4498).

TITRE VI

MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INTRODUCTION ET LA PROPAGATION D'ORGANISMES NUISIBLES AUX VEGETAUX ET PRODUITS VEGETAUX

Art. 28 (*Harmonisation terminologique*) – Adopté (p. 4498).

Art. 29 (*Définition des organismes nuisibles*) – Adopté (p. 4498).

Art. 30 (*Exceptions aux interdictions relatives aux organismes nuisibles*) – Adopté (p. 4498).

Art. 31 (*Intitulé du chapitre III du titre X du livre II du code rural*) – Adopté (p. 4498).

Art. 32 (*Champ d'application et modalités du contrôle phytosanitaire*) – Adopté (p. 4498).

Art. 33 (*Délivrance du passeport phytosanitaire*) – Adopté (p. 4499).

Art. 34 (*Rôle des fonctionnaires chargés du contrôle phytosanitaire*) – Adopté après modification (p. 4499).

Art. 35 (*Contrôle du passeport phytosanitaire par les agents des douanes et de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes*) – Adopté après modification (p. 4499).

TITRE VII

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMPLEMENTARITE ENTRE LES SERVICES DE POLICE, DE GENDARMERIE ET DE DOUANE

Art. 36 (*Droit de retenue provisoire des personnes signalées dans le cadre de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985*) (p. 4499) – Adopté après modification (p. 4500).

Art. 37 (*Droit de rétention provisoire des personnes signalées dans le cadre de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes*) (p. 4500) – Adopté après modification (p. 4501).

Art. 38 (*Rapport sur les conditions d'application de la loi*) – Adopté après modification (p. 4501).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4501) : *MM. Maurice Schumann, président de la commission saisie pour avis ; Paul Masson.*

Adoption (19 décembre 1992) (p. 4502).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1992) (p. 4740, 4744).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4740, 4741) : *MM. René Tré-gouët, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Martin Malvy, ministre du budget, Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4741, 4744)

Art. 1^{er}, 2 ter et 2 (4741).

Art. 3, 5, 6, 7 et 10 (p. 4742).

Art. 12 (p. 4742) – Supprimé par la CMP.

Art. 15, 16 et 17 (p. 4742).

Art. 17 bis (p. 4742) – Supprimé par la CMP.

Art. 18 (p. 4742).

Art. 19, 19 bis, 21, 24, 27, 34, 35 et 36 (p. 4743).

Art. 37 et 38 (4744).

Adoption (23 décembre 1992) (p. 4744).

Commission des Communautés européennes

Voir *Rappels au règlement*, 12

Commissions d'enquête parlementaires

Voir *Allocutions et communications*, 11

Parlement, 9

Rapports de commissions d'enquête, 1 ; 2 ; 3 ; 4

1. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste, PRESENTÉE AU SENAT** par M. Marcel Lucotte, sénateur ; et plusieurs de ses collègues (7 février 1992) [n° 252 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (7 février 1992) [n° 253 (91-92)] – Discussion (15 avril 1992) – Adoption (15 avril 1992) [n° 106].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.)** ».

Discussion des conclusions du rapport

(15 avril 1992) (p. 656, 657).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 656, 657) : *M. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 657)

Art. unique – *En application de l'article 11 du règlement du Sénat, il est créé une commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire pour la libération de la Palestine, le F.P.L.P..*

A ce titre, la commission d'enquête devra notamment déterminer la part de responsabilité du Gouvernement et de chacune des personnes ayant concouru à cette décision. Elle devra également rechercher les mesures à prendre pour éviter le retour d'une telle situation.

Cette commission d'enquête comprendra vingt et un membres – Adopté (p. 657).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 657) : *MM. Robert Pagès, Roland Courteau*.

Adoption (15 avril 1992) (p. 657).

2. – **Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur l'aménagement de la Loire, le maintien de son débit et la protection de son environnement**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles-Henri de Cossé-Brissac, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 1^{er} avril 1992) [n° 277 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

3. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour faire la clarté sur l'implantation de la Mafia en France et la recherche de moyens nouveaux pour la combattre ainsi que sur les facilités que peut apporter à cette pénétration l'abolition des frontières dans le cadre du processus de Maastricht**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 22 juillet 1992) [n° 505 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le marché des fruits et légumes de la production à la consommation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 17 septembre 1992) [n° 515 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (2 décembre 1992) [n° 74 (92-93)].

5. – **Proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, chargé de la Santé, devant la Haute Cour de justice**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Sourdille, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 novembre 1992) [n° 49 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Charles Jolibois (9 décembre 1992) [n° 101 (92-93)] – Discussion (10 décembre 1992) – Adoption (10 décembre 1992) [n° 31].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de résolution renvoyant Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1992) [n° 3128 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Didier Migaud (15 décembre 1992) [n° 3143 (92-93)] – Discussion (16 décembre 1992) – Rejet (16 décembre 1992) [n° 773].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1992) [n° 145 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1992) (p. 3888, 3903).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3888, 3898) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission spéciale ; Jacques Sourdille, président de la commission spéciale ; Marc Lauriol, Claude Estier, Jean Faure, Robert Vizet, Alex Türk, Aubert Garcia.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3898, 3903)

Art. unique (*Renvoi de Mme Georgina Dufoix et de M. Edmond Hervé devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice*) – Adopté (p. 3903).

Adoption (10 décembre 1992) (p. 3903).

6. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'avenir du bassin houiller lorrain**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jean-Pierre Masseret et Charles Metzinger, sénateurs (10 décembre 1992) [n° 110 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

7. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la S. N.C.F. remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur (8 décembre 1992) [n° 90 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean Arthuis (18 décembre 1992) [n° 151 (92-93)] – Avis de M. Etienne Dailly (18 décembre 1992) [n° 154 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 59].

Discussion des conclusions du rapport

(20 décembre 1992) (p. 4560, 4562).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4560, 4562) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4562)

Art. unique (*Création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'évolution de la situation financière de la SNCF et son rôle en matière d'aménagement du territoire*) – Adopté (p. 4562).

Adoption (20 décembre 1992) (p. 4562).

8. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation financière des communes de moins de 3 500 habitants**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ivan Renar, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 décembre 1992) [n° 158 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

9. – **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent Fabius, député, et plusieurs de ses collègues (18 décembre 1992) [n° 3194 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Didier Migaud (19 décembre 1992) [n° 3197 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 780].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 165 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Charles Jolibois (20 décembre 1992) [n° 166 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 52].

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1992) (p. 4520, 4526).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4520, 4526) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission chargée de l'examen de la*

proposition de résolution ; Jacques Sourdille, président de la commission chargée de l'examen de la proposition de résolution ; Jean-Pierre Fourcade, Claude Estier, Daniel Hoeffel, Robert Vizet, Jacques Habert, Etienne Dailly, Marc Lauriol.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4526)

Art. unique (*Renvoi devant la Haute Cour de justice de M. Laurent Fabius, Premier ministre au moment des faits, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales au moment des faits et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de la santé au moment des faits*) – Adopté (p. 4526).

Scrutin public n° 46 (p. 4526).

Adoption (20 décembre 1992) (p. 4526).

Communauté économique européenne (CEE)

Voir *Allocutions et communications*, 27
Gouvernement (déclarations), 4 ; 5 ; 6
Impôts et taxes, 1
Lois de finances, 2

Communautés européennes

Voir *Lois de finances*, 1
Parlement, 1 ; 3
Rapports d'information, 7 ; 17 ; 20 ; 25 ; 26 ; 27 ; 29 ; 34 ; 35 ; 38 ; 39
Rapports de commissions d'enquête, 1

Communes

Voir *Collectivités territoriales*, 3
Commissions d'enquête parlementaires, 8
Rapports d'information, 6

1. – **Proposition de loi visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Edouard Le Jeune, Alphonse Arzel, Louis de Catuelan, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 31 janvier 1991) [n° 216 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 21 octobre 1992.

2. – **Proposition de loi relative à la coopération intercommunale et modifiant la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur (2 juin 1992) [n° 377 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Communication audiovisuelle

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3
Rapports au Parlement, 1
Rapports d'information, 14 ; 40

1. – **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, et par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication (6 mai 1992) [n° 318 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (3 juin 1992) [n° 382 (91-92)] – Urgence – Discussion (15 juin 1992) – Adoption (15 juin 1992) [n° 147].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1992) [n° 2794 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Schreiner (24 juin 1992) [n° 2819 (91-92)] – Discussion (26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 690].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1992) [n° 458 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Schreiner (30 juin 1992) [n° 2869 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 702].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Adrien Gouteyron (30 juin 1992) [n° 467 (91-92)] – Discussion (1^{er} juillet 1992) – Adoption (1^{er} juillet 1992) [n° 178].

PROMULGATION : Loi n° 92-653 du 13 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1677, 1688).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1677, 1683) : *MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Bayle, Jean Garcia.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1683, 1688) : *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat ; Claude Estier, Jean-Pierre Bayle, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Art. 1^{er} (articles 25 et 26 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée : installation d'une antenne collective après le raccord d'un immeuble à un réseau câblé) – Adopté (p. 1683).

Art. 2 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée : autorisation d'exploitation) – Adopté après modification (p. 1684).

Après l'art. 2 (p. 1684).

Art. additionnel (élargissement du régime de déclaration préalable) – Adopté (p. 1685).

Art. 3 (article 34-3 nouveau inséré dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 : institution d'une servitude au bénéfice des communes) – Adopté après modification (p. 1687).

Art. 4 (articles 23 et 24 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 : délai d'application des obligations) – Adopté après modification (p. 1687).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1688).

Discussion (commission mixte paritaire)

(1^{er} juillet 1992) (p. 2316, 2317).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2316) : *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2316, 2317)

Art. 2 et 2 bis (p. 2316).

Art. 3, 5 et 6 (p. 2317).

Adoption (1^{er} juillet 1992) (p. 2317).

2. – **Proposition de loi portant adaptation aux départements d'outre-mer de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Virapoullé, sénateur (12 mai 1992) [n° 329 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Compromis de Luxembourg

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 6

Conférence des présidents

Voir *Ordre du jour du Sénat*, 4 ; 5

1. – **Conférence des présidents** : report du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement (7 février 1992) (p. 503, 505) – *MM. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Lionel Jospin, ministre de l'éducation natio-*

nale ; Charles Pasqua, Etienne Dailly, Claude Estier, Mme Hélène Luc, M. Jean-Luc Mélenchon.

Congrès du Parlement

Voir *In fine p.*,
Allocutions et communications, 21
Constitution, 1

Conseil de l'Europe

Voir *Rapports d'information*, 13

Conseil de Paris

Voir *Collectivités territoriales*, 4

Conseil économique et social (CES)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 4

1. – **Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 5 mars 1992) [n° 264 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale (12 décembre 1991) [n° 2469 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Dosièrre (11 juin 1992) [n° 2788 (91-92)] – Discussion (29 juin 1992) – Adoption (29 juin 1992) [n° 693].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1992) [n° 461 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly commun avec celui de la proposition de loi organique n° 168 (91-92) du 12 décembre 1991 (30 juin 1992) [n° 464 (91-92)] – Discussion (commune avec celle de la proposition de loi organique n° 168 (91-92) du 12 décembre 1991 de M. Alain Poher, Président du Sénat 30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 173].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 92-310 DC du 29 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 31 juillet 1992) qui déclare la proposition de loi organique non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 92-730 du 30 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 31 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1992) (p. 2242, 2244).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2242, 2243) : *MM. Martin Malvy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2244)

Art. 1^{er} (*Bureau de l'assemblée du CES*) – Adopté (p. 2244).

Art. 2 (*Services administratifs*) – Adopté (p. 2244).

Scrutin public de droit n° 99 (p. 2244).

Adoption (30 juin 1992) (p. 2244).

3. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Poher, Président du Sénat (12 décembre 1991) [n° 168 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly, commun avec celui de la proposition de loi organique de l'Assemblée nationale [n° 2469 (91-92)] du 12

décembre 1991 – (30 juin 1992) [n° 464 (91-92)] – Discussion (commune avec celle de la position de loi organique précitée) (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 173].

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Voir *Rapports au Parlement*, 1

Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE)

Voir *Français de l'étranger*, 1 ; 2

Conseils généraux

Voir *Collectivités territoriales*, 4

Conseils municipaux

Voir *Collectivités territoriales*, 4

Conseils régionaux

Voir *Collectivités territoriales*, 4

Consommateurs (protection et information)

Voir *Rapports du Gouvernement*, 3
Responsabilité civile, 2

Constitution

Voir *Rappels au règlement*, 17 ; 18 ; 21 ; 22

1. – **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'union européenne »**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. François Mitterrand, Président de la République, par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice et par Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes (22 avril 1992) [n° 2623 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (2 mai 1992) [n° 2676 (91-92)] – Rapport supplémentaire de M. Gérard Gouzes (9 mai 1992) [n° 2684 (91-92)] – Discussion (5, 6, 7 et 12 mai 1992) – Adoption (12 mai 1992) [n° 628].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des communautés européennes et de l'union européenne »**.

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1992) [n° 334 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 375 (91-92)] – Discussion (2, 3, 9, 10, 11, 16 juin 1992) – Adoption (16 juin 1992) [n° 149].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 juin 1992) [n° 2797 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (17 juin 1992) [n° 2803 (91-92)] – Discussion (18 juin 1992) – Adoption (18 juin 1992) [n° 667 (91-92)] – Adoption définitive Congrès du Parlement (23 juin 1992).

PROMULGATION : Loi n° 92-554 du 25 juin 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 26 juin 1992).

Discussion (première lecture)

(2 juin 1992) (p. 1419, 1449) ; (3 juin 1992) (p. 1455, 1461) ; (9 juin 1992) (p. 1480, 1499) ; (10 juin 1992) (p. 1505, 1547) ; (11 juin 1992) (p. 1558, 1564) ; (16 juin 1992) (p. 1694, 1739).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1419, 1449) ; (p. 1455, 1461) ; (p. 1480, 1499) ; (p. 1505, 1526) : *MM. Pierre Bérégovoy, Pre-*

mier ministre ; Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Charles Pasqua, Jean Lecanuet, José Balareello, Jean François-Poncet, Guy Allouche, Charles Lederman, Mme Hélène Luc, MM. Daniel Hoeffel, Etienne Dailly, Marcel Lucotte, Ernest Cartigny, Claude Estier, Hubert Durand-Chastel, Yves Guéna, Jean-Marie Girault, Yvon Collin, Jean-Luc Mélenchon, Henri Bangou, Jacques Sourdille, René Monory, André Bettencourt, Paul Girod, Rodolphe Désiré, Mme Hélène Missoffe, MM. André Fosset, Michel Poniatowski, Michel Dreyfus-Schmidt, Maurice Couve de Murville, André Diligent, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Oudin, Roger Lise, Roland du Luart, Jacques Machet, Gérard Larcher, Marc Lauriol et les orateurs sur les motions.

Motion n° 41 de M. Paul Masson, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 1526) – MM. Paul Masson, Xavier de Villepin, Charles Pasqua, Charles Lederman, Ernest Cartigny.

Rejet de la motion (p. 1531 ; scrutin public n° 82).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable (p. 1532) – MM. Franck Sérusclat, Robert Pagès.

Rejet de la motion (p. 1536 ; scrutin public n° 83).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1536, 1547) ; (p. 1558, 1564) ; (p. 1694, 1739) : MM. Xavier de Villepin, Ivan Renar, Albert Ramassamy, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission et rapporteur ; Henri Goetschy, Claude Estier, Michel Vauzelle, ministre ; Félix Leyzour, Jacques Habert, Paul Girod, Paul Alduy, Jacques Oudin, Emmanuel Hamel, Mme Elisabeth Guigou, ministre ; MM. Christian de La Malène, Roger Chinnard, Charles Pasqua, Paul Masson, Charles Lederman, Jean-Marie Girault, Jean-Pierre Fourcade – Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis, MM. Paul Loridant, Roland Dumas, ministre – MM. Michel Caldaguès, Marc Lauriol, Franck Sérusclat, Lucien Neuwirth, Jean-Pierre Bayle, Guy Allouche, Louis Jung, Marcel Lucotte, Ernest Cartigny, Jacques Thyraud, Robert Pagès, Jacques Genton.

Art. 1^{er} A (Consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République) (p. 1536) – Adopté après modification (p. 1541).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} A (Saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international) (p. 1541) – Adopté (p. 1547).

Art. 1^{er} B (Compétence de la loi organique pour la détermination des statuts des territoires d'outre-mer) – Adopté (p. 1558).

Art. 1^{er} (Nouvelle numérotation des titres 14 et 15 de la Constitution) – Adopté (p. 1559).

Art. 2 (Insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « Des communautés européennes et de l'union européenne » : articles 88-1 A, 88-1, 88-2 et 88-3 de la Constitution) (p. 1559) – Adopté après modification (p. 1734).

ART. 88-1 A DE LA CONSTITUTION (Exercices en commun, librement consentis par les Etats, de certaines de leurs compétences) (p. 1561) – Adopté (p. 1564).

ART. 88-1 DE LA CONSTITUTION (Transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas) (p. 1694) – Adopté après modification (p. 1703).

ART. 88-2 DE LA CONSTITUTION (Droit de vote et éligibilité aux élections municipales de ressortissants communautaires résidant en France) (p. 1704) – Adopté après modification (p. 1727).

ART. 88-3 DE LA CONSTITUTION (Avis des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative) (p. 1727) – Adopté après modification (p. 1733).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 du règlement, à la demande du Gouvernement (p. 1734).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} A – Adopté après modification (p. 1735).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1735, 1739) : MM. Ernest Cartigny, Jean Roger, Marcel Lucotte, Claude Estier, Charles

Pasqua, Daniel Hoeffel, Robert Vizet, Louis Jung, Guy Allouche, intervention de M. Roland Dumas, ministre.

Scrutin public n° 93 (p. 1739).

Adoption (16 juin 1992) (p. 1739).

Constitution (révision)

Voir *Allocutions et communications*, 20

Constitution, 1

Ordre du jour du Sénat, 4

Rappels au règlement, 17 ; 18 ; 19 ; 21 ; 22 ; 24 ; 25 ; 26

Conventions médicales

Voir *Sécurité sociale*, 1

Coopération

1. – **Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 novembre 1992) [n° 37 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Coopération intercommunale

Voir *Collectivités territoriales*, 3

Coopération judiciaire

Voir *Allocutions et communications*, 15

Coopératives

Voir *Economie sociale*, 1

Corse

Voir *Allocutions et communications*, 17

Corse (région)

Voir *Rappels au règlement*, 11

Cotisations sociales

Voir *Travail*, 2

Cour des Comptes

Voir *Rapports au Parlement*, 2 ; 3

Créances

Voir *Responsabilité civile*, 2

1. – **Proposition de loi relative au recouvrement des créances publiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 décembre 1992) [n° 82 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Crédit

Voir *Banques et établissements financiers*, 2

Cuivre

Voir *Traités et conventions*, 5

D**Danemark**

Voir *Rappels au règlement*, 17 ; 18

Débat restreint (procédure parlementaire)

Voir *Propriété intellectuelle*, 1

Débats (organisation)

Voir *Rappels au règlement*, 33

Décentralisation

Voir *Collectivités territoriales*, 3
Tourisme, 3

Déchets

Voir *Allocutions et communications*, 18
Environnement, 5 ; 9

1. – **Proposition de loi tendant à transférer aux départements, la responsabilité de l'élimination des déchets des ménages, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Paul Girod, sénateur (10 avril 1992) [n° 290 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Déconcentration

Voir *Collectivités territoriales*, 3

Défense

Voir *Rapports d'information*, 23 ; 41

Déficit budgétaire

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

Délégations parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 31

Démarchage

Voir *Cimetières et pompes funèbres*, 1

Démographie

Voir *Rapports du Gouvernement*, 12

Départements

1. – **Projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement (18 mars 1992) [n° 2598 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Dosière (14 mai 1992) [n° 2705 (91-92)] – Urgence – Discussion (16 juin 1992) – Adoption (16 juin 1992) [n° 665].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (17 juin 1992) [n° 412 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Pour

avis à la commission des finances – Rapport de M. Lucien Lanier (15 octobre 1992) [n° 7 (92-93)] – Avis de M. Paul Girod (15 octobre 1992) [n° 8 (92-93)] – Discussion (20 octobre 1992) – Adoption (20 octobre 1992) [n° 2].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (21 octobre 1992) [n° 2976 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. René Dosière (3 novembre 1992) [n° 2998 (92-93)] – Discussion (18 novembre 1992) – Adoption (18 novembre 1992) [n° 729].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Lucien Lanier (4 novembre 1992) [n° 34 (92-93)] – Discussion (12 novembre 1992) – Adoption (12 novembre 1992) [n° 22].

PROMULGATION : loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 (n.J.O. oLois et décrets du 4 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(20 octobre 1992) (p. 2699, 2730).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2699, 2712) : MM. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement ; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Camille Cabana, Germain Authié, René Régnault, Félix Leyzour.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2712, 2730) : MM. Lucien Lanier, rapporteur ; Jean-Louis Bianco, ministre ; Félix Leyzour, Paul Girod, rapporteur pour avis ; René Régnault, Jean Delaneau, Camille Cabana, Jean-Louis Carrère, Philippe Adnot, Alfred Foy.

TITRE PREMIER

CONDITIONS DE LA MISE A LA DISPOSITION DES DÉPARTEMENTS, DES SERVICES OU PARTIES DE SERVICES DECONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT NECESSAIRES A L'EXERCICE DE LEURS COMPETENCES

Art. 1^{er} (*Mise à disposition du département*) (p. 2712) – Adopté après modification (p. 2713).

Art. 2 (*Activités du parc de l'équipement*) (p. 2713) – Adopté après modification (p. 2715).

Art. 3 (*Convention relative au parc de l'équipement*) (p. 2715) – Adopté après modification (p. 2717).

Art. 3 bis (*Retrait du département du parc de l'équipement*) (p. 2717) – Adopté après modification (p. 2719).

Art. 4 (*Absence de convention relative au parc de l'équipement*) (p. 2719) – Adopté après modification (p. 2720).

Art. 5 (*Convention relative à la mise à disposition des services de l'équipement*) – Adopté après modification (p. 2720).

Art. 6 (*Adaptation de l'organisation des services*) (p. 2720) – Adopté après modification (p. 2723).

Art. 7 (*Absence de convention relative à la mise à disposition des services de l'équipement*) – Adopté après modification (p. 2723).

Art. additionnel après l'art. 7 (*Création d'une commission nationale de conciliation*) (p. 2724) – Adopté après modification (p. 2725).

Art. 10 (*Compensation financière des transferts de charge*) (p. 2725) – Supprimé par l'Assemblée Nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 2726 ; priorité ordonnée p. 2725).

TITRE II

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'APPLICATION DE LA LOI N° 85-1098 DU 11 OCTOBRE 1985 RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTAT, LES DÉPARTEMENTS ET LES RÉGIONS DES DÉPENSES DE PERSONNEL, DE FONCTIONNEMENT ET D'EQUIPEMENT DES SERVICES PLACES SOUS LEUR AUTORITÉ

Art. 8 (*Dépenses de personnel*) (p. 2726) – Adopté après modification (p. 2728).

Art. 9 (*Droit d'option des agents non titulaires*) (p. 2728) – Adopté après modification (p. 2729).

Art. 11 (*Autres dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement*) – Adopté après modification (p. 2729).

Art. additionnel après l'art. 11 (*Prise en compte de la réouverture du délai de conclusion de conventions entre le département et l'Etat*) – Adopté après modification (p. 2729).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2729, 2730) : *MM. Paul Caron, Félix Leyzour, René Régnauld, Jacques Habert.*

Scrutin public n° 3 (p. 2730).

Adoption (20 octobre 1992) (p. 2730).

Discussion (commission mixte paritaire)

(12 novembre 1992) (p. 3138, 3144).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3138, 3142) : *MM. Lucien Lanier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement ; Félix Leyzour, Paul Girod.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3142, 3144)

Art. 1^{er}, 2 et 3 (p. 3142).

Art. 3 bis, 4, 5, 6, 7, 7 bis et 8 (p. 3143).

Art. 9, 10 et 12 (p. 3144).

Adoption (12 novembre 1992) (p. 3144).

2. – Proposition de loi portant modifications de l'article 89 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Charasse, sénateur (8 décembre 1992) [n° 88 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Départements d'outre-mer (DOM)

1. – Projet de loi relatif à l'octroi de mer, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Charasse, ministre du budget, et par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (29 avril 1992) [n° 2663 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Lordinot (4 juin 1992) [n° 2762 (91-92)] – Urgence – Discussion (commune avec celle de la proposition de loi de M. Guy Lordinot n° 1871 du 19 décembre 1990 (15 juin 1992) – Adoption (15 juin 1992) [n° 664].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif à l'octroi de mer et portant mise en oeuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989 ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1992) [n° 411 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Henri Goetschy (24 juin 1992) [n° 443 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 177].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1^{er} juillet 1992) [n° 2878 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Guy Lordinot (7 juillet 1992) [n° 2892 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 717].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Henri Goetschy (7 juillet 1992) [n° 492 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 192].

PROMULGATION : Loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 19 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1992) (p. 2279, 2282) ; (1^{er} juillet 1992) (p. 2291, 2315).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2279, 2301) : *MM. Henri Goetschy, rapporteur de la commission des finances ; Michel*

Charasse, ministre du budget – MM. Paul Moreau, Louis Virapoullé, François Louisy, Rodolphe Désiré, Roger Lise, Henri Bangou, Paulette Fost, Bruno Durieux, ministre délégué du commerce extérieur.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2301, 2315) : *MM. Robert Pagès, Jean-Luc Bécart, Henri Goetschy, rapporteur ; Bruno Durieux, ministre ; Rodolphe Désiré, Roger Lise, François Louisy, Louis Virapoullé, Paul Moreau, Henri Bangou, Philippe François.*

TITRE PREMIER

ASSIETTE, TAUX ET MODALITES DE RECOUVREMENT DE L'OCTROI DE MER

Art. 1^{er} (*Opérations taxables*) (p. 2301) – Adopté après modification (p. 2303).

Art. 2 (*Exonérations*) (p. 2303) – Adopté après modification (p. 2304).

Art. 3 (*Personnes assujetties*) – Adopté après modification (p. 2305).

Art. 4 (*Base d'imposition*) – Adopté (p. 2305).

Art. 5 (*Fait générateur*) – Adopté (p. 2306).

Art. 7 (*Personnes redevables*) – Adopté (p. 2306).

Art. 8 (*Obligation déclarative des redevables*) – Adopté (p. 2306).

Art. 9 (*Factures et comptabilité*) – Adopté (p. 2306).

Art. 10 (*Taux de l'octroi de mer*) (p. 2306) – Adopté après modification (p. 2308).

Art. 10 bis (*Exclusion de l'octroi de mer de la base d'imposition de la TVA*) – Adopté (p. 2308).

Art. 10 ter (*Marché unique antillais*) – Adopté (p. 2308).

Art. 11 (*Droit additionnel à l'octroi de mer*) – Adopté (p. 2308).

Art. additionnel après l'art. 11 (*Institution d'un taux unique de prélèvement au profit de l'Etat pour les quatre départements*) – Adopté (p. 2309).

Art. 13 (*Modalités de constatation, de contrôle et de recouvrement de l'octroi de mer*) – Adopté après modification (p. 2309).

TITRE II

AFFECTATION DU PRODUIT DE L'OCTROI DE MER

Art. 14 (*Répartition du produit de l'octroi de mer*) (p. 2310) – Adopté après modification (p. 2311).

Art. 15 (*Répartition de la dotation globale garantie*) (p. 2311) – Adopté après modification (p. 2313).

Art. 16 (*Fonds régional pour le développement et l'emploi*) (p. 2313) – Adopté après modification (p. 2314).

Art. 18 (*Abrogations et application de la loi*) (p. 2314) – Adopté après modification (p. 2315).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2315) : *M. Robert Pagès.*

Adoption (1^{er} juillet 1992) (p. 2315).

Discussion (commission mixte paritaire)

(8 juillet 1992) (p. 2258, 2561).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2558, 2559) : *MM. Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Henri Goetschy, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2559, 2561)

Art. 1^{er} et 2 (p. 2559).

Art. 3, 10, 11 bis, 13 et 14 (p. 2560).

Art. 15, 16 et 18 (p. 2561).

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2561).

2. – **Proposition de loi tendant à financer le développement économique des régions d'outre-mer par de nouvelles ressources fiscales**, PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Rodolphe Désiré, sénateur (23 décembre 1992) [n° 192 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

Dépôt légal

Voir *Allocutions et communications*, 14

1. – **Projet de loi relatif au dépôt légal**, PRÉSENTÉ AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992 - 28 janvier 1992) [n° 247 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Carat (8 avril 1992) [n° 281 (91-92)] – Discussion (14 avril 1992) – Adoption (14 avril 1992) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1992) [n° 2609 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Janine Ecochard (15 avril 1992) [n° 2636 (91-92)] – Discussion (18 mai 1992) – Adoption (18 mai 1992) [n° 639].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 mai 1992) [n° 351 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Rapport de M. Jacques Carat (27 mai 1992) [n° 374 (91-92)] – Discussion (5 juin 1992) – Adoption (5 juin 1992) [n° 137 (91-92)].

PROMULGATION : Loi n° 92-546 du 20 juin 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juin 1992).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1992) (p. 603, 627).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 603, 613) : *MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Jacques Carat, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean Cluzel, Jacques Thyraud, Charles Lederman.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 613, 627) : *MM. Jacques Carat, rapporteur ; Jacques Thyraud, Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat ; Marcel Bony, Pierre Laffitte, Charles Lederman, Daniel Millaud, Maurice Schumann, Jean Cluzel.*

Art. 1^{er} (*Champ d'application du dépôt légal*) (p. 613) – Adopté après modification (p. 617).

Art. 2 (*Finalités du dépôt légal*) – Adopté après modification (p. 617).

Art. 3 (*Modalités d'application du dépôt légal*) (p. 617) – Adopté après modification (p. 618).

Art. 4 (*Dépôt des logiciels, des bases de données et des systèmes experts*) – Supprimé (p. 619).

Art. 5 (*Détermination des personnes soumises à l'obligation de dépôt*) (p. 619) – Adopté après modification (p. 621).

Art. 6 (*Organismes ou services responsables du dépôt légal*) (p. 622) – Adopté après modification (p. 623).

Art. 7 (*Conseil scientifique du dépôt légal*) – Adopté (p. 623).

Art. 8 (*Sanctions de l'inexécution du dépôt légal*) – Adopté (p. 623).

Art. 9 (*Insertions d'un alinéa nouveau dans l'article 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986*) – Adopté après modification (p. 623).

Art. 10 (*Codification des missions exercées par le Centre national de la cinématographie*) (p. 623) – Adopté après modification (p. 624).

Art. 11 (*Applicabilité de la législation relative au dépôt légal dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 624) – Adopté après modification (p. 625).

Art. 12 (*Abrogation de la loi du 21 juin 1943*) – Adopté après modification (p. 625).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 626, 627) : *MM. Charles Lederman, Jean Cluzel, Marcel Bony, Michel Miroudot, Claude Prouvoyeur, François Lesein, intervention de M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat.*

Adoption (14 avril 1992) (p. 627).

Discussion (deuxième lecture)

(5 juin 1992) (p. 1469, 1472).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1469, 1472) : *MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Jacques Carat, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Claude Estier.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1472)

Art. 1^{er}, 5, 7 et 11 – Adoptés (p. 1472).

Adoption (5 juin 1992) (p. 1472).

Dettes publiques

Voir *Lois de finances*, 2

Lois de finances rectificatives, 1

Directions départementales de l'équipement (DDE)

Voir *Départements*, 1

Directives communautaires

Voir *Hydrocarbures*, 1

Marchés publics, 1

Discussion commune (procédure parlementaire)

Voir *Parlement*, 6 ; 7 ; 8

Partis et groupements politiques, 1 ; 2

Traités et conventions, 17 ; 18 ; 19

Dockers

Voir *Rappels au règlement*, 9 ; 14

Dotations globales d'équipement (DGE)

Voir *Collectivités territoriales*, 3

Dotations globales de fonctionnement (DGF)

Voir *Collectivités territoriales*, 3

Doubs

Voir *Traités et conventions*, 26

Drogue

Voir *Rapports d'information*, 39

Droit civil

1. – **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil et à la filiation et instituant le juge aux affaires familiales**, PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (23 décembre 1991) [n° 2531 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (1^{er} avril 1992) [n° 2602 (91-92)] – Discussion (28 avril et 15 mai 1992) – Adoption (15 mai 1992) [n° 637].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 348 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (2 décembre 1992) [n° 76 (92-93)] – Discussion (8 décembre 1992) – Adoption (8 décembre 1992) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 décembre 1992) [n° 3119 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (10 décembre 1992) [n° 3127 (92-93)] – Discussion (17 décembre 1992) – Adoption (17 décembre 1992) [n° 775].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1992) [n° 150 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (22 décembre 1992) [n° 174 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (22 décembre 1992) [n° 3232 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Denise Cacheux (22 décembre 1992) [n° 3230 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 803].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Luc Dejoie (22 décembre 1992) [n° 184 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 70].

PROMULGATION : Loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 9 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(8 décembre 1992) (p. 3726, 3774).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3726, 3739) : *MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Lucien Neuwirth, Emmanuel Hamel, James Bordas.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3739, 3774) : *MM. Charles de Cuttoli, Michel Vauzelle, ministre ; Luc Dejoie, rapporteur ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Claude Estier, Louis Minetti, Mme Maryse Bergé-Lavigne.*

Chapitre premier

Etat civil

Avant l'art. 1^{er} (p. 3739)

Art. additionnels (Etat civil) (p. 3739) – Adoptés (p. 3739, 3740).

Art. 1^{er} (*Libre choix des prénoms de l'enfant par les parents*) (p. 3740) – Adopté après modifications (p. 3743).

Art. 2 (*Changements de prénom et de nom*) (p. 3743).

ART. 60 DU CODE CIVIL – Adopté (p. 3743).

ART. 61 (p. 3743) – Adopté après modification (p. 3744).

ART. 61-1 – Supprimé (p. 3745).

ART. 61-2 (p. 3745) – Adopté après modification (p. 3745).

ART. 61-3 – Adopté (p. 3745).

ART. 61-4 (p. 3745) – Adopté après modification (p. 3746).

ART. 61-5 – Adopté (p. 3746).

ART. 61-6 (p. 3746) – Supprimé (p. 3746).

– L'article 2 est adopté (p. 3746).

Art. 3 (*Acte de reconnaissance d'un enfant naturel*) (p. 3746) – Adopté après modification (p. 3760 ; précédemment réservé p. 3746).

Art. 4 (*Actes de naissance et de décès de l'enfant né vivant et viable*) (p. 3748) – Adopté après modification (p. 3749).

Après l'art. 4 (p. 3749).

Art. additionnel (*Modification de l'article 79-1 du code civil*) (p. 3749) – Adopté (p. 3750).

Art. additionnel (*Article 6 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des français ayant vécu en Algérie*) (p. 3750) – Adopté (p. 3751).

Art. additionnel (*Modification de l'article 331 du code civil*) (p. 3751) – Adopté (p. 3752).

Art. 5 (*Francisation des nom et prénom*) (p. 3752).

ART. 1ER DE LA LOI N° 72-694 du 25 octobre 1972 – Adopté (p. 3752).

ART. 2 – Adopté (p. 3752).

ART. 8 – Adopté (p. 3752).

ART. 11 – Adopté après modification (p. 3752).

ART. 12 – Adopté après modification (p. 3752).

ART. 12-1 – Adopté (p. 3752).

– L'article 5, modifié, est adopté (p. 3753).

Art. 6 (*Etat civil des personnes nées à l'étranger qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française*) – Adopté (p. 3753).

Art. 6 bis (*Consentement du mineur de plus de 13 ans au port du nom d'usage*) – Supprimé (p. 3753).

Chapitre premier bis

L'obligation alimentaire

Suppression de cette division et de son intitulé (p. 3753).

Art. 6 ter (*Obligation alimentaire découlant de la filiation*) (p. 3753) – Supprimé (p. 3753).

Art. 6 quater (*Obligation alimentaire entre alliés*) – Supprimé (p. 3753).

Art. 6 quinquies (*Dispositions diverses*) – Supprimé (p. 3753).

Chapitre II

La filiation

Art. 7 A (*Modification de terminologie*) – Supprimé (p. 3754).

Art. 7 (*Mention à l'état civil des actes de notoriété constatant la possession d'état*) – Adopté (p. 3754).

Art. 8 (*Suppression des fins de non recevoir de l'action en recherche de paternité naturelle*) – Supprimé (p. 3757 ; précédemment réservé p. 3754).

Art. additionnel après l'art. 8 (*Article 313-2 du code civil*) – Adopté (p. 3754).

Art. 9 (*Légitimation post nuptias*) – Adopté après modification (p. 3755).

Art. 10 (*Preuves judiciaires de l'affiliation légitime*) – Supprimé (p. 3755).

Art. 11 (*Etablissement de l'affiliation des enfants naturels en vue de leur légitimation*) – Adopté (p. 3755).

Art. additionnel après l'art. 11 (*Consentement de l'enfant majeur à la modification de son patronyme*) (p. 3755) – Adopté (p. 3756).

Art. 12 (*Nom de l'enfant légitime*) – Adopté après modification (p. 3756).

Art. 13 (*Déclaration du changement de nom de l'enfant naturel – Consentement de l'enfant de plus de 13 ans*) – Adopté après modification (p. 3756).

Art. 14 (*Formes de l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel*) – Adopté (p. 3756).

Art. 15 (*Suppression des cas d'ouverture de l'action en recherche de paternité naturelle*) (p. 3756) – Supprimé (p. 3757).

Art. 15 bis (*Action en recherche de paternité en cas de procréation médicalement assistée*) (p. 3757) – Supprimé (p. 3758).

Art. 16 (*Action en recherche de paternité naturelle exercée contre l'Etat*) – Adopté (p. 3758).

Art. 17 (*Délais d'exercice de l'action en recherche de paternité*) – Supprimé (p. 3758).

Art. 18 (*Preuve de la maternité naturelle*) (p. 3758) – Adopté après modification (p. 3759).

Art. 18 bis (*Accouchement anonyme*) – Adopté (p. 3760).

Art. 19 (*Action à fins de subsides et preuve de la non paternité*) – Supprimé (p. 3760).

Art. 20 (*Adoption de l'enfant du conjoint*) – Adopté (p. 3761).

Art. 21 (*Délégation des droits de l'autorité parentale en cas de déclaration d'abandon*) – Adopté (p. 3761).

Art. 22 (*Consentement de l'enfant mineur de plus de 13 ans à son adoption simple*) – Adopté (p. 3761).

Art. 23 (*Consentement du mineur de plus de 13 ans au port du seul nom de l'adoptant en cas d'adoption simple*) – Adopté (p. 3761).

Chapitre II bis

L'autorité parentale

Art. 23 bis (*Exercice de l'autorité parentale en cas d'annulation du mariage*) – Adopté (p. 3761).

Art. 23 ter (*Mesures provisoires ordonnées lors d'une procédure de divorce*) – Adopté (p. 3761).

Art. 23 quater (*Exercice de l'autorité parentale après divorce*) (p. 3761) – Adopté après modification (p. 3762).

Art. 23 quinquies (*Pension alimentaire*) – Adopté (p. 3762).

Art. 23 sexies (*Exercice de l'autorité parentale au sein des familles légitimes et naturelles*) (p. 3762) – Adopté après modification (p. 3764).

Art. 23 septies et 23 octies (*Intérêt de l'enfant – Acte usuel d'autorité parentale*) – Adopté (p. 3764).

Art. 23 nonies (*Exercice de l'autorité parentale en cas de séparation de corps*) (p. 3764) – Adopté après modification (p. 3765).

Art. 23 decies (*Dévolution de l'autorité parentale exercée sur un enfant naturel*) – Adopté (p. 3765).

Art. 23 undecies (*Autorité parentale sur un enfant naturel*) (p. 3765) – Adopté après modifications (p. 3766).

Art. 23 duodecies (*Etablissement d'une filiation naturelle*) – Adopté (p. 3766).

Art. 23 terdecies (*Dispositions transitoires*) (p. 3766) – Adopté après modification (p. 3767).

Chapitre III

Le juge aux affaires familiales

Art. 24 (*Le juge aux affaires familiales, juge de tous les divorces*) (p. 3767) – Adopté après modification (p. 3769).

Art. 25 (*Transferts de compétences au profit du juge aux affaires familiales*) – Adopté après modification (p. 3769).

Art. additionnel après l'art. 25 (*Art. 252-2 du code civil*) – Adopté (p. 3769).

Art. 26 (*Institution d'un juge aux affaires familiales*) (p. 3769) – Adopté après modifications (p. 3770).

Art. 26 bis (*Dispense d'avocat pour certaines affaires soumises au juge aux affaires familiales*) (p. 3770) – Supprimé (p. 3771).

Chapitre III bis

L'audition de l'enfant en justice et la défense de ses intérêts

Art. 26 ter (*Audition du mineur en justice*) (p. 3771) – Adopté après modification (p. 3772).

Art. 26 quater (*Audition du mineur en justice*) – Supprimé (p. 3772).

Art. 26 quinquies (*Désignation d'un administrateur ad hoc pour représenter l'enfant en justice*) – Adopté après modifications (p. 3772).

Art. 26 sexies (*Audition du mineur dans le cadre d'une procédure de divorce*) – Adopté (p. 3772).

Art. 26 septies (*Désignation d'un administrateur ad hoc hors de toute instance*) – Adopté (p. 3772).

Art. 26 octies (*Action en désaveu*) – Adopté (p. 3772).

Art. 27 A (*Accomplissement par le mineur délinquant d'une activité de réparation*) (p. 3772) – Supprimé (p. 3773).

Art. 27 (*Abrogations*) – Adopté après modification (p. 3773).

Art. 27 bis (*Audition du mineur lors d'une procédure d'émancipation*) – Adopté (p. 3773).

Art. 28 (*Instance en cours à la date d'entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 3773).

Art. 29 (*Application de la loi aux Territoires d'outre-mer et à Mayotte*) – Adopté après modification (p. 3773).

Art. 30 (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 3773) – Adopté après modification (p. 3774).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3774) : MM. Louis Minetti, Emmanuel Hamel.

Adoption (8 décembre 1992) (p. 3774).

Discussion (deuxième lecture)

(22 décembre 1992) (p. 4678, 4693).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4678, 4680) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4680, 4693) : MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Luc Dejoie, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Charles de Cuttoli, Lucien Lanier.

Chapitre premier

Etat civil

Art. 1^{er} (p. 4680) – Adopté (p. 4682).

Art. 2 (p. 4682) – Adopté après modification (p. 4683).

Art. 4 ter – Adopté (p. 4683).

Art. 4 quater – Adopté (p. 4683).

Art. 4 quinquies (p. 4683) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4684).

Art. 8 et 10 – Supprimés (p. 4684).

Art. 15 (p. 4684) – Supprimé (p. 4685).

Art. 17 – Supprimé (p. 4685).

Art. 18 (p. 4685) – Adopté après modification (p. 4686).

Art. 19 – Supprimé (p. 4686).

Art. 23 bis A – Adopté (p. 4686).

Chapitre II bis

L'autorité parentale

Art. 23 quater – Adopté après modification (p. 4686).

Art. 23 sexies – Adopté après modification (p. 4687).

Art. 23 septies A – Supprimé (p. 4687).

Art. 23 septies – Adopté après modification (p. 4687).

Art. 23 nonies (p. 4687) – Adopté après modification (p. 4688).

Art. 23 terdecies – Adopté après modification (p. 4688).

Chapitre III

Le juge aux affaires familiales

Art. 24 (p. 4688) – Adopté après modification (p. 4689).

Art. 25 (p. 4689) – Adopté après modification (p. 4690).

Art. 26 – Adopté après modification (p. 4690).

Art. additionnel après l'art. 26 (*Compétence du juge aux affaires familiales en matière d'aliments*) (p. 4690) – Adopté (p. 4691).

Art. 26 bis – Supprimé (p. 4691).

Chapitre III bis

L'audition de l'enfant en justice et la défense de ses intérêts

Art. 26 ter – Adopté après modification (p. 4691).

Art. 26 quater A – Adopté après modification (p. 4692).

Art. 26 quater B – Adopté (p. 4692).

Art. 26 sexies A et 26 sexies B – Supprimés (p. 4692).

Art. 27 – Adopté après modification (p. 4692).

Art. 31 (*Rapport d'information*) (p. 4692) – Supprimé (p. 4693).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4693) : *MM. Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Hoeffel, intervention de M. Michel Vauzelle, ministre.*

Adoption (22 décembre 1992) (p. 4693).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1992) (p. 4729, 4733).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4729, 4731) : *MM. Lucien Lanier, en remplacement de M. Luc Dejoie, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Hoeffel, Robert Vizet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4731, 4733)

Art. 2, 4 quinquies, 8, 10, 15, 17, 18, 19, 23 quater, 23 sexies et 23 septies A (p. 4731).

Art. 23 septies, 23 nonies, 23 terdecies, 24, 25, 26, 26 bis A, 26 bis, 26 ter et 26 quater A (p. 4732).

Art. 26 sexies A et 26 sexies B (p. 4732) – Supprimés par la CMP.

Art. 27 (p. 4732).

Art. 31 (p. 4732) – Supprimé par la CMP.

Adoption (22 décembre 1992) (p. 4733).

2. – Proposition de loi tendant à créer un contrat de partenariat civil, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 17 juillet 1992) [n° 503 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Droits de l'homme

Voir *Allocutions et communications*, 3
Etrangers, 1

1. – Proposition de loi relative à la reconnaissance des crimes contre l'humanité commis par le régime de Vichy, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 novembre 1992) [n° 41 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

E

Ecologie

Voir *Environnement*, 9

Economie

Voir *Missions d'information*, 2
Traités et conventions, 4

Economie sociale

1. – **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et par M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales (28 juin 1991) [n° 433 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Philippe de Bourgoing (30 octobre 1991) [n° 62 (91-92)] – Avis de M. Jacques Oudin (5 novembre 1991) [n° 67 (91-92)] – Discussion (7 novembre 1991) – Adoption (7 novembre 1991) [n° 28] (voir Table thématique 1991 – Economie sociale – p. 95).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 novembre 1991) [n° 2326 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (16 avril 1992) [n° 2620 (91-92)] – Discussion (21 avril 1992) – Adoption (21 avril 1992) [n° 625].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 avril 1992) [n° 306 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe de Bourgoing (29 avril 1992) [n° 311 (91-92)] – Discussion (6 mai 1992) – Adoption (6 mai 1992) [n° 123].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 mai 1992) [n° 2683 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (20 mai 1992) [n° 2731 (91-92)] – Discussion (5 juin 1992) – Adoption (5 juin 1992) [n° 652].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (9 juin 1992) [n° 391 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean-Pierre Worms (24 juin 1992) [n° 2822 (91-92)] – Discussion (26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 687].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Philippe de Bourgoing (24 juin 1992) [n° 450 (91-92)] – Discussion (29 juin 1992) – Adoption (29 juin 1992) [n° 169] – Accord.

PROMULGATION : loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 14 juillet 1992).

Discussion (deuxième lecture)

(6 mai 1992) (p. 1002, 1013).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1002, 1005) : MM. René Teulade, ministre des affaires sociales ; Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des lois ; Louis Perrein, Robert Pagès.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1005, 1012) : MM. Philippe de Bourgoing, rapporteur ; René Teulade, ministre ; Jean Madelain, Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat ; Robert Pagès.

Art. 4 (*Ouverture du capital des coopératives*), **6** (*Parts à avantages particuliers*) et **10** (*Rémunération des parts sociales*) – Adoptés (p. 1005).

Art. 11 (*Revalorisation des parts sociales*) – Adopté après modification (p. 1005).

Art. 12 (*Revalorisation des parts sociales*) – Adopté (p. 1006).

Art. 12 ter (*Ouverture du capital des unions d'économie sociale*) – Adopté après modification (p. 1006).

Art. 13 (*Adhérents des personnes morales associées dans une union d'économie sociale*) – Adopté (p. 1006).

Art. 13 bis (*Certificats coopératifs d'associés*) – Adopté après modification (p. 1006).

Art. 14 (*Sortie du statut coopératif*) – Adopté (p. 1007).

Art. 19 (*Droits de vote d'une coopérative associée non coopérateur*) – Adopté après modification (p. 1007).

Art. 22 (*Contrôle des comptes*), **23 bis** (*Indisponibilité des réserves en cas de sortie du statut coopératif*) et **24** (*Ouverture à des associés non coopérateurs*) – Adoptés (p. 1007, 1008).

Art. 25 (*Incorporation des réserves*) – Adopté après modification (p. 1008).

Art. 28 (*Statut des anciens associés d'une société transformée en SCOP*) – Adopté (p. 1008).

Art. 30 (*Revalorisation des parts sociales des associés sortants*) – Adopté après modification (p. 1008).

Art. 35 (*Sortie du statut coopératif*) – Adopté (p. 1009).

Art. 39 (*Revalorisation des parts de l'associé sortant*) – Adopté après modification (p. 1009).

Art. 42 (*Sortie du statut coopératif*) et **46 bis** (*Certificats coopératifs d'associés*) – Adoptés (p. 1009).

Art. additionnel après l'art. 46 bis (*Modalités de calcul des frais de liquidation des prêts consentis aux accédants à la propriété sociale*) – Adopté (p. 1009).

Art. 46 ter (*Statut des sociétés coopératives d'HLM*) – Adopté (p. 1009).

Art. 49 bis (*Fonds de garantie des sociétés de caution mutuelle*) – Adopté après modification (p. 1010).

Art. 51 quater (*Banalisation des prêts du Crédit coopératif*) – Adopté (p. 1010).

Art. additionnel après l'art. 51 quater (*Coordination*) – Adopté (p. 1010).

Art. 52 A (*Taux de rémunération des parts des coopératives agricoles*) – Adopté après modification (p. 1010).

Art. 52 (*Primauté du régime spécial*), **56** (*Régime de déductibilité des ristournes*) et **58** (*Régime fiscal des groupes de sociétés*) – Adoptés (p. 1011, 1012).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1012, 1013) : MM. Robert Pagès, Ernest Cartigny, Jean Madelain, Emmanuel Hamel ; intervention de MM. Philippe Bourgoing, rapporteur et de M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat.

Adoption (6 mai 1992) (p. 1013).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1992) (p. 2153, 2154).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2153, 2154) : MM. Philippe de Bourgoing, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; René Teulade, ministre des affaires sociales.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2154)

Art. 12 ter, 30, 39 et 46 ter A – Adopté (p. 2154).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2154) : Mme Marie-Claude Beaudeau.

Rejet (21 juin 1992) (p. 2154).

Education nationale

Voir *Lois de finances*, 2

Egypte

Voir *Traités et conventions*, 16

Elections

Voir *Français de l'étranger*, 2

1. – **Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français hors de France pour l'élection du Président de la République**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Mme Paulette Briseperrière, sénateurs (9 octobre 1990) [n° 18 (90-91)] – Reprise par ses auteurs le 23 avril 1992 – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi organique tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Allouche, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 1^{er} mars 1991) [n° 227 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 28 octobre 1992.

3. – **Proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 6, annexé à l'article L. 279 du code électoral, fixant le nombre de sénateurs représentant les départements, ainsi que le tableau n° 5 annexé à l'article L.O. 276 du code électoral relatif à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Allouche, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 1^{er} mars 1991) [n° 228 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 28 octobre 1992.

4. – **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (23 octobre 1991) [n° 57 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (22 avril 1992) [n° 305 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) – Adoption (29 avril 1992) [n° 111].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2664 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Robert Savy (3 juin 1992) [n° 2753 (91-92)] – Discussion (12 juin 1992) – Adoption (12 juin 1992) [n° 661].

PROMULGATION : Loi n° 92-556 du 25 juin 1992 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 928, 934).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 928, 931) : MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Aubert Garcia.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 931, 934) : MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Louis Le Pensec, ministre.

Art. 1^{er} (Extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de la suppression des incapacités électorales temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française) – Adopté (p. 931).

Art. 2 (Extension à Wallis-et-Futuna de certaines dispositions du code électoral déjà applicable dans les autres territoires d'outre-mer et à Mayotte) – Adopté (p. 931).

Art. 3 (Extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de certaines règles du code électoral relatives à la diffusion des messages de propagande ou des résultats partiels durant les opérations électorales) – Adopté après modification (p. 931).

Art. 4 (Mise en oeuvre dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte des dispositions de l'article L. 6 du code électoral) – Adopté (p. 931).

Art. 5 (Inéligibilité au conseil général de Mayotte des secrétaires généraux de la chambre régionale des comptes de La Réunion) – Adopté après modification (p. 931).

Art. 6 (Inscription sur les listes électorales des territoires d'outre-mer et de Mayotte hors période de révision des personnes ayant acquis la nationalité française) – Adopté (p. 931).

Art. 7 (Extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte des diverses dispositions électorales de la loi du 30 décembre 1988) – Adopté (p. 931).

Art. 8 (Extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de la loi du 15 janvier 1990 sur la limitation des dépenses électorales et le financement des activités publiques) (p. 932) – Adopté après modification (p. 933).

ART. 28 DE LA LOI N° 90-55 DU 15 JANVIER 1990 (Extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française) (p. 932) – Adopté après modification (p. 933).

ART. 29 DE LA LOI PRECITEE (Extension dans les mêmes conditions à Wallis-et-Futuna) – Adopté (p. 933).

ART. 30 DE LA LOI PRECITEE (Extension à Mayotte) – Adopté (p. 933).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. 30 DE LA LOI PRECITEE (Exclusion du montant des dépenses électorales prises en compte dans le plafond des frais de transport supportés par les candidats aux élections territoriales) – Adopté (p. 933).

ART. 31 A 34 DE LA LOI PRECITEE (Grille de lecture et règles de publication) – Adoptés (p. 933).

– L'article 8, modifié, est adopté (p. 933).

Art. 9 (Abrogation de conséquences) – Adopté (p. 933).

Art. 10 (Report de l'entrée en vigueur de différents articles du projet de loi) (p. 933) – Adopté après modification (p. 934).

Art. 11 (Fixation par décret en conseil d'Etat des modalités d'application) – Adopté (p. 934).

Adoption (29 avril 1992) (p. 934).

5. – **Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri Collette, sénateur (2 juillet 1992) [n° 483 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (27 octobre 1992) [n° 22 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi tendant à assouplir la procédure du vote par procuration**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Bohl, sénateur (16 décembre 1992) [n° 139 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Elevage

Voir *Pharmacie (industrie)*, 1

Eloges funèbres

1. – **Hommage à la mémoire de M. Michel Darras**, sénateur du Pas-de-Calais, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense (14 avril 1992) (p. 600, 601).

2. – **Hommage à la mémoire de M. Paul Séramy**, sénateur de Seine-et-Marne, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Hubert Curien, ministre de la recherche (21 avril 1992) (p. 692, 693).

3. – **Hommage à la mémoire de M. Robert Pontillon**, sénateur des Hauts-de-Seine, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Michel Sapin, ministre de l'économie (12 mai 1992) (p. 1049, 1050).

Elus locaux

Voir *Collectivités territoriales*, 3 ; 4
Parlement, 4

Rappels au règlement, 5 ; 15

Emirats arabes unis

Voir *Traités et conventions, 11 ; 21*

Emplois réservés

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre, 6*

Endettement (entreprises et particuliers)

Voir *Rapports du Gouvernement, 1*

Energie

Voir *Rapports d'information, 16*
Traités et conventions, 3

1. – **Proposition de loi tendant à indemniser les familles qui subissent une dépréciation de leur fonds en raison de l'installation de lignes de distribution d'énergie électrique**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jean Arthuis et René Ballayer, sénateurs (5 juin 1992) [n° 388 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Energie nucléaire

Voir *Rapports d'information, 8*
Rapports du Gouvernement, 13

Enfance

Voir *Droit civil, 1*

Enseignement

Voir *Rapports d'information, 31*

1. – **Proposition de loi relative à l'institution d'un fonds de concours à l'Etat pour le maintien des postes d'instituteurs en milieu rural**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 juin 1992) [n° 439 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale (15 avril 1992) [n° 2612 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Bret (18 juin 1992) [n° 2810 (91-92)] – Urgence – Discussion (25 juin 1992) – Adoption (25 juin 1992) [n° 685].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 juin 1992) [n° 456 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Camoin (30 juin 1992) [n° 469 (91-92)] – Discussion (1^{er} juillet 1992) – Adoption (1^{er} juillet 1992) [n° 180].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (2 juillet 1992) [n° 2880 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Bret (3 juillet 1992) [n° 2888 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Camoin (3 juillet 1992) [n° 486 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (2 juillet 1992) [n° 2880 (91-92)] – Renvoi à

la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Bret (6 juillet 1992) [n° 2890 (91-92)] – Discussion (7 juillet 1992) – Adoption (7 juillet 1992) [n° 715].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 juillet 1992) [n° 496 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Camoin (8 juillet 1992) [n° 497 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 186].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (8 juillet 1992) [n° 2896 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Bret (8 juillet 1992) [n° 2899 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 718].

PROMULGATION : Loi n° 92-678 du 20 juillet 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 21 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(1^{er} juillet 1992) (p. 2317, 2340).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2317, 2324) : MM. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Robert Pagès, et les orateurs sur la motion.

Motion n° 17 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet, tendant à opposer la question préalable (p. 2323) – Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Maurice Schumann, président de la commission ; Jean Glavany, secrétaire d'Etat.

Rejet de la motion (p. 2324 ; scrutin public n° 103).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2327, 2340) : M. Jean-Pierre Camoin, rapporteur ; Mmes Danielle Bidard-Reydet, Hélène Luc, MM. Jean Glavany, secrétaire d'Etat ; Maurice Schumann, président de la commission ; Robert Pagès, François Autain.

TITRE PREMIER

VALIDATION D'ACQUIS PROFESSIONNELS POUR LA DELIVRANCE DE DIPLOMES

Art. 1^{er} (Validation d'acquis professionnels pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur) (p. 2327) – Adopté après modification (p. 2328).

Art. 2 (Validation des acquis professionnels pour l'obtention de diplômes de l'enseignement technologique) (p. 2328) – Adopté après modification (p. 2329).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Art. 3 (Création de commissions paritaires d'établissements) (p. 2329) – Adopté (p. 2330).

Art. 4 (Statut dérogatoire des universités nouvelles) – Adopté après modification (p. 2330).

Art. 5 (Délégation des pouvoirs aux présidents des universités en matière de recrutement et de gestion des personnels) – Supprimé (p. 2331).

Art. 6 (Participation de personnalités extérieures au recrutement d'enseignants chercheurs des grands établissements) (p. 2331) – Adopté (p. 2332).

Art. additionnel après l'art. 6 (Accès pour les directeurs de l'école pratique des hautes études à l'éméritat) – Adopté (p. 2332).

Art. 7 (Déchéance de la qualité de membres des instances délibérantes des établissements) – Adopté (p. 2332).

Art. 8 (Rattachement multiple des établissements d'enseignement supérieur) – Adopté (p. 2332).

Art. 9 (Preuve informatique et vœux d'affectation et de mutation) – Adopté (p. 2332).

Art. 10 (Limite d'âge des enseignants-chercheurs) (p. 2332) – Adopté après modification (p. 2333).

Art. 11 (*Validation de services accomplis par des professeurs d'universités*) – Adopté (p. 2333).

Art. 11 bis (*Statut du Muséum national d'histoire naturelle*) – Adopté (p. 2333).

Art. 11 ter (*Mesures de reclassement d'enseignants du supérieur*) – Adopté (p. 2333).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU PATRIMOINE MOBILIER DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT

Art. 12 (*Acquisition de la propriété des biens des établissements publics locaux d'enseignement*) (p. 2333) – Adopté après modification (p. 2334).

Art. 13 (*Transfert de propriété des biens des établissements publics locaux d'enseignement*) – Adopté après modification (p. 2334).

Art. additionnel après l'art. 13 (*Possibilité pour des établissements publics locaux d'enseignement de dispenser des enseignements adaptés à des élèves séjournant dans un établissement à caractère médical, sanitaire ou social*) (p. 2334) – Adopté (p. 2335).

Art. 13 bis (*Sort des biens en cas de dissolution d'établissements ou de fermeture d'une formation spécialisée*) – Adopté (p. 2335).

Art. additionnel après l'art. 13 bis (*Éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des subventions d'équipement versées par les collectivités locales aux établissements d'enseignement*) (p. 2335) – Adopté (p. 2336).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 14 (*Extension de la durée de l'année scolaire*) – Adopté (p. 2336).

Art. additionnel avant l'art. 15 (*Subventions d'investissement à l'enseignement privé*) (p. 2336) – Adopté (p. 2338).

Art. 15 (*Validation préventive d'un arrêté fixant le montant du forfait d'externat dû aux établissements d'enseignement privé*) – Adopté (p. 2338).

Art. 16 (*Participation des maîtres du privé au jury du baccalauréat*) – Adopté (p. 2338).

Art. 17 (*Mesures de validation intéressant les professeurs de lycées professionnels*) – Adopté (p. 2338).

Art. 18 (*Extension du principe de parité au cas des documentalistes et des directeurs d'écoles*) (p. 2338) – Adopté après modification (p. 2339).

Art. 19 (*Validation d'un concours d'agrégation*) – Adopté (p. 2339).

Art. 20 (*Titularisation*) – Adopté (p. 2339).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2338) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. François Autain, Emmanuel Hamel.*

Adoption (1^{er} juillet 1992) (p. 2340).

Discussion (nouvelle lecture)

(8 juillet 1992) (p. 2512, 2518).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2512, 2513) : *MM. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Danielle Bidard-Reydet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2513, 2518) : *Mmes Hélène Luc, Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Pierre Camoin, rapporteur ; Jean Glavany, secrétaire d'Etat ; François Autain.*

Art. 1^{er} (p. 2513) – Adopté après modification (p. 2514).

Art. 2 – Adopté (p. 2514).

Art. 4 (p. 2514) – Adopté après modification (p. 2515).

Art. 5 – Adopté (p. 2515).

Art. 6 bis – Adopté après modification (p. 2515).

Art. 10 (p. 2515) – Adopté après modification (p. 2516).

Art. 12 – Adopté après modification (p. 2516).

Art. 13 (p. 2516) – Adopté après modification (p. 2517).

Art. 13 bis A et 13 ter – Adoptés après modification (p. 2517).

Art. 14 bis (p. 2517) – Adopté après modification (p. 2518).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2518) : *M. François Autain, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Michel Miroudot.*

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2518).

3. – **Proposition de loi relative au transfert de compétence aux régions de l'enseignement scolaire et à l'autonomie des établissements publics locaux d'enseignement**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Daniel Hoeffel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 3 août 1992) [n° 507 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Enseignement (programmes)

Voir *Rappels au règlement*, 23

Enseignement privé

Voir *Enseignement*, 2

1. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des avantages financiers et des décharges de services d'enseignement accordés aux directeurs d'écoles publiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Adnot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 janvier 1992) [n° 234 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Enseignement supérieur (grandes écoles)

Voir *Rappels au règlement*, 4

Enseignement technique et professionnel

Voir *Enseignement*, 2

Entreprises

Voir *Rapports d'information*, 2

1. – **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises**, PRESENTÉE AU SENAT au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (12 décembre 1991) [n° 174 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. René Tréguët (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 1^{er} avril 1992) [n° 275 (91-92)] – Discussion (9 avril 1992) – Adoption (9 avril 1992) [n° 102].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (10 avril 1992) [n° 2607 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Estève (16 avril 1992) [n° 2618 (91-92)] – Discussion (22 avril 1992) – Adoption (22 avril 1992) [n° 626].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (23 avril 1992) [n° 308 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. René Tréguët (6 mai 1992) [n° 323 (91-92)] – Discussion (7 mai 1992) – Adoption (7 mai 1992) [n° 124].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 mai 1992) [n° 2685 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Estève (19 mai 1992) [n° 2710 (91-92)] – Discussion (25 mai 1992) – Adoption (25 mai 1992) [n° 645].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (26 mai 1992) [n° 363 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Pierre Estève (10 juin 1992) [n° 2766 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. René Trégouët (10 juin 1992) [n° 398 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (10 juin 1992) [n° 2778 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Estève (18 juin 1992) [n° 2805 (91-92)] – Discussion (2 octobre 1992) – Adoption (2 octobre 1992) [n° 721].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 octobre 1992) [n° 2 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-Jacques Robert (22 octobre 1992) [n° 21 (92-93)] – Discussion (28 octobre 1992) – Adoption (28 octobre 1992) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 octobre 1992) [n° 2991 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Estève (18 novembre 1992) [n° 3042 (92-93)] – Discussion (17 décembre 1992) – Adoption (17 décembre 1992) [n° 774].

PROMULGATION : Loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(9 avril 1992) (p. 550, 578).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 550, 557) : MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; René Trégouët, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Jean-Jacques Robert, Daniel Millaud.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 557, 578) : MM. René Trégouët, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Etienne Dailly, Jean-Jacques Robert, Robert Vizet, Jean Clouet, Bernard Laurent, Jacques Oudin.

Avant l'art. 1^{er} (p. 566).

Art. additionnel (Définition du marché concerné par les activités irrégulières) – Adopté (p. 567 ; précédemment réservé p. 557).

Art. additionnel (Soustraction à la réglementation sur les ententes et les abus de positions dominantes des concertations préalables à la présentation d'offres en vue de la conclusion de contrats de sous-traitance et de cotraitance) – Adopté (p. 568 ; précédemment réservé p. 557).

Art. additionnel (Amélioration de la motivation et de l'individualisation des sanctions prises par le Conseil de la concurrence) – Adopté (p. 569 ; précédemment réservé p. 557).

Art. additionnel (Information spécifique et motivée de l'ensemble des parties en cas d'abandon de procédure et caractère contradictoire de la totalité de la procédure) – Adopté (p. 571 ; précédemment réservé p. 557).

Art. additionnel (Amélioration de la transparence de l'information et de la procédure contractuelle) – Adopté (p. 572 ; précédemment réservé p. 557).

Art. 1^{er} (Contenu de la facture) (p. 558) – Adopté après modification (p. 563).

Après l'art. 1^{er} (p. 558).

Art. additionnel (Sanction de non-respect de la parole donnée) – Adopté (p. 562 ; priorité ordonnée p. 558).

Art. additionnel (Action devant les juridictions civile ou commerciale) – Adopté (p. 563).

Art. additionnel (Exclusion du champ d'application des articles 7 et 8 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relatifs aux pratiques

anticoncurrentielles, ententes et abus de position dominante, des accords professionnels et interprofessionnels en cours de négociation) – Adopté (p. 563).

Art. additionnel (Cohérence) – Adopté (p. 574 ; précédemment réservé p. 563).

Art. additionnel (Prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non respect et des règles de facturation commises par les fabricants et caractère contraventionnel de l'amende) – Adopté (p. 577 ; précédemment réservé p. 563).

Art. 2 (Dispositions spécifiques) (p. 563) – Adopté après modification (p. 565).

Après l'art. 2 (p. 565).

Art. additionnel (Rapport au Parlement des conditions d'application de la présente loi) – Adopté (p. 566).

Art. additionnel (Préservation des droits de la défense en cas d'ordonnance rendue par le président du tribunal de grande instance) – Adopté (p. 566).

Art. 3 (Entrée en vigueur de la loi) – Adopté après modification (p. 577).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 577, 578) : MM. Robert Vizet, Roland Courteau, Jean-Jacques Robert.

Adoption (9 avril 1992) (p. 578).

Discussion (deuxième lecture)

(7 mai 1992) (p. 1019, 1040).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1019, 1022) : MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; René Trégouët, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Xavier de Villepin, Roger Chinaud.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1022, 1040) : MM. René Trégouët, rapporteur ; Serge Vinçon, Michel Sapin, ministre ; Robert Vizet, Pierre Schiélé, Etienne Dailly, Roland Courteau, Louis Perrein.

Art. 1^{er} A et 1^{er} B (p. 1022) – Supprimés par l'Assemblée Nationale.

Art. 1^{er} D et 1^{er} E (p. 1023) – Supprimés par l'Assemblée Nationale.

Art. 1^{er} (p. 1023) – Adopté après modification (p. 2024).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} ter (Prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non-respect des règles de facturation commises par les fabricants) (p. 2024) – Adopté (p. 2026).

Art. 1^{er} bis et 1^{er} ter (p. 1027) – Supprimés par l'Assemblée Nationale.

Art. 1^{er} quater (Accords professionnels et interprofessionnels) – Adopté après modification (p. 1027).

Art. 1^{er} quinquies (Unicité du barème de prix) – Supprimé (p. 1027).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} quinquies (p. 1027) (Mention obligatoire dans les conditions de règlement des modalités d'application de la pénalité visée à l'article 1^{er} du projet de loi ; montant de la pénalité et amende) – Adopté (p. 1028).

Art. 1^{er} sexies (p. 1028) – Supprimé par l'Assemblée Nationale.

Art. 2 (p. 1028) – Adopté après modification (p. 1035).

Art. 2 bis A (Délai des paiements publics) (p. 1035) – Supprimé (p. 1037).

Art. 2 bis (Rapport au Parlement des conditions d'application de la présente loi) – Adopté (p. 1037).

Art. 2 ter A (Rapport sur les délais de paiement public) (p. 1037) – Adopté après modification (p. 1038).

Art. 2 ter (p. 1038) – Supprimé par l'Assemblée Nationale.

Art. 2 quater (*Vente à prix anormalement bas*) – Supprimé (p. 1038).

Art. 2 quinquies (*Discriminations commerciales*) (p. 1038) – Supprimé (p. 1039).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1039, 1040) : *MM. Roland Courteau, Emmanuel Hamel, Robert Vizet.*

Adoption (7 mai 1992) (p. 1040).

Discussion (nouvelle lecture)

(28 octobre 1992) (p. 2884, 2894).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2884, 2886) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes ; M. Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2886, 2893) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur ; Etienne Dailly, René Trégouet, Marcel Daunay, Roland Courteau, Bernard Barbier.*

Art. 1^{er} (p. 2886) – Adopté après modification (p. 2889).

Art. 1^{er} sexies A (p. 2889) – Adopté après modification (p. 2890).

Art. 1^{er} sexies B – Supprimé (p. 2891).

Art. 2 (p. 2891) – Adopté après modification (p. 2893).

Art. 2 ter A – Adopté (p. 2893).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2893, 2894) : *MM. Roland Courteau, Etienne Dailly, Robert Pagès.*

Adoption (28 octobre 1992) (p. 2894).

2. – **Proposition de loi visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 décembre 1992) [n° 79 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Entreprises (financement)

Voir *Entreprises, 1*
Travail, 2

Environnement

Voir *Agriculture, 1*
Allocutions et communications, 18
Génie génétique, 1
Rapports d'information, 9 ; 33

1. – **Proposition de loi visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 février 1991) [n° 221 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 29 octobre 1992.

2. – **Proposition de loi relative à la lutte contre la prolifération des graffitis en milieu urbain**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 juin 1991) [n° 412 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 23 octobre 1992.

3. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ernest Cartigny, sénateur – (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 21 février 1992) [n° 260 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (18 novembre 1992) [n° 50 (92-93)] – Discussion (9 décembre 1992) – Adoption (9 décembre 1992) [n° 30].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1992) [n° 3124 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion des conclusions du rapport

(9 décembre 1992) (p. 3872, 3876).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3872, 3875) : *M. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; M. Ernest Cartigny.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3875, 3876)

Art. unique (*extension de l'exonération légale prévue pour certaines activités économiques par l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation*) – Adopté (p. 3876).

Parole sur l'article : *Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Adoption (9 décembre 1992) (p. 3876).

4. – **Proposition de loi portant création des contrats de protection de l'environnement, des cahiers de charges de la protection du patrimoine naturel, des contrats de protection du patrimoine naturel, d'une rubrique « environnement » dans les contrats de plan Etat-Régions, d'un fonds national de soutien à l'innovation dans le domaine de la protection du patrimoine naturel et de mesures diverses**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Gerbaud, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 mai 1992) [n° 321 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

5. – **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement (5 mai 1992) [n° 2677 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Michel Destot (27 mai 1992) [n° 2745 (91-92)] – Urgence – Discussion (2 juin 1992) – Adoption (2 juin 1992) [n° 648].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 juin 1992) [n° 385 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Bernard Hugo (17 juin 1992) [n° 417 (91-92)] – Discussion (22 et 26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 167].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 juin 1992) [n° 2844 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Destot (29 juin 1992) [n° 2849 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 698].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Hugo (29 juin 1992) [n° 462 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 175].

PROMULGATION : Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 14 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(22 juin 1992) (p. 1927, 1936) – (26 juin 1992) (p. 2083, 2139).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1927, 1936) : *Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; MM. Bernard Hugo, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Dumont, Robert Laucournet, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2083, 2139) : *MM. Bernard Hugo, rapporteur ; Robert Laucournet, Mme Danielle Bidard-Reydet ; MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Jean-Luc Bécart, Jean Simonin, Robert Laucournet, Alain Pluchet, Michel Souplet, Xavier de Villepin, Mme Ségolène Royal, ministre.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX DECHETS

Art. 1^{er} (*Modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets*) (p. 2083).

Paragraphe I (*Objectifs de la loi*) (p. 2085) – Adopté après modification (p. 2086).

Paragraphe II (*Définition du déchet ultime*) – Adopté après modification (p. 2086).

Paragraphe III (*Stockage des seuls déchets ultimes à compter du 1^{er} juillet 2002*) (p. 2086) – Adopté après modification (p. 2087).

Paragraphe IV (*Utilisation et recouvrement des sommes consignées et pouvoir du préfet d'imposer des déchets refusés*) (p. 2087) – Adopté (p. 2088).

Paragraphe additionnel après le paragraphe IV (*Sort des déchets refusés*) – Adopté (p. 2088).

Paragraphe IV bis (*Contenu du droit à l'information*) (p. 2088) – Adopté après modification (p. 2090).

Paragraphe IV ter (*Modification de référence*) – Adopté (p. 2090).

Paragraphe V (*Remboursement en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2090) – Adopté après modification (p. 2091).

Paragraphe VI (*Etude d'impact*) – Adopté après modification (p. 2091).

Paragraphe VII (*Garanties financières*) (p. 2091) – Adopté après modification (p. 2093).

Paragraphe VIII (*Demande d'autorisation d'installation de stockage*) – Adopté (p. 2093).

Paragraphe IX (*Aliénation à titre onéreux d'une installation*) – Adopté après modification (p. 2093).

Paragraphe X (*Droit de préemption*) – Adopté (p. 2093).

Paragraphe XI (*Information de l'administration sur le courtage et le négoce des déchets*) (p. 2093) – Adopté (p. 2094).

Paragraphe XII (*Réglementation du courtage, du négoce et du transport*) – Adopté après modification (p. 2094).

Paragraphe XIII (*Coordination*) – Adopté (p. 2094).

Paragraphe XIV (*Plans d'élimination de déchets*) (p. 2094) – Adopté (p. 2095).

Paragraphe XIV bis (*Plans régionaux ou inter-régionaux – Plan national*) (p. 2095) – Adopté (p. 2096).

Paragraphe XV (*Plans départementaux ou inter-départementaux*) (p. 2117) – Adopté après modification (p. 2119).

Paragraphe XVI (*Décret en Conseil d'Etat*) (p. 2119) – Adopté après modification (p. 2120).

Paragraphe XVII (*Abrogation*) – Adopté (p. 2120).

Paragraphe XVIII (*Prise en charge des dépenses de rapatriement des déchets illégalement exportés*) – Adopté (p. 2120).

– L'article 1^{er}, modifié, est adopté (p. 2120).

Art. 2 (*Modifications du code des communes*) (p. 2120) – Adopté après modification (p. 2121).

Art. 2 bis (*Institution d'une péréquation au profit des communes où sont entreposés ou traités les déchets*) (p. 2121) – Adopté après modification (p. 2123).

Art. 3 (*Compétences des régions en matière de déchets*) – Adopté après modification (p. 2123).

Art. 4 (*Utilisation de la procédure d'expropriation pour faciliter la réalisation d'installations classées ou de traitement des déchets*) – Adopté (p. 2123).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 5 (*Modifications de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement*) (p. 2123).

Paragraphe additionnel avant le paragraphe I (*Notion de réversibilité d'un entreposage de longue durée*) – Adopté (p. 2125).

Paragraphe I (*Stockage souterrain de déchets*) (p. 2125) – Adopté après modification (p. 2126).

Paragraphe II (*Autorisation du changement d'exploitant*) – Adopté après modification (p. 2126).

Paragraphe III (*Coordination avec la loi du 15 juillet 1975*) – Adopté (p. 2127).

Paragraphe IV (*Durée maximale d'exploitation*) (p. 2127) – Adopté après modification (p. 2128).

Paragraphe V (*Périmètres de servitudes d'utilité publique*) – Adopté après modification (p. 2128).

Paragraphe VI (*Information de l'acheteur d'un terrain sur lequel était exploitée une installation autorisée*) (p. 2128) – Adopté après modification (p. 2129).

Paragraphe VII (*Fermeture d'une installation présentant des dangers*) – Adopté (p. 2129).

Paragraphe VIII (*Pouvoir de l'administration en cas d'infraction*) (p. 2130) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Paragraphe IX (*Remboursement en cas d'accident ou d'incident*) (p. 2129) – Adopté après modification (p. 2130).

– L'article 5, modifié, est adopté (p. 2130).

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AU STOCKAGE SOUTERRAIN DE DECHETS

Art. 6 (*Introduction de dispositions relatives au stockage souterrain dans la loi du 15 juillet 1975*) (p. 2130).

ART. 11-1-1 DE LA LOI DU 15 JUILLET 1975 (*Champ d'application*) – Adopté après modification (p. 2130).

ART. 11-1 DE LA LOI PRECITEE (*Travaux de recherche de sites*) – Adopté après modification (p. 2130).

ART. 11-2 DE LA LOI PRECITEE (*Propriété de la cavité souterraine – Prescriptions liées à l'autorisation*) – Adopté (p. 2131).

ART. 11-3 DE LA LOI PRECITEE (*Exploitation concomitante d'activité minière et de stockage*) – Adopté après modification (p. 2131).

ART. 11-4 DE LA LOI PRECITEE (*Application du code minier*) (p. 2131) – Adopté après modification (p. 2132).

– L'article 6, modifié, est adopté (p. 2132).

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 7 (*Introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975*) (p. 2132).

ART. 22-1 DE LA LOI DU 15 JUILLET 1975 (*Définition des déchets industriels spéciaux*) – Supprimé (p. 2134).

ART. 22-2 DE LA LOI PRECITEE (*Taxe sur la mise en décharge*) (p. 2134) – Adopté après modification (p. 2135).

ART. 22-3 DE LA LOI PRECITEE (*Déclaration du tonnage réceptionné*) – Adopté (p. 2135).

ART. 22-4 DE LA LOI PRECITEE (*Création d'un fonds de modernisation de la gestion des déchets*) (p. 2135) – Adopté après modification (p. 2136).

ART. 22-5 DE LA LOI PRECITEE (*Groupement d'intérêt public*) – Adopté après modification (p. 2136).

ART. 22-6 DE LA LOI PRECITEE (*Conventions avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME*) – Adopté (p. 2136).

ART. 22-7 DE LA LOI PRECITEE (*Reversement des sommes consignées à l'ADEME*) – Adopté (p. 2136).

– L'article 7, modifié, est adopté (p. 2136).

Art. 8 (*Domaine d'intervention de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME*) – Adopté après modification (p. 2136).

Art. additionnel après l'art. 8 (*Possibilité pour les sociétés de financement des économies d'énergie de participer, à l'aide de*

leurs moyens spécifiques, à une réalisation plus rapide de ces équipements) – Adopté (p. 2137).

TITRE V

DISPOSITIONS PENALES

Art. 9 (Modifications de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1975) (p. 2137) – Adopté après modification (p. 2138).

Art. 10 (Modifications de la loi du 19 juillet 1976) – Adopté (p. 2138).

Art. 11 (Rapport au Parlement) – Adopté (p. 2138).

Art. additionnel après l'art. 11 (Modification du code minier) – Adopté (p. 2138).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2138, 2139) : M. Robert Laucournet, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Ernest Cartigny ; intervention de Mme Ségolène Royal, ministre.

Adoption (26 juin 1992) (p. 2139).

Discussion (commission mixte paritaire)

(30 juin 1992) (p. 2263, 2270).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2263, 2264) : MM. Henri Revol, en remplacement de M. Bernard Hugo, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2264, 2269)

Art. 1^{er} (p. 2265).

Art. 2 et 2 bis (p. 2266).

Art. 3, 5 et 6 (p. 2267).

Art. 7 (p. 2268).

Art. 8, 9 et 12 (p. 2269).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2269, 2270) : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Paul Souffrin, Louis Virapoullé.

Adoption (30 juin 1992) (p. 2270).

6. – Proposition de loi tendant à renforcer le droit des riverains des aéroports à participer à la lutte contre le bruit, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 octobre 1992) [n° 32 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Bernard Hugo avec la proposition de loi n° 35 du 4 novembre 1992 (2 décembre 1992) [n° 75 (92-93)].

7. – Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement (4 novembre 1992) [n° 35 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Bernard Hugo avec la proposition de loi n° 32 du 29 octobre 1992 (2 décembre 1992) [n° 75 (92-93)] – Urgence – Discussion (9 décembre 1992) – Adoption (9 décembre 1992) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1992) [n° 3125 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Roger Leron (11 décembre 1992) [n° 3133 (92-93)] – Discussion (14 décembre 1992) – Adoption (14 décembre 1992) [n° 768].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1992) [n° 119 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Roger Leron (16 décembre 1992) [n° 3153 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 788].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Bernard Hugo (16 décembre 1992) [n° 143 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 54].

PROMULGATION : loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(9 décembre 1992) (p. 3830, 3872).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3830, 3847) : Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; MM. Bernard Hugo, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Ambroise Dupont, Roland Courteau, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-François Le Grand, Jean-Luc Mélenchon, Mmes Hélène Luc, Marie-Claude Beaudeau, MM. Alfred Foy, Jacques Habert.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3847, 3871) : M. Bernard Hugo, rapporteur ; Mmes Ségolène Royal, ministre ; Danielle Bidard-Reydet, Hélène Luc, MM. Roland Courteau, Jean Simonin, Paul Caron, Jean Garcia, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Bernard Laurent, Serge Vinçon, Edouard Le Jeune, Daniel Millaud, Mme Françoise Seligmann.

Art. 1^{er} (Objectifs de la loi) (p. 3847) – Adopté après modification (p. 3848).

TITRE I^{er}

PREVENTION DU BRUIT

Nouvel intitulé (« Prévention des nuisances sonores ») – Adopté (p. 3848).

Chapitre premier

Dispositions relatives aux objets

Nouvel intitulé (« Dispositions relatives aux objets et aux dispositifs destinés à réduire les émissions sonores ») – Adopté (p. 3849).

Art. 2 (Prescriptions applicables aux objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées) (p. 3849) – Adopté après modification (p. 3850).

Art. 3 (Informations de l'acheteur d'un objet sur ses caractéristiques acoustiques) – Adopté après modification (p. 3850).

Art. 4 (Nullité d'un contrat de vente d'objets non homologués et certifiés) – Adopté après modification (p. 3850).

Art. 5 (Dérogation) – Adopté après modification (p. 3851).

Chapitre II

Dispositions relatives aux activités

Art. 6 (Prescriptions applicables aux activités bruyantes) (p. 3851) – Adopté après modification (p. 3853).

Art. 7 (Dérogation) – Adopté après modification (p. 3853).

Article additionnel après l'art. 7 (Réglementation du trafic d'hélicoptères) (p. 3853) – Adopté (p. 3854).

Chapitre III

Dispositions modifiant le code des communes

Art. 8 (Pouvoir du maire à l'égard des activités s'exerçant sur la voie publique) – Adopté (p. 3854).

Art. additionnel après l'art. 8 (Pouvoirs du préfet à l'égard des activités s'exerçant sur la voie publique) – Adopté (p. 3854).

Art. 9 (Disposition relative au pouvoir du maire en matière de bruits de voisinage applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle) – Adopté (p. 3854).

TITRE II

TRANSPORTS, URBANISMES ET CONSTRUCTIONS

Nouvel intitulé (« Infrastructures de transports, urbanisme et constructions ») – Adopté (p. 3855).

Art. 10 (Prise en compte des objectifs de lutte contre le bruit pour les nouvelles infrastructures de transports terrestres) (p. 3855) – Adopté après modification (p. 3856).

Art. 11 (Classement des infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs impacts sonores) – Adopté après modification (p. 3856).

Art. 12 (Modifications du code de la construction et de l'habitation) – Adopté (p. 3856).

TITRE III

AIDE AUX RIVERAINS DES GRANDS AERODROMES

Nouvel intitulé (« Réparations des dommages causés par le bruit des transports ») (p. 3856) – Adopté (p. 3857).

Avant l'art. 13 (p. 3857).

Division additionnelle (Chapitre premier – Bruit des transports terrestres) – Adopté (p. 3857).

Art. additionnel (Rapport au Parlement sur le bilan des nuisances sonores résultant du transport routier et ferroviaire) – Adopté (p. 3857).

Art. additionnel (Fonds spécial de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques pour les bâtiments d'habitation et recevant du public) (p. 3857) – Adopté (p. 3858).

Division additionnelle (Chapitre II – Bruit des transports aériens) – Adopté (p. 3858).

Art. 13 (*Institution d'une taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes*) (p. 3859) – Adopté après modification (p. 3861).

Art. 14 (*Taux de la taxe*) (p. 3861) – Adopté après modification (p. 3863).

Art. 15 (*Modalités de recouvrement de la taxe*) – Supprimé (p. 3863).

Art. additionnel après l'art. 15 (*Limitation à la responsabilité pour fautes de la responsabilité de l'exploitant d'aéronefs pour les dommages résultant du bruit causé par les atterrissages et les décollages*) – Adopté (p. 3865).

TITRE IV

CONTROLES ET SURVEILLANCE

Art. 16 (*Recherches et constatations des infractions*) (p. 3865) – Adopté après modification (p. 3866).

Art. 17 (*Analyse et consignations des objets*) (p. 3866) – Adopté après modification (p. 3867).

TITRE V

MESURES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

Nouvel intitulé (« Sanctions ») – Adopté (p. 3867).

Chapitre I^{er}

Mesures judiciaires

Art. 18 (*Sanctions pénales*) – Adopté après modification (p. 3868).

Art. 19 (*Procédure d'injonction sous astreinte*) (p. 3868) – Adopté après modification (p. 3869).

Art. 20 (*Publicité des jugements*) – Adopté (p. 3869).

Art. additionnel après l'art. 20 (*Droit pour les associations agréées de se porter partie civile*) – Adopté (p. 3869).

Chapitre II

Mesures administratives

Art. 21 (*Sanctions administratives*) (p. 3870) – Adopté après modification (p. 3871).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3871, 3872) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Roland Courteau, Emmanuel Hamel, Ambroise Dupont, Ernest Cartigny ; intervention de Mme Ségolène Royal, ministre.*

Adoption (9 décembre 1992) (p. 3872).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1992) (p. 4536, 4540).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4536, 4537) : *M. Bernard Hugo, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4537, 4539)

Art. 1^{er}, 3, 5, 6, 6 bis, 10, 13 A, 13, 14, 14 bis A, 14 bis, 15, 16 et 17 (p. 4537, 4539).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4539, 4540) : *Mmes Françoise Seligmann, Danielle Bidard-Reydet, MM. Louis Perrein, Emmanuel Hamel.*

Adoption (20 décembre 1992) (p. 4540).

8. – **Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur (17 novembre 1992) [n° 48 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Bernard Hugo (2 décembre 1992) [n° 75 (92-93)].

9. – **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement (18 novembre 1992) [n° 3049 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Marie Bockel (1^{er} décembre 1992) [n° 3091 (92-93)] – Urgence – Discussion (3 décembre 1992) – Adoption (3 décembre 1992) [n° 747].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 décembre 1992) [n° 85 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-François Le Grand (9 décembre 1992) [n° 99 (92-93)] – Discussion (15 décembre 1992) – Adoption (15 décembre 1992) [n° 36].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1992) [n° 3146 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean-Marie Bockel (16 décembre 1992) [n° 3154 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 787].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean-François Le Grand (16 décembre 1992) [n° 142 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Rejet (20 décembre 1992) [n° 53].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (16 décembre 1992) [n° 3146 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Marie Bockel (20 décembre 1992) [n° 3212 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 791].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1992) [n° 169 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-François Le Grand (21 décembre 1992) [n° 171 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1992) [n° 3220 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Marie Bockel (22 décembre 1992) [n° 3228 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 800].

PROMULGATION : Loi n° 93-94 du 8 janvier 1993 (J.O. Lois et décrets du 9 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1992) (p. 4028, 4059).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4028, 4038) : *Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; MM. Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Ambroise Dupont, William Chervy, Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4038, 4057) : *Mme Ségolène Royal, ministre ; MM. Jean-François Le Grand, rapporteur ; Ambroise Dupont, William Chervy, Félix Leyzour, François Blizot, René-Pierre Signé, Philippe François, Henri de Raincourt, François Giacobbi, Jacques Habert.*

Art. 1^{er} (*Directives de protection et de mise en valeur des paysages*) (p. 4038) – Supprimé (p. 4039).

Art. 1^{er} bis (*Parcs naturels régionaux*) (p. 4039) – Adopté après modification (p. 4043).

Art. 2 (*Dispositions relatives aux plans d'occupation des sols*) – Adopté (p. 4043).

Art. 3 (*Dispositions relatives aux permis de construire*) – Adopté après modification (p. 4044).

Art. 4 (*Dispositions relatives aux plans d'aménagement de zone*) – Adopté (p. 4044).

Art. 5 (*Zones de protection du patrimoine architectural et urbain*) – Adopté (p. 4044).

Art. 5 bis (*Terrains de camping et de stationnement de caravanes dans les zones soumises à un risque naturel ou technologique prévisible*) (p. 4044) – Adopté après modification (p. 4045).

Art. 5 ter (*Gardes-champêtres intercommunaux*) – Adopté (p. 4046).

Art. 6 (*Prise en compte du respect et de la mise en valeur des paysages par l'aménagement foncier rural*) – Adopté après modification (p. 4046).

Art. 6 bis (*Obligation de réaliser une étude comportant un volet environnemental et paysager*) – Adopté après modification (p. 4047).

Art. 7 (*Composition des commissions d'aménagement foncier*) (p. 4048) – Adopté après modification (p. 4049).

Art. 8 (*Obligation de réaliser une étude comportant un volet environnemental et paysager*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4049).

Art. 8 bis (*Interdiction ou autorisation préalable de certains travaux*) – Adopté après modification (p. 4049).

Art. 9 (*Constatation des infractions*) – Adopté après modification (p. 4049).

Art. 10 (*Travaux connexes au remembrement relevant de la compétence de la commission communale d'aménagement foncier*) – Adopté après modification (p. 4050).

Art. 11 (*Intervention des communes dans la réalisation de travaux connexes au remembrement*) – Adopté après modification (p. 4050).

Art. 11 bis (*Cession gratuite des biens du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme au profit du Conservatoire du littoral*) (p. 4050) – Adopté après modification (p. 4051).

Art. 11 ter (*Protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement*) – Adopté après modification (p. 4051).

Art. 11 quater (*Extension du champ de compétence du Conservatoire de littoral*) – Adopté (p. 4051).

Art. 11 quinquies (*Conventions d'exploitation dérogatoires au statut du fermage*) – Adopté après modification (p. 4052).

Art. 12 (*Indemnisation des commissaires-enquêteurs*) – Adopté (p. 4052).

Art. additionnel après l'art. 12 (*Amélioration de la situation professionnelle des commissaires-enquêteurs*) (p. 4052) – Adopté (p. 4053).

Art. 13 (*Modalités d'application de l'article 4*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4054).

Après l'art. 13 (p. 4054).

Art. additionnel (*Droit de recours contre les avis des architectes des bâtiments de France contre les zones de protection du patrimoine architectural et urbain*) (p. 4054) – Adopté (p. 4055).

Art. additionnel (*Droit de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France concernant les secteurs sauvegardés et les alentours des sites inscrits*) – Adopté (p. 4055).

Art. additionnel (*Modification de la composition de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages et de la commission départementale des sites*) (p. 4055) – Adopté (p. 4056).

Art. additionnel (*Amélioration de l'élaboration des inventaires des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique*) (p. 4056) – Adopté (p. 4057).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4058, 4059) : *MM. Félix Leyzour, Emmanuel Hamel, Jacques Habert, intervention de Mme*

Ségolène Royal, ministre, et de M. Jean-François Le Grand, rapporteur.

Adoption (15 décembre 1992) (p. 4059).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1992) (p. 4526, 4535).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4526, 4529) : *M. Jean-François Le Grand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4529, 4536) : *Mme Ségolène Royal, ministre ; MM. Jean-François Le Grand, rapporteur ; Alain Vasselle.*

Art. 1^{er}, Art. 1^{er} bis, Art. 3, Art. 5 bis, Art. 6, Art. 7, Art. 8 bis, Art. 9, Art. 10, Art. 11, Art. 11 bis, Art. 11 ter, Art. 11 quinquies (p. 4529, 4533).

Art. 14 et 15 (p. 4533) – Supprimés par la CMP.

Art. 16, Art. 17 (p. 4533).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4533, 4535) : *MM. Louis Perrein, Aubert Garcia, Daniel Hoeffel, Jean Chérioux ; intervention de Mme Ségolène Royal, ministre ; MM. Jean Simonin, François Lesein, Mme Anne Heinis.*

Scrutin public n° 47 (p. 4535).

Rejet (20 décembre 1992) (p. 4535).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1992) (p. 4659, 4663).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4659, 4660) : *Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; M. Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4660, 4662) : *Mme Ségolène Royal, ministre ; M. Jean-François Le Grand, rapporteur.*

Art. 1^{er} – Adopté après modification (p. 4661).

Art. 1^{er} bis et 3 – Adoptés (p. 4661).

Art. 7 et 11 ter – Adoptés (p. 4662).

Art. 14 et 15 (p. 4662) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 16 et 17 – Adoptés (p. 4662).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4662, 4663) : *M. Jacques Bellanger, Mme Paulette Fost ; intervention de M. Jean-François Le Grand, rapporteur.*

Adoption (21 décembre 1992) (p. 4663).

Environnement (ministère)

Voir *Environnement*, 9

Epargne

Voir *Sociétés*, 1

1. – Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre de l'économie (13 mai 1992) [n° 2699 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (2 juin 1992) [n° 2751 (91-92)] – Urgence – Discussion (3 juin 1992) – Adoption (3 juin 1992) [n° 650].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1992) [n° 389 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chénard (17 juin 1992) [n° 415 (91-92)] – Discussion (25 juin 1992) – Adoption (25 juin 1992) [n° 161].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1992) [n° 2838 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Alain Richard (2 juillet 1992) [n° 2883 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Roger Chinaud (2 juillet 1992) [n° 481 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1992) [n° 2838 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (2 juillet 1992) [n° 2887 (91-92)] – Discussion (3 juillet 1992) – Adoption (3 juillet 1992) [n° 712].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 juillet 1992) [n° 490 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (7 juillet 1992) [n° 495 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 192].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (8 juillet 1992) [n° 2903 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (8 juillet 1992) [n° 2904 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 720].

PROMULGATION: Loi n° 92-666 du 16 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 18 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(25 juin 1992) (p. 2017, 2043).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2017, 2025): MM. Michel Sapin, ministre de l'économie; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances; Xavier de Villepin, Paul Lorient, Robert Vizet.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2025, 2043): MM. Robert Vizet, Michel Sapin, ministre; Roger Chinaud, rapporteur général; Xavier de Villepin, Michel Caldaguès.

Art. 1^{er} (Conditions d'ouverture du plan d'épargne en actions) (p. 2026) – Adopté (p. 2026).

Art. 2 (Emploi des versements effectués dans le plan) (p. 2206) – Adopté après modification (p. 2029).

Art. 3 (Avantages fiscaux du plan d'épargne en actions) (p. 2029) – Adopté (p. 2030).

Art. 4 (Effets de la sortie du plan d'épargne en actions) (p. 2030) – Adopté après modification (p. 2032).

Art. 5 (Interdiction du cumul d'avantages fiscaux) (p. 2032) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 (Dérogation temporaire au principe du versement en numéraire) (p. 2032) – Adopté après modification (p. 2032).

Art. additionnel après l'art. 6 (Régime des échanges de titres réalisés dans le cadre de fusions ou d'opérations assimilées et d'offres publiques d'échange) (p. 2033) – Adopté (p. 2034).

Art. 7 (Détermination des plus-values réalisées postérieurement à la clôture du plan) – Adopté après modification (p. 2034).

Art. 8 (Sanction du non-respect des conditions posées par la loi) – Adopté (p. 2034).

Art. 9 (Obligations déclaratives) – Adopté (p. 2034).

Art. additionnel après l'art. 9 (Date d'ouverture des plans d'épargne en actions) (p. 2034) – Adopté (p. 2035).

Art. 10 (Définition d'un seuil spécifique d'imposition pour les cessions de titres d'OPCVM de capitalisation court terme) (p. 2035) – Adopté après modification (p. 2041).

Après l'art. 10 (p. 2042).

– Art. additionnel (Exonération à compter du 3 juin 1992 de l'imposition de l'annuité fictive applicable au régime fiscal des obligations pour les personnes physiques détenant des titres non inscrits à un actif professionnel) – Adopté (p. 2042).

– Art. additionnel (Exonération de droit de timbre des transactions sur obligations non cotées à Paris) – Adopté (p. 2042).

– Art. additionnel (Cas de défaut de livraison de titres ou de règlement en espèces à la date prévue) – Adopté (p. 2042).

– Art. additionnel (Possibilité pour les obligations d'être libellées et payées en euros) – Adopté (p. 2042).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2043): MM. Robert Vizet, René Régnault.

Adoption (25 juin 1992) (p. 2043).

Discussion (nouvelle lecture)

(8 juillet 1992) (p. 2561, 2567).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2561, 2563): MM. Michel Sapin, ministre de l'économie; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2563, 2567): MM. Michel Sapin, ministre; Roger Chinaud, rapporteur général.

Art. 2 – Adopté (p. 2563).

Art. 4 (p. 2563) – Adopté après modification (p. 2565).

Art. 6 bis (p. 2565) – Adopté après modification (p. 2566).

Art. 10 (p. 2566) – Adopté après modification (p. 2567).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2567): MM. Robert Vizet, Jean-Pierre Bayle.

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2567).

Epreuves et compétitions sportives

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Equipement (ministère)

Voir *Départements*, 1

Espagne

Voir *Missions d'information*, 1; 4
Rapports d'information, 43

Etain

Voir *Traités et conventions*, 6

Etat civil

1. – Proposition de loi relative aux enfants déclarés sans vie à l'officier d'état-civil, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Rouvière, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 juillet 1991) [n° 447 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (2 décembre 1992) [n° 76 (92-93)].

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Rapports d'information*, 1

Ethique et déontologie médicale

Voir *Rapports d'information*, 3

Etrangers

1. – Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur (13 novembre 1991) [n° 2338 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (18 décembre 1991) [n° 2491 (91-92)] – Urgence – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 603].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1991) [n° 227 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (14 janvier 1992) [n° 235 (91-92)] – Discussion (16 janvier 1992) – Adoption (16 janvier 1992) [n° 95].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 janvier 1992) [n° 2544 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Pezet (21 janvier 1992) [n° 2547 (91-92)] – Discussion (21 janvier 1992) – Adoption (21 janvier 1992) [n° 616].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Masson (21 janvier 1992) [n° 243 (91-92)] – Discussion (22 janvier 1992) – Adoption (22 janvier 1992) [n° 99].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 92-307 DC du 25 février 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 27 février 1992) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions du paragraphe I de l'article 8 de la loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et inséparables des dispositions déclarées contraires à la Constitution celles du paragraphe II de l'article 8 de la loi.

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1992) (p. 194, 238).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 194, 212) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Gérard Larcher, Robert Pagès, Guy Allouche, et les orateurs sur la motion.*

Ce projet de loi a pour objet d'assurer la coordination de plusieurs dispositions de la législation française relative à l'entrée et au séjour des étrangers sur le territoire national avec celles de la convention du 19 juin 1990 d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985, ainsi que de modifier de manière autonome d'autres règles de cette même législation.

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 210) – *MM. Charles Lederman, Paul Masson, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.*

Rejet de la motion (p. 212).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 212, 238) : *MM. Charles Lederman, Paul Masson, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre ; Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, Louis de Catuelan, Jean Chérioux, Michel Caldaguès, Jean Delaneau, Ernest Cartigny, Jacques Habert.*

Art. 1^{er} (*Formes et conséquences du refus d'entrée opposé à un étranger en application de l'article 5 de la convention du 19 juin 1990*) (p. 212) – Adopté (p. 213).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 213).

Art. 2 (*Délict d'entrée et de séjour irréguliers en France*) (p. 213) – Adopté (p. 214).

Art. 3 (*Obligations et responsabilité du transporteur*) (p. 214) – Adopté après modification (p. 218).

Art. 4 (*Rapport au Parlement*) – Adopté après modification (p. 218).

Art. 5 (*Reconduite à la frontière*) (p. 219) – Adopté (p. 223).

Art. 6 (*Reconduite à la frontière de l'étranger répertorié au système d'information central Schengen*) (p. 225) – Adopté (p. 226).

Art. 7 (*Obligation de rapatriement pesant sur le transporteur*) (p. 226) – Adopté après modification (p. 227).

Art. 7 bis (*Affectation en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile*) (p. 227) – Adopté (p. 234).

Art. 8 (*Décret en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 235).

Art. 9 (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 235).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 235, 238) : *MM. Jean Delaneau, Guy Allouche, Gérard Larcher, Charles Lederman,*

Ernest Cartigny, Jacques Habert – Droit d'asile – Compagnies aériennes – Immigration – Intégration.

Scrutin public n° 60 (p. 238).

Adoption (16 janvier 1992) (p. 238).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 janvier 1992) (p. 388, 396).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 388, 394) : *MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Guy Allouche, Louis Jung, Jacques Habert, Michel Dreyfus-Schmidt, Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 395, 396)

Art. 3, 4 et 7 (p. 395).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 395, 396) : *MM. Charles Lederman, Guy Allouche, Bernard Laurent, Jacques Habert, Michel Caldaguès.*

Scrutin public n° 65 (p. 396).

Adoption (22 janvier 1992) (p. 392).

2. – **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur (5 juin 1992) [n° 386 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (16 juin 1992) [n° 410 (91-92)] – Urgence – Discussion (17 juin 1992) – Adoption (17 juin 1992) [n° 150].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 juin 1992) [n° 2801 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (18 juin 1992) [n° 2811 (91-92)] – Discussion (24 juin 1992) – Adoption (24 juin 1992) [n° 684].

PROMULGATION : Loi n° 92-625 du 6 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 9 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(17 juin 1992) (p. 1759, 1773).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1759, 1766) : *MM. Paul Quilès, ministre de l'intérieur ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche ; Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1766, 1772) : *MM. Robert Pagès, Claude Estier, Guy Allouche, Charles Lederman, Paul Masson, rapporteur ; Paul Quilès, ministre.*

Art. 1^{er} (*Zone d'attente*) (p. 1766) – Adopté après modification (p. 1772).

Art. 2 (*Modifications de l'ordonnance du 2 novembre 1945*) – Adopté après modification (p. 1772).

Art. 3 (*Prise en charge des frais de procédure exposés par l'étranger*) – Adopté après modification (p. 1772).

Art. 4 (*Décret en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 1773).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1773) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès, Jean-Pierre Blanc.*

Adoption (17 juin 1992) (p. 1773).

Europe

Voir *Allocutions et communications, 27*
Gouvernement (déclarations), 4
Impôts et taxes, 1
Traités et conventions, 27

Europe de l'Est

Voir *Missions d'information, 2 ; 3*

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Constitution*, 1

Exploitations agricoles

Voir *Rapports du Gouvernement*, 8

F

Famille

Voir *Droit civil*, 1

Femmes (droits)

Voir *Code du travail*, 1

Finances locales

Voir *Rapports d'information*, 6

Fiscalité

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Impôts et taxes, 1
Lois de finances, 2
Lois de finances rectificatives, 1
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), 1

Fiscalité locale

Voir *Collectivités territoriales*, 3

Fonction publique de l'Etat

Voir *Rapports du Gouvernement*, 10

Fonction publique territoriale

1. – **Proposition de loi portant validation d'actes administratifs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roger Romani, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 avril 1992) [n° 303 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Rapports d'information*, 11

1. – **Proposition de loi tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jacques Oudin et Roger Husson, sénateurs (2 juin 1992) [n° 376 rect. (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Oudin (24 juin 1992) [n° 442 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 176].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1^{er} juillet 1992) [n° 2873 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(30 juin 1992) (p. 2270, 2278).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2270, 2275) : MM. Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances ; René Teulade, ministre des affaires sociales ; Roger Husson, Paul Souffrin.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2275, 2278) : M. René Teulade, ministre.

TITRE PREMIER

PRINCIPES GENERAUX

Art. 1^{er} (*Régime complémentaire de retraite*) – Adopté (p. 2275).

Art. 2 (*Obligation pour les institutions de retraite mentionnées à l'article 1^{er} d'adhérer à une association des institutions de retraite publique*) – Adopté (p. 2276).

Art. 3 (*Règles applicables à l'Association des institutions de retraites publiques*) – Adopté (p. 2276).

Art. 4 (*Pensions de retraite déjà liquidées et droits acquis*) – Adopté (p. 2276).

TITRE II

BENEFICIAIRES

Art. 5 (*Elus de commune*) – Adopté (p. 2276).

Art. 6 (*Conseils généraux*) – Adopté (p. 2276).

Art. 7 (*Conseils régionaux*) – Adopté (p. 2276).

Art. 8 (*Indemnités des représentants à l'Assemblée des communautés européennes*) – Adopté (p. 2276).

Art. 9 (*Etudiants hospitaliers et médecins*) – Adopté (p. 2276).

Art. 10 (*Agents des collectivités locales*) – Adopté (p. 2276).

Art. 11 (*Personnes relevant de la compétence de l'institution de retraite des agents non titulaires de l'Etat créée par la présente loi*) – Adopté (p. 2276).

TITRE III

ASSOCIATION

Art. 12 (*Association des institutions de retraite publique*) – Adopté (p. 2276).

Art. 13 (*Rôle de l'Association*) – Adopté (p. 2276).

Art. 14 (*Composition du conseil d'administration de l'Association*) – Adopté (p. 2277).

TITRE IV

INSTITUTIONS ADHERENTES

Art. 15 (*Institutions de prévoyance mentionnées à l'article premier*) – Adopté (p. 2277).

Art. 16 (*Rôle du conseil d'administration de chaque institution*) – Adopté (p. 2277).

Art. 17 (*Composition du conseil d'administration de chaque institution*) – Adopté (p. 2277).

Art. 18 (*Composition du conseil d'administration de l'institution des élus locaux*) – Adopté (p. 2277).

Art. 19 (*Indemnités des élus*) – Adopté (p. 2277).

Art. 20 (*Membres des conseils généraux*) – Adopté (p. 2277).

Art. 21 (*Membres des conseils régionaux*) – Adopté (p. 2277).

Art. 22 (*Possibilité pour les membres des institutions adhérentes à l'Association de constituer une retraite par rente*) – Adopté (p. 2277).

Art. 23 (*Retraite par rente*) – Adopté (p. 2277).

TITRE V

RELATIONS AVEC LES AUTRES REGIMES ET LES AUTRES INSTITUTIONS DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE

Art. 24 (*Problème d'affiliation posé par l'application de la présente loi*) – Adopté (p. 2277).

Art. 25 (*Admission de nouvelles institutions au sein de l'Association*) – Adopté (p. 2277).

Art. 26 (*Transfert de cotisations*) – Adopté (p. 2277).

Art. 27 (*Fonctionnaires civils et militaires*) – Adopté (p. 2278).

Art. 28 (*Service des agents visé à l'art. 27*) – Adopté (p. 2278).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 29 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 2278).

Art. 30 (*Décret en conseil d'Etat*) – Adopté (p. 2278).

Art. 31 (*Perte de ressources publiques pouvant éventuellement résulter des dispositions de la présente loi*) – Adopté (p. 2278).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2278) : *MM. Paul Souffrin, René Régnault, Daniel Hoeffel* ; intervention de *M. René Teulade, ministre*.

Scrutin public n° 102 (p. 2278).

Adoption (30 juin 1992) (p. 2278).

Forêts

Voir *Rapports du Gouvernement*, 7

1. – **Projet de loi modifiant le code forestier**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 5 septembre 1991) [n° 477 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (30 octobre 1991) [n° 61 (91-92)] – Discussion (5 novembre 1991) (voir Table thématique 1991 – Forêts 1) – Adoption (5 novembre 1991) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1991) [n° 2313 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de Mme Jacqueline Alquier (10 décembre 1991) [n° 2420 (91-92)] – Discussion (15 avril 1992) – Adoption (15 avril 1992) [n° 623].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 avril 1992) [n° 300 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (22 avril 1992) [n° 304 (91-92)] – Discussion (30 avril 1992) – Adoption (30 avril 1992) [n° 120].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2675 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de Mme Jacqueline Alquier (12 mai 1992) [n° 2692 (91-92)] – Discussion (9 juin 1992) – Adoption (9 juin 1992) [n° 655].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (9 juin 1992) [n° 395 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de Mme Jacqueline Alquier (17 juin 1992) [n° 2802 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 677].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Philippe François (17 juin 1992) [n° 423 (91-92)] – Discussion (24 juin 1992) – Adoption (24 juin 1992) [n° 158].

PROMULGATION : Loi n° 92-613 du 6 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 7 juillet 1992).

Discussion (deuxième lecture)

(30 avril 1992) (p. 953, 968).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 953, 959) : *MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Vidal, Pierre Lacour, Louis de Catuelan*.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 959, 967) : *MM. Philippe François, rapporteur ; Louis Mermaz, ministre ; Pierre Laffitte, Louis Minetti, Pierre Lacour*.

Art. 1^{er} (*Définition du débroussaillage*) – Adopté après modification (p. 959).

Art. 5 (*Extension des obligations de débroussaillage*) (p. 959) – Adopté après modification (p. 960).

Art. 7 (*Accès aux propriétés privées*) – Adopté après modification (p. 960).

Art. 8 (*Déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement et d'équipement*) – Adopté (p. 961).

Art. 8 bis (*Prise en charge du coût des travaux et de l'entretien*) – Adopté (p. 961).

Art. 12 (*Rapport d'évaluation*) – Adopté (p. 964).

Art. 13 (*Dispositions en matière de chasse*) (p. 964) – Adopté après modification (p. 966).

Intitulé du projet de loi (p. 966) (Ajout des mots « et portant diverses dispositions en matière de chasse ») – Adopté (p. 967).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 967) : *MM. Louis Minetti, Emmanuel Hamel, Louis de Catuelan*.

Adoption (30 avril 1991) (p. 967).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 juin 1992) (p. 1970, 1974).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1970, 1973) : *MM. Philippe François, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Pierre Lacour, Roland du Luart*.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1973, 1974)

TITRE I^{er}

DEFINITION DU DEBROUSSAILLEMENT

Art. 1^{er} (p. 1973).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 12 bis et 12 ter (p. 1973).

Art. 12 quater (p. 1973) – Supprimé par la CMP.

Art. 13 (p. 1973).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1973, 1974) : *MM. Robert Pagès, Pierre Lacour, Michel d'Aillères*.

Adoption (24 juin 1992) (p. 1974).

Forêts (incendies)

1. – **Proposition de loi tendant à instituer des mesures fiscales en faveur de la prévention et de la lutte contre l'incendie en milieu forestier**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Gilbert Baumet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 1^{er} février 1991) [n° 217 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par ses auteurs le 23 octobre 1992.

Formation professionnelle

Voir *Travail*, 2

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par Mme Martine Aubry, ministre du travail (27 mai 1992) [n° 2748 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Neri (11 juin 1992) [n° 2782 (91-92)] – Urgence – Discussion (16 et 17 juin 1992) – Adoption (17 juin 1992) [n° 666].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1992) [n° 428 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Madelain (24 juin 1992) [n° 446 (91-92)] – Avis de M. Gérard Delfau (24 juin 1992) [n° 447 (91-92)] – Discussion (3 juillet 1992) – Adoption (3 juillet 1992) [n° 181].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 juillet 1992) [n° 2889 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Neri (6 juillet 1992) [n° 2891 (91-92)] – Discussion (7 juillet 1992) – Adoption (7 juillet 1992) [n° 716].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Madelain (7 juillet 1992) [n° 491 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 187].

PROMULGATION : Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 19 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(3 juillet 1992) (p. 2409, 2448).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2409, 2421) : *Mme Martine Aubry, ministre du travail ; MM. Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jacques Bellanger, Edouard Le Jeune, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2421, 2448) : *MM. Michel Alloncle, Jean Simonin, Jean Madelain, rapporteur ; Gérard Delfau, rapporteur pour avis ; Mme Martine Aubry, ministre ; M. Paul Souffrin, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean Garcia, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Edouard Le Jeune, Maurice Blin, Daniel Millaud, Jean Chérioux, Emmanuel Hamel, Claude Estier, Jacques Machet, Jacques Bellanger.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A L'APPRENTISSAGE

Chapitre premier

Développement de l'apprentissage

Art. 1^{er} A (*Place de l'apprentissage dans le système éducatif*) (p. 2421) – Adopté après modification (p. 2422).

Art. 1^{er} B (*Signataires du contrat d'apprentissage*) (p. 2422) – Adopté après modification (p. 2423).

Art. 1^{er} (*Modulation de la durée du contrat d'apprentissage*) (p. 2424) – Adopté après modification (p. 2425).

Après l'**art. 1^{er}** (p. 2425).

Article additionnel (Fixation de la fraction de la taxe d'apprentissage destinée à l'apprentissage) – Adopté (p. 2426).

Art. 2 (*Délégation par le CFA de tout ou partie des enseignements*) (p. 2426) – Adopté après modification (p. 2427).

Art. 3 (*Initiative de la création d'un CFA et contenu de la convention*) (p. 2427) – Adopté après modification (p. 2428).

Art. 4 (*Intervention des branches professionnelles dans la fixation de la durée de la formation*) (p. 2428) – Adopté après modification (p. 2429).

Art. 5 (*Procédure d'agrément de l'entreprise*) (p. 2430) – Adopté après modification (p. 2433).

Art. 6 (*Procédure en cas de non-respect des règles d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 2433) – Adopté après modification (p. 2435).

Art. 7 (*Coordination et harmonisation – Rôle du maître d'apprentissage – Salaire de l'apprenti*) (p. 2435) – Adopté après modification (p. 2437).

Art. 8 (*Financement de la formation des maîtres d'apprentissage*) (p. 2439) – Adopté après modification (p. 2440).

Après l'**art. 8** (p. 2440).

Article additionnel (Participation expérimentale de certains IUFM à la formation des enseignants en CFA et des maîtres d'apprentissage) – Adopté (p. 2441).

Art. 9 (*Inspection de l'apprentissage*) (p. 2441) – Adopté après modification (p. 2443).

Art. 9 bis (*Coordination*) – Adopté (p. 2443).

Art. 10 (*Consultation et information du comité d'entreprise*) (p. 2443) – Adopté après modification (p. 2444).

Art. 10 bis (*Négociation des contrats d'objectifs*) – Adopté (p. 2444).

Après l'**art. 10 bis** (p. 2444).

Article additionnel (Modification de l'article L. 58 du code des débits de boisson et de l'article L. 211-5 du code du travail interdisant l'emploi dans les débits de boisson des jeunes filles mineures) – Adopté (p. 2445).

Chapitre II

Expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

Art. 11 (*Introduction à titre expérimental de l'apprentissage dans le secteur public*) – Adopté (p. 2445).

Art. 12 (*Dispositions du code du travail applicables au contrat d'apprentissage dans le secteur public*) – Adopté (p. 2445).

Art. 13 (*Dispositions spécifiques au contrat d'apprentissage dans le secteur public*) (p. 2445) – Adopté après modification (p. 2446).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Avant l'**art. 15** (p. 2447).

Article additionnel (Contrôle des organismes chargés de réaliser les bilans de compétence) – Adopté (p. 2447).

Art. 15 (*Extension du congé de compétence aux travailleurs intérimaires*) – Adopté (p. 2447).

Art. 16 (*Droit au congé individuel de formation des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée*) – Adopté après modification (p. 2447).

Art. 17 (*Taux de participation à la formation professionnelle des entreprises de travail temporaire*) – Adopté (p. 2447).

Art. 18 (*Création de groupement d'intérêt public dans le domaine de la formation professionnelle*) – Adopté (p. 2448).

Art. 19 (*Date d'entrée en vigueur des forfaits horaires applicables au contrat de qualification*) – Adopté (p. 2448).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2448) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Simonin.*

Adoption (3 juillet 1992) (p. 2448).

Discussion (commission mixte paritaire)

(8 juillet 1992) (p. 2518, 2523).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2518, 2520) : *MM. Jean Madelain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2520, 2523)

Art. 1^{er} A, 1^{er} B et 1^{er} bis (p. 2520).

Art. 3, 4, 5, 6, 7 et 8 (p. 2521).

Art. 8 bis, 10, 10 ter et 13 (p. 2522).

Art. 15 A et 16 (p. 2523).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2523) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Franck Sérusclat, Jacques Machet.*

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2523).

Français de l'étranger

Voir *Collectivités territoriales*, 4

1. – **Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 12 février 1992) [n° 255 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (9 avril 1992) [n° 283 (91-92)] – Discussion (13 mai 1992) – Adoption (13 mai 1992) [n° 127].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (14 mai 1992) [n° 2701 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport.

(13 mai 1992) (p. 1120, 1129).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1120, 1127) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois, Paul d'Ornano, Jean-Pierre Bayle, Xavier de Villepin, Jacques Habert, Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, Pierre Croze.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1127, 1129) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Charles de Cuttoli, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre.*

Art. 1 (*Indemnités*) – Irrecevable (Art. 40 de la Constitution) (p. 1127).

Art. 2 (*Autorisations d'absence des élus salariés*) – Adopté (p. 1128).

Art. 3 (*Autorisations d'absence des fonctionnaires et agents contractuels*) – Adopté (p. 1128).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1129) : *MM. Roger Chinaud, Guy Penne, Jean-Pierre Bayle, intervention de M. Georges Kiejman, ministre.*

Adoption (13 mai 1992) (p. 1129).

2. – **Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger**, PRÉSENTE AU SÉNAT, au nom de M. Pierre Béré-

govoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 avril 1992) [n° 285 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles de Cuttoli (6 mai 1992) [n° 319 (91-92)] – Discussion (13 mai 1992) – Adoption (13 mai 1992) [n° 126].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (14 mai 1992) [n° 2702 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (3 juin 1992) [n° 2754 (91-92)] – Discussion (12 juin 1992) – Adoption (12 juin 1992) [n° 662].

PROMULGATION : Loi n° 92-547 DC du 22 juin 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juin 1992).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1992) (p. 1117, 1120).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1117, 1119) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois, Jean-Pierre Bayle, Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1119, 1120)

Art. 1^{er} (*Tableau n° 2 des circonscriptions électorales*) – Adopté (p. 1120).

Art. 2 (*Date d'entrée en vigueur*) – Adopté (p. 1120).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1120) : *M. Paul d'Ornano.*

Adoption (13 mai 1992) (p. 1120).

G

Génie génétique

1. – **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et par M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement (3 octobre 1991) [n° 5 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Pierre Laffitte (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 – 1^{er} avril 1992) [n° 276 (91-92)] – Discussion (21 avril 1992) – Adoption (21 avril 1992) [n° 107].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 avril 1992) [n° 2622 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Daniel Chevallier (19 mai 1992) [n° 2709 (91-92)] – Discussion (25 mai 1992) – Adoption (25 mai 1992) [n° 644].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 mai 1992) [n° 362 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Pierre Laffitte (18 juin 1992) [n° 426 (91-92)] – Discussion (22 juin 1992) – Adoption (22 juin 1992) [n° 156].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 juin 1992) [n° 2816 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Daniel Chevallier (24 juin 1992) [n° 2817 (91-92)] – Discussion (26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 689].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (29 juin 1992) [n° 457 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Daniel Chevallier (30 juin 1992) [n° 2868 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 704].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Pierre Laffitte (30 juin 1992) [n° 468 (91-92)] – Discussion (1^{er} juillet 1992) – Adoption (1^{er} juillet 1992) [n° 179].

PROMULGATION : Loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 16 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(21 avril 1992) (p. 693, 716).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 693, 700) : Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; MM. Hubert Curien, ministre de la recherche ; Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Le projet de loi a pour objet d'intégrer dans le droit français les dispositions de deux directives communautaires, adoptées le 23 avril 1990 par le Conseil « Environnement » et relatives à l'utilisation confinée des micro-organismes génétiquement modifiés et à la dissémination dans l'environnement d'organismes génétiquement modifiés.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 700, 716) : MM. Hubert Curien, ministre ; Pierre Laffitte, rapporteur ; Maurice Schumann, président de la commission ; Mmes Ségolène Royal, ministre ; Danielle Bidard-Reydet, MM. François Autain, Jacques Habert.

Art. 1^{er} (Définitions) (p. 700) – Adopté après modification (p. 701).

Art. 2 (Champ d'application de la loi) – Adopté après modification (p. 701).

Art. 3 (Organes consultatifs) (p. 701) – Adopté après modification (p. 703).

Art. 4 (Classement des organismes et micro-organismes génétiquement modifiés) – Adopté après modification (p. 703).

Art. 5 (Utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés) – Adopté après modification (p. 703).

Art. 6 (Définition du confinement) (p. 704) – Adopté après modification (p. 706).

Art. 7 (Modification de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 706) – Adopté après modification (p. 707).

Art. additionnel après l'art. 7 (Lien entre le permis de construire et l'autorisation du fonctionnement d'une installation classée) (p. 708) – Adopté (p. 709).

Art. 8 (Transport d'organismes génétiquement modifiés) – Adopté (p. 709).

Art. 9 (Définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés) (p. 709) – Adopté après modification (p. 710).

Art. 10 (Autorisation préalable des disséminations volontaires) – Adopté après modification (p. 710).

Art. 11 (Information du public sur les effets des disséminations volontaires) – Adopté après modification (p. 710).

Art. 12 (Contrôle des disséminations volontaires) (p. 710) – Adopté après modification (p. 711).

Art. 13 (Définition de la mise sur le marché) – Adopté après modification (p. 711).

Art. 14 (Exigence d'une autorisation de mise sur le marché) – Adopté (p. 711).

Art. 15 (Clause de sauvegarde) – Adopté (p. 711).

Art. 16 (Produits déjà soumis à une procédure d'homologation ou de mise sur le marché) – Adopté (p. 711).

Art. 17 (Constatation des infractions) – Adopté (p. 711).

Art. 18 (Obligations du titulaire d'une autorisation en cas de nouvelle appréciation des risques) – Adopté (p. 711).

Art. 19 (Intervention de l'administration en cas de nouvelle appréciation des risques) – Adopté après modification (p. 712).

Art. 20 (Conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché) – Adopté après modification (p. 714).

Art. 21 (Versement représentatif des frais d'instruction) (p. 714) – Adopté après modification (p. 715).

Art. 22 (Sanctions administratives applicables en cas de non-respect des conditions de l'autorisation) – Adopté (p. 715).

Art. 23 (Sanctions administratives : défaut d'autorisation de dissémination volontaire) – Adopté (p. 715).

Art. 24 (Sanctions administratives : défaut d'autorisation de mise sur le marché) – Adopté (p. 715).

Art. 25 (Recouvrement des sommes consignées ou avancées par l'Etat) – Adopté après modification (p. 715).

Art. 26 (Sanctions pénales du défaut d'autorisation) – Adopté (p. 715).

Art. 27 (Sanctions pénales applicables en cas de non-respect d'une mesure de suspension, de retrait, d'interdiction, de consignation ou d'une mise en demeure) – Adopté après modification (p. 715).

Art. 28 (Sanctions pénales en cas d'obstacles à l'exercice des fonctions des agents chargés de rechercher et de constater les infractions) – Adopté (p. 716).

Art. 29 (Mesures de publicité des condamnations) – Adopté (p. 716).

Art. 30 (Dispositions diverses) – Adopté (p. 716).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 716) : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Maurice Schumann, président de la commis-

sion ; François Autain – directives européennes – parlement français – procédure réglementaire – navettes – chercheurs individuels ; intervention de M. Pierre Laffitte, rapporteur.

Adoption (21 avril 1992) (p. 716).

Discussion (deuxième lecture)

(22 juin 1992) (p. 1913, 1927).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1913, 1917) : Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; MM. Hubert Curien, ministre de la recherche ; Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1917, 1927) : Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Pierre Laffitte, rapporteur ; Mme Ségolène Royal, ministre ; MM. Hubert Durand-Chastel, Hubert Curien, ministre ; Michel Souplet, Désiré Debavelaere, Bernard Hugo.

Art. 3 – Adopté (p. 1918).

Art. 6 (p. 1918) – Adopté après modification (p. 1920).

Art. 7 (p. 1920) – Adopté après modification (p. 1922).

Art. 7 bis et 11 – Adoptés après modification (p. 1923).

Art. 20 (p. 1923) – Adopté après modification (p. 1926 ; précédemment réservé p. 1923).

Art. 21 (p. 1923) – Adopté après modification (p. 1924).

Art. 22 – Adopté (p. 1924).

Art. 25 – Adopté après modification (p. 1924).

Art. 26 et 27 – Adoptés (p. 1925).

Art. 31 et 32 – Adoptés après modification (p. 1925).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1927) : M. Michel Miroudot.

Adoption (22 juin 1992) (p. 1927).

Discussion (commission mixte paritaire)

(1^{er} juillet 1992) (p. 2325, 2327).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2325, 2326) : MM. Pierre Laffitte, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Hubert Curien, ministre de la recherche.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2326)

Art. 7 et 7 bis (p. 2326).

Art. 31 (p. 2327).

Adoption (1^{er} juillet 1992) (p. 2327).

Gouvernement

Voir *Partis et groupements politiques*, 2

Gouvernement (déclarations)

1. – Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat – LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par Mme Edith Cresson, premier ministre (7 février 1992) (p. 497, 502) ; (11 février 1992) (p. 509, 517) [n° 251] – MM. Daniel Hoeffel, Charles Pasqua,

Mme Hélène Luc, MM. Claude Estier, Ernest Cartigny, Marcel Lucotte, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le parlement.

2. – Déclaration de politique générale du Gouvernement – LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre (8 avril 1992) (p. 539, 544) [n° 280 (91-92)].

3. – Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la presse et l'audiovisuel, PRONONCEE AU SENAT par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication (12 mai 1992) (p. 1051, 1085) [n° 331 (91-92)] – MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Ivan Renar, Adrien Goueyron, Jean Cluzel, Pierre-Christian Taittinger, Pierre Laffitte, François Autain, Jacques Habert, André Diligent, Ambroise Dupont, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

4. – Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme de la politique agricole commune, PRONONCEE AU SENAT par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (2 juillet 1992) (p. 2349, 2402) n° 485 – MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Georges Berchet, Marcel Bony, Louis Minetti, François Delga, Désiré Debavelaere, Michel Souplet, Christian Bonnet, Raymond Soucaret, Michel Moreigne, Félix Leyzour, Jacques Delong, Jean Cluzel, Roland du Luart, Louis Brives, Philippe François, Rémi Herment, Pierre Louvoit, François Lesein, Jacques de Menou, Albert Vecten, Joseph Caupert, Paul Girod, Geoffroy de Montalembert, Jacques Machet, Roger Rigaudière, Claude Huriet, Emmanuel Hamel, Pierre Lacour, François Blaizot, Alphonse Arzel, Jean Pourchet, Bernard Baraux.

5. – Déclaration de politique générale du Gouvernement sur les négociations du GATT – LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre (25 novembre 1992) (p. 3434, 3436) [n° 63 (92-93)].

6. – Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les négociations du GATT, PRONONCEE AU SENAT par MM. Pierre Bérégovoy, Premier ministre et Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture (26 novembre 1992) (p. 3488, 3506) [n° 69 (92-93)] – MM. François Giacobbi, Louis Minetti, Charles-Edmond Lenglet, Philippe François, Roland du Luart, Fernand Tardy, Jean Cluzel, Philippe Adnot, Raymond Soucaret, Jacques de Menou, Marcel Daunay, Paul Girod, Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes.

Grand marché intérieur (CEE)

Voir *Banques et établissements financiers*, 2
Commerce extérieur, 1

Grève (droit de)

Voir *Transports*, 3

Guerre mondiale (Seconde)

Voir *Rappels au règlement*, 23

H**Handicapés**

1. – **Proposition de loi tendant, en matière de retraite, à faire bénéficier de mesures particulières la mère d'un enfant handicapé, pour ce qui concerne les bonifications prévues au code des pensions civiles et militaires de retraite d'une part, et les majorations de durée d'assurance prévues au régime général de la sécurité sociale d'autre part**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Mouly, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992 - 4 février 1992) [n° 250 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Harcèlement sexuel

Voir *Travail*, 1

Haute Cour de justice

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 5 ; 9
Rappels au règlement, 37 ; 41

1. – **Scrutins pour l'élection des juges titulaires et des juges suppléants de la Haute Cour de justice** (27 octobre 1992) (p. 2864 ; 2874).

2. – **Election et prestation de serment de juges de la Haute Cour de justice** (27 octobre 1992) (p. 2873 ; 2876).

3. – **Prestation de serment d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice** (1^{er} décembre 1992) (p. 3541).

Hongrie

Voir *Traités et conventions*, 17

Hôpitaux publics

1. – **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 28 août 1991) [n° 475 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (9 avril 1992) [n° 282 (91-92)] – Discussion (15 avril 1992) – Adoption (15 avril 1992) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1992) [n° 2617 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Léo Grezard (13 mai 1992) [n° 2696 (91-92)] – Discussion (11 juin 1992) – Adoption (11 juin 1992) [n° 659].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 juin 1992) [n° 407 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (24 juin 1992) [n° 437 (91-92)] – Discussion (25 juin 1992) – Adoption (25 juin 1992) [n° 162].

PROMULGATION : Loi n° 92-614 du 6 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 7 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 avril 1992) (p. 647, 655).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 647, 650) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 650, 655) : MM. Robert Pagès, Michel Rufin, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre.

Art. 1^{er} (*Responsabilité objective des établissements sanitaires et sociaux*) (p. 650) – Adopté après modification (p. 652).

Art. 2 (*Causes d'exonération*) (p. 652) – Supprimé (p. 653 ; précédemment réservé p. 652).

Art. 3 (*Limitation de responsabilité*) – Adopté après modification (p. 652).

Art. 4 (*Cas de responsabilité illimitée*) (p. 652) – Adopté après modification (p. 653).

Art. 5 (*Responsabilité pour faute*) – Adopté (p. 653).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Causes d'exonération de la responsabilité*) – Adopté (p. 653).

Art. 6 (*Objets abandonnés*) (p. 653) – Adopté après modification (p. 654).

Art. 7 (*Vente des objets non réclamés*) – Adopté (p. 654).

Art. 8 (*Information de la personne admise ou hébergée*) – Adopté après modification (p. 654).

Art. 9 (*Caractère d'ordre public des dispositions de la loi*) – Adopté après modification (p. 654).

Art. 10 (*Objets déposés ou abandonnés avant l'entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 654).

Art. 11 (*Modalités d'application*) – Adopté après modification (p. 655).

Art. additionnel après l'art. 11 (*Date d'entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 655).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 655) : MM. Robert Pagès, Jean Huchon, Claude Prouvoyeur.

Adoption (15 avril 1992) (p. 655).

Discussion (deuxième lecture)

(25 juin 1992) (p. 2044, 2045).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2044) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2044, 2045)

Art. 1^{er} (*Responsabilité objective des établissements sanitaires et sociaux*) – Adopté (p. 2044).

Art. 5 bis (*Causes d'exonération*) – Adopté (p. 2044).

Art. 7 (*Vente des objets non réclamés*) – Adopté (p. 2045).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2045) : M. Robert Vizet.

Adoption (25 juin 1992) (p. 2045).

Hydrocarbures

1. – **Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 % de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Souplet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 6 août 1992) [n° 509 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Souplet (28 octobre 1992) [n° 26 (92-93)] – Discussion (4 novembre 1992) – Adoption (4 novembre 1992) [n° 13].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1992) [n° 3008 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion des conclusions du rapport

(4 novembre 1992) (p. 3016, 3030).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3016, 3027) : MM. Michel Souplet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Billardon, ministre délégué à l'énergie ; Jacques Machet, Hubert Durand-Chastel, Jean-Luc Bécart, Robert Laucournet, Philippe François, Philippe de Bourgoing.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3027, 3030) : MM. Jean-Pierre Masseret, Paul Caron, Philippe François, Gérard Delfau, Emmanuel Hamel, Hubert Durand-Chastel, Philippe de Bourgoing, Michel Souplet, rapporteur ; André Billardon, ministre.

Art. unique (Obligation d'incorporation) (p. 3027) – Adopté (p. 3030).

Scrutin public n° 16 (p. 3030).

Adoption (4 novembre 1992) (p. 3030).

2. – **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier**, PRÉSENTE AU SÉNAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 – 23 septembre 1992) [n° 517 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis de Catuelan (28 octobre 1992) [n° 25 (92-93)] – Urgence – Discussion (5 novembre 1992) – Adoption (5 novembre 1992) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 novembre 1992) [n° 3025 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Bachy (25 novembre 1992) [n° 3062 (92-93)] – Discussion (15 décembre 1992) – Adoption (15 décembre 1992) [n° 772].

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1992) [n° 138 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Bachy (18 décembre 1992) [n° 3191 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 782].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Louis de Catuelan (18 décembre 1992) [n° 148 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 55].

PROMULGATION : Loi n° 92-1443 du 31 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1992) (p. 3043, 3073).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3043, 3051) : MM. André Billardon, ministre délégué à l'énergie ; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer ; Louis de Catuelan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour, Robert Laucournet.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3051, 3072) : MM. Philippe François, Jean-Pierre Masseret, Louis de Catuelan, rapporteur ; André Billardon, ministre ; Philippe Marini, Louis Minetti, Félix Leyzour, Jacques Rocca Serra, Guy Penne, Robert Laucournet, Charles Josselin, secrétaire d'Etat ; Philippe de Gaulle.

Art. 1^{er} (Régime de liberté des produits pétroliers) (p. 3054) – Adopté après modification (p. 3056).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution, portant sur l'article 1^{er} en ne retenant que l'amendement n° 2 de la commission et à l'exclusion de tout sous-amendement et de tout amendement tendant à insérer un article additionnel (p. 3055).

Art. 2 (Principe des stocks stratégiques) – Adopté après modification (p. 3056).

Art. 3 (Gestion des stocks stratégiques) – Adopté après modification (p. 3059).

Art. 4 (Constitution des stocks stratégiques) (p. 3059) – Adopté après modification (p. 3060).

Art. 5 (Régime fiscal de la société anonyme de gestion des stocks de sécurité) – Adopté (p. 3060).

Art. 6 (Obligation de pavillon) (p. 3060) – Adopté après modification (p. 3062).

Art. 7 (Information de l'autorité administrative) (p. 3062) – Adopté après modification (p. 3063).

Art. 8 (Notification des opérations relatives aux installations de raffinage) (p. 3063) – Adopté après modification (p. 3064).

Art. 9 (Définition des règles techniques applicables aux installations pétrolières ne relevant pas de la législation relative aux installations classées) – Adopté (p. 3064).

Art. 10 (Modification de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie) – Adopté (p. 3064).

Art. 11 (Pouvoirs du Gouvernement en cas de crise) (p. 3064) – Adopté après modification (p. 3065).

Art. 12 (Sanctions en cas de manquement aux obligations d'information) (p. 3065) – Adopté après modification (p. 3068).

Art. 13 (Sanctions en cas de manquement à l'obligation de pavillon) – Adopté après modification (p. 3068).

Art. 14 (Sanctions en cas de manquement aux obligations de constitution de stocks stratégiques) (p. 3068) – Adopté après modification (p. 3070).

Art. 15 (Recouvrement des astreintes et des amendes) – Adopté après modification (p. 3070).

Art. 16 (Sanctions en cas de manquement aux obligations de notification des opérations relatives aux installations de raffinage) (p. 3070) – Adopté après modification (p. 3071).

Art. 17 (Sanctions en cas de manquement aux obligations en cas de crise) – Adopté (p. 3071).

Art. 18 (Exclusion des opérations relatives à la défense nationale) – Adopté (p. 3071).

Art. additionnel après l'art. 18 (Dispositions transitoires dans l'attente de la création et du fonctionnement du comité professionnel) – Adopté (p. 3071).

Art. 19 (Entrée en vigueur et abrogation des dispositions antérieures) – Adopté (p. 3071).

Art. additionnel après l'art. 19 (Rapport du Gouvernement sur les coûts de production, de transport et de transformation des produits pétroliers, sur la spéculation et la formation des prix) (p. 3071) – Adopté (p. 3072).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3072, 3073) : intervention de MM. Charles Josselin, secrétaire d'Etat ; André Billardon, ministre délégué ; Louis de Catuelan, rapporteur ; Félix Leyzour.

Adoption (5 novembre 1992) (p. 3073).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1992) (p. 4540, 4546).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4540, 4541) : MM. Louis de Catuelan, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4541, 4544) : MM. Jean-Louis Bianco, ministre ; Louis de Catuelan, rapporteur.

Art. 1^{er} et 2 (p. 4541).

Art. 3, 4, 6 et 7 (p. 4542).

Art. 8 et 11 (p. 4543).

Art. 12 – Adopté après modification avec l'ensemble du texte (p. 4543).

Art. 13 et 14 (p. 4543).

Art. 16, 18 bis A (supprimé par la CMP) et **18 bis** (p. 4544).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4544) : Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Aubert Garcia.

Adoption (20 décembre 1992) (p. 4544).

Immigration

Voir *Etrangers*, 2

Impôts et taxes

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), 1

1. – **Projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Charasse, ministre du budget (6 mai 1992) [n° 2682 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (21 mai 1992) [n° 2732 (91-92)] – Urgence – Discussion (26 mai 1992) – Adoption (26 mai 1992) [n° 647].

NOUVEL INTITULE « **Projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 91-680-CEE complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive n° 77-388-CEE, et de la directive n° 92-12-CEE relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 juin 1992) [n° 373 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (11 juin 1992) [n° 403 (91-92)] – Discussion (18 juin 1992) – Adoption (18 juin 1992) [n° 154].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1992) [n° 2814 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Alain Richard (1^{er} juillet 1992) [n° 2875 (91-92)] – Discussion (3 juillet 1992) – Adoption (3 juillet 1992) [n° 710].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Roger Chinaud (1^{er} juillet 1992) [n° 473 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 189].

PROMULGATION: Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 19 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1992) (p. 1820, 1859).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1820, 1826): *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances; Michel Charasse, ministre du budget; Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1826, 1859): *MM. Robert Vizet, Roger Chinaud, rapporteur général; Michel Charasse, ministre; Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Masseret.*

Art. 1^{er} (*Application en droit français de directives du Conseil des communautés européennes*) (p. 1826) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE PREMIER**DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**

Art. 2 (*Opérations soumises à la TVA*) – Adopté (p. 1827).

Art. 3 (*Soumission des acquisitions intracommunautaires à la TVA*) – Adopté (p. 1827).

Art. 4 (*Définition des assujettis à la TVA*) – Adopté (p. 1827).

Art. 5 (*Régime des prélèvements*) – Adopté (p. 1828).

Art. 6 (*Localisation des livraisons de biens*) – Adopté (p. 1828).

Art. 7 (*Régime des ventes à distance pour les expéditions à destination d'un autre Etat membre de la CEE*) (p. 1828) – Adopté après modification (p. 1829).

Art. 8 (*Régime des ventes à distance pour les expéditions à destination de la France*) – Adopté après modification (p. 1829).

Art. 9 (*Localisation des acquisitions intracommunautaires*) (p. 1829) – Adopté après modification (p. 1830).

Art. 10 (*Localisation des prestations de service*) – Adopté (p. 1830).

Art. 11 (*Localisation des prestations de transports intracommunautaires*) – Adopté après modification (p. 1830).

Art. 12 (*Localisation des prestations de services immatériels*) – Adopté (p. 1830).

Art. 13 (*Définition du preneur de la prestation de services*) (p. 1830) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 14 (*Localisation de certaines prestations de services effectuées par des intervenants installés hors de la Communauté économique européenne*) – Adopté (p. 1830).

Art. 15 (*Champ de l'option exercée par les banques*) – Adopté (p. 1831).

Art. 16 (*Possibilité pour les personnes bénéficiant du régime dérogatoire d'opter pour le paiement de la TVA sur leurs acquisitions intracommunautaires*) – Adopté après modification (p. 1831).

Art. 17 (*Régime des biens usagés*) – Adopté (p. 1831).

Art. 18 (*Modification du champ d'application du régime des exportations*) – Adopté (p. 1831).

Art. 19 (*Exonération des livraisons intracommunautaires*) (p. 1831) – Adopté (p. 1832).

Art. 20 (*Exonération des livraisons intracommunautaires*) (p. 1831) – Adopté (p. 1832).

Art. 20 (*Exonération des prestations rendues par des intermédiaires transparents*) – Adopté (p. 1832).

Art. 21 (*Base d'imposition à la TVA*) (p. 1832) – Adopté après modification (p. 1833).

Art. 22 (*Régime des débours*) – Adopté (p. 1833).

Art. 23 (*Fait générateur et exigibilité de la taxe sur la valeur ajoutée*) – Adopté (p. 1833).

Art. 24 (*Modalités d'exercice du droit à déduction*) (p. 1833) – Adopté après modification (p. 1834).

Art. 25 (*Modalités d'exercice du droit à déduction pour les opérations portant sur les métaux non ferreux*) – Adopté (p. 1834).

Art. 26 (*Non-application de la règle du décalage d'un mois aux commissionnaires assimilés à des acheteurs-revendeurs*) (p. 1834) – Adopté après modification (p. 1835).

Art. 27 (*Régime des franchises*) – Adopté (p. 1835).

Art. 28 (*Prise en compte des acquisitions intracommunautaires pour déterminer le champ d'application des taux de TVA*) – Adopté (p. 1835).

Art. 29 (*Détermination du redevable de la TVA*) – Adopté (p. 1835).

Art. 30 (*Obligations déclaratives des opérateurs du commerce intracommunautaire*) – Adopté (p. 1835).

Art. 31 (*Modification du contenu de la déclaration périodique de recettes*) – Adopté (p. 1835).

Art. 32 (*Modification des règles de facturation*) (p. 1835) – Adopté (p. 1836).

Art. 33 (*Représentation fiscale*) – Adopté (p. 1836).

Art. 34 (*Création d'un état récapitulatif*) (p. 1858; précédemment réservé p. 1836) – Adopté après modification (p. 1859).

- Art. 35** (*Définition de l'importation*) – Adopté (p. 1836).
- Art. 36** (*Régime de l'importation temporaire*) – Adopté (p. 1836).
- Art. 37** (*Détermination du fait générateur de la taxe à l'importation*) – Adopté (p. 1836).
- Art. 38** (*Remboursement de la taxe acquittée à l'importation en cas d'expéditions ultérieures dans un pays membre de la CEE*) – Adopté (p. 1836).
- Art. 39** (*Non-obligation de la franchise en base aux livraisons de moyens de transport neufs*) – Adopté (p. 1836).
- Art. 40** (*Adaptation du champ d'application des taux de TVA en Corse*) – Adopté (p. 1836).
- Art. 41** (*Adaptation du régime de la TVA sur les produits pétroliers*) – Adopté (p. 1836).
- Art. 42** (*Adaptation du régime de remboursement forfaitaire agricole*) (p. 1836) – Adopté (p. 1837).
- Art. 43** (*Adaptation du régime de remboursement forfaitaire agricole (suite)*) – Adopté (p. 1837).
- Art. 44** (*Régime des véhicules de transport neufs*) – Adopté après modification (p. 1837).
- Art. 45** (*Adaptation du régime des ventes de papier de presse*) – Adopté (p. 1837).
- Art. 46** (*Adaptation du régime de la redevance sanitaire d'abatage et de la redevance sanitaire de découpage*) – Adopté (p. 1837).
- Art. 48** (*Adaptation du régime de la taxe affectée au fond national du livre*) (p. 1837) – Adopté (p. 1838).
- Art. 49** (*Adaptation du régime de la taxe forestière*) – Adopté (p. 1838).
- Art. 50** (*Adaptation du régime de la taxe sur les betteraves*) – Adopté (p. 1838).
- Art. 51** (*Adaptation du régime de la taxe sur le produit des exploitations forestières*) – Adopté (p. 1838).
- Art. 52** (*Adaptation du régime de la taxe sur les huiles*) – Adopté (p. 1838).
- Art. 53** (*Adaptation du régime de la taxe sur les tabacs fabriqués*) – Adopté après modification (p. 1838).
- Art. 54** (*Adaptation du régime des déductions des auto-écoles*) – Adopté (p. 1838).
- Art. 55** (*Adaptation du régime des échanges de tabac manufacturé entre la France continentale et la Corse*) (p. 1838) – Adopté (p. 1839).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS INDIRECTS

- Art. 56** (*Nature des dispositions du titre II*) – Adopté (p. 1839).
- Art. 57** (*Produits et accises soumis aux nouvelles règles de circulation*) – Adopté (p. 1839).
- Art. 59** (*Exigibilité de l'accise*) (p. 1839) – Adopté après modification (p. 1840).
- Art. 60** (*Exonération des exportations*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 61** (*Maintien temporaire de l'activité intracommunautaire des boutiques hors taxe*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 62** (*Régime applicable aux entrepositaires agréés*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 63** (*Régime applicable aux opérateurs enregistrés*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 64** (*Régime applicable aux opérateurs non enregistrés*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 65** (*Dispense de la garantie de paiement pour les personnes morales de droit public*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 66** (*Pertes non soumises à accise*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 67** (*Règles de circulation intracommunautaires*) – Adopté (p. 1840).
- Art. 68** (*Document d'accompagnement*) (p. 1840) – Adopté (p. 1841).
- Art. 69** (*Obligations des opérateurs non enregistrés*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 70** (*Renvoi du document d'accompagnement à l'expéditeur*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 71** (*Apurement du régime suspensif*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 72** (*Reboursement de l'accise*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 72 bis** (*Entrepositaires agréés réalisant des opérations de vente à distance*) – Adopté après modification (p. 1841).
- Art. 73** (*Obligation des entrepositaires agréés*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 74** (*Obligation des opérateurs enregistrés*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 75** (*Obligation des opérateurs professionnels recevant des produits déjà mis à la consommation dans un autre Etat membre*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 76** (*Représentant fiscal*) – Adopté (p. 1841).
- Art. 77** (*Modification de l'article 349 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 78** (*Modification de l'article 406 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 79** (*Modification de l'article 412 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 80** (*Modification de l'article 442 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 81** (*Exemption pour les produits circulant en intracommunautaire des formalités prévues pour la circulation interne*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 82** (*Modification de l'article 445 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 83** (*Modification de l'article 455 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 84** (*Modification de la définition du marchand en gros*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 85** (*Facilité de paiement pour les opérateurs enregistrés*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 86** (*Modification de l'article 502 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 87** (*Abrogation de l'article 503 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 88** (*Modification de l'article 514 bis du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 89** (*Maintien du monopole sur les tabacs*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 90** (*Modification de l'article 565 du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 91** (*Modification de l'article 575 B du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 92** (*Modification de l'article 575 C du code général des impôts*) – Adopté (p. 1842).
- Art. 93** (*Droit de consommation sur les tabacs applicable dans les DOM et en Corse*) (p. 1842) – Adopté après modification (p. 1843).
- Art. 94** (*Modification de l'article 575 M du code général des impôts*) – Adopté (p. 1843).
- Art. 95** (*Validation du document d'accompagnement*) – Adopté (p. 1843).
- Art. 96** (*Application aux expéditions intracommunautaires de certaines dispositions d'apurement prévues en régime interne*) (p. 1843) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 97 (*Contrôle des opérateurs professionnels dans le domaine des boissons alcooliques*) – Adopté (p. 1843).

Art. 98 (*Déclaration exigée des opérateurs dans le domaine des produits pétroliers*) – Adopté (p. 1843).

Art. 99 (*Apurement du régime suspensif pour les produits pétroliers en circulation interne*) – Adopté (p. 1843).

Art. 100 (*Entrepôt fiscal de stockage des produits pétroliers*) – Adopté (p. 1843).

Art. 101 (*Usines exercées*) – Adopté (p. 1843).

Art. 102 (*Modification de l'article 267 du code des douanes*) – Adopté (p. 1843).

Art. 103 (*Modalités particulières d'approvisionnement en produits pétroliers pour les particuliers*) – Adopté (p. 1843).

Art. 104 (*Modification de l'article 268 ter du code des douanes*) – Adopté (p. 1844).

Art. 105 (*Modification de l'article 268 bis du code des douanes*) – Adopté (p. 1844).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 106 (*Sanctions du défaut de présentation ou de tenue des registres concernant le travail à façon ou le transfert de biens*) (p. 1849 ; précédemment réservé p. 1844) – Adopté après modification (p. 1849).

Art. 107 (*Sanctions des factures de complaisance*) (p. 1849 ; précédemment p. 1844) – Adopté (p. 1850).

Art. 108 (*Institution d'un droit d'enquête en entreprise et d'un droit de contrôle des véhicules à usage professionnel*) (p. 1850 ; précédemment réservé p. 1844).

ART. L. 80 L DU LIVRE DE PROCEDURE FISCALE (*Droit d'enquête*) – Adopté après modification (p. 1852).

ART. L. 80 G DU LIVRE PRECITE (*Déroulement de la procédure*) – Adopté après modification (p. 1852).

ART. L. 80 H DU LIVRE PRECITE (*Caractère contradictoire du procès verbal dont fait l'objet la fin de l'enquête*) (p. 1852) – Adopté après modification (p. 1853).

ART. L. 80 I DU LIVRE PRECITE (*Possibilité d'intervention de l'administration des douanes*) (p. 1853) – Adopté (p. 1855).

ART. L. 80 J DU LIVRE PRECITE (*Possibilité pour les agents des douanes de procéder au contrôle des véhicules de transport à usage professionnel en vue de prévenir les manquements aux règles de facturation sur les opérations intracommunautaires entrant dans le champ d'application de la TVA*) – Adopté après modification (p. 1855).

– L'article 108, ainsi modifié, est adopté (p. 1855).

Art. 109 (*Obligation de conservation des documents soumis au droit d'enquête*) – Adopté (p. 1855 ; précédemment réservé p. 1844).

Art. 109 bis (*Transfert à la direction générale des douanes de la recherche des infractions en matière de contributions indirectes*) – Adopté (p. 1855 ; précédemment réservé p. 1844).

Art. 109 ter (*Fusion de la déclaration statistique des échanges de biens entre l'Etat membre et de l'état récapitulatif des clients*) (p. 1855 ; précédemment réservé p. 1844) – Adopté après modification (p. 1858).

Art. 110 (*Poursuites des infractions douanières commises avant le 1^{er} janvier 1993*) – Adopté (p. 1844).

Art. 111 (*Exclusion des entrées et des sorties de marchandises communautaires du champ d'application du code des douanes*) – Adopté (p. 1844).

Art. 112 (*Pouvoir de contrôle de l'administration des douanes dans le cadre de l'assistance mutuelle en matière de réglementation douanière ou agricole*) – Adopté (p. 1844).

Art. 113 (*Pouvoir de contrôle de l'administration des douanes dans les cas d'échanges de marchandises communautaires sou-*

misés à des prescriptions spéciales) – Adopté après modification (p. 1844).

Art. 113 bis (*Application au territoire national des mesures douanières spécifiques en matière de lutte contre les stupéfiants*) (p. 1844) – Adopté (p. 1845).

Art. 114 (*Règles spéciales applicables sur l'ensemble du territoire douanier à certaines catégories de marchandises*) – Adopté (p. 1845).

Art. 115 (*Généralisation de la constatation par procès verbal des infractions en matière de contributions indirectes*) – Adopté (p. 1847).

Art. 115 bis (*Alignement du régime de perception et de recouvrement de la taxe spéciale sur le prix des places de spectacle cinématographique sur celui de la TVA*) (p. 1847) – Adopté après modification (p. 1848).

Art. 116 (*Alignement du régime de la surtaxe sur les eaux minérales sur le régime du droit spécifique sur les eaux minérales*) – Adopté (p. 1848).

Art. 117 (*Rémunération pour copie privée des oeuvres fixées sur phonogrammes ou vidéogrammes*) – Adopté (p. 1848).

Art. 117 bis (*Rapport au Parlement sur l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté économique européenne*) – Adopté (p. 1848).

Art. 118 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 1848).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1859) : *M. Robert Vizet ; intervention de M. Michel Charasse, ministre.*

Adoption (18 juin 1992) (p. 1859).

Discussion (commission mixte paritaire)

(8 juillet 1992) (p. 2544, 2551).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2544, 2547) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Charasse, ministre du budget ; Robert Vizet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2547, 2551)

Art. 7, 8, 9 et 11 (p. 2547).

Art. 16, 21, 24 et 26 (p. 2548).

Art. 34, 44, 53, 59 et 72 bis (p. 2549).

Art. 93, 106, 108 et 109 ter (p. 2550).

Art. 113 et 115 bis (p. 2551).

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2551).

Incendies

Voir *Rappels au règlement*, 39

Industrie

Voir *Génie génétique*, 1

Infirmiers

Voir *Rappels au règlement*, 1
Sécurité sociale, 1

Interruption volontaire de grossesse (IVG)

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Irlande du Nord

Voir *Traités et conventions*, 24

Irrecevabilité (article 40 de la Constitution)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 10

Collectivités territoriales, 3 ; 4
Français de l'étranger, 1
Politique économique et sociale, 1

Sécurité sociale, 1
Service national, 2
Tourisme, 2

J**Japon**

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 12 ; 13

Jeunesse

1. – **Proposition de loi d'orientation sur les droits de la jeunesse**, PRÉSENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (11 décembre 1992) [n° 111 (92-93)]
– Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Justice

Voir *Rappels au règlement*, 6 ; 7

L

Littoral (protection)Voir *Environnement*, 9**Logement**Voir *Lois de finances*, 2
Rappels au règlement, 32

1. – **Proposition de loi tendant à lutter contre le squattage des locaux d'habitation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (29 avril 1991) [n° 307 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Camille Cabana (9 avril 1992) [n° 284 (91-92)] – Proposition reprise par son auteur le 20 octobre 1992.

2. – **Projet de loi relative à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, et par Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 24 décembre 1992) [n° 194 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Lois de finances

1. – **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur le prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré au profit des Communautés européennes**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Edmond Alphandéry, député (5 mai 1992) [n° 2678 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyst (25 juin 1992) [n° 2830 (91-92)] – Rapport commun avec la proposition de loi organique de M. Jean Auroux du 29 mai 1992 – Discussion (29 juin 1992) – Adoption (29 juin 1992) [n° 696].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 juillet 1992) [n° 479 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (21 octobre 1992) [n° 18 (92-93)] – Discussion (29 octobre 1992) – Adoption (29 octobre 1992) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 octobre 1992) [n° 2993 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyst (3 décembre 1992) [n° 3099 (92-93)].

Discussion (première lecture)

(29 octobre 1992) (p. 2922, 2939).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2922, 2929) : MM. *Martin Malvy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Mme Paulette Fost, M. Xavier de Villepin, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2929, 2939) : *Mme Paulette Fost, MM. Jean Arthuis, rapporteur ; Martin Malvy, ministre ; Emmanuel Hamel, Christian Poncelet, président de la commission ; Yves Guéna, Alain Vasselle, Ernest Cartigny, Jacques Oudin.*

Art. 1^{er} (*Inscription dans la loi de finances de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 2930) – Adopté après modification (p. 2933).

Art. 2 (*Information du Parlement sur le budget des Communautés européennes*) (p. 2933) – Adopté après modification (p. 2936).

Art. additionnel après l'art. 2 (p. 2936) (*Extension des pouvoirs des rapporteurs spéciaux*) (p. 2936) – Adopté (p. 2939).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2939) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Ernest Cartigny.*

Scrutin public de droit n° 12 (p. 2939).

Adoption (29 octobre 1992) (p. 2939).

2. – **Projet de loi de finances pour 1993**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre des finances et par M. Michel Charasse, ministre du budget (1^{er} octobre 1992) [n° 2931 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production – Rapport général de M. Alain Richard, rapporteur général (14 octobre 1992) [n° 2945 (92-93)] – Discussion (20, 21, 22, 23, 27, 28, 29 octobre 1992, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 16, 17 et 23 novembre 1992) – Adoption (23 novembre 1992) [n° 732].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1992) [n° 55 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois – Rapport général de M. Jean Arthuis, rapporteur général (24 novembre 1992) [n° 56 (92-93)] – Discussion (24, 25 et 26 novembre 1992) – Rejet (26 novembre 1992) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 3086 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (9 décembre 1992) [n° 3116 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Arthuis (9 décembre 1992) [n° 92 (92-93)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 3086 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (9 décembre 1992) [n° 3118 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 765].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (15 décembre 1992) [n° 116 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (16 décembre 1992) [n° 137 (92-93)] – Discussion (17 décembre 1992) – Rejet (17 décembre 1992) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (17 décembre 1992) [n° 3159 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (17 décembre 1992) [n° 3160 (92-93)] – Discussion (17 décembre 1992) – Adoption (17 décembre 1992) [n° 776].

PROMULGATION : Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1992).

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL (n° 2945) fait, au nom de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1993 (n° 2931), par M. Alain Richard, rapporteur général :

- Tome I. – Rapport général
- Tome II. – Examen de la première partie du projet de loi de finances
Conditions générales de l'équilibre financier
Volume 1. Articles 1 à 35 et article 37
Volume 2. Article 36 : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés Européennes
- Tome III. – Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances
Moyens des services et dispositions spéciales

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGET GÉNÉRAL

1. – Dépenses civiles

Annexes :

1. – Affaires étrangères et coopération : Affaires étrangères : M. Jean Gaubert.
2. – Affaires étrangères et coopération : Affaires européennes : Mme Dominique Robert
3. – Affaires étrangères et coopération : Coopération et développement : M. Pierre Victoria.
4. – Affaires sociales et santé : Affaires sociales et intégration : Famille : M. Fabien Thième.
5. – Affaires sociales et santé : Affaires sociales et intégration : Personnes âgées : M. Jean-Pierre Delalande.
6. – Affaires sociales et santé : Santé et action humanitaire : Santé : M. Gilbert Gantier.
7. – Agriculture et développement rural : BAPSA : Agriculture : M. Yves Tavernier.
8. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Jean-Louis Dumont.
9. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Maurice Pourchon.
10. – Économie et finances ; budget : Économie, finances et budget : M. Jean-Marc Ayrault.
11. – Économie et finances ; budget : Commerce et artisanat : M. Alain Griotteray.
12. – Économie et finances ; budget : Secteur public : M. Gaston Rimareix.
13. – Éducation nationale et culture : Éducation nationale : Enseignement scolaire : M. Jean-Paul Planchou.
14. – Éducation nationale et culture : Éducation nationale : Enseignement supérieur : M. Yves Fréville.
15. – Éducation nationale et culture : Culture : M. Dominique Gambier.
16. – Éducation nationale et culture : Culture : Communication : M. Robert-André Vivien.
17. – Environnement : M. Michel Barnier.
18. – Équipement, logement et transports : Urbanisme, logement et services communs : Logement et cadre de vie : M. Jean Anciant.
19. – Équipement, logement et transports : Transports terrestres : Transports terrestres et S.N.C.F. : M. Claude Germon.
20. – Équipement, logement et transports : Transports terrestres : Routes et sécurité routière : M. Alain Rodet.
21. – Équipement, logement, transports : Transport aérien et météorologie : Budget annexe de l'Aviation civile : M. Michel Inchauspé.
22. – Équipement, logement, transports : Mer : M. Albert Denvers.
23. – Industrie et commerce extérieur : Industrie : M. Jacques Roger-Machart.
24. – Industrie et commerce extérieur : Commerce extérieur : M. Edmond Hervé.
25. – Intérieur : Collectivités locales : M. Augustin Bonrepaux.
26. – Intérieur : Sécurité : M. Guy Bêche.
27. – Jeunesse et sports : M. Gérard Bapt.
28. – Justice : M. Philippe Auberger.
29. – Postes et Télécommunications : M. Alain Bonnet.
30. – Recherche et espace : M. Pierre Bourguignon.
31. – Services du Premier ministre : Services généraux - plan - Budget annexe des Journaux Officiels : M. Jean-Pierre Balligand.
32. – Services du Premier ministre : Secrétariat général de la Défense Nationale (S.G.D.N.) : M. Raymond Marcellin.
33. – Services du Premier ministre : Conseil économique et social : M. Ladislav Poniatowski.
34. – Services du Premier ministre : Aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Balligand.
35. – Services du Premier ministre : Fonction publique et réformes administratives : M. Jean-Pierre Bouquet.
36. – Tourisme : M. Raymond Forni.
37. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Michel Berson.
38. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail - emploi : M. Pierre Forgues.

2. – Dépenses militaires

39. – Défense : M. François Hollande.

II. – BUDGETS ANNEXES

40. – Imprimerie nationale : M. Michel Jacquemin.
41. – Légion d'honneur - Ordre de la libération : M. Jean de Gaulle.
42. – Monnaies et médailles : M. Patrick Devedjian.
43. – Prestations sociales agricoles : M. Philippe Vasseur.

III. – DIVERS

44. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Didier Migaud.
45. – Taxes parafiscales : M. Jean Tardito.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° 2946), présenté au nom de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1993 :

- Tome I. – Affaires étrangères et Coopération : Affaires étrangères : Relations culturelles internationales : M. Bernard Bardin
- Tome II. – Affaires sociales et santé : Affaires sociales et intégration : Mme Marie-Josèphe Sublet
- Tome III. – Affaires sociales et santé : Affaires sociales et intégration : Famille : M. Jean-Yves Charnard

- Tome IV. – Affaires sociales et santé : Affaires sociales et intégration : Personnes âgées : les veuves âgées : M. Denis Jacquat
- Tome V. – Affaires sociales et santé : Affaires sociales et intégration : Personnes handicapées : M. Jean Laurain
- Tome VI. – Affaires sociales et santé : Santé et action humanitaire : Santé : M. Alain Calmat
- Tome VII. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Jean Proveux
- Tome VIII. – Économie et finances : Droits des femmes : M. Jean-Michel Testu
- Tome IX. – Éducation nationale et culture : Éducation nationale : Enseignement scolaire : M. Jean-Pierre Béquet
- Tome X. – Éducation nationale et culture : Éducation nationale : Enseignement supérieur : M. Jean-Christophe Cambadélis
- Tome XI. – Éducation nationale et culture : Éducation nationale : Enseignement technique : M. Edouard Landrain
- Tome XII. – Éducation nationale et culture : Culture : M. Olivier Dassault
- Tome XIII. – Éducation nationale et culture : Culture : Communication : M. Bernard Schreiner (Yv.)
- Tome XIV. – Jeunesse et sports : M. Georges Hage
- Tome XV. – Recherche et espace : Recherche : M. Bernard Bioulac
- Tome XVI. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean-Paul Fuchs
- Tome XVII. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi : M. Thierry Mandon
- Tome XVIII. – Prestations sociales agricoles : M. Henri Bayard
- AVIS (n° 2947), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 :
- Tome I. – Affaires étrangères et coopération : Affaires étrangères : M. André Delehedde
- Tome II. – Affaires étrangères et coopération : Affaires étrangères : Francophonie et relations culturelles extérieures : M. Xavier Deniau
- Tome III. – Affaires étrangères et coopération : Affaires étrangères : Immigration : M. Bernard Stasi
- Tome IV. – Affaires étrangères et coopération : Affaires européennes : Institutions, Marché unique, Monnaie : M. Jean Seitlinger
- Tome V. – Affaires étrangères et coopération : Affaires européennes : Recherche, transports, Environnement : M. Jean-Yves Le Déaut
- Tome VI. – Affaires étrangères et coopération : Coopération et développement : M. Pierre Brana
- Tome VII. – Affaires sociales et santé : Santé et action humanitaire : Action humanitaire : M. Charles Pistre
- Tome VIII. – Agriculture et développement rural : Agriculture : M. Théo Vial-Massat
- Tome IX. – Éducation nationale et culture : Culture : Communication : M. Jean Laborde

- Tome X. – Équipement, logement et transports : Mer : M. Jean Lacombe
- Tome XI. – Industrie et commerce extérieur : Commerce extérieur : Mme Louise Moreau
- Tome XII. – Défense : M. Claude-Gérard Marcus
- AVIS (n° 2948), présenté au nom de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1993 :
- Tome I. – Affaires étrangères et coopération : Affaires étrangères : M. Bertrand Gallet
- Tome II. – Affaires étrangères et coopération : Coopération et développement : M. Guy-Michel Chauveau
- Tome III. – Équipement, logement et transports : Transport aérien et météorologie : Budget annexe de l'Aviation civile : M. Yves Dollo
- Tome IV. – Services du Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Louis Pierna
- Tome V. – Défense : Espace et forces nucléaires : M. Freddy Deschaux-Beaume
- Tome VI. – Défense : Recherche et industrie d'armement : M. Jean-Guy Branger
- Tome VII. – Défense : Personnels de la Défense : M. Jean Gatel
- Tome VIII. – Défense : Forces terrestres : M. François Filion
- Tome IX. – Défense : Marine : M. Joseph Gourmelon
- Tome X. – Défense : Air : M. Jean Briane
- Tome XI. – Défense : Gendarmerie : M. Georges Lemoine

AVIS (n° 2949), présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1993 :

- Tome I. – Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Jérôme Lambert
- Tome II. – Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Jean-Paul Virapoullé
- Tome III. – Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Pascal Clément
- Tome IV. – Intérieur : Sécurité : Police : Mme Denise Cacheux
- Tome V. – Intérieur : Sécurité : Sécurité civile : M. Paul-Louis Tenaillon
- Tome VI. – Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. Alain Vidalies
- Tome VII. – Justice : Administration pénitentiaire et protection juridique de la Jeunesse : M. Michel Pezet
- Tome VIII. – Services du Premier ministre : Fonction publique et réformes administratives : M. Marc Dolez

AVIS (n° 2950), présenté au nom de la commission de la Production et des Échanges sur le projet de loi de finances pour 1993 :

- Tome I. – Agriculture et développement rural : M. Pierre Métais
- Tome II. – Départements et territoires d'outre-mer : M. René Drouin

- Tome III. – Économie et finances : Commerce et artisanat : M. Jean-Paul Charié
- Tome IV. – Environnement : M. Daniel Chevallier
- Tome V. – Équipement, logement et transports : Urbanisme, logement et services communs : M. Bernard Carton
- Tome VI. – Équipement, logement et transports : Transports terrestres : M. Jean-Pierre Baumler
- Tome VII. – Équipement, logement et transports : Transport aérien et météorologie : Budget annexe de l'Aviation civile : M. Roger Léron
- Tome VIII. – Équipement, logement et transports : Mer : M. Gilbert Le Bris
- Tome IX. – Industrie et commerce extérieur : Industrie : M. Christian Bataille
- Tome X. – Industrie et commerce extérieur : Commerce extérieur : M. Francis Saint-Ellier
- Tome XI. – Postes et télécommunications : M. Gabriel Montcharmont
- Tome XII. – Recherche et espace : M. Robert Galley
- Tome XIII. – Services du Premier ministre : Services généraux : Plan : M. Paul Lombard
- Tome XIV. – Services du Premier ministre : Aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Kucheida
- Tome XV. – Tourisme : M. Francis Geng

SÉNAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 56 (92-93)] fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de finances pour 1993 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, [n° 55 (92-93)], par M. Jean Arthuis, rapporteur général :

- Tome I. – Le budget de 1993 et son contexte économique et financier.
- Tome II. – Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)
- Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jacques Chaumont.
2. – • Affaires européennes et article 36 - Evaluation de la participation française au budget des Communautés européennes : M. René Trégouët.
3. – Affaires sociales et santé : M. Jacques Oudin.
4. – Anciens combattants : M. Auguste Cazalet.
5. – Coopération et développement : M. Michel Charasse.
6. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri Goetschy.
Économie et finances :
7. – • Charges communes : M. Claude Belot.

8. – • Services financiers : M. Michel Manet.
9. – • Commerce extérieur : Mme Maryse Bergé-Lavigné
10. – • Commerce et artisanat : M. René Ballayer.
Éducation nationale et culture :
- I. – Éducation nationale :
11. – 1. Enseignement scolaire : M. Jacques-Richard Delong.
2. Enseignement supérieur : M. Jean Clouet.
- II. – Culture et communication :
12. – • Culture : M. Jacques Sourdille.
13. – • Presse : M. Jean Cluzel.
14. – Environnement : M. Philippe Adnot.
Équipement, logement, transports et espace :
15. – I. – Urbanisme, logement et services communs : M. Henri Collard.
II. – Transports :
16. – • Transports terrestres : M. Jean-Pierre Masseret.
17. – • Routes et sécurité routière : M. Paul Loridant.
18. – • Transport aérien et III. – Météorologie : M. Roger Romani.
IV. – Mer :
19. – • Marine marchande : M. René Regnault.
20. – • Ports maritimes : M. Tony Larue.
21. – Industrie : M. Bernard Barbier.
Intérieur :
22. – • Administration centrale et sécurité : M. Paul Girod.
23. – • Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. Jacques Mossion.
24. – Jeunesse et sports : M. Bernard Pellarin.
25. – Justice : M. Alain Lambert.
26. – Postes et télécommunications : M. Henri Torre.
27. – Recherche et espace : M. Jacques Valade.
Services du Premier ministre :
28. – I. – Services généraux : M. Maurice Couve de Murville.
29. – • Fonction publique et réformes administratives : M. René Trégouët.
30. – II. – Secrétariat général de la Défense nationale : M. Louis Perrein.
31. – III. – Conseil économique et social : Mme Paulette Fost.
32. – IV. – Plan : M. Michel Moreigne.
33. – V. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.
34. – Tourisme : M. Pierre Croze.
35. – Travail, emploi et formation professionnelle et services communs aux affaires sociales et au travail : M. Emmanuel Hamel.
B. – Budgets annexes.
36. – Aviation civile : M. Roger Romani.
37. – Imprimerie nationale : M. Robert Vizet.
38. – Journaux officiels : Mme Paulette Fost.
39. – Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Louis Perrein.
40. – Monnaies et Médailles : M. Michel Sergent.
41. – Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

II. - DÉFENSE

42. - Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin.

43. - Dépenses ordinaires : M. François Trucy.

III. - AUTRES DISPOSITIONS

44. - Comptes spéciaux du Trésor : M. Ernest Cartigny.

Rapporteurs pour avis (1)

AVIS [n° 57 (92-93)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

- Tome I. - Culture, par M. Michel Miroudot
 Tome II. - Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat
 Tome III. - Environnement, par M. Ambroise Dupont
 Tome IV. - Enseignement scolaire, par M. Pierre Vallon
 Tome V. - Enseignement agricole, par M. Albert Vecten
 Tome VI. - Enseignement supérieur, par M. Jean-Pierre Camoin
 Tome VII. - Enseignement technique, par M. Gérard Delfau
 Tome VIII. - Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte
 Tome IX. - Jeunesse et sports, par M. François Lesein
 Tome X. - Communication, par M. Adrien Gouteyron
 Tome XI. - Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Joël Bourdin
 Tome XII. - Francophonie, par M. Jacques Legendre

AVIS [n° 58 (92-93)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1993, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

- Tome I. - Agriculture, par M. Alain Pluchet
 Tome II. - Aménagement rural, par M. Henri de Raincourt
 Tome III. - Industries agricoles et alimentaires, par M. Aubert Garcia
 Tome IV. - Industrie, par M. Francisque Collomb
 Tome V. - Energie, par M. Robert Laucournet
 Tome VI. - Recherche et espace, par M. Jean-Marie Rausch
 Tome VII. - Artisanat et Commerce, par M. Jean-Jacques Robert
 Tome VIII. - Consommation et concurrence, par M. Louis Minetti
 Tome IX. - Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay
 Tome X. - Aménagement du territoire, par M. Jean Puech
 Tome XI. - Plan, par M. Jean Boyer
 Tome XII. - Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier
 Tome XIII. - Ports maritimes, par M. Josselin de Rohan
 Tome XIV. - Logement, par M. William Chervy
 Tome XV. - Urbanisme, par M. Jacques Bellanger
 Tome XVI. - Tourisme, par M. Charles Ginésy
 Tome XVII. - Environnement, par M. Bernard Hugo

Tome XVIII. - Transports terrestres, par M. Georges Berchet

Tome XIX. - Aviation civile transport aérien, par M. Jean-François Le Grand

Tome XX. - Marine marchande, par M. Louis de Catuelan

Tome XXI. - Postes et télécommunications, par M. André Fosset

Tome XXII. - Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré

Tome XXIII. - Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour

AVIS [n° 59 (92-93)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1993 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

- Tome I. - Affaires étrangères, par M. Bernard Guyomard
 Tome II. - Affaires étrangères, relations culturelles extérieures, par M. Guy Penne
 Tome III. - Coopération, par M. Paul d'Ornano
 Tome IV. - Défense - Nucléaire, espace et services communs, par M. Xavier de Villepin
 Tome V. - Défense - Gendarmerie, par M. Michel Alloncle
 Tome VI. - Défense - Forces terrestres, par M. Jean Simonin
 Tome VII. - Défense - Air, par M. Albert Voilquin
 Tome VIII. - Défense - Marine, par M. Max Lejeune

AVIS [n° 60 (92-93)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

- Tome I. - Sécurité sociale (problèmes généraux et équilibre financier), par M. Charles Descours
 Tome II. - Santé et politique hospitalière, par M. Louis Boyer
 Tome III. - Politique familiale, par M. Jean Chérioux
 Tome IV. - Politique en faveur des personnes âgées, par M. Philippe Marini
 Tome V. - Politique en faveur des handicapés, par M. Jacques Machet
 Tome VI. - Politique de l'immigration et de l'intégration, par M. Hélène Missoffe
 Tome VII. - Travail, emploi et formation professionnelle, par M. Louis Souvet et Jean Madelain
 Tome VIII. - Budget annexe des prestations sociales agricoles, par M. Bernard Seillier
 Tome IX. - Anciens combattants, par M. Guy Robert
 Tome X. - DOM-TOM (aspects sociaux), par M. Roger Lise
 Tome XI. - Logement social, par M. Jacques Bimbenet

(1) L'hypothèse du rejet du projet de loi de finances à la suite de l'adoption d'une question préalable a conduit la **commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale** à ne pas présenter d'avis budgétaires - (Bulletin des commissions n° 7 - 21 novembre 1992).

TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1993 (Assemblée nationale n° 2931 et Sénat n° 55, 1992-1993) et des articles de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. - <i>IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS</i>			
		A. - <i>Dispositions antérieures</i>			
1 ^{er}		Autorisation de percevoir les impôts existants et entrée en vigueur de la loi de finances pour 1993.....			1 ^{er}
		B. - <i>Mesures fiscales</i>			
		1. Mesures en faveur des ménages			
2		I. Calcul de l'impôt : barème applicable aux revenus de 1992 - limites d'exonération de l'impôt sur le revenu - Abattement pour les contribuables âgés de plus de 65 ans ou invalides - Non-résidents : taux de la retenue à la source pour 1993 - Montant du minimum de recouvrement - Comptes sur livrets d'épargne populaire - Dons faits par les particuliers aux associations humanitaires - Réduction d'impôt pour dépenses afférentes à l'habitation principale : chiffres limites - Seuil de taxation forfaitaire d'après les éléments du train de vie - Dégrèvements partiels de taxe d'habitation - Plafonnement des cotisations de taxe d'habitation - Relèvement du seuil d'exigibilité des acomptes provisionnels - Gains nets sur cession de valeurs mobilières ou droits sociaux - Revalorisation du barème de taxe sur les salaires - Montant de la rémunération des apparentés - Plafond de la déduction de 10 % pour frais professionnels des salariés - Abattement de 10 % sur les pensions et retraites - Plancher de déduction pour frais professionnels des salariés - Plancher de déduction pour les pensions et retraites - Rémunérations élevées : abattement de 20 % (ou de 10 %) - Chèques-vacances : relèvement du plafond - Exonération des rémunérations des sportifs de haut niveau.....			2
		II. Plafonnement des effets du quotient familial			
		III. Abattement pour enfants mariés rattachés - Pension alimentaire versée aux enfants majeurs.			
		IV. Décote.			
		V. Minorations de 11 %, 6 % et 3 % ou dégressive.			
	2 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Réduction d'impôt pour grosses réparations.....			3
3		Réduction d'impôt pour frais de scolarisation.....			4
4		Investissement immobilier locatif : nouvelle mesure et aménagement.....			5
	4 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu ..			6
5		Taxe de 0,6 % sur revenus soumis au prélèvement libératoire .			7
7		Titres-restaurant : relèvement des limites d'exonération			8

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		2. Mesures en faveur de l'agriculture			
8		Taxes foncières sur les propriétés non bâties (terres agricoles) : exonération de la part régionale et départementale			9
9		Taux de T.V.A. : animaux de boucherie			10
		3. Mesures en faveur de l'investissement et de l'emploi			
10		Réduction du taux d'impôt sur les sociétés ; suppression du supplément d'impôt sur les sociétés - Réduction du taux des acomptes de l'impôt sur les sociétés - Plafonnement du pré-compte à 33 1/3 en cas de distribution de la réserve spéciale des plus-values à long terme			11
	10 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Intégration fiscale : durée du premier exercice			12
11		Suppression de la déductibilité des dividendes			13
12		Régime fiscal des parts ou actions d'OPCVM détenues par les entreprises			14
13		Reprise d'entreprise en difficulté			15
	13 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés nouvelles			16
14		Extension du crédit d'impôt formation			17
15		Taxe sur les salaires : franchise en impôt et décote ; abattement pour les associations			18
16		Taxe sur les conventions d'assurances : transports routiers			19
17		Crédit d'impôt recherche			20
		4. Mesures en faveur de l'environnement			
18		Reconduction des amortissements exceptionnels - Reconduction du suramortissement des investissements à l'aide de certaines primes d'équipement			21
	18 bis (A.N.) Nelle lect.	Taxe intérieure de consommation applicable au gaz naturel			22
19		Exonération de la taxe intérieure de consommation pour le gaz naturel utilisé dans les unités de cogénération			23
		5. Mesures diverses et de reconduction			
20		Abattement sur le bénéfice (centres de gestion et associations agréés) - Salariés détenant plus de 35 % des droits sociaux			24
21		Droit à déduction sur certains produits pétroliers (T.V.A.)			25
22		Taxes foncières : reconduction de la majoration de 0,4 % des frais d'assiette et de recouvrement			26
23		Taxe professionnelle : aménagement du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée - Aménagement du régime des acomptes			27
24		Modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers			28
	24 bis (A.N.) Nelle lect.	Taxe sur les immeubles détenus en France par des personnes morales étrangères : adaptation de la taxe aux conventions fiscales			29
	24 ter (A.N.) Nelle lect.	Taxe intérieure de consommation sur les additifs ou substituts de carburants ou de combustibles			30
	24 quater (A.N.) Nelle lect.	Exonérations obligatoires d'huiles minérales			31
25		Reconduction du prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières			32
26		Hausse du droit de consommations sur les tabacs			33
27		Affectation du produit du droit de consommation sur les alcools perçus en Corse			34

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
28		P.M.U. Loto national et loteries - Prélèvements relatifs aux films pornographiques et d'incitation à la violence			35
	28 bis (A.N.) Nlle lect.	Non domiciliés : exonération de plus-value			36
	28 ter (A.N.) Nlle lect.	T.V.A. : Remboursement forfaitaire agricole			37
		<i>C. Mesures diverses</i>			
29		Détermination du montant de la contribution versée par les exploitants « La Poste » et « France Telecom »			38
	29 bis (A.N.) Nelle lect.	Taxe professionnelle : Communautés de ville (calcul des compensations financières)			39
	29 ter (A.N.) Nlle lect.	Taxe professionnelle : Communautés de communes (modalités de calcul des compensations financières)			40
	29 quater (A.N.) Nlle lect.	Communautés de ville (délibération en matière de taxe professionnelle)			41
30		Environnement : majoration des taxes sur les installations classées			42
	30 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Contentieux fiscal : seuil des dégrèvements et restitution			43
	30 ter (A.N.) 1 ^{re} lect.	Imposition forfaitaire annuelle des sociétés			44
	30 quater (A.N.) 1 ^{re} lect.	Adaptation du droit spécifique sur les bières aux directives communautaires			45
	30 quinquies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Pénalités fiscales : défaut de production ou production tardive d'un document			46
	30 sexies (A.N.) Nlle lect.	Taxe sur les grandes surfaces			47
	30 septies (A.N.) Nlle lect.	Restitution de l'avoir fiscal aux caisses de retraites et aux fondations			48
	30 octies (A.N.) Nlle lect.	Taxe sur les ventes et locations de vidéogrammes			49
	30 nonies (A.N.) Nlle lect.	Frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeurs perçues par l'Etat			50
	30 decies (A.N.) Nlle lect.	Suppression de la redevance spéciale due par les gérants de débits de tabac			51
		<i>II. - RESSOURCES AFFECTÉES</i>			
31		Dispositions relatives aux affectations			52
32		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA			53
33		Aménagement de la taxe perçue au profit du compte de soutien à l'industrie cinématographique			54
34		Relèvement de la taxe de sûreté et de sécurité			55
35		Abondement de la première fraction du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (Dotations de développement rural)			56
36		Évaluation du prélèvement géré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes			57

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE II			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges			
37		Equilibre général du budget			58
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1993			
		I. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF			
		<i>A. - Budget général</i>			
38		Budget général. - Services votés			59
39		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils ..			60
40		Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils ..			61
	40 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Rapport sur les concours à la Société nationale de secours en mer			62
41		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services mili- taires			63
42		Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services militaires			64
43		Autorisations d'engagement par anticipation			65
		<i>B. - Budgets annexes</i>			
44		Budgets annexes - Services votés			66
45		Budgets annexes - Mesures nouvelles			67
		<i>C. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affecta- tion spéciale</i>			
46		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Ser- vices votés			68
47		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles			69
	47 bis (A.N.) Nlle lect.	Jeux de loterie instantanés : prélèvement sur les sommes mises			70
48		Création du compte d'affectation spéciale des produits de ces- sion des titres du secteur public			71
49		Modification du compte spécial du Trésor « Actions en faveur du développement des départements d'outre-mer »			72
		II. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
50		Compte retraçant des opérations à caractère temporaire - Ser- vices votés			73
51		Comptes d'affectation spéciale - Opérations à caractère tempo- raire - Mesures nouvelles			74
52		Comptes d'avances - Mesures nouvelles			75
53		Comptes de prêts - Mesures nouvelles			76
54		Report de clôture du compte spécial du Trésor n° 904-02 « Fabrication d'armements »			77
55		Clôture du Fonds national d'aménagement foncier et d'urba- nisme			78
56		Pérennisation du compte de commerce des directions départe- mentales de l'équipement			79

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
57		Modification de l'objet du compte spécial du Trésor « Prêts du Trésor à des Etats étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement »			80
58		Modifications du compte de gestion de titres du secteur public			81
III. - DISPOSITIONS DIVERSES					
59		Autorisation de perception des taxes parafiscales			82
60		Crédits évaluatifs			83
61		Crédits provisionnels			84
62		Reports de crédits			85
63		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle			86
TITRE II					
Dispositions permanentes					
A. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ					
1. - Mesures en faveur de l'agriculture					
64		Reconduction de l'abattement pour les jeunes agriculteurs et bénéficiaires de prêts à moyen terme spéciaux			87
65		Déduction pour investissement			88
66		Pérennisation du régime applicable à certains carburants agricoles - Groupements d'intérêt public			89
2. - Mesures en faveur du logement					
67		Habitation principale : Réduction d'impôts pour dépenses de grosses réparations			90
68		Revenus fonciers : Exonération des revenus de locaux vacants			91
69		Achats d'immeubles d'habitation et de garages			92
3. - Mesures diverses					
	70 A (A.N.) 1 ^{re} lect.	Réduction d'impôt pour frais d'hébergement des personnes âgées			93
70		Impôt sur le revenu : prélèvement social de 1 %			94
	70 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Crédit-bail mobilier			95
71		Salaire imposable en cas de création d'établissement, de changement d'exploitant			96
	71 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Taxe foncière : Revalorisation des coefficients de majorations forfaitaires			97
	71 ter (A.N.) 1 ^{re} lect.	Modification du montant de l'attribution de compensation de taxe professionnelle unique versée aux communes membres d'un groupement antérieurement constitué en communauté urbaine			98
	71 sexies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Aménagement de la fiscalisation en cas de superposition de groupements de communes			99
	71 octies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Mécanisme de liaison des taux des impôts locaux (taux de la taxe professionnelle et taux des trois autres taxes)			100
	71 nonies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Modalités d'écêtement des établissements exceptionnels créés avant le 1 ^{er} janvier 1976 au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle			101
	71 decies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Écrêtement des groupements de communes au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle ..			102
	71 undecies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Versement du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle aux communes de plus de 200.000 habitants			103

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
72		Aménagement du régime fiscal des dividendes versés par les filiales à leur société mère.....			104
	72 bis A (A.N.) Nlle lect.	Tenue des documents comptables par les centres de gestion et associations agréés.....			105
	72 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Extension du champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités.....			106
73		Adaptation du dispositif de taxation des résultats des filiales situées dans des paradis fiscaux.....			107
74		Date d'entrée en vigueur des règles de procédure fiscale.....			108
75		Compétence de la direction nationale des vérifications de situations fiscales.....			109
76		Dons pour le financement des campagnes électorales et des partis politiques : extension du droit de communication à la Commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques.....			110
	76 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Prorogation du délai de l'examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle en cas de découverte en cours de contrôle d'activités occultes.....			111
77		Garanties de procédure en matière de sanctions fiscales (motivation).....			112
	77 bis (A.N.) Nlle lect.	Produits exonérés de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures.....			113
78		Revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base.....			114
79		Déplafonnement du versement transport.....			115
		B. - AUTRES MESURES			
	80 A (A.N.) 1 ^{re} lect.	Fixation du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public foncier du Puy-de-Dôme.....			116
80		Régularisation de la dotation globale de fonctionnement.....			117
	80 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Anciens combattants - Abaissement de l'âge requis pour bénéficier du fonds de solidarité des chômeurs anciens d'Afrique du Nord.....			118
	80 ter (A.N.) 1 ^{re} lect.	Relèvement du plafond d'invalidité pris en compte pour l'application du mécanisme des « suffixes » aux pensions militaires d'invalidité.....			119
81		Charges communes - Majoration des rentes viagères.....			120
82		Institution d'une allocation pour dépenses de scolarité.....			121
83		Commerce et artisanat - Actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres des métiers.....			122
84		Éducation nationale et culture : II. - Culture : aménagement du régime fiscal du SOFICA.....			123
85		Éducation nationale et culture : II. - Culture : Intégration dans les cadres de la fonction publique de certains personnels de la réunion des musées nationaux.....			124
86		Équipement, logement et transport : I. - Urbanisme, logement et services communs : généralisation de l'allocation de logement social.....			125
87		Équipement, logement et transport : I. - Urbanisme, logement et services communs : Création d'un fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété.....			126
88		Justice : Revalorisation du montant de l'unité de valeur servant à déterminer la dotation affectée aux barreaux au titre de l'aide juridictionnelle.....			127
89		Justice : Revalorisation du plafond de ressources pour l'admission à l'aide juridictionnelle.....			128

(1) L'adoption au Sénat d'une motion tendant à opposer la question préalable en première comme en nouvelle lecture a entraîné le rejet de l'ensemble du projet de loi de finances et l'absence d'examen des articles.

Discussion (première lecture)

(24 novembre 1992) (p. 3372, 3409) ; (25 novembre 1992) (p. 3415, 3471) ; (26 novembre 1992) (p. 3477, 3488).

I – DISCUSSION GENERALE (24 novembre 1992) (p. 3372, 3409) ; (25 novembre 1992) (p. 3415, 3471) : *MM. Martin Malvy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Masseret, Xavier de Villepin, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Habert, Pierre Laffitte, Roger Romani, Roland du Luart – MM. Paul Loridant, Alain Lambert, Mme Paulette Fost, MM. Jacques Bimbenet, Henri Revol, Fernand Tardy, Claude Belot, Henri Bangou, François Lesein, Michel Miroudot, Bernard Laurent, François Louisy, Jean Garcia, Henri Collard, François Trucy, René Régnauld, Marcel Daunay, Félix Leyzour, Georges Berchet, Pierre Croze, Franck Sérusclat, Jean Chérioux, Pierre Lagourgue, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Paul Girod, José Balareello, Michel Moreigne, Daniel Millaud, Ivan Renar, Robert Laucournet, Albert Vecten, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Charles Metzinger, Guy Robert, Robert Pagès, Maurice Blin, Rodolphe Désiré, Mme Michèle Demessine, M. Louis de Catuelan, et les orateurs sur la motion.*

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 3422) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3439) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3440) ; *Malvy (Martin)* (p. 3375) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3481) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3424) ; *Vizet (Robert)* (p. 3484).

Administration (déconcentration) : *François-Poncet (Jean)* (p. 3389).

Affaires étrangères (ministère) : *Habert (Jacques)* (p. 3402).

Affaires européennes (budget) : *Arthuis (Jean)* (p. 3383).

Affaires sociales (budget) : *Sérusclat (Franck)* (p. 3443).

Agriculteurs : *Tardy (Fernand)* (p. 3424).

Agriculteurs (formation) : *Vecten (Albert)* (p. 3457).

Agriculture (budget) : *Luart (Roland du)* (p. 3406) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3423).

Agroalimentaire : *Daunay (Marcel)* (p. 3439).

Allocations familiales : *Arthuis (Jean)* (p. 3479) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3396) ; *Romani (Roger)* (p. 3405).

Aménagement du territoire : *François-Poncet (Jean)* (p. 3388 ; 3389) ; *Luart (Roland du)* (p. 3407) ; *Malvy (Martin)* (p. 3375) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3481) ; *Régnauld (René)* (p. 3437).

Aménagement du territoire (budget) : *Moreigne (Michel)* (p. 3450).

Anciens combattants (budget) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3391) ; *Pagès (Robert)* (p. 3460) ; *Robert (Guy)* (p. 3459).

Anciens combattants (ministère) : *Pagès (Robert)* (p. 3461) ; *Robert (Guy)* (p. 3460).

Armement nucléaire : *Millaud (Daniel)* (p. 3451).

Armes (vente) : *Blin (Maurice)* (p. 3462).

Assurance vieillesse : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3391).

Balance commerciale : *François-Poncet (Jean)* (p. 3388) ; *Malvy (Martin)* (p. 3372).

Banque française du commerce extérieur (BFCE) : *Arthuis (Jean)* (p. 3381).

Bibliothèque de France : *Miroudot (Michel)* (p. 3428).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3391) ; *Luart (Roland du)* (p. 3408).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRA) : *Fost (Paulette)* (p. 3420) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3391) ; *Malvy (Martin)* (p. 3467) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3387).

Charbon : *Metzinger (Charles)* (p. 3459).

Chômage : *Arthuis (Jean)* (p. 3380 ; 3469 ; 3478 ; 3479) ; *Demessine (Michelle)* (p. 3464) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3392) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 3445) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3441) ; *Louisy (François)* (p. 3429) ; *Luc (Hélène)* (p. 3399) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3487) ; *Malvy (Martin)* (p. 3372 ; 3483) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3396) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3385) ; *Régnauld (René)* (p. 3437) ; *Romani (Roger)* (p. 3405) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3398).

Collectivités territoriales : *Belot (Claude)* (p. 3425) ; *Fost (Paulette)* (p. 3419) ; *Luart (Roland du)* (p. 3407) ; *Régnauld (René)* (p. 3438).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3391).

Commerce extérieur : *Arthuis (Jean)* (p. 3478) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3439).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Malvy (Martin)* (p. 3470) ; *Revol (Henri)* (p. 3422).

Communauté économique européenne (CEE) : *Arthuis (Jean)* (p. 3383) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3484) ; *Moreigne (Michel)* (p. 3451) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3384).

Communication audiovisuelle : *Renar (Ivan)* (p. 3452).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Arthuis (Jean)* (p. 3381) ; *Belot (Claude)* (p. 3426) ; *Malvy (Martin)* (p. 3467).

Compromis de Luxembourg : *Daunay (Marcel)* (p. 3440).

Comptes spéciaux du Trésor : *Laffitte (Pierre)* (p. 3403).

Conjoncture économique : *Bimbenet (Jacques)* (p. 3421) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3439) ; *Fost (Paulette)* (p. 3419) ; *Girod (Paul)* (p. 3446) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3484) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 3486) ; *Loridant (Paul)* (p. 3415) ; *Luc (Hélène)* (p. 3400) ; *Malvy (Martin)* (p. 3482) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3480) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3486) ; *Régnauld (René)* (p. 3437) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3397) ; *Vizet (Robert)* (p. 3484).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3392) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3486).

Cotisations sociales : *Villepin (Xavier de)* (p. 3398).

Croissance économique : *Malvy (Martin)* (p. 3466).

Culture (budget) : *Miroudot (Michel)* (p. 3428) ; *Renar (Ivan)* (p. 3452).

Décentralisation : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3463) ; *Moreigne (Michel)* (p. 3450).

Défense (budget) : *Blin (Maurice)* (p. 3461) ; *Malvy (Martin)* (p. 3469 ; 3470) ; *Trucy (François)* (p. 3432).

Défense nationale : *Blin (Maurice)* (p. 3462) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3488).

Déficit budgétaire : *Arthuis (Jean)* (p. 3380 ; 3382 ; 3395 ; 3478 ; 3483) ; *Girod (Paul)* (p. 3446) ; *Habert (Jacques)* (p. 3401) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3484) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3487) ; *Malvy (Martin)* (p. 3373 ; 3483) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3486) ; *Romani (Roger)* (p. 3404).

Délocalisation : *Arthuis (Jean)* (p. 3382).

Démographie : *Louisy (François)* (p. 3430).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) (budget) : *Bangou (Henri)* (p. 3426) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 3463) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 3445) ; *Louisy (François)* (p. 3429) ; *Malvy (Martin)* (p. 3470).

Dette publique : *Arthuis (Jean)* (p. 3478) ; *Belot (Claude)* (p. 3424) ; *Loridant (Paul)* (p. 3416) ; *Malvy (Martin)* (p. 3373 ; 3467) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3395 ; 3480) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3385 ; 3471 ; 3480) ; *Romani (Roger)* (p. 3405) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3398).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Poncelet (Christian)* (p. 3387).

Education nationale : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3458) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 3403) ; *Luc (Hélène)* (p. 3400) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3487) ; *Malvy (Martin)* (p. 3376 ; 3469) ; *Romani (Roger)* (p. 3405) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3398).

Elections législatives : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3394).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Poncelet (Christian)* (p. 3386).

Enseignement agricole : *Vecten (Albert)* (p. 3456).

Enseignement artistique : *Renar (Ivan)* (p. 3452).

Entreprises : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3481) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3385) ; *Romani (Roger)* (p. 3405) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3397).

Entreprises publiques : *Arthuis (Jean)* (p. 3380) ; *Belot (Claude)* (p. 3425).

Environnement (ministère) : *Malvy (Martin)* (p. 3374).

Equipements militaires : *Blin (Maurice)* (p. 3462).

Espace : *Loridant (Paul)* (p. 3418).

Fiscalité : *Arthuis (Jean)* (p. 3377 ; 3378 ; 3382 ; 3383 ; 3479) ; *Balarello (José)* (p. 3449) ; *Collard (Henri)* (p. 3432) ; *Luc (Hélène)* (p. 3401) ; *Malvy (Martin)* (p. 3373 ; 3469) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3386) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3398 ; 3399).

Fiscalité locale : *Fost (Paulette)* (p. 3420) ; *Régnauld (René)* (p. 3438).

Fonction publique : *Arthuis (Jean)* (p. 3381) ; *Luc (Hélène)* (p. 3400).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) : *Lesein (François)* (p. 3427).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Bangou (Henri)* (p. 3427) ; *Lagourgue (Pierre)* (p. 3445).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) : *Millaud (Daniel)* (p. 3452).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Balarello (José)* (p. 3447) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 3421).

Hôpitaux publics : *Demessine (Michelle)* (p. 3464).

Immigration : *Loridant (Paul)* (p. 3418).

Impôt sur les sociétés : *Fost (Paulette)* (p. 3420) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3386).

Industrie (budget) : *Metzinger (Charles)* (p. 3459).

Inflation : *Arthuis (Jean)* (p. 3478) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3484) ; *Malvy (Martin)* (p. 3372).

Intérieur (ministère) : *Girod (Paul)* (p. 3447) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3429).

Jeunesse : *Lambert (Alain)* (p. 3419).

Jeunesse et sports (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3457) ; *Lesein (François)* (p. 3427) ; *Malvy (Martin)* (p. 3470).

Justice : *Lucotte (Marcel)* (p. 3488).

Justice (budget) : *Garcia (Jean)* (p. 3431) ; *Lambert (Alain)* (p. 3419).

Justice (ministère) : *Malvy (Martin)* (p. 3374 ; 3468).

Logement : *Balarello (José)* (p. 3447 ; 3448 ; 3450) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 3487).

Logement (budget) : *Balarello (José)* (p. 3448) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3446) ; *Collard (Henri)* (p. 3431).

Logement (ministère) : *Laucournet (Robert)* (p. 3453).

Logement social : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3445) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 3421) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3391) ; *Malvy (Martin)* (p. 3468 ; 3469).

Lois de finances : *Laffitte (Pierre)* (p. 3404).

Lois de finances rectificatives : *Arthuis (Jean)* (p. 3378).

Lois de programmation militaire : *Blin (Maurice)* (p. 3461) ; *Trucy (François)* (p. 3433).

Marine marchande : *Catuelan (Louis de)* (p. 3465).

Mer (budget) : *Catuelan (Louis de)* (p. 3465).

Monnaie : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3484) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3384) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3397).

Navires : *Catuelan (Louis de)* (p. 3465).

Oeuvres d'art : *Miroudot (Michel)* (p. 3428).

Planification : *Moreigne (Michel)* (p. 3451).

Politique agricole commune (PAC) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 3422) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3440) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3389) ; *Luart (Roland du)* (p. 3408) ; *Tardy (Fernand)* (p. 3423) ; *Vizet (Robert)* (p. 3484).

Politique économique et sociale : *Oudin (Jacques)* (p. 3486).

Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 3451) ; *Revol (Henri)* (p. 3423).

Presse : *Renar (Ivan)* (p. 3453).

Prestations familiales : *Arthuis (Jean)* (p. 3382) ; *Malvy (Martin)* (p. 3468).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : *Balarello (José)* (p. 3449).

Prêts au logement : *Balarello (José)* (p. 3449) ; *Collard (Henri)* (p. 3432).

Privatisations : *Loridant (Paul)* (p. 3417) ; *Malvy (Martin)* (p. 3468 ; 3470) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3396) ; *Romani (Roger)* (p. 3404) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3399).

Protection sociale : *Demessine (Michelle)* (p. 3464).

Recensement : *François-Poncet (Jean)* (p. 3390).

Recherche (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3458) ; *Loridant (Paul)* (p. 3417) ; *Malvy (Martin)* (p. 3469) ; *Revol (Henri)* (p. 3422).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3391).

Santé (budget) : *Sérusclat (Franck)* (p. 3443).

Sécurité sociale : *Oudin (Jacques)* (p. 3486 ; 3487).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Berchet (Georges)* (p. 3441).

Syndrôme immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Sérusclat (Franck)* (p. 3443).

Système monétaire européen (SME) : *Daunay (Marcel)* (p. 3439) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3385) ; *Vizet (Robert)* (p. 3485).

Télévision de secteur public : *Renar (Ivan)* (p. 3453).

Tourisme (budget) : *Croze (Pierre)* (p. 3442) ; *Louisy (François)* (p. 3430).

Transports : *Arthuis (Jean)* (p. 3468) ; *Berchet (Georges)* (p. 3441).

Travail (budget) : *Sérusclat (Franck)* (p. 3444).

Villes : *Laucournet (Robert)* (p. 3454).

Zones rurales : *Luart (Roland du)* (p. 3406).

Motion n° 1 de M. Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3477) - *MM. Jean Arthuis, rapporteur général ; Jean-Pierre Masseret, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Martin Malvy, ministre ; Daniel Hoeffel, Robert Vizet, Pierre Laffitte, Jacques Oudin, Marcel Lucotte.*

Adoption de la motion (p. 3488, scrutin public n° 19).

Rejet du projet de loi (26 novembre 1992) (p. 3488).

Discussion (deuxième lecture)

(17 décembre 1992) (p. 4212, 4219).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4212, 4219) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Robert Vizet, Martin Malvy, ministre du budget, et les orateurs sur la motion.*

Motion n° 1 de la commission des finances, **tendant à opposer la question préalable** (p. 4217) – *MM. Jean Arthuis, rapporteur général ; Jean-Pierre Masseret, Martin Malvy, ministre ; Robert Vizet, Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Adoption de la motion (p. 4219, scrutin public n° 35).

Rejet du projet de loi (17 décembre 1992) (p. 4219).

Lois de finances rectificatives

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1992, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre de l'économie, et par M. Martin Malvy, ministre du budget (20 novembre 1992) [n° 3056 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Alain Richard (3 décembre 1992) [n° 3095 (92-93)] – Avis de M. Yves Dollo (2 décembre 1992) [n° 3094 (92-93)] – Discussion (7 décembre 1992) – Adoption (7 décembre 1992) [n° 749].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 décembre 1992) [n° 89 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (16 décembre 1992) [n° 141 (92-93)] – Discussion (18 décembre 1992) – Adoption (18 décembre 1992) [n° 46].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 3196 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean Le Garrec (21 décembre 1992) [n° 3218 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Arthuis (21 décembre 1992) [n° 172 (92-93)] – Échec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 3196 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (22 décembre 1992) [n° 3221 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 801].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 décembre 1992) [n° 185 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (23 décembre 1992) [n° 188 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Rejet (23 décembre 1992) [n° 72].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 décembre 1992) [n° 3237 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (23 décembre 1992) [n° 3238 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 805].

PROMULGATION : Loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1992) (p. 4339, 4402).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4339, 4349) : *MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Martin Malvy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Paul Caron.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4349, 4402) : *MM. Martin Malvy, ministre ; Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Jean Arthuis, rapporteur général ; Paul Caron, Roland Courtaud, Emmanuel Hamel, Philippe Adnot, Pierre Laffitte.*

PREMIERE PARTIE**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Art. 1^{er} (*Aide de l'Etat aux acquéreurs de voitures particulières équipées de pots catalytiques*) – Adopté (p. 4349).

Art. 2 (*Versement de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales au profit du budget général*) – Adopté (p. 4349).

Art. 3 (*Démantèlement des taxes fiscales sur les céréales et les oléagineux perçues au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 4349).

Art. 4 et Etat A (*Equilibre général*) (p. 4349) – Adopté (p. 4355).

DEUXIEME PARTIE**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****TITRE I^{er}****DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1992****I. Opérations à caractère définitif****A. Budget général**

Art. 5 et Etat B (*Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures*) (p. 4355) – Adopté (p. 4356).

Art. 6 et Etat C (*Dépenses des services civils – Ouvertures*) (p. 4356) – Adopté (p. 4358).

Art. 7 (*Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures*) – Adopté (p. 4358).

Art. 8 (*Dépenses des services militaires – Ouvertures*) – Adopté (p. 4358).

B. Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Art. 9 (*Comptes d'affectation spéciale – Ouverture*) – Adopté (p. 4358).

II. Opérations à caractère temporaire

Art. 10 (*Comptes de prêts – Ouvertures*) – Adopté (p. 4358).

III. Autres dispositions

Art. 11 (*Ratification de décrets d'avances*) – Adopté (p. 4358).

Art. 12 (*Affectation des produits supplémentaires de 1991 et de 1992 de la taxe dénommée : « Redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision »*) – Adopté (p. 4358).

TITRE II**DISPOSITIONS PERMANENTES****I. Mesures concernant la fiscalité****A. Mise en oeuvre du marché unique**

Art. 13 (*Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de la fourniture d'eau dans le cadre du service public pour les regroupements de communes de plus de 3 000 habitants*) – Adopté après modification (p. 4358).

Art. 14 (*Autorisation de facturer la taxe sur la valeur ajoutée pour les livraisons de déchets neufs d'industrie et matières de récupération*) – Adopté (p. 4358).

Après l'art. 14 (p. 4358).

Art. additionnel (*Prorogation du dispositif prévoyant l'application du taux réduit de T.V.A. aux oeuvres d'art originales et taxation en France des acquisitions intra-communautaires de biens réalisées par les particuliers*) – Adopté (p. 4359).

Art. 15 (*Adaptation des modalités de la déclaration unique statistique et fiscale*) – Adopté (p. 4360).

Art. 16 (*Adaptation de la contribution sociale de solidarité*) – Adopté (p. 4360).

Avant l'art. 17 (p. 4360).

Art. additionnel (*Taux de l'octroi de mer applicable aux marchandises introduites dans les régions de Guadeloupe et de Martinique à partir du 1^{er} janvier 1993*) – Adopté (p. 4361).

Art. 17 (*Achèvement du marché unique des Antilles*) – Adopté (p. 4361).

Art. 18 (*Adaptation de la situation d'Electricité de France dans les départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 4361).

Art. 19 (*Harmonisation des droits d'accises en matière d'alcools et de boissons alcooliques*) (p. 4361) – Adopté après modification (p. 4365).

Art. 19 bis (*Exclusion des produits alcooliques du régime applicable à la circulation intra-communautaire des produits soumis à accises*) – Adopté (p. 4365).

Art. 20 (*Adaptation des droits d'accises sur les tabacs en Corse*) – Adopté (p. 4366).

Art. 21 (*Adaptation de la taxe sur les ventes de métaux précieux et d'objets d'art*) – Adopté (p. 4366).

Art. 22 (*Aménagement de la réglementation de la garantie sur les métaux précieux*) (p. 4366) – Adopté après modification (p. 4367).

Art. 23 (*Taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre*) – Adopté (p. 4367).

Art. 24 (*Adaptation du champ d'application de l'intérêt de retard*) – Adopté (p. 4367).

Art. 25 (*Modalités de suivi, par les comptables des douanes, des contrats de cautionnement en cours et des actions en recouvrement déjà engagées par les comptables des impôts*) – Adopté (p. 4367).

Art. 26 (*Production d'huiles minérales « en usine exercée »*) – Adopté.

Art. 27 (*Modification de la liste des produits passibles de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers*) (p. 4367) – Adopté après modification (p. 4369).

Art. 28 (*Aménagement de la réglementation sur les produits pétroliers*) – Adopté (p. 4369).

Art. 28 bis (*Recherches des infractions aux règles de circulation des produits pétroliers*) – Adopté (p. 4369).

Après l'art. 28 bis (p. 4369).

Art. additionnel (*Transformation de l'exonération de taxes intérieures sur les produits pétroliers, TIPP, en une exonération de TIPP sur le mélange*) – Adopté (p. 4371).

B. Mesures diverses

Avant l'art. 29 A (p. 4371).

Art. additionnel (*Exclusion partielle de la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune*) – Adopté (p. 4372).

Art. 29 A (*Extension de l'imputation sur le revenu global des déficits fonciers aux frais indissociables des travaux engagés dans le cadre d'opérations groupées de restauration immobilière*) (p. 4372) – Adopté après modification (p. 4373).

Art. 29 (*Mesures en faveur de la Corse*) – Adopté (p. 4373).

Art. 30 (*Création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais*) (p. 4373) – Adopté après modification (p. 4376).

Après l'art. 30 (p. 4376).

Art. additionnel (*Institution d'un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire*) – Adopté (p. 4380).

Art. 31 (*Défiscalisation des investissements outre-mer*) – Adopté (p. 4380).

Après l'art. 31 (p. 4380).

Art. additionnel (*Bénéfices pour les particuliers faisant des dons aux centres communaux d'action sociale, aux caisses des écoles et aux associations culturelles, des avantages analogues à ceux qui consentent des dons aux associations reconnues d'utilité publique*) – Adopté (p. 4381).

Art. 31 bis (*Imposition des porteurs de parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme*) – Adopté après modification (p. 4381).

Art. 32 (*Régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise*) (p. 4381) – Adopté après modification (p. 4384).

Art. 33 (*Conséquences fiscales de l'annulation de la vente d'un élément de l'actif immobilisé*) – Adopté (p. 4385).

Art. 34 (*Adaptation du régime fiscal des titres à revenus fixes détenus par les sociétés d'assurance et de capitalisation*) – Adopté après modification (p. 4385).

Art. 35 (*Transfert des biens, droits et obligations du CEA à l'ANDRA*) – Adopté (p. 4385).

Art. 35 bis (*Transferts des biens, droits et obligations des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à Charbonnages de France*) – Adopté (p. 4385).

Art. 36 (*Adaptation du régime fiscal des sociétés anonymes de crédit immobilier*) – Adopté (p. 4385).

Art. 37 (*Option des sociétés civiles pour l'impôt sur les sociétés*) (p. 4385) – Adopté après modification (p. 4386).

Art. 38 (*Exonération du paiement des droits de timbre pour les victimes de pluies torrentielles*) – Adopté après modification (p. 4386).

Après l'art. 38 (p. 4386).

Art. additionnel (*Exonération des droits de succession pour toutes les indemnités versées ou dues à des personnes contaminées par le virus du Sida à l'occasion d'une transfusion sanguine*) – Adopté (p. 4387).

Art. 39 (*Droits d'examen et de délivrance des documents relatifs à la navigation intérieure et à la navigation maritime de plaisance*) – Adopté après modification (p. 4387).

Après l'art. 39 (p. 4387).

Art. additionnel (*Prolongation du délai d'écoulement des immeubles en franchise de droit de mutation jusqu'au 31 décembre 1995*) – Adopté (p. 4387).

Art. 40 (*Conditions de suppression d'exonération de la part communale des taxes foncières sur les propriétés bâties*) (p. 4387) – Supprimé (p. 4388).

Après l'art. 40 (p. 4388).

Art. additionnel (*Maintien de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les agriculteurs partant à la retraite*) – Adopté (p. 4388).

Art. additionnel (*Possibilité pour les groupements de communes d'instituer la taxe professionnelle de zone ou la taxe professionnelle communautaire dès l'exercice fiscal 1993*) – Adopté (p. 4389).

Art. 40 bis (*Modalités de la prolongation d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les logements sociaux*) – Adopté (p. 4389).

Après l'art. 40 bis (p. 4389).

Art. additionnel (*Relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers*) – Adopté (p. 4389).

Art. 41 (*Remplacement du régime de l'étalement pour les revenus exceptionnels ou différés par un système de quotient*) (p. 4389) – Adopté après modification (p. 4390).

Art. 42 (*Régime fiscal « du pécule » des footballeurs professionnels*) – Adopté après modification (p. 4390).

Après l'art. 42 (p. 4390).

Art. additionnel (*Possibilité pour les associés de syndicats d'étalement d'amortir les parts de propriétés indivises du cheval*) – Adopté (p. 4391).

Art. 42 bis (*Prorogation du délai de transfert sur le PEA de titres détenus par le souscripteur*) – Adopté après modification (p. 4391).

Art. 43 (*Adaptation du statut fiscal des sociétés de développement régional et de certaines sociétés à statut particulier*) (p. 4391) – Adopté (p. 4392).

Art. 44 (*Régime fiscal des titres non cotés*) (p. 4392) – Adopté après modification (p. 4393).

Après l'art. 44 (p. 4393).

Art. additionnel (Aménagement du régime d'imposition des gains retirés de la cession de parts d'OPCVM de taux et abaissement à 25 % du taux du prélèvement sur les produits d'intermédiation bancaire) – Adopté (p. 4393).

Art. 45 (*Adaptation de la taxe forfaitaire sur les postes C.B.*) – Adopté (p. 4394).

Art. 46 (*Conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions*) – Adopté après modification (p. 4394).

Après l'art. 46 (p. 4394).

Art. additionnel (Transmission par l'administration fiscale aux collectivités locales des rôles généraux des impôts directs locaux comportant des impositions émises à leur profit) – Adopté (p. 4395).

Art. 47 (*Dispositions applicables pour le contrôle des comptes à usage privé et professionnel*) – Adopté après modification (p. 4395).

Art. 48 (*Reconduction du régime contingentaire du rhum provenant des départements d'outre-mer en exonération de soulté*) – Adopté (p. 4396).

Art. 49 (*Adaptation des modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme*) – Adopté (p. 4397).

Art. 50 (*Modification du plafond de la redevance relative à l'inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables*) – Supprimé (p. 4397).

Art. 51 (*Modification des modalités de calcul de la taxe applicable aux ouvrages hydrauliques situés sur les voies navigables*) – Adopté (p. 4397).

Art. 52 (*Taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés*) (p. 4397) – Adopté après modification (p. 4399).

II. Autres dispositions

Art. 53 (*Suppression de la garantie automatique de l'Etat sur les emprunts à venir de la compagnie nationale du Rhône (CNR)*) – Adopté (p. 4400).

Art. 54 (*Garantie de l'Etat aux emprunts destinés au financement de la construction de l'ensemble immobilier comprenant le nouvel hémicycle à Strasbourg*) – Adopté (p. 4400).

Art. 55 (*Remboursement de prêts spéciaux aux rapatriés*) – Adopté (p. 4400).

Art. 56 (*Simplification du règlement des opérations d'indemnisation des dommages de guerre 1939-1945*) – Adopté (p. 4400).

Art. 57 (*Annulation de dettes de pays étrangers*) – Adopté (p. 4400).

Art. 58 (*Liquidation de la Caisse nationale de l'énergie*) (p. 4400) – Adopté (p. 4401).

Après l'art. 58 (p. 4401).

Art. additionnel (Possibilité pour les entreprises publiques d'émettre à l'encontre de leurs débiteurs des titres de recettes ayant force exécutoire) – Adopté (p. 4402).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4402) : *Mme Paulette Fost, M. Jean-Pierre Masseret.*

Scrutin public n° 43 (p. 4402).

Adoption (18 décembre 1992) (p. 4402).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 décembre 1992) (p. 4744, 4753).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4744, 4748) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Jean-Luc Bécart, Bernard Hugo, Louis Perrein, Martin Malvy, ministre du budget.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4748, 4753)

Art. 4 et Etat A (*Equilibre général*) – Rejetés (4753).

Rejet (23 décembre 1992) (p. 4753).

Lois de règlement

I. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1990**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégofoy, ministre de l'économie, et par M. Michel Charasse, ministre du budget (18 décembre 1991) [n° 2500 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (11 juin 1992) [n° 2786 (91-92)] – Discussion (29 juin 1992) – Adoption (29 juin 1992) [n° 692].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1992) [n° 465 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (21 octobre 1992) [n° 17 (92-93)] – Discussion (29 octobre 1992) – Adoption (29 octobre 1992) [n° 8].

PROMULGATION : Loi n° 92-1203 du 6 novembre 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 14 novembre 1992).

Discussion (première lecture)

(29 octobre 1992) (p. 2912, 2922).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2912, 2917) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Martin Malvy, ministre du budget ; Mme Paulette Fost, M. Xavier de Villepin, Mme Maryse Bergé-Lavigne.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2917, 2922)

Art. 1^{er} (*Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1990*) – Adopté (p. 2918).

Art. 2 et tableau A annexé (*Recettes du budget général*) – Adoptés (p. 2918).

Art. 3 et tableau B annexé (*Dépenses ordinaires civiles du budget général*) – Adoptés (p. 2918).

Art. 4 et tableau C annexé (*Dépenses civiles en capital du budget général*) – Adoptés (p. 2919).

Art. 5 et tableau D annexé (*Dépenses ordinaires militaires du budget général*) – Adoptés (p. 2919).

Art. 6 et tableau E annexé (*Dépenses militaires en capital du budget général*) – Adoptés (p. 2919).

Art. 7 et tableau F annexé (*Résultat du budget général de 1989*) – Adoptés (p. 2920).

Art. 8 et tableau G annexé (*Résultats des budgets annexes*) – Adoptés (p. 2920).

Art. 9 et tableau I annexé (*Comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1991*) – Adoptés (p. 2921).

Art. 10 (*Pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) – Adopté (p. 2921).

Art. 11 (*Annulations de dettes de pays étrangers*) – Adopté (p. 2922).

Art. 12 (*Transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 1990*) – Adopté (p. 2922).

Art. 13 (*Dépôt au Parlement du rapport de la Cour des Comptes sur l'exécution des lois de finances*) – Adopté (p. 2922).

Art. 14 (*Transferts financiers des collectivités locales en direction de l'Etat*) – Adopté (p. 2922).

Scrutin public de droit n° 11 (p. 2922).

Adoption (29 octobre 1992) (p. 2922).

Lois organiques

Voir *Parlement*, 4

Lycées

Voir *Rappels au règlement*, 39

M

Magistrats

Voir *Magistrature*, 1

Magistrature

1. – **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (24 avril 1991) [n° 2007 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Fort (7 novembre 1991) [n° 2320 (91-92)] – Discussion (21 novembre 1991) – Adoption (21 novembre 1991) [n° 537].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1991) [n° 105 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (16 décembre 1991) [n° 186 (91-92)] – Discussion (18 et 21 décembre 1991) (voir table thématique 1991) – Adoption (21 décembre 1991) [n° 92].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 décembre 1991) [n° 2529 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Fort (7 janvier 1992) [n° 2534 (91-92)] – Discussion (8 janvier 1992) – Adoption (8 janvier 1992) [n° 614].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 janvier 1992) [n° 233 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (14 janvier 1992) [n° 236 (91-92)] – Discussion (15 janvier 1992) – Adoption (15 janvier 1992) [n° 94].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (15 janvier 1992) [n° 2542 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Fort (17 janvier 1992) [n° 2543 (91-92)] – Discussion (21 janvier 1992) – Adoption (21 janvier 1992) [n° 615].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Hubert Haenel (16 janvier 1992) [n° 241 (91-92)] – Discussion (22 janvier 1992) – Adoption (22 janvier 1992) [n° 98].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 92-305 DC du 21 février 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 29 février 1992) qui déclare : Dans le texte de la loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature sont déclarés contraires à la Constitution :

- le paragraphe II de l'article 4 ;
- à l'article 10, le mot « conforme » ;
- à l'article 15, le premier alinéa de l'article 79-1 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
- à l'article 33, le deuxième alinéa de l'article 35-2 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
- à l'article 35, le deuxième alinéa de l'article 36-4 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
- à l'article 36, le cinquième alinéa de l'article 40-4 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 ;
- à l'article 48, le mot « conforme ».

Art. 3. – Est inséparable du premier alinéa de l'article 79-1 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 par l'article 15 de la loi organique, le second alinéa dudit article 79-1.

Art. 4. – Les autres dispositions du texte soumis à l'examen au Conseil constitutionnel sont déclarées conformes à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 92-189 du 25 février 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 29 février 1992).

Discussion (deuxième lecture)

(15 janvier 1992) (p. 168, 185).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 168, 172) : *MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; François Autain, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 172, 185) : *MM. Jean Arthuis, Hubert Haenel, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Marcel Rudloff, Louis Perrein.*

Art. 1^{er} (p. 172) – Adopté après modification (p. 174).

Art. 3 (*Incompatibilité des fonctions de magistrat avec l'exercice d'une fonction publique élective*) – Adopté (p. 174).

Art. 4 – Adopté après modification (p. 174).

Art. 6 (p. 174) – Adopté après modification (p. 175).

Art. 7 bis (*Conditions de nomination du procureur général près la Cour de cassation et du procureur général près la cour d'appel de Paris*) – Adopté (p. 175).

Art. 8 – Supprimé (p. 175).

Art. 9 (p. 175) – Adopté après modification.

Art. 9 bis (*Conséquence de la suppression des groupes*) – Rétabli (p. 176).

Art. 10 – Adopté après modification (p. 176).

Art. 12 bis (*Listes des corps administratifs dans lesquels les magistrats ayant accompli quatre années de service effectif peuvent être nommés*) – Adopté (p. 176).

Art. 21 bis (*Recrutement direct des auditeurs de justice*) (p. 176) – Adopté après modification (p. 177).

Après l'art. 21 bis (p. 177).

Art. additionnel (*limites d'âge et scolarité des auditeurs de justice recrutés sur titre*) – Adopté (p. 177).

Art. 23 (*Articles 22 à 25-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 177).

ART. 23, 24, 25-1, 25-2 et 25-3 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Adoptés après modification (p. 178).

ART. 25-4 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Adopté après modification (p. 179).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 179).

Art. 25 – Adopté après modification (p. 179).

Art. 26 (p. 179) – Adopté après modification (p. 180).

Art. 27 – Adopté (p. 180).

Art. 27 bis (*Interdiction de promotion des membres élus de la commission d'avancement*) – Adopté (p. 180).

Art. 28 (p. 180) – Adopté après modification (p. 181).

Art. 29 (*Articles 36-1 à 36-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 181).

ART. 36-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Adopté après modification (p. 181).

ART. 36-2 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (p. 181) – Adopté après modification (p. 182).

ART. 36-3 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Adopté après modification (p. 182).

ART. 36-3-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Adopté (p. 182).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 182).

Art. 30 – Adopté (p. 183).

Art. 31 (*Articles 41-6 à 41-8 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 183).

ART. 41-6 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 183).

ART. 41-7 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (p. 183) – Adopté (p. 184).

ART. 41-8 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Adopté (p. 184).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 184).

Art. 37 – Adopté après modification (p. 184).

Art. 38 (p. 184) – Adopté après modification (p. 185).

Art. 39 B – Adopté après modification (p. 185).

Art. 43 – Adopté après modification (p. 185).

Art. 43 bis (*Non-application des dispositions de l'article 20 aux concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ouverts au titre de l'année 1992*) – Adopté (p. 185).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 185) : MM. Emmanuel Hamel, Marcel Rudloff.

Scrutin public n° 57 (p. 185).

Adoption (15 janvier 1992) (p. 185).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 janvier 1992) (p. 383, 388).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 383, 385) : MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 385, 388)

Art. 1^{er}, 4 et 6 (p. 385).

Art. 8 (p. 385) – Supprimé par la CMP.

Art. 9 (p. 385).

Art. 9 bis (p. 385) – Supprimé par la CMP.

Art. 10 et 21 bis (p. 385).

Art. 23, 25 et 26 (p. 386).

Art. 28, 29, 37, 38 et 39 B (p. 387).

Art. 43 (p. 388).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 388) : MM. Charles Lederman, Emmanuel Hamel.

Scrutin public n° 64 (p. 388).

Adoption (22 janvier 1992) (p. 388).

Maires

1. – **Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1990) [n° 52 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 29 avril 1992.

Manifestations

Voir *Rappels au règlement*, 4

Marchés publics

Voir *Vie politique et sociale*, 2

1. – **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre de l'économie (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 – 31 juillet 1992) [n° 506 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Robert Laucournet (21 octobre 1992) [n° 15 (92-93)] – Discussion (28 octobre 1992) – Adoption (28 octobre 1992) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 octobre 1992) [n° 2992 (92-93)] – Renvoi

à la commission de la production – Rapport de M. Marcel Wacheux (18 novembre 1992) [n° 3043 (92-93)] – Discussion (27 novembre 1992) – Adoption (27 novembre 1992) [n° 738].

PROMULGATION : Loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 12 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(28 octobre 1992) (p. 2894, 2907).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2894, 2900) : Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes ; MM. Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Roland Courteau, Robert Pagès, Philippe de Bourgoing.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2900, 2907) : MM. Robert Laucournet, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Robert Pagès, Jean-Pierre Demerliat, Emmanuel Hamel.

Art. 1^{er} (*Contrats et organismes assujettis*) (p. 2900) – Adopté après modification (p. 2902).

Art. 2 (*Activités concernées*) (p. 2902) – Adopté après modification (p. 2903).

Art. 3 (*Conditions d'exclusion de certains organismes*) – Adopté (p. 2903).

Art. 4 (*Précisions relatives aux contrats visés*) (p. 2903) – Adopté après modification (p. 2904).

Art. 5 (*Conditions d'exclusion de certains contrats*) (p. 2904) – Adopté après modification (p. 2905).

Art. 6 (*Offres de fournitures provenant d'un pays tiers*) – Adopté après modification (p. 2905).

Art. 7, 8, 9 et 10 – Adoptés (p. 2905).

Art. additionnel après l'art. 10 (*Principe de subsidiarité en matière de concurrence*) (p. 2905) – Adopté (p. 2907).

Adoption (28 octobre 1992) (p. 2907).

Marine marchande

Voir *Hydrocarbures*, 2

Marseille

Voir *Sécurité civile*, 1

Mauritanie

Voir *Allocutions et communications*, 35

Mayotte

Voir *Collectivités territoriales d'outre-mer*, 1
Elections, 4
Rapports d'information, 24

Médecine

1. – **Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (25 mars) [n° 2599 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport commun de M. Bernard Bioulac avec les documents n°s 2600, 2601 (30 juin 1992) [n° 2871 (91-92)] – Discussion commune avec les documents n°s 2600 et 2601 du 25 mars 1992 (19, 20, 23, 25 novembre 1992) – Adoption (25 novembre 1992) [n° 733].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au corps humain** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 66 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales (25 mars) [n° 2600 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport commun de M. Bernard Bioulac avec les documents n°s 2599 et 2601 (30 juin 1992) [n° 2871 (91-92)] – Discussion commune avec les documents n°s 2599 et 2601 du 25 mars 1992 (19, 20, 23, 24, 25 novembre 1992) – Adoption (25 novembre 1992) [n° 735].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 67 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche (25 mars) [n° 2601 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport commun de M. Bernard Bioulac avec les documents n°s 2599, 2600 (30 juin 1992) [n° 2871 (91-92)] – Discussion commune avec les documents n°s 2599 et 2600 du 25 mars 1992 (19, 20, 23, 25 novembre 1992) – Adoption (25 novembre 1992) [n° 734].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 68 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et supprimant la pénalisation de l'auto-avortement**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Françoise Seligmann, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 décembre 1992) [n° 108 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Médecins

Voir *Sécurité sociale*, 1

Mer et littoral

Voir *Mer et littoral*, 1
Rapports d'information, 30

1. – **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement (15 avril 1992) [n° 2613 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean Beaufils (29 avril 1992) [n° 2635 (91-92)] – Urgence – Discussion (13, 14 et 15 mai 1992) – Adoption (15 mai 1992) [n° 638].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 349 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Josselin de Rohan (20 mai 1992) [n° 353 (91-92)] – Avis de M. José Balareello (21 mai 1992) [n° 357 (91-92)] – Discussion (26 mai 1992) – Adoption (26 mai 1992) [n° 136].

PROMULGATION : Loi n° 92-496 du 9 juin 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 10 juin 1992).

Discussion (première lecture)

(26 mai 1992) (p. 1375, 1411).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1375, 1393) : *MM. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; José Balareello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-*

François Le Grand, Paul Caron, Henri Collard, Jacques Bialski, Félix Leyzour, Maurice Schumann, et les orateurs sur la motion.

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1394) : *MM. Robert Pagès ; Josselin de Rohan, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 1397 ; scrutin n° 79).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1397, 1408) : *MM. Félix Leyzour, Josselin de Rohan, rapporteur ; Charles Josselin, secrétaire d'Etat ; Robert Pagès, Louis Minetti, Ivan Renar, José Balareello, rapporteur pour avis.*

Art. 1^{er} (*Modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes*) (p. 1397) – Adopté (p. 1408).

Art. 2 (*Inapplicabilité de l'article L. 611-4 du code du travail*) – Adopté (p. 1408).

Art. 3 (*Entrée en vigueur de la réforme*) – Adopté (p. 1408).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1408, 1411) : *MM. Louis Minetti, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Tizon, René Régnault, Emmanuel Hamel ; interventions de MM. Josselin de Rohan, rapporteur et Charles Josselin, secrétaire d'Etat.*

Scrutin public n° 81 (p. 1411).

Adoption (26 mai 1992) (p. 1411).

Mexique

Voir *Traités et conventions*, 12

Mines et carrières

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 6

1. – **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et à créer la commission départementale d'agrément des carrières**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mer-maz, député, et plusieurs de ses collègues (23 mai 1990) [n° 1390 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Saumade (25 juin 1992) [n° 2829 (91-92)] – Discussion (29 juin 1992) – Adoption (29 juin 1992) [n° 695].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 juillet 1992) [n° 480 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (29 octobre 1992) [n° 33 (92-93)] – Discussion (5 novembre 1992) – Adoption (5 novembre 1992) [n° 15].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi relative aux carrières** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 novembre 1992) [n° 3024 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Saumade (26 novembre 1992) [n° 3082 (92-93)] – Discussion (3 décembre 1992) – Adoption (3 décembre 1992) [n° 746].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 1992) [n° 84 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (9 décembre 1992) [n° 98 (92-93)] – Discussion (15 décembre 1992) – Adoption (15 décembre 1992) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROI-SIEME LECTURE) (16 décembre 1992) [n° 3145 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Saumade (16 décembre 1992) [n° 3147 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 783].

PROMULGATION : Loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1992) (p. 3073, 3098).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3073, 3078) : *Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; MM. Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour, Gérard Miquel, Pierre Lacour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3078, 3098) : *Mme Ségolène Royal, ministre ; MM. Philippe François, rapporteur ; Pierre Lacour, Pierre Laffitte, Gérard Delfau, Jacques de Menou, Jean Simonin, Emmanuel Hamel, Gérard Miquel, Jacques Machet, Félix Leyzour.*

Art. 1^{er} (*Assujettissement des carrières à la législation sur les installations classées*) – Adopté (p. 3079).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} (*Rassemblement des dispositions portant sur les garanties financières et relatives aux trois activités différentes des établissements classés*) – Adopté (p. 3079).

Art. 2 (*Généralisation des autorisations d'exploiter une carrière*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 3079).

Après l'art. 2 (p. 3079).

Art. additionnel (*Consultation de la commission départementale des carrières sur les demandes d'autorisation d'exploitation*) (p. 3079) – Adopté (p. 3080).

Art. additionnel (*Modification de l'article 7 de la loi du 19 juillet 1976*) – Adopté (p. 3080).

Art. additionnel (*Servitudes d'utilité publique*) – Adopté (p. 3080).

Art. additionnel (*Délai de recours*) (p. 3080) – Adopté (p. 3082).

Art. additionnel (*Modification de l'article 16 de la loi du 19 juillet 1976*) – Adopté (p. 3082).

Art. 3 (*Généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières*) (p. 3082).

ART. 16-1 A DE LA LOI DU 19 JUILLET 1976 (*Régime d'autorisation d'exploitation des carrières*) (p. 3083) – Adopté après modification (p. 3085).

ART. 16-1 DE LA LOI DU 19 JUILLET 1976 (*Commission départementale des carrières*) (p. 3085) – Adopté après modification (p. 3087).

ART. 16-2 DE LA LOI DU 19 JUILLET 1976 (*Schéma départemental de carrières*) (p. 3087) – Adopté après modification (p. 3088).

APRES L'ART. 16-2 DE LA LOI DU 19 JUILLET 1976 (p. 3089).

ART. ADDITIONNEL (*Sanction de la non remise en état d'une ancienne carrière et obligation de garantie financière pour les carrières existantes*) – Adopté (p. 3089).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3089).

Art. 3 bis (*Commission départementale consultative*) – Supprimé (p. 3089).

Art. 3 ter (*Refus d'autorisation*) (p. 3089) – Supprimé (p. 3090).

Art. 3 quater (*Constitution de garanties financières*) – Supprimé (p. 3090).

Art. 4 (*Remise en état des lieux*) (p. 3090) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 5 (*Délai de recours*) – Supprimé (p. 3090).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Contentieux de pleine juridiction*) (p. 3090) – Adopté (p. 3091).

Art. 6 (*Refus d'autorisation d'exploiter une carrière en cas de condamnation antérieure*) (p. 3091) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 (*Suppression de la faculté de refuser des autorisations au motif de manquement antérieur aux obligations légales*) – Adopté (p. 3091).

Art. 8 (*Abrogation*) – Adopté (p. 3091).

Art. 9 (*Contrôle de l'exploitation des carrières*) – Adopté (p. 3091).

Art. 10 (*Délimitation des zones dans lesquelles les carrières sont interdites*) – Adopté (p. 3091).

Art. 11 (*Permis d'exploitation de carrière*) (p. 3091) – Adopté après modification (p. 3092).

Art. additionnel après l'art. 11 (*Coordination*) – Adopté (p. 3092).

Art. 12 (*Coordination*) – Adopté (p. 3092).

Art. 13 (*Coordination*) – Adopté (p. 3092).

Art. 14 (*Coordination*) – Adopté (p. 3093).

Art. additionnel après l'art. 14 (*Coordination*) – Adopté (p. 3093).

Art. 15 (*Coordination*) – Adopté (p. 3093).

Art. additionnel après l'art. 15 (*Coordination*) (p. 3093) – Adopté (p. 3094).

Art. 16 (*Régime des haldes terrils de mines et déchets d'exploitation de carrières*) – Adopté après modification (p. 3094).

Art. 17 (*Coordination*) (p. 3094) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 18 (*Coordination*) – Adopté (p. 3094).

Art. 18 bis (*Modification de l'article L. 123-5 du code de l'urbanisme*) – Adopté (p. 3094).

Art. 18 ter (*Modification de l'article L. 311-1 du code forestier*) (p. 3094) – Adopté après modification (p. 3095).

Art. 19 (*Dispositions transitoires*) (p. 3095) – Adopté (p. 3096).

Art. 20 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté après modification (p. 3097).

Intitulé de la proposition de loi (« Proposition de loi relative aux carrières ») – Adopté (p. 3097).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3097, 3098) : *MM. Félix Leyzour, Emmanuel Hamel.*

Adoption (5 novembre 1992) (p. 3098).

Discussion (deuxième lecture)

(15 décembre 1992) (p. 4059, 4063).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4059, 4060) : *Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement ; MM. Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Gérard Miquel, Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4060, 4063) : *MM. Pierre Lacour, Philippe François, rapporteur ; Mme Ségolène Royal, ministre ; M. Félix Leyzour.*

Art. 1^{er} bis (p. 4060) – Adopté (p. 4061).

Art. 2 bis et 2 quater – Adoptés (p. 4061).

Art. 2 quinquies (p. 4061) – Adopté après modification (p. 4062).

Art. 3 (p. 4062) – Adopté après modification (p. 4063).

Art. 11 – Adopté (p. 4063).

Art. 18 ter – Adopté après modification (p. 4063).

Art. 18 quater (*Modification de la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets*) – Adopté (p. 4063).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4063) : *M. Félix Leyzour.*

Adoption (15 décembre 1992) (p. 4063).

Missions d'information

1. – **Demande de M. Jean François-Poncet, président de la**

commission des affaires économiques tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Espagne** chargée de suivre les **travaux de la XV^e Conférence mondiale de l'énergie** et d'étudier l'évolution de l'**économie espagnole dans le contexte européen** (5 juin 1992) (p. 1466).

2. – **Demande de M. Christian Poncelet, président de la commission des finances** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information sur les **problèmes financiers et monétaires des pays d'Europe centrale et orientale** :

- la première en **Russie**, en **Biélorussie** et en **Ukraine** ;
- la seconde en **Pologne**, en **République fédérative tchèque et slovaque** et en **Hongrie** (5 juin 1992) (p. 1466).

3. – **Examen d'une demande de la commission des finances** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner **deux missions d'information** sur les problèmes financiers et monétaires des pays d'**Europe centrale et orientale** : la première en **Russie**, en **Biélorussie** et en **Ukraine**, la seconde en **Pologne**, en **République fédérative tchèque et slovaque** et en **Hongrie** (12 juin 1992) (p. 1650) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

4. – **Examen d'une demande de la commission des affaires économiques** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner **une mission d'information** en **Espagne** chargée de suivre les travaux de la **XV^e conférence mondiale de l'énergie** et d'étudier l'évolution de l'**économie espagnole** dans le contexte européen (12 juin 1992) (p. 1650) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

Montagne

Voir *Environnement*, 9

Musées

Voir *Arts et spectacles*, 1

Mutuelles

Voir *Politique économique et sociale*, 2

N**Nature (protection)**

Voir *Environnement*, 9
Mines et carrières, 1

Nickel

Voir *Traités et conventions*, 7

Nouvelle-Calédonie

Voir *Allocutions et communications*, 14 ; 15 ; 18 ; 33



Oeuvres d'art

Voir *Arts et spectacles*, 1

Officiers publics et ministériels

Voir *Procédure civile*, 1

Ordonnances (législation par)

Voir *Collectivités territoriales d'outre-mer*, 1
Territoires d'outre-mer (TOM), 1

Ordre du jour des assemblées parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 9

Ordre du jour du Sénat

1. – **Modification de l'ordre du jour du Sénat à la demande du Gouvernement** (22 janvier 1992) (p. 383) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **Modifications de l'ordre du jour**, par suite de la démission du gouvernement de Mme Edith Cresson (2 avril 1992) (p. 523) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

3. – **Modification de l'ordre du jour complémentaire** (13 mai 1992) (p. 1118, 1119) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Etienne Dailly, Roger Chinaud.*

4. – **Conférence des présidents** : observations de MM. Charles Lederman et Claude Estier sur les conclusions de la conférence des présidents relatives à la poursuite de la discussion sur le projet de révision constitutionnelle (5 juin 1992) (p. 1465, 1466) – *MM. Charles Lederman, Claude Estier, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

5. – **Conférence des présidents** : observations de M. Jean Garcia regrettant que le ministre de l'environnement n'ait pas joint au projet de loi relatif à la lutte contre le bruit les propositions de loi de Mmes Hélène Luc et Marie-Claude Beaudeau relatives à la lutte contre le bruit des aéronefs (3 décembre 1992) (p. 3663 à 3665) – *MM. Jean Garcia, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

6. – **Organisation des débats** (18 décembre 1992) (p. 4317) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

7. – **Modifications de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement** (18 décembre 1992) (p. 4317, 4318) – *M. Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Ordre public

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 1 ; 3
Rappels au règlement, 38

Organisations syndicales

Voir *Travail*, 2

P

Parlement

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 5
Partis et groupements politiques, 1
Sécurité sociale, 2

1. – **Proposition de loi tendant au contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du conseil des communautés européennes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 décembre 1990) [n° 116 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 10 avril 1992.

2. – **Proposition de loi organique tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives par les députés et par les sénateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Lorient, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 décembre 1990) [n° 179 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 10 avril 1992.

3. – **Proposition de loi tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives avec le mandat de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes et relative aux garanties accordées à ces fonctions électives**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Lorient, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 décembre 1990) [n° 180 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 10 avril 1992.

4. – **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur (9 octobre 1991) [n° 2271 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Didier Mathus (5 décembre 1991) [n° 2416 (91-92)] – Urgence – Discussion (11 et 14 décembre 1991) – Adoption (14 décembre 1991) [n° 573].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1991) [n° 184 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (15 janvier 1991) [n° 238 (91-92)] – Discussion (20 et 21 janvier 1992) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 183 (91-92) – Collectivités territoriales 2) – Adoption (21 janvier 1992) [n° 97].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision 92-306 DC du 21 février 1992 (J.O. Lois et décrets du 27 février 1992) qui déclare conforme à la Constitution le projet de loi.

PROMULGATION : Loi n° 92-175 du 25 février 1992 (J.O. Lois et décrets du 27 février 1992).

Discussion (première lecture)

(20 janvier 1992) (p. 247, 278) ; (21 janvier 1992) (p. 375).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 247, 278) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 183 (91-92) – Collectivités territoriales 2) : *MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Jean-Pierre Sueur, Secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-Marie Girault, Jacques Machet, Jacques Habert, Josselin de Rohan, Paul Souffrin, René Régnault, Ernest Cartigny, Henri Goetschy, Charles de Cuttoli, Jacques Carat, Claude Saunier, Jacques Rocca Serra.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 375) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre.*

Art. unique (Indemnité des membres du Parlement) – Adopté (p. 375).

Scrutin public de droit n° 6 (p. 375).

Adoption (21 janvier 1992) (p. 375).

5. – **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 47 bis du Règlement du Sénat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M.

Roger Chinaud, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 27 mars 1992) [n° 272 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (6 mai 1992) [n° 320 (91-92)] – Discussion (14 mai 1992) – Adoption (14 mai 1992) [n° 128].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 92-309 DC du 9 juin 1992 (J.O. Lois et décrets du 11 juin 1992) qui déclare la résolution contraire à la Constitution.

Discussion des conclusions du rapport

(14 mai 1992) (p. 1136, 1141).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1136, 1140) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Roger Chinaud, Aubert Garcia.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1140, 1141)

Art. unique (– I – Dans les deuxième alinéa (2) et troisième alinéa (3) de l'article 47 bis du règlement du Sénat, après les mots : « projet de loi de finances », sont insérés les mots : « de l'année » ; – II – Le texte de cet article est complété par un alinéa nouveau (4) ainsi rédigé : Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à la discussion des projets de lois de finances rectificatives) (p. 1140).

Explications de vote sur l'article (p. 1140, 1141) : *MM. Roger Chinaud, Etienne Dailly, rapporteur ; Robert Vizet, Jacques Habert.*

– L'article unique est adopté (p. 1141).

Adoption (14 mai 1992) (p. 1141).

6. – **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Poniatowski, Jean Delaneau et Philippe Nachbar, sénateurs (21 octobre 1992) [n° 20 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Etienne Dailly portant également sur les propositions de résolution n° 36 du 5 novembre 1992 et 47 du 17 novembre 1992 (10 décembre 1992) [n° 109 (92-93)] – Discussion (15 décembre 1992) (Discussion générale commune avec celle des propositions de résolution [n° 36 (92-93)] – Parlement 7 et [n° 47 (92-93)] – Parlement 8) – Adoption (15 décembre 1992) [n° 38].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 92-315 DC du 12 janvier 1993 (J.O. Lois et décrets du 14 janvier 1993) qui déclare :

Art. 1^{er} – Est déclarée non conforme à la Constitution la troisième phrase du premier alinéa de l'article 73 bis ajouté au règlement du Sénat par la résolution soumise à l'examen du Conseil constitutionnel.

Art. 2 – Sous les réserves mentionnées dans les motifs de la présente décision, les autres dispositions du règlement du Sénat, telles qu'elles résultent de la résolution du 15 décembre 1992, sont déclarées conformes à la Constitution.

Discussion des conclusions du rapport

(15 décembre 1992) (p. 4063, 4084).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4063, 4071) (Discussion générale commune avec celle des propositions de résolution [n° 36 (92-93)] – Parlement 7 et [n° 47 (92-93)] – Parlement 8) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Poniatowski, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Xavier de Villepin.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4071, 4084) : *MM. Michel Poniatowski, Etienne Dailly, rapporteur ; Jacques Genton, Charles Lederman, Claude Estier, Xavier de Villepin, Yves Guéna, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson, Jacques Larché, président de la commission des lois, Mme Hélène Luc.*

Art. 1^{er} (Dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution) (p. 4071) – Adopté après modification (p. 4084).

Art. 2 (Composition de la Conférence des présidents) – Adopté (p. 4084).

Intitulé (*Proposition de résolution tendant à insérer dans le règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution*) – Adopté (p. 4084).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4084) : MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président.

Scrutin public n° 34 (p. 4084).

Adoption (15 décembre 1992) (p. 4084).

7. – Proposition de résolution tendant à insérer dans le Règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution sur les résolutions européennes, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché (5 novembre 1992) [n° 36 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (10 décembre 1992) [n° 109 (92-93)] – Discussion (15 décembre 1992) (Discussion générale commune avec celle des propositions de résolution [n° 20 (92-93)] – Parlement 6 et [n° 47 (92-93)] – Parlement 8) – Adoption (15 décembre 1992) [n° 38].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 92-315 DC du 12 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1993) qui déclare :

Art. 1^{er} – Est déclarée non conforme à la Constitution la troisième phrase du premier alinéa de l'article 73 bis ajouté au règlement du Sénat par la résolution soumise à l'examen du Conseil constitutionnel.

Art.2 – Sous les réserves mentionnées dans les motifs de la présente décision, les autres dispositions du règlement du Sénat, telles qu'elles résultent de la résolution du 15 décembre 1992, sont déclarées conformes à la Constitution.

Discussion des conclusions du rapport

(15 décembre 1992) (p. 4063, 4084).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4063, 4071) (Discussion générale commune avec celle des propositions de résolution [n° 20 (92-93)] – Parlement 6 et [n° 47 (92-93)] – Parlement 8).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4071, 4084).

(Voir la discussion des articles de la proposition de résolution [n° 20 (92-93)] – Parlement 6)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4084) : (Voir les explications de vote de la proposition de résolution [n° 20 (92-93)]) – Parlement 6)

Scrutin public n° 34 (p. 4084).

Adoption (15 décembre 1992) (p. 4084).

8. – Proposition de résolution tendant à insérer dans le Règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution relatif à l'examen des actes communautaires par le Parlement, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 novembre 1992) [n° 47 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (10 décembre 1992) [n° 109 (92-93)] – Discussion (15 décembre 1992) (Discussion générale commune avec celle des propositions de résolution [n° 20 (92-93)] – Parlement 6 et [n° 36 (92-93)] – Parlement 7) – Adoption (15 décembre 1992) [n° 38].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 92-315 DC du 12 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1993) qui déclare :

Art. 1^{er} – Est déclarée non conforme à la Constitution la troisième phrase du premier alinéa de l'article 73 bis ajouté au règlement du Sénat par la résolution soumise à l'examen du Conseil constitutionnel.

Art.2 – Sous les réserves mentionnées dans les motifs de la présente décision, les autres dispositions du règlement du Sénat, telles qu'elles résultent de la résolution du 15 décembre 1992, sont déclarées conformes à la Constitution.

Discussion des conclusions du rapport

(15 décembre 1992) (p. 4063, 4084).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4063, 4071) (Discussion générale commune avec celle des propositions de résolution [n° 20 (92-93)] – Parlement 6 et [n° 36 (92-93)] – Parlement 7).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4071, 4084).

(Voir la discussion des articles de la proposition de résolution [n° 20 (92-93)] – Parlement 6)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4084) : (Voir les explications de vote de la proposition de résolution [n° 20 (92-93)]) – Parlement 6)

Scrutin public n° 34 (p. 4084).

Adoption (15 décembre 1992) (p. 4084).

9. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, en vue de réprimer les dépositions sciemment inexactes effectuées sous serment par les témoins entendus par les Commissions d'enquêtes parlementaires, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Etienne Dailly et François Lesein, sénateurs (20 décembre 1992) [n° 170 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

10. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à réaffirmer les principes démocratiques devant présider au contrôle de l'effort social de la Nation, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (23 décembre 1992) [n° 190 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Parlement européen

Voir *Allocutions et communications*, 16

Participation des salariés

1. – Proposition de loi tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 mai 1991) [n° 332 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 20 octobre 1992.

2. – Proposition de loi relative à la participation des salariés à la gestion de l'entreprise, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 juin 1991) [n° 392 rect. (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 20 octobre 1992.

Partis et groupements politiques

Voir *Vie politique et sociale*, 2

1. – Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean Auroux, député, et plusieurs de ses collègues (20 novembre 1991) [n° 2370 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (13 octobre 1992) [n° 2942 (92-93)] – Urgence – Discussion commune avec la proposition de loi n° 2368 du 20 novembre 1991 – 19 octobre 1992 – Adoption (19 octobre 1992) [n° 726].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 octobre 1992) [n° 12 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec celui de la proposition de loi n° 13 du 20 octobre 1992 (9 décembre 1992) [n° 93 (92-93)] – Discussion (10 décembre 1992) – Adoption (10 décembre 1992) [n° 32].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 3132 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (17 décembre 1992) [n° 3158 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 807].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992)

– 24 décembre 1992) [n° 195 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1992) (p. 3903, 3910).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3903, 3907) (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 13 – Partis et groupements politiques 2) : *MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3907, 3910) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Robert Pagès, Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat.*

Art. 1^{er} (Article L.O. 135-1 du code électoral) (p. 3907) – Adopté après modification (p. 3908, 3909).

Art. 2 (Modalité du transfert à la Commission pour la transparence financière de la vie politique et compétence jusqu'à présent exercée par les Bureaux des deux assemblées du Parlement) – Adopté après modification (p. 3910).

Art. 3 (Article L.O. 136-1 du code électoral) – Adopté après modification (p. 3910).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3910) : *M. Robert Pagès.*

Scrutin public n° 32 (p. 3910).

Adoption (10 décembre 1992) (p. 3910).

2. – Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean Auroux, député, et plusieurs de ses collègues (20 novembre 1991) [n° 2368 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (13 octobre 1992) [n° 2943 (92-93)] – Urgence – Discussion commune avec celle de la proposition de loi organique n° 2370 du 20 novembre 1991 – 19 octobre 1992 – Adoption (19 octobre 1992) [n° 727].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 octobre 1992) [n° 13 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec la proposition de loi n° 12 du 20 octobre 1992 (9 décembre 1992) [n° 93 (92-93)] – Discussion (10 décembre 1992) – Adoption (10 décembre 1992) [n° 33].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 3131 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1992) (p. 3903, 3915).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3903, 3907) (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 12 – Partis et groupements politiques 1) : *MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3910, 3915) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat, Jean Cherioux, Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} (Article premier de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique) (p. 3910) – Adopté après modification (p. 3911).

Art. 2 (Extension de l'obligation de déclaration de patrimoine aux parlementaires européens et à de nouvelles catégories d'élus locaux) (p. 3911) – Adopté après modification (p. 3912).

Art. 3 (Extension des pouvoirs d'investigation de la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 3912) – Adopté après modification (p. 3913).

Art. 4 (Article 4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) (p. 3913) – Adopté après modification (p. 3914).

Art. 5 (Article L. 195 du code électoral) (p. 3914) – Adopté après modification (p. 3915).

Art. additionnel après l'art. 5 (Inéligibilité des membres du Parlement européen) – Adopté après modification (p. 3915).

Art. 6 (Article L.O. 135-2 du code électoral) – Adopté (p. 3915).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3915) : *MM. Robert Pagès, Emmanuel Hamel.*

Adoption (10 décembre 1992) (p. 3915).

Patrimoine artistique, archéologique et historique

Voir *Rapports du Gouvernement*, 9

1. – Proposition de loi tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (11 juin 1992) [n° 404 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Peines et amendes

Voir *Code pénal*, 2

Permis de construire

Voir *Environnement*, 9

Personnes âgées

1. – Proposition de loi relative aux conditions d'attribution de l'allocation logement social pour les personnes âgées hébergées en service de long séjour, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Serge Vinçon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 avril 1992) [n° 299 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Pétrole

Voir *Hydrocarbures*, 2

Pharmacie

Voir *Traités et conventions*, 9

1. – Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé (9 octobre 1991) [n° 23 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Bohl (12 mai 1992) [n° 333 (91-92)] – Discussion (19 mai 1992) – Adoption (19 mai 1992) [n° 131].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 mai 1992) [n° 2714 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. David Bohbot (25 juin 1992) [n° 2831 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 700].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1^{er} juillet 1992) [n° 470 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Bohl (28 octobre 1992) [n° 24 (92-93)] – Discussion (4 novembre 1992) – Adoption (4 novembre 1992) [n° 11].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 novembre 1992) [n° 3006 (92-93)] –

Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. David Bohbot (18 novembre 1992) [n° 3046 (92-93)] – Discussion (26 novembre 1992) – Adoption (26 novembre 1992) [n° 736].

PROMULGATION : Loi n° 92-1279 du 8 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 11 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(19 mai 1992) (p. 1241, 1273).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1241, 1251) : MM. Bernard Kouchner, ministre de la santé ; André Bohl, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Franck Sérusclat, Paul Souffrin, Mme Hélène Missoffe, MM. Etienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Le présent projet de loi poursuit trois objectifs principaux. Le premier est de transposer en droit français trois directives européennes adoptées en 1989 et applicables depuis le 1^{er} janvier 1992 ; le second est de rénover et de renforcer le cadre juridique de l'activité de la pharmacie hospitalière ; et le troisième est d'adapter la législation interne aux évolutions économiques de l'industrie pharmaceutique.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1251, 1273) : MM. André Bohl, rapporteur ; Bernard Kouchner, ministre ; Franck Sérusclat, Paul Souffrin, Jean Madelain, Etienne Dailly.

Art. 1^{er} (Art. L. 511-1 du code de la santé publique - Intégration de certaines directives européennes en droit français ; définitions) (p. 1251) – Adopté après modification (p. 1253).

Art. 2 (Art. L. 512 - Modifications formelles) (p. 1253) – Adopté (p. 1254).

Art. 3 (Art. L. 559 - Inspection de la pharmacie ; conditions de diplôme) – Adopté (p. 1254).

Art. 4 (Art. L. 568 - Définition de l'officine) – Adopté après modification (p. 1254).

Après l'art. 4 (p. 1254).

Art. additionnel (obligation de détention de certains produits par l'officine) – Adopté (p. 1255).

Art. 5 (Abrogation des dispositions actuelles du code de la santé publique applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé) – Adopté (p. 1255).

Art. 6 (Chapitre I^{er} bis du titre II du livre V - Règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux traitant des malades) (p. 1255).

ART. L. 595-1 (Etablissements autorisés à créer une pharmacie à usage intérieur ; définition) (p. 1255) – Adopté après modification (p. 1257).

ART. L. 595-2 (Conditions de gérance des pharmacies à usage intérieur) (p. 1257) – Adopté après modification (p. 1258).

ART. L. 595-3 (Création, transfert ou suppression d'une pharmacie à usage intérieur ; régime d'autorisation) (p. 1258) – Adopté après modification (p. 1259).

ART. L. 595-4 (Retrait, suspension de l'autorisation de création d'une pharmacie à usage intérieur) – Adopté après modification (p. 1259).

ART. L. 595-5 (Détention et délivrance de médicaments dans les établissements de santé ne disposant pas de pharmacie intérieure) (p. 1259) – Adopté après modification (p. 1260).

ART. L. 595-6 (Essais et expérimentations de médicaments dans les établissements) (p. 1260) – Adopté après modification (p. 1261).

ART. L. 595-7 (Cession exceptionnelle de médicaments, par une pharmacie à usage intérieur, à une autre pharmacie à usage intérieure ou au public) (p. 1261) – Adopté après modification (p. 1262).

APRES L'ART. L. 595-7 (p. 1262).

Art. additionnel (conditions de cession de médicaments au public par une pharmacie à usage intérieur) – Adopté (p. 1263).

ART. L. 595-8 (Pharmacies à usage intérieur des centres de dialyse) – Adopté (p. 1263).

ART. L. 595-9 (Pharmacies à usage intérieur des établissements pénitentiaires) – Adopté (p. 1263).

APRES L'ART. L. 595-9 (p. 1263).

Art. additionnel (information du pharmacien d'un service de dialyse à domicile ou d'un établissement pénitentiaire en cas d'expérimentation envisagée sur des médicaments) – Adopté (p. 1264).

ART. L. 595-10 (Mesures réglementaires d'application des dispositions relatives aux pharmacies à usage intérieur) – Adopté après modification (p. 1264).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1264).

Art. 7 (Modification formelle de l'article L. 590 du code de la santé publique) – Adopté (p. 1264).

Art. 8 (Modification de l'article L. 593 du code de la santé publique - Mise en conformité avec les directives européennes) – Adopté (p. 1264).

Art. 9 (Modification de l'intitulé du chapitre II du titre II du livre V du code de la santé publique) – Adopté (p. 1265).

Art. 10 (Modification de l'intitulé de la section I du chapitre II du livre V du code de la santé publique) – Adopté (p. 1265).

Art. 11 (Art. L. 596 - Définition des établissements pharmaceutiques) – Adopté (p. 1265).

Art. 12 (Art. L. 596-1 - Distribution et exportation de médicaments par des organismes humanitaires) (p. 1265) – Adopté après modification (p. 1266).

Après l'art. 12 (p. 1266).

Art. additionnel (collecte de médicaments inutilisés réalisée par des organismes sans but lucratif) – Adopté (p. 1267).

Art. 13 (Art. L. 598 - Régime de l'autorisation d'ouverture d'un établissement pharmaceutique) – Adopté (p. 1267).

Art. 14 (Art. L. 599 - Pharmaciens des établissements pharmaceutiques - Exercice personnel de la profession) – Adopté (p. 1267).

Art. 15 (Art. L. 600 - Introduction des « bonnes pratiques ») – Adopté (p. 1267).

Art. 16 (Modification de l'intitulé de la section 8 du chapitre II du titre II du livre V du code de la santé publique) – Adopté (p. 1267).

Art. 17 (Art. L. 601, 1^{er} et 2^e alinéas - Autorisation de mise sur le marché) – Adopté après modification (p. 1267).

Art. 18 (Art. L. 601-2 - Dérogations au régime juridique de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 1267) – Adopté après modification (p. 1269).

Art. 19 (Art. L. 603 - Certification des médicaments destinés à l'exportation) (p. 1269) – Adopté après modification (p. 1271).

Art. 20 (Art. L. 604 et L. 604-1 - Commercialisation et retrait de commercialisation ; déclaration administrative) – Adopté après modification (p. 1271).

Art. 21 (Aménagements formels à divers articles du code de la santé publique) – Adopté après modification (p. 1271).

Art. 22 (Abrogation du chapitre IV du titre III du livre V du code de la santé publique) – Adopté (p. 1271).

Art. 23 (Fabrication industrielle de médicaments par les établissements publics de santé) – Adopté (p. 1271).

Après l'art. 23 (p. 1272).

Art. additionnel (alignement du régime de fixation des prix des médicaments de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon sur celui des départements d'outre-mer – Amendement n° 64 de la commission : délivrance des médicaments dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) – Adopté (p. 1273).

Art. additionnel (délivrance des médicaments dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) – Adopté (p. 1273).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1273) : *MM. Jean Madelain, Paul Souffrin, Franck Sérusclat, Emmanuel Hamel, François Delga, Etienne Dailly.*

Adoption (19 mai 1992) (p. 1273).

Discussion (deuxième lecture)

(4 novembre 1992) (p. 2975, 2981).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2975, 2977) : *MM. René Teulade, ministre des affaires sociales ; André Bohl, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Franck Sérusclat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2977, 2981) : *MM. André Bohl, rapporteur ; René Teulade, ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Art. 1^{er}, 2, 3 bis et 4 bis – Adoptés (p. 2977).

Art. 6 – Adopté après modification (p. 2979).

Art. 7, 12 et 12 bis – Adoptés (p. 2979).

Art. 18 – Adopté après modification (p. 2979).

Art. 19 – Adopté (p. 2980).

Art. 21 et 24 – Adoptés (p. 2981).

Art. 25 (p. 2981) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 26 – Adopté (p. 2981).

Adoption (4 novembre 1992) (p. 2981).

Pharmacie (industrie)

Voir *Agriculture, 1*
Santé, 1
Traité et conventions, 9

1. – **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (9 avril 1992) [n° 286 rect. (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis Moinard (6 mai 1992) [n° 324 (91-92)] – Discussion (14 mai 1992) – Adoption (14 mai 1992) [n° 129].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 mai 1992) [n° 2707 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. François Patriat (26 mai 1992) [n° 2741 (91-92)] – Discussion (9 juin 1992) – Adoption (9 juin 1992) [n° 657].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 juin 1992) [n° 396 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis Moinard (17 juin 1992) [n° 418 (91-92)] – Discussion (26 juin 1992) – Adoption (26 juin 1992) [n° 166].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1992) [n° 2843 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. François Patriat (29 juin 1992) [n° 2846 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 699].

PROMULGATION : Loi n° 92-650 du 13 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(14 mai 1992) (p. 1161, 1174).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1161, 1164) : *MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Louis Moinard, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Fernand Tardy.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1164, 1174) : *MM. Fernand Tardy, Louis Moinard, rapporteur ; Louis Mermaz, ministre ; Jacques de Menou.*

Art. 1^{er} (*Définition du médicament vétérinaire immunologique et de l'autovaccin*) (p. 1164) – Adopté après modification (p. 1165).

Art. 2 (*Définition des réactifs biologiques*) – Adopté après modification (p. 1165).

Art. 3 (*Préparation et délivrance des médicaments extemporanés*) – Adopté après modification (p. 1166).

Art. 4 (*Durée maximale de prescription d'aliments médicamenteux*) (p. 1167) – Adopté après modification (p. 1168).

Après l'art. 4 (p. 1168).

Art. additionnel (*agrément des groupements ; programme sanitaire d'élevage*) – Adopté (p. 1169).

Art. 5 (*Etablissements soumis à autorisation administrative*) (p. 1169) – Adopté après modification (p. 1170).

Art. 6 (*Autorisation administrative d'ouverture*) – Adopté (p. 1170).

Art. 7 (*Conformité aux bonnes pratiques*) – Adopté après modification (p. 1170).

Art. 8 (*Dérogation à l'autorisation préalable de mise sur le marché*) – Adopté après modification (p. 1170).

Art. 9 (*Définition du temps d'attente*) (p. 1170) – Adopté après modification (p. 1171).

Art. 10 (*Limitation de la durée de l'autorisation de mise sur le marché*) – Adopté après modification (p. 1171).

Art. 11 (*Substances faisant l'objet d'obligations particulières*) (p. 1171) – Adopté après modification (p. 1172).

Art. 12 (*Préparation et délivrance des autovaccins*) – Adopté (p. 1170).

Art. 13 (*Abrogation de dispositions caduques*) – Adopté après modification (p. 1172).

Art. 14 (*Décrets en Conseil d'Etat*) – Adopté après modification (p. 1173).

Art. 15 (*Dérogations*) (p. 1173).

Parole sur l'article : *M. Louis Moinard.*

– L'article 15 est adopté (p. 1174).

Art. 16 (*Sanctions pénales*) – Adopté (p. 1174).

Adoption (14 mai 1992) (p. 1174).

Discussion (deuxième lecture)

(26 juin 1992) (p. 2079, 2082).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2079, 2080) : *MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Louis Moinard, rapporteur par le Sénat de la commission mixte paritaire ; Robert Laucourmet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2080, 2082) : *MM. Pierre Louvot, Louis Moinard, rapporteur ; Robert Laucourmet, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat.*

Art. 2 bis – Adopté après modification (p. 2081).

Art. 4 bis – Adopté (p. 2081).

Art. 8, 10 et 12 – Adoptés (p. 2082).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2082) : *M. Jean-Luc Bécart.*

Adoption (26 juin 1992) (p. 2082).

Philippines

Voir *Traité et conventions, 14*

Plan

Voir *Rapports d'information, 10 ; 36*

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Gouvernement (déclarations), 4 ; 5 ; 6*

Hydrocarbures, 1
Lois de finances, 2
Rappels au règlement, 20

Politique économique et sociale

1. – **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. René Teulade, ministre des affaires sociales (Lettre rectificative du 27 mai 1992, n° 2747) (21 mai 1992) [n° 2733 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-Josèphe Sublet (4 juin 1992) [n° 2759 (91-92)] – Urgence – Discussion (9 et 10 juin 1992) – Adoption (10 juin 1992) [n° 658].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 juin 1992) [n° 402 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des finances – Rapport de MM. Pierre Louvot et Louis Souvet (24 juin 1992) [n° 440 (91-92)] – Avis de M. Philippe Adnot (24 juin 1992) [n° 448 (91-92)] – Discussion (29 et 30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 174].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1992) [n° 2872 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Marie-Josèphe Sublet (2 juillet 1992) [n° 2881 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de MM. Pierre Louvot et Louis Souvet (2 juillet 1992) [n° 478 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (30 juin 1992) (n° 2872 (91-92)) – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-Josèphe Sublet (2 juillet 1992) [n° 2886 (91-92)] – Discussion (3 juillet 1992) – Adoption (3 juillet 1992) [n° 714].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 juillet 1992) [n° 489 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport oral de M. Pierre Louvot – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 188].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (8 juillet 1992) [n° 2898 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-Josèphe Sublet (8 juillet 1992) [n° 2900 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 719].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 92-311 DC du 29 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 30 juillet 1992) qui déclare le projet de loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 92-722 du 20 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 30 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 juin 1992) (p. 2154, 2207) ; (30 juin 1992) (p. 2229, 2262).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2154, 2178) : M. René Teulade, ministre des affaires sociales ; Mme Martine Aubry, ministre du travail ; MM. Pierre Louvot, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Philippe Adnot, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean-Pierre Tizon, Claude Estier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Chérioux, Jacques Machet, Rodolphe Désiré, Louis Virapoullé, François Louisy, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2178 à 2207 ; 2229 à 2241, 2244 à 2262) : MM. Pierre Louvot, rapporteur ; René Teulade, ministre ; Lucien Neuwirth, Jean Chérioux, Jacques Machet, Philippe Adnot, rapporteur pour avis ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M.

Claude Estier, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Louis Minetti – M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Martine Aubry, ministre ; MM. Paul Souffrin, Claude Pradille, Xavier de Villepin, Louis Virapoullé.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N° 88-1088 DU 1ER DECEMBRE 1988 RELATIVE AU REVENU MINIMUM D'INSERTION

Avant l'art. 1^{er} (p. 2178).

Art. additionnel (Droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence) (p. 2107) – Adopté (p. 2179).

Art. 1^{er} (Aménagement du dispositif d'insertion : articles 34 à 42-6 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988) (p. 2179).

ART. 34 DE LA LOI PRECITEE (Direction conjointe du dispositif d'insertion par le préfet et par le président du conseil général) (p. 2181) – Adopté après modification (p. 2182).

ART. 35 (Composition du conseil départemental d'insertion, CDI) (p. 2182) – Adopté après modification (p. 2184).

ART. 36 (Programme annuel départemental d'insertion, PDI) (p. 2184) – Adopté après modification (p. 2187).

ART. 37 (Autres compétences du conseil départemental d'insertion et rôle en matière d'évaluation) (p. 2187) – Adopté après modification (p. 2189).

ART. 38 (Financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion) (p. 2190) – Adopté après modification (p. 2192).

ART. 39 (Conventions pour la mise en oeuvre du programme départemental d'insertion) (p. 2192) – Adopté après modification (p. 2193).

ART. 40 (Décisions prises par arrêté en cas de désaccord entre le préfet et le président du conseil général ou de non respect du délai d'adoption du programme départemental) – Adopté après modification (p. 2193).

ART. 41 (Procédure de reports de crédits) (p. 2193) – Adopté après modification (p. 2195).

ART. 42 (Prise en compte du « 20 % départemental » pour la détermination de la participation financière des communes) – Adopté (p. 2195).

ART. 42-1 (Missions de la commission locale d'insertion, CLI) (p. 2195) – Adopté après modification (p. 2196).

ART. 42-2 (Composition des commissions locales d'insertion) (p. 2196) – Adopté après modification (p. 2198).

ART. 42-3 (Elaboration du programme local d'insertion) (p. 2198) – Adopté après modification (p. 2199).

ART. 42-4 (Nature et échéancier du contrat) (p. 2199) – Adopté après modification (p. 2200).

ART. 42-5 (Actions pouvant faire l'objet d'un contrat d'insertion) – Adopté après modification (p. 2200).

AVANT L'ART. 42-6 (p. 2200).

ART. ADDITIONNEL (Suppression du chapitre IV) – Adopté (p. 2201).

ART. 42-6 (Institution d'un accompagnateur pour chaque bénéficiaire d'un contrat d'insertion) – Supprimé (p. 2201).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2201).

Art. 2 (Titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale) (p. 2201).

ART. 43 (Dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté) (p. 2202) – Adopté après modification (p. 2206).

ART. 43-1 (Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) (p. 2203) – Adopté après modification (p. 2204).

AVANT L'ART. 43-2 (p. 2204).

ART. ADDITIONNEL (Suppression du chapitre II) – Adopté (p. 2204).

ART. 43-2 (*Fonds départementaux d'aide aux jeunes en difficulté*) (p. 2204) – Supprimé (p. 2205).

ART. 43-3 (*Fonds locaux d'aide aux jeunes*) – Supprimé (p. 2205).

ART. 43-4 (*Financement du fonds départemental*) (p. 2205) – Supprimé (p. 2206).

ART. 43-5 (*Droit d'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie*) (p. 2206) – Adopté après modification (p. 2207).

ART. 43-6 (*Aides pour les dépenses d'électricité et de gaz*) – Adopté après modification (p. 2207).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2207).

Art. 2 bis (*Forfait pour jardin personnel*) (p. 2244) – Adopté après modification (p. 2245).

Art. 3 (*Prise en compte d'un enfant à naître pour l'attribution du RMI aux moins de 25 ans*) (p. 2245) – Adopté après modification (p. 2246).

Art. 4 (*L'allocation de revenu minimum d'insertion : attribution, versement, suspension*) (p. 2246) – Adopté après modification (p. 2251).

Après l'art. 4 (p. 2251).

Art. additionnel (*Ticket modérateur des bénéficiaires du RMI*) (p. 2251) – Adopté (p. 2252).

Art. additionnel (*Cotisation d'assurance personnelle des jeunes de moins de 25 ans*) – Adopté (p. 2252).

Art. 5 (*Abrogations*) – Adopté après modification (p. 2252).

TITRE II

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Division Titre II et son intitulé : Supprimés (p. 2253).

Art. 6 (*Titre III bis nouveau du code de la famille et de l'aide sociale : réforme de l'aide médicale*) (p. 2253) – Supprimé (p. 2256).

Art. 7 (*Modifications apportées au titre III du code de la famille et de l'aide sociale*) – Supprimé (p. 2256).

Art. 8 (*Modifications de dispositions du titre IV du code de la famille et de l'aide sociale*) – Supprimé (p. 2257).

TITRE III

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 9 (*Conditions d'ouverture des droits aux prestations en nature de l'assurance maladie-maternité*) – Adopté (p. 2257).

Art. 10 (*Conditions d'ouverture du droit à l'assurance invalidité*) – Adopté (p. 2257).

Art. 11 (*Coordination*) – Adopté (p. 2257).

Art. 12 (*Affiliation obligatoire au régime de l'assurance personnelle des personnes admises au bénéfice de l'aide médicale*) – Supprimé (p. 2257).

Art. 13 (*Prise en charge des cotisations de l'assurance personnelle pour les personnes admises au bénéfice de l'aide médicale*) – Supprimé (p. 2258).

Art. 14 (*Conventions relatives au remboursement des soins des assurés sociaux bénéficiaires de l'aide médicale*) – Adopté (p. 2258).

Art. 15 (*Délégation par les départements, par voie de convention, de leur compétence en matière d'aide médicale aux organismes d'assurance maladie*) (p. 2258) – Adopté (p. 2259).

Art. 16 (*Convention entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale en matière d'aide sociale*) – Supprimé (p. 2259).

Art. 17 (*Vérification des déclarations pour l'admission à l'aide médicale*) (p. 2259) – Supprimé (p. 2260).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 18 (*Renouvellement des contrats emploi-solidarité et aménagement du dispositif de sortie pour certaines catégories de bénéficiaires*) – Adopté après modification (p. 2234 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 19 (*Contrat de retour à l'emploi : fixation par décret des conditions de l'aide forfaitaire de l'Etat*) – Adopté après modification (p. 2235 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 19 bis (*Suppression de l'inéligibilité au conseil municipal des personnes dispensées de subvenir aux charges communales*) – Adopté (p. 2235 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 19 ter (*Application des dispositions du projet de loi aux départements d'outre-mer*) – Supprimé (p. 2235 ; priorité ordonnée p. 2207).

Après l'art. 5 (p. 2235).

Art. additionnel (*Application du RMI dans les départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 2235 ; priorité ordonnée p. 2207).

Après l'art. 19 ter (p. 2236).

Art. additionnel (*Prorogation d'un an des différents délais fixés par la loi d'orientation pour la ville en rapport avec l'élaboration des programmes locaux de l'habitat*) – Adopté (p. 2236 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 20 (*Régime juridique des entreprises d'insertion ayant une activité d'entrepreneurs de travail temporaire*) – Adopté (p. 2236 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 20 bis (*Prorogation du dispositif « Exo-jeune »*) – Adopté (p. 2236 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 20 ter (*Elargissement de la notion de licenciement pour motif économique*) – Adopté (p. 2237 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 21 (*Affiliation au régime de l'assurance chômage des groupements d'intérêt public pour leurs agents non statutaires, et des employeurs publics pour les intermittents du spectacle qu'ils engagent occasionnellement*) – Adopté après modification (p. 2237 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 22 (*Assurance chômage : contrôle du paiement des contributions et des droits au versement d'un revenu de remplacement*) – Adopté (p. 2238 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 22 bis (*Rapport de la commission nationale de l'informatique et des libertés*) – Adopté après modification (p. 2238 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 22 ter (*Augmentation temporaire de la contribution « Delalande »*) – Supprimé (p. 2239 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 22 quater (*Fixation par décret du montant de la contribution « Delalande » à compter du 1^{er} août 1992*) – Adopté après modification (p. 2240 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 23 (*Aides financières aux jeunes*) – Supprimé (p. 2239 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 24 (*Date d'entrée en vigueur des diverses dispositions de la loi*) – Adopté (p. 2240 ; priorité ordonnée p. 2207).

Art. 25 (*Rapport au Parlement sur les logements vacants dans les agglomérations*) – Supprimé (p. 2240 ; priorité ordonnée p. 2207).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2260, 2262) : M. Claude Estier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Mouly, Lucien Neuwirth, Jean Madelain ; intervention de MM. Pierre Louvot, rapporteur et René Teulade, ministre.

Scrutin public n° 101 (p. 2262).

Adoption (30 juin 1992) (p. 2262).

Discussion (nouvelle lecture)

(8 juillet 1992) (p. 2524, 2544).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2524, 2529) : MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Pierre Louvot, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Chérioux, Daniel Hoefel, Pierre Laffitte.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2529, 2544) : *MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat ; Pierre Louvoit, rapporteur ; Jean Chérioux.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N° 88-1088 DU 1ER DECEMBRE 1988 RELATIVE AU REVENU MINIMUM D'INSERTION

Art. 1^{er} A (*Droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence*) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 2529).

Art. 1^{er} (*Art. 34 à art. 42-6 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988*) (p. 2529).

ART. 34, 35, 36 DE LA LOI PRECITEE – Adoptés après modification (p. 2531).

ART. 37, 38 – Adoptés après modification (p. 2532).

ART. 39, 40, 41, 42-1 – Adoptés après modification (p. 2533).

ART. 42-2, 42-3 – Adoptés après modification (p. 2534).

ART. 42-4 – Adopté (p. 2535).

ART. 42-5 – Adopté après modification (p. 2535).

ART. 42-6 (p. 2535) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2535).

Art. 2 (p. 2535) (*Art. 43 à 43-6 de la loi précitée*) (p. 2535).

ART. 43 DE LA LOI PRECITEE – Adopté après modification (p. 2536).

AVANT L'ART. 43-2 (*Suppression du chapitre II*) – Adopté (p. 2536).

ART. 43-2, 43-3 et 43-4 – Supprimés (p. 2536).

ART. 43-5 – Adopté après modification (p. 2536).

ART. 43-6 – Adopté après modification (p. 2537).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2537).

Art. 4 (p. 2537) – Adopté après modification (p. 2538).

Art. 4 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 2538).

Art. 4 ter – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 2539).

Art. 5 – Adopté après modification (p. 2539).

TITRE II

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Division titre II et son intitulé : Supprimés (p. 2539)

Avant l'art. 6 (*Suppression du Titre II*) – Adopté (p. 2539).

Art. 6 (p. 2539) – Supprimé (p. 2540).

Art. 7 et 8 – Supprimés (p. 2541).

TITRE III

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 12, 13 et 16 – Supprimés (p. 2541).

Art. 17 – Supprimé (p. 2542).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 20 ter – Adopté (p. 2542).

Art. 22 bis et 22 ter – Adoptés après modification (p. 2542).

Art. 22 quater – Adopté après modification (p. 2543).

Art. 23 et 25 – Supprimés (p. 2543).

Art. additionnel après l'art. 25 (p. 2544) (*Suppression de la représentation parlementaire dans certaines instances régionales*) – Adopté (p. 2544).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2544) : *M. François Autain.*

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2544).

2. – **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. René Teulade, ministre des affaires sociales (21 octobre 1992) [n° 2978 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (26 novembre 1992) [n° 3083 (92-93)] – Urgence – Discussion (4 décembre 1992) – Adoption (4 décembre 1992) [n° 748].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 décembre 1992) [n° 87 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Seillier (10 décembre 1992) [n° 102 (92-93)] – Avis de M. Charles Jolibois (16 décembre 1992) [n° 128 (92-93)] – Discussion (17 et 18 décembre 1992) – Adoption (18 décembre 1992) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 3195 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Alfred Recours (19 décembre 1992) [n° 3202 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Bernard Seillier (19 décembre 1992) [n° 163 (92-93)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 3195 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (19 décembre 1992) [n° 3205 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 794].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 décembre 1992) [n° 175 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (22 décembre 1992) [n° 182 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 69].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 décembre 1992) [n° 3234 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (23 décembre 1992) [n° 3236 (92-93)] – Discussion (23 décembre 1992) – Adoption (23 décembre 1992) [n° 804].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 92-317 DC du 21 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1993*) qui déclare contraires à la Constitution les articles 59, 62, 83 et 84 de la loi.

PROMULGATION : Loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 (*J.O. Lois et décrets du 30 janvier 1993*).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1992) (p. 4240, 4254) ; (18 décembre 1992) (p. 4267, 4316 : 4318, 4337).

I – **DISCUSSION GENERALE** (p. 4240, 4248) : *MM. René Teulade, ministre des affaires sociales ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Marc Boeuf, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Jacqueline Fraysse-Cazalis.*

II – **DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 4248, 4254 ; 4267, 4316 ; 4318, 4337) : *MM. Bernard Seillier, rapporteur ; René Teulade, ministre ; Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Marc Boeuf, Jacques Machet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; MM. Charles Lederman, Charles Jolibois, rapporteur pour avis ; Mme Françoise Seligmann, MM. Michel Vauzelle, ministre de la*

justice ; Emmanuel Hamel, Daniel Millaud, Etienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Bernard Kouchner, ministre de la santé ; Mme Anne Heinis, MM. Michel Charasse, Roger Chinaud, Jacques Habert, Franck Sérusclat, Ernest Cartigny, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Madelain, Pierre Laffitte, Jacques Bimbenet, Robert Vizet, Mme Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Jean-Pierre Masseret, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Jean Bernard, André Maman.

TITRE PREMIER

MESURES RELATIVES A LA SECURITE SOCIALE

Art. 2 (Statut des personnes pratiquant la vente par démarchage) (p. 4249) – Adopté après modification (p. 4250).

Art. 3 (Couverture contre le risque accident du travail des bénéficiaires d'une convention de préretraite progressive à l'occasion de leurs activités de tutorat) – Adopté (p. 4251).

Art. 3 bis (Communication de renseignements à l'occasion d'un accident du travail) – Supprimé (p. 4251).

Art. 3 ter (Couverture accidents du travail pour les salariés agricoles en préretraite progressive qui exercent des activités de tutorat) – Adopté (p. 4251).

Art. 4 (Procédure complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles, fondée sur une expertise individuelle) (p. 4251) – Adopté après modification (p. 4254).

Art. 5 (Rétablissement du droit aux prestations de maladie ou de maternité en faveur des artisans ou commerçants dont l'entreprise est déclarée en redressement judiciaire) – Adopté après modification (p. 4303).

Art. 6 (Conditions de l'ouverture des activités de réassurance aux institutions de prévoyance) – Adopté (p. 4303).

Après l'art. 6 (p. 4303).

Art. additionnel (Développement de couvertures sociales complémentaires de prévoyance) – Adopté (p. 4304).

Art. 6 bis (Transfert du portefeuille de contrats entre institutions de prévoyance) – Adopté (p. 4304).

Art. 6 ter (Possibilité de subrogation des institutions de prévoyance dans les droits d'un assuré pour le paiement des prestations à caractère indemnitaire) – Adopté (p. 4305).

Art. 6 quater (Emission de titres participatifs par les institutions de prévoyance) – Adopté (p. 4305).

Art. 7 (Affiliation automatique et gratuite des bénéficiaires de l'assurance-veuvage à l'assurance personnelle) (p. 4305) – Adopté après modification (p. 4306).

Art. 8 (Couverture facultative des bénévoles des organismes d'intérêt général contre le risque d'accidents du travail) – Adopté (p. 4306).

Art. 8 bis (Unification du régime des accidents de la circulation liés au travail) (p. 4286) – Supprimé (p. 4290 ; priorité ordonnée p. 4285).

Art. 9 (Statut social des correspondants locaux de presse) – Adopté (p. 4306).

Art. 10 (Exclusion des actes de biologie des tarifs des cliniques) – Adopté (p. 4306).

Art. 11 (Amélioration de la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires non salariés) – Adopté (p. 4306).

Art. 12 (Prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite) – Adopté (p. 4306).

Après l'art. 12 (p. 4306).

Art. additionnel (Possibilité du cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural) – Adopté (p. 4307).

Art. additionnel (Possibilité du cumul emploi-retraite pour les personnes qui exercent une activité mixte, salariée et libérale au-delà de 65 ans) – Adopté (p. 4307).

Art. additionnel (Possibilité du cumul emploi-retraite pour les préretraités militaires) – Adopté (p. 4308).

Art. 13 (Tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 4308) – Adopté après modification (p. 4309).

Après l'art. 13 (p. 4309).

Art. additionnel (Détermination des conditions d'affiliation des photographes, journalistes professionnels) – Adopté (p. 4310).

Art. 13 bis (Création de pharmacies intérieures dans les services départementaux d'incendie et de secours) – Adopté (p. 4310).

Art. 13 ter (Constitution d'un groupement d'intérêt économique par les caisses d'assurance maladie) – Adopté (p. 4310).

Art. 13 quater (Possibilité de suspendre ou de dissoudre les conseils d'administration des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) – Adopté (p. 4310).

Art. 13 quinquies (Exonération des cotisations patronales pour les personnes embauchées par des associations intermédiaires soumises au code rural) – Adopté (p. 4310).

Art. 13 sexies (Cotisation forfaitaire d'accident du travail due par les associations intermédiaires soumises au code rural) – Adopté (p. 4310).

Après l'art. 13 sexies (p. 4310).

Art. additionnel (Affiliation au régime social de l'agriculture de professions occupées à la mise en état et à l'entretien des jardins ou parcs de loisirs) – Adopté (p. 4312).

Art. additionnel (Compensation de l'incidence sur la pension de retraite de la perte de revenus subie par certains administrateurs des organismes de sécurité sociale) – Adopté (p. 4312).

TITRE II

MESURES RELATIVES A LA SANTE PUBLIQUE

Art. 14 (Lutte contre les intoxications) (p. 4283).

ART. L. 145-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Mission des centres antipoison) – Adopté après modification (p. 4283).

ART. L. 145-2 DU CODE PRECITE (Transmission des compositions recueillies par les centres) – Adopté après modification (p. 4284).

ART. L. 145-3 DU CODE PRECITE (Contenu de l'information transmise) – Adopté (p. 4284).

ART. L. 145-4 DU CODE PRECITE (Secret professionnel) – Adopté (p. 4284).

ART. L. 145-5 DU CODE PRECITE (Sanctions prévues) – Adopté après modification (p. 4284).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4284 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 15 (Sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse) (p. 4284) – Adopté après modification (p. 4285 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 15 bis (Dépénalisation de l'auto-avortement) (p. 4267) – Supprimé (p. 4273 ; priorité ordonnée le 17 décembre 1992 p. 4254).

Art. 16 (Adaptation de l'interdiction de partage d'honoraires à l'exercice des professions médicales sous forme de société) – Adopté (p. 4291 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 17 (Garanties concernant la mise en oeuvre de système d'informations des établissements de santé) – Adopté après modification (p. 4292 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 18 (Modifications rédactionnelles de la loi portant réforme hospitalière) – Adopté après modification (p. 4293 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 18 bis (Composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière) – Supprimé (p. 4295 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 18 ter (Création d'un internat en odontologie) – Adopté (p. 4295 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 19 (*Exercice des activités de laboratoires d'analyses de biologie sous forme de société et réglementation de la sous-traitance dans ce secteur*) – Adopté après modification (p. 4296 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 19 bis (*Institution d'une redevance sur les réactifs de laboratoire*) – Supprimé (p. 4297 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 19 ter (*Mise en place d'une formation aux actes infirmiers pour les élèves officiers de la marine marchande*) – Adopté (p. 4297 ; priorité ordonnée p. 4282).

Art. 19 quater (*Exercice de la profession de pharmacien*) – Adopté après modification (p. 4298 ; priorité ordonnée p. 4282).

TITRE III

MESURES RELATIVES A LA MUTUALITE

Art. 20 (*Réforme des conditions de garantie et d'exercice de la réassurance applicable aux mutuelles*) (p. 4318) – Adopté après modification (p. 4319).

Après l'art. 20 (p. 4319).

Art. additionnel (*Garanties d'organismes susceptibles de mettre en oeuvre la retraite par rente pour les élus locaux*) – Adopté (p. 4320).

TITRE III BIS

MESURES RELATIVES A LA VIE PROFESSIONNELLE ET A LA FAMILLE

Art. 20 bis (*Protection de la femme enceinte pendant la période d'essai*) – Adopté après modification (p. 4321).

Art. 20 ter (*Changement temporaire d'affectation d'une salariée enceinte*) – Adopté (p. 4321).

Art. 20 quater (*Autorisations d'absence pour les examens médicaux obligatoires dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse*) – Adopté après modification (p. 4321).

Art. 20 quinques (*Dispositions concernant les salariés en congé parental, à leur retour dans l'entreprise*) (p. 4321) – Adopté après modification (p. 4322).

Après l'art. 20 quinques.

Art. additionnel (*Coordination*) – Adopté (p. 4322).

Art. 20 sexies (*Partage du congé parental d'adoption entre les deux parents*) – Adopté (p. 4323).

Art. 20 septies (*Prise en compte des périodes de congé de maternité ou d'adoption pour l'intéressement*) – Adopté (p. 4323).

Art. 20 octies (*Dispositions relatives aux assistants et assistantes maternels*) – Adopté (p. 4323).

Après l'art. 20 octies (p. 4323).

Art. additionnel (*Election des représentants des assistants et assistantes maternels*) – Adopté (p. 4323).

Art. additionnel (*Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la réforme de l'aide médicale*) – Adopté (p. 4323).

TITRE IV

MESURES DIVERSES

Art. 21 A (*Aménagements apportés à la procédure de licenciement économique*) (p. 4323) – Supprimé (p. 4324).

Art. 21 B (*Commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage*) (p. 4324) – Supprimé (p. 4325).

Art. 21 C (*Maintien dans les lieux de toute personne partageant un logement avec un locataire, en cas de décès de celui-là*) (p. 4325) – Supprimé (p. 4326).

Art. 21 (*Statut de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRA)*) – Adopté (p. 4326).

Art. 21 bis (*Statut des unions d'économie sociale*) – Adopté (p. 4326).

Art. 21 ter (*Statut des sociétés coopératives de banque*) – Adopté (p. 4326).

Après l'art. 21 ter (p. 4326).

Art. additionnel (*Détermination par un expert de la valeur des certificats coopératifs d'investissement distribués comme dividende*) – Adopté (p. 4326).

Art. additionnel (*Introduction dans les statuts des coopératives des consommateurs d'une clause de sauvegarde permettant de conserver la majorité simple pour les associés coopérateurs*) – Adopté (p. 4327).

Art. 22 (*Pensions et rentes viagères d'invalidité versées aux conjoints et orphelins des fonctionnaires appartenant au personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire*) (p. 4327) – Adopté (p. 4328 ; précédemment réservé p. 4327).

Art. 23 (*Validation législative des actes accomplis par quatre magistrats du tribunal de grande instance de Grenoble*) – Adopté (p. 4327).

Art. 24 (*Intégration d'ingénieur des instruments de mesures dans le corps des ingénieurs des mines*) (p. 4327) – Adopté après modification (p. 4328).

Art. 25 (*Retransmission des compétitions de sport mécanique*) (p. 4273) – Adopté après modification (p. 4281 ; priorité ordonnée p. 4273).

Après l'art. 25 (p. 4281).

Art. additionnel (*Exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac*) – Adopté (p. 4282 ; priorité ordonnée p. 4273).

Art. additionnel (*Recrutement à temps incomplet de salariés en entreprise pour participer à l'enseignement dans des établissements publics d'enseignement technologique et professionnel*) – Adopté (p. 4329).

Art. 26 (*Agents du Fonds d'action sociale*) – Adopté (p. 4329).

Art. 27 (*Agents de l'Office des migrations internationales (OMI)*) – Adopté (p. 4329).

Art. 28 (*Rapport annuel sur la mise en oeuvre de la convention relative aux droits de l'enfant*) – Adopté (p. 4329).

Art. 29 (*Protection des personnes titulaires de la carte d'invalidité*) – Adopté (p. 4329).

Art. 30 (*Reconnaissance de la qualité d'ayant droit pour la personne vivant avec un assuré social et n'étant ni son conjoint, ni son concubin*) – Supprimé (p. 4329).

Art. 31 (*Aides aux petites et moyennes entreprises embauchant des apprentis*) (p. 4329) – Adopté (p. 4330).

Art. 32 (*Indemnisation des rapatriés*) – Adopté (p. 4330).

Après l'art. 32 (p. 4330).

Art. additionnel (*Extension de la mesure de suspension des poursuites en faveur des rapatriés*) – Adopté (p. 4331).

Art. 33 (*Personnels médico-sociaux de la fonction publique territoriale : prolongation du délai d'option*) – Adopté (p. 4331).

Art. 34 (*Maintien dans les lieux des clients des hôtels, pensions de famille et meublés*) (p. 4331) – Supprimé (p. 4332).

Art. 35 (*Relogement des occupants d'un immeuble faisant l'objet d'arrêté de péril*) – Supprimé (p. 4332).

Après l'art. 35 (p. 4313).

Art. additionnel (*Report d'application des dispositions relatives à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République – Service départemental d'incendie de la ville de Marseille*) – Adopté (p. 4316 ; priorité ordonnée p. 4313).

Art. additionnel (*Suppression de l'application de la cotisation rétroactive réclamée aux personnes s'affiliant à la Caisse des français de l'étranger*) – Adopté (p. 4333).

Art. additionnel (*Droit à la mise en disponibilité du fonctionnaire exerçant un mandat d'élu local*) – Adopté (p. 4334).

Art. additionnel (*Mesures en faveur des avocats et experts-comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur*

judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises – Adopté (p. 4335).

Art. additionnel (Reconnaissance de la contribution des agents non titulaires chargés de l'entraînement des sportifs de haut niveau) – Adopté (p. 4335).

Art. additionnel (Harmonisation des modalités de versement des contributions des employeurs à la formation en alternance des jeunes) – Adopté (p. 4337).

Art. additionnel (Modalités de validation des listes d'aptitude aux fonctions de maître de conférence agrégé des universités, médecin, chirurgien, spécialiste ou biologiste des hôpitaux, établies au titre de l'année 1984) – Adopté (p. 4337).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4337, 4338) : *Mme Paulette Fost, MM. Marc Boeuf, Jean Madelain.*

Adoption (18 décembre 1992) (p. 4338).

Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1992) (p. 4701, 4729).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4701, 4702) : *MM. René Teulade, ministre des affaires sociales ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales, Mme Michelle Demessine.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4702, 4729) : *MM. Bernard Seillier, rapporteur ; René Teulade, ministre ; Mme Michelle Demessine, MM. Roland du Luart, Pierre Louvot, Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture ; Henri de Raincourt, Bernard Kouchner, Jean Chérioux, Etienne Dailly, Mme Marie-Madeleine Dieulangard ; MM. Jean-Paul Delevoye, Alain Vasselle, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille ; Philippe Marini, Michel Charasse, Emmanuel Hamel, Marcel Lucotte, Philippe Adnot, Daniel Hoeffel, René Régnault, Maurice Lombard.*

Art. 2 – Adopté après modification (p. 4702).

Art. 3 bis (p. 4702) – Adopté après modification (p. 4703).

Art. 4 – Adopté après modification (p. 4703).

Art. 6 bis A – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4704).

Art. 6 bis – Adopté après modification (p. 4704).

Art. 6 quater – Adopté après modification (p. 4704).

Art. 7 (p. 4704) – Adopté (p. 4705).

Art. 8 bis – Adopté après modification (p. 4705).

Art. 12 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4705).

Art. 12 ter (p. 4705) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4706).

Art. 12 quater – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4706).

Art. 13 – Adopté après modification (p. 4706).

Art. 13 bis A A (*Rémunération des aides à domicile, employées par les associations agréées*) – Adopté après modification (p. 4706).

Art. 13 bis A (p. 4706) – Adopté (p. 4707).

Art. additionnel après l'art. 13 septies (*Droit d'option ouvert aux exploitants agricoles entre l'assiette annuelle et une assiette triennale de cotisations sociales*) (p. 4707) – Adopté (p. 4708).

Art. 13 nonies (p. 4708) – Supprimé (p. 4709).

Art. 13 decies (*Assiette des cotisations sociales et de la contribution sociale généralisée dues par les artistes-auteurs*) – Adopté (p. 4709).

Art. 13 undecies – Adopté après modification (p. 4709).

Art. 13 duodecies (p. 4709) – Supprimé (p. 4710).

Art. 13 terdecies – Adopté (p. 4710).

Art. 15 (p. 4710) – Adopté après modification (p. 4711).

Art. 15 bis (p. 4711) – Supprimé (p. 4712).

Art. 17 – Adopté (p. 4712).

Art. 18 (p. 4712) – Adopté après modification (p. 4713).

Art. 18 bis – Supprimé (p. 4713).

Art. 19 quater – Adopté après modification (p. 4713).

Art. 19 quinquies (p. 4713) – Adopté après modification (p. 4714).

Art. 19 sexies (p. 4714) – Adopté après modification (p. 4715).

Art. 20 (p. 4715) – Adopté après modification (p. 4716).

Art. 20 bis A (p. 4716) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4717).

Art. 20 quater (p. 4717) – Adopté après modification (p. 4718).

Art. 20 quinquies – Adopté après modification (p. 4718).

Art. 20 decies – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4718).

Art. additionnel après l'art. 20 decies (*Intégration dans le corps des sous-préfets, des fonctionnaires actuellement détachés comme sous-préfets, mais n'appartenant pas à ce corps*) (p. 4718) – Adopté (p. 4719).

Art. 21 A (p. 4719) – Supprimé (p. 4722).

Art. 21 B – Supprimé (p. 4722).

Art. 21 C – Supprimé (p. 4722).

Art. 24 – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4722).

Art. 25 (p. 4722) – Adopté après modification (p. 4723).

Art. 30 – Supprimé (p. 4723).

Art. 34 (p. 4723) – Supprimé (p. 4724).

Art. 35 – Supprimé (p. 4724).

Art. 35 bis (*Sanction du non-respect de la réglementation réservant sur la voie publique des emplacements de stationnement réservés aux grands invalides civils et aux grands invalides de guerre*) – Adopté (p. 4724).

Art. 35 ter (p. 4724) – Supprimé (p. 4725).

Art. 35 quater (*Service départemental d'incendie et de secours*) (p. 4725) – Adopté après modification (p. 4726).

Art. 36 (p. 4726) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 38 – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4727).

Art. 44 (*Réduction de la part de l'actif successoral des exploitants agricoles prise en compte pour le recouvrement des arrérages des allocations du Fonds national de solidarité*) – Adopté (p. 4727).

Art. 45 – Adopté (p. 4727).

Art. 46 – Adopté (p. 4727).

Art. 47 (p. 4727) – Adopté (p. 4728).

Art. additionnel après l'art. 47 (*Report de la date limite pour le droit d'option accordé aux agents de l'Etat en poste dans les services départementaux*) – Adopté (p. 4728).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4728, 4729) : *Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Jacques Machet, Mme Michelle Demessine, M. Emmanuel Hamel.*

Adoption (22 décembre 1992) (p. 4729).

Politique étrangère

Voir *Allocutions et communications*, 11
Conférence des présidents, 1
Gouvernement (déclarations), 1

Politique générale (déclarations)

Voir *Conférence des présidents, 1*
Gouvernement (déclarations), 1

Pologne

Voir *Traités et conventions, 1*

Polynésie française

Voir *Allocutions et communications, 14 ; 15 ; 18 ; 33*

Ports

Voir *Mer et littoral, 1*

Premier ministre

Voir *Allocutions et communications, 13*

Préretraites

Voir *Travail, 2*

Presse

Voir *Gouvernement (déclarations), 3*
Rapports d'information, 19

Prestations familiales

1. – **Proposition de loi tendant à faire bénéficier les familles des allocations familiales à partir du premier enfant**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 22 septembre 1992) [n° 516 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Prévision économique

Voir *Rapports d'information, 22*

Procédure administrative

Voir *Allocutions et communications, 33*

Procédure civile

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. François Massot, député (3 juin 1992) [n° 2756 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (11 juin 1992) [n° 2787 (91-92)] – Urgence – Discussion (22 juin 1992) – Adoption (22 juin 1992) [n° 682].

NOUVEL INTITULÉ : « Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (24 juin 1992) [n° 433 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (24 juin 1992) [n° 438 (91-92)] – Discussion (25 juin 1992) – Adoption (25 juin 1992) [n° 163].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (26 juin 1992) [n° 2839 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (29 juin 1992) [n° 2845 (91-92)] – Discussion (29 juin 1992) – Adoption (29 juin 1992) [n° 694].

PROMULGATION : Loi n° 92-644 du 13 juillet 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 14 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(25 juin 1992) (p. 2045, 2049).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2045, 2046) : *MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2046, 2049) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Etienne Dailly, Jean-Pierre Bayle.*

Art. 1^{er} (*Compétence des huissiers de justice*) – Adopté (p. 2046).

Art. 2 (*Pouvoirs conférés aux juges*) – Adopté (p. 2046).

Art. 3 (*Date d'entrée en vigueur de la réforme*) – Adopté après modification (p. 2047).

Art. additionnel après l'art. 3 (*Statut des huissiers de justice*) (p. 2047) – Adopté (p. 2049).

Intitulé (*Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution et l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice et comportant diverses dispositions relatives aux procédures civiles d'exécution*) – Adopté (p. 2049).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2049) : *M. Etienne Dailly.*

Adoption (25 juin 1992) (p. 2048).

Procédure parlementaire

Voir *Rappels au règlement, 27*

Procédure pénale

Voir *Code pénal, 5*

1. – **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (26 février 1992) [n° 2585 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (2 octobre 1992) [n° 2932 (92-93)] – Urgence – Discussion (6, 7, 8 et 9 octobre 1992) – Adoption (9 octobre 1992) [n° 722].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (13 octobre 1992) [n° 3 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (12 novembre 1992) [n° 44 (92-93)] – Discussion (10, 17, 18, 19 et 20 novembre 1992) – Adoption (20 novembre 1992) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (20 novembre 1992) [n° 3055 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (26 novembre 1992) [n° 3079 (92-93)] – Discussion (30 novembre 1992) – Adoption (30 novembre 1992) [n° 741].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (1^{er} décembre 1992) [n° 70 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (9 décembre 1992) [n° 94 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 35].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 3135 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Pezet (15 décembre 1992) [n° 3136 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Marie Girault (15 décembre 1992) [n° 121 (92-93)] – Echee.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 3135 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (17

décembre 1992) [n° 3157 (92-93)] – Discussion (18 décembre 1992) – Adoption (18 décembre 1992) [n° 778].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1992) [n° 156 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (18 décembre 1992) [n° 157 (92-93)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 3207 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (19 décembre 1992) [n° 3208 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 789].

PROMULGATION : Loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(17 novembre 1992) (p. 3151, 3180) ; (18 novembre 1992) (p. 3188, 3219) ; (19 novembre 1992) (p. 3231, 3202) ; (20 novembre 1992) (p. 3315, 3351).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3151, 3180) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; José Balarello, Françoise Seligmann, Charles Lederman, Jacques Habert, Ernest Cartigny, Michel Rufin, Michel Dreyfus-Schmidt, Lucien Neuwirth, Jean Cluzel.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3188, 3219) ; (p. 3231, 3202) ; (p. 3315, 3351) : MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Michel Charasse, Gérard Larcher, Étienne Dailly, Lucien Lanier, Charles Lederman, Robert Pagès, Serge Vinçon, Robert Vizet, Mme Françoise Seligmann, MM. Pierre Fauchon, Jean Garcia, Jean-Noël Jeannenney, secrétaire d'Etat à la communication ; Jean Cluzel, Emmanuel Hamel, Jacques Larché, Daniel Millaud.

Avant l'art. 1^{er} A (p. 3188).

Division additionnelle (Titre 1^{er} A – De l'action publique) – Adoptée (p. 3189).

Art. 1^{er} A (Constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance) – Supprimé (p. 3189).

TITRE I^{er}

DES ENQUETES DE POLICE JUDICIAIRE ET DE LA GARANTIE DES DROITS DES PERSONNES GARDEES A VUE (supprimé p. 3190)

Art. 1^{er} B (Avancement des officiers de police judiciaire) (p. 3190) – Adopté après modification (p. 3191).

Après l'art. 1^{er} B (p. 3191).

Art. additionnel (Attribution au directeur départemental de la police territoriale de la qualité d'officier de police judiciaire) – Adopté (p. 3191).

Art. additionnel (Modification de l'article 16 du code de procédure pénale relatif aux fonctions des agents des douanes titulaires) – Adopté (p. 3197).

Art. 1^{er} C (Relations entre le Garde des sceaux et le parquet) – Adopté (p. 3200).

Art. 1^{er} D (Secret professionnel des avocats) – Adopté (p. 3201).

Avant l'art. 1^{er} (p. 3201).

Art. additionnel (Rétablissement de la division « Titre 1^{er} » avant l'article 1^{er}) – Adopté (p. 3201).

Art. 1^{er} (Contrôle de la garde à vue par le procureur de la République) – Adopté (p. 3201).

Art. 1^{er} bis (Médiation pénale) – Supprimé (p. 3202).

Art. 1^{er} ter (Perquisition chez une personne tenue au secret professionnel) (p. 3202) – Supprimé (p. 3203).

Art. 2 (Audition des témoins en cas de crimes ou délits flagrants) – Adopté après modification (p. 3203).

Art. 3 (Garde à vue en cas d'infraction flagrante) (p. 3203) – Adopté après modification (p. 3208).

Art. 4 (Information du gardé à vue sur ses droits) (p. 3208).

ART. 63-1 DU CODE DE PROCEDURE PENALE (Obligation pour l'officier de police judiciaire d'informer immédiatement le gardé à vue des dispositions relatives à la garde à vue et de ses droits) – Adopté après modification (p. 3219 ; précédemment réservé p. 3210).

ART. 63-2 DU CODE PRECITE (Droit pour le gardé à vue de faire prévenir un membre de sa famille qu'il est retenu) (p. 3210) – Adopté après modification (p. 3218 ; précédemment réservé p. 3210).

ART. 63-3 DU CODE PRECITE (Intervention d'un médecin si le gardé à vue le demande) – Adopté après modification (p. 3213).

ART. 63-4 DU CODE PRECITE (Possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier) – Supprimé (p. 3218).

APRES L'ART. 63-4 DU CODE PRECITE (p. 3219).

ART. ADDITIONNEL (Possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) – Adopté (p. 3219).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3219).

Art. 5 (Procès-verbaux d'audition) – Adopté après modification (p. 3232).

Art. 6 (Régime spécial et carnet de déclarations) – Adopté (p. 3232).

Art. 6 bis et 6 ter (Suppression de l'intervention du juge d'instruction dans l'enquête de flagrance) – Supprimés (p. 3233).

Art. 7 (Garde à vue en cas d'enquête préliminaire) (p. 3233) – Adopté (p. 3234).

Art. 8 (Comparution des témoins dans le cadre d'une enquête préliminaire) (p. 3234) – Adopté après modification (p. 3235).

Art. 9 (Procès-verbaux des commissions rogatoires) (p. 3235) – Adopté après modification (p. 3236).

Art. 10 (Garde à vue dans le cas d'une commission rogatoire) (p. 3236) – Adopté après modification (p. 3237).

TITRE II

DE LA CONDUITE DE L'INFORMATION PAR PLUSIEURS JUGES D'INSTRUCTION

Art. 11 (Désignation du juge d'instruction) – Adopté après modification (p. 3284 ; précédemment réservé p. 3239).

Art. 12 (Hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction) (p. 3239) – Adopté après modification (p. 3240).

Art. 13 (Cas de dessaisissement ou d'empêchement du juge d'instruction) – Adopté (p. 3240).

TITRE III

DE LA MISE EN EXAMEN, DE LA NOTIFICATION DE CHARGES ET DES DROITS DES PARTIES AU COURS DE L'INSTRUCTION (modifié p. 3247 ; précédemment réservé p. 3240)

Art. 14 (Coordination) – Adopté (p. 3240).

Art. 15 (Saisine du juge d'instruction – Mise en examen et notification des charges) (p. 3240).

ART. 80-1 DU CODE PRECITE (Réquisitoires) (p. 3241) – Adopté après modification (p. 3246).

ART. 80-2 DU CODE PRECITE (Présomption contre un témoin de participation aux faits) – Adopté (p. 3246).

ART. 80-3 DU CODE PRECITE (Ordonnance de notification de charges) (p. 3246) – Supprimé (p. 3247).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3247).

Art. 16 (Demande d'examen médical) (p. 3248) – Adopté après modification (p. 3249).

Art. 17 (Actes d'instruction requis par le procureur de la République) – Adopté après modification (p. 3248 ; précédemment réservé p. 3249).

Art. 18 (*Droits nouveaux reconnus aux parties*) – Adopté après modification (p. 3249).

Art. 19 (*Information ouverte sur plainte avec constitution de partie civile*) (p. 3249) – Adopté après modification (p. 3250).

Art. 19 bis (*Constitution de partie civile*) (p. 3250) – Adopté après modification (p. 3251).

Art. 20 (*Témoin assisté*) – Adopté après modification (p. 3251).

Art. 21 (*Interdiction d'entendre comme témoin une personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordants de culpabilité*) – Adopté (p. 3251).

Art. 22 (*Auditions et confrontations ; communication du dossier*) (p. 3251) – Adopté après modification (p. 3254).

Art. 23 (*Choix de leur conseil par les parties*) – Adopté (p. 3254).

Art. 24 (*Interrogation de première comparution*) (p. 3254) – Adopté après modification (p. 3255).

Art. 24 bis (*Demande aux fins d'interrogatoire de première comparution*) – Adopté (p. 3255).

Art. 25 (*Interrogatoire ou confrontation immédiats justifiés par l'urgence*) (p. 3255) – Adopté après modification (p. 3256).

Art. 26 (*Abrogation de l'art. 118 du code de procédure pénale*) – Adopté (p. 3256).

Art. 27 (*Cas où le juge d'instruction estime ne pas devoir faire droit à une demande d'expertise*) – Adopté (p. 3256).

Art. 27 bis (*Information des parties*) (p. 3256) – Adopté après modification (p. 3257).

Art. 28 (*Communication aux parties des conclusions des experts*) – Adopté après modification (p. 3257).

Après l'art. 28 (p. 3257).

Art. additionnel (*Demande au juge d'instruction de prononcer le renvoi devant la juridiction de jugement*) – Adopté (p. 3260).

Art. 29 (*Examen par le juge d'instruction des charges relevées à l'encontre de la personne mise en cause*) – Adopté après modification (p. 3260).

Art. 30 (*Ordonnance de non-lieu*) – Adopté après modification (p. 3260).

Art. 31 (*Droit d'appel reconnu aux parties*) – Adopté (p. 3288 ; précédemment réservé p. 3261).

Art. 32 (*Droit d'appel reconnu aux parties*) (p. 3261) – Adopté après modification (p. 3262).

Art. 32 bis (*Secret de l'instruction*) – Adopté après modification (p. 3262).

TITRE III BIS

DU RESPECT DE LA PRESOMPTION D'INNOCENCE ET DES GARANTIES DE LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

Art. 32 ter (*Protection de la présomption d'innocence ; insertion d'une rectification ou diffusion d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence*) (p. 3262) – Adopté après modification (p. 3263).

Art. 32 quater (*Publication de la décision de non-lieu*) (p. 3263) – Adopté après modification (p. 3268).

Art. 32 quinquies (*Rôle de la chambre d'accusation*) (p. 3268) – Adopté après modification (p. 3269).

Après l'art. 32 sexies (p. 3269).

Art. additionnel (*Sanction du refus de droit d'insertion*) – Adopté (p. 3269).

Art. 32 sexies (*Action en insertion forcée menée par une personne nommée ou désignée dans un journal ou écrit périodique*) (p. 3269) – Adopté après modification (p. 3270).

Après l'art. 32 sexies (p. 3270).

Art. additionnel (*Cumul des actions que peut entreprendre une personne qui se sent visée par des publications*) – Adopté (p. 3270).

Art. additionnel (*Délit de refus d'insertion*) – Adopté (p. 3271).

Art. 32 septies (*Action fondée sur une atteinte au respect de la présomption d'innocence*) (p. 3271) – Adopté après modification (p. 3272).

Art. 32 octies (*Imputations susceptibles de porter atteinte à l'honneur de la réputation d'une personne physique ou morale diffusées dans le cadre d'une activité de communication audiovisuelle*) (p. 3272) – Adopté après modification (p. 3273).

Après l'art. 32 octies (p. 3273).

Art. additionnel (*Coordination*) – Adopté (p. 3273).

Art. 32 nonies (*Perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle*) (p. 3273) – Adopté après modification (p. 3275).

Art. 32 decies (*Journaliste entendu comme témoin*) (p. 3276) – Adopté après modification (p. 3277).

Après l'art. 32 decies (p. 3277).

Art. additionnel (*Abrogation des 3^e et 4^e alinéa de l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881*) – Adopté (p. 3277).

Art. additionnel (*Abrogation des cas prévus aux paragraphes b et c de l'article 35 de la présente loi*) – Adopté (p. 3277).

Art. additionnel (*Abrogation de l'interdiction faite à la presse de publier avant décision judiciaire toute information relative à des constitutions de partie civile*) – Adopté (p. 3278).

TITRE IV

DE LA DETENTION PROVISOIRE ET DE LA CHAMBRE COMPÉTENTE EN LA MATIÈRE (modifié p. 3284 ; précédemment réservé p. 3278)

Art. 33 (*Collège compétent pour ordonner le placement en détention provisoire*) (p. 3278) – Adopté après modification (p. 3284).

Art. 34 (*Mandats délivrés par le juge d'instruction*) (p. 3284) – Adopté après modification (p. 3285).

Art. 34 bis (*Port de menottes*) – Adopté après modification (p. 3285).

Art. 35 (*Mandat de dépôt*) (p. 3285) – Supprimé (p. 3286).

Art. 36 (*Hypothèse de la personne qui se soustrait aux obligations du contrôle judiciaire*) – Adopté après modification (p. 3286).

Art. 37 (*Conditions du placement en détention provisoire*) – Adopté après modification (p. 3287).

Art. 38 (*Décision de placement en détention provisoire*) – Supprimé (p. 3287).

Art. 39 (*Durée de la détention provisoire en matière correctionnelle*) (p. 3288) – Adopté après modification (p. 3289).

Art. 40 (*Durée de la détention provisoire en matière criminelle*) (p. 3289) – Adopté après modification (p. 3290).

Art. 41 (*Permis de visite*) (p. 3290) – Adopté après modification (p. 3291).

Après l'art. 41 (p. 3291).

Art. additionnel (*Cas de l'inculpé placé sous contrôle judiciaire qui ne réside pas dans le ressort de la juridiction compétente*) – Adopté (p. 3291).

Art. additionnel (*Cas d'un avocat qui n'exerce pas dans la ville où siège la chambre d'accusation*) – Adopté (p. 3292).

Art. 42 (*Compétence de la chambre d'accusation*) – Supprimé (p. 3292).

TITRE V

DU RÉGIME DES NULLITÉS DE L'INFORMATION

Art. 43 (*Régime des nullités*) (p. 3315).

ART. 170 DU CODE PRECITE (*Renonciation*) – Adopté (p. 3316).

ART. 171 DU CODE PRECITE (*Cas de nullité*) – Adopté après modification (p. 3318).

ART. 172 DU CODE PRECITE (*Nullité lorsque la méconnaissance des formalités substantielles a porté atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne*) – Adopté après modification (p. 3318).

ART. 173 DU CODE PRECITE (*Rôle du juge d'instruction lorsqu'un acte ou une pièce de la procédure est frappé de nullité*) – Adopté après modification (p. 3319).

ART. 174 DU CODE PRECITE (*Rôle de la chambre d'accusation*) – Adopté après modification (p. 3319).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 3319).

Art. 44 (*Règlement de l'information*) (p. 3319) – Adopté après modification (p. 3320).

Art. 45 (*Renvoi devant le tribunal de police*) – Adopté (p. 3320).

Art. 46 (*Renvoi devant le tribunal correctionnel*) (p. 3320) – Adopté après modification (p. 3321).

Art. 47 (*Procédure devant la chambre d'accusation*) – Adopté (p. 3321).

Art. 48 (*Application à la chambre d'accusation des dispositions relatives à la nullité de l'instruction*) – Adopté (p. 3321).

Art. 49 (*Constataion des nullités par le tribunal correctionnel*) (p. 3321) – Adopté après modification (p. 3322).

Art. 50 et 51 (*Suppression de références*) – Adoptés (p. 3322).

Art. 52 (*Coordination*) – Adopté (p. 3322).

Art. 53 (*Portée des nullités*) (p. 3322) – Adopté après modification (p. 3322).

TITRE V BIS

DES DEBATS A L'AUDIENCE DE JUGEMENT

Art. 53 bis (*Police de l'audience*) – Supprimé par priorité (p. 3297).

Art. 53 ter (*Questions posées aux témoins et à toutes personnes appelées à la barre*) – Supprimé par priorité (p. 3297).

Art. 53 quater (*Intitulé de la section III du chapitre VI du titre I^{er} du livre II du code de procédure pénale relatif à l'instruction à l'audience, à la production et à la discussion des preuves*) (p. 3297) – Supprimé par priorité (p. 3298).

Art. 53 quinquies (*Contenu des débats*) – Supprimé par priorité (p. 3299).

Art. 53 sexies (*Audition des témoins*) – Supprimé par priorité (p. 3299).

Art. 53 septies (*Interrogation du témoin*) – Supprimé par priorité (p. 3299).

Art. 53 octies (*Coordination*) – Supprimé par priorité (p. 3299).

Art. 53 nonies (*Présentation des pièces à conviction*) – Supprimé par priorité (p. 3300).

Art. 53 decies (*Police de l'audience et bon déroulement des débats*) – Supprimé par priorité (p. 3300).

Art. 53 undecies (*Identité du prévenu et lecture de l'acte qui a saisi le tribunal*) – Supprimé par priorité (p. 3300).

Art. 53 duodecies (*Intitulé du paragraphe III de la section IV du livre II du code de procédure pénale relatif à l'instruction à l'audience et à l'administration de la preuve*) – Supprimé par priorité (p. 3300).

Art. 53 terdecies (*Exposition des faits reprochés au prévenu*) – Supprimé par priorité (p. 3300).

Art. 53 quaterdecies (*Abrogation de l'article 442 du code de procédure pénale*) – Supprimé par priorité (p. 3300).

Art. 53 quindecies (*Témoignage des personnes proposées par les parties qui sont présentes à l'ouverture des débats sans avoir été régulièrement citées*) – Supprimé par priorité (p. 3300).

Art. 53 sexdecies (*Serment des témoins*) – Supprimé par priorité (p. 3301).

Art. 53 septemdecies (*Possibilité pour le président et les assesseurs d'interroger les témoins*) – Supprimé par priorité (p. 3301).

Avant l'art. 53 duodecies (p. 3301).

Art. additionnel (*Ordre dans lequel les parties en cause ont la parole*) – Adopté après modification (p. 3301).

Art. 53 duodecies (*Présentation au prévenu ou au témoin des pièces à conviction*) – Supprimé par priorité (p. 3301).

Art. 53 undecies (*Coordination*) (p. 3301) – Supprimé par priorité (p. 3302).

Art. 53 vicies (*Application des dispositions du présent titre*) – Supprimé par priorité (p. 3302).

TITRE VI

DES CAUSES DE RENVOI D'UN TRIBUNAL A UN AUTRE

Art. 54, 55 (*Coordination*) – Adoptés (p. 3323).

Art. 56 (*Renvoi pour cause de sûreté publique ou dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice*) – Adopté (p. 3323).

Art. 57 (*Renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice*) – Adopté après modification (p. 3323).

Art. 58 (*Nouvelle demande de renvoi après rejet*) (p. 3323) – Adopté après modification (p. 3324).

Art. 59 et 60 (*Coordination et délit d'outrage envers un magistrat commis pendant la durée d'une audience*) – Adoptés (p. 3324).

TITRE VI BIS

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MINEURS

Art. 60 bis (*Garde à vue d'un mineur*) (p. 3324) – Adopté après modification (p. 3325).

Art. 60 ter (*Assistance d'un avocat*) – Adopté après modification (p. 3325).

Art. 60 quater à 60 sexies (*Coordination et rédaction*) – Adoptés (p. 3326).

Art. 60 septies (*Pouvoirs du juge des enfants*) – Adopté après modification (p. 3326).

Art. 60 octies (*Coordination avec la suppression de l'inculpation*) – Adopté après modification (p. 3326).

Art. 60 nonies (*Assistance obligatoire d'un avocat lors de la première comparution*) – Adopté après modification (p. 3326).

Art. 60 decies (*Mise en détention provisoire d'un mineur*) (p. 3326) – Supprimé (p. 3327).

Après l'art. 60 decies (p. 3327).

Art. additionnel (*Possibilité pour les mineurs d'accomplir une mesure ou une activité d'aide ou de réparation à l'égard de la victime dans l'intérêt de la collectivité*) – Adopté (p. 3328).

Art. 60 undecies (*Maintien des règles relatives à l'audience devant le tribunal pour enfants*) – Supprimé (p. 3328).

TITRE VII

DES FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE, CORRECTIONNELLE ET DE POLICE

Art. 61 (*Prise en charge par l'Etat des frais de justice pénale*) – Adopté après modification (p. 3329).

Art. 62 (*Formalités du dépôt de plainte avec constitution de partie civile*) – Supprimé (p. 3333 ; précédemment réservé p. 3329).

Après l'art. 62 (p. 3329).

Art. additionnel (*Rétablissement de la consignation*) – Adopté (p. 3330).

Art. 63 (*Constitution de partie civile abusive*) (p. 3330) – Adopté après modification (p. 3331).

Art. 64 (*Cautionnement*) – Adopté après modification (p. 3331).

Art. 65 à 69 (*Paiement des frais et dépens*) – Adoptés (p. 3331).

Art. 70 (*Contenu de l'ordonnance pénale du tribunal de police*) (p. 3331) – Adopté (p. 3332).

Art. 71 à 80 (Nouvelle rédaction des articles 543, 641, 736, 746, 749, 788 et 789 du code de procédure pénale, de l'article 55 du code pénal des articles 43 et 48 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide judiciaire) – Adoptés (p. 3332).

Art. 81 (Droits fixes de procédure) (p. 3332) – Adopté après modification (p. 3333).

Art. 82 (Mesures transitoires) – Adopté (p. 3333).

Art. 83 (Abrogations) – Adopté après modification (p. 3333).

TITRE VIII

DISPOSITIONS DE SIMPLIFICATION

Art. 84 (Lecture des arrêts de la chambre d'accusation) (p. 3333) – Adopté après modification (p. 3334).

Art. 85 à 87 (Arrêt de renvoi) – Adoptés (p. 3334).

Art. 88 (Casier judiciaire) – Supprimé (p. 3334).

Art. 89 (Retrait des contraventions du casier judiciaire) – Adopté (p. 3334).

Art. 90 (Décret d'application des règles relatives au casier judiciaire) – Adopté après modification (p. 3335).

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 91 et 91 bis (Suppression des pouvoirs des préfets en matière de police judiciaire – Contrôle judiciaire) – Adoptés (p. 3335).

Art. 92 (Composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive) – Adopté après modification (p. 3335).

Art. 93 (Contrôle de l'activité des agents de police judiciaire adjoints et fonctionnaires et agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire) – Adopté (p. 3336).

Art. 94 (Exécution d'une ordonnance pénale) (p. 3336) – Adopté après modification (p. 3338).

Art. 95 (Délai de versement des amendes forfaitaires) – Adopté (p. 3338).

Art. 96 (Recouvrement et réclamation) – Adopté après modification (p. 3338).

Art. 97 (Irrecevabilité constatée par le ministère public) (p. 3338) – Adopté après modification (p. 3339).

Après l'art. 97 (p. 3339).

Art. additionnel (Révision des procès-verbaux) – Adopté (p. 3339).

Art. 97 bis (Libération conditionnelle) – Adopté (p. 3339).

Art. 98 (Prescription de la peine en matière d'amendes) (p. 3339) – Adopté après modification (p. 3340).

Art. 98 bis (Application outre-mer) – Supprimé (p. 3340).

TITRE X

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Art. 99 à 102 (Coordinations) – Supprimés (p. 3340).

Art. 104 et 105 (Coordinations) – Adoptés après modification (p. 3341).

Art. 106 à 118 (Coordinations) – Adoptés (p. 3341).

Art. 119 à 122 (Coordinations) – Adoptés après modification (p. 3341 et 3342).

Après l'art. 122 (p. 3342).

Art. additionnel (Coordination) – Adopté (p. 3342).

Art. 123 à 162 (Coordinations) – Adoptés après modification (p. 3342 à 3346).

Art. 163 à 165 (Coordinations) – Adoptés (p. 3346).

Après l'art. 165 (p. 3346).

Art. additionnel (Poursuite de l'action publique) – Adopté (p. 3347).

Art. 166 (Substitution au sein du code de procédure pénale du terme « d'avocat » à celui « de conseil ») – Supprimé (p. 3347).

Après l'art. 166 (p. 3347).

Art. additionnel (Conditions d'entrée en vigueur du projet de loi) – Adopté après modification (p. 3348).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 du Règlement, à la demande de M. Jean-Marie Giraud, rapporteur (p. 3348).

Art. 3, 7 et 8 – Adoptés après modification (p. 3349).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3350, 3351) : MM. Daniel Millaud, Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Michel Vauzelle, ministre.

Adoption (20 novembre 1992) (p. 3351).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1992) (p. 3943, 3957 et 3970, 4006).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3943, 3949) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice Jean-Marie Giraud, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès ; Mme Françoise Seligmann.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3949, 3957 et 3970, 4006) : MM. Jean-Marie Giraud, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Michel Charasse, François Giacobbi, vice-président de la commission ; Lucien Lanier, Emmanuel Hamel, Mme Françoise Seligmann, MM. Robert Pagès, Claude Estier, Charles Lederman, Jean Garcia, Daniel Millaud.

TITRE I^{er} A

DE L'ACTION PUBLIQUE

Art. 1^{er} A A (Exercice de droits de la partie civile par les associations) – Supprimé (p. 3949).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} A A (Rôle des agents des douanes) (p. 3949) – Adopté (p. 3952).

Art. 1^{er} C A (Directeurs départementaux de la police territoriale) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3953).

TITRE I^{er} BIS

DES ENQUETES DE POLICE JUDICIAIRE ET DE LA GARANTIE DES DROITS DES PERSONNES GARDEES A VUE

Art. 1^{er} bis et 1^{er} ter – Supprimés (p. 3953).

Art. 3 (p. 3954) – Adopté après modification (p. 3955).

Art. 4 (p. 3955).

ART. 63-1 DU CODE DE PROCEDURE PENALE (p. 3955) – Adopté après modification (p. 3957).

ART. 63-2 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 3956).

ART. 63-3 DU CODE PRECITE (p. 3956) – Adopté après modification (p. 3957).

ART. 63-4 DU CODE PRECITE – Supprimé (p. 3957).

ART. 63-5 DU CODE PRECITE – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3970).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3970).

Art. 5 – Adopté après modification (p. 3971).

Art. 6 bis et 6 ter – Supprimés (p. 3971).

Art. 7 (p. 3971) – Adopté après modification (p. 3972).

Art. 8 – Adopté après modification (p. 3972).

Art. 10 (p. 3972) – Adopté après modification (p. 3973).

TITRE II

DE LA CONDUITE DE L'INFORMATION PAR PLUSIEURS
JUGES D'INSTRUCTION

Art. 11 (p. 3973) – Adopté après modification (p. 3984 ; précédemment réservé p. 3973).

TITRE III

DE LA MISE EN EXAMEN DE L'ORDONNANCE DES
PRESOMPTIONS DE CHARGE ET DES DROITS DES
PARTIES AU COURS DE L'INSTRUCTION (modifié p. 3974)

Art. 15 (p. 3974).

ART. 80-1 et 80-2 DU CODE PRECITE (p. 3974) – Adoptés après modification (p. 3975, 3976).

ART. 80-3 DU CODE PRECITE – Supprimé (p. 3976).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3976).

Art. 16 (p. 3976) – Adopté (p. 3977).

Art. 16 bis – Adopté (p. 3977).

Art. 17 (p. 3977) – Adopté après modification (p. 3984 ; précédemment réservé p. 3977).

Art. 19 (p. 3977) – Adopté après modification (p. 3978).

Art. 22 et 25 – Adoptés après modification (p. 3978).

Art. 28 bis (*Clôture de l'instruction*) (p. 3978) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3979).

Art. 31 – Adopté (p. 3979).

Art. 32 – Adopté après modification (p. 3979).

Art. 32 bis (p. 3979) – Adopté (p. 3980).

TITRE III BIS

DU RESPECT DE LA PRESOMPTION DE L'INNOCENCE
ET DES GARANTIES DE LA LIBERTE DE
L'INFORMATION

Art. 32 quater – Adopté après modification (p. 3980).

Art. 32 quinquies (p. 3980) – Adopté après modification (p. 3981).

Art. 32 septies B (*Protection de la présomption de l'innocence*) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Suppression maintenue (p. 3981).

Art. 32 septies C (*Protection de la présomption d'innocence*) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3981).

Art. 32 septies (p. 3981) – Adopté après modification (p. 3982).

Art. 32 decies – Adopté après modification (p. 3982).

TITRE IV

DE LA DETENTION PROVISOIRE

Art. 33 (p. 3983) – Adopté après modification (p. 3984).

Art. 33 bis – Supprimé (p. 3984).

Art. 34 (p. 3984) – Adopté après modification (p. 3985).

Art. 35 et 38 – Supprimés (p. 3985).

Art. 39 (p. 3985) – Adopté après modification (p. 3986).

Art. 40 – Adopté après modification (p. 3986).

Art. 41 ter – Adopté (p. 3986).

Art. 42 – Supprimé (p. 3986).

TITRE V

DU REGIME DES NULLITES DE L'INFORMATION

Art. 43 (p. 3987).

ART. 171 DU CODE PRECITE (p. 3987) – Adopté après modification (p. 3988).

ART. 172 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 3988).

ART. 174 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 3988).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 3988).

Art. 44 (p. 3988) – Adopté après modification (p. 3989).

Art. 45 – Adopté après modification (p. 3989).

Art. 46 (p. 3989) – Adopté après modification (p. 3990).

Art. 49 (p. 3990) – Adopté après modification (p. 3991).

Art. 53 – Adopté après modification (p. 3991).

TITRE V BIS

DES DEBATS A L'AUDIENCE DU JUGEMENT

Art. 53 bis (p. 3991) – Supprimé (p. 3992).

Art. 53 ter (p. 3992) – Supprimé (p. 3993).

Art. 53 quater, 53 quinquies, 53 sexies, 53 septies et 53 octies – Supprimés (p. 3993).

Art. 53 nonies, 53 decies, 53 undecies, 53 duodecies, 53 terdecies, 53 quaterdecies et 53 quindecies – Supprimés (p. 3994).

Art. 53 sexdecies, 53 septemdecies, 53 duodevicies et 53 undevicies – Supprimés (p. 3995).

TITRE VI

DES CAUSES DE RENVOI D'UN TRIBUNAL A UN
AUTRE

Art. 57 – Adopté après modification (p. 3995).

TITRE VI BIS

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MINEURS

Art. 60 bis (p. 3995) – Adopté après modification (p. 3996).

Art. 60 octies – Adopté (p. 3996).

Art. 60 decies (p. 3996) – Supprimé (p. 3997).

Art. 60 undecies A (*Activités ou mesures d'aides ou de réparation accomplies par un mineur délinquant*) – Adopté (p. 3997).

Art. 60 undecies – Supprimé (p. 3997).

TITRE VII

DES FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE,
CORRECTIONNELLE ET DE POLICE

Art. 61 – Adopté (p. 3997).

Art. 64 (p. 3997) – Adopté (p. 3998).

TITRE VIII

DISPOSITIONS DE SIMPLIFICATION

Art. 84 – Adopté après modification (p. 3998).

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 94 (p. 3998) – Adopté (p. 3999).

Art. 96 – Adopté (p. 3999).

Art. 97 – Adopté (p. 3999).

Art. 97 bis A (*Révision*) (p. 3999) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Suppression maintenue (p. 4000).

Art. 98 – Adopté (p. 4000).

Art. 98 bis – Supprimé (p. 4000).

TITRE X

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Art. 100 – Supprimé (p. 4000).

- Art. 102** (p. 4000) – Supprimé (p. 4001).
Art. 122, 122 bis (*Coordination*) et **123** – Adoptés (p. 4001).
Art. 131 – Adopté après modification (p. 4001).
Art. 132, 135, 136 et 138 – Adoptés (p. 4001).
Art. 139, 140, 141, 142, 143, 144 et 153 – Adoptés (p. 4002).
Art. 166 – Supprimé (p. 4002).
Art. 167 (*Entrée en vigueur – Application outre-mer*) – Adopté après modification (p. 4005).
Après l'art. 167 (p. 4005).
Article additionnel (*Fixation des conditions d'application de la présente loi à compter du 1^{er} septembre 1994 à Mayotte et aux territoires d'outre-mer après consultation des assemblées par une loi ultérieure*) – Adopté (p. 4005).
Explications de vote sur l'ensemble (p. 4005, 4006) : *Mme Françoise Seligmann, MM. Jean Garcin, Ernest Cartigny, Jacques Habert ; intervention de Michel Vauzelle, ministre.*
Adoption (11 décembre 1992) (p. 4006).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1992) (p. 4448, 4478).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4448, 4452) : *MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4452, 4478) : *MM. Jean-Pierre Tizon, en remplacement de M. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Michel Charasse, Michel Vauzelle, ministre ; François Lesein, Robert Pagès, Maurice Schumann.*

- Art. 1^{er} A A** – Supprimé (p. 4452).
Art. 1^{er} A B (p. 4452) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4453).
Art. 1^{er} bis – Adopté (p. 4453).
Art. 1^{er} ter – Supprimé (p. 4453).
Art. 3 (p. 4453) – Adopté après modification (p. 4454).
Art. 4 (p. 4454).
ART. 63-1 DU CODE DE PROCEDURE PENALE – Adopté après modification (p. 4454).
ART. 63-2 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 4454).
ART. 63-4 DU CODE PRECITE (p. 4454) – Supprimé (p. 4455).
ART. 63-5 DU CODE PRECITE – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4455).
 – L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4455).
Art. 5 – Adopté après modification (p. 4455).
Art. 6 bis (p. 4455) – Supprimé (p. 4456).
Art. 6 ter – Supprimé (p. 4456).
Art. 7 – Adopté après modification (p. 4456).
Art. 8 – Adopté après modification (p. 4456).
Art. 10 (p. 4456) – Adopté après modification (p. 4457).
Art. 11 – Adopté après modification (p. 4457).

TITRE III

DE LA MISE EN EXAMEN, DE L'ORDONNANCE DE PRESOMPTION DE CHARGES ET DES DROITS DES PARTIES AU COURS DE L'INSTRUCTION (modifié p. 4457)

- Art. 14** – Adopté après modification (p. 4457).
Art. 15 (p. 4458).
ART. 80-1 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 4458).

- ART. 80-2 DU CODE PRECITE** – Adopté après modification (p. 4459).
ART. 80-3 DU CODE PRECITE – Supprimé (p. 4459).
 – L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4459).
Art. 17 et 19 – Adoptés après modification (p. 4459 et 4460).
Art. 22 et 25 – Adoptés après modification (p. 4460).
Art. 28 bis – Adopté (p. 4460).
Art. 29 (p. 4460) – Adopté après modification (p. 4461).
Art. 31 – Adopté (p. 4461).
Art. 32 et 32 quater – Adoptés après modification (p. 4461).
Art. 32 quinquies (p. 4461) – Adopté après modification (p. 4462).
Art. 32 septies C – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4462).
Art. 32 septies D (*Modalités de l'action en justice*) – Supprimé (p. 4462).
Art. 32 septies – Adopté après modification (p. 4462).
Art. 33 (p. 4462) – Adopté après modification (p. 4463).
Art. 33 bis – Supprimé (p. 4463).
Art. 34 – Adopté après modification (p. 4463).
Art. 35 – Supprimé (p. 4463).
Art. 36 (p. 4463) – Adopté après modification (p. 4464).
Art. 38 – Supprimé (p. 4464).
Art. 39 – Adopté après modification (p. 4464).
Art. 40 (p. 4464) – Adopté après modification (p. 4465).
Art. 42 – Supprimé (p. 4465).
Art. 43 – Adopté après modification (p. 4465).
Art. 44 – Adopté après modification (p. 4465).
Art. 45 (p. 4465) – Adopté après modification (p. 4466).
Art. 46 – Adopté après modification (p. 4466).
Art. 46 bis – Supprimé (p. 4466).
Art. 49 (p. 4466) – Adopté après modification (p. 4467).
Art. 53 – Adopté après modification (p. 4467).
Art. 53 bis, 53 ter, 53 quater et 53 quinquies – Supprimés (p. 4467).
Art. 53 sexies, 53 septies, 53 octies, 53 nonies, 53 decies, 53 undecies et 53 duodecies – Supprimés (p. 4468).
Art. 53 terdecies, 53 quaterdecies, 53 quindecies, 53 sexdecies, 53 septemdecies et 53 duodevicies – Supprimés (p. 4469).
Art. 53 undevicies – Supprimé (p. 4470).
Art. 57 et 60 bis – Adoptés après modification (p. 4070).
Art. 60 decies et 60 undecies – Supprimés (p. 4471).
Art. 62 ter et 84 – Adoptés (p. 4471).
Art. 98 bis – Adopté (p. 4472).
Art. 98 ter – Supprimé (p. 4472).
Art. 100 et 102 – Supprimés (p. 4472).
Art. 120 (p. 4472) – Adopté après modification (p. 4473).
Art. 122 – Adopté après modification (p. 4473).
Art. 122 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4473).
Art. 131 – Adopté après modification (p. 4473).
Art. 166 (p. 4473) – Adopté (p. 4474).

Art. 167 – Adopté après modification (p. 4474).

Art. 167 bis, 167 ter et 167 quater (*Entrée en vigueur de la loi*) – Supprimés (p. 4474).

Art. 167 quinquies (*Entrée en vigueur de la loi*) – Supprimé (p. 4475).

Art. 168 (*Application à la collectivité territoriale de Mayotte et aux territoires d'outre-mer*) – Adopté après modification (p. 4475).

Art. 169, 170, 171 et 172 (*Entrée en vigueur*) – Supprimés (p. 4475).

Art. 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 182 (*Entrée en vigueur*) – Supprimés (p. 4476 et 4477).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4477, 4478) : *M. Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann.*

Adoption (19 décembre 1992) (p. 4478).

Professions et activités immobilières

Voir *Vie politique et sociale, 2*

Professions médicales et paramédicales

Voir *Sécurité sociale, 1*

Propriété intellectuelle

1. – **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture, et par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie (26 septembre 1991) [n° 2243 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (9 avril 1992) [n° 2606 (91-92)] – Discussion (16 avril 1992) – Adoption (16 avril 1992) [n° 624].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 avril 1992) [n° 301 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (13 mai 1992) [n° 335 (91-92)] – Discussion (15 mai 1992) – Adoption (15 mai 1992) [n° 130].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 mai 1992) [n° 2708 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (20 mai 1992) [n° 2730 (91-92)] – Discussion (5 juin 1992) – Adoption (5 juin 1992) [n° 653].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 juin 1992) [n° 392 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Jacques Thyraud – Discussion (15 juin 1992) – Adoption (15 juin 1992) [n° 148].

PROMULGATION : Loi n° 92-597 du 1^{er} juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 3 juillet 1992).

Débat restreint (première lecture)

(15 mai 1992) (p. 1197, 1236).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1197) : *MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1197, 1235) : *MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat ; Jacques Thyraud, rapporteur.*

Art. 1^{er} (*Code de la propriété intellectuelle*) (p. 1197) – Adopté après modification (p. 1234).

Art. 2 (*Coordination*) – Adopté (p. 1234).

Art. 3 (*Théorie du « code pilote et du code suiveur »*) – Adopté après modification (p. 1234).

Art. 4 (*Application outre-mer*) – Adopté après modification (p. 1234).

Art. 5 (*Abrogation*) (p. 1234) – Adopté après modification (p. 1235).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Coordination*) – Adopté (p. 1235).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1235, 1236) : *MM. Louis Minetti, Franck Sérusclat, Ernest Cartigny ; intervention de M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat.*

Adoption (15 mai 1992) (p. 1236).

Discussion (deuxième lecture)

(15 juin 1992) (p. 1688, 1689).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1688, 1689) : *MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Lucien Lanier, en remplacement de M. Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1689) : *M. Jean Garcia.*

Art. 1^{er} – Adopté (p. 1689).

Art. 6 – Adopté (p. 1689).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1689).

Propriété littéraire et artistique

1. – **Proposition de loi portant création du conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition de droits**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 mai 1992) [n° 325 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Protection nucléaire, bactériologique et chimique (NBC)

Voir *Rapports du Gouvernement, 13*

Protection sociale

Voir *Politique économique et sociale, 2*
Sécurité sociale, 1

Publicité

Voir *Politique économique et sociale, 2*
Vie politique et sociale, 2

Q**Question préalable (procédure parlementaire)**

Voir *Code pénal*, 2
Constitution, 1
Etrangers, 1

Lois de finances, 2
Mer et littoral, 1
Sécurité sociale, 1
Travail, 2

Questions orales avec débat

Voir *Rappels au règlement*, 8

R

Radiodiffusion et télévision

Voir *Rappels au règlement*, 40

Rappels au règlement

1. – **De Mme Hélène Luc** : article 36 du règlement du Sénat : s'élève contre l'attitude du Gouvernement à l'égard des revendications des infirmières et des personnels hospitaliers et proteste contre leur expulsion du campement dressé sur la voie publique (8 janvier 1992) (p. 6) – *Mme Hélène Luc, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.*
2. – **De M. Adrien Gouteyron** : article 36 du règlement du Sénat : demande un débat sur les problèmes de l'audiovisuel (9 janvier 1992) (p. 13).
3. – **De M. Ivan Renar** : article 36 du règlement du Sénat : demande un débat sur les problèmes de l'audiovisuel (9 janvier 1992) (p. 13, 14).
4. – **De M. Charles Lederman** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : proteste contre la délocalisation de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort et demande l'arrêt de toute poursuite judiciaire engagée contre certains étudiants arrêtés lors de la manifestation du 13 janvier 1992 (15 janvier 1992) (p. 168).
5. – **De M. Marcel Lucotte** : article 36 du règlement du Sénat : Rapidité de l'examen au Sénat du projet de loi sur l'exercice des mandats locaux (20 janvier 1992) (p. 246) – *MM. Marcel Lucotte, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.*
6. – **De M. Charles Lederman** : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat : s'élève solennellement contre le non-lieu rendu par la cour d'appel de Paris dans l'affaire Touvier (14 avril 1992) (p. 603).
7. – **De M. Jacques Golliet** : s'associe à la protestation élevée contre le non-lieu prononcé dans l'affaire Touvier, et fait part de l'indignation des résistants qui ont lutté contre l'action de la milice (15 avril 1992) (p. 636) – *M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.*
8. – **De M. Charles Lederman** : s'élève contre l'impossibilité de poser une question connexe à la question orale avec débat portant sur un sujet européen et contre l'interprétation de l'article 83 ter du règlement du Sénat (22 avril 1992) (p. 723, 724) – *MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*
9. – **De M. Robert Pagès** : demande au Gouvernement le retrait de son projet de loi modifiant le régime de travail dans les ports maritimes (22 avril 1992) (p. 739, 740).
10. – **De M. Daniel Hoeffel** : demande au Gouvernement français d'agir pour que soit mis fin au drame yougoslave (5 mai 1992) (p. 976).
11. – **De Mme Hélène Luc** : demande que le Parlement soit tenu informé de l'enquête du Gouvernement et de ses conclusions sur la catastrophe de Furiani (7 mai 1992) (p. 1018) – *M. Michel Sapin, ministre de l'économie.*
12. – **De M. Emmanuel Hamel** : demande qu'une protestation soit émise par le bureau du Sénat à la suite des déclarations du président de la commission des communautés européennes, rapportées par « Le Journal du Dimanche » du 10 mai 1992 (12 mai 1992) (p. 1050, 1051).
13. – **De Mme Hélène Luc** : s'élève contre le retard de versement des indemnités de chômage par l'ASSEDIC du Val-de-Marne (19 mai 1992) (p. 1241).
14. – **De M. Josselin de Rohan** : déplore la dégradation de biens de certains parlementaires à la suite de leurs prises de position sur le statut des dockers (21 mai 1992) (p. 1325).
15. – **De Mme Hélène Luc** : s'indigne des violences dont a été victime M. Louis Bayeurte, maire de Fontenay-sous-Bois, de la part des forces de l'ordre sur l'esplanade de Vincennes (25 mai 1992) (p. 1357).
16. – **De M. Philippe François** : conséquences ruineuses pour l'agriculture française de la réforme de la politique agricole commune proposée par la Commission européenne et acceptée par les Etats membres (26 mai 1992) (p. 1375).
17. – **De M. Emmanuel Hamel** : annonce les premiers résultats du référendum danois et le refus de ratification du traité de Maastricht, puis demande s'il y a lieu de poursuivre le débat sur la révision constitutionnelle (2 juin 1992) (p. 1439).
18. – **De M. Daniel Hoeffel** : demande au ministre des affaires étrangères quelles sont les conséquences du référendum danois et du refus de ratification du traité de Maastricht (3 juin 1992) (p. 1455) – *M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.*
19. – **De M. Emmanuel Hamel** : s'étonne de voir que l'ordre du jour prioritaire prévoit la poursuite du débat sur le projet de révision constitutionnelle, alors que, selon lui, le traité de Maastricht est devenu caduc (5 juin 1992) (p. 1473) – *M. Pierre-Christian Tafttinger, vice-président du Sénat, président de séance.*
20. – **De M. Félix Leyzour** : dénonce la politique agricole commune ; demande au Gouvernement de faire respecter une politique de justice à l'intérieur de la CEE et réclame des mesures nationales d'aide à l'agriculture (9 juin 1992) (p. 1479).
21. – **De M. Etienne Dailly** : demande une suspension de séance plus longue compte tenu de la liste des organismes devant se réunir pour décider s'il y a lieu de poursuivre le débat sur la révision constitutionnelle (9 juin 1992) (p. 1483, 1484).
22. – **De M. Charles Lederman** : demande que le Sénat soit plus amplement informé sur la discussion de la commission des lois relative à la poursuite du débat sur la révision constitutionnelle (9 juin 1992) (p. 1486).
23. – **De M. Jean Simonin** : cinquantième anniversaire de la bataille de Bir Hakeim et place de l'histoire dans l'enseignement primaire (11 juin 1992) (p. 1557) – *MM. Jean Simonin, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.*
24. – **De M. Gérard Larcher** : concomitance des réunions de commission et de la séance publique (16 juin 1992) (p. 1704).
25. – **De MM. Gérard Larcher et Robert Vizet** : propos tenus en Conseil des ministres par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, déclarant non conforme à la Constitution l'article 88-2 du projet de loi de révision constitutionnelle, tel qu'il a été voté après l'adoption d'un amendement du Sénat (17 juin 1992) (p. 1757, 1759) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
26. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : propos tenus par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre et position de la majorité sénatoriale sur certains articles du projet de loi de révision constitutionnelle (17 juin 1992) (p. 1758) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
27. – **De M. Geoffroy de Montalembert** : déroulement des débats, règles de préséance (2 juillet 1992) (p. 2381) – *MM. Geof-*

froy de Montalembert, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

28. – **De M. Bernard Laurent** : article 42 du règlement du Sénat : conséquences de la grève des transporteurs routiers pour l'économie française (8 juillet 1992) (p. 2523).

29. – **De Mme Hélène Luc** : article 3 du règlement du Sénat : répartition des postes de vice-président du Sénat entre les six groupes (7 octobre 1992) (p. 2587).

30. – **De M. Guy Robert** : négociations du GATT ; solidarité du groupe de l'Union centriste avec les agriculteurs français (14 octobre 1992) (p. 2614) – *M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture.*

31. – **De M. Louis Minetti** : manifestations des agriculteurs contre les accords du GATT – Articles 110 et 6 du règlement du Sénat : représentation des groupes parlementaires au sein des différentes délégations (14 octobre 1992) (p. 2614) – *M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture.*

32. – **De M. Jean Clouet** : personnes sans abri du château de Vincennes (14 octobre 1992) (p. 2614).

33. – **De M. Emmanuel Hamel** : concomitance des réunions de commission et de la séance publique (20 octobre 1992) (p. 2698, 2699) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice président du Sénat, président de séance.*

34. – **De M. Jean Clouet** : personnes sans abri du château de Vincennes (21 octobre 1992) (p. 2745).

35. – **De MM. Marcel Daunay et Robert Pagès** : négociations du GATT (18 novembre 1992) (p. 3186).

36. – **De M. Robert Pagès** : débat au Parlement sur les négociations du GATT (18 novembre 1992) (p. 3200).

37. – **De M. Claude Estier** : article 86 alinéa 3 du règlement du Sénat : examen des propositions de résolution, déclarées recevables par le bureau du Sénat, visant à faire élire une commission de 30 membres au scrutin plurinominal (24 novembre 1992) (p. 3371).

38. – **De M. Pierre Lagourgue** : attire l'attention du Sénat sur les actes de délinquance commis à l'occasion d'une manifestation de transporteurs à Saint-Denis de la Réunion et demande au Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent (3 décembre 1992) (p. 3643, 3644).

39. – **De Mme Hélène Luc** : rappelle l'incendie du Lycée Robert Schumann de Colombes et demande la reconstruction de tous les collèges et lycées à structures métalliques, ainsi qu'une dotation exceptionnelle aux collectivités territoriales (3 décembre 1992) (p. 3644).

40. – **De M. Michel Miroudot** : donne lecture de la réponse du directeur général de France 3 à la suite de l'absence de la télévision lors de la séance des questions au Gouvernement du 3 décembre 1992 (17 décembre 1992) (p. 4211).

41. – **De M. Robert Vizet** : souhaite le vote, dans les plus brefs délais, de la proposition de résolution portant mise en accusation des trois ministres concernés par l'affaire du sang contaminé devant la Haute Cour de justice (18 décembre 1992) (p. 4316) – *MM. Robert Vizet, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

42. – **De M. Marcel Daunay** : en son nom personnel et au nom du groupe de l'Union centriste, fait part de ses inquiétudes au sujet de

l'Europe agricole et de l'agriculture française et demande au Bureau du Sénat la réunion d'un groupe de travail sur la réforme de la politique agricole commune et les négociations du GATT (22 décembre 1992) (p. 4677).

Rapports au Parlement

1. – Dépôt par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, en application de l'article 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication**, du troisième rapport établi pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1991 (16 avril 1992) (p. 678).

2. – Dépôt par le premier président de la **Cour des Comptes** d'un **rapport sur la politique routière et autoroutière** et sur l'évaluation de la gestion du réseau national (19 mai 1992) (p. 1241).

3. – Dépôt du **rapport annuel de la Cour des comptes** (24 juin 1992) (p. 1969, 1970) – *MM. Pierre Arpaillange, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

4. – Dépôt du **rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations** sur les opérations de l'année 1991 (28 octobre 1992) (p. 2884).

Rapports d'information

1. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux **Etats-Unis** du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la **situation actuelle de l'économie américaine**, notamment son agriculture, et la **position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT**, par M. Philippe François, sénateur, et plusieurs de ses collègues (11 février 1992) [n° 254 (91-92)].

2. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur le contrôle des entreprises publiques : objectifs et conditions du projet de **rapprochement Thomson-CEA-Industrie**, par MM. Bernard Barbier et Roger Chinaud, sénateurs (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992-12 février 1992) [n° 258 (91-92)].

3. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les **sciences de la vie et les droits de l'homme** : bouleversement sans contrôle ou législation à la française, établi par M. Franck Sérusclat, sénateur, déposé par M. Jean Faure, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992-28 février 1992) [n° 262 (91-92)].

4. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des affaires étrangères à la suite d'une **mission effectuée au Chili et en Argentine du 23 janvier au 1^{er} février 1992**, par M. Guy Cabanel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1992) [n° 278 (91-92)].

5. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les **contrats de Plan Etat-régions**, par M. Georges Mouly, sénateur (9 avril 1992) [n° 288 (91-92)].

6. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur le projet de réforme **des comptabilités communales**, par M. Jean Clouet, sénateur (17 avril 1992) [n° 302 (91-92)].

7. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le **Traité sur l'Union européenne** par M. Jacques Genton, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 avril 1992) [n° 307 (91-92)].

8. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la **gestion des déchets très faiblement radioactifs**, déposé par M. Jean Faure, sénateur, établi par M. Jean-Yves Le Déaut, député (23 avril 1992) [n° 309 (91-92)].

9. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les **aspects économiques des politiques d'environnement**, par M. Bernard Hugo, sénateur (7 mai 1992) [n° 326 (91-92)].
10. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le **bilan d'exécution du Xe plan**, par M. Roland Grimaldi, sénateur (7 mai 1992) [n° 327 (91-92)].
11. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des finances sur la **gestion administrative et la situation financière de l'Institution de retraites complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I.R.C.A.N.T.E.C.)** par M. Jacques Oudin, sénateur (12 mai 1992) [n° 332 (91-92)].
12. – **Rapport d'information**, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les **travaux de la Délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale** au cours de la 36^e session ordinaire (1990-1991) de cette assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, par M. Pierre Jeambrun, sénateur (20 mai 1992) [n° 354 (91-92)].
13. – **Rapport d'information**, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les **travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** au cours de la 42^e session ordinaire (1990-1991) de cette assemblée, en application de l'article 108 du Règlement, par M. Louis Jung, sénateur (20 mai 1992) [n° 355 (91-92)].
14. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur l'**audiovisuel français à la veille du marché unique européen**, par M. Jean Cluzel, sénateur (3 juin 1992) [n° 384 (91-92)].
15. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la **Caisse des dépôts et consignations** par M. Roger Chinaud, sénateur (9 juin 1992) [n° 394 (91-92)].
16. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur le **contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires**, sur l'éventualité du redémarrage de **superphénix** et l'**avenir des réacteurs à neutrons rapides**, déposé par M. Jean Faure, sénateur, établi par M. Claude Birraux, député (10 juin 1992) [n° 399 (91-92)].
17. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la **VI^e conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires** qui s'est tenue à Lisbonne les 4 et 5 mai 1992, par MM. Jacques Genton, Jean-Pierre Bayle et Yves Guéna, sénateurs (11 juin 1992) [n° 401 (91-92)].
18. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les **régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle**, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur et plusieurs de ses collègues (17 juin 1992) [n° 420 (91-92)].
19. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la **situation de la presse française à la veille du marché unique européen**, par M. Jean Cluzel, sénateur (18 juin 1992) [n° 427 (91-92)].
20. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, premier alinéa, du Règlement, sur le **Traité de l'Union européenne**, par M. Jean Lecanuet, sénateur (24 juin 1992) [n° 445 (91-92)].
21. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur le développement de la **notation des collectivités territoriales**, par M. Paul Lorient, sénateur (24 juin 1992) [n° 449 (91-92)].
22. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur le **VIII^e colloque de réflexion économique** organisé le 14 mai 1992 : I – Perspectives à moyen terme, II – Evolution à long terme des dépenses de santé et incidences macroéconomiques, par M. Bernard Barbier, sénateur (25 juin 1992) [n° 455 (91-92)].
23. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, alinéa 1, du Règlement, sur les **modalités et les conséquences du retrait des FFA (Forces françaises en Allemagne)** par MM. Jean-Pierre Bayle, Paul d'Ornano et Xavier de Villepin, sénateurs (1^{er} juillet 1992) [n° 472 (91-92)].
24. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des lois, à la suite d'une mission effectuée à **La Réunion** et à **Mayotte** du 5 au 13 mars 1992, par MM. Germain Authié et Jean-Pierre Tizon, sénateurs (7 juillet 1992) [n° 493 (91-92)].
25. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des affaires économiques et de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les **conséquences de la réforme de la politique agricole commune pour l'agriculture française**, par M. Marcel Daunay, sénateur (8 juillet 1992) [n° 498 (91-92)].
26. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les **propositions de directives relatives au marché intérieur de l'électricité et du gaz**, par M. André Rouvière, sénateur (8 juillet 1992) [n° 499 (91-92)].
27. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les **premières activités de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (B.E.R.D.)**, par M. Xavier de Villepin, sénateur (8 juillet 1992) [n° 500 (91-92)].
28. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des finances, sur la situation du **Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.)** par M. Roland du Luart, sénateur (8 juillet 1992) [n° 501 (91-92)].
29. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des affaires économiques, de la commission des finances et de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les **conséquences de la réforme de la politique agricole commune pour l'agriculture française** (comptes rendus des auditions communes), par MM. Jean François-Poncet, Christian Poncet et Jacques Genton, présidents (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 10 juillet 1992) [n° 502 (91-92)].
30. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur les **modalités de mise en valeur du patrimoine maritime et sur la création d'une fondation nationale pour le patrimoine culturel maritime et fluvial** par M. Louis de Catuelan, sénateur (15 octobre 1992) [n° 9 (92-93)].
31. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite d'une mission d'information chargée, en application de l'article 21 du règlement, d'étudier la mise en place et le fonctionnement des **Instituts universitaires de formation des maîtres**, par M. Adrien Gouteyron, sénateur (27 octobre 1992) [n° 23 (92-93)].
32. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur les aspects financiers de la **protection sociale**, par M. Jacques Oudin, sénateur (28 octobre 1992) [n° 31 (92-93)].
33. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les problèmes posés par le développement des activités liées à l'**extraction des ressources minérales de l'Antarctique** déposé par M. Jacques Mossion, Président de l'office, établi par M. Jean-Yves Le Déaut, député (10 novembre 1992) [n° 42 (92-93)].
34. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes sur le principe de subsidiarité, par M. Michel Poniatowski, sénateur (12 novembre 1992) [n° 45 (92-93)].
35. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur le **droit commu-**

nautaire de l'alimentation par M. Philippe François, sénateur (12 novembre 1992) [n° 46 (92-93)].

36. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la **planification sur les résultats de projections macroéconomiques**, par M. Bernard Barbier, sénateur (18 novembre 1992) [n° 52 (92-93)].

37. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des finances sur le **bilan de la politique agricole menée depuis 1988 et les négociations du G.A.T.T.**, par M. Roland du Luart, sénateur (19 novembre 1992) [n° 54 (92-93)].

38. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la **VIII^e conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Londres les 10 et 11 novembre 1992**, par M. Jacques Genton, sénateur (26 novembre 1992) [n° 65 (92-93)].

39. – **Rapport d'information**, fait au nom de la **mission commune d'information** chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985, sur le **trafic de la drogue dans l'espace Schengen**, déposé par M. Paul Masson, président et établi par M. Gérard Larcher, sénateur (1^{er} décembre 1992) [n° 72 (92-93)].

40. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la situation de l'**audiovisuel** en 1992, par M. Jean Cluzel, sénateur (8 décembre 1992) [n° 86 (92-93)].

41. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22, premier alinéa du Règlement, sur la **programmation des équipements militaires pour les années 1992-1994**, par M. Jacques Genton, sénateur (9 décembre 1992) [n° 96 (92-93)].

42. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des affaires économiques sur la **politique de la ville** par M. Gérard Larché, sénateur (10 décembre 1992) [n° 107 (92-93)].

43. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques à la suite d'une mission effectuée en **Espagne**, chargée de suivre les travaux de la XVe Conférence mondiale de l'énergie et d'étudier l'**évolution de l'économie espagnole dans le contexte européen**, par M. Bernard Hugo, sénateur (18 décembre 1992) [n° 147 (92-93)].

Rapports de commissions d'enquête

1. – **Rapport** fait au nom de la **commission d'enquête** visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la **réglementation communautaire applicable à la filière laitière**, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, fait par M. Marcel Daunay, sénateur (14 mai 1992) [n° 341 (91-92)].

2. – **Rapport** fait au nom de la **commission d'enquête** chargée de recueillir tous éléments d'information sur le **fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif** et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés de **contentieux administratif** dans les administrations publiques par M. Jean Arthuis, sénateur (11 juin 1992) [n° 400 (91-92)].

3. – **Rapport** fait au nom de la **commission d'enquête** sur le **système transfusionnel français** en vue d'une éventuelle réforme par M. Claude Huriet, sénateur (12 juin 1992) [n° 406 (91-92)].

4. – **Rapport** fait au nom de la **commission d'enquête** chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les **conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache**, dirigeant du Front populaire pour la libération de la Palestine, FPLP, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 15 avril 1992, par M. Gérard Larcher, sénateur (18 juin 1992) [n° 424 (91-92)].

Rapports du Gouvernement

1. – **Dépôt par le Gouvernement**, d'un rapport sur l'application de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989, relative à la **prévention et au traitement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles** établi conformément à l'article 33 de ladite loi (8 janvier 1992) (p. 6).

2. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 26 de la loi n° 90-1190 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications, du rapport analysant la **répartition des fréquences radio-électriques** présentant des orientations sur l'amélioration de la gestion du spectre (7 avril 1992) (p. 531).

3. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 17 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1^{er} août 1905, du septième rapport de la **Commission de la sécurité des consommateurs** pour l'année 1991 (7 avril 1992) (p. 531).

4. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 8 de la loi n° 89-448 du 10 juillet 1989 portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurance des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'oeuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin, d'un rapport sur l'application de cet article relatif à l'**égalité des hommes et des femmes** (30 juin 1992) (p. 2242).

5. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport au Parlement sur les voies de réforme possible du **fonds national et des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle**, conformément à l'article 113 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (2 octobre 1992) (p. 2580).

6. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport de juillet 1992 de la **commission des comptes de la sécurité sociale**, en application de l'article 1^{er} du décret n° 87-441 du 23 juin 1987 modifiant le **code de la sécurité sociale** et relatif à la **commission des comptes de la sécurité sociale** (2 octobre 1992) (p. 2580).

7. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport pour l'année 1991 de l'**Office national des forêts**, en application de l'article L. 124-2 du **code forestier** (2 octobre 1992) (p. 2580).

8. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur l'activité du **centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles** pour l'année 1991, en application de l'article 59 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965 portant loi de finances pour 1966 (2 octobre 1992) (p. 2580).

9. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport pour l'année 1992 relatif à l'exécution de la **loi de programme sur le patrimoine monumental** n° 88-12 du 5 janvier 1988 établi en application de l'article 3 de cette loi (2 octobre 1992) (p. 2581).

10. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur la **fonction publique de l'Etat** en 1992, en application de l'article 1^{er} du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au **Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat** (8 octobre 1992) (p. 2599).

11. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur la gestion en 1991 des crédits du **fonds national pour le développement du sport**, établi en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980 (13 octobre 1992) (p. 2607).

12. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances, sur la **situation démographique de la France** (20 novembre 1992) (p. 3351).

13. – **Dépôt par le Gouvernement**, du rapport annuel d'information sur la **protection et le contrôle des matières nucléaires** pour

l'exercice 1991, établi en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980, (8 décembre 1992) (p. 3726).

Recherche

Voir *Génie génétique*, 1

Recherche (budget)

Voir *Lois de finances*, 2

Régions

Voir *Rapports d'information*, 5

Règlement du Sénat

Voir *Parlement*, 5 ; 6 ; 7 ; 8
Rappels au règlement, 8

Renvoi en commission (procédure parlementaire)

Voir *Collectivités territoriales*, 10

République fédérale tchèque et slovaque

Voir *Traités et conventions*, 19

Responsabilité civile

Voir *Hôpitaux publics*, 1

1. – **Proposition de loi relative à l'aide aux victimes d'accidents thérapeutiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. François Lesein et Bernard Legrand, sénateurs (15 janvier 1992) [n° 237 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (23 mai 1990) [n° 1395 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Charmand (20 juin 1991) [n° 2136 (90-91)] – Discussion (11 juin 1992) – Adoption (11 juin 1992) [n° 660].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1992) [n° 408 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (18 juin 1992) [n° 425 (91-92)] – Discussion (25 juin 1992) – Adoption (25 juin 1992) [n° 164].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1992) [n° 2840 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Maurice Briand (14 octobre 1992) [n° 2952 (92-93)] – Discussion (19 octobre 1992) – Adoption (19 octobre 1992) [n° 725].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 octobre 1992) [n° 11 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Fauchon (18 novembre 1992) [n° 51 (92-93)] – Discussion (9 décembre 1992) – Adoption (9 décembre 1992) [n° 28].

Discussion (première lecture)

(25 juin 1992) (p. 2049, 2064).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2049, 2054) : MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Robert Vizet, Jean-Pierre Bayle.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2054, 2064) : MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre ; Robert Vizet.

Art. 1^{er} (Articles 1386-1 à 1386-17 du code civil) (p. 2054).

ART. 1386-1 DU CODE CIVIL (*Responsabilité du producteur*) – Adopté (p. 2055).

ART. 1386-2 (*Dommages réparables*) – Adopté (p. 2055).

ART. 1386-3 (*Définition du produit*) – Adopté après modification (p. 2056).

ART. 1386-4 (*Définition du défaut de sécurité*) – Adopté après modification (p. 2056).

ART. 1386-5 (*Définition de la mise en circulation*) – Adopté après modification (p. 2057).

ART. 1386-6 (*Définition du producteur*) – Adopté (p. 2056).

ART. 1386-6-1 (*Responsabilité du vendeur, du loueur ou de tout autre fournisseur*) – Adopté après modification (p. 2057).

ART. 1386-7 (*Dommage causé par un produit incorporé*) – Adopté après modification (p. 2058).

ART. 1386-8 (*Charge de la preuve*) – Adopté (p. 2058).

ART. 1386-9 (*Exonération pour conformité aux règles impératives émanant du pouvoir public*) – Réservé puis supprimé (p. 2060).

ART. 1386-10 (*Causes d'exonération*) – Adopté après modification (p. 2060).

ART. 1386-11 (*Incidence de la faute de la victime dans la réalisation du dommage*) – Adopté après modification (p. 2060).

ART. 1386-12 (*Incidence de l'intervention d'un tiers dans la réalisation du dommage*) – Adopté après modification (p. 2061).

ART. 1386-13 (*Obligation de suivi des produits*) – Adopté (p. 2061).

ART. 1386-14 (*Prohibition des clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité*) – Adopté après modification (p. 2061).

ART. 1386-15 (*Extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits*) – Adopté après modification (p. 2062).

ART. 1386-16 (*Prescription de l'action en réparation*) – Adopté (p. 2062).

ART. 1386-17 (*Non-cumul avec les règles du code civil ayant effet de garantir la victime contre un défaut de sécurité*) – Adopté après modification (p. 2062).

ART. 1386-18 et 1386-19 (p. 2063) – Supprimés par l'Assemblée nationale (p. 2063).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2063).

Art. 2 (*Entrée en vigueur du régime de responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits*) – Adopté après modification (p. 2063).

Art. 3 (*Charge de la preuve de l'antériorité du défaut*) – Adopté (p. 2063).

Art. 4 (*Modalités de réparation du préjudice*) – Adopté (p. 2063).

Art. 5 (*Délai pour agir*) – Adopté (p. 2063).

Art. 6 (*Exclusion de la garantie du vendeur dans les ventes imposées par une décision de justice*) – Adopté (p. 2063).

Art. 7 (*Extension de la garantie au louage de meubles*) – Supprimé (p. 2064).

Art. 8 (*Extension de la garantie au prêt à usage*) – Supprimé (p. 2064).

Art. 9 (*Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) – Adopté (p. 2064).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2064) : MM. Louis de Catuelan, Jean-Pierre Bayle, Robert Vizet.

Adoption (25 juin 1992) (p. 2064).

Discussion (deuxième lecture)

(9 décembre 1992) (p. 3813, 3829).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3813, 3819) : *MM. Michel Vauzelle, ministre de la justice ; Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois ; Marcel Charmant.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3819, 3829) : *MM. Pierre Fauchon, rapporteur ; Michel Vauzelle, ministre.*

Art. 1^{er} (p. 3819).

ART. L. 1386-2 DU CODE CIVIL – Adopté après modification (p. 3820).

ART. L. 1386-3 et 1386-4 – Adoptés (p. 3820).

ART. L. 1386-5 (p. 3820) – Adopté après modification (p. 3821).

ART. L. 1386-6-1 – Adopté après modification (p. 3821).

ART. L. 1386-9 – Supprimé (p. 3822).

ART. L. 1386-10 (p. 3822) – Adopté après modification (p. 3824).

ART. L. 1386-11 – Adopté (p. 3825).

ART. L. 1386-14 – Adopté après modification (p. 3825).

ART. L. 1386-15 (p. 3825) – Supprimé (p. 3826).

ART. L. 1386-16 – Supprimé (p. 3826).

ART. L. 1386-17, 1386-18 et 1386-19 – Adoptés (p. 3826).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3826).

Art. 2 – Adopté (p. 3827).

Art. 7 et 8 – Supprimés (p. 3827).

Art. additionnel après l'art. 8 (*Recouvrement des recettes par les créanciers publics*) (p. 3827) – Adopté (p. 3829).

Art. 9 (*Application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté après modification (p. 3829).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 3829) : *M. Jean Garcia.*

Adoption (9 décembre 1992) (p. 3829).

Retraite

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, 1

Retraités

Voir *Conseil économique et social*, 1
Fonctionnaires et agents publics, 1
Tourisme, 2

Réunion (île)

Voir *Rappels au règlement*, 38
Rapports d'information, 24

Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Politique économique et sociale*, 1

Roumanie

Voir *Traités et conventions*, 18

Royaume-Uni de Grande-Bretagne

Voir *Traités et conventions*, 24

Russie

Voir *Traités et conventions*, 23

S

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Collectivités territoriales d'outre-mer*, 2

Santé

Voir *Politique économique et sociale*, 2

1. – Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégoz, Premier ministre, par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé (4 novembre 1992) [n° 3003 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Calmat (19 novembre 1992) [n° 3051 (92-93)] – Urgence – Discussion (26 et 27 novembre 1992) – Adoption (27 novembre 1992) [n° 739].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1^{er} décembre 1992) [n° 71 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Claude Huriet (9 décembre 1992) [n° 95 (92-93)] – Discussion (16 décembre 1992) – Adoption (16 décembre 1992) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1992) [n° 3190 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Alain Calmat (19 décembre 1992) [n° 3198 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 793].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Claude Huriet (19 décembre 1992) [n° 160 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 61].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament ».

PROMULGATION : loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1993 – Rectificatif : *J.O.* Lois et décrets du 30 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1992) (p. 4098, 4156).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4098, 4114) : *MM. Bernard Kouchner, ministre de la santé ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales, Jean Chérioux, Franck Sérusclat, François Delga, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Miroudot, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4114, 4154) : *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Bernard Kouchner, ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franck Sérusclat, Jean Garcia, Philippe de Bourgoing, Mmes Anne Heinis, Michelle Demessine, MM. Jean Chérioux, Etienne Dailly.*

TITRE I^{er}**DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Art. additionnel avant l'art. 1^{er} (*Insertion dans le livre V du code de la santé publique d'un titre intitulé « Agence du médicament »*) (p. 4116).

Art. 1^{er} (*Remplacement du chapitre unique du livre VI du code de la santé publique par un nouveau chapitre*) (p. 4116).

Chapitre premier : « De la collecte du sang humain et de ses composants et de la préparation de leurs produits dérivés ».

ART. L. 666-1 A DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Ethique transfusionnelle*) (p. 4117) – Adopté après modification (p. 4118).

ART. L. 661 DU CODE PRECITE (*Monopole de la collecte de sang des établissements de transfusion sanguine agréés*) – Adopté (p. 4118).

ART. L. 666-2 DU CODE PRECITE (*Garanties éthiques et médicales entourant la collecte*) – Adopté (p. 4118).

ART. L. 666-3 DU CODE PRECITE (*Contrôle de la qualité et des caractéristiques du sang et de ses composants*) – Adopté (p. 4118).

ART. L. 666-4 DU CODE PRECITE (*Interdiction de prélèvements sur les mineurs et sur les majeurs protégés*) – Adopté après modification (p. 4119).

ART. L. 666-5 DU CODE PRECITE (*Modifications des caractéristiques du sang avant prélèvement*) – Adopté (p. 4119).

ART. L. 666-6 DU CODE PRECITE (*Modalités d'application du principe d'anonymat*) – Adopté après modification (p. 4119).

ART. L. 666-7 DU CODE PRECITE (*Utilisation du sang et de ses composants*) (p. 4119) – Adopté après modification (p. 4122).

ART. L. 666-8 DU CODE PRECITE (*Tarifs de cession des produits labiles*) – Adopté après modification (p. 4122).

ART. L. 666-9 DU CODE PRECITE (*Conservation, délivrance, distribution et utilisation des produits labiles*) (p. 4122) – Adopté après modification (p. 4123).

ART. L. 666-10 DU CODE PRECITE (*Autorisation des importations des produits labiles*) – Adopté après modification (p. 4124).

ART. L. 666-11 DU CODE PRECITE (« *Hémovigilance* ») – Adopté après modification (p. 4125).

ART. L. 666-12 DU CODE PRECITE (*Interdiction de toute publicité*) – Adopté (p. 4125).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4125).

Art. 2 (*Insertion dans le livre VI du code de la santé publique d'un nouveau chapitre*) (p. 4125).

Chapitre II : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang ».

ART. L. 667-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Institution du comité de sécurité transfusionnelle*) (p. 4127) – Adopté après modification (p. 4128).

ART. L. 667-2 DU CODE PRECITE (*Fonctions du comité*) – Adopté après modification (p. 4128).

ART. L. 667-3 DU CODE PRECITE (*Saisine du comité – Rapport annuel*) – Adopté après modification (p. 4128).

ART. L. 667-4 DU CODE PRECITE (*Statut de l'Agence française du sang*) – Adopté (p. 4128).

ART. L. 667-5 DU CODE PRECITE (*Fonctions de l'Agence*) – Adopté après modification (p. 4129).

ART. L. 667-6 DU CODE PRECITE (*Administration de l'Agence*) – Adopté après modification (p. 4130).

ART. L. 667-7 DU CODE PRECITE (*Décisions relevant de la compétence du président de l'Agence*) – Adopté (p. 4130).

ART. L. 667-8 DU CODE PRECITE (*Statut du personnel de l'Agence*) – Adopté après modification (p. 4130).

ART. L. 667-9 DU CODE PRECITE (*Compétences des inspecteurs de l'Agence*) – Adopté après modification (p. 4130).

Art. L. 667-10 DU CODE PRECITE (*Compétences du Laboratoire national de la santé*) – Adopté après modification (p. 4131).

ART. L. 667-11 DU CODE PRECITE (*Création du fonds d'orientation de la transfusion sanguine*) (p. 4131) – Adopté après modification (p. 4133).

ART. L. 667-12 DU CODE PRECITE (*Ressources de l'Agence*) – Adopté après modification (p. 4133).

ART. L. 667-13 DU CODE PRECITE (*Dispositions réglementaires d'application*) – Adopté (p. 4133).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4133).

Art. 3 (*Insertion dans le livre VI du code de la santé publique d'un nouveau chapitre*) (p. 4134).

Chapitre III : « Des établissements de transfusion sanguine ».

ART. L. 668-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Activités et statuts des établissements de transfusion sanguine*) (p. 4135) – Adopté après modification (p. 4136).

ART. L. 668-2 DU CODE PRECITE (*Conditions d'agrément des établissements de transfusion sanguine*) – Adopté après modification (p. 4136).

ART. L. 668-3 DU CODE PRECITE (*Bonnes pratiques et conditions d'enregistrement d'un nouveau produit sanguin labile*) – Adopté (p. 4136).

ART. L. 668-4 DU CODE PRECITE (*Autorisations spécifiques à l'exercice de certaines activités*) – Adopté (p. 4136).

ART. L. 668-5 DU CODE PRECITE (*Conditions de recours à des produits labiles issus de collectes faites en dehors du territoire français*) (p. 4136) – Adopté après modification (p. 4137).

ART. L. 668-6 DU CODE PRECITE (*Conditions particulières d'attribution des autorisations mentionnées aux articles L. 668-4 et L. 668-5*) – Adopté (p. 4137).

ART. L. 668-7 DU CODE PRECITE (*Information de l'agence*) – Adopté (p. 4137).

ART. L. 668-8 DU CODE PRECITE (*Conditions de nomination des directeurs d'établissements de transfusion sanguine*) – Adopté après modification (p. 4137).

ART. L. 668-9 DU CODE PRECITE (*Qualification et rémunérations des personnels des établissements de transfusion sanguine*) – Adopté (p. 4137).

ART. L. 668-10 DU CODE PRECITE (*Responsabilité des établissements de transfusion sanguine*) – Adopté (p. 4137).

ART. L. 668-11 DU CODE PRECITE (*Retrait des agréments et autorisations – Procédures de suspension en cas d'urgence*) – Adopté après modification (p. 4138).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4138).

Art. 4 (*Chapitre IV du livre VI du code de la santé publique : « Des schémas d'organisation de la transfusion sanguine »*) (p. 4139).

ART. L. 669-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Ressorts territoriaux des schémas*) (p. 4139) – Adopté après modification (p. 4140).

ART. L. 669-2 DU CODE PRECITE (*Conditions d'élaboration des schémas*) – Adopté (p. 4140).

ART. L. 669-3 DU CODE PRECITE (*Contenu des schémas*) – Adopté après modification (p. 4141).

ART. L. 669-4 DU CODE PRECITE (*Commissions régionales et interrégionales d'organisation de la transfusion sanguine*) (p. 4141) – Adopté après modification (p. 4142).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4142).

Art. 5 (*Chapitre 5 du livre VI du code de la santé publique : « Des médicaments dérivés du sang et du laboratoire français du fractionnement et des bio-technologies »*) (p. 4142).

ART. L. 670-1 DU CODE PRECITE (*Application du régime des médicaments aux produits stables dérivés du sang*) – Adopté (p. 4143).

ART. L. 670-2 DU CODE PRECITE (*Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies*) (p. 4143) – Adopté après modification (p. 4144).

ART. L. 670-3 DU CODE PRECITE (*Application des dispositions relatives à la préparation et à la vente en gros des produits pharmaceutiques*) – Adopté (p. 4145).

ART. L. 670-4 DU CODE PRECITE (*Conditions de délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments dérivés du sang*) – Adopté après modification (p. 4145).

ART. L. 670-5 DU CODE PRECITE (*Renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour l'application du chapitre V*) – Adopté après modification (p. 4146).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4146).

Art. 6 (*Chapitre VI du livre VI du code de la santé publique : « Dispositions pénales »*) (p. 4146).

ART. L. 671-1 à L. 671-4 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE – Adoptés (p. 4146, 4147).

ART. L. 671-5 DU CODE PRECITE (*Sanctions du non-respect des dispositions relatives à la modification des caractéristiques du sang*) – Adopté après modification (p. 4147).

ART. L. 671-6 DU CODE PRECITE (*Sanctions des atteintes aux principes d'anonymat*) – Adopté après modification (p. 4147).

ART. L. 671-7 à L. 671-9 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 4147).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4147).

TITRE II

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Art. 7 (*Régimes transitoires d'agrément des établissements de transfusion sanguine*) – Adopté après modification (p. 4147).

Art. additionnel après l'art. 7 (*Coordination avec les dispositions particulières de la loi hospitalière s'appliquant à certains grands établissements publics*) – Adopté (p. 4147, 4148).

Art. 8 (*Conséquences du changement de statut juridique de l'Agence française du sang*) – Adopté (p. 4148).

Art. 9 (*Régime transitoire applicable aux produits dérivés stables*) – Adopté après modification (p. 4148).

Art. additionnel après l'art. 9 (*Règles particulières dans le cadre de la pharmaco-vigilance*) – Adopté (p. 4149).

Art. 10 (*Evaluation de la loi*) – Adopté (p. 4149).

Après l'art. 10 (p. 4149).

Art. additionnel (*Dépistage de l'infection par le virus du Sida pour les personnes transfusées entre 1980 et 1985*) – Adopté (p. 4150).

Art. additionnel (*Application des dispositions de la présente loi aux centres de transfusion sanguine des armées*) – Adopté (p. 4151).

Art. additionnel (*Extension directe de certaines dispositions aux territoires d'outre-mer*) – Adopté (p. 4151).

Art. additionnels (*11 articles additionnels, de coordination avec les dispositions adoptées relatives à l'Agence du médicament*) – Adoptés (p. 4151, 4153).

Intitulé du projet de loi (*« Projet de loi relatif à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicaments »*) – Adopté (p. 4154).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4154, 4156) : MM. Emmanuel Hamel, Jacques Sourdil, Philippe de Bourgoing, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franck Sérusclat, Etienne Dailly ; intervention de M. Bernard Kouchner, ministre.

Adoption (16 décembre 1992) (p. 4156).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1992) (p. 4589, 4601).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4589, 4592) : **MM. Claude Huriet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Bernard Kouchner, ministre de la santé ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.**

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4592, 4601)

Art. 1^{er} A (*Agence du médicament*) (p. 4592).

Art. 2 (p. 4594).

Art. 3 (p. 4596).

Art. 4 et 5 (p. 4597).

Art. 6, 7, 7 bis, 9 et 9 bis (p. 4598).

Art. 10 (p. 4598) – Supprimé par la CMP.

Art. 11, 12, 13 et 14 (p. 4599).

Art. 15 et 16 (p. 460).

Art. 17 à 20 (p. 4600) – Supprimés par la CMP.

Art. 21, 22 et 23 (p. 4600).

Art. 24 (p. 4600) – Supprimé par la CMP.

Art. 2 (p. 4600).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4601) : *MM. Claude Estier, Ernest Cartigny.*

Adoption (21 décembre 1992) (p. 4601).

Santé publique

Voir *Pharmacie (industrie)*, 1

Sapeurs-pompiers

Voir *Départements*, 2
Sécurité civile, 1

Séances des assemblées parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 40

Sécurité civile

1. – **Proposition de loi en vue d'assurer au bataillon des marins pompiers de Marseille les moyens financiers de sa mission**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert-Paul Vigouroux, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 7 mars 1992) [n° 266 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

Sécurité sociale

Voir *Rapports d'information*, 18
Rapports du Gouvernement, 6

1. – **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie**, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. René Teulade, ministre des affaires sociales (20 mai 1992) [n° 2729 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Philippe Sanmarco (27 mai 1992) [n° 2746 (91-92)] – Urgence – Discussion (4, 5 et 6 juin 1992) – Adoption (6 juin 1992) [n° 654].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (9 juin 1992) [n° 393 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Charles Descours (17 juin 1992) [n° 419 (91-92)] – Discussion (24 juin 1992) – Rejet (24 juin 1992) [n° 159].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (25 juin 1992) [n° 2826 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) : rapport de M. Philippe Sanmarco (25 juin 1992) [n° 2835 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Charles Descours (25 juin 1992) [n° 454 (91-92)] – Échec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1992) [n° 2826 (91-92)] – Renvoi à

la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Philippe Sanmarco (26 juin 1992) [n° 2842 (91-92)] – Discussion (1^{er} décembre 1992) – Adoption (1^{er} décembre 1992) [n° 743].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (2 décembre 1992) [n° 78 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Charles Descours (16 décembre 1992) [n° 127 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 63].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) (21 décembre 1992) [n° 3217 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Philippe Sanmarco (22 décembre 1992) [n° 3224 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 796].

PROMULGATION : Loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1993 – Rectificatif : Lois et décrets du 30 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1992) (p. 1974, 1995).

I – **DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1974, 1991) : *MM. René Teulade, ministre des affaires sociales ; Lucien Neuwirth, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Claude Prouvoyeur, Jacques Bialski, Henri Collard, Pierre Louvot, Robert Pagès, Henri Belcour, Jean-Jacques Robert, Claude Huriet, Franck Sérusclat, et les orateurs sur la motion.*

Motion n° 2 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 1992) – *MM. Charles Descours, rapporteur ; Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, Claude Huriet, Robert Pagès, François Delga.*

Adoption de la motion (p. 1995, scrutin public n° 95).

Rejet du projet de loi (24 juin 1992) (p. 1995).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1992) (p. 4610, 4629).

I – **DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 4610, 4617) : *MM. René Teulade, ministre des affaires sociales ; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Bellanger, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Georges Mouly, Claude Huriet.*

II – **DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 4617, 4628) : *MM. Charles Descours, rapporteur ; René Teulade, ministre ; Claude Huriet, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Ernest Cartigny, au nom de la commission des finances.*

Art. additionnel avant l'art. 1^{er} (*Organisation de la maîtrise des dépenses de soins infirmiers définie par convention nationale des infirmiers conclue le 23 juillet 1992*) (p. 4626) – Adopté (p. 4627 ; précédemment réservé p. 4617).

Art. 1^{er} (p. 4617) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 2 (*Contenu de la convention nationale des médecins*) (p. 4617) – Adopté après modification (p. 4618).

Art. 3 (*Modalités d'entrée en vigueur et champ d'application de la convention nationale des médecins*) – Adopté (p. 4618).

Art. 4 (*Dispositif de maîtrise médicalisée – Art. L. 162-6-1 à L. 162-6-3 du code de la sécurité sociale*) (p. 4619) – Adopté après modification (p. 4620).

Art. 5 (p. 4620) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 (*Organisation des unions de médecins*) – Adopté après modification (p. 4620).

Art. 7 (*Election des membres des unions*) (p. 4620) – Adopté après modification (p. 4621).

Art. 7 bis (*Echelon départemental des unions*) – Adopté (p. 4621).

Art. 8 (*Mission des unions*) – Adopté (p. 4621).

Art. 9 (*Financement des unions*) – Adopté après modification (p. 4621).

Art. 10 (*Dispositions d'application*) – Adopté (p. 4621).

Art. 10 bis (p. 4621) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 11 (*Adaptation aux centres de santé*) – Adopté (p. 4627 ; précédemment réservé p. 4621).

Art. 12 (*Suspension de la participation des caisses au financement des cotisations sociales des médecins chirurgiens-dentistes*) (p. 4627) – Adopté (p. 4628 ; précédemment réservé p. 4621).

Art. 13 (*Régime social des médecins admis en secteur promotionnel*) – Adopté (p. 4628 ; précédemment réservé p. 4621).

Art. 15 (*Règlement de certains litiges*) – Adopté (p. 4628 ; précédemment réservé p. 4621).

Art. 16 (*Dispositions relatives aux codages des actes et des pathologies – Art. L. 161-28 à L. 161-30 du code de la sécurité sociale*) (p. 4622) – Adopté après modification (p. 4625).

Art. 17 (*Validation de dispositions prises en application de la convention du 9 mars 1990*) – Adopté après modification (p. 4625).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4628, 4629) : *Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, M. Jacques Bellanger ; intervention de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission.*

Adoption (21 décembre 1992) (p. 4629).

2. – **Proposition de loi tendant à améliorer l'information du Parlement sur les comptes et la situation financière des régimes obligatoires de sécurité sociale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (23 décembre 1992) [n° 191 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

Sénat

Voir *Allocutions et communications*, 7
Parlement, 2
Rappels au règlement, 33

Service national

1. – **Proposition de loi portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 novembre 1992) [n° 39 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. – **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, et par M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense (2 décembre 1992) [n° 3093 (92-93)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Gatel (9 décembre 1992) [n° 3117 (92-93)] – Urgence – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 764].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1992) [n° 115 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (16 décembre 1992) [n° 134 (92-93)] – Discussion (21 décembre 1992) – Adoption (21 décembre 1992) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1992) [n° 3216 (92-93)] – Renvoi à la commission de la défense.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean Gatel (22 décembre 1992) [n° 3222 (92-93)] – Discussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 797].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Michel d'Aillières (22 décembre 1992) [n° 173 (92-93)] – Dis-

cussion (22 décembre 1992) – Adoption (22 décembre 1992) [n° 67].

PROMULGATION : loi n° 93-4 du 4 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1992) (p. 4601, 4610).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4601, 4606) : *MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense ; Xavier de Villepin, en remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Roland Bernard, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4606, 4609) : *MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat ; Michel d'Aillières, rapporteur ; Xavier de Villepin, en remplacement du rapporteur ; Jacques Habert, Ernest Cartigny, au nom de la commission des finances.*

Art. 1^{er} (*Modification du code du service national*) – Adopté (p. 4609 ; précédemment réservé p. 4606).

Art. 2 (*Durée des obligations de réserve*) – Adopté (p. 4606).

Art. 3 (*Actualisation des dispositions relatives aux limites d'âge des sous-officiers de réserve*) – Adopté (p. 4606).

Art. 3 bis (*Obligations auxquelles sont assujettis les réservistes pères de quatre enfants au moins*) – Adopté après modification (p. 4606).

Art. 3 ter et 3 quater (*Cohérence rédactionnelle*) – Adopté (p. 4606).

Art. 4 (*Périodes auxquelles sont assujettis les disponibles et les réservistes*) (p. 4607) – Adopté après modification (p. 4609).

Art. 5 (*Cohérence rédactionnelle*) – Adopté (p. 4609).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 4609, 4610) : *M. Philippe de Gaulle.*

Adoption (21 décembre 1992) (p. 4610).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1992) (p. 4694, 4695).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4694) : *MM. Michel d'Aillières, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4694, 4695)

Art. 3 bis et 4 (p. 4695).

Adoption (22 décembre 1992) (p. 4695).

Service public

Voir *Vie politique et sociale*, 2

1. – **Proposition de loi tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Hubert Haenel, Jean Huchon, Roland du Luart, sénateurs (22 mai 1991) [n° 331 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 29 octobre 1992.

Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 1 ; 9 ; 24 ; 26 ; 38 ; 40

Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 12 ; 25 ; 30 ; 39

Sociétés civiles et commerciales

1. – **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement**

immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 12 mars 1992) [n° 271 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (6 mai 1992) [n° 322 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 155].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 1992) [n° 2815 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (26 novembre 1992) [n° 3080 (92-93)] – Discussion (15 décembre 1992) – Adoption (15 décembre 1992) [n° 771].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1992) [n° 125 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (18 décembre 1992) [n° 155 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 58].

PROMULGATION : Loi n° 93-6 du 4 janvier 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1993 – Rectificatif : *J.O.* Lois et décrets du 30 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(19 juin 1992) (p. 1871, 1895).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1871, 1877) : MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jean Garcia.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1877, 1894) : MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Daniel Millaud, Paul d'Ornano.

Art. 1 (*Définition de l'objet social*) (p. 1877) – Adopté après modification (p. 1880).

Art. 2 (*Souscription du capital social minimum par les membres fondateurs - Garantie bancaire*) (p. 1880) – Adopté après modification (p. 1880).

Art. 3 (*Capital social minimum*) (p. 1880) – Adopté après modification (p. 1880).

Art. 4 (*Souscription minimale du capital par le public*) – Adopté (p. 1880).

Art. 5 (*Sociétés de gestion*) (p. 1881) – Adopté après modification (p. 1881).

Art. 6 (*Garantie offerte par les sociétés de gestion*) – Adopté après modification (p. 1883).

Art. 7 (*Interdictions de gérer*) – Adopté (p. 1883).

Art. 8 (*Etat annexe aux comptes*) (p. 1883) – Adopté après modification (p. 1884).

Art. 9 (*Détermination des prix de souscription et de cession des parts*) (p. 1885) – Adopté après modification (p. 1886).

Art. 10 (*Faillite d'un associé*) (p. 1886) – Adopté après modification (p. 1886).

Art. 11 (*Gestion de la trésorerie*) (p. 1886) – Adopté après modification (p. 1887).

Art. 12 (*Offres de cessions de parts*) – Adopté (p. 1887).

Art. 13 (*Procédure de fusion*) – Adopté (p. 1887).

Art. 14 (*Procédure de vote*) – Adopté (p. 1887).

Art. 15 (*Contrôle des commissaires aux comptes*) (p. 1887) – Adopté après modification (p. 1887).

Art. 16 (*Sanction des interdictions de gérer*) (p. 1887) – Adopté après modification (p. 1888).

Art. 17 (*Compétences de la COB*) – Adopté (p. 1888).

Art. 18 (*Sanction des dirigeants d'une société de gestion non agréée par la COB*) (p. 1888) – Adopté après modification (p. 1888).

Art. 19 (*Formalités applicables à la cession de parts*) (p. 1888) – Adopté après modification (p. 1888).

Art. additionnel après l'art. 19 (*Dispositions de coordination*) (p. 1888) – Adopté (p. 1889).

Art. 20 (*Contentieux des décisions de la COB relatives à l'agrément des sociétés de gestion*) – Adopté (p. 1889).

Art. 21 (*Nature des garanties susceptibles de se substituer à la garantie hypothécaire*) (p. 1890) – Adopté après modification (p. 1890).

Art. 22 (*Dépassement de la quotité des prêts hypothécaires*) (p. 1890) – Adopté après modification (p. 1891).

Après l'art. 22 (*Modalités de remboursement des prêts hypothécaires*) (p. 1891) – Adopté (p. 1892).

Art. 23 (*Privilège des porteurs d'obligations foncières*) – Adopté (p. 1891).

Art. 24 (*Diversification des activités des sociétés de crédit foncier*) (p. 1891) – Adopté après modification (p. 1892).

Art. 25 (*Prêts aux collectivités publiques ou avec leur garantie - Obligations communales*) (p. 1892) – Adopté (p. 1892).

Art. 26 (*Abrogations diverses*) – Adopté (p. 1892).

Art. 27 (« Rechargeabilité » des fonds communs de créances) (p. 1892) – Adopté après modification (p. 1893).

Art. additionnel après l'art. 27 (*Opérations de crédit réalisées par les fonds communs de créance*) (p. 1894) – Adopté (p. 1894).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1894, 1895) : M. Daniel Millaud ; interventions de MM. Etienne Dailly, rapporteur et Michel Sapin, ministre.

Adoption (19 juin 1992) (p. 1895).

Discussion (deuxième lecture)

(20 décembre 1992) (p. 4554, 4560).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4554, 4557) : MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4557, 4559)

Art. 1^{er}, 2, 6 à 13 et 14 A – Adoptés (p. 4557).

Art. 27, 27 bis et 28 ter – Adoptés (p. 4559).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4559) : M. Emmanuel Hamel, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Aubert Garcia.

Adoption (20 décembre 1992) (p. 4560).

Sondages et enquêtes

1. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 28 septembre 1992) [n° 518 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Sports

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports (16 avril 1992) [n° 2614 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Thierry Mandon (13 mai 1992) [n° 2700 (91-92)] – Urgence – Discussion (19 mai 1992) – Adoption (19 mai 1992) [n° 640].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 mai 1992) [n° 356 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. François Lesein (3 juin 1992) [n° 383 (91-92)] – Avis de M. Paul Caron (5 juin 1992)

[n° 390 (91-92)] – Avis de M. Jean-Marie Girault (10 juin 1992) [n° 397 (91-92)] – Discussion (11 et 12 juin 1992) – Adoption (12 juin 1992) [n° 138].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1992) [n° 2790 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Thierry Mandon (29 juin 1992) [n° 2848 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 697].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. François Lesein (29 juin 1992) [n° 460 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 170].

PROMULGATION : loi n° 92-652 du 13 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 16 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(11 juin 1992) (p. 1583, 1617) ; (12 juin 1992) (p. 1629, 1649).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1583, 1601) : *Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports ; MM. François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Paul Caron, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Mme François Seligmann, M. André Delelis, Mme Hélène Luc.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1601, 1617) ; (p. 1629, 1648) : *M. François Lesein, rapporteur ; Mme Frédérique Bredin, ministre ; M. Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis ; Mme Hélène Luc, MM. Robert Vizet, Franz Duboscq, Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Mme Françoise Seligmann, M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles – MM. Serge Vinçon, Paul Caron, rapporteur pour avis.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI DU 16 JUILLET 1984 RELATIVE A L'ORGANISATION ET A LA PROMOTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

Art. 1^{er} (*Responsabilités de l'Etat dans le domaine des formations conduisant aux professions des activités physiques et sportives*) – Adopté après modification (p. 1601).

Art. 2 (*Organisation du sport professionnel*) (p. 1601) – Adopté après modification (p. 1602).

Art. 3 (*Régime des associations sportives « à statut renforcé »*) (p. 1602) – Adopté après modification (p. 1603).

Art. 4 (*Protection des marques des groupements sportifs*) – Adopté après modification (p. 1603).

Art. 5 (*Capital-social des sociétés à objet sportif et des sociétés d'économie mixte sportive*) (p. 1604) – Adopté après modification (p. 1606).

Art. 6 (*Interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives*) (p. 1606) – Adopté après modification (p. 1607).

Art. 7 (*Contrôle des intermédiaires*) (p. 1607) – Adopté après modification (p. 1608).

Art. 8 (*Conventions d'objectifs conclus entre l'Etat et les fédérations – Règlement-type disciplinaire*) (p. 1608) – Adopté après modification (p. 1610).

Art. 9 (*Protection des titres délivrés par les fédérations délégataires*) – Adopté (p. 1610).

Art. 10 (*Contrôle de légalité des actes des fédérations délégataires*) (p. 1610) – Supprimé (p. 1611).

Art. 11 (*Protection des appellations « fédérations françaises » et « fédérations nationales »*) (p. 1611) – Adopté (p. 1612).

Art. 11 bis (*Conditions d'agrément des manifestations sportives par les fédérations délégataires*) – Adopté après modification (p. 1612).

Art. 12 (*Dispositions relatives à la cession des droits d'exploitation des événements sportifs et à l'accès à l'information sportive*) (p. 1612).

ART. 18-1 DE LA LOI DU 16 JUILLET 1984 (*Droit d'exploitation des manifestations et compétitions sportives*) – Adopté après modification (p. 1613).

ART. 18-2 DE LA LOI PRECITEE (*Droit à l'information sportive*) (p. 1613) – Adopté après modification (p. 1614).

ART. 18-3 DE LA LOI PRECITEE (*Prohibition du gel des droits*) (p. 1614) – Adopté après modification (p. 1616).

ART. 18-4 DE LA LOI DU 16 JUILLET 1984 (*Droit d'accès des journalistes et des entreprises de communication au lieu où se déroule un événement sportif*) (p. 1616) – Adopté après modification (p. 1617).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1617).

Art. 12 bis (*Procédure obligatoire de consultation*) (p. 1629) – Supprimé (p. 1630).

Art. 13 (*Rôle des collectivités territoriales*) (p. 1630) – Adopté après modification (p. 1632).

Art. 13 bis (*Rôle des comités d'entreprise*) – Adopté après modification (p. 1632).

Art. 14 (*Commission nationale du sport de haut niveau*) – Adopté (p. 1632).

Art. 15 (*Assurance sportive*) – Adopté (p. 1632).

Art. 16 (*Conditions de conclusions des contrats d'assurance collectif*) – Adopté (p. 1632).

Art. 17 (*Modification de l'affectation des équipements sportifs financés partiellement par une collectivité publique*) – Adopté après modification (p. 1633).

Art. 17 bis (*Modalités de détermination des normes techniques des fédérations*) – Adopté (p. 1633).

Art. 17 ter (*Sécurité des équipements et des manifestations sportives*) (p. 1633).

ART. 42-1 DE LA LOI DU 16 JUILLET 1984 (*Homologation des enceintes sportives*) (p. 1634) – Adopté après modification (p. 1636).

ART. 42-3 DE LA LOI PRECITEE (*Responsabilités des fédérations délégataires en matière d'organisation des manifestations sportives*) (p. 1636) – Supprimé (p. 1637).

Art. 42-4 DE LA LOI PRECITEE (*Accès de personnes en état d'ivresse à une enceinte où se déroule une manifestation sportive*) – Adopté après modification (p. 1637).

ART. 42-5 DE LA LOI PRECITEE (*Introduction de boissons alcoolisées dans une enceinte où se déroule une manifestation sportive*) (p. 1637) – Adopté après modification (p. 1638).

ART. 42-6 DE LA LOI PRECITEE (*Manifestations sportives organisées dans des enceintes non homologuées ou en violation de l'homologation*) – Adopté après modification (p. 1638).

ART. 42-7 DE LA LOI PRECITEE (*Incitation à la violence et à la haine dans les stades*) – Supprimé (p. 1638).

Art. 42-8 DE LA LOI PRECITEE (*Droit des fédérations agréées et des associations de se porter partie civile*) – Adopté (p. 1638).

ART. 42-9 DE LA LOI PRECITEE (*Application de la procédure de l'homologation aux installations existantes*) (p. 1638) – Supprimé (p. 1639).

– L'article 17 ter, ainsi modifié, est adopté.

Art. 17 quater (*Adaptation des normes techniques des installations sportives*) – Adopté (p. 1639).

Art. 18 (*Conditions d'accès à l'exercice rémunéré des professions des activités physiques et sportives*) (p. 1639) – Adopté après modification (p. 1641).

Art. 19 (*Autorisations spécifiques d'exercice rémunéré d'une profession rémunérée relative aux activités physiques et sportives*) – Adopté (p. 1641).

Art. 20 (*Conditions d'exploitation des établissements d'activité physiques et sportives*) – Adopté après modification (p. 1641).

Art. 21 (Conditions d'application des articles 43 (Conditions de diplôme) et 47 (Exploitation des établissements d'activité physiques et sportives)) (p. 1641) – Adopté après modification (p. 1642).

Art. 22 (Fermeture d'un établissement d'activités physiques et sportives) – Adopté (p. 1642).

Art. 23 (Interdiction professionnelle prononcée par le ministre chargé des sports) – Adopté (p. 1642).

Art. 24 (Sanctions pénales) – Adopté (p. 1642).

Art. 25 (Recherches et constatations des infractions) (p. 1642) – Adopté (p. 1643).

Art. 26 (Application de la loi du 16 juillet 1984 à la collectivité territoriale de Mayotte et à la Nouvelle-Calédonie) – Adopté après modification (p. 1643).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Intitulé de la division (« Dispositions fiscales relatives aux sportifs ») – Adopté (p. 1646) ; précédemment réservé (p. 1643).

Art. 27 (Régime fiscal des dépenses exposées par les sportifs de haut niveau pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle) (p. 1643) – Adopté après modification (p. 1645).

Art. 28 (Conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des sommes attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les fédérations sportives et les entreprises, aux sportifs de haut niveau) – Adopté après modification (p. 1645).

Art. 29 (Etalement des salaires imposables des sportifs perçus dans le cadre de leur activité sportive) (p. 1645) – Adopté après modification (p. 1646).

Art. 30 (Etalement du revenu imposable des sportifs non salariés provenant de l'activité sportive) – Adopté après modification (p. 1646).

Art. 31 (Exonération des sportifs de la taxe professionnelle pour leur activité sportive) – Adopté après modification (p. 1646).

Division additionnelle avant l'art. 32 (« Titre III – Dispositions diverses ») – Adopté (p. 1646).

Art. 32 (Modification de la loi du 29 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et des manifestations sportives) (p. 1646) – Adopté après modification (p. 1647).

Art. 33 (Entrée en vigueur de la présente loi) (p. 1647) – Adopté après modification (p. 1648).

Art. additionnel après l'art. 33 (Augmentation du montant de l'abattement prévu pour la taxe sur les salaires dus par les associations sportives) – Adopté (p. 1649).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1649) : *MM. Robert Vizet, Emmanuel Hamel ; intervention de M. François Lesein, rapporteur.*

Adoption (12 juin 1992) (p. 1649).

Discussion (commission mixte paritaire)

(30 juin 1992) (p. 2217, 2223).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2217, 2218) : *M. Maurice Schumann, en remplacement de M. François Lesein, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2218, 2223)

Art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 6 (p. 2218).

Art. 7, 8, 10, 11, 11 bis et 12 (p. 2219).

Art. 12 bis, 13, 13 bis, 17 et 17 ter (p. 2220).

Art. 18, 20, 21, 26 et 27 (p. 2221).

Art. 28, 29, 30, 31, 32 et 34 (p. 2222).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2222, 2223) : *MM. Claude Estier, Paul Souffrin.*

Adoption (30 juin 1992) (p. 2223).

Suisse

Voir *Allocutions et communications*, 4
Traités et conventions, 26

Suspensions de séance

Voir *Rappels au règlement*, 21

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)

Voir *Santé*, 1

T

Tabacs et allumettes

Voir *Politique économique et sociale*, 2

1. – **Proposition de loi tendant à privatiser la société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes**, PRESENTEE AU SENAT, par MM. Pierre Laffitte et Ernest Cartigny, sénateurs (22 décembre 1992) [n° 181 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

Taxe foncière sur les propriétés bâties

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)

Voir *Hydrocarbures*, 1

Taxe professionnelle

Voir *Rapports du Gouvernement*, 5

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Impôts et taxes*, 1

1. – **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Charasse, ministre du budget (13 mai 1992) [n° 2698 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (20 mai 1992) [n° 2712 (91-92)] – Urgence – Discussion (26 mai 1992) – Adoption (26 mai 1992) [n° 646].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 mai 1992) [n° 364 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (11 juin 1992) [n° 405 (91-92)] – Discussion (18 juin 1992) – Adoption (18 juin 1992) [n° 153].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1992) [n° 2813 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret (1^{er} juillet 1992) [n° 2876 (91-92)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (1^{er} juillet 1992) [n° 474 (91-92)] – Eché.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (18 juin 1992) [n° 2813 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (2 juillet 1992) [n° 2882 (91-92)] – Discussion (3 juillet 1992) – Adoption (3 juillet 1992) [n° 711].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 juillet 1992) [n° 488 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (7 juillet 1992) [n° 494 (91-92)] – Discussion (8 juillet 1992) – Adoption (8 juillet 1992) [n° 190].

PROMULGATION : Loi n° 92-655 du 15 juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1992) (p. 1803, 1820).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1803, 1808) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ;

Michel Charasse, ministre du budget ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1809, 1820) : MM. Christian Poncelet, président de la commission ; Michel Charasse, ministre ; Roger Chinaud, rapporteur général ; Robert Vizet, Ernest Cartigny, Jean-Pierre Masseret, Philippe Adnot.

Art. unique (Entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1991) – Adopté (p. 1808).

Après l'art. unique (p. 1813).

Art. additionnel (Doublement du temps de réduction d'impôt lorsque le propriétaire d'un logement neuf prend l'engagement de le louer pendant neuf ans à usage de résidence principale) – Adopté (p. 1816).

Art. additionnel (Extension de la réduction d'impôt pour grosses réparations aux dépenses d'équipement sanitaire élémentaire aux travaux d'accessibilité des logements aux handicapés, à l'installation d'une porte blindée et d'un interphone en vue de renforcer la sécurité des immeubles) – Adopté (p. 1816).

Art. additionnel (Suspension de l'application des dispositions des paragraphes II à VIII de l'article 56 modifié de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des impôts directs locaux ; calcul de l'assiette de la taxe d'habitation) – Adopté (p. 1820).

Intitulé du projet de loi – Adopté après modification (p. 1820).

Adoption (18 juin 1992) (p. 1820).

Discussion (nouvelle lecture)

(8 juillet 1992) (p. 2551, 2558).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2551, 2557) : MM. Roger Chinaud, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Charasse, ministre du budget ; Robert Vizet, Daniel Hoeffel.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2557)

Art. 2 (p. 2557) – Supprimé par la CMP.

Art. 5 (p. 2557).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2557) : M. Paul Loridant.

Adoption (8 juillet 1992) (p. 2558).

Télécommunications

Voir *Rapports du Gouvernement*, 2

Télévision (chaînes)

Voir *Communication audiovisuelle*, 1

Terres agricoles

Voir *Hydrocarbures*, 1

Territoires d'outre-mer (TOM)

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Elections, 4

1. – **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (28 octobre 1992) [n° 2987 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jérôme Lambert (3 décembre 1992)

[n° 3103 (92-93)] – Discussion (commune le 9 décembre 1992 avec le projet de loi n° 2986 du 28 octobre 1992) – Adoption (9 décembre 1992) [n° 752].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1992) [n° 103 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Camille Cabana (16 décembre 1992) [n° 129 (92-93)] – Discussion (16 décembre 1992) – Adoption (16 décembre 1992) [n° 40].

PROMULGATION : Loi n° 92-1440 du 31 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1992) (p. 4156, 4158).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4156, 4157) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Camille Cabana, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4157, 4158)

Art. unique (Ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 relative à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer) – Adopté (p. 4158) – Parole sur l'article : *M. Daniel Millaud* (p. 4158).

Adoption (16 décembre 1992) (p. 4158).

Tourisme

1. – **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de *M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme* (10 avril 1991) [n° 1959 (90-91)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de *M. Jean Beaufile* (18 décembre 1991) [n° 2490 (91-92)] – Discussion (9 avril 1992) – Adoption (9 avril 1992) [n° 621].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 avril 1992) [n° 289 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de *M. Josselin de Rohan* (29 avril 1992) [n° 312 (91-92)] – Discussion (13 mai 1992) – Adoption (13 mai 1992) [n° 125].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 mai 1992) [n° 2703 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de *M. Jean Beaufile* (10 juin 1992) [n° 2779 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 680].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1992) [n° 431 (91-92)] – Rapport à la commission des affaires économiques – Rapport de *M. Josselin de Rohan* (24 juin 1992) [n° 435 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) [n° 172].

PROMULGATION : Loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 14 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1992) (p. 1091, 1117).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1091, 1101) : *MM. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marc Boeuf, Bernard Barbier, Louis Minetti, Pierre Vallon, Louis Jung.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1101, 1117) : *MM. Louis Minetti, Jean Garcia, Josselin de Rohan, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, ministre ; Pierre Vallon, Marcel Lucotte, Bernard Barbier, Emmanuel Hamel.*

Art. 1^{er} (Champ d'application de la loi) – Adopté après modification (p. 1101)

Art. 2 (Définition du forfait touristique) (p. 1101) – Adopté après modification (p. 1102).

Art. 3 (Exclusion du champ d'application de la loi) (p. 1102) – Adopté après modification (p. 1104)

TITRE I^{er}

DES AGENCES DE VOYAGES

Art. 4 (Conditions d'exercice de la profession d'agents de voyages) (p. 1104) – Adopté après modification (p. 1106).

Art. 5 (Des établissements et points de vente) – Adopté (p. 1106).

Art. 6 (Conventions de mandataire) – Adopté (p. 1106).

TITRE II

DES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Art. 7 (Agrément de tourisme) – Adopté (p. 1107).

Art. 8 (Bénéficiaires des opérations) – Adopté (p. 1107).

Art. 9 (Conditions d'attribution de l'agrément) – Adopté après modification (p. 1108).

Art. 10 (Limites du champ de l'agrément) – Adopté (p. 1109).

TITRE III

DES ORGANISMES LOCAUX DE TOURISME

Art. 11 (Réglementation applicable aux organismes locaux de tourisme) (p. 1109) – Adopté après modification (p. 1110).

TITRE IV

DE L'HABILITATION A REALISER CERTAINES OPERATIONS A TITRE ACCESSOIRE OU COMPLEMENTAIRE

Art. 12 (Assouplissement du régime applicable aux personnes offrant des produits touristiques à titre complémentaire et non prépondérant) (p. 1110) – Adopté après modification (p. 1111).

TITRE V

DES PERSONNELS QUALIFIES POUR CONDUIRE LES VISITES DANS LES MUSEES ET MONUMENTS HISTORIQUES

Art. 13 (Conditions d'exercice de la profession de guide-interprète) – Adopté (p. 1112).

TITRE VI

DE LA VENTE DE VOYAGES OU DE SEJOURS

Art. 14 (Champ d'application du titre VI) – Adopté (p. 1113).

Art. 15 (Obligations incombant au vendeur préalablement à la conclusion du contrat) – Adopté (p. 1113).

Art. 16 (Modifications des informations données par le vendeur) – Adopté (p. 1113).

Art. 17 (Contenu du contrat) – Adopté après modification (p. 1113).

Art. 18 (Cession du contrat par l'acheteur) – Adopté (p. 1113).

Art. 19 (Révision des prix prévus au contrat) – Adopté (p. 1113).

Art. 20 (Modification du contrat par le vendeur) (p. 1113) – Adopté après modification (p. 1114).

Art. 21 (Résiliation du contrat par le vendeur) – Adopté (p. 1114).

Art. 22 (Modification du contrat après le départ) – Adopté (p. 1115).

TITRE VII

DE LA RESPONSABILITE

Art. 23 (Responsabilité vis-à-vis de l'acheteur) – Adopté après modification (p. 1115).

Art. 24 (Exclusion du champ d'application de la responsabilité) – Adopté (p. 1115).

TITRE VIII

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 25 (Activités annexes) – Adopté après modification (p. 1115)

Art. 26 (*Incapacités*) – Adopté (p. 1116).

Art. 27 (*Dispositions visant à faciliter le contrôle des personnes disposant d'une licence, d'un agrément, d'une autorisation ou d'une habilitation*) – Adopté (p. 1116).

Art. 28 (*Suspension au retrait des licences, agréments, autorisations et habilitations*) – Adopté (p. 1116).

Art. 29 (*Sanctions pénales*) – Adopté après modification (p. 1116).

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 29 bis (*Constitution de groupements d'intérêts public*) – Adopté (p. 1116).

Art. 30 (*Modalités d'application*) – Adopté (p. 116).

Art. 31 (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 1116).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1117) : *MM. Pierre Croze, Jean Garcia, Marc Boeuf, Ernest Cartigny.*

Adoption (13 mai 1992) (p. 1117).

Discussion (deuxième lecture)

(30 juin 1992) (p. 2227, 2229).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2227, 2228) : *MM. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2228, 2229)

Art. 12, 20, 23 et 25 – Adoptés (p. 2229).

Adoption (30 juin 1992) (p. 2229).

2. – **Proposition de loi tendant à faciliter le développement du tourisme rural**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques de Menou, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 mai 1992) [n° 317 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jacques de Menou (3 juin 1992) [n° 381 (91-92)] – Discussion (17 juin 1992) – Adoption (17 juin 1992) [n° 152].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi tendant à limiter l'interdiction du cumul emploi-retraite et emploi-préretaire des agriculteurs exerçant une activité de tourisme rural.**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1992) [n° 2807 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion des conclusions du rapport

(17 juin 1992) (p. 1789, 1794).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1789, 1792) : *MM. Jacques de Menou, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean-Michel Baylet, ministre chargé du tourisme ; Fernand Tardy, Jean-Pierre Tizon.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1792, 1794) : *MM. Robert Laucournet, Fernand Tardy, Jacques de Menou, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, ministre ; Emmanuel Hamel.*

Art. 1^{er} (*Dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des salariés*) (p. 1792) – Adopté après modification (p. 1793).

Art. 2 (*Dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des exploitants agricoles*) – Adopté après modification (p. 1793).

Art. 3 (*Dérogation à l'interdiction du cumul emploi-préretaire agricole*) – Adopté après modification (p. 1793).

Nouvel intitulé : (*Proposition de loi tendant à limiter l'interdiction du cumul emploi-retraite et emploi-préretaire des agriculteurs exerçant une activité de tourisme rural*) – Adopté (p. 1794).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1794) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis de Catuelan, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Jacques de Menou, rapporteur.*

Adoption (17 juin 1992) (p. 1794).

3. – **Proposition de loi relative à l'organisation départementale du tourisme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Mouly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 juin 1990) [n° 380 rect. bis (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (22 mai 1991) [n° 334 (90-91)] – Discussion (18 juin 1991) [Voir table thématique 1991] – Adoption (18 juin 1991) [n° 125].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 1991) [n° 2129 (90-91)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Francis Geng (10 juin 1992) [n° 2780 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 681].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1992) [n° 432 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (20 octobre 1992) [n° 14 (92-93)] – Discussion (3 novembre 1992) – Adoption (3 novembre 1992) [n° 10].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 novembre 1992) [n° 2994 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Francis Geng (25 novembre 1992) [n° 3064 (92-93)] – Discussion (14 décembre 1992) – Adoption (14 décembre 1992) [n° 769].

PROMULGATION : Loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 24 décembre 1992).

Discussion (deuxième lecture)

(3 novembre 1992) (p. 2950, 2968).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2950, 2957) : *MM. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Georges Mouly, Marc Boeuf, Edouard Le Jeune, Emmanuel Hamel, Louis Minetti.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2957, 2968) : *MM. Marc Boeuf, Josselin de Rohan, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, ministre ; Louis Minetti, Emmanuel Hamel, Georges Mouly, Aubert Garcia.*

Art. 1^{er} A (*Partage des compétences en matière de tourisme entre l'Etat et les différentes collectivités territoriales*) (p. 2957) – Adopté après modification (p. 2958).

Art. 1^{er} B (*Compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme*) (p. 2958) – Adopté après modification (p. 2959).

Art. 1^{er} C (*Compétences des collectivités territoriales dans le domaine du tourisme*) – Adopté (p. 2959).

Art. 1^{er} D (*Coordination des interventions des collectivités territoriales dans le domaine du tourisme*) (p. 2959) – Adopté après modification (p. 2960).

Art. 1^{er} (*Etablissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 2960) – Adopté après modification (p. 2961).

Art. 3 (*Nature juridique et composition du comité départemental du tourisme*) – Adopté après modification (p. 2962).

Art. 4 (*Missions du comité départemental du tourisme*) (p. 2962) – Adopté après modification (p. 2963).

Art. 5 (*Ressources du comité départemental du tourisme*) – Adopté après modification (p. 2963).

Art. 6 (*Offices de tourisme*) (p. 2963) – Adopté après modification (p. 2965).

Art. 7 (*Dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer*) (p. 2965) – Adopté après modification (p. 2966).

Art. additionnel après l'art. 7 (*Examen annuel du rapport financier du comité régional du tourisme par le Conseil régional siégeant en séance plénière*) – Adopté (p. 2966).

Art. 8 (*Décrets en conseil d'Etat*) (p. 2966) – Adopté après modification (p. 2967).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2967, 2968) : *MM. Louis Minetti, Jacques Habert, Aubert Garcia, Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny, Jean Delaneau ; intervention de MM. Josselin de Rohan, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, ministre.*

Adoption (3 novembre 1992) (p. 2968).

Traité de Maastricht

Voir *Allocutions et communications, 27*
Constitution, 1
Rappels au règlement, 17 ; 18 ; 19 ; 21 ; 22

Traités et conventions

1. – **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992 - 28 janvier 1992) [n° 248 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Rapport de M. Michel Poniatowski (15 avril 1992) [n° 294 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) – Adoption (29 avril 1992) [n° 118].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2665 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (11 juin 1992) [n° 2783 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 669].

PROMULGATION : Loi n° 92-575 du 1^{er} juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 939, 941).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 939, 941) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Michel d'Aillières, en remplacement de M. Michel Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 941)

Art. unique (*Autorisation de la ratification du traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne, signé à Paris le 9 avril 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 941).

Adoption (29 avril 1992) (p. 941).

2. – **Projet de loi autorisant l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992 - 28 janvier 1992) [n° 249 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (15 avril 1992) [n° 295 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) – Adoption (29 avril 1992) [n° 119].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2666 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Michel Crépeau (21 mai 1992) [n° 2736 (91-92)] – Avis de M. Pierre Merli (17 juin 1992) [n° 2800 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 668].

PROMULGATION : Loi n° 92-574 du 1^{er} juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 942, 948).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 942, 948) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; André Jarrot, Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Bayle.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 948)

Art. unique (*Autorisation de l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, fait à Washington, Londres et Moscou le 1^{er} juillet 1968 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 948).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 948) ; *M. Ernest Cartigny.*

Adoption (29 avril 1992) (p. 948).

3. – **Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie (tel qu'amendé au 19 mai 1980)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 12 février 1992) [n° 256 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Rapport de M. Michel d'Aillières (15 avril 1992) [n° 296 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) – Adoption (29 avril 1992) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2670 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Daillet (21 mai 1992) [n° 2735 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 671].

PROMULGATION : Loi n° 92-576 du 1^{er} juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 935, 937).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 935, 937) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 937)

Art. unique (*Autorisation de l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie signé à Paris le 18 novembre 1974 (tel qu'amendé au 19 mai 1980) et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 937).

Adoption (29 avril 1992) (p. 937).

4. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé à Paris le 24 septembre 1991**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 12 février 1992) [n° 257 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (15 avril 1992) [n° 297 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) – Adoption (29 avril 1992) [n° 116].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2671 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Brana (4 juin 1992) [n° 2760 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 670].

PROMULGATION : Loi n° 92-577 du 1^{er} juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 937, 938).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 937, 938) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 938)

Art. unique (*Autorisation de l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protec-*

tion sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé le 24 septembre 1991 à Paris et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 938).

Adoption (29 avril 1992) (p. 938).

5. – **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du cuivre**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 12 mars 1992) [n° 267 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (15 avril 1992) [n° 298 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 268 et 269 (91-92) – Traités et conventions 6 et 7) – Adoption (29 avril 1992) [n° 112].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2667 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Dhaille (4 juin 1992) [n° 2761 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 673].

PROMULGATION : Loi n° 92-580 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 934, 935).

I – DISCUSSION GENERALE (Discussion générale commune avec celle des projets n° 268 et n° 269 (91-92) – Traités et conventions 6 et 7) (p. 934, 935) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 935)

Art. unique (Autorisation de l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du cuivre, adoptés le 24 février 1989 à Genève et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 935).

Adoption (29 avril 1992) (p. 935).

6. – **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international de l'étain**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 12 mars 1992) [n° 268 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (15 avril 1992) [n° 298 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 267 et n° 269 (91-92) – Traités et conventions 5 et 7) – Adoption (29 avril 1992) [n° 113].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2668 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Dhaille (4 juin 1992) [n° 2761 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 672].

PROMULGATION : Loi n° 92-581 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 934, 935).

I – DISCUSSION GENERALE (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 267 et n° 269 (91-92) – Traités et conventions 5 et 7) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 935)

Art. unique (Autorisation de l'approbation des statuts du Groupe d'étude international de l'étain, adoptés le 7 avril 1989 à Genève et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 935).

Adoption (29 avril 1992) (p. 935).

7. – **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du nickel**, PRESENTE AU

SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 12 mars 1992) [n° 269 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (15 avril 1992) [n° 298 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 267 et 268 (91-92) – Traités et conventions 5 et 6) – Adoption (29 avril 1992) [n° 114].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1992) [n° 2669 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Dhaille (4 juin 1992) [n° 2761 (91-92)] – Discussion (19 juin 1992) – Adoption (19 juin 1992) [n° 674].

PROMULGATION : Loi n° 92-582 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 934, 935).

I – DISCUSSION GENERALE (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 267 et n° 268 (91-92) – Traités et conventions 5 et 6) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 935)

Art. unique (Autorisation de l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du nickel, adoptés le 2 mai 1986 à Genève et modifiés lors de la réunion inaugurable de juin 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 935).

Adoption (29 avril 1992) (p. 935).

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 novembre 1991) [n° 2335 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (5 décembre 1991) [n° 2414 (91-92)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 598].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1991) [n° 222 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (15 avril 1992) [n° 293 (91-92)] – Discussion (29 avril 1992) – Adoption (29 avril 1992) [n° 117].

PROMULGATION : Loi n° 92-427 du 9 mai 1992 (J.O. Lois et décrets du 12 mai 1992).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1992) (p. 938, 939).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 938, 939) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 939)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de la convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine, signée à Paris le 2 juillet 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 939).

Adoption (29 avril 1992) (p. 939).

9. – **Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégofoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (30 avril 1992) [n° 315 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères (30 avril 1992) [n° 315 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Penne

(Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 366 (91-92)] - Discussion (15 juin 1992) - Adoption (15 juin 1992) [n° 146].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1992) [n° 2793 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre Hiard (16 juin 1992) [n° 2796 (91-92)] - Discussion (19 juin 1992) - Adoption (19 juin 1992) [n° 675].

PROMULGATION : Loi n° 92-579 du 1^{er} juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1676, 1677).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1676, 1677) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Jean-Pierre Bayle, en remplacement de M. Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1677)

Art. unique (*Autorisation d'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques, faite à Genève le 8 octobre 1970 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 1677).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1677).

10. - **Proposition de loi constitutionnelle relative à la ratification des traités**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (7 mai 1992) [n° 328 (91-92)] - Renvoi à la commission des lois.

11. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 mai 1992) [n° 338 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roger Poudonson (17 juin 1992) [n° 413 (91-92)] - Discussion (12 novembre 1992) - Adoption (12 novembre 1992) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1992) [n° 3032 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Marie Daillet (3 décembre 1992) [n° 3097 (92-93)] - Discussion (11 décembre 1992) - Adoption (11 décembre 1992) [n° 759].

PROMULGATION : Loi n° 92-1313 du 18 décembre 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 19 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1992) (p. 3124, 3126).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3124, 3125) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3125)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Paris le 9 septembre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 3126).

Adoption (12 novembre 1992) (p. 3126).

12. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 mai 1992) [n° 339 (91-92)] -

Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Yves Guéna (3 juin 1992) [n° 378 (91-92)] - Discussion (15 juin 1992) - Adoption (15 juin 1992) [n° 139].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1992) [n° 2792 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre Brana (16 juin 1992) [n° 2795 (91-92)] - Discussion (19 juin 1992) - Adoption (19 juin 1992) [n° 676].

PROMULGATION : Loi n° 92-578 du 1^{er} juillet 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1664, 1665).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1664, 1665) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances ; Hubert Durand-Chastel.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1665)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Mexico le 7 novembre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 1665).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1665).

13. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 mai 1992) [n° 340 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (17 juin 1992) [n° 414 (91-92)] - Discussion (12 novembre 1992) - Adoption (12 novembre 1992) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1992) [n° 3037 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Paul Dhaille (3 décembre 1992) [n° 3104 (92-93)] - Discussion (11 décembre 1992) - Adoption (11 décembre 1992) [n° 760].

PROMULGATION : Loi n° 92-1314 du 18 décembre 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 19 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1992) (p. 3130, 3131).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3130, 3131) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3131)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay, signée à Montevideo le 16 septembre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 3131).

Adoption (12 novembre 1992) (p. 3131).

14. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, signée à Manille le 7 février 1990**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (8 janvier 1992) [n° 2537(91-92)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Louise Moreau (30 avril 1992) [n° 2674 (91-92)] - Discussion (15 mai 1992) - Adoption (15 mai 1992) [n° 631].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 342 (91-92)] - Renvoi à la commission des affaires

étrangères – Rapports de M. Jean-Pierre Bayle (Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 367 (91-92)] – Discussion (15 juin 1992) – Adoption (15 juin 1992) [n° 140].

PROMULGATION : Loi n° 92-594 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1665, 1668).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1665, 1668) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1668)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, signée à Manille le 7 février 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1665).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1668).

15. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 de la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 17 avril 1990, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (8 janvier 1992) [n° 2536 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (30 avril 1992) [n° 2673 (91-92)] – Discussion (15 avril 1992) – Adoption (15 avril 1992) [n° 632].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 343 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapports de M. Jean-Pierre Bayle (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 368 (91-92)] – Discussion (15 juin 1992) – Adoption (15 juin 1992).

PROMULGATION : Loi n° 92-576 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1668, 1669).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1668, 1669) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Jean Garcia.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1669)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'avenant n° 2 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, signé le 17 avril 1990 à Ankara et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1669).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1669).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (8 janvier 1992) [n° 2535 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (30 avril 1992) [n° 2672 (91-92)] – Discussion (15 mai 1992) – Adoption (15 mai 1992) [n° 633].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 344 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 369 (91-92)] – Discussion (15 juin 1992) – Adoption (15 juin 1992) [n° 142].

PROMULGATION : Loi n° 92-595 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1670, 1672).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1670, 1672) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Bernard Guyomard, en remplacement de M. Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Habert, Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1672)

Art. unique (Autorisation d'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1672).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1672).

17. – **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (18 mars 1992) [n° 2595 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (11 mai 1992) [n° 2688 (91-92)] – Discussion (15 mai 1992) – Adoption (15 mai 1992) [n° 634].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 345 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 370 (91-92)] – Discussion (15 juin 1992) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 347 et n° 346) (91-92) – Traités et conventions 18 et 19 – Adoption (15 juin 1992) [n° 143].

PROMULGATION : Loi n° 92-591 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1672, 1676).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1672, 1676) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 347 et n° 346 (91-92) – Traités et conventions 18 et 19) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Bernard Guyomard, en remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1676)

Art. unique (Autorisation de ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie, signé à Paris le 11 septembre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1676).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1676).

18. – **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (18 mars 1992) [n° 2596 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Daillet (11 mai 1992) [n° 2689 (91-92)] – Discussion (15 mai 1992) – Adoption (15 mai 1992) [n° 635].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 346 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Penne (Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 371 (91-92)] – Discussion (15 juin 1992) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 345 et n° 347 (91-92) – Traités et conventions 17 et 19) – Adoption (15 juin 1992) [n° 144].

PROMULGATION : Loi n° 92-592 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1672, 1676).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1672, 1676) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 345 et n° 347 (91-92) – Traités et conventions 17 et 19)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1676)

Art. unique (Autorisation de ratification du traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie, signé à Paris le 20 novembre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1676).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1676).

19. – **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (18 mars 1992) [n° 2597 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (11 mai 1992) [n° 2690 (91-92)] – Discussion (15 mai 1992) – Adoption (15 mai 1992) [n° 636].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1992) [n° 347 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992 - 27 mai 1992) [n° 372 (91-92)] – Discussion (15 juin 1992) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 345 et n° 346 (91-92) – Traités et conventions 17 et 18) – Adoption (15 juin 1992) [n° 145].

PROMULGATION : Loi n° 92-593 du 1^{er} juillet 1992 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1992).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1992) (p. 1672, 1676).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1672, 1676) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 345 et n° 346 (91-92) – Traités et conventions 17 et 18)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1676)

Art. unique (Autorisation de ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque, signé à Paris le 1^{er} octobre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1676).

Adoption (15 juin 1992) (p. 1676).

20. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration)**, PRESENTE AU SENAT au nom de Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (17 juin 1992) [n° 421 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Hubert Durand-Chastel (28 octobre 1992) [n° 27 (92-93)] – Discussion (12 novembre 1992) – Adoption (12 novembre 1992) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1992) [n° 3034 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Brana (3 décembre 1992) [n° 3098 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 762].

PROMULGATION : Loi n° 92-1316 du 18 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1992) (p. 3128, 3130).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3128, 3130) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3130)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration), signé à Paris le 3 juillet 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3130).

Adoption (12 novembre 1992) (p. 3130).

21. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (17 juin 1992) [n° 422 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (28 octobre 1992) [n° 28 (92-93)] – Discussion (12 novembre 1992) – Adoption (12 novembre 1992) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1992) [n° 3033 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Daillet (8 décembre 1992) [n° 3114 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 761].

PROMULGATION : Loi n° 92-1315 du 18 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1992) (p. 3126, 3127).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3126, 3127) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3127)

Art. unique (Autorisation de ratification de l'accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif), signé à Paris le 9 septembre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3127).

Adoption (12 novembre 1992) (p. 3127).

22. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992-20 août 1992) [n° 510 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (28 octobre 1992) [n° 29 (92-93)] – Discussion (12 novembre 1992) – Adoption (12 novembre 1992) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1992) [n° 3036 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Yves Le Déaut (20 novembre 1992) [n° 3054 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 755].

PROMULGATION : Loi n° 92-1318 du 18 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1992) (p. 3131, 3135).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3131, 3135) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Jean-Luc Melenchon, Jacques Habert, Emmanuel Hamel.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3135)

Art. unique (Autorisation d'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, signé à Madrid le 4 octobre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3135).

Adoption (12 novembre 1992) (p. 3135).

23. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la France et la Russie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992-20 août 1992) [n° 511 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (28 octobre 1992) [n° 30 (92-93)] – Discussion (12 novembre 1992) – Adoption (12 novembre 1992) [n° 21].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1992) [n° 3035 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. René André (26 novembre 1992) [n° 3085 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 763].

PROMULGATION : Loi n° 92-1317 du 18 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1992).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1992) (p. 3136, 3138).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3136, 3138) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères ; Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3138)

Art unique (Autorisation de ratification du traité entre la France et la Russie, signé à Paris le 7 février 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3138).

Adoption (12 novembre 1992) (p. 3138).

24. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe trans-Manche**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 octobre 1992) [n° 2939 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Delehedde (8 décembre 1992) [n° 3112 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 757].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 112 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (16 décembre 1992) [n° 131 (92-93)].

25. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 octobre 1992) [n° 2938 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. René André (26 novembre 1992) [n° 3084 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 756].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 114 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (16 décembre 1992) [n° 133 (92-93)].

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats (ensemble une annexe, un règlement d'application et une délibération)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 novembre 1992) [n° 3039 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Dhaille (3 décembre 1992) [n° 3096] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 758].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 113 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (16 décembre 1992) [n° 132 (92-93)].

27. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (23 décembre 1992) [n° 193 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Transfusions et transplantations d'organes

Voir *Santé*, 1

Transports

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 7

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et relative au contrat de transport public de marchandises**, PRESENTE AU SENAT, par M. Jean Simonin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 1^{er} septembre 1992) [n° 513 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordre et sous-traitants**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre de l'économie, par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, et par M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux (16 septembre 1992) [n° 2919 (91-92)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jacques Fleury (25 novembre 1992) [n° 3063 (92-93)] – Urgence – Discussion (1^{er} décembre 1992) – Adoption (1^{er} décembre 1992) [n° 742].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises** » .

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 décembre 1992) [n° 77 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-Paul Emin (8 décembre 1992) [n° 91 (92-93)] – Discussion (10 décembre 1992) – Adoption (10 décembre 1992) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 3130 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Fleury (18 décembre 1992) [n° 3192 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 785].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Paul Emin (18 décembre 1992) [n° 149 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 56].

PROMULGATION : loi n° 92-1445 du 31 décembre 1992 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1992) (p. 3916, 3923).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3916, 3921) : *MM. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement ; Jean-Paul Emin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; François Autain, Robert Pagès, Louis de Catuelan, Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3921, 3923) : *MM. Jean-Paul Emin, rapporteur ; Jean-Louis Bianco, ministre.*

Art. 1^{er} (Champ d'application de la loi) – Adopté (p. 3921).

- Art. 2** (*Mention du prix dans les contrats*) – Adopté (p. 3921).
- Art. 3** (*Sanction du refus de communication du justificatif*) (p. 3921) – Supprimé par l'Assemblée nationale.
- Art. 4** (*Répression des donneurs d'ordres qui contractent à un prix insuffisant*) – Adopté après modification (p. 3922).
- Art. 5** (*Condition de constatation des infractions*) – Adopté après modification (p. 3923).
- Art. 6** (*Rapport sur l'application de la loi*) – Adopté après modification (p. 3923).
- Art. 7** (*Date d'entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 3923).
- Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3923) : *MM. Robert Pagès, François Autain.*
- Adoption** (10 décembre 1992) (p. 3923).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1992) (p. 4544, 4546).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4544, 4545) : *MM. Jean-Paul Emin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4545)

Art. 4, 5 et 6 (p. 4545).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4545, 4546) : *MM. Aubert Garcia, Daniel Hoeffel.*

Adoption (20 décembre 1992) (p. 4546).

3. – **Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (23 décembre 1992) [n° 189 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Transports routiers

Voir *Rappels au règlement, 28*
Transports, 2

Travail

Voir *Rapports du Gouvernement, 4*

1. – **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et par Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes (30 avril 1992) [n° 314 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Franck Sérusclat (19 mai 1992) [n° 350 (91-92)] – Discussion (21 mai 1992) – Adoption (21 mai 1992) [n° 134].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1992) [n° 2738 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Janine Ecochard (18 juin 1992) [n° 2809 (91-92)] – Discussion (22 juin 1992) – Adoption (22 juin 1992) [n° 683].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1992) [n° 434 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (24 juin 1992) [n° 444 (92-93)] – Discussion (29 juin 1992) – Adoption (29 juin 1992) [n° 168].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1992) [n° 2847 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Janine Ecochard (30 juin 1992) [n° 2850 (91-92)] – Discussion (30 juin 1992) – Adoption (30 juin 1992) [n° 701].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (1^{er} juillet 1992) [n° 471 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de Mme Janine Ecochard (15 octobre 1992) [n° 2975 (92-93)] – Discussion (19 octobre 1992) – Adoption (19 octobre 1992) [n° 724].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Madelain (15 octobre 1992) [n° 6 (92-93)] – Discussion (22 octobre 1992) – Adoption (22 octobre 1992) [n° 4].

PROMULGATION : loi n° 92-1179 du 2 novembre 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 4 novembre 1992).

Discussion (première lecture)

(21 mai 1992) (p. 1326, 1351).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1326, 1335) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes ; M. Franck Sérusclat, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Guy Robert, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Boyer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1336, 1350) : *MM. Jean Chérioux, Franck Sérusclat, rapporteur, Mmes Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Robert, Robert Pagès, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, Jean Garcia.*

Art. 1^{er} (*Définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi*) (p. 1336)

ART. L. 122-46 DU CODE DU TRAVAIL (*Protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle*) (p. 1337) – Adopté après modification (p. 1341).

ART. L. 122-47 DU CODE DU TRAVAIL (*Responsabilité disciplinaire de l'employeur*) (p. 1341) – Adopté après modification (p. 1342).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1343).

Art. 2 (*Applications des dispositions sanctionnant le harcèlement sexuel à la gestion du personnel dans l'entreprise*) (p. 1343) – Adopté après modification (p. 1344).

Art. 3 (*Droit de recours des organisations syndicales*) (p. 1346) – Adopté après modification (p. 1347).

Art. 4 (*Droit de recours des associations*) – Adopté après modification (p. 1347).

Art. 5 (*Pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 1349) – Supprimé (p. 1350).

Après l'art. 5 (p. 1345).

Art. additionnel (*Extension à la fonction publique des dispositions adoptées relatives à la protection d'un salarié victime ou témoin d'un harcèlement sexuel*) (p. 1345) – Adopté (p. 1346).

Art. additionnel (*Bénéfice de l'anonymat pendant l'enquête et du huis-clos lors des débats pour les fonctionnaires victimes ou auteurs de harcèlement sexuel*) (p. 1347) – Adopté (p. 1348).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1350, 1351) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Ernest Cartigny, Guy Robert, Mme Maryse Bergé-Lavigne ; intervention de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat.*

Adoption (21 mai 1992) (p. 1351).

Discussion (deuxième lecture)

(29 juin 1992) (p. 2145, 2152).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2145, 2146) : *M. Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2146, 2152) : *M. Jean Madelain, rapporteur ; Mmes Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Mme Maryse Bergé-Lavigne.*

Art. 1^{er} (p. 2146).

ART. L. 122-46 DU CODE DU TRAVAIL (p. 2146) – Adopté après modification (p. 2147).

ART. L. 122-47 DU CODE PRECITE (p. 2147) – Adopté après modification (p. 2148).

– L'article 1^{er}, modifié, est adopté (p. 2148).

Art. 2 (p. 2148) – Adopté après modification (p. 2149).

Art. 4 – Adopté (p. 2149).

Art. 5 (p. 2149) – Supprimé (p. 2150).

Art. 6 (*Extension à la fonction publique*) (p. 2150) – Adopté après modification (p. 2151).

Art. 6 bis (*Coordination*) – Adopté (p. 2151).

Art. 7 (*Restriction à la publicité des débats devant les juridictions civiles et pénales*) – Adopté après modification (p. 2151).

Art. 8 (*Coordination*) – Adopté (p. 2152).

Art. 9 (*Affichage*) – Supprimé (p. 2152).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2152) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne*.

Adoption (29 juin 1992) (p. 2152).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 octobre 1992) (p. 2838, 2843).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2838, 2842) : *M. Jean Madelain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mmes Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes ; Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2842)

Art. 1^{er}, 4, 5, 6, 6 bis, 7, 8 et 9 (p. 2842).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2842, 2843) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne*.

Adoption (22 octobre 1992) (p. 2843).

2. – **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par Mme Martine Aubry, ministre du travail (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992-17 septembre 1992) [n° 514 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Louis Souvet (21 octobre 1992) [n° 16 (92-93)] – Discussion (4 novembre 1992) – Adoption (4 novembre 1992) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1992) [n° 3009 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (3 décembre 1992) [n° 3106 (92-93)] – Discussion (8 décembre 1992) – Adoption (8 décembre 1992) [n° 750].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 décembre 1992) [n° 97 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (15 décembre 1992) [n° 123 (92-93)] – Discussion (17 décembre 1992) – Adoption (17 décembre 1992) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1992) [n° 3188 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (18 décembre 1992) [n° 3189 (92-93)] – Discussion (18 décembre 1992) – Adoption (18 décembre 1992) [n° 779].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 161 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Coffineau (19 décembre 1992) [n° 3199 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis Souvet (19 décembre 1992) [n° 162 (92-93)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 3200 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (19 décembre 1992) [n° 3201 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 786].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1992) [n° 167 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (20 décembre 1992) [n° 168 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 57].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1992) [n° 3214 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (20 décembre 1992) [n° 3215 (92-93)] – Discussion (20 décembre 1992) – Adoption (20 décembre 1992) [n° 792].

PROMULGATION : Loi n° 92-1446 du 31 décembre 1992 (*J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1993* – (Rectificatif : *J.O. Lois et décrets du 30 janvier 1993*).

Discussion (première lecture)

(4 novembre 1992) (p. 2981, 3016).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2981, 2996) : *Mme Martine Aubry, ministre du travail ; MM. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Bernard Seillier, Jean Madelain, Mmes Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, Hélène Missoffe et les orateurs sur la motion.*

Ce projet de loi vise, d'une part, à favoriser le travail à temps partiel et, d'autre part, à donner une base législative à certaines dispositions du protocole d'accord relatif à l'assurance-chômage, conclu le 18 juillet 1992 par les partenaires sociaux.

Motion n° 26, de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2993) – *Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-Madeleine Dieulangard, M. Louis Souvet, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2996 ; scrutin public n° 14).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2996, 3016) : *Mme Michelle Demessine, M. Louis Souvet, rapporteur ; Mmes Martine Aubry, ministre ; Marie-Claude Beaudeau, Danièle Bidard-Reydet, Paulette Fost, MM. Jean Madelain, Roger Lise, Emmanuel Hamel, Jean Chérioux.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Art. 1^{er} (*Régime légal et conventionnel des heures complémentaires – Art. L. 212-4-3 du code du travail*) (p. 2999) – Adopté après modification (p. 3002).

Art. 2 (*Régime des heures complémentaires pour les contrats de travail conclus avant la date de promulgation de la loi*) – Adopté (p. 3003).

Art. 3 (*Institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales – Division nouvelle et art. L. 322-12 nouveau du code du travail*) (p. 3003) – Adopté après modification (p. 3005).

Art. 4 (*Rétroactivité des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales*) (p. 3005) – Adopté après modification (p. 3006).

Art. 5 (*Conventions de préretraite progressive*) (p. 3007) – Adopté après modification (p. 3008).

Art. additionnel après l'art. 5 (p. 3008) (Protection sociale des tuteurs bénévoles en cas d'accident du travail – Art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale) – Adopté (p. 3009).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE CHOMAGE

Art. 6 (*Institution de l'allocation unique dégressive – Art. L. 351-2 du code du travail*) – Adopté (p. 3009).

Art. additionnel après l'art. 6 (*Coordination – Art. L. 351-9, L. 351-10, L. 351-12, L. 351-15 et L. 351-21 du code du travail*) – Adopté (p. 3009).

Art. 7 (*Modalités d'attribution et de calcul de l'allocation unique dégressive – Art. L. 351-3 du code du travail*) (p. 3009) – Adopté après modification (p. 3010).

Art. 8 (*Modalités de financement de l'allocation d'assurance chômage – Art. L. 351-3-1 nouveau du code du travail*) (p. 3010) – Adopté après modification (p. 3011).

Art. 9 (*Procédure de recouvrement par les Assedic des contributions et majorations de retard – Art. L. 351-6, L. 353-2 nouveau et L. 143-11-6 du code du travail*) (p. 3012) – Adopté après modification (p. 3013).

Art. 10 (*Assouplissement des conditions d'admission aux allocations – Art. L. 351-14 du code du travail*) – Adopté (p. 3013).

Art. additionnel après l'art. 10 (*Transposition dans le projet de loi de l'accord des partenaires sociaux*) – Adopté (p. 3013).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

Art. 11 (*Généralisation de la déclaration préalable d'embauche auprès des organismes de protection sociale – Art. L. 320 du code du travail*) (p. 3014) – Adopté après modification (p. 3015).

Art. additionnel après l'art. 11 (*Prorogation, en faveur des associations, de la mesure portant exonération des charges sociales pour le premier salarié*) – Adopté (p. 3015).

Art. additionnel (*Prorogation du dispositif d'exonération de charges sociales pour l'embauche d'un jeune sans qualification (exo-jeunes) – Art. 52 de la loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991*) – Adopté (p. 3015).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3015, 3016) : *M. Emmanuel Hamel, Mme Michelle Demessine, M. Jacques Machet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Jacques Bimbenet ; intervention de Mme Martine Aubry, ministre – Remerciements – Importance de la politique contractuelle.*

Adoption (4 novembre 1992) (p. 3016).

Discussion (deuxième lecture)

(17 décembre 1992) (p. 4219, 4240).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4219, 4225) : *Mme Martine Aubry, ministre du travail ; M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Jacqueline Fraysse-Cazalis.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4225, 4240) : *MM. Jean Madelain, Louis Souvet, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre ; M. Jean-Luc Bécart, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Ernest Cartigny, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles de Cuttoli.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Art. 1^{er} (p. 4225) – Adopté après modification (p. 4226).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} (*Dérogation au principe selon lequel la durée de la formation rémunérée ne peut être supérieure à la durée du travail réalisée normalement*) (p. 4226) – Adopté (p. 4227).

Art. 2 bis et 2 ter – Adoptés (p. 4227).

Art. 3 (p. 4227) – Adopté après modification (p. 4230).

Art. 4 – Adopté après modification (p. 4230).

Art. 4 bis (p. 4230) – Adopté après modification (p. 4231).

Art. 4 ter et 5 bis A – Adoptés (p. 4231).

Art. 5 bis (p. 4231) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE CHOMAGE

Art. 8 – Adopté après modification (p. 4231).

Art. 8 bis – Adopté (p. 4231).

Art. additionnel après l'art. 10 bis (*Exonération de la contribution « Delalande » en cas de rupture du contrat de travail pour inaptitude physique*) – Adopté (p. 4232).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

Art. 11 – Adopté après modification (p. 4232).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MESURES D'EXONERATION DE COTISATION SOCIALE

Art. additionnel après l'art. 13 (*Exonération des employeurs des charges sociales pour l'embauche du 2^e et du 3^e salariés dans les entreprises de zones rurales*) (p. 4232) – Adopté (p. 4233).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT ET AUX LIBERTES INDIVIDUELLES

Suppression de la division et de son intitulé (p. 4233).

Art. 14 – Supprimé (p. 4233).

Art. 15, 16 et 17 – Supprimés (p. 4234).

Art. 18 – Supprimé (p. 4235).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. additionnel avant l'art. 19 (*Prise en compte de la situation des salariés français à l'étranger lors de leur retour en France*) – Adopté (p. 4236).

Art. 19 – Adopté (p. 4236).

Art. 20 – Adopté après modification (p. 4236).

Art. 21 (p. 4236) – Adopté (p. 4238).

Art. 22 – Adopté (p. 4238).

Art. 23 (p. 4238) – Adopté après modification (p. 4239).

Art. 24 – Supprimé (p. 4239).

Art. 25 et 26 – Adoptés (p. 4239).

Art. 27, 28, 29 et 30 – Adoptés après modification (p. 4240).

Art. 31 – Supprimé (p. 4240).

Adoption (18 décembre 1992) (p. 4240).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1992) (p. 4547, 4554).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4547, 4548) : *Mme Martine Aubry, ministre du travail ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4548, 4553) : *M. Jean Chérioux, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre ; M. Aubert Garcia.*

Art. 1^{er} – Adopté après modification (p. 4549).

Art. 3, 4, 4 bis et 4 ter – Adoptés après modification (p. 4550).

Art. 8 et 11 – Adoptés après modification (p. 4551).

Titre V, Art. 14, 15, 16, 17 et 18 – Supprimés (p. 4552).

Art. 20 – Adopté après modification (p. 4553).

Art. 24 – Adopté (p. 4553).

Art. 31 – Supprimé (p. 4553).

Art. 32 – Adopté (p. 4553).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4553, 4554) : *M. Aubert Garcia, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.*

Adoption (20 décembre 1992) (p. 4554).

Travail à temps partiel

Voir *Travail*, 2

Turquie

Voir *Traités et conventions*, 15

U

Union de l'Europe occidentale

Voir *Rapports d'information*, 12

Urbanisme

Voir *Rapports d'information*, 42

Urbanisme commercial

Voir *Vie politique et sociale*, 2

Uruguay

Voir *Traités et conventions*, 13



Vichy

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 11
Droits de l'homme, 1

Vie politique et sociale

1. – **Projet de loi organique rendant applicable l'article 8 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques aux opérations électorales régies par la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962**, PRESENTE AU SENAT, par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992 - 30 septembre 1992) [n° 519 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre (10 septembre 1992) [n° 2918 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Yves Durand (10 octobre 1992) [n° 2941 (92-93)] – Urgence – Discussion (13, 14, 15 et 16 octobre 1992) – Adoption (16 octobre 1992) [n° 723].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 octobre 1992) [n° 10 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances, des affaires économiques, des affaires culturelles – Rapport de M. Christian Bonnet (25 novembre 1992) [n° 61 (92-93)] – Avis de M. Jacques Mossion (12 novembre 1992) [n° 43 (92-93)] – Avis de M. Jean Huchon (18 novembre 1992) [n° 53 (92-93)] – Avis de M. Adrien Gouteyron (25 novembre 1992) [n° 62 (92-93)] – Discussion (1^{er}, 2 et 3 décembre 1992) – Adoption (3 décembre 1992) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 1992) [n° 3108 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Yves Durand (9 décembre 1992) [n° 3125 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Christian Bonnet (9 décembre 1992) [n° 100 (92-93)] – Eché.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (4 décembre 1992) [n° 3108 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Yves Durand (10 décembre 1992) [n° 3126 (92-93)] – Discussion (15, 16, 17 et 18 décembre 1992) – Adoption (18 décembre 1992) [n° 777].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1992) [n° 152 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (18 décembre 1992) [n° 153 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 47].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 1992) [n° 3204 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Yves Durand (19 décembre 1992) [n° 3206 (92-93)] – Discussion (19 décembre 1992) – Adoption (19 décembre 1992) [n° 784].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 92-316 DC du 20 janvier 1993 (J.O. Lois et décrets du 22 janvier 1993) qui déclare :

Art. 1^{er} – Ne sont pas conformes à la Constitution les dispositions suivantes de la loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques :

– le cinquième alinéa de l'article 1^{er} ;

– l'article 5 ;

– dans le texte de l'article 40, la dernière phrase du b) ;

– dans le texte du b) de l'article 41, les mots : « ... ou à une société dont le capital est, directement ou indirectement, majoritairement

détenu par la collectivité publique délégante », et les mots : « ... ou de la société. Toutefois, lorsque la délégation a lieu au bénéfice d'une société d'économie mixte, les articles 40 et 42 sont applicables » ;

– dans le texte de l'article 48, l'alinéa 2 du I ;

– dans le texte de l'article 49, au deuxième alinéa du I, les mots : « autres que ceux qui ont le caractère industriel et commercial » ;

– l'article 53 ;

– l'article 54 ;

– l'article 83 ;

– l'article 86.

PROMULGATION : Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 (JO Lois et décrets du 30 janvier 1993).

Discussion (première lecture)

(1^{er} décembre 1992) (p. 3524, 3565) ; (2 décembre 1992) (p. 3575, 3620) ; (3 décembre 1992) (p. 3630 à 3643, 3665 à 3695).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3524, 3554) : MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean Huchon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Mossion, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Lucien Lanier, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Cluzel, Charles Lederman, Louis Souvet, Robert-Paul Vigouroux, Philippe Marini, Michel Vauzelle, ministre de la justice ; François Autain.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (1^{er} décembre 1992) (p. 3554, 3565) ; (2 décembre 1992) (p. 3575, 3620) ; (3 décembre 1992) (p. 3630 à 3643, 3665 à 3695) : MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Lederman, Michel Vauzelle, ministre ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Paul Loridant, Jacques Habert, Etienne Dailly, Jean Dumont, Jean Chérioux, Guy Allouche, Claude Estier, Jean Cluzel, Xavier de Villepin, Robert Pagès, Louis Jung – Jacques Rocca Serra, Robert Vigouroux, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis ; Paul Caron, Jean-Louis Carrère, Philippe Marini, Ernest Cartigny, Pierre Laffitte, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Robert Laucournet, François Autain, Jean Huchon, rapporteur pour avis ; Michel Sapin, ministre ; Jean-Jacques Robert, Paul Girod, Robert Vizet – Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement ; José Balareello, Alain Vasselle, Camille Cabana, Marcel Lucotte, François Lesein, Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement ; MM. Yvon Bourges, Jacques Mossion, rapporteur pour avis ; Paul Graziani.

TITRE I^{er}

SERVICE CENTRAL DE PREVENTION DE LA CORRUPTION

Art. 1^{er} à 7 (Service central de prévention de la corruption) – Supprimés (p. 3556).

TITRE II

FINANCEMENT DES CAMPAGNES ELECTORALES ET DES PARTIS POLITIQUES

Art. additionnel avant l'art. 8 A (Infractions aux différentes élections : pouvoir d'appréciation du juge) (p. 3560) – Adopté (p. 3561).

Art. 8 A (Dévolution du solde d'actif des associations de financement électorales ou des mandataires financiers) (p. 3561) – Supprimé (p. 3562).

Art. 8 B (Rapport annuel de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) – Supprimé (p. 3562).

Art. 8 (Nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux candidats aux élections politiques) (p. 3563) – Supprimé (p. 3564).

Art. 8 bis (Abaissement du plafond des dépenses électorales pour l'élection des députés) (p. 3578) – Supprimé (p. 3579).

Art. 8 ter (*Taux de prise en charge par l'Etat d'une fraction de certaines dépenses électorales des candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés*) – Supprimé (p. 3579).

Art. 9 (*Nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux partis et groupements politiques*) (p. 3579) – Supprimé (p. 3582).

Art. 9 bis (*Modification des règles d'attribution de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques*) (p. 3583) – Supprimé (p. 3584).

Art. 10 (*Applicabilité à Mayotte*) – Supprimé (p. 3584).

Art. 10 bis (*Report de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au financement des campagnes électorales après les prochaines élections législatives*) – Supprimé (p. 3585).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES

Chapitre premier

Dispositions générales

Art. 11 (*Communication du barème de prix et des conditions de vente des prestataires de services*) (p. 3587) – Adopté après modification (p. 3591).

Art. 12 (*Sanctions pour absence de facturation ou pour omission d'une mention obligatoire sur une facture*) (p. 3591) – Adopté après modification (p. 3592).

Chapitre II

Prestations de publicité

Art. 13 à 18 bis (*Prestations de publicité*) (p. 3592) – Supprimés (p. 3602).

Art. 18 ter (*Prestations de publicité*) (p. 3602) – Adopté après modification (p. 3603).

Art. 18 quater (*Prestations de publicité*) (p. 3603) – Adopté après modification (p. 3605).

Chapitre III

Urbanisme commercial

Art. 19 (*Dépôt des contrats conclus à l'occasion d'opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes*) (p. 3606) – Adopté après modification (p. 3607).

Art. 20 (*Critères de décision des commissions départementales ; identification des enseignes*) (p. 3607) – Adopté après modification (p. 3610).

Art. 21 (*Composition des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 3610) – Adopté après modification (p. 3614).

Art. 22 (*Votes au sein des commissions départementales d'équipement commercial*) – Adopté (p. 3614).

Art. 23 (*Décisions des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 3614) – Adopté après modification (p. 3615).

Art. 24 (*Composition de la commission nationale d'équipement commercial*) (p. 3615) – Adopté après modification (p. 3618).

Art. 25 (*Coordination*) – Adopté (p. 3618).

Art. 26 (*Dispositions transitoires*) (p. 3618) – Adopté après modification (p. 3620).

Chapitre IV

Délégations de service public

Section I

Dispositions générales

Art. 27 (*Appel public de candidatures*) (p. 3630) – Supprimé (p. 3632).

Art. additionnel après l'art. 27 (*Suppression de la disposition de la loi du 6 février 1992 relative à la publicité préalable des délégations de service public des collectivités locales*) (p. 3632) – Adopté (p. 3633).

Art. 28 (*Durée et renouvellement des conventions de délégation de service public*) (p. 3633) – Adopté après modification (p. 3635).

Art. 29 (*Exceptions*) (p. 3635) – Supprimé (p. 3637).

Section II

Dispositions applicables aux collectivités territoriales, aux groupements de ces collectivités et à leurs établissements publics

Art. 30 (*Délibération sur le principe de la délégation*) – Adopté après modification (p. 3637).

Art. 31 (*Appel public de candidatures pour les délégations de service public des collectivités locales*) – Adopté après modification (p. 3637).

Art. 32 (*Choix du délégataire*) (p. 3637) – Supprimé (p. 3638).

Art. 33 (*Négociation directe*) – Supprimé (p. 3638).

Art. 34 (*Pièces à joindre aux conventions de délégation de service public transmises au préfet ; application aux groupements et aux établissements publics*) – Adopté après modification (p. 3638).

Art. 34 bis (*Entrée en vigueur de la réglementation des délégations de service public*) – Adopté après modification (p. 3638).

Chapitre V

Marchés publics

Art. 35 (*Contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux*) (p. 3638) – Adopté après modification (p. 3641).

Chapitre VI

Dispositions communes aux délégations de services publics et aux marchés publics

Art. 36 (*Extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés*) (p. 3641) – Supprimé (p. 3643).

Art. 37 (*Extension du référé précontractuel*) – Supprimé (p. 3643).

Chapitre VII

Activités immobilières

Art. 38 (*Publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales*) (p. 3665) – Supprimé (p. 3667).

Art. 39 (*Nullité des cessions de promesses de vente à titre onéreux par les professionnels de l'immobilier*) – Adopté (p. 3667).

Art. 40 (*Participation des constructeurs à la réalisation d'équipements publics dans le cadre d'opérations d'aménagement*) (p. 3669) – Supprimé (p. 3671).

Art. 41 (*Participations d'urbanisme ponctuelles*) – Supprimé (p. 3671).

Art. 42 (*Publicité des contributions ; actions en répétition*) (p. 3671) – Adopté après modification (p. 3673).

Art. additionnel après l'art. 42 (*Exonération de la participation des constructions édifiées dans une zone d'aménagement concerté située dans le périmètre d'un programme d'aménagement d'ensemble*) – Adopté (p. 3673).

Art. 43 (*Cessions d'actions des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré*) – Adopté (p. 3673).

Art. 44 (*Cessions d'actions des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré*) – Adopté après modification (p. 3673).

Art. 45 (*Opérations sur le capital social des organismes privés d'habitations à loyer modéré*) – Adopté après modification (p. 3674).

Art. additionnel après l'art. 45 (*Règles de plafonnement du prix de cession des actions des sociétés immobilières dont 50 % au moins du capital ont été souscrits ou acquis au titre du 1 % patronal*) (p. 3674) – Adopté (p. 3675).

Art. 46 (*Collecte du « 1 % logement »*) (p. 3675) – Adopté après modification (p. 3677).

Art. 46 bis (*Collecte du « 1 % logement »*) – Adopté (p. 3678).

Art. 46 ter et 46 quater (*Dissolution administrative d'un comité interprofessionnel du logement, CIL*) – Supprimés (p. 3678).

Art. 47 (*Renforcement du contrôle de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction, ANPEEC ; sanctions pécuniaires*) – Adopté (p. 3678).

Art. 48 (*Application aux salariés des CIL et de l'ANPEEC des interdictions frappant les administrateurs de ces organismes*) (p. 3678) – Adopté après modification (p. 3679).

Art. 49 (*Sanctions pénales*) (p. 3679) – Adopté après modification (p. 3680).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

Chapitre premier

Transparence des procédures

Art. 50 (*Exploitation en régie par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif*) (p. 3680) – Adopté après modification (p. 3684).

Art. 51 (*Information des assemblées locales, imposée par le préfet, sur ses déférés*) (p. 3684) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 52 (*Communication des avis et observations des chambres régionales des comptes aux assemblées délibérantes des collectivités locales*) (p. 3684) – Adopté après modification (p. 3685).

Art. 53 (*Contrôle des sociétés d'économie mixte locales*) (p. 3686) – Adopté après modification (p. 3688).

Art. 54 (*Inexécution des décisions juridictionnelles par les personnes morales de droit public*) (p. 3688) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. additionnel avant l'art. 55 (*Alignement sur le droit commun de la décentralisation du régime de la loi du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public*) – Adopté (p. 3688).

Art. 55 (*Extension de la compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière aux autorités territoriales*) (p. 3688) – Adopté après modification (p. 3689).

Art. 56 (*Délit d'obstacle à l'exercice des pouvoirs des membres de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes*) (p. 3689) – Adopté après modification (p. 3690).

Art. 56 bis (*Procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes*) – Supprimé (p. 3690).

Art. 56 ter (*Procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes*) (p. 3690) – Adopté après modification (p. 3691).

Art. 56 quater (*Associations subventionnées*) (p. 3691) – Adopté après modification (p. 3692).

Chapitre II

Modernisation du contrôle

Art. 57 (*Contrôle de légalité des décisions des sociétés d'économie mixte locales exerçant des prérogatives de puissance publique*) – Adopté après modification (p. 3692).

Art. 58 (*Effet suspensif attribué aux demandes de sursis à exécution du préfet*) – Supprimé (p. 3692).

Art. additionnel après l'art. 58 (*Création des communautés de communes en zone urbaine*) – Adopté (p. 3693).

Art. 59 et 60 (*Enquêtes de l'inspection générale de l'administration sur les collectivités locales et sur les organismes faisant appel au concours des collectivités locales*) – Supprimés (p. 3694).

Intitulé du projet de loi – Adopté après modification (p. 3694).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3694, 3695) : MM. Xavier de Villepin, Charles Lederman, Robert Laucournet, Camille Cabana.

Adoption (3 décembre 1992) (p. 3695).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1992) (p. 4423, 4448).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4423, 4426) : MM. Michel Sapin, ministre de l'économie ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois, Charles Lederman.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4426, 4448) : MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Charles Lederman, François Autain, Jacques Habert, François Lesein, Philippe François, Emmanuel Hamel, Jean-Marie Girault, Robert Pagès.

Art. 1^{er} (p. 4426) – Supprimé (p. 4427).

Art. 2, 3, 4, 5 et 7 – Supprimés (p. 4427).

Art. 8 A A – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4428).

Art. 8 A, 8 B et 8 – Supprimés (p. 4428).

Art. 8 bis – Supprimé (p. 4429).

Art. 8 ter A (p. 4429) – Supprimé (p. 4430).

Art. 8 ter et 9 – Supprimés (p. 4430).

Art. 9 bis A (p. 4430) – Supprimé (p. 4431).

Art. 9 bis B, 9 bis C, 9 bis, 10 et 10 bis – Supprimés (p. 4431).

Art. 11 (p. 4431) – Adopté après modification (p. 4432).

Art. 12 – Adopté après modification (p. 4432).

Chapitre II

Prestations de publicité

Intitulé du chapitre II – Supprimé (p. 4432).

Art. 13 (p. 4432) – Supprimé (p. 4433).

Art. 14, 15, 16, 17 et 18 – Supprimés (p. 4433).

Art. 18 bis et 18 ter A – Supprimés (p. 4434).

Art. 18 ter et 18 quater – Adoptés après modification (p. 4434).

Art. 19 (p. 4434) – Adopté après modification (p. 4435).

Art. 20 – Adopté après modification (p. 4435).

Art. 21 (p. 4435) – Adopté après modification (p. 4436).

Art. 22 – Adopté (p. 4436).

Art. 23 (p. 4436) – Adopté après modification (p. 4437).

Art. 24 – Adopté après modification (p. 4437).

Art. 26 (p. 4437) – Adopté (p. 4438).

Art. 27 – Supprimé (p. 4438).

Art. 28 – Adopté après modification (p. 4438).

Art. 29 – Supprimé (p. 4439).

Art. 31 – Adopté après modification (p. 4439).

Art. 32 (p. 4439) – Supprimé (p. 4440).

Art. 33 – Supprimé (p. 4440).

Art. 34 bis et 35 – Adoptés après modification (p. 4440).

Art. 36 (p. 4440) – Supprimé (p. 4441).

Art. 37 et 38 – Supprimés (p. 4441).

Art. 39 bis (p. 4441) – Supprimé (p. 4442).

Art. 39 ter – Supprimé (p. 4442).

Art. 40 (p. 4442) – Supprimé (p. 4443).

Art. 41 – Supprimé (p. 4443).

Art. 42 et 45 – Adoptés (p. 4443).

Art. 45 ter – Supprimé (p. 4443).

Art. 46 (p. 4443) – Adopté après modification (p. 4444).

Art. 46 ter et 46 quater – Supprimés (p. 4444).

Art. 46 quinquies – Adopté après modification (p. 4444).

Art. 49 – Adopté (p. 4445).

Après l'art. 49 (p. 4445).

Division additionnelle (Chapitre ... « Dispositions relatives aux entreprises ») – Adoptée (p. 4445).

Art. additionnel (Possibilité pour le créancier ou un groupe de créancier détenant au moins 15 % des créances de désigner une ou plusieurs personnes de leur choix pour la défense de leurs intérêts auprès du tribunal et du mandataire désigné par lui) – Adopté (p. 4445).

Art. additionnel (Cas des créanciers bénéficiaires d'un nantissement ou d'une hypothèque) – Adopté (p. 4445).

Art. 49 bis et 49 ter – Adoptés (p. 4445).

Art. 50 (p. 4445) – Adopté (p. 4446).

Art. 52, 53 et 54 bis – Adoptés après modification (p. 4446).

Art. 56 (p. 4446) – Adopté après modification (p. 4447).

Art. 56 bis – Adopté (p. 4447).

Art. 56 ter (p. 4447) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4447).

Art. 58 – Supprimé (p. 4447).

Art. 58 bis A – Adopté (p. 4447).

Art. 58 ter – Supprimé (p. 4447).

Art. 61 – Adopté (p. 4447).

Intitulé du projet de loi – Adopté après modification (p. 4448).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4448) : MM. Emmanuel Hamel, Robert Pagès, François Autain.

Adoption (19 décembre 1992) (p. 4448).

W

Wallis-et-Futuna

Voir *Allocutions et communications*, 14 ; 18 ; 33

CONGRÈS DU PARLEMENT

(23 JUIN 1992)

1 – **Constitution du Parlement en Congrès** – Lecture par M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée Nationale, président du Congrès du Parlement, du décret de convocation du Congrès (p. 3 et 4).

2 – **Règlement du Congrès** (p. 4).

3 – **Vote sur le projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution d'un titre : « Des communautés européennes et de l'Union européenne »** (p. 4 à 13).

Intervention de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre

Explications de vote : MM. Daniel Hoeffel, Claude Estier, Jacques Barrot, Charles Lederman, Laurent Fabius, Charles Millon, Georges Marchais, Ernest Cartigny, Marcel Lucotte

Scrutin public à la tribune (p. 13 ; liste des votants, p. 14, 15 et 16).

Adoption (23 juin 1992) (p. 13).

4 – **Clôture de la session du Congrès du Parlement** (p. 13).